

LA MAGISTRATURE

SOUS LA

MONARCHIE DE JUILLET

Thèse principale pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Marcel ROUSSELET

DOCTEUR EN DROIT
JUGE D'INSTRUCTION AU TRIBUNAL DE LA SEINE

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1937

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA MAGISTRATURE

SOUS LA

MONARCHIE DE JUILLET

Thèse principale pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Marcel ROUSSELET

DOCTEUR EN DROIT
JUGE D'INSTRUCTION AU TRIBUNAL DE LA SEINE

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



A MES FILS

ABRÉVIATIONS

Les abréviations ne sont utilisées que dans les notes et les Appendices. Ce sont les abréviations généralement en usage.

I. — FONCTIONS JUDICIAIRES

G. d. S.	Garde des Sceaux.
P. P.	Premier Président.
P. G.	Procureur Général.
Avocat Gén.	Avocat Général.
Cons.	Conseiller.
Cons. aud.	Conseiller auditeur.
Présid.	Président.
Sub. P. G.	Substitut du Procureur Général.
P. R.	Procureur du Roi.
Juge Inst.	Juge d'Instruction.
Sub.	Substitut.
Juge supp.	Juge suppléant.
Chev., Off., Comm.	Chevalier, Officier, Commandeur,
G. O., G. C. ...	Grand Officier, Grand' Croix de la Légion d'honneur.
Dém.	Démisionnaire.
Cass.	Cour de Cassation.
Trib.	Tribunal.

II. — PÉRIODIQUES

<i>Monit.</i>	<i>Moniteur.</i>
<i>J. O.</i>	<i>Journal Officiel.</i>
<i>Gaz. Trib.</i>	<i>Gazette des Tribunaux.</i>

III. — DIVERS

Arch.	Archives Nationales.
<i>Op. cit.</i>	Ouvrage cité.
Append.	Appendice.
Départ.	Département.

INTRODUCTION

La Magistrature a toujours joui en France d'un grand prestige, et, dans la vie de notre pays, elle a tenu à toutes les époques une large place.

Cependant, comme toutes les institutions humaines, elle a profondément évolué : les magistrats, depuis qu'ils sont nommés par le pouvoir exécutif, sont d'une condition sociale et possèdent des idées profondément différentes de ceux de l'ancien régime qui, dépourvus des inquiétudes de l'ambition, atteignaient un tel degré d'indépendance qu'ils faisaient parfois trembler le trône.

Pourtant, à l'époque que nous nous proposons d'étudier, les souvenirs datant d'avant la Révolution française sont encore vivaces. Sans doute, les charges de judicature ne sont plus transmissibles et les magistrats sont nommés par le Gouvernement ; cependant, chez le magistrat de Louis-Philippe perce souvent le successeur des anciens Parlementaires. C'est ainsi, par exemple, que par les démissions conditionnelles (1) que le pouvoir aura grand'peine à écarter, le Juge de Juillet essaiera de faire revivre la vénalité des offices. En tout cas, si les magistrats sont devenus maintenant des fonctionnaires au sens large du mot, ils possèdent une grande influence, car ce sont le plus souvent des notables de la région, riches propriétaires et parfois hommes politiques importants. Ce qui peut donner quelque intérêt à cette étude, c'est donc qu'elle montre la Magistrature à un stade de son évolution.

Mais, dira-t-on, cette transformation a commencé dès la création de la Magistrature impériale. En réalité, ce ne sont pas les lois qui créent réellement les institutions. Il leur faut quelque temps pour s'épanouir dans le milieu qui leur con-

(1) Sur la question des démissions conditionnelles, voir *infra*, pp. 221 à 226.

vient. La loi du 20 avril 1810 ne donna pas de suite à la Magistrature son lustre et son prestige (1). Car Napoléon qui se rappelait certains écarts des anciens Parlements, voulut avoir une Magistrature asservie, et n'y réussit que trop.

Sous la Restauration, la Magistrature se montra également d'un dévouement aveugle au Gouvernement qu'elle servait, et peut-être manqua-t-elle de science (2). Les places de la Magistrature furent alors souvent considérées comme la simple récompense des services passés : la fidélité au comte d'Artois qu'il avait partout suivi dans sa vie d'exil, avait fait nommer par exemple, de Larivière, Avocat Général à la Cour de Cassation le 3 mars 1815, puis Conseiller à la Cour suprême le 11 novembre 1818 (3). Les juridictions sont encombrées de magistrats qui tiennent à exalter leurs sentiments monarchistes. Une double épuration au début du règne de Louis XVIII (4) avait permis de ne laisser dans la Magistrature que des hommes dont le pouvoir connaissait les opinions politiques. Certains exagéraient même leur zèle et pour plaire au Gouvernement allaient jusqu'à fouler aux pieds toutes les règles juridiques :

En 1821, les exécuteurs testamentaires de Napoléon I^{er} réclamaient une somme de six millions de francs environ mise en dépôt par l'Empereur après Waterloo chez le banquier Lafitte (5). Un procès s'ensuivit, et, pendant que l'instance se déroulait devant le Tribunal de la Seine, un Vice-Président de ce Tribunal, Chrestien de Poly (6), écrivit au Garde des Sceaux un long factum où il demandait au Gouvernement de confisquer au profit du Trésor ces dépôts faits par un usurpateur. Le Gouvernement n'osa pas aller aussi loin, mais il empêcha tous les notaires de Paris de recevoir le testament de l'Empereur ; et dans son jugement, le Tribunal de la Seine se basa justement entre autres motifs (7) sur

(1) Cf. PINARD, *Le barreau au XIX^e s.*, t. I. Paris, 1865, pp. 139-157.

(2) Cf. PINARD, *Le barreau au XIX^e s.*, t. I. Paris, 1865, p. 442.

(3) *Le Tribunal et la Cour de Cassation*. Notices sur le personnel (1791-1879) recueillies et publiées avec l'autorisation du G. d. S., par les soins du Parquet de la Cour. Paris, 1879, p. 205.

(4) Voir *infra*, p. 49.

(5) Cf. *Mémoires de Dupin*, t. I^{er} : Testament de Napoléon, pp. 292 à 312. Dupin avait plaidé pour les exécuteurs testamentaires.

(6) Voir sur CHRESTIEN DE POLY : Append. I^{er}. Lettre Chrestien de Poly à G. d. S., le 5 mars 1822 (Arch. BB⁶, 17 A, 14 d²).

(7) Jugement du 12 mars 1822 rapporté au *Constitutionnel* et au *Journal des Débats* du 13 mars 1822.

l'inexécution de cette formalité pour rejeter la demande des exécuteurs testamentaires.

D'ailleurs, le corps judiciaire, sous la Restauration, intéressait peu. On ne rencontre pas alors les discussions sur l'organisation judiciaire, sur la rémunération des magistrats, si fréquentes au contraire sous la Monarchie de Juillet. Sous les Bourbons, une seule institution judiciaire se développe et elle est détestable : celle des Conseillers, et Juges auditeurs (1), véritables magistrats ambulants dont le pouvoir se sert pour changer la majorité dans les tribunaux.

Au contraire, la Magistrature s'épanouit complètement sous la Monarchie de Louis-Philippe. Elle arrive au pouvoir avec la bourgeoisie dont elle émane. Ses représentants les plus éminents sont en même temps ceux en qui s'incarne la puissance publique. Dupin (2) qui a aidé à placer le Roi citoyen sur le trône est nommé Procureur Général près la Cour de Cassation, et bientôt après Président de la Chambre des députés. Séguier (3), Premier Président de la Cour royale de Paris, est Vice-Président de la Chambre des Pairs, et un grand nombre de chefs de cours siègent à la Chambre des députés ou à la Chambre haute (4). Quant aux autres magistrats, propriétaires terriens pour la plupart, ce sont le plus souvent des électeurs influents. D'où, une importance sociale incontestable de la Magistrature.

L'époque est par ailleurs favorable à son activité (5). On a pu dire du Gouvernement de Juillet qu'il était processif, comme celui de Napoléon était guerrier (6). Ce ne furent que jugements de complots, que délits de presse déférés aux différentes juridictions. Par ce côté, l'étude de ce corps de l'Etat qui avait à juger toutes ces affaires dont le retentissement fut alors si grand, nous a paru présenter, même pour l'histoire générale de la Monarchie de Juillet quelque intérêt.

Cette étude montrera également le début d'un conflit qui commence entre le monde économique et social moderne et la Magistrature. Qui dit Magistrature, dit émanation d'un pouvoir fort dont les décisions se rattachent au principe

(1) Voir *infra*, pp. 54 à 62.

(2) Sur DUPIN, voir Append. I^{er} et *infra*, pp. 243 et suiv.

(3) Sur SÉGUIER, voir Append. I^{er} et *infra*, p. 274.

(4) Voir *infra*, pp. 384 à 393.

(5) PINARD, *Le barreau au XIX^e s.*, t. II. Paris, 1865, p. 240.

(6) THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. II.,

d'autorité. Au fur et à mesure que les mœurs évoluent, l'esprit d'autorité diminue : la Magistrature a une armature moins solide et elle est l'objet de véhémentes critiques (1). Dans son recrutement, dans l'avancement, certaines influences d'ordre extérieur et politique se font sentir. En même temps, le commerce, l'industrie se développent, l'argent prend une place éminente dans la société, les spéculations commencent, les délits deviennent plus nombreux et plus complexes. La tâche de la Magistrature augmente.

Nous avons étudié le personnel de la Magistrature des Cours et des Tribunaux (2) : dans quelles catégories de la société, les magistrats se recrutent-ils ? Comment avançaient-ils ? Quelles étaient leurs aspirations politiques, matérielles et intellectuelles ? Quel était leur rôle dans la société et leurs relations avec le pouvoir ?

On s'étonnera peut-être que nous ayons négligé l'étude de l'activité judiciaire, professionnelle des magistrats, ce qui nous aurait amené à apprécier leur impartialité et leur indépendance. C'est volontairement que nous avons écarté ces questions de notre travail : même s'il existait des dépouillements de dossiers et si l'on pouvait avoir dans les greffes des tribunaux de France tous les dossiers nécessaires (3), nous estimons qu'il est aussi impossible pour le contemporain, que pour l'historien, de dire d'une affaire qu'elle a été bien ou mal appréciée et que des motifs étrangers au procès ont inspiré la décision des juges. Il est courant d'entendre critiquer les décisions judiciaires (4) rendues en matière correctionnelle ou criminelle ; en l'absence, non seulement d'une

(1) Voir un exemple de ces attaques que subit la Magistrature de cette époque dans ROUSSELET, *L'Affaire du Duc de Praslin et la Magistrature*.

(2) Nous n'avons pas étudié les Juges de paix qui ont toujours formé un personnel tout différent, non plus que les membres des tribunaux de commerce et les magistrats des juridictions administratives.

(3) Or, aucun dépouillement d'archives des greffes n'a été fait et le décret du 5 octobre 1920 art. 64 interdit la communication à d'autres qu'aux parties des pièces des dossiers.

(4) Nous avons au Livre IV, chap. II, I^{er}, tiré argument des décisions judiciaires rendues en matière de coalition et d'associations illicites, pour nous rendre compte des opinions de la Magistrature sur les questions sociales. Mais, nous ne l'avons fait qu'avec beaucoup de prudence et nous étions aidés par les correspondances échangées entre les Procureurs Généraux et la Chancellerie à l'occasion de ces infractions qui touchaient la vie économique du pays.

étude approfondie de tout le dossier, mais encore du compte rendu complet des débats, et surtout de l'atmosphère de l'audience, des attitudes des parties, c'est là, chose téméraire à notre sens. Nous avons voulu faire œuvre d'historien, c'est pourquoi nous n'avons pas eu la prétention de juger l'œuvre judiciaire de nos devanciers. Nous nous sommes contentés d'un but plus modeste : le personnel judiciaire, sa vie, ses opinions, son recrutement et son avancement.

LIVRE PREMIER

La Magistrature et la Révolution de Juillet

CHAPITRE PREMIER

La Magistrature et les Ordonnances

Dès les premiers jours de la Monarchie de Juillet se posa la question de la Magistrature : devait-on conserver les magistrats nommés sous la Restauration ? Pour comprendre l'importance que prit tout de suite ce problème aux yeux de l'opinion publique, il faut remonter un peu en arrière et voir quelle avait été l'attitude de certains magistrats à l'égard de Charles X dans les derniers mois de la Restauration.

La lutte du ministère Polignac avec la Chambre des députés, la prise d'Alger, puis la publication des ordonnances avaient eu chez les magistrats un grand retentissement. Le 12 juillet 1830, la Cour royale de Poitiers envoyait une adresse au roi Charles X pour le féliciter de la prise d'Alger et pour condamner l'attitude de la Chambre (1) : « Jouissez, y lisait-on, d'une gloire si pure que la Providence vous a réservée comme une consolation ; qu'elle vous soit un doux dédomma-

(1) Cf. sur cette question, Georges WEIL, *La Magistrature inamovible et la Révolution de 1830*, parag. III, p. 15. *Le Constitutionnel*, 13 septembre 1830 et les essais d'explications d'un des signataires, Arnault Menaudière, alors Substitut du Procureur Général (Lettre à G. d. S., 27 mars 1831. Arch. BB^s 199 25 A). Dans la *Gazette des Tribunaux* du 23 sept. 1830, le Président de Chambre Vincent Molière prétendait aussi qu'on avait surpris sa signature dans cette adresse.

gement des peines que votre cœur éprouve en voyant méconnaître la voix du père de la patrie et refuser leurs concours à tous les bienfaits que votre bonté méditait pour nous. »

Isolément, des magistrats tinrent à encourager de leurs protestations de dévouement le Gouvernement de Charles X dans sa politique. Dans une lettre du 10 juillet 1830 adressée au Garde des Sceaux et retrouvée aux Tuileries après la révolution (1), le baron de l'Horme, Premier Président de la Cour royale de Caen, comparait les ennemis politiques de l'intérieur à ceux que l'expédition d'Alger avait trouvés devant elle : « Le Roi est vainqueur à Alger dans le repaire de pirates qui n'étaient point ses plus implacables ennemis. Les élections les ont mis à découvert, nous venons de les voir : dans leurs rangs sont des pairs de France, des officiers généraux... Si les hommes de la trahison sont ménagés ; s'ils conservent la confiance du souverain, c'en est fait de la légitimité et de la monarchie. Les moments sont chers, Monseigneur, la Chambre des députés va être envahie ; il faut que le Gouvernement se décide. » C'était là des conseils que les magistrats donnaient en privé ; mais lors des manifestations publiques, ce ne sont aussi qu'éloges du pouvoir et que protestations de dévouement. Le 13 juillet 1830, la Cour royale de Lyon inaugurait en séance solennelle le portrait de Charles X qui lui avait été envoyé par le Ministre de la Justice (2) : « Quelle époque plus propice pouvait être choisie pour une semblable inauguration, s'écriait Vincens de Saint-Bonnet, premier Avocat Général ! Des chants de triomphe qui vont bientôt retentir dans l'Europe entière s'élèvent tout à coup d'une plage lointaine... A peine, la Grèce est délivrée que l'Afrique est conquise ; les désastres de Charles-Quint sont réparés par le triomphe de Charles X. » La Cour de Cassation, elle-même, se mêlait officiellement à ce concert d'éloges : le 18 juillet 1830 (3), elle avait été reçue par le Roi à Saint-Cloud et avait présenté au souverain ses félicitations : « Sire, avait dit le Premier Président Portalis, comme le canon portait au loin le bruit de vos succès en Afrique, les voûtes du vieux palais de Saint Louis ont tressailli sur nos têtes. »

Après la publication des ordonnances, les magistrats eurent non seulement à en apprécier la légalité quand ils furent

(1) Arch. BB^e 189 10 A. Cf. également une lettre analogue de Le Molt, Juge à Chaumont, du 22 juillet 1830 (Arch. BB^e 182 59 M³).

(2) *Gaz. Trib.*, 18 juillet 1830.

(3) *Gaz. Trib.*, 19 juillet 1830.

saisis d'un litige d'ordre privé concernant leur application, mais ils eurent auparavant à les enregistrer. L'usage existait, en effet, à cette époque (1), en souvenir sans doute de ce qui se passait pour les édits devant les Parlements, de lire à l'audience et d'enregistrer sur les réquisitions du ministère public le bulletin des lois dans les archives des greffes.

Ces ordonnances avaient, sans nul doute, produit une profonde impression : quand on les leur envoyait pour enregistrement, les magistrats comprenaient la gravité de l'acte qu'on leur demandait : à Chinon, un juge auditeur, Dumarais (2), affirma dès le 28 juillet à la Chambre du Conseil, si l'on croit le récit qu'il fit postérieurement, qu'elles ne seraient appliquées en France qu'à coups de fusil et que le signal d'une guerre civile venait d'être donné. Il se refusa par ailleurs à en requérir leur exécution.

Cette vue prophétique fut celle d'autres magistrats plus prudents ou plus soucieux de la légalité. Le Procureur Général de Colmar (3) Desclaux s'abstint de présenter les ordonnances à l'enregistrement, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs sa révocation.

Certains ne se contentent pas d'une opposition toute passive ; ils s'indignent publiquement et parfois démissionnent. Quenoble, Juge au Tribunal de Soissons, quitte son siège sitôt les ordonnances, après avoir déclaré à ses collègues qu'il se croyait délié de ses serments et il va à Paris prendre part à la journée du 29 juillet (4). Tardy, Procureur du Roi à Charolles, donne sa démission le jour même où il apprend la publication des ordonnances, déclarant que ses devoirs de magistrat ne lui permettaient pas de concourir à leur exécution (5).

(1) WEIL, *op. cit.*, parag. III, p. 16.

(2) Lettre Dumarais à G. d. S., 16 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 181 47 M³).

(3) Cf. l'extrait du registre de la Cour adressé par la Cour de Colmar au G. d. S., pour protester contre sa révocation. Procès-verbal du 9 août 1830 (Arch. BB⁶ 189 11 A). Cf. l'attitude analogue du P. R. d'Yvetot Gaumain (Arch. BB⁶ 185 86 M³).

(4) Arch. BB⁶ 186 90 M⁶. Il sera Présid. Abbeville le 4 octobre 1830, commençant sa rapide carrière qui l'amènera à la Cour suprême en 1856.

(5) Lettre P. G. Dijon à G. d. S., 15 août 1830 (Arch. BB⁶ 189 12 A), *Gaz. Trib.*, 12 août 1830. Il fut nommé Sub. P. G. Dijon le 30 août 1830. Cf. les démissions, dans les mêmes conditions, de Periolat, P. R. Orange (Arch. BB⁶ 189 14 A) ; de Meilheurat, P. R. Moulins ; de Dutilleul, P. R. Lille et Michel, P. R. Valenciennes (*Gaz. Trib.*, 31 juillet 1830).

Cependant, ces gestes dont on aurait été si heureux de se targuer quelques jours plus tard furent assez rares. Toutefois à Pithiviers, le Procureur du Roi, Hutteau, refusa de demander l'enregistrement des ordonnances en déclarant aux membres du Tribunal et du barreau, qu'il n'entendait pas se rendre complice du parjure commis par les auteurs des ordonnances (1). Il en fut de même à la deuxième chambre de la Cour de Caen présidée par Roger de la Chouquais : « Qu'on me destitue, disait ce magistrat aux avocats à l'audience, je pourrai du moins m'asseoir avec honneur sur le banc des avocats (2). » Mais ce n'était là qu'exceptions, et il semble qu'auprès de la grande majorité de la Magistrature les ordonnances avaient été fort bien accueillies.

Leur enregistrement eut généralement lieu sans incidents. Tout au plus à Avesnes, un avocat, Hennebert (3), protesta seul publiquement à l'audience ; en récompense, il sera après la révolution nommé Juge au Tribunal d'Avesnes. A Amiens, les ordonnances sont remises au Tribunal sans opposition de la part du Procureur du Roi Delsart (4). En vain, après les événements de Juillet, Delsart prétendra-t-il que les ordonnances avaient été ainsi publiées à son insu (5). A La Flèche, le Procureur du Roi Demiau-Crouzillac parla publiquement des ordonnances avec éloge en proférant des menaces contre les constitutionnels (6) et à Albi le Procureur n'hésita pas, en requérant la publication des ordonnances, à ajouter que le Roi laissait encore trop de liberté à ses peuples (7).

Il y eut plus : la publication des ordonnances fut pour certaines compagnies judiciaires l'occasion d'adresses élogieuses et encourageantes. Le 31 juillet 1830, le Procureur Général d'Aix, la Bouelie, transmettait au Roi par l'intermédiaire du Garde des Sceaux, l'adresse de la Cour royale d'Aix (8) afin « d'exprimer, disait le Procureur Général, au

(1) *Gaz. Trib.*, 7 août 1830.

(2) *Gaz. Trib.*, 31 juillet 1830.

(3) Lettre Hennebert à G. d. S. (Arch. BB⁶ 183 69 M²).

(4) Lettre P. G. Amiens à G. d. S., 14 août 1830 (Arch. BB⁶ 186 90 M⁶).

(5) Lettre Delsart à G. d. S., 16 août 1830 (Arch. BB⁶ 186 90 M²). Delsart fut révoqué à la révolution et ne fut réintégré que le 3 octobre 1831 comme Présid. Pithiviers.

(6) Lettre P. G. Angers à G. d. S., 20 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 185 84 M²).

(7) *Gaz. Trib.*, 16-17 août 1830.

(8) Arch. BB⁶ 188 2 A. Cf. WEIL, *op. cit.*, p. 16, *Gaz. Trib.*, 18 août 1830 et 22 sept. 1831. Cette adresse avait été rédigée par le P. P. de Séze.

père de la Patrie les sentiments de respect, de dévouement, de reconnaissance et d'amour qui sont dus à Sa Majesté pour les mesures à la fois sages et énergiques qu'elle a prises et auxquelles la Monarchie devra son salut ». On lisait dans cette adresse qui avait été adoptée par l'unanimité des vingt-sept membres présents et transcrite sur les registres de la Cour : « Sire, la France veut être libre, elle veut les institutions qu'elle doit à votre auguste frère ; mais en même temps, elle veut un Roi puissant qui puisse la protéger contre les éternelles machinations de tout ordre social... Sire, Votre Majesté a dit, plusieurs fois, dans de solennelles occasions, que le premier besoin de son cœur est de voir la France respectée et heureuse. La victoire a pris soin de satisfaire au premier besoin de votre noble cœur, Sire. Les sages et énergiques mesures que Votre Majesté vient de prendre assurent vos fidèles provençaux que tous vos vœux, ainsi que les leurs, sont comblés (1). »

Des magistrats écrivirent individuellement au Gouvernement pour l'encourager dans les circonstances difficiles qu'il traversait et protester de leur fidélité. A Bourges, le Procureur Général Jouselin de Noray paya de sa place, après les événements de Juillet, la lettre qu'il adressa ainsi au Ministre de la Justice (2) pour faire l'apologie des ordonnances. Au dossier du Procureur Général de Nîmes Guillet, révoqué le 3 août 1830, subsiste la lettre qu'il écrivit au Ministre le 29 juillet 1830 (3) : « il abandonnait, disait-il, son congé, et venant d'avoir connaissance des salutaires ordonnances, il oubliait ses affaires personnelles et restait à son poste (4). »

Cependant, les magistrats n'avaient pas seulement à apprécier

(1) Après la Révolution de Juillet, la Cour d'Aix prêta serment à Louis-Philippe le 5 sept. 1830 et l'on remarqua (*Constitutionnel*, 21 sept. 1830) que, seuls des signataires de l'adresse, cinq conseillers avaient démissionné. Quand le nouveau P. P. fut installé, le doyen des Présidents de chambre Cappeau, en le haranguant, essaya de désavouer l'adresse qui, dit-il, avait été plus enlevée que délibérée (Audience du 15 sept. 1830 ; *Gaz. Trib.*, 30 sept. 1830).

(2) Lettre Jouselin à G. d. S., 2 nov. 1830, où il la rappelle. (Arch. BB⁶ 188 8 A).

(3) Arch. BB⁶ 190 20 A. La *Gaz. des Trib.* du 5 août 1830 la relate entièrement, ce qui montre l'excellente documentation de ce journal à cette époque. Voir la lettre du P. R. Francey de Trévoux, *infra*, p. 69.

(4) Cette lettre fut ouverte par un autre ministre et causa vraisemblablement sa révocation. Cf. la lettre du P. G. de Bastouhl, de Toulouse, à G. d. S., le 30 juillet 1830 (Arch. BB⁶ 190 29 A) et celle du Sub. Navelle, de Montélimar (*Gaz. Trib.*, 5 août 1830).

cier les ordonnances d'une façon abstraite et uniquement du côté politique ; ils devaient aussi, comme juges, en appliquer immédiatement les textes lors des controverses que soulevait leur application.

C'est qu'en effet, comme il devait l'être pendant toute la Monarchie de Louis-Philippe, le rôle de la Magistrature fut de premier plan pendant les journées de Juillet : « On plaidait, a écrit Pinard (1), devant le Tribunal de commerce, on se battait en vertu d'une ordonnance de référé : on préludait aux coups de fusil par des procès-verbaux. » En pleine révolution, le Tribunal de commerce de la Seine présidé par Ganeron, avait eu à examiner, à propos de l'impression du *Courrier français*, la question de la légalité des ordonnances (2). L'imprimeur de ce journal se basant sur elles, s'était refusé à en continuer l'impression ; assigné par le gérant du *Courrier français* devant le Tribunal de commerce, il fut condamné à imprimer le journal dans les vingt-quatre heures : « attendu que cette ordonnance contraire à la Charte ne saurait être obligatoire ni pour la personne sacrée et inviolable du Roi, ni pour les citoyens aux droits desquels elle porte atteinte. »

En même temps, le Président du Tribunal civil de la Seine, Debelleyme, était saisi d'une question analogue par la voie du référé ; sa solution fut peut-être plus habile, mais moins nette (3). Sans doute, lui aussi ordonna bien à l'imprimeur de continuer le service de ses presses au *Journal du Commerce* ; mais il n'eut pas la hardiesse de se baser sur l'inconstitutionnalité des ordonnances et il argua d'une question de forme, motivant sa décision, sur ce que les ordonnances n'avaient pas été promulguées régulièrement.

Il appartenait à un magistrat de province, au Président Josson, de Douai, d'exprimer courageusement et sans ambiguïté, qu'en tant qu'actes émanés du pouvoir exécutif, les ordonnances ne pouvaient abroger les lois (4) : un journal d'Arras, *Le Propagateur*, avait vu ses exemplaires saisis par application des ordonnances. Le rédacteur et l'imprimeur avaient demandé au barreau de Douai une consultation qui

(1) PINARD, *Le barreau au XIX^e s.*, t. I, p. 99.

(2) WEIL, *op. cit.*, parag. IV, p. 18, *Gaz. Trib.*, 28 juillet 1830.

(3) WEIL, *op. cit.*, parag. IV, p. 19, *Gaz. Trib.*, 5 août 1830. Sur DEBELLEYME, voir Append. I¹ et *infra*, p. 292.

(4) Arch. BB⁶ 183 69 M⁷. *Mémorial de la Scarpe*, 3 août 1830 ; *Gaz. Trib.*, 5 août 1830. Le 23 août 1830 Josson fut nommé Président du Tribunal de Lille.

démontra l'illégalité de l'ordonnance du 25 juillet relative à la presse. Cette consultation devait être imprimée chez un sieur Wagnez qui s'y refusa, désirant obtenir l'autorisation préalable dorénavant exigée. Il fut appelé en référé devant le Président du Tribunal de Douai, Josson, qui, le 31 juillet ordonna, sous menace d'astreinte l'impression du mémoire : aucune loi, disait ce magistrat, n'avait abrogé l'article 2 de la loi du 21 octobre 1814 qui exemptait de toute autorisation la publication de mémoires et c'est en vain que l'imprimeur invoquait l'ordonnance du 25 juillet, car « il est de principe que les lois ne peuvent être abrogées que par les lois, qu'en France où la loi est l'œuvre de trois pouvoirs constitués par la Charte, ce n'est que par un acte auquel ont concouru le Roi et les Chambres, sanctionné et promulgué par le Roi seul, qu'une loi existante peut être rapportée ». On ne pouvait faire une critique plus acerbe et plus juridique des ordonnances. Le Président Josson, qui sentait vraisemblablement l'importance de la décision qu'il rendait, tint à ajouter que « si dans toutes les circonstances le magistrat, dont la seule mission est d'ordonner l'exécution des lois, doit se montrer fidèle au serment qu'il a prêté de les faire observer, il ne pourrait sans violer la fidélité qu'il doit aussi au Roi et qu'il a juré de maintenir, s'écarter de la rigoureuse exécution des lois dont la violation pourrait compromettre les véritables intérêts du trône et de la sûreté publique (1) ».

Il semble toutefois que de telles décisions furent exceptionnelles. Cependant, les magistrats de l'époque étaient assez versés dans la science juridique pour ne pas être choqués de l'intrusion du pouvoir exécutif dans un domaine jusque-là réservé au pouvoir législatif. Aussi, certains crurent de leurs devoirs de fidèles royalistes, d'avertir par des lettres privées le Ministre des difficultés juridiques soulevées par les ordonnances. C'est ainsi que le Président Defontaines, du Tribunal de Lille, qui ne peut être taxé de libéralisme puisqu'il démissionna le 12 août 1830, avait tenu, en termes d'ailleurs mesurés (2), à signaler au Garde des Sceaux que l'ordonnance relative à la suspension de la presse périodique était celle qui lui paraissait le plus difficile à exécuter : « en

(1) Cf. les décisions analogues de Laroche, Président par intérim du Tribunal de Brest (Arch. BB⁶ 181 50 M⁶) et de Desmazières, Président du Tribunal d'Angers (Notice sur Desmazières, par Allain TARGÉ, p. 24).

(2) Lettre à G. d. S., 28 juillet 1830 (Arch. BB⁶ 183 69 M⁷).

effet, disait-il, les journaux existent, et ils existent en vertu d'une loi ; or Votre Grandeur conçoit l'embarras de la Magistrature : une loi existe, tant qu'elle n'est pas abrogée par une autre loi ; une ordonnance royale ne saurait détruire une disposition législative et encore moins porter atteinte à la propriété des particuliers. Je parle, ajoutait-il, avec la franchise d'un vrai royaliste, je crains que toute la Magistrature, dominée par les habitudes, enchaînée par son attachement aux règles ordinaires du droit, n'adopte un système contraire à l'ordonnance. Alors quel embarras ! »

Cependant, le Président Defontaine s'était montré dans ses prévisions trop pessimiste. Dans les procès de presse qui furent déferés à la Magistrature en vertu des ordonnances, bien peu eurent l'audacieuse indépendance de les écarter franchement. La Cour royale de Rouen essaya d'éluder la question en se déclarant incompétente : le 28 juillet 1830 (1). les presses du *Journal de Rouen* avaient été saisies en exécution d'un arrêté du Préfet pris lui-même en vertu des ordonnances. L'imprimeur passa outre, fit imprimer le journal et une requête en référé contre le Maire et le Préfet fut présentée à un des Vice-Présidents du Tribunal qui la rejeta. Cette décision causa une grande effervescence dans la ville qui ne se calma que sur la promesse du Premier Président de la Cour royale, de Villequier, d'y répondre favorablement en permettant d'assigner d'urgence le Préfet et le Maire devant la Cour royale. La Cour ouvrit l'audience et le Procureur Général Boullenger qui, jusque-là n'avait porté la parole dans aucune affaire, prit des réquisitions. Il ne prononça pas un mot d'improbation contre les ordonnances, mais après avoir fait appel au bon esprit et à la modération de la population rouennaise, il conclut à l'incompétence de la Cour : « l'objet du référé rentrant dans les attributions administratives. » La Cour suivit ces prudentes conclusions ; l'effervescence recommença, mais fut arrêtée par la connaissance qu'on eut le soir même des événements de Paris.

(1) Arch. BB⁶ 190 28 A. *Gaz. Trib.*, 7 août 1830 ; WEIL, *op. cit.*, p. 19. Cf. *Journal du comte Rodolphe Apponyi, attaché de l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris*. 2^e édition, t. I. Paris, 1913, p. 286.

CHAPITRE II

La Désorganisation des Juridictions

Après les Journées de Juillet les diverses juridictions furent désorganisées ; tout y concourait : nombre de magistrats effrayés par les événements partaient d'eux-mêmes et les avocats se refusaient à plaider devant des juridictions qui leur paraissaient dépouillées désormais de toute investiture. On assista même en de nombreux endroits à de véritables grèves d'avocats.

Ce dernier phénomène fort curieux eut plus d'une cause : il semble d'abord que le pouvoir central n'ait pas tout de suite donné les instructions nécessaires pour qu'aucun vice n'affectât les décisions rendues par les diverses juridictions (1). En effet, une question très importante venait à l'esprit des juristes : au nom de qui devait-on rendre la justice et ne devait-il pas y avoir une nouvelle investiture des magistrats ? Dans ces premiers jours de la Monarchie de Juillet, les avocats ne pouvaient manquer d'être frappés par l'impossibilité juridique où se trouvaient les magistrats nommés par un régime déchu de continuer à rendre la justice, sans au moins avoir reçu une nouvelle confirmation de leur nomination.

Les barreaux étaient aussi influencés, il faut bien le dire, par l'opinion publique qui, nous le verrons, réclamait à grands cris une épuration de la Magistrature ; et puis, des motifs d'ordre moins élevé et plus intéressé dictaient souvent

(1) Voici les décisions du Gouvernement à ce sujet : Ordonnance du 2 août 1830 spécifiant que les arrêts et jugements seraient rendus provisoirement au nom de Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, Lieutenant Général du Royaume. Ordonnance du 16 août 1830 fixant le texte de la formule exécutoire. Article 50 de la Charte édictant que les cours et tribunaux ordinaires existants seraient maintenus.

l'abstention des avocats du prétoire : c'est qu'ils pensaient, et l'avenir réalisa leurs espoirs, que si des places devenaient vacantes dans les cours et tribunaux, beaucoup d'entre eux pourraient les obtenir.

Quoiqu'il en soit, les avocats ne se présentèrent plus aux différentes audiences du Palais de Justice à Paris. Le 31 juillet 1830 (1), les chambres de la Cour royale et du Tribunal qui avaient vaqué pendant la Révolution, avaient été convoquées. A la première chambre, le Premier Président Séguier déclara que la Cour reprendrait ses travaux le lundi matin, 2 août, à neuf heures, et il ajoutait : « Il faut que la justice marche, la justice est indépendante de la politique ; c'est rendre un réel service au Gouvernement et à la société entière que de continuer à administrer la justice. Aussi, lundi quoiqu'il arrive, on appellera les causes du rôle. »

Mais le Premier Président Séguier avait oublié qu'une révolution interrompt tout ; même le cours de la justice. Le barreau se chargea de le lui rappeler.

En effet, quand le lundi 2 août (2), l'audience de la première chambre s'ouvrit, la place réservée au barreau était entièrement vide et seuls les avocats et avoués en habits de ville ou de gardes nationaux se trouvaient dans l'auditoire. Étonné, le Premier Président demanda à l'huissier si les avocats et les avoués avaient bien été prévenus. L'huissier répondit affirmativement précisant même que ceux qui étaient d'abord venus en robe s'étaient retirés. Le Premier Président se contenta de constater mélancoliquement que puisque les magistrats étaient venus avec leurs costumes, les avocats et les avoués auraient bien pu se présenter en robes. A quoi, plusieurs voix répondirent dans l'auditoire : « Nous ne pouvons plaider devant la Cour, tant que nous ne saurons pas au nom de qui elle entend rendre la justice. » C'était une leçon dont les avocats prirent soin d'accentuer encore la dureté en se réunissant aussitôt à la bibliothèque pour y prendre unanimement la résolution de ne pas se présenter devant les juridictions jusqu'à ce qu'ils sachent officiellement au nom de qui et en vertu de quel pouvoir les magistrats jugeraient.

A la Cour de Cassation, ce même lundi 2 août, tandis que certains magistrats étaient réunis dans la chambre du

(1) *Gaz. Trib.*, 31 juillet-4 août 1830 ; *Monit.*, 3 août 1830 ; *Constitutionnel*, 1^{er} août 1830.

(2) *Gaz. Trib.*, 3 août 1830. Sur le P. P. Séguier, voir Append. I² et *infra*, p. 274.

conseil, les avocats près de cette Cour allèrent trouver Lebeau, Avocat Général, et lui déclarèrent qu'ils ne plaideraient pas, avant de savoir au nom de qui la justice serait rendue ; les magistrats, après cette démarche, se séparèrent immédiatement.

Cependant, répondant aux préoccupations qui s'étaient ainsi manifestées, une ordonnance était signée le 3 août 1830 qui spécifiait que les arrêts et jugements seraient rendus provisoirement au nom de Louis-Philippe, duc d'Orléans, Lieutenant Général du royaume.

Les avocats pourtant ne désarmaient pas (1), soutenant en majorité que cette ordonnance n'était qu'un formulaire d'intitulés de sentences et d'arrêts et que, jusqu'à ce que les tribunaux fussent réorganisés, ils n'avaient pas qualité pour rendre la justice. Et les magistrats ouvraient leurs audiences et les levaient presque aussitôt devant l'absence complète des membres du barreau. Cette interruption de la justice dura dans les juridictions parisiennes jusqu'au 12 août (2).

La province suivit cet exemple : à Besançon (3), le 11 août 1830, les avocats arrêtaient qu'ils ne plaideraient point tant que la Magistrature de ce ressort n'aurait pas prêté serment au nouveau Roi et les magistrats rentraient assidûment mais inutilement à l'audience.

A Dijon (4), le barreau établi près la Cour avait cessé de se présenter aux audiences depuis les événements de Juillet, sauf dans les causes d'appel de police correctionnelle. Pour le Procureur Général Colin (5), cette conduite du barreau s'expliquait sans doute par des motifs politiques : les avocats de Dijon alléguaient qu'ils ne pouvaient pas plaider devant des magistrats qui n'avaient point encore prêté serment de fidélité au Roi. Mais en outre, il existait parmi eux un sentiment général, d'après lequel le maintien sans nouvelle institution des juges nommés par l'ancien gouvernement serait, au sein des juridictions, une source de division et d'inquié-

(1) *Gaz. Trib.*, 5 août 1830.

(2) *Gaz. Trib.*, 13 août 1830. Le 12 août, en effet, les membres de la Cour et du Tribunal prêtèrent serment.

(3) Lettre Sub. P. G. David, de la Cour de Besançon, à G. d. S., le 12 août 1830 (Arch. BB¹⁰ 1066, B⁷ 5264). Lettre P. G. Clere, de Besançon, à G. d. S., 15 août 1830 (Arch. BB¹⁰ 1066, B⁷ 5286 ; *Gaz. Trib.*, 16 et 17 août 1830). Lettre Présid. Chambre Alviset, de Besançon, à G. d. S., 16 août 1830 (Arch. BB⁶ 188 6 A).

(4) Lettre P. G. Colin à G. d. S., 22 août 1830 (Arch. BB⁶ 189 12 A).

(5) Sur le P. G. Colin, voir Append. I^{er}.

tude dans l'opinion publique. Puis, le Procureur Général terminait son rapport au Garde des Sceaux, en ajoutant finement : « on doit croire cependant, en ce qui regarde le barreau, que cette prévention qui devient générale n'est pas entièrement désintéressée, parce que les avocats s'attendaient que la réorganisation complète des cours et tribunaux les relèverait d'une exclusion subie depuis la Restauration (1). »

Dans les tribunaux la situation est la même : à Lille et à St-Omer (2), les avocats s'abstiendront de paraître aux audiences tant que les tribunaux n'auront pas été légalement constitués. Le Président du Tribunal de Lille considérerait d'ailleurs ce refus comme un prétexte pour chercher à provoquer le renvoi de certains magistrats du siège.

A Nantes (3), le 8 août 1830, aucun avocat n'avait encore, depuis les journées de Juillet, paru en robe à l'audience : les avocats avaient en effet résolu de ne pas venir plaider devant les membres du Tribunal qui, pour la plupart, avaient toujours manifesté une profonde aversion pour les libertés publiques : ils craignaient, au surplus, en reprenant l'audience d'adhérer au principe de l'inamovibilité qui, d'après eux, devait fléchir comme celui de la royauté. Le Garde des Sceaux fit connaître que les cours et tribunaux étant maintenus par l'article 50 de la Charte, les avocats de Nantes devaient reprendre l'exercice de leur profession, sinon il y aurait lieu d'autoriser les avoués à plaider (4).

D'ailleurs, dans les premiers jours qui suivirent la Révolution, les juridictions elles-mêmes se trouvaient fort embarrassées pour savoir la conduite à tenir : devaient-elles continuer à rendre la justice ? et si elles prenaient cette décision, au nom de qui devaient-elles juger ? Les attitudes du barreau

(1) Cf. des abstentions analogues à la Cour d'Aix (*Gaz. Trib.*, 22 août 1830), à la Cour de Grenoble (*Gaz. Trib.*, 23-24 août 1830), à la Cour de Metz (Lettre P. G. Metz à G. d. S., 16 août 1830, Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5283), à la Cour d'Orléans (Lettre P. G. Orléans à G. d. S., 13 août 1830, Arch. BB⁶ 190 20 A).

(2) Lettre P. P. Cour Douai à G. d. S., 11 août 1830 (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5255).

(3) Lettre Vice-Présid. Nantes, 8 août 1830, à G. d. S. (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5263).

(4) Il en fut de même au Tribunal de Brest (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5276), au Tribunal de Montmorillon (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5288), au Tribunal d'Oloron (Arch. BB¹⁶ 1067, B⁷ 5376), au Tribunal de Mâcon (Arch. BB¹⁶ 1067, B⁷ 5394), au Tribunal de Saint-Brieuc (Arch. BB⁶ 190 26 A).

que nous venons de voir n'étaient pas d'ailleurs sans augmenter leur embarras. Des incidents éclatèrent parfois qui prouvent le désarroi des esprits.

A Cherbourg, le 5 août 1830, le Tribunal (1) après avoir constaté qu'aucun avoué et qu'aucun avocat ne se présentait, renvoya les affaires : « Considérant que le Tribunal est incertain sur le point de savoir s'il a qualité pour rendre la justice, puisque le pouvoir qui l'avait nommé a cessé d'exister et que, depuis, il n'a reçu aucun acte quelconque qui l'autorise à remplir ses fonctions. Que le barreau lui-même, en s'abstenant de paraître à l'audience, semble déclarer qu'il ne reconnaît point au Tribunal de pouvoirs suffisants. » Ainsi, le Tribunal de Cherbourg doutait lui-même de la légalité des jugements qu'il pouvait rendre.

L'abstention était le parti des prudents ; certains magistrats arguaient de faux prétextes de santé et demandaient des congés (2). C'est qu'une question angoissante se posait pour les magistrats : au nom de qui devaient-ils, aux premiers jours de la Révolution, exercer leurs fonctions ? résoudre cette question, c'était prendre parti, c'était risquer de renier le pouvoir qui les avait nommés, à un moment où avec le défaut de nouvelles on ne savait s'il n'était pas de nouveau triomphant.

A Chaumont, un membre du barreau voulut forcer le Tribunal à prendre parti (3) : le 5 août 1830, à l'appel d'une affaire, M^e Magnin, avocat, se leva et demanda au Tribunal au nom de qui il jugeait. Le Tribunal donna la parole au ministère public, représenté par Dumay, Substitut du Procureur du Roi, pour l'éclairer. Ce magistrat ne put que faire une déclaration vague ; il indiqua au Tribunal qu'il était légalement constitué, que le cours de la justice ne devait pas être interrompu et qu'il n'y avait pas lieu de faire droit à l'incident. Ces paroles ne donnèrent pas satisfaction à Magnin qui insista encore une fois pour savoir au nom de qui la justice s'administrait. Nouvelle interpellation du Président au Procureur du Roi pour lui demander au nom de

1) Lettre Lemansoir-Duprey, Juge suppl. Cherbourg à G. d. S. (Arch. BB^s 182 57 M^s).

(2) Tel le Vice-Présid. Fournier, de Nîmes. Voir lettre P. P. Nîmes à ce magistrat, 12 sept. 1830 (Arch. BB^s 190 20 A).

(3) *Le Courrier des Tribunaux*, 14 août 1830. *Le Constitutionnel de la Haute-Marne*, 7 août 1830. Lettre P. G. Dijon à G. d. S., 16 sept. 1830 (Arch. BB^s 182 59 M^s, BB^s 185 83 M^s). WEILL, *op. cit.*, parag. VI, p. 25.

quelle autorité il prenait ses réquisitions. Cette fois le représentant du ministère public ne trouva plus rien à dire. Et le Tribunal, constatant que le Procureur du Roi ne déclarait pas au nom de quelle autorité il requérait, déclara qu'il n'était pas régulièrement constitué et il remit la cause à huitaine.

La conséquence inattendue de cet incident fut, le 10 août 1830, la révocation de Dumay à qui on imputa à faute son silence. A Bayonne (1), même indécision du Tribunal, malgré l'énergie cette fois du ministère public. Le 5 août 1830, Chegaray, Substitut, qui administrait le Parquet en l'absence du Procureur du Roi, se disant malade, n'était pas en possession de l'ordonnance du 3 août sur les formules des jugements, mais il avait appris l'acceptation par le duc d'Orléans des fonctions de Lieutenant Général du Royaume. Aussi, de lui-même, à l'audience du 5 août, avait-il pris l'initiative de requérir que la justice fût rendue au nom de S. A. Louis-Philippe, Lieutenant Général du Royaume, et que les jugements et actes fussent à dater de ce jour intitulés et exécutés en son nom. Il se basait sur l'anéantissement en droit et en fait du pouvoir royal à dater du 26 juillet et sur la nécessité urgente de prêter au nouveau chef de l'Etat tout l'appui et toute l'autorité que dans des temps plus calmes le Tribunal attendait de lui. Le Tribunal essaya d'abord de ne pas résoudre de suite la question qui lui était soumise ; après en avoir longuement délibéré, il donna acte au ministère public de ses réquisitions, renvoya à la Chambre du Conseil pour en être statué et il fit appeler une cause. Mais cette échappatoire ne donnait pas satisfaction au Substitut qui voulait obtenir du Tribunal une décision : il déposa sur le bureau une déclaration où il indiquait que la question soulevée par son réquisitoire était essentiellement préjudicielle à toute distribution de la justice. Et le Tribunal ayant fait appeler une cause sans dire au nom de qui il entendait la juger, Chegaray déclara ne plus pouvoir siéger. Cette fois, il fallait bien que le Tribunal répondît par un jugement à une telle injonction. Cependant, deux causes furent encore appelées après le départ de Chegaray : un Juge suppléant accepta de le remplacer au siège du ministère public ; mais un autre refusa de compléter dans ces conditions le Tribunal.

(1) Lettre Sub. Chegaray, de Bayonne, à G. d. S., 5 août 1830 (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5278 ; *Gaz. Trib.*, 12 août 1830). WEILL, *op. cit.*, parag. VI, p. 25. Sur Chegaray, voir Append. I^{er}.

Il s'agissait là d'actes particulièrement graves, presque d'un concert de magistrats pour ne pas siéger et Chegaray indiquait qu'il comptait s'abstenir de paraître aux audiences tant que le Tribunal n'aurait pas dit franchement, au nom de qui, il déclarait les tenir. Cependant, les juges ne purent persévérer dans leurs tergiversations et ils durent répondre aux réquisitions de Chegaray. Mais, pour échapper à leur implacable logique sans se compromettre, le Tribunal donna des motifs qui constituaient une véritable hérésie juridique. En effet, il n'hésita pas à dénier tout effet au vieux principe toujours admis de l'indivisibilité des membres du Parquet, d'après lequel tout ce que fait un Substitut est censé fait par le Procureur lui-même. D'après le Tribunal, un Substitut n'avait pas qualité, dans les questions de haute politique, pour faire des réquisitoires d'office sans l'aveu de son chef au nom duquel il devait toujours requérir. Et, ayant trouvé enfin un argument qui le dispensait de prendre parti, le Tribunal décida qu'il devait attendre pour statuer explicitement et d'une manière définitive que le Substitut régularisât son réquisitoire en se concertant avec son chef. Au surplus, disait le Tribunal, et c'était encore un attendu assez extraordinaire, il lui paraissait parfaitement inutile de proclamer en audience publique au nom de qui il rendait la justice, puisque ce formulaire ne devait se trouver que dans les expéditions délivrées par le greffier du siège. C'est donc par des attendus aussi naïfs qui trahissent la trop grande prudence de ses membres que le Tribunal de Bayonne déclara qu'il n'y avait pas lieu à statuer au fond, quant à présent sur le réquisitoire du Substitut (1).

A Clermont, dans l'Oise, par scrupule juridique le Procureur du Roi eut une attitude opposée et il arrêta de lui-même le cours de la justice (2). Quand il avait reçu le procès-verbal de la Chambre des députés contenant l'adhésion du

(1) Cependant (lettre P. G. Pau à G. d. S., 21 sept. 1830 ; Arch. BB⁶ 184 75 M⁶), le Substitut Chegaray abandonnait son siège, pour aller à Paris solliciter de l'avancement. Ses démarches réussirent ; il fut nommé le 22 sept. 1830 P. R. à Montbrison, commençant ainsi sa brillante carrière qui, cinq ans après, le 20 octobre 1835, l'amenait à la tête du Parquet général d'Orléans et le faisait siéger le 7 août 1843 à la Cour suprême. Voir Append. I^{er}. En même temps, le P. R. Laborde se précipitait aussi à Paris, pour éviter la révocation dont il fut cependant frappé le 20 sept. 1830 et, pendant ce temps, le Parquet de Bayonne était complètement abandonné.

(2) Lettre P. R. Clermont (Oise) à G. d. S., 11 août 1830. Réponse G. d. S. à P. R., 31 août 1830 (Arch. BB³⁰ 1066, B⁷ 5296).

Lieutenant Général à la Charte, sa première pensée avait été d'engager le Tribunal à s'assembler en audience solennelle pour en entendre lecture, avant de reprendre le cours interrompu de ses travaux. Mais il hésita, car il lui apparut qu'un changement de dynastie nécessitait une nomination nouvelle des officiers du ministère public et qu'il était aussi essentiel de soumettre les magistrats inamovibles à l'épreuve du serment. Sur ses observations, le Tribunal s'abstint de siéger. Pour scrupuleuse qu'elle fût, cette attitude attira au Procureur du Roi de Clermont les reproches du Garde des Sceaux pour qui le cours de la justice ne pouvait être interrompu.

À Pau, c'est le Tribunal qui, de lui-même, décide de suspendre le cours de la justice (1) : on avait connu dans cette ville le 5 août la nomination du duc d'Orléans comme Lieutenant Général du Royaume ; depuis, le Tribunal n'avait pas siégé ; le Président le convoqua pour le 9 août et proposa alors à ses membres de déclarer, en entrant à l'audience, que la justice serait rendue au nom du Lieutenant Général du Royaume. Il pensait que le Tribunal ne devait pas laisser d'incertitude sur le pouvoir qu'il reconnaissait et que cette proposition conforme, au surplus, à l'ordonnance du 3 août sur l'intitulé des actes judiciaires serait accueillie à l'unanimité. Tout au contraire, elle fut repoussée à une voix de majorité et il y fut répondu par la délibération de suspendre le cours de la justice pendant toute la semaine. On voit à quel point l'incertitude régnait encore le 9 août dans les juridictions. Il faut indiquer d'ailleurs que le lendemain 10 août, le Tribunal de Pau revint sur cette délibération et rendit la justice au nom du Lieutenant Général du Royaume. Il fut alors décidé que la décision de la veille ne serait pas transcrite.

À la Cour d'Orléans les atermoiements et les hésitations durèrent plus longtemps encore (2) et dépeignent bien l'état des esprits chez les magistrats à ce moment. Dès que le Procureur Général Miron de l'Espinay eut reçu le 11 août 1830 le procès-verbal de la prestation de serment du Roi du 9 août, il pensa pouvoir requérir qu'à compter de ce jour la Cour rendrait la justice au nom de Louis-Philippe. Mais cela n'alla pas sans quelques difficultés : tout d'abord le

(1) Lettre Présid. Pau à G. d. S., 9 et 10 août 1830 (Arch. BB¹⁵ 1066, B⁷ 5278).

(2) Lettres Préfet Orléans à G. d. S., 14 août 1830 (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5273) ; P. G. Orléans à G. d. S., 11 août 1830 et 13 août 1830 (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5373 ; Arch. BB⁸ 190 20 A).

second Substitut du Procureur Général, de Montrevand, refusa de se joindre aux autres membres du Parquet Général qui tous accompagnaient leur chef. Ensuite, la Chambre civile qui seule siégeait ce jour-là n'accéda pas aux réquisitions du Procureur Général et y répondit par un arrêt de partage. En effet, quatre Conseillers étaient d'avis qu'il y avait lieu de délibérer et d'obtempérer purement et simplement aux réquisitions, tandis que quatre autres pensaient que le réquisitoire du Procureur Général eût dû être présenté à l'assemblée générale des chambres de la Cour et que la Chambre civile seule ne pouvait accueillir favorablement la réquisition (1). Le Procureur Général put obtenir, avec difficultés d'ailleurs, du Premier Président (2) une assemblée générale des chambres pour le 13 août. Le Procureur Général y prit le même réquisitoire en demandant de plus que la justice reprît son cours ordinaire. Cette fois, ces réquisitions furent accueillies favorablement ; mais tout n'était pas fini et certains magistrats de la Cour montrèrent encore leur mauvais vouloir : la Chambre civile qui seule montait ce jour-là à l'audience devait y faire connaître cette déclaration : le Président (3) s'y refusa et il obtint de ses collègues de garder le silence sur ce point à la condition de remettre l'audience, ce qui fut fait.

Ce n'est que le 14 août 1830, que devant la Chambre des mises en accusation, le ministère public requit que les membres de cette chambre, avant de rendre ses arrêts, eussent à déclarer qu'ils le feraient au nom de S. M. Louis-Philippe. Et cette fois, cette chambre présidée par Travers de Beauvert, déclara formellement qu'en fait et en droit elle reconnaissait Louis-Philippe I^{er} roi des Français ; et elle ordonna que cette déclaration serait déposée au greffe pour qu'il lui soit donné toute la publicité possible, puisque les séances de la Chambre des mises en accusation n'étaient pas publiques. Le zèle et la fermeté de Travers de Beauvert, que l'attitude de certains de ses collègues faisait ressortir davantage, furent rapidement récompensés, et le 16 septembre 1830 il fut nommé Premier Président de la Cour d'Orléans.

Ce qui, également, augmentait la confusion et la désorganisation des juridictions, c'est qu'un grand nombre de magis-

(1) Arrêt du 11 août 1830.

(2) Laplace, démissionnaire, et remplacé le 16 sept.

(3) Dugaigneau de Champvallens, démissionnaire, et remplacé le 16 sept.

trats abandonnaient leurs fonctions : à la Cour royale d'Aix (1), depuis le 6 août, la moitié des magistrats avaient quitté leurs postes ; le Procureur Général s'était retiré à la campagne sans donner de motifs, et les deux Avocats Généraux avaient démissionné. A la Cour royale d'Angers (2), le Premier Président, le Procureur Général, un Président de chambre avaient, dès le 12 août 1830, abandonné leurs fonctions ou démissionné. A la Cour royale de Bordeaux (3), le Procureur Général, deux Avocats Généraux et un Substitut du Procureur Général s'abstenaient depuis les événements de Juillet de tout service. Il ne restait qu'un Avocat Général et un Substitut du Procureur Général. Au Parquet Général de la Cour de Rennes (4), seul, un Substitut du Procureur Général assura le service pendant tout le mois d'août.

Il en allait de même dans les tribunaux (5). Au début du mois d'août 1830, le Tribunal de Saint-Etienne était réduit à deux Juges et un Juge auditeur retenus entièrement par les audiences. Quant au service de l'instruction, il était entièrement négligé, car Jacquemont, Juge auditeur, n'avait plus voulu, depuis les événements de Juillet, interroger un prisonnier : il ne désirait pas non plus donner sa démission et il déclarait verbalement qu'il ne voulait plus remplir aucune fonction ni donner aucune signature à partir du 31 juillet.

Au Tribunal de Nyons, il y a à la fois menace de grèves d'avocats et de magistrats (6) : jusqu'au 7 août 1830, le Tribunal avait continué à donner audience ; mais le 11 août, un Juge et un Juge auditeur s'absentèrent sans motifs. Il fallut compléter le Tribunal avec un avocat ; celui qui fut appelé, Grayset, refusa de monter au siège, car, pour lui, tant que le Tribunal ne déclarerait pas qu'il avait cessé de rendre la justice au nom de l'ancien Roi, sa marche devait être interrompue. Tous les avocats furent de cet avis, sauf un qui accepta de siéger. Le 18 août 1830, le désordre s'accrut

(1) Lettre Sub. P. G. Bret à G. d. S., 10 août 1830 (Arch. BB⁶ 188 2 A).

(2) Lettre Michel de Puisard, doyen des Présid. de chambre, à G. d. S., 12 août 1830 (Arch. BB⁶ 188 5 A).

(3) Lettre Desgranges-Touzin, Avocat Gén., à G. d. S., 16 août 1830 (Arch. BB⁶ 188 7 A).

(4) Lettre Gravier, député Basses-Alpes, à G. d. S., 15 mars 1836 (Arch. BB⁶ 190 26 A).

(5) Lettre Présid. Saint-Etienne à G. d. S., 13 août 1830 (Arch. BB⁶ 181 49 M²).

(6) Lettres Grayset, avocat Nyons, à G. d. S., 11 août 1830, 18 août 1830 (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5283).

à Nyons : le Substitut prévoyant sa destitution avait voulu la prévenir par son départ ; le chef du Parquet était, disait-on, malade. L'avocat qui précédemment avait remplacé le magistrat du siège, remplaça cette fois le ministère public défaillant. Heureusement, un Juge était revenu ; une cause dans laquelle plaidait Grayset fut appelée ; celui-ci avant de parler déclara qu'il était bien entendu que la justice qu'il allait demander serait rendue au nom de Louis-Philippe et qu'à cette condition il allait plaider. Le Tribunal garda le silence, ce que les avocats prirent pour une adhésion tacite. Ainsi, le 18 août, les magistrats se refusaient encore à proclamer publiquement qu'ils rendaient la justice au nom du nouveau régime.

CHAPITRE III

La Révocation des membres du Parquet

Les diverses juridictions étaient donc aux premiers jours de la Révolution de Juillet complètement désorganisées : ce qui augmentait encore le trouble des esprits c'est que les magistrats n'étaient pas sûrs de rester sur leurs sièges. L'attitude de la Magistrature à l'égard des derniers actes de la monarchie bourbonnienne avait été suivie et commentée avec passion par l'opinion. Celle-ci grossissant les faits ne vit chez les magistrats que des flatteurs du régime disparu qui s'étaient solidarisés avec lui. Dès les premiers jours de la Révolution de Juillet, la presse vitupère et réclame à grands cris une épuration. La question de la Magistrature était ainsi mise à l'ordre du jour.

Tout d'abord le Gouvernement procéda à de larges coupes sombres parmi les membres du Parquet. Membres amovibles de la Magistrature, ayant eu, plus que les juges un rôle politique, il était normal qu'ils reçussent les premiers coups. Dès le début du mois d'août, de nombreuses révocations des membres du Parquet sont décidées : Le 6 août 1830, toutes les Chambres de la Cour royale de Paris s'étaient réunies pour procéder à l'installation de Bernard qui venait d'être nommé Procureur Général (1). Le nouveau magistrat, dans son discours, avait glissé une phrase menaçante : « Le pays verra, désormais, l'application des lois confiée à des magistrats sans haines et sans craintes, mais aussi sans reproches. » Le lendemain 7 août le *Constitutionnel* précisa : « Le Parquet a lutté de fanatisme avec la chaire, il a indigné tous les esprits impartiaux et toutes les âmes honnêtes. Le Par-

(1) *Constitutionnel*, 6 août 1830, *Gaz. Trib.*, 6 août 1830. Sur Bernard dit Bernard de Rennes, voir Append. I^{er}.

quet presque entier sera renouvelé. » Le même jour se discutait à la Chambre des députés la question du maintien de l'inamovibilité des Juges que nous étudierons plus loin (1). Dupin avait demandé que si l'on respectait les magistrats inamovibles on fit au moins porter les réformes sur les membres amovibles des Parquets. Le Gouvernement avait devancé ses désirs et à en croire le *Journal des Débats* (2), dès le 5 août le travail d'épuration de la Magistrature amovible était commencé.

Comment se fit ce travail ? Quels furent les moyens d'information du Gouvernement ? Le Garde des Sceaux était alors Dupont de l'Eure. Il était aidé de Merilhou (3), secrétaire général du Ministère de la Justice. Tous les deux avaient donné des gages au parti libéral. Le ministre était resté fidèle aux principes de la Révolution de 1789. Le secrétaire général avait été le grand avocat de l'opposition sous la Restauration. Tous deux, au surplus, avaient été rayés des cadres de la Magistrature sous les Bourbons (4). Pour caractériser l'œuvre du ministre, en 1831 un député, Mahul (5), disait « qu'il est de suffisante notoriété que l'austère magistrat qui a tenu les sceaux pendant les premiers mois de la révolution n'a pas négligé d'appliquer à la reconstitution du Parquet la sévérité de son patriotisme. » Patriote sévère, austère, ce sont bien les qualificatifs qui conviennent à un tel ministre (6). Austère, à son entrée en fonctions, il refusa d'accepter les 25.000 francs de frais d'établissement alloués aux ministres (7). Infatigable, il travaille (8) de cinq heures du matin à minuit à sa mission d'épuration. Sévère : les 426 révocations de membres des Parquets qu'il fit prononcer pendant les quatre derniers mois de l'année 1830 le démontrent assez.

(1) *Monit.*, 8 août 1830. Voir *infra*, pp. 49 à 51.

(2) *Journal des Débats*, 5 août 1830.

(3) Voir sur MERILHOU, Append. I^{er} et *infra*, p. 263.

(4) DUPONT DE L'EURE en 1817, MERILHOU en 1815.

(5) Séance de la Chambre des députés du 12 août 1831 (*Monit.*, 13 août 1831).

(6) DUPONT DE L'EURE a été fort critiqué par les historiens. THURÉAU-DANGIN, *Hist. de la Monarchie de Juillet*, t. I, p. 136, parle de son esprit obstiné et court ; VICTOR DE NOUVION, *Hist. de Louis-Philippe*, t. I, p. 462, de son caractère âpre et cassant. Cf. DE LA GORCE, *Louis-Philippe*, Livre I, parag. II, p. 10 et parag. IV, p. 14 et GUIZOT, *Mémoires*, t. II, chap. X, p. 43. Sa sévérité paraît avoir été tempérée par MERILHOU. Cf. PINARD, *Le barreau au XIX^e s.*, t. I, p. 455.

(7) *Constitutionnel* du 16 sept. 1830.

(8) *Constitutionnel* du 13 sept. 1830.

Du Bodan (1) a laissé dans ses souvenirs une image vivante de la façon dont se fit le travail de réorganisation des Parquets : on est frappé de la rapidité avec laquelle Dupont de l'Eure prenait les décisions dont dépendaient les carrières des magistrats. Du Bodan dans la « Lettre à ses fils » raconte qu'il était Procureur du Roi (2) à Quimper en 1830 et qu'il avait pris part aux jugements de procès politiques relatifs à Brest. Dupont de l'Eure passa en revue le personnel de la Cour de Rennes avec le Procureur Général de Rennes de Kerbertin et le Procureur Général de Paris Bernard de Rennes, qui avait été avocat dans cette ville. Quand le ministre arriva à du Bodan il demanda à de Kerbertin ce qu'il était. Sur une réponse favorable du Procureur Général de Rennes, le Procureur Général de Paris dit : « Mais il a été un peu vif dans un procès de Brest où j'étais défenseur. » Est-ce un magistrat passionné, ajouta le ministre ? Non, reprit Bernard. — Eh bien, passez. Du Bodan fut maintenu et son sort s'était décidé en quelques instants.

C'est en effet aux Procureurs Généraux (3), presque tous à ce moment nouvellement nommés, que Dupont de l'Eure demanda la plupart des renseignements qui lui étaient indispensables pour effectuer les changements de personnels. Mais les Chefs des Parquets Généraux avaient eux-mêmes des vues fort différentes sur la manière d'envisager les révocations des membres des Parquets : certains inclinaient à la remise des fautes politiques légères ; d'autres, au contraire, renchérisaient sur la sévérité du Garde des Sceaux.

La mansuétude de certains Procureurs Généraux se montre dans des lettres curieuses : « Sans doute, écrit le Procureur Général Rossée de la Cour de Colmar, au Garde des Sceaux (4), les magistrats dont j'ai l'honneur de vous demander le maintien ne sont pas des héros ; ils n'ont pas ouvertement rompu visière aux derniers, ni aux précédents ministres ; ils n'ont pas été prodigues de démonstrations, mais leurs sentiments ont toujours été ceux de bons patriotes, de vrais Français de l'ère nouvelle. » Cette largeur d'esprit se découvre encore dans une lettre, également au Ministre, du Procureur Général Corbière, de Toulouse (5). Il essaie d'ex-

(1) *Discours de DU BODAN, précédés d'une lettre à ses fils*, p. X.

(2) Sur DU BODAN, voir Append. I^{er}.

(3) Cf. sur le rôle des P. G. dans cette réorganisation. Notice sur DUBOYS D'ANGERS, par Amédée DE CESENA (Angers, 1846, p. 35).

(4) Lettre sans date (Arch. BB⁶ 189 11 A).

(5) Lettre du 6 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 176 9 M³).

cuser le Procureur du Roi de Toulouse, Grimal, qui venait d'être révoqué (1) pour des manifestations en faveur du régime déchu. Corbière insistait sur les talents et les services rendus par Grimal. Mais Dupont de l'Eure lui répondit par une lettre personnelle (2) assez sévère où il indiquait que ce serait faiblesse de garder Grimal et que c'était par des actes semblables que l'on compromettrait la tranquillité publique.

D'autres Procureurs Généraux comprennent mieux les idées de leur chef, et rivalisant de zèle, préparent dès le 18 août 1830 les révocations : le Procureur Général de Nîmes, Viger (3) a, avant toute instruction, préparé le remplacement de tous ceux qui avaient secondé les efforts du gouvernement déchu, spécialement lors de la dernière lutte électorale.

Il y avait cependant un gros danger à changer ainsi le personnel des Parquets en se fondant uniquement sur les opinions politiques de ceux qu'on révoquait, sans considérer également la valeur des magistrats. C'est ce que certains Procureurs Généraux eurent la sagesse de comprendre : le Procureur Général Lebet, d'Agen (4), indiquait simplement au Garde des Sceaux qu'il s'était soucié du seul mérite des magistrats : « Là où j'ai trouvé en fonction des hommes d'honneur, capables de faire le bien, et disposés à l'opérer en suivant fidèlement la ligne constitutionnelle et légale, je me suis prononcé pour leur maintien. »

Mais les Chefs de Parquets généraux n'étaient pas seuls à renseigner le Gouvernement. Pour les révocations à prononcer, les Préfets eurent une certaine influence. Le Préfet du Morbihan adressa le 6 septembre 1830 une série de propositions concernant le changement des membres des tribunaux de son ressort (5). Le Sous-Préfet de Ploërmel réclama avec succès (6) la destitution du Procureur de Ploërmel, Lucas, à qui il reprochait d'avoir mis en liberté un individu qui, au début de la révolution, avait répandu des bruits tendancieux.

(1) Le 27 août 1830.

(2) Lettre de la main de Dupont de l'Eure à P. G. Toulouse, 10 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 176 9 M³). L'attitude de Grimal avait été signalée par Podenas, Conseiller à Toulouse, député de l'Aude, dont le ministre paraît avoir suivi les avis (Arch. BB⁶ 190 29 A).

(3) Lettre P. G. Nîmes à G. d. S., 18 août 1830 (Arch. BB⁶ 182 54 M²).

(4) Arch. BB⁶ 182 53 M².

(5) Arch. BB⁶ 183 65 M².

(6) Lettre Sous-Préfet Ploërmel à Préfet, 26 août 1830 (Arch. BB⁶ 182 65 M⁴).

Enfin, et surtout, ce sont les députés qui renseignèrent le ministère. En plusieurs endroits, à Orléans par exemple, ils firent le travail complet de la réorganisation du personnel de la Magistrature du département, après avoir conféré avec le Procureur Général (1) ; dans l'Ain, le travail est fait en commun par le Procureur Général de Lyon, Madier de Montjau (2) et les députés de l'Ain. Il en est de même en Moselle (3).

Et ces projets d'ensemble n'excluaient pas les recommandations individuelles en faveur de tel ou tel magistrat qui encombrement les dossiers (4).

Les députés n'étaient pas non plus seuls à éclairer le Gouvernement sur les prétendus vœux de l'opinion publique. A la suite des événements de Juillet, des organismes s'étaient constitués qui étaient diversement qualifiés : commissions départementales, comités constitutionnels, ou commissions administratives provisoires. Ils intervinrent eux aussi dans la réorganisation judiciaire et leurs propositions furent le plus souvent suivies : la commission administrative provisoire du département de la Seine-Inférieure (5) établit une liste presque complète de magistrats à remplacer. La commission départementale du Lot (6) se joignit au Préfet pour demander la destitution du Procureur du Roi de Cahors, Sers : le Président du Tribunal qui était membre de cette commission départementale avait signé la lettre.

Certains départements dépêchent même des envoyés à Paris pour signaler les magistrats qui leur paraissaient nuire à la cause nationale et ceux au contraire qui leur semblaient dignes d'occuper leurs places (7).

Tels furent les renseignements que se procura le Gouvernement. Dès qu'il les eut rassemblés il frappa durement les membres des Parquets. D'après les mouvements parus au

(1) Arch. BB⁶ 190 22 A et BB⁶ 181 51 M⁵.

(2) Arch. BB⁶ 176 1 M².

(3) Lettre P. G. Metz à G. d. S., 23 août 1830 (Arch. BB⁶ 183 66 M³).

(4) Le G. d. S. convie les magistrats qui sont députés à le renseigner. Podenas, Conseiller à la Cour de Toulouse, député de l'Aude, répondant à ce désir, lui transmet des propositions pour la réorganisation du Parquet de la Cour royale de Toulouse (Arch. BB⁶ 190 29 A).

(5) Arch. BB⁶ 190 28 A.

(6) Arch. BB⁶ 181 52 M⁴.

(7) Le général Brun de Villeret, ancien député, est ainsi envoyé par le département de la Lozère (Lettre à G. d. S., 21 août 1830 ; Arch. BB⁶ 182 54 M³).

Moniteur (1), de la Révolution de Juillet au 31 décembre 1830, 426 membres du Parquet furent révoqués, dont 23 Procureurs Généraux de Cours de province sur 27, le Procureur Général près la Cour de Cassation et 178 Chefs de Parquets de Tribunaux sur 361.

Quels furent les motifs de ces révocations ? Ils sont à distance parfois difficiles à saisir. Les révocations, bien entendu, n'étaient pas motivées et une simple ordonnance parue au *Moniteur* apprenait à l'intéressé qu'il était remplacé. On ajoutait souvent qu'il était appelé à d'autres fonctions, qu'il attendait parfois très longtemps sinon toujours. Aucune trace des raisons qui avaient inspiré ces révocations n'est restée le plus souvent dans les dossiers, et même quand il y subsiste l'indication d'un motif, on ne peut savoir si c'est lui qui emporta la décision ministérielle. Telle fut d'ailleurs la précipitation qu'un an après les événements, les Chefs de Cours eux-mêmes étaient dans l'impossibilité d'expliquer certaines révocations. C'est ainsi que le 28 septembre 1831 (2), Oberland, Procureur du Roi à Selestat, qui avait été révoqué, demandait, comme tant d'autres, une nouvelle fonction judiciaire et le Procureur Général de Colmar était contraint d'avouer qu'il ignorait pourquoi Oberland avait été destitué ; c'était, disait-il, vraisemblablement une décision ministérielle dictée par des influences restées inconnues qui l'avait révoqué.

Cependant, malgré ces incertitudes sur les causes des révocations, on peut essayer de classer les motifs de destitution.

D'abord, le pouvoir frappa de suite ceux qui pouvaient passer pour être les favoris du régime déchu qu'ils avaient servi avec trop de zèle. Pour les atteindre, on fouilla même très loin dans le passé des magistrats. On se rappela (3) que Rossignol, Procureur du Roi à Falaise, avait fait partie en 1815 d'une bande qui avait traîné dans la boue le buste de Napoléon. Dupont de l'Eure s'occupa personnellement de cette affaire et Rossignol fut révoqué.

L'attitude politique des magistrats, lors de la Restauration,

(1) Pour les Procureurs Généraux une statistique se trouve aux Archives (BB⁶ 189 14 A).

(2) Arch. BB⁶ 184 78 M¹.

(3) Voir pétition des habitants de Falaise à G. d. S., 20 sept. 1830. Rapports P. G. Rousselin, Caen, à G. d. S., 10, 21, 30 novembre 1830. Lettre Dupont de l'Eure à P. G. Rousselin (Arch. BB⁶ 177 14 M⁶).

fut minutieusement examinée. A Taxil (1), Procureur du Roi à Marseille, on reprocha ses poursuites contre la presse et il fut nommé, ce qui était une disgrâce, Vice-Président du Tribunal de Marseille. Au Procureur Général de Caen, Guil-libert, on imputa à faute au contraire (2) l'inertie de l'action publique lors d'incendies suspects et il fut destitué.

Le Procureur Général Cabasse, de Limoges, avait été le serviteur trop dévoué de Portalis, ministre de la royauté déchu, pourtant à ce moment Premier Président de la Cour de Cassation ; c'est assez pour le faire révoquer (3). Une lettre de recommandation signalait que de Peyronnet s'intéressait à Massalion, Procureur du Roi à Pontivy ; ce fut pour lui la destitution (4). Le Procureur du Roi d'Amiens, Delsart, avait exercé des poursuites contre un journal constitutionnel du département : « *La Sentinelle picarde* » ; comme nous l'avons vu plus haut (5), il ne s'était pas opposé à la publication des ordonnances par son Tribunal ; il y avait là deux raisons pour le révoquer quoiqu'il fût sans fortune et chargé de famille.

Pour d'autres, point n'était besoin de rechercher aussi loin dans leur carrière ; leur attitude pendant les journées de Juillet suffisait : le Procureur du Roi de Corte a refusé de prendre les couleurs nationales, il est destitué (6). Le Procureur Général de Nîmes, Guillet, avait, dans une lettre écrite à la Chancellerie le 29 juillet 1830 (7), parlé des « salutaires ordonnances », ce qualificatif lui coûta sa place. Le Procureur du Roi Romer de Céret avait commis une grande imprudence : le 31 juillet 1830 (8), un habitant d'une commune voisine avait montré publiquement un fichu recouvert de signes et d'emblèmes du nouveau pouvoir. Le Procureur qui ne voyait là qu'un gouvernement usurpateur, le fit saisir et aggrava encore son geste en s'en glorifiant dans

(1) Note P. P. Aix (Arch. BB^s 188 2 A).

(2) Lettre Guilibert à G. d. S., 7 août 1830 (Arch. BB^s 189 10 A).

(3) Note Isambert (Arch. BB^s 189 16 A). Pour leurs opinions trop royalistes, sont révoqués, Sers, P. R. Cahors (Arch. BB^s 181 52 M⁴) ; Petiet, Sub. Gray (Arch. BB^s 185 82 M²) ; Robin, P. R. Sarreguemines (Arch. BB^s 183 66 M³) ; Delaur, Sub. Castres (Arch. BB^s 186 91 M³).

(4) Arch. BB^s 183 65 M². De Peyronnet avait été G. d. S. de 1821 à 1828.

(5) Voir *supra*, p. 16. Lettre P. G. Amiens à Secrétaire général, 14 août 1830 (Arch. BB^s 186 90 M⁶).

(6) Arch. BB^s 188 3 A.

(7) Arch. BB^s 190 21 A. Voir *supra*, p. 17.

(8) Lettre Romer à G. d. S., 31 juillet 1830 (Arch. BB^s 184 77 M³).

un rapport immédiat adressé au Garde des Sceaux de Chancelauze, rapport qui arriva à son successeur Dupont de l'Eure, lequel le révoqua immédiatement. La même mésaventure arriva (1) au Procureur de Wissembourg qui, aux premiers jours du mois d'août, avait eu l'idée de faire saisir les journaux.

Dans certains ressorts, il y eut d'ailleurs des mesures toutes générales et on ne prit même pas la peine d'examiner les cas individuels. En 1834 (2), rappelant la révocation survenue le 25 août 1830 d'Allard, Procureur du Roi à Poitiers, le Premier Président Desmazières, d'Angers, notait que cette destitution n'avait été que la conséquence d'une mesure générale adoptée par le Parquet de la Cour de Poitiers et ne tenait pas à des motifs qui fussent personnels au Procureur Allard. Et en effet, dès le 25 août 1830, dans cette Cour de Poitiers, sont révoqués : trois Avocats Généraux, un Substitut du Procureur Général, le Procureur de Poitiers, un Substitut de Poitiers, le Procureur de Châtellerault, un Substitut de Châtellerault, le Procureur de Civray, le Substitut de Civray, le Procureur et le Substitut de Loudun et de Montmorillon ; ainsi donc dans le département de la Vienne, tous les Parquets sont changés dès le 25 août 1830. On ne peut concevoir mesure plus générale.

A la décharge du pouvoir central, il est cependant équitable de noter qu'il ne considéra pas seulement les opinions et les attitudes politiques ; il profita de cette grande réforme des Parquets pour se débarrasser des incapables.

Rougier, Substitut à Saint-Flour (3), avait des opinions politiques convenables, mais il était considéré comme incapable, violent et de mauvaises mœurs ; il est révoqué. Sonis (4), Procureur à Saverne, est destitué non pour ses opinions politiques, mais parce qu'il va trop à la chasse, ce qui le fait évidemment négliger les affaires de son Parquet.

(1) Lettre P. G. Colmar à G. d. S., 1^{er} mars 1831 (Arch. BB^o 184 78 M²).

(2) Lettre P. P. Desmazières, d'Angers, à G. d. S., 26 avril 1834 (Arch. BB^o 212 4 A).

(3) Son père était Juge au même Tribunal. Voir la pétition des habitants de Saint-Flour, du 13 sept. 1830, protestant contre sa révocation. Lettre G. d. S. à P. G. Riom, 26 sept. 1830, les protestations de Vatimesnil, député et du prince de la Tour d'Auvergne contre cette révocation. Lettre d'explication P. G. Riom à G. d. S., 4 oct. 1830 (Arch. BB^o 177 15 M⁶).

(4) Voir note manuscrite de Dupont de l'Eure expliquant les motifs de cette révocation (Arch. BB^o 184 78 M⁸).

D'autres fois, ce qui dicta certaines révocations fut tout simplement la parenté avec des personnes trop compromises. Un magistrat est parent d'un magistrat déjà noté comme suspect ; il est suspect lui-même et est à éliminer. Le Procureur Général Clerc, de Besançon, avait été révoqué ; son fils occupait dans la même Cour la charge d'Avocat Général ; on estima qu'il ne pourrait rester à ce poste et en cas d'absence du nouveau Procureur Général assumer la direction du Parquet Général qui avait été enlevée à son père. Aussi, fut-il nommé Conseiller à Besançon le 2 décembre 1830 (1). Saint-Cyr Dachet de Montgascon fut révoqué de ses fonctions de Substitut du Procureur Général à Rennes parce qu'il était le frère du secrétaire du dauphin (2).

Enfin, des dénonciations souvent bien injustes avaient, étant donné la précipitation des décisions, dicté les révocations : Soufflot de Magny (3) fut, le 1^{er} septembre 1830, privé de ses fonctions de Procureur à Melun par suite de la dénonciation d'un notaire dont il avait démasqué les agissements. L'erreur fut reconnue et il fut bientôt renommé Procureur à Troyes.

Telles furent les principales causes de révocation. Beaucoup de magistrats du Parquet payaient de leurs places leur zèle antérieur et leur dévouement au Gouvernement déchu. Avant de quitter leurs fonctions, certains Procureurs Généraux l'avaient prévu, et, comme il convient à des chefs, dans leur dernière correspondance avec le Garde des Sceaux, ils avaient voulu couvrir leurs subordonnés et détourner sur eux seuls les sanctions qui se préparaient : « Je vous prie, Monseigneur, écrivait le Procureur Général de Bourges, Jousset de Noray (4), le 6 août 1830, au Garde des Sceaux, de ne pas juger avec sévérité les magistrats qui appartiennent aux divers Parquets du ressort. S'ils ont manifesté du dévouement au Roi, s'ils ont censuré les idées libérales, ils suivaient l'impulsion du chef qui leur avait été donnée : ils voulaient obtenir son approbation. Je suis seul responsable de tout ce qu'on peut leur reprocher sous ce rapport.... plusieurs de mes substituts se trouveraient dans une situation pénible s'ils étaient déchus. » C'étaient là des paroles qui furent sans

(1) Arch. BBⁿ 190 26 A. Il s'adonna plus tard à des études d'histoire locale, voir *infra*, p. 330.

(2) Lettre Gravier, député des Basses-Alpes, 15 mars 1836 (Arch. BBⁿ 190 26 A). A cette époque, Saint-Cyr Dachet de Montgascon cherchait à être réintégré et le motif de sa révocation lui avait été indiqué par Dupont de l'Eure lui-même.

(3) Arch. BBⁿ 186 87 Mⁿ.

(4) Arch. BBⁿ 188 8 A. Il fut révoqué à la date du 5 août.

doute sans effet (1), mais qui montraient du moins quelle idée de leurs rôles de chefs avaient certains Procureurs Généraux de cette époque.

Un autre sentiment se fit jour à l'occasion de ces départs en masse, je veux parler de la fidélité des compagnies judiciaires aux magistrats déchus, ce qui n'était pas alors sans courage. Le 8 août 1830, la Cour royale de Bourges (2) prit une délibération décidant qu'il serait écrit au nom de la Cour à l'ancien Procureur Général, Jousset de Noray qui venait d'être révoqué, pour l'assurer de l'amitié qui l'unissait à tous les membres de la Cour. Le 9 août 1830, la Cour royale de Colmar prit une délibération analogue en faveur du Procureur Général Desclaux, destitué quatre jours avant (3) ; elle voulut même montrer l'injustice de cette mesure en indiquant que sous le ministère précédent, il avait atténué l'effet des circulaires ministérielles dans les instructions qu'il avait adressées à ses subordonnés, et pour lui témoigner l'estime de la Cour il lui fut envoyé une députation.

A la Cour de Dijon, lors de l'installation du nouveau Procureur Général Colin, le Président de Chambre Barbier de Réville fit l'éloge du talent et du beau caractère de son prédécesseur, Nault, ajoutant : « La Cour regrette de ne plus voir ce magistrat à la tête du Parquet (4). »

Le 15 octobre 1830 (5), les membres du Tribunal de Gray se joignirent aux avocats et avoués pour déplorer dans une adresse au Garde des Sceaux, la révocation du Substitut Petiet ; le Procureur Jobart, dans ces temps où la situation de magistrat du Parquet était pourtant si précaire, n'avait pas craint d'adhérer à cette manifestation en faveur de son ancien Substitut. Le 21 août 1830, une pétition est signée par les membres du Tribunal d'Amiens pour la réintégration du Procureur Delsart (6). Et cent cinquante notabilités de Belfort, parmi lesquelles se trouve le Procureur du Roi, protestent dans une lettre adressée au Garde des Sceaux (7) contre la destitution du Substitut Lemolt.

(1) Dès le 23 août un Avocat Général, un Substitut du Procureur Général de Bourges, le Procureur de Bourges, un Substitut de Bourges, le Procureur de Saint-Amand, le Procureur de Sancerre, un Substitut de Nevers, le Procureur d'Issoudun et le Procureur de la Châtre furent révoqués.

(2) Arch. BB^s 188 8 A.

(3) Arch. BB^s 189 11 A.

(4) *Gaz. Trib.*, 16 août 1830.

(5) Arch. BB^s 185 82 M².

(6) Arch. BB^s 186 90 M^s. Voir *supra*, pp. 38 et 16.

(7) Arch. BB^s 184 79 M^s.

Si l'on s'émouvait ainsi devant ces révocations, c'est qu'elles avaient bouleversé bien des existences ; elles avaient frappé parfois des magistrats sans fortune, leur ôtant brusquement leur situation matérielle et morale. Le Procureur d'Amiens, Delsart, qui était pauvre (1), fut obligé de se contenter d'un poste des plus modestes eu égard à sa position antérieure : la présidence de Doullens ; encore ne put-il y être installé, son prédécesseur y étant resté et il ne fut réintégré que le 3 octobre 1831 comme Président à Pithiviers. D'Hauteville, révoqué comme Substitut à Argentan, était réduit à vivre des modiques pensions que lui faisaient ses parents (2). Comment s'étonner dès lors, des rancœurs causées par les dénonciations qui brisèrent la carrière de ces magistrats : le temps ne les apaisa que lentement et dix-huit ans après, en 1848, un sieur Desportes, ancien Substitut à Orange (3), destitué en 1830, accusait une famille d'avoir provoqué sa disgrâce et demandait au Garde des Sceaux de lui indiquer les pièces qui l'avaient fait révoquer.

Beaucoup de magistrats ainsi frappés ne perdaient pas tout espoir, et ils allaient faire tous leurs efforts pour obtenir à nouveau un poste judiciaire (4). Certains intriguent de longues années, accumulent les certificats, cherchent les appuis ; mais bien peu réussirent. C'est surtout à partir de 1835, alors que le souvenir des événements de 1830 s'éloignait, que les demandes de réintégration se font plus nombreuses. Cette hâte à vouloir rentrer à l'intérieur du corps judiciaire démontre combien étaient aimées les fonctions de magistrats par ceux qui en avaient une première fois goûté le charme et combien, chez les destitués, les regrets étaient grands : « Je ne pouvais voir avec indifférence, écrit Rouyet, ancien Substitut à Bordeaux (5), le 15 septembre 1830, au Garde des Sceaux, en demandant à être réintégré, s'évanouir en un jour le fruit de près de sept années de travaux dans la Magistrature et songer, sans quelques hésitations et sans quelques craintes, à embrasser une nouvelle carrière. »

Et cependant, bien peu de ces suppliques parfois si touchantes reçurent un accueil favorable. La ruée sur les places

(1) Lettre P. G. Amiens à Secrétaire Général, 14 août 1830 (Arch. BB⁶ 186 90 M⁶). *Supra*, pp. 41, 38 et 16.

(2) Voir sa lettre à G. d. S., 24 mai 1836 (Arch. BB⁶ 183 70 M⁵).

(3) Arch. BB⁶ 186 92 M⁵.

(4) Les demandes sont très nombreuses dans les dossiers de mouvements des Archives nationales, spécialement dans les liasses BB⁶ 182 et BB⁶ 184.

(5) Arch. BB⁶ 178 35 M⁷.

de judicature sitôt la révolution de Juillet avait rendu les vacances bien rares et c'était une assez mauvaise note d'avoir été révoqué à l'aube de la monarchie de Juillet. Cependant, des erreurs manifestes furent reconnues et réparées ; c'est ainsi que Petiot (1), Procureur du Roi à Dijon, révoqué en 1830, fut nommé Conseiller à la Cour de Dijon le 25 avril 1831. Le premier Avocat Général de Metz, Julien (2), qui avait été remplacé le 29 septembre 1830, fut réintégré dans la Magistrature comme Conseiller à Lyon le 27 janvier 1831. Heurtaux Morandière était Procureur du Roi à Lisieux avant les événements de Juillet (3), il fut révoqué pour son attachement à la dynastie déchue, mais il fit valoir ses charges de famille et son peu de fortune et il réussit à se faire nommer Juge d'Instruction à Neufchâtel.

Mais le plus grand nombre de ces magistrats révoqués ne purent rentrer dans le corps judiciaire et ils furent forcés d'employer ailleurs leur activité. Que devinrent-ils ? eux qui avaient été obligés de quitter parfois à la fleur de l'âge une profession qu'ils aimaient. De la Gorce (4) nous les a montrés dans les villes parlementaires : Aix, Dijon, Rennes se confinant dans leurs hôtels en une obstinée fierté. D'aucuns ne voulurent pas de ce repos oisif et quelques-uns entrèrent au barreau où ils devinrent illustres : le Premier Avocat Général de la Cour de Nancy, de Thieriet, avait été nommé le 8 octobre 1830 Conseiller à la Cour de Rennes et n'avait pas accepté (5) ce qu'il considérait à juste titre comme une disgrâce. Il fut ensuite Professeur de droit commercial à la Faculté de droit de Strasbourg, en même temps qu'il se faisait inscrire comme avocat. Et en 1837, devant la Cour d'assises du Bas-Rhin, aux côtés de Ferdinand Barrot (6) et de Parquin, il défendit le lieutenant Larty qui avait aidé le prince Louis-Napoléon dans son équipée de Strasbourg.

Pour d'autres, le recueillement de l'église ou du cloître

(1) Rapport P. G. Colin, Dijon, à G. d. S., 15 avril 1831 (Arch. BB^s 199 12 A). Le *Patriote de la Côte-d'Or* du 22 avril 1831 protesta contre cette réintégration.

(2) Lettre P. G. Charpentier, de Metz, à G. d. S., le 14 sept. 1830 (Arch. BB^s 199 17 A).

(3) Lettre P. G. Rouen à G. d. S., 30 juillet 1831 (Arch. BB^s 185 86 M²).

(4) *Louis-Philippe, op. cit.*, livre VII, parag. IV, p. 364.

(5) Cf. SADOUL, *L'assassinat de la Présidente*. Paris, 1928, p. 262.

(6) Lui-même ancien magistrat, Sub. Paris le 28 sept. 1830, il avait démissionné le 7 août 1836.

remplaga les luttes du prétoire. En 1847 (1), La Bouelie qui avait été révoqué comme Procureur Général à Aix le 11 août 1830, prit l'habit ecclésiastique ; Lucas qui avait été destitué comme Procureur de Ploërmel, entra lui aussi dans les ordres (2). Il mourut en 1845 à l'établissement des capucins.

Mais certains n'avaient pas réussi dans le barreau et leur rancune exacerbée ne faisait qu'augmenter contre leurs successeurs. Ils n'oubliaient pas que sans les événements de Juillet, ils auraient eux aussi pu faire brillante carrière dans la Magistrature et leurs ressentiments se changeaient parfois en haine contre ceux qui occupaient leurs places. En 1835, le journal *La Gazette de l'Ouest* (3) attaqua violemment le Procureur Général de Poitiers, Gilbert Boucher. L'un des rédacteurs de ce journal était Bouchard, ancien Avocat Général à la Cour de Poitiers, révoqué le 25 août 1830. Devenu depuis, avocat sans causes et dépourvu de fortune, il se répandait en invectives contre Gilbert Boucher : « Il semble, écrivait ce dernier, que ce soit [pour lui] une consolation d'environner de ronces et d'épines un chemin qu'il était destiné à parcourir et qu'on l'a forcé d'abandonner. » Aussi, le ton des attaques était-il singulièrement vif. On lisait dans ce journal au sujet du Procureur Général : « Voilà les Lamoignon et les d'Aguesseau que le 9 août a installés dans le sanctuaire des lois... il les fait fonctionner à la fois comme machines à réquisitoires et comme fabricant de pamphlets dynastiques. » *La Gazette de l'Ouest* allait jusqu'à prétendre que le Procureur Général avait fait exécuter un chouan malgré des lettres de grâce et il avait osé dire que Gilbert Boucher avait obtenu la rosette de la Légion d'honneur pour avoir demandé au jury une centaine de têtes. Une telle animosité aboutit même à une plainte formelle qui fut portée par les gérants de *La Gazette de l'Ouest* contre le Procureur Général et on alla jusqu'à la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation qui, le 2 juin 1835, déclara qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

D'autres magistrats révoqués avaient une attitude plus digne : ils se contentaient d'être d'actifs et dévoués serviteurs des princes exilés : Billot qui, dès le 3 août 1830, avait

(1) Cf. *Le Droit* du 29 juillet 1847. Voir *supra*, p. 16, l'adresse qu'il avait requise.

(2) Voir *supra*, p. 35 (*Monit.*, 24 octobre 1845).

(3) Lettres P. G. Poitiers à G. d. S., 18 et 19 mai 1835 (Arch. BB¹⁰ 2116 9204).

été destitué de ses fonctions de Procureur du Roi à Paris, était devenu l'intendant général des princes déchus ; aussi signalait-on soigneusement ses déplacements (1).

(1) Le P. G. Aix signale à G. d. S., les 19 et 21 mars 1845, l'arrivée à Aix, de Billot qui a vu certains Conseillers à la Cour légitimistes (Arch. BB¹⁸ 7776 1431). Billot fut un moment compromis dans l'affaire Fieschi. Cf. *Cour des Pairs, Attentat du 28 juillet 1835*. Paris. 1835. *Rapport fait à la Cour par le comte Portalis*, p. 162.

CHAPITRE IV

Les Réformes législatives touchant les membres du siège

I. La question de l'inamovibilité. — II. La question des Juges et Conseillers auditeurs

I

La révocation des membres du Parquet n'était qu'un début ; ce que beaucoup désiraient, c'était l'épuration de toute la Magistrature. Dès les premiers jours de la Monarchie de Juillet, de nombreux articles de journaux réclamaient avec insistance une institution nouvelle de la Magistrature : à un changement de régime devait correspondre, pensait-on, un changement du personnel chargé de rendre la justice. Dès le 5 août, *Le Constitutionnel* (1) demande qu'on éloigne de la Magistrature « des ennemis irréconciliables de la nation et des facteurs éternels de conspiration contre son indépendance et ses libertés ». Le 7 août, il précise : « Le Parquet, presque entier, sera renouvelé. Mais, quel sort est réservé aux magistrats qui ont traîné leur inamovibilité à la suite de tous les caprices de chaque ministère ? La vénalité, la corruption, la prévarication, la haine de toute pensée généreuse, la servilité poussée jusqu'à la fureur seront-elles inamovibles au milieu de l'immense mouvement qui, comme le feu, purifie la France entière !... La partialité qui révolta quinze ans la conscience publique sera-telle récompensée par des fonctions viagères dont nous paierons la finance ?... L'histoire des géôles de la presse depuis quinze ans est celle des victimes de la stupidité et de la servilité des tribunaux. Faut-il les proclamer à vie ? »

(1) Voir également *Gaz. Trib.*, 6 août 1830 ; le *Courrier Français* du 3 août et le *Temps* du 10 août 1830.

Le *Journal des Débats* n'était pas moins violent. Dès le 5 août il écrivait : « Un des grands crimes de la dernière administration est d'avoir infecté les Cours et Tribunaux d'une foule de magistrats qui n'avaient d'autres titres à l'exercice de leurs fonctions que leur ignoble asservissement aux volontés ministérielles ou à celles de cette congrégation impie à laquelle nous sommes redevables de nos périls et de nos malheurs. Le moment est arrivé d'épurer le corps judiciaire de ces éléments de corruption... Le zèle et l'activité patriotique de Monsieur le Garde des Sceaux nous sont de sûrs garants qu'il achèvera promptement une tâche digne de son courage et de ses lumières ; que les Cours et que les Tribunaux qu'honorent tant de talents et de vertus, qui ont rendu des services si éminents à la cause de la liberté... ne soient plus exposés au contact des organes avilis du pouvoir absolu et du pouvoir occulte. » Le 12 août, *Le National* demande nettement la suppression du privilège de l'inamovibilité des Juges : « Pourquoi laisser sur leurs sièges, des magistrats qui ont trahi leurs serments, quand on prononce la déchéance d'un Roi parjure, quand on élimine 93 pairs de la contre-révolution ? La Royauté et la Pairie n'avaient-elles donc pas la même inamovibilité que la Magistrature ! (1) »

En même temps, des pétitions d'avocats affluaient à la Chancellerie pour que l'inamovibilité des Juges ne fût plus respectée. Ce sont ceux de Mâcon (2), ce sont ceux de Clermont-Ferrand (3) qui écrivent au ministre : « Nous ne pouvons pas comprendre que la toge soit plus inviolable que le manteau de la Pairie, que le sceptre royal. Sous le règne de Charles X, la congrégation presque seule avait choisi les Juges..., on fit asseoir sous les fleurs de lys une foule d'hommes ineptes sans doctrine judiciaire ; si cet état de choses subsiste, le mal est extrême, des magistrats serviles conserveront toutes leurs vieilles habitudes d'obéissance passive, perpétueront leurs tristes traditions. »

(1) L'opinion ne s'attaquait pas seulement aux magistrats ; dans ces premiers jours de la Monarchie naissante, elle se prononça aussi contre le clergé, qu'elle accusait également d'avoir soutenu le régime déchu ; de là ces manifestations hostiles contre les processions, ces destructions de croix de mission (Cf. CHARLETY, *La Monarchie de Juillet. Hist. de France contemporaine de Lavisse*, t. V, livre I^{er}, chap. I^{er}, p. 16).

(2) Lettre du 28 août 1830 de Jamet, bâtonnier Mâcon, transmettant la délibération des avocats de Mâcon du 23 août 1830 (Arch. BB¹⁶ 1067, B⁷ 5394).

(3) Lettre du 20 août 1830 des avocats de Clermont-Ferrand à G. d. S. (Arch. BB¹⁶ 1066, B⁷ 5306).

Ce n'était pas d'ailleurs la première fois qu'une pareille question se posait : une rapide étude de l'application du principe de l'inamovibilité des Juges en France est ici indispensable si l'on veut comprendre par quels précédents historiques on pouvait résoudre les difficultés qui se faisaient jour au début de la Monarchie de Juillet.

Le principe de l'inamovibilité des magistrats, s'il se rattachait à de très anciennes règles de droit public (1) de notre vieille France, avait subi d'importantes atteintes. La constitution du 22 frimaire an VIII avait bien proclamé dans son article 68 l'inamovibilité des magistrats (2), mais celle-ci était subordonnée à la condition du maintien sur les listes de notabilités. En supprimant ces listes, le sénatus-consulte du 16 thermidor an X avait donné au principe de l'inamovibilité toute sa force. Mais peu après sa reconnaissance, cette inamovibilité devait être suspendue, car le sénatus-consulte du 12 octobre 1807 institua une commission de six sénateurs (3) qui dut désigner à l'Empereur les magistrats à destituer. Et deux décrets parurent le 24 mars 1808, l'un révoquait 73 magistrats, l'autre décidait que le Grand Juge demanderait leur démission à 94 magistrats.

La loi du 20 avril 1810 fournit au Gouvernement une nouvelle occasion de changer le personnel inamovible : les Cours d'appel prenaient désormais le titre de Cours impériales. L'Empereur en profita pour opérer un renouvellement intégral ; on procéda successivement pour chaque Cour par voie de nominations individuelles et les anciens magistrats durent recevoir une institution nouvelle, ce qui permit d'en exclure un grand nombre par simple prétérition.

Telles furent les considérables restrictions apportées à l'inamovibilité sous l'Empire. Sous la Restauration, de 1814 à 1818, ce principe fut peu respecté. Sans doute par la déclaration de Saint-Ouen et par la Charte (4), Louis XVIII annonçait que les Juges seraient inamovibles, mais le Gouver-

(1) MARTIN SARZEAUD, *Recherches historiques sur l'inamovibilité de la Magistrature*, Concl., p. 488.

(2) *Id.*, Concl., p. 494. DEHESDIN, *Etude sur le recrutement et l'avancement des magistrats*, pp. 36, 37.

(3) MARTIN SARZEAUD, *op. cit.*, chap. V, pp. 419 et 423. Cf. l'article sur l'épuration de la Magistrature en 1808, par Gabriel VAUTHIER (*Revue des études napoléoniennes*, mars-avril 1919, 8^e année, t. I^{er}, pp. 218 à 223). Le travail de cette commission paraît avoir été mené avec impartialité.

(4) MARTIN SARZEAUD, *op. cit.*, chap. V, p. 427.

nement interpréta cette formule avec une habileté telle qu'il crut y trouver le droit de frapper les Juges nommés par l'Empire. L'ordonnance du 15 février 1815, dans son préambule, expliqua que c'était l'institution royale qui donnait seule l'irrévocabilité. Aussi, en vertu de cette ordonnance le Premier Président de la Cour de Cassation, Muraire, fut remplacé par de Séze et huit Conseillers furent exclus de la Cour suprême (1). Suspendues pendant les Cent Jours, ces éliminations continuèrent après la seconde Restauration : l'ordonnance du 18 septembre 1815 recommença les épurations qui durèrent jusqu'en 1818 et qui éliminèrent 294 magistrats dans les Cours royales dont 15 Premiers Présidents et 40 Présidents de Chambre (2).

Tels étaient les exemples qu'avait devant elle, sur la question du maintien de l'inamovibilité des Juges, la Monarchie de Juillet à sa naissance. Elle pouvait y trouver des précédents, pour ôter aux magistrats nommés par la Restauration la garantie tutélaire de l'inamovibilité. Ferait-elle sienne cette théorie de droit public ?

A la séance de la Chambre du 7 août 1830 (3), les députés discutèrent la révision de la Charte. De Brigode avait proposé un amendement ainsi conçu : « Les Juges recevront une institution avant le 1^{er} juin 1831. » Mauguin, sous une autre forme, reprit la même idée en proposant : « que les magistrats actuels cessent leurs fonctions dans le délai de six mois, s'ils ne reçoivent d'ici à cette époque une nouvelle institution. » Enfin, Salverte avait présenté une proposition analogue en demandant que les Juges nommés sous le régime de Charles X fussent soumis à une nouvelle institution. Ces projets comptaient d'assez nombreux partisans parmi les députés de gauche et ils furent vivement soutenus.

Voici quels furent les arguments que donnèrent les auteurs de ces amendements lors de cette séance mémorable du 7 août où se joua le sort de la Magistrature. D'après de Brigode, le principe de l'inamovibilité des Juges est lié à l'héré-

(1) MARTIN SARZEAUD, *op. cit.*, chap. V, p. 431.

(2) En 1815, Dupin, qui devait être le grand défenseur du maintien de l'inamovibilité sous la Monarchie de Juillet, avait publié déjà sous le titre *Réflexions sur l'inamovibilité des Juges* (Paris, 15 décembre 1815) une défense de ce principe qui, disait-il (p. 11), assure seul aux Juges l'indépendance de leur opinion, parce que seul, en effet, il peut les élever au-dessus de toute crainte.

(3) *Monit.*, 8 août 1830 ; *Le Droit*, 21 octobre 1840 ; MARTIN SARZEAUD, *op. cit.*, chap. V, p. 460 ; *Mémoires de Dupin*, t. II, Seconde Partie, p. 163.

dité de la couronne. Quand il n'y a pas de changement de dynastie, rien n'est interrompu par la mort du Roi, tout ce qui émane de lui subsiste et persiste. Au contraire, quand survient un changement de dynastie, il y a alors interruption, et le nouveau Roi n'a pas à reconnaître nécessairement ce qui a été fait par son prédécesseur ; il faut qu'il accorde à nouveau l'immovibilité. De Salverte se plaça à un point de vue moins général : il appuya son argumentation sur les mauvais choix des magistrats faits par la Restauration. Mauguin réunit les arguments théoriques à ceux que suggérerait l'état du personnel de la Magistrature : il y a quinze jours, dit-il, les Français étaient sous le principe de la légitimité de droit divin ; au contraire, maintenant la souveraineté nationale triomphe et la couronne est déléguée par le pays à un prince. Or, les corps constitués sous l'empire du droit divin ne peuvent aider à soutenir le principe de la souveraineté nationale ; ce seront des ennemis secrets qui ne chercheront qu'à opposer des résistances qui peuvent être dangereuses. D'ailleurs, l'immovibilité n'est que la certitude pour le Juge de rester en fonctions tant que le Gouvernement qui l'a institué subsistera ; mais un Gouvernement renversé ne peut donner l'immovibilité pour un autre ordre de choses.

Ceux qui provoquaient ainsi au renouvellement de la Magistrature avaient évidemment pour eux la logique. L'immovibilité ne paraissait pas devoir survivre à la révolution ; on s'étonnait qu'après avoir renversé la royauté, mutilé la pairie, donné à la France un autre drapeau, la révolution dût être arrêtée par la majesté immovible d'un Juge de première instance (1). Et le Gouvernement n'avait, semble-t-il, qu'à gagner à élever aux honneurs de la Magistrature, grâce aux vides que ne manquerait pas de créer la suppression de l'immovibilité, des hommes dont le dévouement lui serait acquis.

Aussi, le Garde des Sceaux, Dupont de l'Eure, ne prit-il pas la parole (2) pour combattre ces propositions d'une nouvelle investiture des magistrats qu'il approuvait peut-être en lui-même, et sans doute le Roi était-il aussi favorable à une épuration du corps judiciaire. Mais la Magistrature trouva trois défenseurs éloquents, Dupin, Villemain et Madier de Montjau qui la sauvèrent d'une nouvelle institution.

Le rôle de Dupin fut très important (3) : Pinard a pu dire

(1) Cf. *Le Droit*, 21 octobre 1840, 23 avril 1843.

(2) Cf. *Mémoires de Dupin*, t. II, Seconde Partie, p. 163 et Troisième Partie, p. 182.

(3) Voir sur DUPIN, Append. I^{er} et *infra*, p. 243. Cf. DUPIN, *Réqui-*

que si la Magistrature en France a pu résister à cette tempête de 1830 qui venait de déraciner une royauté de dix siècles, elle a dû cette rare fortune à Dupin. Pourquoi se jetait-il avec tant d'ardeur dans cette mêlée ? C'est sans doute qu'inconsciemment peut-être, ce grand avocat qui, dix jours plus tard allait être nommé Procureur Général près la Cour de Cassation, avait d'anciennes affections pour la Magistrature de la Restauration, instrument et témoin de ses triomphes passés. En tout cas, il sut montrer avec une éloquence passionnée que, si le Parquet pouvait être changé, la Magistrature était un asile contre le flot de la révolution qu'il fallait conserver. A ses yeux on en avait assez fait ; il ne fallait pas entasser ruines sur ruines et il était sage de s'arrêter quand il en était temps encore. Ces arguments devaient toucher et Dupin rattachait ainsi l'inamovibilité de la Magistrature à une question politique d'ordre plus général : ne devait-on pas dès maintenant dresser un barrage contre le mouvement qui menaçait de tout dévaster ? Beaucoup déjà le pensaient et estimaient qu'il fallait endiguer de suite le flot révolutionnaire. La politique de résistance commençait (1), et c'était une grande habileté de Dupin de présenter des arguments susceptibles de rallier ses partisans.

Villemin et Madier de Montjau (2) surent joindre leurs efforts aux siens : il fallait maintenir le principe de l'inamovibilité sans penser aux cas particuliers, savoir être généreux et ne pas renverser la société dans ses fondements, comme on le ferait en rejetant l'inamovibilité.

Leur éloquence l'emporta ; l'inamovibilité fut sauvée : les propositions de de Brigode, Mauguin et de Salverte furent rejetées à l'énorme majorité des quatre cinquièmes (3). Cette

sitoires et plaidoiries, t. I, Discours de rentrée, p. 11 ; t. III, Discours à la Chambre des députés, p. 353 ; DUPIN, *Mémoires*, t. II, Seconde Partie, pp. 182 et 183 ; PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXIX, p. 382. DUPIN a noté dans ses *Mémoires*, t. II, Seconde Partie (p. 184) l'animosité que son rôle de défenseur de la Magistrature lui valut. Sous la Constituante, en 1848, on lui reprochait encore d'avoir « empesté la Magistrature en 1830 ». Dans ses *Souvenirs*, le duc DE BROGLIE, t. III, p. 397, dit qu'il rendit un véritable service, ajoutant : « Dieu sait quelle Magistrature nous aurait infligé Dupont de l'Eure ! »

(1) GUIZOT, dans ses *Mémoires*, t. II, chap. IX, p. 22, a écrit que c'est de la révision de la Charte que date la politique de résistance.

(2) Sur MADIER DE MONTJAU, Append. I'.

(3) THUREAU-DANGIN (*Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. I, p. 40) dit que dans l'état d'excitation, de trouble et de défaillance où

décision causa un grand mécontentement parmi ceux qui se lançaient déjà à l'assaut des places de la Magistrature.

A la Cour royale de Metz (1), d'après le Procureur Général Charpentier, la mesure adoptée par la Chambre des députés de ne pas soumettre toute la Magistrature à une nouvelle institution royale fut généralement mal vue ; on y avait à se plaindre d'un assez grand nombre de magistrats qui s'étaient montrés disposés à servir les caprices du pouvoir, et on y fut effrayé à la nouvelle qu'ils allaient rester dans les rangs de la Magistrature (2).

A Beauvais, la décision de la Chambre des députés causa également une fâcheuse impression et d'après le Général commandant la subdivision militaire (3), la nouvelle que les Juges inamovibles ne seraient pas changés jeta la consternation parmi les habitants (4).

La presse, de son côté, tenait à manifester son indignation : Le *Constitutionnel*, dès le 8 août 1830, proclamait que la décision prise par la Chambre trouverait peu de partisans. Le surlendemain, d'acérbe, il était devenu menaçant : « Il ne faut pas, lisait-on dans ce journal, que les ennemis de l'ordre constitutionnel se cachent sous la toge de l'inamovibilité et entretiennent une guerre sourde contre nos institutions. »

Une opinion publique si exaltée ne pouvait considérer le débat comme clos ; on réussit à le rouvrir par un moyen détourné : les avocats de Clermont-Ferrand (5) présentèrent une pétition à la Chambre des députés (6) dans laquelle ils se plaignaient que cette assemblée n'eût pas soumis les Juges à une institution nouvelle. Il semblait que la question ayant été résolue lors de la discussion du 7 août, on n'eût pas à y revenir. Cependant, la majorité de la commission chargée de l'examen de cette pétition s'était émue des outrages subis

étaient alors les esprits, cette décision fait honneur aux hommes de 1830.

(1) Lettre P. G. Charpentier, Metz, à G. d. S., 13 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 189 18 A).

(2) Cet état d'esprit fut la cause des incidents qui, nous le verrons plus bas, éclatèrent lors de la prestation de serment. Voir *infra*, pp. 70 et 71.

(3) Lettre Maréchal de camp de Blamont à G. d. S., 9 août 1830 (Arch. BB⁶ 183 70 M⁵).

(4) Même effet dans l'Ardèche. Lettre député Boissy d'Anglas à Merilhou, 31 août 1830 (Arch. BB⁶ 176 7 M³).

(5) Voir déjà leur lettre, *supra*, p. 47.

(6) Le rapport du député Montigny sur cette pétition est inséré dans le *Monit.* du 26 novembre 1830.

par les magistrats lors des prestations de serment (1), aussi pensait-elle qu'on pouvait revenir sur le vote de la Chambre du 7 août.

Encore une fois, Dupin dut se lever pour défendre l'inamovibilité menacée (2). Il rappela que la question avait été tranchée le 7 août et que les magistrats ayant prêté serment par suite du maintien de l'inamovibilité, il en était résulté un double engagement, d'abord de la part de ceux qui avaient juré de remplir leurs fonctions et d'être les Juges de l'époque, ensuite de la part du Gouvernement qui avait le devoir de les faire respecter sur leurs sièges. D'ailleurs pour lui, si l'on avait conservé le principe de l'inamovibilité, ce n'était pas par crainte de bouleverser beaucoup d'existences, car c'est là le fait des révolutions. Mais on y avait été poussé parce que la justice est la première force d'un Etat : tant qu'il y a encore une justice, l'ordre social n'est pas ébranlé. Et un Juge qui craint pour sa place ne rend plus la justice ; « c'est dans l'intérêt de la justice, comme institution, c'est pour le pays qui était alors sans Roi, sans administration, sans loi fondamentale qu'on a maintenu l'inamovibilité ». De nouveau, Dupin avait sauvé l'inamovibilité (3).

Une dernière fois, ses adversaires revinrent à la charge : ce fut, à la fin de l'année, lors de la discussion de la loi sur les Juges auditeurs (4). Un député, Podenas, prétendit que le principe de l'inamovibilité n'avait pas été consacré dans la Charte et que, puisqu'il y est indiqué que la justice se rend au nom du Roi par les Juges qu'il nomme ou institue, il s'agit seulement de ceux nommés par le nouveau Roi. Dupin n'eut pas de peine à montrer que le principe de l'inamovibilité était resté intangible puisqu'on avait écarté toutes les propositions qui lui étaient contraires.

Ainsi donc, et ce ne fut pas, nous l'avons vu, sans difficultés, la Révolution de 1830 plus fidèle aux traditions histo-

(1) Les incidents de la Cour de Poitiers, voir *infra*, p. 70, avaient notamment fortement ému l'opinion publique et parlementaire (*Gaz. Trib.*, 15 sept. 1830).

(2) Séance de la Chambre des députés du 26 novembre 1830. DUPIN, *Réquisitoires*, t. III, Discours à la Chambre des députés, p. 359. Depuis le 13 août 1830 Dupin était Procureur Général près la Cour de Cassation.

(3) Contrairement à la décision de la commission il obtint, à la presque unanimité, le vote de l'ordre du jour sur la pétition.

(4) Séance de la Chambre des députés du 7 décembre 1830 (*Monit.* du 9 décembre 1830) ; Discours de Dupin du 8 décembre 1830 (*Monit.*, 10 décembre 1830).

riques que la Restauration respecta le principe de l'inamovibilité.

Cependant, il fallait bien donner quelque apaisement à l'opinion publique. Aussi, le principe de l'inamovibilité qui subsistait ainsi, à grand'peine, ne resta pas intact. Il fut tempéré et atténué de deux manières. Si l'on ne soumit pas les Juges à une institution nouvelle, du moins supprima-t-on certaines catégories entières de magistrats : les Juges et Conseillers auditeurs ; ils étaient pourtant aussi inamovibles, mais l'opinion publique voyait en eux des créatures trop dévouées au régime déchu. Ensuite, nouvelle dérogation au principe d'inamovibilité, tous les magistrats furent forcés de prêter serment au nouveau régime, faute de quoi ils furent d'office déclarés démissionnaires.

II

Dès le 20 août 1830, les avocats de Clermont-Ferrand s'attaquaient à l'institution des Juges et Conseillers auditeurs (1) : « Cette dangereuse institution, sorte de Magistrature bâtarde, copie de séminaire judiciaire consacrée à l'oisiveté et à l'inexpérience où l'on ne peut rien faire, rien apprendre si ce n'est une complaisance sans borne pour quiconque procure de l'avancement. »

Qu'était donc cette institution qui, aux premiers jours de la monarchie naissante soulevait de si âpres critiques ? Napoléon I^{er} par le décret du 16 mars 1808 avait créé des Juges auditeurs près les Cours d'appel (2). Il avait voulu, sinon ressusciter les vieilles familles parlementaires, du moins attacher aux juridictions de jeunes magistrats stagiaires issus le plus souvent de familles de robe qui, travaillant à côté de leurs anciens, se perfectionneraient dans la technique professionnelle, et apprendraient les usages et les mœurs de la Magistrature. Les Conseillers auditeurs étaient nommés

(1) Lettre des avocats de Clermont-Ferrand à G. d. S. (Arch. BB¹⁸ 1066, B⁷ 5306). Voir *supra*, p. 47.

(2) Ce sont eux qui, par la loi du 20 avril 1810 sont devenus les Conseillers auditeurs. Pour ne pas créer de confusion avec les Juges auditeurs dont il sera question plus loin, nous les appellerons dès maintenant des Conseillers auditeurs. Ils étaient de 4 à 6 près de chaque Cour. Pour l'historique de cette institution, cf. DALLOZ, année 1853, *Organisation Judiciaire*, p. 1493, le rapport d'Abrial à la Chambre des Pairs sur le projet de loi relatif à la suppression des Juges auditeurs (*Monit.*, 15 novembre 1830) et *Vues sur le Gouvernement de la France*, par le duc DE BROGLIE (Paris, 1859), pp. 134 à 136.

par le Gouvernement sur une triple liste de candidats présentés par la Cour à laquelle ils devaient être attachés. Toutefois, et c'est ici qu'on peut remarquer, dès son origine, le caractère aristocratique de l'institution, la présentation des Cours n'était pas libre et ces compagnies ne devaient exercer leur choix que parmi des avocats ayant appartenu au barreau pendant deux ans et ayant un revenu assuré de 3.000 francs. Affectés tantôt au Parquet, tantôt au Siège, ces jeunes magistrats n'étaient cependant pas attachés à une Cour déterminée car, et ceci était une disposition caractéristique, ils pouvaient également être envoyés par le Ministre dans les Cours de justice criminelle et dans les tribunaux de première instance. Ils ne restaient d'ailleurs que des stagiaires, et ce qui l'indiquait, c'est qu'ils ne touchaient que le quart du traitement des Conseillers. A la fin de ce stage, ils pouvaient, sans avoir à justifier d'ailleurs d'aucun délai, obtenir des postes définitifs de l'Administration ou de la Magistrature. Et, pour leur donner la certitude presque absolue de ne pas rester trop longtemps Conseillers auditeurs, le tiers des places qui venaient à vaquer dans chaque Cour d'appel, Tribunal de première instance ou Conseil de Préfecture leur était affecté.

L'institution des Juges auditeurs se présentait sous un tout autre aspect : ils avaient été créés par la loi du 20 avril 1810 ; ils devaient être à la disposition du Ministre de la Justice (1) et envoyés par lui dans les Tribunaux composés de trois Juges pour y remplir les fonctions de Juges. On voulut, là encore, attacher de bonne heure des jeunes gens à la carrière judiciaire, en les entourant d'exemples propres à développer leurs talents. Cependant, à la différence des Conseillers auditeurs, les Juges auditeurs, quoiqu'institués virtuellement par l'Empire, apparaissent en fait comme une création de la Restauration. En effet, jusqu'en 1814, il ne fut pourvu à aucune place de Juges auditeurs : les textes qui les créaient n'étaient pas appliqués et de 1814 à 1820, il ne fut fait que de rares promotions qui se réduisaient à dix pour toute la France. Mais à partir de 1823 (2), le champ d'activité des Juges auditeurs s'élargit considérablement : ils purent être placés près des tribunaux de première instance quel que fût

(1) Voir un historique de cette institution dans le rapport de Bourdeau au sujet de leur suppression. Séance de la Chambre des députés du 23 sept. 1830 (*Monit.*, 25 sept. 1830).

(2) Ordonnance du 19 novembre 1823.

le nombre des Juges dont ces tribunaux étaient composés (1) et dès ce moment les nominations des Juges auditeurs deviennent tellement nombreuses que ces magistrats ne tardent pas à encombrer les tribunaux.

Cependant, cette institution des Juges auditeurs n'avait pas manqué de soulever une série de critiques : ils étaient (2) exposés à un changement continu de résidences puisqu'ils pouvaient être affectés à un Tribunal quelconque, et par suite on pouvait douter qu'ils fussent complètement inamovibles. Certaines tolérances s'étaient établies qui étaient désapprouvées (3) : en effet, on n'exigeait pas des Juges auditeurs l'accomplissement d'un stage comme avocat et de jeunes licenciés, sans expérience des affaires, quittaient directement les bancs de l'école pour les sièges de Juges. Enfin, ce qui était plus important, si l'on recherchait pourquoi ces Juges sans sièges fixes étaient ainsi utilisés, on pouvait craindre que le pouvoir n'ait eu pour unique but, grâce à ces magistrats plus dévoués que les autres au régime, la création lors des procès politiques de majorités sûres. C'était là un grave soupçon, car alors l'institution des Juges auditeurs était complètement faussée, puisqu'on avait transformé ce qui devait rester une école de la Magistrature en un moyen d'asservir la justice (4).

(1) Spécialement les Tribunaux de chefs-lieux de département qui jugeaient les appels de police correctionnelle.

(2) Séance de la Chambre des Pairs du 16 octobre 1830 (*Monit.* du 17 oct. 1830). Présentation par le G. d. S. du projet de loi sur les Conseillers et Juges auditeurs.

(3) Voir le discours de Noé à la Chambre des Pairs. Séance du 18 novembre 1830 (*Monit.*, 19 novembre 1830). Lors des derniers jours de la Restauration les critiques contre l'institution avaient été vives. Cf. *Monit.*, 6 juin 1829 ; et l'opuscule paru en 1829 : *Des Juges auditeurs et de ce qu'il faudrait faire pour améliorer cette institution*. Mémoire présenté à sa Grandeur Monseigneur le Garde des Sceaux par le sieur Maniez, Juge auditeur à Boulogne-sur-Mer (Boulogne-sur-Mer, 1829), p. 6. DE BROGLIE (*Vues sur le Gouvernement de la France*, p. 137) indique que même si la Restauration avait subsisté, les Juges auditeurs n'auraient pu être maintenus. Cf. également DEHESDIN, *op. cit.*, p. 46.

(4) Dans ses *Vues sur le Gouvernement de la France*, le duc DE BROGLIE (p. 137) caractérisait ainsi la situation des Juges auditeurs : « Le Ministre de la Justice se trouvait disposer dans chaque ressort de Cours royales d'un corps de réserve judiciaire, composé de jeunes aspirants en expectative, attendant tout de lui, à commencer par une position stable, dont il pouvait accroître le nombre à volonté et qu'il était maître de transporter à volonté d'un Tribunal à l'autre ; autant dire qu'il était maître de se créer dans chaque Tribunal une majorité selon son bon plaisir. »

L'institution des Conseillers auditeurs préoccupait beaucoup moins l'opinion publique (1). Sans doute, l'Empire et la Restauration avaient voulu ainsi créer une sorte d'aristocratie ; mais le pouvoir central n'avait pas utilisé cette institution dans le même but critiquable.

On comprend dès lors pourquoi le 2 septembre 1830 (2), le Ministre de la Justice Dupont de l'Eure déposait un projet de loi sur la suppression des Juges auditeurs : « créés, disait-il, par de simples ordonnances, sous le prétexte tiré d'un texte de loi plus ou moins bien interprété, soumis à une sorte d'amovibilité, pouvant être envoyés par les ministères pour briser les majorités légitimes. »

La discussion commencée à la Chambre des députés le 23 septembre 1830 (3) s'y poursuivit jusqu'au 8 décembre (4). La loi qui consacra la suppression des Juges auditeurs fut promulguée le 10 décembre 1830. Mais, alors que le projet gouvernemental ne parlait que des Juges auditeurs, le législateur fut entraîné à édicter également celle des Conseillers auditeurs. Il est vrai que pour ces derniers, il ajouta un correctif : les Conseillers auditeurs ne devraient être supprimés que par extinction.

Ces discussions qui durèrent des semaines, tant à la Chambre des députés qu'à la Chambre des Pairs, méritent qu'on s'y arrête quelque peu. On y voit en effet que d'importants problèmes tels que, par exemple, celui de l'indépendance, du recrutement, de l'avancement des magistrats se trouvèrent posés dès les premiers jours de la Monarchie de Juillet.

Fait assez curieux, presque toute la discussion dans les deux Chambres tourna autour du principe de l'inamovibilité, ce principe que beaucoup à cette époque regardaient avec respect non sans le grand désir de le tourner. C'est au nom de ce principe prétendument violé par la création des Juges auditeurs, qu'on demandait la suppression de cette catégorie de magistrats. Mais une telle réforme, répondaient les adversaires, est en opposition avec le principe de l'inamovibilité que vous invoquez. Au surplus, ceux qui réclamaient cette suppression en invoquant ce grand principe avaient un secret dessein, celui de corriger, en expulsant de la Magistrature

(1) Cf. le discours de Renouard à la Chambre des Pairs lors de la séance du 18 novembre 1830 (*Monit.*, 19 novembre 1830).

(2) Séance de la Chambre des députés, 2 sept. 1830 (*Monit.*, 3 sept. 1830).

(3) Cf. *Monit.* du 25 sept. 1830.

(4) Cf. *Monit.* du 10 décembre 1830.

des Juges trop dévoués à la Restauration, les conséquences du maintien de l'inamovibilité.

Alors que le projet gouvernemental ne visait que les Juges auditeurs, dès le premier examen du texte proposé, les membres de la commission de la Chambre des députés (1) demandaient également la suppression des Conseillers auditeurs (2) dont l'inamovibilité leur paraissait diminuée. Pourquoi diminuée ? parce que ces magistrats étaient inamovibles quant à leurs titres seulement ; mais leur mobilité diminuait ce privilège et cette sécurité. Ne pouvait-on, en effet, par un exil édicté contre leur gré, exil qui pouvait aller jusqu'à l'envoi près d'un Tribunal de première instance, les punir d'une opinion qui aurait déplu (3). Un opuscule paru à cette époque (4) critiquait également cette institution des Conseillers auditeurs qui faisait franchir à des jeunes gens de 22 ans, à peine sortis des bancs de l'école, les degrés par lesquels tous devaient passer pour acquérir le droit si grave de rendre la justice en dernier ressort.

* La grande voix de Berryer (5) essaya de réfuter l'argument tiré de l'inamovibilité diminuée. Les Conseillers auditeurs sont, dit-il, plus inamovibles que les autres magistrats dont la nomination et l'avancement viennent du pouvoir. Eux, sont en quelque sorte élus : « N'y a-t-il pas quelque chose de révoltant, s'écriait-il avec sa merveilleuse éloquence, de voir tout un ordre de magistrats placés, quant à son existence, malgré la clause d'inamovibilité de la Charte, quant à ses espérances de prospérité, sous la dépendance immédiate du pouvoir ? Ce n'est que depuis la Révolution que la Magistrature en France se trouve dans cette dépendance qu'on a reconnue, car toutes les fois qu'on a parlé de l'honneur de la Magistrature, vainement a-t-on fait retentir ce mot d'inamo-

(1) Rapport de Bourdeau. Séance de la Chambre des députés du 23 sept. 1830 (*Monit.*, 25 sept. 1830).

(2) Ils étaient 154 en 1830. Discours de Séguier à la Chambre des Pairs, 18 nov. 1830 (*Monit.*, 19 nov. 1830).

(3) Jacquinet de Pampelune, qui était Procureur Général à Paris avant les événements de Juillet, convint à la séance de la Chambre des députés du 1^{er} octobre 1830 (*Monit.*, 2 octobre) qu'il y avait eu, avant 1830, trois exemples de ce genre.

(4) *Observations sur quelques articles du projet de loi de suppression des Juges auditeurs présenté par Dupont de l'Eure, G. d. S., à la séance du 2 septembre 1830 et considérations sur la nécessité de supprimer également l'institution des Conseillers auditeurs par un Juge au Tribunal de la Seine* (Paris, 1830), p. 10.

(5) Séance de la Chambre des députés du 1^{er} octobre 1830 (*Monit.*, 3 octobre 1830).

vibilité ; les esprits justes et sages ont fort bien reconnu que les magistrats étaient dans une fausse position, en ce sens que leur nomination, leur avancement, dépendaient du pouvoir. Il n'en est pas ainsi à l'égard des Conseillers auditeurs ; ils ne sont pas nommés directement par le pouvoir. Ils reçoivent l'institution du prince lui-même, il est vrai ; il le faut bien puisque c'est du prince lui-même que la justice émane ; mais ces magistrats sont nommés par élection auparavant, et c'est une considération qui aurait dû protéger l'institution. » Ainsi, Berryer élevant le débat mêlait fort habilement plusieurs questions, celle du recrutement et celle de la nomination des magistrats. Et, dès le début de la Monarchie de Juillet, cette grave question de l'avancement des magistrats, que d'aucuns critiquaient parce que régi par le pouvoir, était posée.

Mais les partisans de la suppression des Juges et Conseillers auditeurs avaient, nous l'avons dit, un but secret, celui de remédier ainsi aux dangers du maintien de l'inamovibilité. Cette intention perce nettement (1) dans le projet de la commission de la Chambre des députés. Il y avait là en effet une disposition qui, il est vrai, ne fut pas retenue, visant à remplacer les Juges auditeurs par un quatrième Juge qui serait créé dans les tribunaux composés seulement de trois Juges. Aux yeux de la commission, cette adjonction permettait d'introduire dans les juridictions des magistrats dont on était sûr au point de vue politique et qui pourraient utilement contre-balancer l'influence de ceux, que par suite de la conservation du principe de l'inamovibilité on avait été forcé de garder. Le représentant du Gouvernement, Merilhou, appuyait cette innovation (2). Il prononça à cette occasion des paroles significatives qui montraient bien que, tout en prônant bien haut le principe de l'inamovibilité, tout en affectant à son égard un respect presque mystique, on cherchait surtout à en atténuer les effets : « L'introduction du quatrième Juge donnera, disait Merilhou, l'occasion, nous l'espérons du moins, de faire entrer dans les tribunaux composés de trois Juges un élément nouveau de sécurité pour le pays et de stabilité pour les institutions nouvelles (3). »

(1) Rapport de Bourdeau sus-visé (*Monit.* 25 sept. 1830).

(2) Séance de la Chambre des députés du 1^{er} octobre 1830 (*Monit.* 2 oct. 1830).

(3) Dans la même séance de la Chambre des députés du 1^{er} octobre 1830, un député, Bernard, avoua avec plus de franchise encore le véritable but de l'amendement.

Sans doute, la Chambre des députés ne vota pas la création de ce quatrième Juge ; mais la discussion qui s'était instaurée à son sujet avait montré la véritable préoccupation de l'assemblée. La Chambre voulait supprimer toute une catégorie de magistrats qui, nommés sous le régime précédent, étaient plus suspects que les autres au pouvoir nouveau. Les remplacer par des magistrats dévoués au nouveau régime, voilà ce que voulaient au fond d'eux-mêmes ceux qui prônaient bien haut le respect de l'inamovibilité. Et, par une argumentation assez spécieuse, ils prétendaient que cette suppression d'une catégorie de magistrats ne touchait en rien au principe de l'inamovibilité.

D'après Bourdeau (1), quand on parle de l'inamovibilité du magistrat, on vise l'inamovibilité dans sa personne, dans son caractère judiciaire, ce qui lui assure l'indépendance personnelle ; mais la loi ne donnait pas le caractère d'inamovibilité à l'institution elle-même qui pouvait être supprimée si elle était vicieuse. Le Gouvernement (2) précisa à la Chambre des Pairs que les magistrats sont inamovibles, en ce sens que ni la couronne, ni la Chambre des députés ne peuvent ôter à chacun d'eux, par une mesure individuelle, la qualité dont il est revêtu et les fonctions qui en sont la conséquence. Mais le pouvoir conserve la faculté de réformer ou de modifier par une mesure générale les attributions, le ressort et la composition des cours et des tribunaux. Si l'inamovibilité des magistrats était un motif qui arrêta à jamais toutes réformes judiciaires, on porterait sur les institutions elles-mêmes qu'on immobiliserait, les garanties qu'on a voulu donner aux personnes.

En approfondissant, cette définition de l'inamovibilité des individus, qui n'empêche pas de supprimer l'institution, était peut-être assez critiquable, puisqu'en touchant à un corps de magistrats, on frappait inévitablement les membres de cette catégorie qui voyaient la garantie qu'ils tenaient de l'inamovibilité réduite à néant. D'ailleurs, si l'on supprimait une classe de magistrats uniquement pour se débarrasser de Juges d'opinions politiques suspectes, n'était-ce pas faire échec indirectement au principe de l'inamovibilité ?

À la Chambre des Pairs, le comte Simeon (3) vint défendre

(1) Rapport sus-visé.

(2) Discours du G. d. S. à la Chambre des Pairs, 16 oct. 1830 (*Monit.*, 17 oct. 1830) et du Commissaire du Gouvernement Renouard à la Chambre des Pairs, 18 nov. 1830 (*Monit.*, 19 nov. 1830).

(3) Séance du 18 novembre 1830 (*Monit.*, 19 novembre 1830).

cette opinion : les Conseillers auditeurs, d'après lui, sont membres des cours auxquelles ils sont attachés ; et, si ces cours ne sont pas supprimées, ils ne peuvent être retirés de ces juridictions sans qu'on porte atteinte à l'inamovibilité qu'ils possèdent comme magistrats. On a dit, précisait l'orateur, que l'organisation des tribunaux « peut être changée, cela veut dire qu'on peut y établir plus ou moins de chambres ; cela ne veut pas dire que l'on pourra supprimer des magistrats et leur enlever leur état. »

L'argumentation porta à la Chambre des Pairs (1) et on ne décida la suppression des Conseillers auditeurs que par extinction. Mais le Gouvernement qui tenait aux questions de principe, tint bien à préciser (2) que ce maintien des Conseillers auditeurs jusqu'à extinction n'était pas pour lui une conséquence nécessaire de l'inamovibilité : « sinon, ce serait d'avance fermer la voie à toute amélioration que de considérer l'inamovibilité des personnes comme faisant obstacle au droit de supprimer les fonctions. »

Au cours de cette discussion, d'autres idées intéressantes pour l'organisation judiciaire et la Magistrature furent également agitées. Dans la pensée des créateurs de l'institution, les Conseillers auditeurs faisaient un stage avant d'occuper les places définitives de la Magistrature. Le Gouvernement, par la voix de Merilhou (3), réfuta cet argument qui consistait à voir dans l'institution des Conseillers auditeurs une école dans laquelle les futurs magistrats pourraient se former, c'est-à-dire un noviciat de la Magistrature. D'après l'orateur, la véritable pépinière des magistrats se trouve dans les sièges inférieurs où les affaires sont appréciées avec plus de détail ; or, il se trouvait que justement les Conseillers auditeurs obtenant plus facilement les places de Conseillers titulaires, ces juridictions inférieures étaient découragées. Autre inconvénient grave que signalait Bourdeau (4) : « le noviciat tel qu'il était pratiqué avec les Conseillers auditeurs aboutissait à un véritable népotisme, car ces places devenaient la propriété de certaines familles. Aux yeux de Salverte, l'esprit de famille, l'esprit de corps dominaient cette insti-

(1) Séance du 18 novembre 1830 (*Monit.*, 19 novembre 1830).

(2) Dépôt par le G. d. S. du projet de loi sur les auditeurs. Séance de la Chambre des députés du 1^{er} décembre 1830 (*Monit.* du 3 décembre 1830).

(3) Séance de la Chambre des députés du 1^{er} octobre 1830 (*Monit.* du 3 octobre 1830).

(4) Séance de la Chambre des députés du 1^{er} octobre 1830 sus-visée.

tution et se manifestaient par les présentations faites par les Cours qui étaient, nous l'avons vu plus haut, à l'origine du système.

Loin de critiquer, tout au contraire, le comte Siméon voyait là un grand avantage (1) : « Lors même, disait-il, que ces présentations tiendraient à continuer dans quelques familles les traditions, les mœurs, s'était-on mal trouvé d'avoir autrefois des familles de Parlementaires, d'avoir une succession de Bignon, de Talon, de Pasquier, de Molé, de Séguier ! »

Ainsi donc, aux premiers jours de la Monarchie de Juillet, s'affrontaient les différentes conceptions qu'on avait de la Magistrature ; déjà retentissaient dans les assemblées, ces mots si fréquemment prononcés depuis, de 1830 à 1848, de noviciat, de patriciat de la Magistrature. Et si, par la loi du 10 décembre 1830, les Juges auditeurs furent supprimés, si, par ce même texte les postes de Conseillers auditeurs furent éteints au fur et à mesure des retraites et des décès, c'est peut-être beaucoup parce qu'on reprochait à ces catégories de magistrats d'être le dernier reste qui subsistait d'une Magistrature aristocratique.

(1) Séance de la Chambre des Pairs du 18 novembre 1830 (*Monit.*, 19 novembre 1830).

CHAPITRE V

Les Serments et les Départs pour défaut de prestation de serment

Un autre moyen de remédier aux effets trop absolus du principe de l'inamovibilité fut l'institution du serment ; par la loi du 31 août 1830, les magistrats qui ne prêtaient pas serment au régime de Juillet devaient être réputés démissionnaires (1). Mais certaines compagnies judiciaires n'avaient pas attendu cette loi pour prêter serment au nouveau pouvoir (2).

Le 11 août 1830 (3), le Premier Président Séguier de la Cour royale de Paris prêta serment entre les mains du Roi, et il fut désigné pour recevoir le serment de la Cour royale de Paris qui fut convoquée à cet effet en robes rouges le 12 août 1830 à onze heures du matin.

Le Procureur Général Bernard, de Rennes (4) requit le serment tel qu'il avait été prononcé par les membres des Chambres : « Je jure d'être fidèle au Roi, d'obéir à la Charte constitutionnelle et aux lois du Royaume. » Et dans son allocution le Procureur Général tint à préciser que si la formule du serment ne mentionnait pas Louis-Philippe Roi

(1) D'après cette loi, tous les fonctionnaires étaient obligés de prêter serment. Boucher de Perthes, alors Directeur des douanes à Abbeville écrivait, le 23 sept. 1830, une lettre critiquant avec esprit cette formalité : « A quoi sert ce serment ? A-t-il jamais empêché un trône ou celui qui est dessus de choir et de se casser le nez » (*Sous Dix Rois*, 1863-1868, t. IV, p. 503).

(2) Dans ce cas elles n'eurent pas à le renouveler (Séances de la Chambre des députés des 18 et 19 août 1830) (*Monit.*, 19 et 20 août).

(3) Voir *Constitutionnel*, *Gaz. des Trib.*, *Monit.* du 13 août 1830.

(4) Voir Append. I^{er}.

des Français, non plus que les modifications faites à la Charte, il était bien entendu que le serment qui allait être prêté devait l'être sans aucune restriction. Après ce discours, le Premier Président Séguier tint à saluer le nouveau régime (1) en des termes particulièrement habiles et flatteurs : « De grands infortunés, dit-il, se sont eux-mêmes précipités du plus beau trône ; laissons l'histoire écrire les funestes et belles actions ! Pour nous, magistrats, commence un ordre suscité par le vœu des citoyens et adopté par le patriotisme du prince qui écarte l'anarchie et fait luire la prospérité... Hâtons-nous de former un lien, non seulement de devoir, mais aussi de reconnaissance. Consacrons toutes nos facultés au bien commun et au service d'un duc d'Orléans qui, mieux que Louis XII, n'aura pas d'injures à oublier et mieux que lui sera le père du peuple. »

Après quoi, le serment des magistrats de la Cour fut reçu sans autres incidents (2) que quelques murmures qui éclatèrent quand le Président de Chambre Amy (3), qui paraissait inféodé au régime disparu, prononça les paroles sacramentelles.

Sur les quatre-vingt-six membres de la Cour, deux Présidents de Chambre, le comte de Séze (4) et d'Haranguier de Quincerot (5), étaient absents, ainsi que six Conseillers, Cottu (6), de Frasans (7), Moreau de la Vigerie (8), Gossin (9), Charlet (10), Meslin (11) et un Avocat Général, Bérard des Glajeux (12).

On ne peut qu'être frappé du petit nombre de membres de la Cour royale de Paris qui refusèrent le serment. Il est

(1) Voir Append. I². Il était habitué à de telles harangues. Déjà Premier Président sous l'Empire, il lui était réservé de célébrer encore le 2 mars 1848, lors de la visite au Ministre de la Justice Crémieux, les bienfaits de la République naissante (cf. *Le Droit* du 3 mars 1848) et il rappelait alors qu'il avait vu de sa place six gouvernements.

(2) WEILL, *op. cit.*, parag. V, p. 20.

(3) Voir Append. I⁹.

(4) Voir Append. I¹⁰.

(5) Voir Append. I¹¹.

(6) Voir Append. I¹².

(7) Voir Append. I¹³.

(8) Voir Append. I¹⁴.

(9) Voir Append. I¹⁵.

(10) Voir Append. I¹⁶.

(11) Voir Append. I¹⁷.

(12) Voir Append. I¹⁸. Voir sur lui : *Souvenirs d'un Président d'Assises*, par son fils, BÉRARD DES GLAJEUX, Président de Chambre à la Cour de Paris (Paris, 1892, chap. XXIV, p. 243).

à noter, et ceci est visible quand on étudie leur carrière antérieure, que plusieurs d'entre eux avaient déjà été suspendus pendant les Cent-Jours, ce qui montre que dès cette époque, ils étaient connus pour leurs opinions peu libérales.

Après cette cérémonie, le Tribunal de la Seine fut introduit, ayant à sa tête le Président Debelleyme. Un seul Vice-Président, Jarry (1), et huit Juges étaient absents.

Le 16 août 1830, la Cour de Cassation prêtait à son tour serment ; ce ne fut pas comme à la Cour royale de Paris une audience aux discours feutrés de prudence. Le Procureur Général Mourre (2) avait exercé ses hautes fonctions sous la Restauration. Dès le début de la séance il se leva (3) : « Les raisonnements sur une révolution deviennent, dit-il, une pure métaphysique quand on veut mettre à l'écart les grandes causes qui l'ont produite. Un prince dont les nobles qualités ne peuvent être mises en question, un prince qui a délivré la Grèce et détruit le joug de cette piraterie qui infestait l'Europe, humiliait les rois et affligeait la chrétienté, trouvera dans l'histoire une page honorable, et nous croyons pouvoir devancer ce juste hommage par l'expression de notre douleur sur les infortunes de Charles X ; mais ce prince a été trompé par quelques ministres sans retenue et sans discernement qui ont pris la fureur pour de la fermeté... La nation a été indignée. Elle a cru que le chef d'un Gouvernement représentatif qui n'en comprenait pas la théorie, ne pouvait faire son bonheur ; elle a cru aussi que dans la famille se succéderaient les mêmes erreurs et qu'elle y trouverait encore d'implacables ressentiments. Enfin, la nation s'est prononcée, et qu'on ne conteste pas l'exactitude de cette expression, car, à moins de fermer les yeux à la lumière, il est évident pour tous les Français, comme il l'a été pour l'Europe entière, que la nation par une immense majorité a applaudi au changement de dynastie et qu'elle y trouvera son bonheur. » Et il ajoutait ces paroles touchant sa situation personnelle : « Dans des conjonctures graves à l'époque des Cent-Jours, lorsqu'il fut question pour moi d'opter entre la reconnaissance d'un pouvoir que je ne croyais pas légitime et l'honorable pauvreté à laquelle il fallait me résigner, chargé d'une nombreuse famille, sans fortune, sans moyen d'en acquérir à un âge avancé de la

(1) Voir Append. I¹⁹ et, sur cette démission, *infra*, p. 299.

(2) Voir Append. I²⁰.

(3) *Monit. et Constitutionnel* du 17 août 1830.

vieillesse, je n'hésitais pas et je refusais de prêter le serment. Je n'ai pas hésité non plus aujourd'hui. Un prince noblement populaire, qui offre l'heureuse alliance de toutes les vertus privées avec la haute intelligence de nos principes politiques, a reçu ma promesse solennelle. J'ai juré entre ses mains tout ce qui s'accorde avec ma conscience, tout ce qui s'accorde avec les besoins publics. » Le Gouvernement le punit cruellement de sa fidélité au malheur et le lendemain même 17 août il était privé de ses fonctions (1).

Cependant, après que le Procureur Général Mourre eut requis la prestation de serment des membres de la Cour de Cassation, le Premier Président Portalis qui, lui, s'était prudemment abstenu de prendre la parole, reçut le serment des magistrats de la Cour suprême. Seuls, deux Conseillers, Pardessus (2) et de Larivière (3), étaient absents. D'après le *Constitutionnel*, (4), Quéquet, Conseiller à la Cour de Cassation (5), crut devoir motiver son serment en déclarant qu'il jurait en haine de l'anarchie.

La disgrâce de Mourre n'était que le premier incident occasionné par la formalité du serment : il devait y en avoir d'autres. Après la promulgation de la loi du 31 août 1830, les serments furent reçus dans toutes les Cours dans le courant du mois de septembre (6). Les cérémonies avaient d'abord lieu dans les Cours royales, puis des Présidents de Chambre ou des Conseillers désignés par les Cours reçurent à leur tour les serments (7) dans les différents Tribunaux.

Ces cérémonies n'allaient pas sans discours et à Orléans (8) le Procureur Général Miron de l'Espinay, un des

(1) Voir le *Constitutionnel* du 17 août 1830.

(2) Voir Append. I²¹.

(3) Voir Append. I²².

(4) *Constitutionnel*, 17 août 1830. Il y eut des murmures de défaveur dans le barreau et l'auditoire lors des prestations de serment d'Avoyne de Chantereine et de Rives (*Constitutionnel*, *id.*).

(5) Voir Append. I²³.

(6) La Cour de Paris tint encore deux audiences les 9 et 21 sept. pour recevoir le serment des magistrats retardataires. Le 7 sept. eut lieu le serment des membres de la Cour de Bordeaux, le 10 celui des membres de la Cour de Rennes et, le 11, celui des membres de la Cour de Dijon (*Gaz. Trib.*, 13 et 14 sept. 1830).

(7) A Paris, le Président de Chambre Tripiet fut désigné ainsi pour recevoir le serment des membres du Tribunal de la Seine qui n'avaient pas encore prêté serment à l'audience du 9 sept. Au Tribunal de Sisteron (*Les Tribunaux de Sisteron et leur personnel*, par SAINT-MARCEL ESSEYRIC. Sisteron, 1900. p. iv) le 18 sept. 1830 le Conseiller à la Cour d'Aix, Testanière de Miravail, vint recevoir les serments.

(8) Arch. BB¹⁶ 1067, B⁷ 5381.

rares Procureurs Généraux de la Restauration maintenu tint, lors de cette cérémonie, le 8 septembre 1830, à stigmatiser la monarchie bourbonnienne qu'il avait pourtant servie. Il la qualifia de « pouvoir dont l'astuce, la mauvaise foi et l'imprévoyance étaient les conseillers ».

Tous les magistrats ne suivirent pas cet exemple. Quoiqu'on eût choisi, semble-t-il avec soin (1) les Conseillers des Cours royales envoyés dans les Tribunaux pour recevoir les serments, le Conseiller Dangeville, de Lyon, qui avait été délégué pour recevoir le serment des membres du Tribunal de Bourg, le 18 septembre 1830, n'en parla pas moins en termes très mesurés de Charles X dont il fit l'éloge (2). Au Tribunal de Périgueux, le Président Poumeyrol, avant de prêter serment, tint à faire allusion aux qualités morales de Charles X, rejetant sur ses conseillers les tentatives criminelles qui l'avaient précipité du trône (3).

Cependant, chez les magistrats qui avaient ainsi à prêter serment, l'hésitation était grande. Sans doute, la conduite à tenir, pour certains ne faisait aucun doute : un Juge au Tribunal de Caen, Boislaunay, écrivit le 10 septembre 1830 au Premier Président cette lettre qui fleure encore l'ancien régime (4) : « A l'époque de ma nomination de Juge au Tribunal civil de Caen, écrivait ce magistrat, j'ai prêté serment de fidélité à Louis XVIII et par conséquent à ses successeurs légitimes, car le Roi ne meurt pas en France ; or ma raison, mon honneur et la plus profonde conviction me disent donc que je ne puis me soumettre au nouveau serment qui m'est imposé. Aucune disposition de l'ancienne Charte, ni même de la nouvelle ne prescrivent d'ailleurs de renouveler le serment une fois prêté... je me refuse donc de la manière la plus formelle à ce serment, et je déclare protester à l'avance contre toute révocation de fonctions qui pourrait être la conséquence de ce refus. » Cela ne l'empêcha pas d'être considéré comme démissionnaire par refus de serment. Sa lettre avait été lue à l'audience de la prestation de serment des membres du Tribunal de Caen du 10 septembre 1830 et

(1) D'après le *Constitutionnel* du 27 septembre 1830 les Conseillers qui étaient délégués dans les tribunaux pour recevoir les serments avaient été choisis en considération de leurs antécédents politiques.

(2) *Gaz. Trib.*, 22 sept. et 6 oct. 1830.

(3) *Gaz. Trib.*, 18 sept. 1830.

(4) Transmise par le P. P. Caen à G. d. S. le 12 sept. 1830 (Arch. BB^s 177 14 M^s).

d'après le rédacteur de la *Gazette des Tribunaux*, elle avait été accueillie par des rires (1).

Beaucoup de magistrats n'avaient pas eu l'énergie de se décider comme Boislauay et nombreux étaient ceux qui hésitaient (2). Cet acte solennel du serment (3) était considéré par les uns comme une félonie, par les autres comme un devoir de conscience pour les magistrats en exercice. Ces derniers s'appuyaient sur un précédent historique, sur l'ordre donné aux magistrats le 20 mars 1815, suivant la volonté de Louis XVIII par Dambray, alors Garde des Sceaux, de prêter serment à Napoléon afin d'éviter que l'Administration de la justice ne fut interrompue un seul jour. Certains magistrats de Paris se réunirent donc au mois de septembre 1830 ; ils consultèrent des jurisconsultes et il y fut décidé que le devoir des magistrats en fonctions était de prêter serment à Louis-Philippe. On prétendit même que c'était là le désir de Charles X (4).

Quoiqu'il en soit, il est certain que des légitimistes notoires prêtèrent le serment ; tels furent notamment Trinquelague, Premier Président de la Cour de Montpellier (5) et Quéquet, Conseiller à la Cour de Cassation. Il était manifeste, et le Procureur Général Dupin devait le dire lors de la mort de ce Conseiller (6), que la révolution de Juillet avait blessé Quéquet dans ses idées et dans ses affections. Pourtant son âge, il avait 62 ans, et son défaut absolu de fortune lui rendaient impossible le sacrifice de sa place. Il prêta donc serment en ajoutant, nous l'avons vu plus haut (7), pour calmer un peu sa conscience, qu'il ne prêtait serment qu'en haine de l'anarchie, et il fit avec lui-même un pacte auquel il est toujours resté fidèle : sur son traitement, il ne prélevait que 6.000 francs consacrés à ses besoins personnels ; le reste, c'est-à-dire 9.000 francs environ était par lui employé à sou-

(1) *Gaz. Trib.*, 16 sept. 1830.

(2) Voir lettre P. G. Grenoble Moyne à G. d. S., 27 août 1830, sur les hésitations du Présid. de Chambre Duboys (Arch. BP^o 189 14 A).

(3) Cf. Baron DESPATYS, *Magistrats et criminels d'après les Mémoires de Gaillard, Conseiller en Cassation*, chap. XIII, parag. II, p. 347.

(4) Cf. *Constitutionnel* du 17 sept. 1830. Mais ceci est douteux.

(5) Audience du 14 sept. 1830 (*Constitutionnel* du 24 sept. 1830, *Gaz. Trib.*, 20 sept. 1830). Sur TRINQUELAGUE, voir Append. I²⁴.

(6) Discours de rentrée de la Cour de Cassation du 9 novembre 1840. *Réquisitoires et plaidoiries de DUPIN*, t. IV, Discours de rentrée, p. 103. Voir sur ce discours le *Droit* du 29 novembre 1840. Sur QUÉQUET, voir Append. I²⁵.

(7) Voir *supra*, p. 66.

lager les misères d'anciens magistrats frappés dans leurs moyens d'existence par les événements qui venaient de s'accomplir (1).

Et pourtant, certains des serments ainsi prêtés semblaient de véritables défis à l'opinion publique et apparaissaient comme des trahisons. Le 16 septembre 1830, le Procureur du Roi de Trévoux, Francey, prêtait serment, et il tenait à expliquer (2) qu'il l'avait prêté franchement et loyalement, bien convaincu qu'on était sous le régime de la vérité et de la justice. Or, au dossier de ce magistrat se trouvait (3) une lettre au Garde des Sceaux écrite le 29 juillet 1830 où il déclarait se réjouir, avec tous les fidèles serviteurs du Roi, des ordonnances qui permettaient d'arrêter le torrent de malheurs dont la France était menacée (4).

Même pour les magistrats à qui l'on ne pouvait reprocher de si brusques revirements d'opinions, il y avait au moment de prêter serment une certaine gêne. De Tocqueville, le célèbre écrivain, était à ce moment Juge suppléant au Tribunal de Versailles. Le 18 août 1830, il écrivait à son frère : « J'ai prêté le nouveau serment avant-hier. Bien que ma conscience ne me reproche rien, c'est un moment désagréable. L'orgueil est froissé de l'idée que d'autres peuvent croire que l'intérêt vous fait agir contre votre conviction. Je reste donc ; mais resterai-je longtemps (5). Je l'ignore. Il arrive à la Magistrature la même chose qu'à l'Armée, elle est humiliée ; mais nous n'avons pas comme vous la ressource de nous relever à coups de sabres (6). »

L'opinion parfois se scandalisait de certains serments et n'hésitait pas à rappeler les magistrats à plus de respect de leurs opinions passées. Si, à la Cour d'Aix qui s'était rendue célèbre par son adresse à Charles X (7) pour le féliciter des ordonnances, l'audience de réception des serments eut lieu sans incidents (8), il n'en alla pas de même à la Cour de

(1) Ce détail est révélé dans l'article du *Droit* sus-visé.

(2) Cf. le *Constitutionnel* du 17 sept. 1830.

(3) Arch. BB⁸ 176 1 M⁴.

(4) Francey fut révoqué le 24 septembre 1830.

(5) Il devait démissionner le 21 mai 1832 pour protester contre la révocation de son ami de Beaumont comme Substitut à la Seine.

(6) DE TOCQUEVILLE, *Correspondance*. Paris, 1867, t. VI, pp. 21 et 22.

(7) Voir *supra*, p. 16.

(8) Le 5 sept. 1830. Voir *supra*, p. 17, note 1.

Poitiers. Cette Cour, on se le rappelle (1), avait félicité le ministère Polignac de sa lutte contre la Chambre des députés. Et pourtant, tous les magistrats de cette compagnie se présentèrent à l'audience du 8 septembre 1830 pour prêter le serment de fidélité. Un public nombreux était présent. Dès que le Premier Président Descordes eut prononcé les premières paroles du serment il fut couvert de huées et de sifflets et des cris injurieux se renouvelèrent toutes les fois qu'un magistrat suspect au point de vue politique prêtait serment. Ainsi quand le Président de Chambre Parigot, à qui on reprochait son attitude comme Président lors du procès du général Berton (2), prêta serment, les mots de brigand et d'impudent se firent entendre de tous côtés. Lorsque le Premier Président Descordes descendit de son siège, de nouveaux cris l'accompagnèrent et des sifflets nombreux se firent entendre. Les cris de : Polignac Descordes, à bas le parjure, se prolongèrent jusque dans la salle des pas perdus.

A la Cour de Metz, les incidents furent plus graves (3) ; ils avaient d'ailleurs été prémédités. Dès qu'on connut la loi sur le serment, des conciliabules avaient eu lieu dans la ville, et on avait même délibéré pour savoir si l'on ne s'opposerait pas, par des moyens violents, au serment de certains magistrats. Il fut décidé tout au moins d'abreuver ces magistrats de dégoût et d'humiliation pour les amener à ne pas prêter le serment qu'on supposait être en opposition avec leurs principes. On prit soin d'ailleurs de prévenir le Maire de Metz, Bouchotte, en lui désignant les noms des magistrats qui devaient en audience publique recevoir des témoignages de réprobation. La lettre signée de quatre-vingts notables adressée au Maire désignait ainsi dix membres de la Cour et cinq magistrats du Tribunal. En bonne place figuraient parmi ceux-ci le Premier Président, d'Hannoncelle, un Président de Chambre, Fontaine, et le Président du Tribunal, Klie.

Le Maire et deux notables allèrent donner connaissance de cette lettre à chacun des magistrats visés ; ils leur signifèrent

(1) Voir *supra*, p. 13, *Gaz. Trib.*, 12 sept. 1830 ; *Constitutionnel*, 13 sept. 1830 et lettre P. G. Gilbert Boucher à G. d. S., 8 sept. 1830 (Arch. BB¹⁶ 1187 4119).

(2) Le général Berton avait été condamné à mort le 12 sept. 1822 et exécuté le 5 octobre 1822.

(3) Voir sur ces incidents lettre P. G. Charpentier à G. d. S., 13 sept. 1830 (Arch. BB⁹ 189 18 A) ; *Mémoires du Baron Sers*, chap. VIII, pp. 258-259 (*Gaz. Trib.*, 15 sept. 1830).

que le vœu du peuple était qu'ils cessassent leurs fonctions et ils les menacèrent des plus grands malheurs s'ils osaient se présenter à l'audience où le serment devait être prêté. Le Premier Président d'Hannoncelle déclara qu'il donnerait sa démission ; il demanda seulement à prêter serment pour conserver ses droits à une retraite, puis il revint sur sa décision et ne parut pas à l'audience de réception de serment. Le Président Fontaine hésita lui aussi. Il décida d'abord dans des conciliabules qui eurent lieu avec le Procureur Général Charpentier (1), de ne pas prêter serment, puis il se ravisa et demanda protection au Préfet, Sers. Celui-ci se déclara impuissant à le protéger dans le Palais de Justice où les magistrats avaient seuls autorité.

Cependant, justement inquiet, le Préfet Sers avait écrit (2) au Maire de prendre des mesures de sécurité en mettant sous sa responsabilité personnelle la sûreté des magistrats dans les rues. Il avait averti également le Procureur Général Charpentier, lequel lui répondit qu'il ne se passerait rien à l'audience, car ses amis le lui avaient promis ; le Maire à son tour assura qu'un bataillon de la garde nationale protégerait les magistrats, et effectivement cette troupe entourait le jour du serment, le Palais de Justice.

L'audience de réception du serment fut (3), en l'absence du Premier Président, présidée par le Président Colchen : des murmures éclatèrent chaque fois qu'un des magistrats désignés dans la lettre au Maire se levait pour prêter serment.

À la sortie, de violentes scènes de rue éclatèrent, quand les magistrats désignés à la suspicion de la foule regagnèrent leurs domiciles : ils furent hués et sifflés par le populaire auquel semble bien s'être jointe la garde nationale que le Maire avait préposée à leur sauvegarde. Certains (4) furent abordés par des jeunes gens qui leur déclarèrent qu'ils étaient profondément impopulaires et que l'opinion publique exigeait d'eux leur démission. Les injures et les vociférations continuèrent jusqu'au domicile de ces malheureux magistrats et le Président Fontaine, qui était un vieillard, mourut, dit-on, de ces avanies.

(1) Sur Charpentier voir Append. I^{er}.

(2) Baron SERS, *op. cit.*, chap. VIII, p. 259.

(3) Le 9 sept. 1830.

(4) D'après la *Gaz. des Trib.* du 15 sept. 1830 les Conseillers Virvaux et de Julvécourt ainsi abordés par des groupes irrités, leur promirent dans leur frayeur de démissionner ; par la suite, ils n'en firent rien.

Telles furent les scènes qui accompagnèrent la prestation de serment des magistrats de la Cour royale de Metz ; les événements furent de suite exagérés : à la Chambre des députés, Demetz pourtant Président de Chambre d'une Cour voisine, celle de Nancy, n'hésita pas à dire (1) que les magistrats avaient été arrachés de leurs sièges.

Ces manifestations étaient cependant assez graves en elles-mêmes ; elles avaient compromis la dignité de la Magistrature en humiliant profondément ses membres. Mais le Procureur Général Charpentier qui d'ailleurs, avait joué dans cette affaire un rôle assez équivoque, ne fut pas d'avis d'exercer de poursuites (2) et son point de vue fut admis par la Chancellerie.

Ce soulèvement de l'opinion publique à Metz mérite l'attention. Quelles en furent les causes ? Le prétexte fut le maintien de l'immovibilité ; le motif profond fut semble-t-il le désir d'obtenir des places de magistrats et par conséquent de les rendre vacantes. En effet, ce ne fut pas une émeute populaire, ce fut la classe aisée et éclairée qui organisa toutes ces scènes. On peut penser que les avocats, ambitieux de devenir magistrats, ne furent pas étrangers à ce mouvement. Déjà Charpentier, avocat d'avant les journées de Juillet, était devenu Procureur Général. Après ces événements, Woïrhaye, autre avocat du barreau de Metz, fut promu Avocat Général. Charpentier devint Premier Président à la place de d'Hamoncelle et il fut remplacé à la tête du Parquet Général par Parant, également avocat. La petite émeute du 9 septembre n'avait pas été inutile pour certains.

Il y eut encore des manifestations, mais qui ne se traduisirent que par des murmures ou des coups de sifflet, lors de la prestation de serment à la Cour de Caen, à la Cour de Montpellier, à la Cour de Lyon (3).

À Nancy, c'est à l'audience de rentrée du 8 novembre 1830 que des troubles éclatèrent (4) : jusque-là l'opinion avait été calme et l'audience de prestation de serment avait été tenue sans incidents ; mais dans le courant du mois de septembre, l'exemple de la Cour royale de Metz ayant porté ses fruits, on nota une certaine agitation provoquée par ceux qui ambi-

(1) Séance du 26 novembre 1830 (*Monit.*, 26 novembre 1830).

(2) Voir sa lettre au G. d. S., 13 sept., sus-visée.

(3) *Gaz. Trib.*, 16, 18, 20 et 29 sept. 1830.

(4) Séance de la Chambre des députés du 26 nov. 1830 (*Monit.* du 26 novembre 1830) ; Lettre P. G. Fabvier, de Nancy, à G. d. S., 29 nov. 1830 (Arch. BB⁶ 199 20 A). *Gaz. Trib.*, 13 nov. 1830.

tionnaient des places dans la Magistrature. Le barreau n'avait eu qu'un membre, le nouveau Procureur Général Fabvier, qui eût profité des événements de Juillet ; il ne trouvait pas évidemment que cela suffisait. L'audience de réception des serments n'avait pas été utilisée pour inviter les magistrats jugés suspects au nouveau régime, à démissionner. On voulut se servir de l'audience de rentrée. Comme à Metz, des lettres de menaces furent adressées à huit magistrats de la Cour de Nancy portant : « votre démission ou la mort. » Les avocats avaient décidé de ne pas assister à l'audience de rentrée ; elle avait été calme et l'Avocat Général Troplong (1). plus tard si célèbre, avait prononcé le discours d'usage. Mais, quand la Cour se retira dans la Chambre du Conseil, des coups de sifflet se firent entendre. Il y eut alors chez les magistrats un mouvement d'indécision : beaucoup voulurent rentrer dans la salle d'audience pour écouter le Procureur Général requérir contre les siffleurs. Mais le Président Chippel continua sa marche, se contentant d'indiquer que les signes d'improbation étaient interdits, tandis que le Conseiller Boyard, connu pour ses opinions constitutionnelles, s'avancait sur le bord de l'estrade et invitait, sans y réussir d'ailleurs, les siffleurs à se faire connaître. Comme à Metz, aucune poursuite ne fut exercée.

Ces incidents montrent combien la question du maintien des Juges sur leurs sièges agitaient les esprits au début de la Monarchie de Juillet.

Après avoir étudié les cérémonies où eurent lieu les serments, voyons quels furent les départs pour défaut de serments.

Cent cinquante-six magistrats en 1830 et 1831 quittèrent la Magistrature pour refus de serment. Il y avait parmi eux (2) trois membres du Parquet seulement, le Premier Président de la Cour de Bordeaux, sept Présidents de Chambre, quarante-deux Conseillers de Cours royales, dix Présidents de Tribunaux, deux Vice-Présidents, quarante-deux Juges et quarante-huit Juges suppléants.

Ces refus de serments varièrent beaucoup suivant les régions : quatorze membres des Cours royales ne voulurent pas prêter serment à Rennes, sept furent dans ce cas à Bordeaux, six à Lyon, cinq à Besançon. Les autres Cours de province n'eurent qu'un nombre très faible de démission-

(1) Sur Troplong, voir Append. I¹⁰⁹ et *infra*, p. 269.

(2) Ces chiffres ont été calculés d'après les mouvements parus au *Monit.*

naires par refus de serment : les Cours de Nîmes, d'Angers et de Rouen n'en eurent que deux ; celles d'Amiens, Aix, Poitiers, Grenoble, Orléans, Agen n'en eurent qu'un.

Ceux qui refusaient ainsi le serment n'étaient pas toujours des magistrats fortunés et le Premier Président Corbière, de Toulouse (1), devait solliciter une pension pour le Président du Tribunal de Muret, Taissié, qui avait refusé le serment. Certains, en ne prêtant pas serment brisaient une carrière qui s'annonçait brillante. Eugène Gairal de Serezin était le petit-fils d'un Conseiller au Parlement, fils d'un Conseiller à la Cour de Lyon (2) : il fut lui-même Conseiller à cette même Cour de Lyon à 29 ans. Il refusa cependant le serment.

Beaucoup d'ailleurs hésitèrent avant de prendre cette grave décision : certains chefs de compagnie ne voyaient pas sans quelque tristesse ces démissions en quelque sorte tacites. Ils essayaient de les cacher un certain temps, espérant que ces magistrats pourraient changer d'avis. C'est ainsi que, d'après le *Moniteur*, lors de la prestation de serment du Tribunal de la Seine, l'absence de Javon, Juge suppléant, avait été mise sur le compte de la maladie (3). Immédiatement, Javon tint à préciser dans une lettre adressée au Président du Tribunal que son absence n'avait pas d'autre cause que son intention de refuser le serment.

Mais ce qui est assez émouvant, c'est de constater la conscience professionnelle de certains de ces magistrats qui, jusqu'aux derniers moments de leur vie judiciaire, tinrent à accomplir scrupuleusement les actes de leurs fonctions. Le Président du Tribunal d'Agen (4), de Grousson, écrivait le 7 septembre 1830 qu'il n'avait pu prévenir plus tôt de sa décision de cesser ses fonctions, car il avait tenu à accomplir quelques actes judiciaires restés imparfaits par suite des événements de Juillet. Son devoir accompli, il quitta silencieusement ses fonctions.

Comme les membres du Parquet frappés de révocation,

(1) Lettre P. P. Corbière, de Toulouse, à G. d. S., du 3 octobre 1830 (Arch. BB⁶ 179 33 M³).

(2) *La Magistrature lyonnaise* (1771 à 1883), par Léopold NIEPCE, p. 116.

(3) *Monit.*, 13 août 1830. Lettre Javon à Présid. du Trib. Seine, 13 août 1830 (Arch. BB⁶ 185 82 M²).

(4) Arch. BB⁶ 182 53 M². Remplacé comme démissionnaire par refus de serment le 1^{er} octobre 1830.

beaucoup de ces démissionnaires par refus de serment entrèrent au barreau. Ravez, ancien Premier Président de la Cour de Bordeaux, écrivit des consultations qui firent autorité (1).

(1) CHAUVOT *Le barreau de Bordeaux de 1715 à 1815* (Paris, 1856) indique, livre II, p. 406, qu'elles étaient tellement goûtées que le P. P. Séguier, de la Cour de Paris, consentait à remettre en 1847 une affaire pour laquelle plusieurs délais avaient été accordés sur la seule indication qu'on attendait une consultation de Ravez.

CHAPITRE VI

Les Démissions

De la révolution de Juillet au 31 décembre 1830, cent trente-deux membres du siège et quatre-vingt-un membres des Parquets démissionnèrent (1). Toutes ces démissions n'eurent d'ailleurs pas des causes politiques et il est souvent très difficile de savoir si elles ont été vraiment provoquées par le changement de régime : on ne peut qu'être assez sceptique devant les motifs que donne par exemple Baudry-Duplessis, Juge à Paimbœuf (2) qui, le 18 août 1830, démissionne en donnant comme prétexte que des raisons de parenté l'obligent à retourner près de sa famille à Nantes. Duchevelard, Substitut à Montbrison, est encore plus énigmatique sur les motifs qui le font agir (3) ; il démissionne, dit-il, « parce que des raisons particulières relatives seulement à ce genre de fonctions me forcent de cesser ». Le Conseiller Revel, d'Amiens, découvre subitement le 15 août 1830 qu'il est âgé et malade et il envoie sa démission (4). Pourquoi les magistrats déguisaient-ils ainsi leurs véritables pensées ? Peut-être pour ne pas entrer en lutte ouverte avec

(1) D'après les chiffres du *Moniteur*. Elles ont donc été assez peu nombreuses. Tel n'est cependant pas l'avis de Joseph BONNETON, *Considérations historiques sur l'inamovibilité de la Magistrature en France*. Paris, 1878, p. 81. Les démissions que nous étudions maintenant sont différentes des démissions par défaut de serment que nous venons de voir.

(2) Arch. BB⁶ 181 50 M².

(3) Lettre, 13 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 181 48 M³).

(4) Arch. BB⁶ 188 4 A. Voir également pour Legomesnil, Cons. Rennes (Arch. BB⁶ 190 26 A), et pour Delosque, Cons. Toulouse (Arch. BB⁶ 190 28 A).

le pouvoir nouveau, peut-être afin de ne pas perdre tous droits à une pension de retraite !

Voyons maintenant les démissions qui eurent certainement pour cause le changement de régime. Parmi ces magistrats qui quittèrent volontairement leurs fonctions pour ne pas servir la Monarchie de Juillet, il y eut huit Premiers Présidents de Cours royales de province, quatorze Présidents de Tribunaux, et trente Chefs de Parquets. Des compagnies presque entières démissionnent : par exemple, à Nantes, le 23 août 1830 (1), le Président Papin et cinq Juges du Tribunal.

Certains étaient poussés par leurs traditions de famille : ce sont les influences de ses proches qui font démissionner de Séze (2) de ses fonctions de Procureur du Roi à Pont-Audemer. Et c'est en vain que Dupont de l'Eure qui, cependant n'était guère coutumier de pareille bienveillance, lui fit offrir une place de Substitut au Parquet Général d'Amiens avec promesse d'un avancement prochain (3).

C'est dans leurs lettres de démission, le dernier acte de leur vie judiciaire, que les magistrats indiquaient d'ordinaire les motifs qui dictaient leur décision. Certains tenaient à y mettre une forme un peu pompeuse. Le Procureur Général Bergasse, de Montpellier, révoqué, mais appelé à d'autres fonctions suivant la formule vague et équivoque du moment, tenait à refuser ces dernières et ainsi, au lieu d'être un magistrat révoqué, il devenait un démissionnaire. Dans son ultime lettre (4) il rappelait le jour solennel : « où ses mains tremblantes étaient venues se placer dans celles de Charles X pour lui jurer une éternelle fidélité (5). »

C'est aussi son serment qu'invoquait de Girval, Conseiller à la Cour de Dijon (6) dans sa lettre de démission : « Un serment, écrivait-il, à la dernière heure de son existence de magistrat, impose à un honnête homme des devoirs qu'il doit accomplir, sans considérer son intérêt propre et l'avenir de sa famille. Après avoir consulté ma conscience, je ne me trouve point délié du serment que j'ai prêté et je vous envoie ma démission. » Plus nette et plus brève encore était la

(1) *Monit.* du 25 août 1830.

(2) Rapport P. P. Caen à G. d. S., 30 mai 1837 (Arch. BB^s 232 10 A).

(3) En 1836 de Séze fut réintégré comme P. R. à Argentan.

(4) Lettre du 11 août 1830 (Arch. BB^s 190 19 A).

(5) Les Chefs de Cours prêtaient en effet serment entre les mains du Roi. Voir *infra*, p. 425, note 2.

(6) Arch. BB^s 189 12 A.

démission du Procureur de Mortain, Laigre de Grainville (1) : « J'ai l'honneur de vous prévenir que le Gouvernement du Roi n'existant plus, je cesse à partir de ce jour de remplir les fonctions qu'il m'avait confiées. »

Mais sous ces formes un peu grandiloquentes perçait le regret de quitter si brusquement la vie judiciaire. Dans ces lettres se décèlent certaines des hésitations qui les ont précédées : « Dans les circonstances actuelles, écrivait le 8 août 1830 (2) le Conseiller Duranteau de la Cour de Bordeaux, je pense que je ne peux pas, que je ne dois pas garder la place de Conseiller à la Cour royale. Peut-être ma conscience m'abuse-t-elle ; mais je n'en dois pas moins suivre les inspirations qu'elle nous trace. Ces inspirations fussent-elles le fruit d'une erreur, je ne devrais pas moins m'y conformer, puisque cette erreur, si c'en est une, me paraît être la vérité. J'ai donc l'honneur de vous adresser ma démission. » Une autre lettre révèle encore plus de tristesse : « J'ai l'honneur, écrivait le 6 août 1830, le Conseiller à la Cour de Rennes, baron du Taja, de vous adresser ma démission ; après 19 ans de services, je descends dans le malheur avec résignation (3). »

Certains négligeaient toutes formes et s'en allaient simplement. Le Premier Président de la Cour de Rennes, Dupont des Loges, cessa ses fonctions le 15 août 1830 et les remit au plus ancien Président de Chambre (4), Duporzau Denis.

Ce n'étaient pas toujours les plus riches qui partaient ainsi et certains à la porte du Tribunal qu'ils quittaient volontairement ne trouvaient que la misère : « Forcé par devoir, écrivait le 19 août 1830, le Président du Tribunal d'Ancenis, Dairaud (5), d'abandonner les fonctions judiciaires que j'exerce depuis 23 ans, j'ai l'honneur de vous envoyer ma démission. Malade... je me retire à la campagne où je vivrai dans un état voisin de la médiocrité, mais je me résignerai à mon sort. »

Pour la plupart, en dehors de toute question matérielle, cette rupture définitive avec les fonctions judiciaires était très dure, et beaucoup hésitaient longuement. Prononçant en 1845 (6) l'éloge funèbre du Président de Chambre à la Cour

(1) 6 août 1830 (Arch. BB^s 174 14 M⁶).

(2) Arch. BB^s 188 7 A.

(3) Arch. BB^s 190 26 A.

(4) Lettre Duporzau Denis, 16 août 1830 (Arch. BB^s 190 26 A).

(5) Arch. BB^s 181 50 M⁶.

(6) Discours de Portalis à la Chambre des Pairs. Séance du 4 juillet 1845 (*Monit.*, 17 juillet 1845). Sur Portalis voir Append. I^{er}.

de Cassation de Bastard (1), le comte Portalis, Premier Président de la Cour de Cassation, rappelait le trouble que provoquent chez les magistrats les changements de gouvernements (2). Mieux qu'un autre, le premier magistrat de France qui avait vécu ces temps troublés pouvait indiquer les souffrances morales de ces périodes révolutionnaires : « Les hommes, disait-il, qui vivent à ces époques fatales où les gouvernements chancellent... sont pour la plupart livrés à de graves perplexités. Le prince ou le gouvernement qui les protégeait venant à leur manquer, ne se reconnaissant aucun droit à la confiance du nouvel établissement politique, il est naturel qu'ils s'en défient. Contrariés dans leurs idées, et dans leurs habitudes, souvent blessés dans leur amour propre, incertains du drapeau qui leur assurera paix et protection, ils flottent péniblement au gré des inspirations opposées des partis et des oscillations d'une opinion incertaine. »

En prononçant ces paroles, le Premier Président Portalis devait se rappeler la tourmente des premiers jours d'août 1830. A cette époque aussi les partis se disputaient les magistrats ; chaque démission était une victoire pour le parti légitimiste et les magistrats étaient harcelés par les amis qu'ils pouvaient compter dans ce parti et qui les incitaient à ne pas servir le régime de Juillet.

Certains résistaient : Desbordeaux (3), Substitut à Vire, malgré les pressantes instances qui lui furent faites par le parti légitimiste, ne démissionna pas et en récompense fut nommé Substitut à Saint-Lô. Mais d'autres écoutaient les conseils qui leur étaient ainsi prodigués, puis après avoir démissionné se ravisait. La famille de Pichat de la Graverie (4), Juge d'Instruction à Mayenne, qui était inféodée au célèbre parti religieux appelé la congrégation, l'incita à démissionner, ce qu'il fit. Puis, cinq jours après, Pichat de la Graverie qui, personnellement était disposé à adopter les idées nouvelles, envoya une lettre pour se rétracter et un mois plus tard il prêta serment.

Mêmes hésitations chez d'Averton, Procureur du Roi à Melle (5) : il avait écrit, le 4 août 1830, aux membres de la

(1) Sur de Bastard, voir Append. I^{er}.

(2) Il s'agissait dans ce discours de la chute de Napoléon.

(3) Lettre P. G. Rousselin, Caen, à G. d. S., 29 août 1830 (Arch. BB⁶ 177 14 M⁶). Voir *supra*, pour de Sèze, p. 77.

(4) Lettre P. P. de la Cour royale d'Angers, Desmazières, à G. d. S., 27 oct. 1830 (Arch. BB⁶ 185 84 M³).

(5) Arch. BB⁶ 186 89 M⁴.

commission provisoire chargée de l'administration de l'arrondissement de Melle, qu'il se retirait ; le lendemain, il écrivit au Garde des Sceaux pour revenir sur sa décision, mais ces tergiversations lui valurent d'être révoqué le 10 septembre 1830.

Le 14 août 1830 (1), Garnier, Procureur du Roi à Forcalquier envoya sa démission ; quelques jours après, regrettant sa décision, il fit intervenir le baron Lambold, ancien aide de camp du prince de Condé, pour que sa démission fut considérée comme nulle. Il était trop tard ; le jour même où cette dernière lettre était écrite, il était remplacé.

Certaines de ces démissions étaient d'ailleurs loin d'être spontanées. Parfois, le pouvoir y poussait. Le Premier Président de la Cour de Caen, le baron de l'Horme (2), avait prêté serment ; magistrat inamovible, il était inattaquable ; mais ses idées politiques déplaisaient : « Je n'en attends rien de bon », écrivait Dupont de l'Eure, le 16 septembre 1830, au Procureur Général de Caen, et pour se débarrasser du Premier Président, il demanda au chef du Parquet Général de Caen de le déterminer à donner sa démission en lui faisant remarquer qu'on pourrait ordonner une enquête sur ses infirmités, notamment sur sa surdité et que cette enquête serait pénible pour lui. Le moyen ne réussit pas et un mois après, le 14 octobre 1830, le Ministre renouvela ses insistances ; il avait maintenant en mains une arme efficace : la lettre trouvée dans les papiers des Tuileries par laquelle le baron de l'Horme félicitait, le 10 juillet 1830, le ministère de Charles X de l'expédition d'Alger (3). Très habilement, Dupont de l'Eure joua de cette lettre dont il envoya une copie au Premier Président de l'Horme. Il menaça de la faire publier si ce haut magistrat ne se démettait pas de ses fonctions et il obtint, grâce à cette manœuvre la démission du Premier Président de Caen qui, chargé de famille, avait besoin de sa place et n'avait pas voulu jusque-là la quitter (4).

(1) Arch. BB⁶ 176 4 M⁶. Lettre Garnier, 14 août 1830. Lettre baron Lambold, 29 août 1830.

(2) Lettre du 10 juillet 1830 du baron de l'Horme à G. d. S. (Papiers trouvés aux Tuileries, 5^e dossier, p. 25). Lettre du Baron de l'Horme à G. d. S., 5 oct. 1830. Lettre G. d. S. à Baron de l'Horme, 14 oct. 1830 (Arch. BB⁶ 189 10 A). Lettre G. d. S. à P. G. Caen, 16 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 183 71 M⁴).

(3) Voir *supra*, p. 14.

(4) Dans sa lettre sus-visée du 5 octobre 1830, le P. P. de l'Horme indiquait qu'âgé de 71 ans et ayant six enfants il avait, à la suite de revers de fortune, grand besoin de sa place.

Le Procureur Général de Caen, Rousselin, fit preuve également d'ingéniosité pour obtenir la démission de Corneille Vallée, Procureur du Roi à Pont-l'Evêque (1). Il aurait bien désiré le faire révoquer afin qu'il fût remplacé par un avocat de Caen, Delaville ; mais celui-ci ne voulait pas être la cause de la destitution de Corneille Vallée qu'il estimait. Aussi le Procureur Général Rousselin fit-il pression sur le Procureur de Pont-l'Evêque, en insistant sur l'opinion publique qui réclamait son renvoi, et il obtint de Corneille Vallée sa démission (2). C'est alors seulement que Delaville accepta ce poste. Corneille Vallée fut cependant révoqué six jours après ; mais grâce à cette manœuvre, le Procureur Général de Caen avait obtenu pour le poste de Pont-l'Evêque un candidat de son choix.

Dès que les démissions arrivaient, les places devenues ainsi vacantes étaient pourvues immédiatement. La précipitation était si grande qu'on ne prenait pas la peine d'examiner si les magistrats étaient vraiment démissionnaires. Cette hâte entraîna des erreurs. Le Ministre reçut une lettre de démission signée de Brunet, Président du Tribunal de Falaise, et de Fosseux, Juge d'Instruction au même Tribunal. Le 8 septembre ces magistrats étaient remplacés (3). Le 12 septembre, ils écrivaient pour expliquer qu'ils n'avaient jamais démissionné et qu'on avait envoyé à la Chancellerie des lettres portant de fausses signatures. Le Gouvernement dut donc annuler tous les mouvements judiciaires qui avaient suivi. Dupont de l'Eure s'occupa lui-même de cette affaire. On essaya, mais en vain, de rechercher les auteurs de ces faux (4).

Parmi les démissions de magistrats qui eurent un gros retentissement, il faut citer celle du Juge Camille Gaillard, du Tribunal de la Seine. Il s'agit d'ailleurs encore d'une démission provoquée (5). Fils du Conseiller à la Cour de

(1) Lettre Corneille Vallée à Merilhou, le 9 décembre 1830. Lettre Delaville, P. R. Pont-l'Evêque, 17 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 177 14 M⁵).

(2) Le 3 sept. 1830.

(3) WEIL, *op. cit.*, parag. VIII, p. 30 (Arch. BB⁶ 177 14 M⁵). Lettres Brunet et Fosseux à G. d. S., 12 sept. 1830. Lettres P. G. Rousselin à G. d. S., 14 et 18 sept. 1830. Lettre Dupont de l'Eure à P. G., 16 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 183 70 M⁵).

(4) On soupçonna la femme d'un ancien greffier et le P. R. de Falaise fit perquisitionner chez elle sans résultat.

(5) WEIL, *op. cit.*, parag. V, p. 19 (*Mémoires de Gaillard*, d'après Baron DESPATYS, *Magistrats et criminels*, *op. cit.*, chap. XIII, parag. I, p. 318 ; parag. II, pp. 343, 350, 351, 360). Sur Gaillard Camille, voir Append. I^{er}.

Cassation qui devait rester en fonctions jusqu'en 1831 (1), la carrière de Camille Gaillard avait été singulièrement rapide : à 33 ans il était Juge au Tribunal de la Seine. Là, il fut chargé de l'instruction des procès politiques. Le 27 juillet 1830, le journal *Le National* avait publié une protestation, signée de quarante-quatre journalistes, contre les ordonnances. L'émeute commençait ; le soir, le Procureur du Roi Billot vint chez Gaillard pour le requérir de décerner des mandats contre les signataires de la protestation et contre l'imprimeur. Le Juge d'Instruction signa les quarante-cinq mandats d'amener qu'il remit au Procureur du Roi. Ils ne devaient jamais être exécutés, car le lendemain l'insurrection était devenue une révolution (2).

Après les Journées de Juillet, l'affaire des mandats fit grand bruit. Camille Gaillard fut cité devant la commission d'enquête, nommée par la Chambre des députés, pour établir les griefs de la nation contre les ministres accusés d'avoir violé la Charte. Là, Camille Gaillard eut la maladroite audace de ne pas reconnaître avoir signé les mandats. C'était nier l'évidence. Il fut traduit devant la Chambre des mises en accusation (3). Le nouveau Procureur Général Persil (4) occupait lui-même le siège du ministère public, et, fait encore plus rare, le Premier Président de la Cour royale, Séguier, présidait en personne. Le réquisitoire fut violent. L'orateur réclama « la plus juste et la plus prompte sévérité contre le Juge Gaillard qui, par l'abus le plus criminel de son autorité, s'était rendu coupable d'un aussi grave attentat » et il alla jusqu'à comparer le courage des journalistes qui avaient failli être arrêtés à celui de Masséna et de Murat. Ainsi une note comique se mêlait à cette poursuite qui eut des conséquences tragiques, puisque de désespoir, cinq ans après, le Juge Gaillard devait en mourir. Si l'on en croit les mémoires du Conseiller Gaillard, le Premier Président Séguier n'avait pas été moins violent (5), parlant de la conduite libéricide du Juge d'Instruction. Cependant, la Chambre des mises en accusation rendit un arrêt de non-lieu basé sur le défaut

(1) Sur Gaillard Maurice, voir Append. I^{er}.

(2) Dans ses *Mémoires*, le Conseiller à la Cour de Cassation Gaillard, *op. cit.*, p. 344, raconte les démarches que firent le 28 et le 29 juillet le Juge Gaillard et le P. R. Billot pour retrouver au milieu de l'émeute ces mandats et les annuler.

(3) *Monit.*, 16 octobre 1830 (*Mémoires de Gaillard*, chap. XII, *op. cit.*, parag. II, pp. 351, 360).

(4) Sur Persil, voir Append. I^{er}.

(5) *Mémoires de Gaillard*, *op. cit.*, chap. XIII, parag. II, p. 353.

d'intention frauduleuse (1). Mais le Juge Gaillard donna sa démission le 13 octobre 1830.

Cette démission était nécessaire ; après le bruit fait autour de son nom, le Juge Gaillard ne pouvait plus être magistrat. Le Conseiller Gaillard, son père, a d'ailleurs expliqué dans ses mémoires (2) qu'au cours du délibéré de la Chambre des mises en accusation, on avait mis le Juge Gaillard en demeure de démissionner, faute de quoi l'arrêt aurait été rendu dans un sens différent et il aurait été déféré à la Cour d'assises.

Cette démission et les circonstances qui la provoquèrent montrent à quel point les esprits étaient passionnés.

Parmi les magistrats démissionnaires, l'un d'eux fut un serviteur dévoué des princes déchus : le 8 octobre 1830, Bruneau de la Souchaix, Juge au Tribunal de Nantes, démissionnait. Lors de l'équipée de la duchesse de Berry en 1832, quoique père de douze enfants, il fit le coup de feu avec Charette et il reçut une balle dans le bras droit (3).

(1) L'arrêt avait retenu la soustraction des mandats le lendemain de leur signature, par leurs signataires mêmes, à la Préfecture de Police, pour empêcher leur exécution. *Mémoires de Gaillard, op. cit.*, chap. XIII, parag. II, p. 360.

(2) *Op. cit.*, chap. XIII, parag. II, pp. 352 à 355.

(3) *Histoire de la Vendée Militaire*, 4^e éd., par CRÉTINEAU JOLY. Paris, 1851, t. IV, chap. X, p. 453.

CHAPITRE VII (1)

Les Remplaçants

Pour combler les vides causés par les départs, le Gouvernement n'avait guère de peine : on constate à ce moment une véritable ruée sur les places. En transmettant ses présentations pour douze places de Conseillers, le Premier Président de la Cour de Rennes écrivait qu'il avait été saisi de cent trente demandes (2).

Ces convoitises n'étaient pas d'ailleurs particulières au monde judiciaire : « Quel assaut autour de chaque fonction, a écrit Thureau-Dangin (3) ; la Révolution avait tourné toutes les têtes, pas un désir, pas une prétention qui ne se sentissent en quelque sorte provoqués et qui n'attendissent du Gouvernement une satisfaction immédiate. » Et le poète Barbier, dans la célèbre pièce de vers *La Curée*, a stigmatisé les appétits des vainqueurs de Juillet (4).

Malgré ce grand nombre de candidats, ou peut-être à cause de cette affluence, le travail de réorganisation judiciaire fut lent et certains s'en plaignaient. A la fin du mois de septembre 1830, le département du Lot-et-Garonne est encore sans Parquets (5). Mais c'est une exception et au cours de ce mois les nominations dans les Parquets, que de nombreuses révolutions ont privé de leurs titulaires, s'accélérent. Sur 300

(1) Nous retrouverons cette question plus loin, en étudiant le personnel des diverses juridictions. Ce que nous voulons ici, c'est montrer le caractère particulier des nominations du début de la Monarchie de Juillet.

(2) Arch. BB⁶ 190 26 A.

(3) *Hist. de la Monarchie de Juillet*, t. I, p. 94.

(4) Qui vont de porte en porte et d'étage en étage

Gueusant quelques bouts de galons (*La Curée*, publiée le 12 sept. 1830).

(5) Arch. BB⁶ 182 53 M².

Procureurs du Roi nommés du mois d'août au mois de décembre 1830, 228 l'ont été avant le mois d'octobre. Le rythme des nominations des Présidents qui étaient moins urgentes a été plus lent : durant la même période, sur 55 nominations, 30 seulement étaient faites au 1^{er} octobre 1830.

Comment, sur quelles bases, le Gouvernement choisissait-il ses nouveaux magistrats ? L'écueil que doivent soigneusement éviter, semble-t-il, ces pouvoirs nouvellement constitués, consiste à se baser pour leurs choix sur des considérations purement politiques, en cherchant seulement ceux dont le passé ou les amitiés sont le sûr garant d'un dévouement absolu. On peut craindre dès lors que ces choix ne se fixent pas sur des hommes de valeur éprouvée et de grande compétence professionnelle.

Le Ministère de Dupont de l'Eure est-il tombé dans ce défaut ? Il en a été tout au moins accusé par les deux grands historiens de l'époque, Thureau Danguin et de la Gorce. D'après Thureau-Danguin (1), grâce à ce ministre, plus d'une fonction notamment dans les Parquets, fut livrée à des incapables et à des indignes sans autre titre qu'un certificat de civisme révolutionnaire. Et de la Gorce (2) a dépeint Dupont de l'Eure, personnage d'esprit vide et faux sous la protection duquel la foule se précipitait à la curée des places.

Nous verrons à la lumière des faits (3), que la Magistrature ne fut pas encombrée d'intrigants sans valeur. Si la politique dicta parfois des choix, qui étaient des erreurs manifestes, du moins des hommes remarquables qui firent une très belle carrière dans la Magistrature y entrèrent à la faveur des événements de Juillet.

En 1853 (4), c'est-à-dire à une époque encore voisine de ce recrutement, dans l'éloge de Romiguières, ancien Procureur Général et Conseiller à la Cour de Cassation, qu'il prononça à la rentrée solennelle de la conférence des avocats

(1) *Hist. de la Monarchie de Juillet*, t. I, p. 96. Il s'appuie d'ailleurs sur une phrase des *Souvenirs du duc de Broglie* (*op. cit.*, t. III, p. 419) qui aurait dit au Roi, envisageant la durée du Ministère de Dupont de l'Eure que la Magistrature serait empoisonnée alors de choix détestables.

(2) *Louis-Philippe*, livre I^{er}, *op. cit.*, parag. III, p. 9 et parag. IV, p. 15.

(3) Surtout plus loin en étudiant le personnel des diverses juridictions (*infra* à partir du livre III).

(4) *Eloge prononcé le 19 février 1853* (Toulouse, 1853), p. 41, par EMILE VAISSE.

de la Cour de Toulouse, Emile Vaisse a rendu hommage aux choix judiciaires de la Monarchie de Juillet : « Il faut rendre cette justice, dit-il, au Gouvernement de Juillet qu'il se montra logique dans le choix des hommes qu'il appela après son avènement à la direction des affaires. Issue des forces vives de la bourgeoisie, expression d'un système modérateur entre la République et la Monarchie, la dynastie d'Orléans confessa hautement son origine, en appelant à elle tous les hommes éminents qui depuis 1815 avaient combattu soit dans la tribune, soit dans la presse, sous le drapeau des idées libérales et comme ces hommes avaient la plupart haute valeur, on a pu dire avec raison de ce Gouvernement qu'il avait présenté un rare ensemble de fonctionnaires intelligents et éclairés. »

C'est qu'en effet, le meilleur certificat pour pénétrer alors dans le corps de la Magistrature était une disgrâce encourue sous le pouvoir déchu ou même quelques difficultés avec de Peyronnet (1), et les candidats savaient utilement s'en souvenir et les faire valoir. Mais ils tiraient même argument de titres bien plus anciens.

Les souvenirs de la grande Révolution étaient en honneur aux premiers jours de la révolution et on pensait que c'était faire preuve de libéralisme que de rechercher ceux qui avaient survécu à cette époque troublée. Une place de Juge au Tribunal de Bordeaux est ainsi donnée à Castex (2), qui était en 1792 membre du Tribunal de district de Casteljaloux et qui après la constitution de l'an III avait été appelé au Tribunal de la Gironde. Il était redevenu avocat en l'an VIII.

Une place de Conseiller à Bordeaux, puis très rapidement la présidence d'une des chambres de cette Cour est confiée à Buhan (3). Il est âgé de 75 ans ; il a déjà siégé au Tribunal de Cassation en 1795 et a été destitué lors de la deuxième Restauration comme Procureur Général à Bordeaux. A Albi, on nomme Président du Tribunal Castagné (4) qui a été membre du Conseil des Cinq-Cents, du Corps législatif et proscrit en 1815 comme Juge à Albi.

A la Première Présidence de Caen, le Gouvernement appela Lemeuniet (5) : c'était un vétéran des luttes révolu-

(1) Garde des Sceaux du 12 déc. 1821 au 4 janvier 1828.

(2) Lettre Castex à G. d. S., 6 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 178 35 M⁷).

(3) Arch. BB⁶ 188 7 A. Cf. CHAUVOT, *Le barreau de Bordeaux*, livre II^a, *op. cit.*, pp. 413 et 414. Voir Append. I³¹.

(4) Arch. BB⁶ 187 91 M⁶.

(5) Voir Append. I³² et *infra*, p. 309.

tionnaires, et il avait déjà occupé les fonctions qu'on lui rendait, de 1811 à 1823.

En dehors d'un passé révolutionnaire, il y avait encore bien d'autres titres à la bienveillance du Gouvernement : avoir eu son père tué en 1815 par des royalistes, c'était un gage de libéralisme et c'est ce qui fit nommer Stephanini Procureur à Calvi (1). Cette réaction de 1815 avait été particulièrement violente ; on estima en 1830 qu'une compensation était due par le nouveau régime à ceux qui avaient souffert sous l'ancien. Corbière fut renommé Procureur Général à Toulouse d'où il avait été révoqué en 1815 (2). Comme Lemeunier, il fut aussi remplacé à la tête de la compagnie dont il avait été le chef.

Un autre personnage judiciaire illustre fut ainsi réintégré dans la Magistrature : le baron d'Empire Gilbert de Voisins (3), qui avait été Premier Président de la Cour impériale de Paris pendant les Cent-Jours, et destitué sous la deuxième Restauration, fut nommé Conseiller à la Cour de Cassation. Bernard de Rennes (4), Conseiller à la Cour royale de Rennes et éliminé de la Magistrature sous la deuxième Restauration, fut nommé Procureur Général près la Cour royale de Paris.

Si ce sont là, les plus célèbres des magistrats destitués sous la Restauration qui furent ainsi réintégrés, il y eut d'autres exemples (5) : un autre nouveau Chef de Parquet Général, le Procureur Général Farez (6), de Douai, avait été victime de la réaction royaliste en 1815 et révoqué comme Procureur du Roi à Cambrai où il avait été nommé en l'an VIII. Son gendre, le Conseiller à la Cour royale de Douai, Dumoulin, fut lui aussi renommé à la place qu'il occupait en 1816 (7). A la tête du Parquet Général de Grenoble est encore placé un révoqué de 1815, Moyne (8).

Pour que la réparation fût complète et entière, souvent ces magistrats étaient remplacés aux sièges mêmes qu'ils occu-

(1) Arch. BB⁶ 178 36 M².

(2) Voir Append. I³³.

(3) Voir Append. I³⁴ et *infra*, p. 262.

(4) Voir Append. I⁸.

(5) Lorrin, Avocat Gén. Lyon et Genevois, Sub. P. G. Lyon, destitués en 1815 et 1816, furent nommés Cons. Lyon (Arch. BB⁶ 189 17 A). A la Cour de Rennes on appelle Braget et Ropartz magistrats destitués en 1815 (Arch. BB⁶ 190 26 A).

(6) Voir Append. I³⁵.

(7) Arch. BB⁶ 189 13 A.

(8) Arch. BB⁶ 189 13 A. Voir Append. I³⁶.

paient lors de leur destitution sous la Restauration. Il en est ainsi pour le Procureur du Roi Cornu (1), de Romorantin, pour le Procureur du Roi de Marmande, Broustau (2). Aubin avait été révoqué en 1815 comme Substitut au Tribunal de Bressuire ; il fut nommé Procureur du Roi à Bressuire en 1830 (3) et le nouveau Procureur du Roi de Gaillac, Montaigné, était l'ancien Président de ce Tribunal, révoqué en 1815 (4).

Mais plus d'un de ces révoqués de la Restauration n'était plus. La bienveillance du Gouvernement s'exerçait alors sur leurs descendants : Hérisse est nommé au siège du Procureur du Roi à Loudun parce qu'il est le fils d'un fonctionnaire destitué en 1815 (5). Guiraud, fils de l'ancien Juge d'Instruction de Sainte-Affrique, destitué en 1815, est nommé aux mêmes fonctions (6).

Souvent, le pouvoir n'avait pas à rechercher si loin des preuves de libéralisme : la conduite des candidats dans les dernières années de la Restauration suffisait : avoir été condamné, rayé du tableau de l'ordre des avocats sous la Monarchie des Bourbons, voilà ce que Dupont de l'Eure considérait comme des titres à sa faveur.

Aussi, certains magistrats invoquent-ils triomphalement les condamnations qu'ils ont encourues sous la Restauration. Le plus illustre de ceux qui, à cette époque ont comparu devant les juridictions était Madier de Montjau (7). Il était Conseiller à la Cour de Nîmes, quand, en 1820, il fut poursuivi disciplinairement devant la Cour de Cassation toutes chambres réunies, pour avoir refusé de donner des renseignements à la justice sur l'existence d'un Gouvernement occulte qu'il avait dénoncé par des pétitions à la Chambre des députés. Il fut condamné à la censure avec réprimande. En 1830, cette poursuite lui valut d'être directement nommé Procureur Général à Lyon, ce qui, pour un simple Conseiller à la Cour de Nîmes, était un avancement exceptionnel.

Le sieur Martinelli, pour se faire nommer Substitut du Procureur Général à Agen (8), invoquait une condamnation à six mois de prison qui lui avait été infligée le 26 juillet

(1) Arch. BB⁶ 181 47 M⁴.

(2) Arch. BB⁶ 182 53 M³.

(3) Arch. BB⁶ 186 89 M².

(4) Arch. BB⁶ 183 91 M³.

(5) Arch. BB⁶ 187 95 M².

(6) Arch. BB⁶ 177 12 M⁴.

(7) Voir Append. I^r.

(8) Arch. BB⁶ 188 1 A.

1830 pour avoir traité d'insolente une proclamation du Roi aux électeurs. Il réussit à être nommé au poste qu'il ambitionnait le 4 octobre 1830. Hédar, pour avoir la place de Substitut à Savenay qu'il obtint d'ailleurs, rappelait que sa haine du despotisme lui avait valu son renvoi de l'école de droit et un emprisonnement (1).

En 1823, le Ministre de la Justice, de Peyronnet, avait exigé que Joly, avocat à Limoux fût (2), à la suite d'une prétendue conspiration imaginée en Espagne, radié du barreau par le Tribunal faisant fonction de conseil de l'ordre. Pendant cinq ans, Joly fut ainsi exclu du barreau, puis la Cour de Montpellier leva cette sanction et Joly devint un des premiers avocats de Montpellier. Aux événements de Juillet, Joly, comme victime de la Restauration, fut mis à la tête du Parquet Général de Montpellier (3).

Les destitutions prononcées de 1816 à 1830 étaient encore des titres à la faveur du Gouvernement de Juillet : le nouveau Procureur du Roi à Ajaccio, Cunéo d'Ornano, était un ancien Substitut de Bastia destitué en 1823 pour ses opinions politiques ; Bertora avait également été révoqué en 1824 comme Substitut à Sartène ; il fut nommé Procureur du Roi à Bastia (4).

Même ceux qui avaient quitté volontairement la Magistrature pendant la Restauration étaient pourvus de postes avantageux ; on leur savait gré de n'avoir pas voulu servir plus longtemps la monarchie des Bourbons : une des plus belles places du Parquet, celle de Procureur du Roi à Versailles, est donnée à Perrot, ancien Substitut à Clamecy, qui avait démissionné sous la Restauration (5).

Il reste encore tous ceux et très nombreux qui avaient fait figure d'opposants sous la Restauration et qui en sont maintenant récompensés. Ignon, avocat à Mende, est nommé à la tête du Parquet de cette ville, car lors des dernières élections il avait lutté contre la liste du Ministère Polignac (6). Garnier, Procureur du Roi à Jonzac, est nommé Procureur du

(1) Arch. BB⁶ 181 50 M⁶. Freslon, avocat à Angers, poursuivi comme auteur d'un article inséré dans *Le Journal du Maine-et-Loire*, fut nommé Substitut à Angers (Arch. BB⁶ 182 56 M⁶).

(2) Arch. BB⁶ 190 19 A. Lettre de recommandation du Général Clausel.

(3) 16 août 1830.

(4) Arch. BB⁶ 178 36 M⁶.

(5) Arch. BB⁶ 186 88 M⁶.

(6) Arch. BB⁶ 182 54 M².

Roi à Bressuire, car il a voté étant électeur dans ce dernier arrondissement pour le candidat de l'opposition (1).

Le plus souvent d'ailleurs, point n'était besoin d'avoir eu sous le pouvoir précédent une attitude d'opposition et de lutte ; les actes de la révolution de Juillet suffisaient. Comme l'a dit l'historien de la Gorce (2) : quiconque à cette époque a déplacé un pavé décuple ses prouesses ; il aurait pu ajouter : et est récompensé. Un avocat de 24 ans, Denis François, s'est trouvé à l'Hôtel de Ville et partout où l'on se battait, il a pénétré un des premiers aux Tuileries. Un poste de Substitut à Lyon fut sa récompense (3). Doumenjou, avocat à Paris, prend part aux Trois Glorieuses, et, en retour est nommé Substitut à Villefranche (4).

A ne considérer que ces choix, les opinions politiques paraissent avoir joué un rôle primordial dans les nominations nouvelles. Et d'ailleurs, Dupont de l'Eure n'avait pas caché l'importance qu'il attachait au loyalisme à l'égard du Gouvernement de Juillet, des candidats aux fonctions judiciaires. Le 29 octobre 1830, il adressait une circulaire aux Premiers Présidents et aux Procureurs Généraux où il prescrivait aux chefs de Cours de vérifier, lors de leurs présentations, l'attachement sincère des candidats aux institutions constitutionnelles et au Roi des Français (5).

Cependant, le Gouvernement ne commit pas la lourde faute de s'en tenir à ces seules considérations. Il essaya d'attirer dans la Magistrature les célébrités du barreau. Ce fut « l'âge d'or de l'ordre des avocats (6) ». Toutes les juridictions s'empressèrent d'accueillir les membres les plus distingués du barreau : Dupin était mis à la tête du Parquet Général de la Cour de Cassation ; Bernard de Rennes était nommé Procureur Général près la Cour royale de Paris et Barthe, Procureur du Roi près le Tribunal de la Seine.

Si l'on veut se faire une idée de ce que furent les mouvements judiciaires qui amenèrent les remplaçants aux places rendues vacantes par les révocations et démissions, il convient de jeter les yeux sur le tableau suivant qui résume les

(1) Lettre des députés des Deux-Sèvres (Arch. BB⁶ 186 89 M³).

(2) *Louis-Philippe, op. cit.*, livre I^{er}, parag. III, p. 7.

(3) Arch. BB⁶ 184 80 M³.

(4) Arch. BB⁶ 179 33 M².

(5) *Recueil des Circulaires du Ministère de la Justice*, édition 1840, par GILLET, pp. 321 et 322.

(6) L'expression est du député Riberolles. Séance de la Chambre des députés, 1^{er} oct. 1830 (*Monit.*, 3 oct. 1830).

nominations faites de juillet à décembre 1830 dans les postes judiciaires :

Cour de Cassation 6 dont 3 avocats.

Cour de Paris :

Présidents de chambre.....	3		
Conseillers	11	dont	2 avocats.
Procureurs Généraux	2	dont	2 avocats.
Avocats Généraux	3	dont	1 avocat.
Substituts du Procureur Général.	5	dont	3 avocats.

Tribunal de la Seine :

Vice-Présidents	4		
Juges	12	dont	4 avocats.
Procureurs	2	dont	2 avocats.
Substituts	6	dont	4 avocats.
Juges suppléants	6	dont	2 avocats.

Cours royales de province :

Premiers Présidents	10	dont	1 avocat.
Présidents de Chambre	21	dont	1 avocat.
Conseillers	102	dont	18 avocats.
Procureurs Généraux	29	dont	15 avocats.
Avocats Généraux	46	dont	23 avocats.
Substituts du Procureur Général.	35	dont	16 avocats.

Tribunaux de première instance :

Présidents	55	dont	13 avocats.
Procureurs	300	dont	138 avocats.

Les avocats, on le voit, avaient obtenu beaucoup de places, surtout dans les Parquets. S'ils avaient dirigé l'opinion publique dans ses manifestations contre les Juges de la Restauration, ils en avaient été récompensés (1).

(1) Cf. l'approbation de cette source de recrutement dans le *Constitutionnel* du 10 août 1830 et la *Gaz. Trib.*, 7 oct. 1830.

LIVRE II

Les Dispositions légales régissant la Magistrature

CHAPITRE PREMIER

La Composition et le nombre des juridictions L'Organisation judiciaire et les projets de réforme

Quel était le nombre des Juges ? et comment étaient-ils répartis dans les diverses juridictions ? Comment celles-ci étaient-elles organisées ? (1) A cette époque, le nombre des magistrats est d'environ 3.500 non compris les Juges suppléants (2).

La Cour de Cassation dont la composition n'a pas varié pendant la Monarchie de Juillet, comprend 56 membres : un Premier Président, trois Présidents de Chambre, quarante-cinq Conseillers, un Procureur Général et six Avocats Généraux dont un Premier Avocat Général (3).

(1) Nous ne nous occupons pas dans cette étude des Juges de paix ni des membres des Tribunaux de commerce. Voir *supra*, Introduction, p. 10, note 2.

(2) Voir les déclarations de Renouard, Secrétaire Général au Ministère de la Justice. Séance de la Chambre des députés, 27 oct. 1831 (*Monit.*, 28 oct. 1831) ; le rapport d'Amilhau au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à des modifications à l'ordre judiciaire, Séance du 2 avril 1835 (*Monit.*, 3 avril 1835). Cf. *Le Droit* du 2 nov. 1845 ; le rapport de Bugnon au sujet de l'augmentation des traitements de la Magistrature (*Monit.*, 17 avril 1846) et l'*Annuaire* de 1844.

(3) Cf. *Le Tribunal et la Cour de Cassation. Notices sur le person-*

Les Cours d'appel sont au nombre de 27 : elles comprennent en 1830, 912 membres. Les sièges prévus par la loi du 27 Ventôse an VIII sont à Agen, Aix, Amiens, Angers, Bastia, Besançon, Bordeaux, Bourges, Caen, Colmar, Dijon, Douai, Grenoble, Limoges, Lyon, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Rennes, Riom, Rouen, Toulouse.

A la tête de chaque Cour il y avait toujours au Siègne un Premier Président et au Parquet un Procureur Général (1). Mais la composition de ces Cours variait suivant les classes qui étaient au nombre de trois. Dans la première classe se trouvent la Cour royale de Paris avec 5 Présidents de Chambre, 54 Conseillers, 4 Avocats Généraux y compris le Premier Avocat Général (2), 11 Substituts du Procureur Général, et la Cour royale de Rennes qui compte 5 Présidents de Chambre, 34 Conseillers, 4 Avocats Généraux, 3 Substituts du Procureur Général. Les Cours d'appel de deuxième classe (Bordeaux, Caen, Douai, Grenoble, Lyon, Poitiers, Riom, Rouen, Toulouse) ont 4 Présidents de Chambre, 25 Conseillers, 3 Avocats Généraux et 2 Substituts du Procureur Général. Les autres Cours qui appartiennent à la troisième classe (Agen, Aix, Amiens, Angers, Bastia, Besançon, Bourges, Colmar, Dijon, Limoges, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Pau) ont 3 Présidents de Chambre, 20 Conseillers, 2 Avocats Généraux et 2 Substituts du Procureur Général (3).

Les 361 Tribunaux d'arrondissement de première instance se composent en 1830, d'un Président, parfois d'un ou plusieurs Vice-Présidents, d'un Procureur du Roi et d'un nombre variable de Juges et de Substituts suivant les 8 classes de Tribunaux (4). Le Tribunal de la Seine, qui a 7 Chambres, a 7 Vice-Présidents, 34 Juges (dont 10 Juges d'Instruction),

nel, Introd., parag. II, p. XLIX et TARBÉ, *Lois et règlements de la Cour de Cassation*, Introd., parag. IV et V, pp. 25 à 27.

(1) Dans chaque Cour, il y avait également un nombre variable de Conseillers auditeurs qu'on ne remplaçait pas.

(2) Le titre de Premier Avocat Général, d'après l'art. 46 du décret du 6 juillet 1810, était conféré au plus ancien des Avocats Généraux. L'ordonnance du 18 juillet 1846 spécifia que ce titre serait conféré librement par le Roi (Voir sur cette question : MAULION, *Le Tribunal d'Appel de Rennes et la Cour d'Appel de Rennes*, p. 131).

(3) Loi du 20 avril 1810, art. 4. Décret du 6 juillet 1810, art. 1^{er} et 47.

(4) Voir Append. II la répartition des Tribunaux par classes pour leur composition. Cf. Décret du 28 août 1810, art. 3 et 4. Loi du 31 juillet 1821.

20 Juges suppléants (1), 15 Substituts. Les Tribunaux de 2^e classe (Bordeaux, Lyon, Marseille et Rouen) possèdent 3 Chambres, c'est-à-dire ont 2 Vice-Présidents, 9 Juges, 6 Juges suppléants et 4 Substituts. Les Tribunaux de 3^e classe (Strasbourg et Nantes) sont pourvus de deux Chambres et ont un Vice-Président, 8 Juges, 4 Juges suppléants et 2 Substituts. Les 58 Tribunaux de 4^e classe ont deux Chambres, un Vice-Président, 7 Juges, 4 Juges suppléants, 2 Substituts. Les Tribunaux de 5^e classe (Lille et Toulouse) possèdent deux Chambres : un Vice-Président, 6 Juges, 4 Juges suppléants, 2 Substituts. Les Tribunaux de 6^e classe au nombre de 13 ont 2 Chambres, un Vice-Président, 5 Juges, 4 Juges suppléants, 2 Substituts. Les 49 Tribunaux de 7^e classe possèdent une Chambre, 3 Juges, 3 Juges suppléants et un Substitut. Les 232 Tribunaux de 8^e classe ne sont pourvus que d'une Chambre et ont 2 Juges, 3 Juges suppléants et un Substitut.

Aux hommes de la Monarchie de Juillet, ce nombre de magistrats apparaissait comme beaucoup trop élevé ! Hâtons-nous de dire que rien ne fut fait pendant la période qui nous intéresse pour le diminuer. Pourtant dès 1831, au nom du Gouvernement, Renouard, secrétaire général au Ministère de la Justice (2) constatait que dans toutes les juridictions, y compris les Juges de paix et les suppléants de toutes les juridictions, il y avait 17.000 personnes occupées à juger les autres : « cet état de choses, disait-il, n'est pas bon... il est urgent de réformer l'exubérance des juges de tout genre qui existent en France. »

Thiers, dans son rapport sur le projet de budget pour l'année 1832 (3) proposa au nom de la Commission du budget de réduire le nombre des Cours d'appel : il en existe plusieurs, disait-il, dont l'inutilité est évidente ; l'une de ces Cours juge à peine cent affaires civiles par an et quelques autres moins de cent cinquante. L'inégalité entre certains ressorts était flagrante : le ressort de la plupart des Cours royales ne comprenait que deux ou trois départements, alors que la Cour royale de Paris avait un ressort de sept départements. Il s'ensuivait, d'après Thiers, qu'indépendamment

(1) La loi du 10 décembre 1830, qui supprimait les Juges auditeurs, avait élevé de 14 à 20 le nombre des suppléants.

(2) Séance de la Chambre des députés, 27 octobre 1831 (*Monit.*, 28 octobre 1831). Cf. les observations de Portalis lors de la discussion du budget, 10 juillet 1839 (*Monit.*, 20 juillet 1839).

(3) Déposé à la Chambre des députés le 30 décembre 1831 (*Monit.*, 31 décembre 1831).

de la question budgétaire, la Magistrature ne pouvait atteindre le même degré de compétence et d'expérience dans les Cours royales qui n'avaient pas assez d'occupation. Enfin, le rapporteur tenait à signaler le peu d'activité des Chambres des mises en accusation de la plupart des Cours royales qui souvent ne siégeaient qu'une fois par semaine (1).

En 1832 (2), lors de la discussion du budget de la Justice à la Chambre des députés, Lherbette alla plus loin encore dans ses critiques : il attaqua la pluralité des Juges qui, d'après nos codes, est exigée pour la validité des jugements : « dans tout ce qui exige réflexion, déduction, disait-il, les bonnes décisions émanent plus rarement d'une grande réunion d'hommes, que d'une seule tête, ou du moins d'un petit nombre. Le jugement, comme l'esprit, comme toutes les facultés intellectuelles, tout cela ne s'additionne pas toujours (3). » C'était déjà la question du Juge unique qui se trouvait ainsi posée. Et Lherbette découvrait encore un argument contre la multiplicité des Juges, dans l'extrême difficulté qu'il y avait à découvrir un grand nombre d'hommes réunissant toutes les qualités indispensables aux magistrats.

Lors de cette même discussion, Lherbette dont les idées étaient souvent fort originales, se demandait si la hiérarchie des juridictions, telle qu'elle était organisée, devait être conservée et il ne le croyait pas. Elle risquait, en effet, d'inspirer à chaque magistrat le désir d'avancer, ce qui avait le grand inconvénient de laisser au Gouvernement un moyen d'influence et annihilait en partie les effets de l'inamovibilité. Enfin, la hiérarchie des juridictions, suivant lui, n'était pas bonne au point de vue strictement judiciaire. Car il pensait qu'on doit être en général plus mal jugé en appel qu'en première instance dans tous les litiges dont l'examen dépend d'une connaissance matérielle des lieux et dans tous ceux où les Juges du premier degré ont vu l'affaire vivante, tandis que les autres ne prononcent que sur des pièces de procédure. Par un raisonnement assez habile, il ajoutait que si

(1) Voir à ce sujet les observations du député Dumon. Séance du 23 janvier 1832 (*Monit.*, 24 janvier 1832) sur l'oisiveté des Chambres des mises en accusation qui ne siégeant qu'une audience par semaine, préparent en un an les affaires criminelles que les Cours d'Assises jugent en quatre sessions, c'est-à-dire environ en 40 jours.

(2) Discours de Lherbette. Séance du 23 janvier 1832 (*Monit.*, 24 janvier 1832).

(3) Cf. les observations analogues d'Alcock, député et Président du Tribunal de Roanne, à la Chambre des députés, le 27 oct. 1831 (*Monit.*, 28 oct. 1831).

l'on adoptait la thèse inverse et si l'on croyait que les procès seraient toujours mieux jugés au deuxième degré, même alors, la hiérarchie judiciaire ne serait pas justifiée, car pourquoi forcer les plaideurs à se faire d'abord mal juger au premier degré ?

Lherbette comprenait d'ailleurs que la suppression totale des juridictions d'appel était irréalisable ; aussi insistait-il surtout sur le trop grand nombre de Cours royales. La législation était maintenant uniforme et il fallait 27 Cours d'appel pour un pays où il n'existait autrefois que 13 Parlements qui jugeaient avec une multitude de coutumes différentes.

Dans une séance de la même année (1), le même député aborda une autre question fort délicate, celle de l'indépendance du ministère public. Sans doute, disait-il, quand on déplore le défaut d'indépendance des officiers du ministère public, on a toujours répondu qu'il fallait là des fonctionnaires par l'organe desquels le Gouvernement put, à sa volonté, intenter telle ou telle poursuite ; mais on pouvait concilier l'obéissance obligatoire de l'agent avec l'indépendance non moins nécessaire du magistrat ; il suffisait de diviser les membres du ministère public en deux classes : l'une, composée de magistrats amovibles chargés d'intenter les actions, l'autre composée de magistrats inamovibles (2) dont la mission serait de conclure.

Le député Gillon (3) qui devait être quelque temps après un grand magistrat intervint dans cette discussion et ses aperçus sur l'organisation judiciaire furent fort intéressants. Lui aussi citait des exemples pour proposer la réforme de l'organisation des Cours royales (4). Parmi les Cours de la dernière catégorie composées de 24 magistrats, il y avait, disait-il, une grande différence au point de vue de l'activité, entre celles de Montpellier, Nîmes, Pau, Aix et Colmar d'une part et celles de Metz, Besançon, Nancy, Orléans et Angers d'autre part ; par exemple, la Cour d'Aix à elle seule avait vidé autant d'affaires que celles d'Orléans et d'Angers ensem-

(1) Discussion du budget de la Justice. Chambre des députés. Séance du 9 février 1832 (*Monit.*, 9 février 1832, p. 403).

(2) C'était aussi l'avis de MASSABIAU, *Manuel du Procureur du Roi*, 1837, t. I, chap. II, sect. III, p. 30 et de Victor FOUCHER, *Avocat Gén. à Rennes (Traité des Lois de l'organisation judiciaire*, par CARRÉ, nouvelle édition revue par FOUCHER. Paris, 1833, t. II, p. 357).

(3) Voir Append. I^{er} et *infra*, p. 317.

(4) Discussion du budget à la Chambre. Séance du 9 fév. 1832 (*Monit.*, 9 fév. 1832, p. 403).

ble ; la Cour de Montpellier avait jugé deux fois plus de procès que celle d'Angers.

La même inégalité apparaissait dans les autres catégories : la Cour de Rouen qui n'avait que 30 magistrats du siège avait jugé deux fois plus de procès que celle de Rennes qui en avait 40 ; cinq Cours royales de 24 magistrats avaient rendu chacune un plus grand nombre d'arrêts que celle de Rennes (1).

Les mêmes critiques valaient pour les Tribunaux ; Gillon constatait que dans les chefs-lieux judiciaires, les Tribunaux n'avaient pas d'occupations proportionnées au nombre de leurs magistrats ; ils en étaient réduits pour s'occuper, à composer des sections de cinq Juges pour vider les affaires civiles, ce qui n'était pas sans donner aux justiciables un avantage particulier. Connaissant fort bien le ressort de la Cour de Nancy, il citait l'exemple du Tribunal de Bar-le-Duc composé de trois Juges, qui avait vidé 3.928 procès civils et 11.503 procès correctionnels ; dans le même temps, le Tribunal de Nancy, avec sept magistrats, n'avait jugé que 3.449 affaires au civil et 7.722 au correctionnel et le Tribunal de Saint-Mihiel avec neuf magistrats n'avait, lui, examiné que 2.333 procès civils et 11.166 procès correctionnels (2).

Gillon était également choqué par l'organisation de la justice criminelle qui, d'après lui, offrait de curieuses inégalités (3) : dans les 27 départements qui possédaient une Cour royale, les assises étaient tenues par trois Conseillers ; dans les 59 autres départements, la Cour d'assises se composait d'un Conseiller délégué comme Président et de deux simples Juges pris dans le Tribunal de première instance du chef-lieu judiciaire. Dans les 27 départements sièges de Cours, l'accusation était soutenue par des magistrats particulièrement expérimentés, les Procureurs Généraux, les Avocats Généraux. Dans les 59 autres, cette grande charge était abandonnée aux Procureurs et parfois même à de simples Substituts. Cependant, disait Gillon, « est-il une mission qui exige la réunion de plus de qualités ? Et quelle connaissance profonde du cœur humain, quelle expérience des hommes et des intérêts sociaux ne faut-il pas, pour trouver dans l'esprit des

(1) D'après Gillon, la Cour de Rennes était moins occupée que huit autres à 30 magistrats et que onze autres à 24. Cf. également à ce sujet les déclarations du député Meynard et du député Faure. 30 mai 1833 (*Monit.*, 31 mai 1833).

(2) La statistique porte sur le total des affaires jugées dans les dix dernières années.

(3) Le système qu'il critiquait existe toujours.

jurés ce facile accès capable de contrebalancer l'impression de pitié qu'inspire le malheur, même alors qu'il paraît entaché de crime ? »

Enfin, Gillon s'étonnait du système suivi pour les appels en matière correctionnelle qui évidemment se jugeaient d'une manière quelque peu étonnante : dans les 27 départements où siégeait une Cour royale, tous les appels étaient portés à la Cour royale et jugés par cinq Conseillers au moins. Dans les 59 autres départements, il n'y avait qu'un arrondissement par département qui pouvait déférer ses appels à la Cour royale, c'était l'arrondissement du chef-lieu du département ; les autres avaient pour Juges d'appel cinq Juges du chef-lieu du département qui étaient de même rang que ceux qui avaient jugé au premier degré. Ainsi donc, les mêmes magistrats jugeaient en premier ressort les justiciables de leur arrondissement et comme Juges d'appel, les habitants des autres arrondissements du département. Et cependant, disait Gillon, ces autres circonscriptions qui forment les 3/5^{es} de la France devraient avoir : « pour les jugements qui décident de la fortune, de la liberté et de l'honneur des citoyens, les mêmes garanties de bonne justice qu'on a données au surplus du royaume dans les lumières plus grandes et l'indépendance plus véritable des Conseillers à la Cour royale (1). »

Gillon voulait réunir l'arrondissement d'un tribunal peu occupé à celui d'un arrondissement voisin où les procès étaient plus nombreux. Il proposait de porter le nombre des Juges à cinq pour que les Présidents aient moins d'influence (2). Et enfin, il voulait supprimer quelques Cours royales trop rapprochées l'une de l'autre (3). Dans toutes les Cours on supprimerait la Chambre des mises en accusation et la Chambre des appels correctionnels, et on ferait juger ces appels dans chaque département du chef-lieu judiciaire par un Tribunal spécial d'appel, dont les membres siègeraient aussi à la Cour d'assises. Le Ministre promit une étude

(1) C'est la loi du 13 juin 1856 qui a supprimé ce système.

(2) Ainsi, disait-il, le Juge d'Instruction ne siégerait plus en Police Correctionnelle. Cette réforme devait être réalisée 65 ans plus tard par l'art. 1^{er} de la loi du 8 déc. 1897 qui interdit au Juge d'Instruction de concourir au jugement des affaires qu'il a instruites.

(3) A la séance de la Chambre du lendemain (10 fév. 1832, *Monit.*, 11 fév. 1832) un autre député, Alexandre de Laborde, s'étonnait que lorsqu'on avait fixé la circonscription des Cours royales on ait créé trois Cours contiguës (Nîmes, Aix, Montpellier) et deux autres peu éloignées (Nancy et Metz).

rapide de toutes ces questions ; mais aucun texte ne vint au jour avant 1835.

Chaque année des critiques infructueuses et stériles de l'organisation judiciaire se répétaient lors des discussions budgétaires. Cependant, en 1833, dans le *Moniteur* du 16 juin paraissait la première statistique civile, celle de l'année 1830-1831, et on y voyait la justification des critiques déjà adressées à l'organisation judiciaire : c'est ainsi que la Cour royale de Rennes qui possédait le personnel le plus nombreux après la Cour royale de Paris n'aurait occupé, d'après cette statistique, que le huitième rang parmi les Cours royales de la deuxième classe et le dixième parmi les Cours de troisième classe. Les Cours de Douai et de Poitiers qui faisaient partie de la deuxième classe ne venaient qu'au treizième et seizième rang parmi les Cours de la troisième classe et par contre, les Cours de Nîmes, Pau et Montpellier qui appartenaient à la troisième classe se trouvaient placées, de par leur activité à un rang élevé dans la seconde, la Cour de Nîmes devant même alors y figurer au premier rang.

Cette statistique révélait également de grandes anomalies pour le classement des Tribunaux. Afin de les rendre sensibles, on avait calculé la somme totale des affaires portées devant les vingt premiers Tribunaux de chaque classe et ainsi on trouvait que la moyenne des affaires jugées par les vingt premiers Tribunaux de trois Juges était de 527 civiles et 703 correctionnelles, supérieure à la moyenne des affaires jugées par les vingt premiers Tribunaux de quatre Juges (463 et 353) et presque plus élevée aussi que celle des procès terminés devant les vingt premiers Tribunaux de neuf Juges (644 et 459) (1).

De telles constatations auraient dû provoquer des réformes immédiates. Mais, l'année 1834 se passa encore sans qu'on apportât le moindre remède à la situation. Cependant, comme par un rite habituel, les mêmes critiques (2) étaient rééditées et les mêmes promesses apportées (3). D'après Gillon, le

(1) Voir également la statistique de 1832 parue au *Monit.* du 8 octobre 1835 ; à Paris, il y avait pour un magistrat 226 affaires ; dans les Tribunaux de 12 juges, pour un magistrat 123 affaires ; dans les Tribunaux de 9 juges un magistrat pour 46 affaires. Dans ces statistiques le Président et éventuellement les Vice-Présidents sont comptés comme des Juges.

(2) Voir le rapport de Chasles au nom de la Commission du budget de la Justice, *Monit.*, 28 mars 1834.

(3) Voir lors de la discussion à la Chambre des députés, 10 avril 1834 (*Monit.*, 11 avril 1834) les discours de Gillon et de Renouard.

projet de réforme tant attendu était prêt dans les archives de la Chancellerie ; mais aux paroles de Renouard, on sentait chez le Gouvernement la crainte d'ébranler l'édifice en y faisant quelques retouches. « Lorsque, disait le Commissaire du Roi, depuis un grand nombre d'années, existe cette distribution de juridictions, il serait imprudent de rompre toutes les habitudes, de s'engager dans des suppressions qui entraîneraient de notables dépenses » ; notamment, pour les Cours royales, comme un grand nombre d'offices et de charges se trouvent attachés à ces juridictions : « il faudrait arriver à des remboursements qui dépasseraient de beaucoup l'économie que l'on essaierait de faire. »

Ce fut seulement en 1835 que le projet de la Chancellerie tant attendu vit le jour (1). Il devait mettre plus de trois ans pour être converti en loi.

Le Gouvernement repoussait les propositions tendant à supprimer quelques Cours et quelques Tribunaux (2) ; car, disait l'exposé des motifs on risquerait ainsi d'accroître les difficultés en soulevant trop de passions et en blessant trop d'intérêts. Le projet consistait donc à diminuer le nombre des Juges dans certains sièges et à augmenter le personnel des juridictions très occupées : pour les Tribunaux notamment, le nombre des Juges des Tribunaux de chefs-lieux judiciaires paraissait exagéré (3). Le Garde des Sceaux Persil avait pensé que le personnel de ces Tribunaux pouvait être réduit de deux Juges, sauf quelques exceptions commandées soit par la population des villes, soit par le grand mouvement des affaires qui s'y traitaient. Il proposait donc de réduire de neuf à sept Juges, quarante-sept Tribunaux des chefs-lieux

(1) Dépôt par le G. d. S. Persil d'un projet de loi concernant des modifications à l'organisation judiciaire et à la compétence des Tribunaux. Séance de la Chambre des députés du 23 janvier 1835 (*Monit.*, 24 janvier 1835). Voir sur ce projet, *Histoire critique des institutions judiciaires de la France*, par HYVER, livre V, chap. II, pp. 589, 595, 596, 600 à 605. Ce projet contenait encore des dispositions sur le taux de la compétence des Tribunaux.

(2) Et pourtant certains magistrats auraient été de cet avis. Dans le *Manuel du Procureur du Roi* (*op. cit.*, t. I, p. 5) Massabiau, alors P. R. à Quimperlé, prônait le système du Tribunal départemental. On aurait laissé alors un Juge d'Instruction et un Substitut dans chaque arrondissement pour la répression des délits et l'information des affaires criminelles. Il est curieux de constater que c'est un peu le système qui a été réalisé par la loi du 16 juillet 1930.

(3) La loi du 4 mars 1831 avait, en effet, réduit à deux le nombre des Juges qui, dans les Cours d'Assises devaient assister le Conseiller Président délégué à cet effet hors du chef-lieu de la Cour.

judiciaires (1). Cette économie était destinée à faire droit aux réclamations qui étaient formées pour les Tribunaux dont la composition était insuffisante. En s'appuyant sur les statistiques, le projet prenait le critérium suivant : au-dessus de quatre cents affaires, il fallait un Juge de plus ; au-dessus de huit cents affaires, ce qui n'existait qu'à Saint-Etienne et à Vienne, on devait créer une Chambre supplémentaire et au delà de douze cents affaires, ce qui ne se voyait qu'à Grenoble (2), instituer deux Chambres. Ainsi donc, avec ce projet, on donnait quatre Juges à 58 des 232 Tribunaux n'en ayant que 3, sept Juges au lieu de quatre à ceux de Saint-Etienne et de Vienne et douze au lieu de neuf au Tribunal de Grenoble (3). De ces augmentations et de ces suppressions de personnel, il devait résulter une économie totale de dix-sept magistrats.

Le projet général de Persil modifiait en outre profondément l'organisation intérieure des Cours royales : depuis l'ordonnance du 24 septembre 1828, les Chambres correctionnelles, sauf à Paris, pouvaient connaître également des affaires civiles. Seules, les Chambres des mises en accusation restaient spécialisées. Les Chambres des mises en accusation étaient des juridictions d'instruction qui étaient saisies éventuellement des oppositions formées contre les ordonnances des Juges d'Instruction et obligatoirement des ordonnances de renvoi en matière criminelle. Le projet rappelait que dans la plupart des Cours, elles ne se réunissaient qu'une fois par semaine, parfois même tous les quinze jours et que ce n'était trop souvent que l'asile des magistrats âgés ou infirmes. Aussi, le projet les supprimait dans toutes les Cours royales autres que celle de Paris : la Cour de Rennes perdait ainsi six membres, celle de Poitiers, quatre. Par contre, les Cours de Montpellier et de Nîmes qui jugeaient annuellement plus de quatre cents affaires inscrites, gagnaient six Conseillers.

Persil s'occupait également de la Cour de Cassation et d'abord de la question des renvois après cassation. Alors que par la loi du 30 juillet 1828, le jugement définitif appartenait aux Cours royales à qui, après cassation, l'affaire était ren-

(1) Dans ce nombre de Juges sont compris le Président et le Vice-Président.

(2) Où il y avait 1871 affaires.

(3) Un Juge était ôté au Tribunal de Lille et deux étaient enlevés à celui de Toulouse.

voyée, ce qui était contraire au principe de l'unité de la législation, le projet (1) prévoyait que le deuxième arrêt de la Cour de Cassation rendu toutes chambres réunies aurait toute la force de la chose jugée. Sans doute, c'était encore une Cour royale qui jugeait le fond ; mais en ce qui touchait le point de droit jugé par la Cour de Cassation, toute discussion était désormais inutile.

En ce qui regardait l'organisation intérieure de la Cour de Cassation, Persil manifestait quelques doutes sur l'utilité de la Chambre des requêtes par laquelle doivent passer toutes les affaires civiles et qui les arrête. Il proposait et ceci aussi pour diminuer l'arriéré, de convertir la Chambre des requêtes en une deuxième Chambre civile qui pourrait recevoir les pourvois directement, sans autorisation préalable et sans arrêt d'admission. On éviterait ainsi, pensait-on, qu'une affaire fut jugée deux fois par la Chambre des requêtes et la Chambre civile, ce qui exigeait deux rapports et deux arrêts.

Ce projet fut soumis à la commission. Amilhou, rapporteur (2), l'examina et le critiqua. Il approuvait la réduction du personnel des Tribunaux de chef-lieu qui ne sont pas établis au siège des Cours royales. D'après lui, l'inégalité du travail des magistrats était considérable : il y avait en France des Juges qui n'avaient presque rien à faire et d'autres qui succombaient sous le travail. Ainsi, disait-il, les Tribunaux de Largentière et de Bayeux avec 900 affaires avaient moins de Juges que ceux de Brest ou de Morlaix auxquels étaient déférés seulement 70 ou 80 procès. Or, disait le rapporteur, le projet ne réduisait pas ces personnels ; il augmentait seulement celui de certains Tribunaux qui jugeaient le plus grand nombre d'affaires. La commission paraît avoir longuement étudié ces questions (3) : en thèse générale, il lui paraissait normal que la composition des Tribunaux fût de quatre Juges : trois rendant la justice en audience, et le quatrième remplaçant les malades et étant chargé de l'instruction. Ce système, disait Amilhou, empêcherait également le barreau d'être appelé à compléter le Tribunal, ce qui risque d'ôter à la Magistrature un peu de sa dignité. Mais, par

(1) Cette partie du projet fut convertie en loi le 1^{er} avril 1837 avec un léger changement de rédaction.

(2) Rapport d'Amilhou, de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à des modifications à l'ordre judiciaire (*Monit.*, 3 avril 1835). Amilhou était Président de Chambre à la Cour de Toulouse. En 1836 il sera nommé P. P. Pau.

(3) Cf. HYVER, *op. cit.*, livre V, parag. II, pp. 596, 602.

crainte de trop grandes répercussions budgétaires, la commission diminuait les augmentations de personnel demandées par le Garde des Sceaux (1).

En ce qui concerne les Cours royales, le projet était rejeté par la commission. Elle pensait que la Chambre des mises en accusation est l'épreuve la plus sérieuse que subit la procédure criminelle avant le jugement ; ce serait ôter à l'institution son utilité que de donner ses attributions à des Chambres civiles ; il ne fallait pas que des magistrats ayant d'autres services et par suite d'autres préoccupations, aient à se prononcer à la fin d'une audience, sur un acte aussi important qu'une mise en accusation, en s'en reposant sur les dires du ministère public. La commission proposait donc de réunir le service des appels de police correctionnelle à celui de la Chambre des mises en accusation, en donnant à cette section le nom de Chambre criminelle. Et le rapporteur Amilhau ne voyait pas d'inconvénients à ce qu'il restât un peu de loisir aux magistrats de la Chambre des mises en accusation, qui méritent bien à la fin de leur existence l'« *otium cum dignitate* ». La Cour de Cassation toute entière s'élevait contre le projet de convertir la Chambre des requêtes (2) en Chambre civile, car en créant deux Chambres civiles, on risquait de détruire l'unité de jurisprudence, et la commission se rangea à cet avis.

Devant ces critiques et profitant de ce que ce projet d'organisation judiciaire ne pouvait être discuté au cours de la session, le Garde des Sceaux Persil s'adressa aux Chefs des Cours pour recueillir les observations des compagnies judiciaires (3). Quelques Cours royales l'accueillirent avec faveur (4), d'autres le repoussèrent, et la Cour de Cassation fut unanime à le rejeter.

Cependant, tandis que cette proposition était ainsi provisoirement écartée, le Gouvernement par un projet séparé proposait de donner au Tribunal de la Seine (5) une Chambre

(1) Elle accordait seulement quatre Juges à 22 Tribunaux et cinq à 6.

(2) La Chambre des Requêtes existe toujours.

(3) Sa lettre est insérée dans le *Monit.* du 17 juin 1835. A la Cour de Paris (Cf. *Monit.* du 27 juin 1835) une Commission de cinq membres présidée par le Premier Président fut nommée pour faire un rapport complet sur les observations de la Cour.

(4) Voir *Monit.*, 7 août 1844, à propos de l'ordonnance du 5 août 1844 disposant que les membres de la Chambre des mises en accusation feraient le service des autres Chambres.

(5) Rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen du

nouvelle. On invoquait la situation exceptionnelle de cette compagnie judiciaire pour statuer à part sur sa composition. Pourtant, le rapport de Vivien sur ce projet tenait à signaler que d'autres Tribunaux étaient aussi très occupés et que parmi les Tribunaux de trois Juges, ceux de Bagnères, Bourgoin, Marvejols, Saint-Gaudens, Saint-Marcellin, avaient tous à la fin de 1836 un arriéré de plus de 1.000 affaires. D'après le rapporteur, les Tribunaux de Grenoble, Saint-Etienne et Vienne étaient également surchargés.

D'ailleurs, en ce qui concernait le Tribunal de la Seine, il s'agissait plutôt d'une régularisation, car la Chambre temporaire avait déjà été créée par l'ordonnance du 13 juillet 1836. L'augmentation du personnel de ce Tribunal (1) se justifiait par l'énorme accroissement du nombre des affaires depuis 1830 : toutes les Chambres siégeaient cinq jours par semaine, c'est-à-dire plus que dans aucun autre Tribunal ; plusieurs devaient même tenir deux audiences le même jour et consacrer sept ou huit heures sans interruption à leurs travaux. La septième Chambre qui avait été créée par la loi du 31 juillet 1821 était chargée avec la sixième du jugement des affaires correctionnelles, elle continuait à juger les affaires civiles sommaires et les procès de la régie ; cela ne pouvait durer sous peine de retarder indéfiniment le jugement des affaires correctionnelles. Aussi créait-on une huitième Chambre, pour centraliser les procédures d'ordre et de contribution et pour laisser à la septième Chambre le moyen de se consacrer exclusivement à la police correctionnelle (2).

Le projet fut discuté à la Chambre des députés le 15 juin 1837 (3). Un député, Goupil de Prefeln, s'éleva contre la

projet de loi relatif à l'addition d'une 8^e Chambre au Tribunal de la Seine par Vivien, député de l'Aisne (*Monit.*, 7 juin 1837). Vivien, Avocat, fut P. G. Amiens du 10 août 1830 au 4 avril 1831. Il devait être G. d. S. du 1^{er} mars 1840 au 29 octobre 1840.

(1) On demandait un Vice-Président, quatre Juges, deux Juges d'Instruction et un Substitut de plus.

(2) Voilà, d'après le rapport de Vivien sus-visé, la spécialisation à cette époque des Chambres du Tribunal de la Seine : la première Chambre, en plus des jugements civils les plus importants, s'occupait d'un certain nombre de jugements sur requête ; les deuxième, troisième et quatrième Chambres étaient saisies des affaires civiles de toute nature ; la cinquième prononçait sur toutes les contestations sommaires et urgentes ; la sixième et la septième connaissaient des affaires correctionnelles : la huitième était chargée de la juridiction civile.

(3) *Monit.*, 16 juin 1837.

réputation qu'avait le Tribunal de la Seine d'être particulièrement occupé. Il y avait, par Chambre, six magistrats et il ne fallait pas leur savoir grand gré de tenir par semaine cinq audiences qui ne nécessitaient chaque fois que trois Juges. Le projet fut pourtant adopté et, en application de la loi du 9 juillet 1837 (1), l'ordonnance du 13 juillet 1837 décida que le Tribunal de la Seine aurait désormais huit Chambres, un Président, huit Vice-Présidents, douze Juges d'Instruction, vingt-huit Juges, seize Juges suppléants.

Le 15 janvier 1838, Barthe, Garde des Sceaux, déposait un nouveau projet d'organisation judiciaire (2). Il présentait une solution intermédiaire entre le premier projet gouvernemental et celui de la commission. Ne visant plus d'ailleurs que l'organisation des Tribunaux de première instance, il attribuait un quatrième Juge à 39 Tribunaux au lieu de 58, comme le voulait le premier projet gouvernemental et de 22 comme l'avait demandé la commission. Pour les Tribunaux qui étaient très chargés, le projet faisait une distinction en se basant sur la cause de l'augmentation des procès. Il n'accordait de nouvelles Chambres qu'aux Tribunaux de Grenoble, Saint-Etienne et Vienne, là où se formaient et finissaient de grandes entreprises industrielles ; il refusait, par contre, toute augmentation où il n'y avait qu'une agriculture peu florissante et où l'activité des populations ne se manifestait qu'en suscitant de nombreux procès, souvent pour les plus modiques intérêts. Là, disait le projet, une telle situation est le résultat d'un mal moral dont il faut espérer la modification au lieu d'en prévoir la durée. Quant à la réduction de neuf à sept Juges du personnel des Tribunaux de chefs-lieux, le Gouvernement pensait maintenant qu'il n'était pas sans inconvénients d'affaiblir l'importance des Tribunaux par la diminution de leur personnel ; aussi le nouveau projet n'appliquait-il plus cette réduction qu'à dix-sept Tribunaux très peu occupés.

Enfin, dans une disposition assez curieuse, le projet prévoyait l'obligation pour les tribunaux qui avaient un certain arriéré (3) de donner au commencement du semestre

(1) *Monit.*, 14 juillet 1837.

(2) *Monit.*, 16 janvier 1838. HYVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, p. 597.

(3) Dans les Tribunaux composés d'une seule Chambre, un arriéré de plus de 50 affaires ; dans les Tribunaux de 2 Chambres, un arriéré de plus de 100 affaires ; dans ceux composés de 3 Chambres, un

suivant au moins cinq audiences par semaine de quatre heures chacune, jusqu'à l'entier épuisement du rôle.

Ce fut à Persil, l'auteur du premier projet, qu'il revint de présenter le rapport au nom de la commission (1) ; celle-ci avait encore amoindri les diminutions projetées : elle se basait notamment sur la nécessité de rendre cinq magistrats aux Cours d'assises pour refuser toute diminution dans le nombre des Juges des Tribunaux de chefs-lieux. Elle rejetait les dispositions concernant l'arriéré.

Ce projet fut discuté à la Chambre le 21 février 1838 (2) ; un député, Liadières, se déclara partisan de la suppression de quelques sièges de trois Juges qui languissent dans une désespérante pénurie de procès et prétendit que la dignité des magistrats était compromise par cette déplorable oisiveté. On pourrait, pensait-il, répartir par cantons dans les arrondissements limitrophes les circonscriptions judiciaires supprimées. Toutefois, il se rendait compte des obstacles d'une telle réforme, car disait-il : « si l'on essaie d'attaquer comme susceptibles de suppression les 54 Tribunaux qui ne comptent que 70 à 150 affaires inscrites annuellement, on entendra s'élever de toutes parts les voix intéressées à les défendre et prêtes à lutter quand même *« pro aris et focis et iudicibus suis »* (3) ».

A la Chambre des Pairs (4), le vicomte Villiers du Terrage protesta contre les diminutions de personnel projetées : un Tribunal nombreux lui plaisait d'autant plus qu'il était moins surchargé de procès ; car il faut réserver au magistrat du temps pour lui permettre d'arriver à être jurisconsulte. Sans doute, répliquait le Garde des Sceaux Barthe (5), il ne faut pas que le magistrat soit à la peine et n'ait pas un instant de loisir ; mais il y a cependant des inconvénients à ce que ses occupations soient tout à fait une exception dans la

arriéré de plus de 150 affaires. On considérait comme arriéré toute affaire inscrite au rôle pendant plus de trois mois.

(1) Rapport de Persil au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur les Tribunaux de première instance. Addition à la séance de la Chambre des députés du 17 février 1838 (*Monit.* du 18 février 1838) ; Voir HYVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, p. 597.

(2) *Monit.*, 22 février 1838.

(3) Cette prédiction s'est réalisée lors de la réforme judiciaire du 3 sept. 1926 qui supprimait un grand nombre de Tribunaux. En présence de nombreuses réclamations il fallut les rétablir pour la plupart par la loi du 16 juillet 1930.

(4) Séance des 7 mars, 28 mars, 4 avril 1838 (*Monit.*, des 8 mars 1838, 29 mars 1838, 5 avril 1838).

(5) Séance du 4 avril 1838 (*Monit.*, 5 avril 1838).

vie. Or, disait le Ministre, il y avait dans certaines villes, des magistrats qui ne résidaient pas et qui ne venaient au siège du Tribunal qu'une fois par semaine. Dans quelques Tribunaux composés de neuf Juges, la première Chambre n'avait parfois à siéger que trois heures tous les huit jours, tandis que dans le même temps la seconde Chambre ne tenait qu'une audience de deux heures.

La discussion dans les deux assemblées sur ce projet qui « avait exigé deux ans de méditations (1) » avait été courte et la loi d'organisation judiciaire fut promulguée le 11 avril 1838 (2) : vingt-neuf Tribunaux obtinrent un quatrième Juge (3). Les Tribunaux de Saint-Etienne et de Vienne qui avaient quatre Juges en eurent désormais sept et le Tribunal de Grenoble qui avait neuf Juges en eut douze avec trois Chambres. Enfin, dix-sept Tribunaux des chefs-lieux de département furent réduits de neuf à sept Juges (4).

Le 4 avril 1842, le Garde des Sceaux, Martin du Nord, déposait à la Chambre des Pairs un projet de loi relatif à l'augmentation du personnel de la Cour royale de Paris (5).

Depuis l'ordonnance du 22 mai 1825, la Cour royale de Paris était composée d'un Premier Président, de cinq Présidents de Chambre, de cinquante-quatre Conseillers et de six Conseillers auditeurs. Or, en exécution de la loi du 10 décembre 1830, ces six Conseillers auditeurs ne devaient pas être remplacés, leurs postes étant supprimés au fur et à mesure de leurs départs. Afin de maintenir le personnel de la Cour au même nombre, le projet de loi portait à six Conseillers

(1) Rapport de Merilhou à la Chambre des Pairs, 28 mars 1838 (*Monit.*, 29 mars 1838).

(2) *Monit.* du 13 avril 1838.

(3) Alais, Altkirch, Argentan, Aubusson, Bagnères, Bayeux, Bel-fort, Bourgoïn, Charolles, Espalion, Issoire, Largentière, Lure, Marvejols, Mauriac, Neufchâtel, Oloron, Roanne, Saint-Gaudens, Saint-Girons, Saint-Lô, Saint-Marcellin, Sarreguemines, Saverne, Selestat, Uzès, Villefranche (Aveyron), Villefranche (Rhône), Wissembourg.

(4) C'étaient ceux qui étaient visés dans le projet du Gouvernement : Alençon, Auch, Bourbon-Vendée, Carpentras, Digne, Laval, Le Mans, Montauban, Mont-de-Marsan, Moulins, Niort, Perpignan, Quimper, Saintes, Saint-Brieuc, Saint-Omer, Vannes.

Il faudrait, pour suivre l'ordre chronologique étudier ici le projet de loi déposé par Vivien, G. d. S., sur l'organisation du Tribunal de la Seine le 25 avril 1840, mais il trouvera mieux sa place dans l'étude du Noviciat. Voir *infra*, p. 166.

(5) Voir sur ce projet l'exposé des motifs dans l'additif à la séance de la Chambre des Pairs du 4 avril 1842 (*Monit.*, 7 avril 1842). Cf. le journal *Le Droit*, 8 avril 1842, HYVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, p. 587.

nouveaux le chiffre des créations, mais il était prévu qu'il ne serait pourvu à ces six postes qu'au fur et à mesure des vacances qui surviendraient chez les six Conseillers auditeurs.

Le projet invoquait l'augmentation des affaires soumises à la Cour royale ; car en 1840, pour suffire au jugement de 5.427 affaires, il n'y avait que 66 magistrats et cette situation rendait les fonctions à la Cour royale de Paris particulièrement chargées : trois Chambres connaissaient des affaires civiles : la Chambre correctionnelle statuait sur des appels nombreux ; la Chambre des mises en accusation décidait des procès criminels déferés aux assises de sept départements. Enfin, il y avait dans le ressort de la Cour de Paris, chaque année, vingt-quatre sessions d'assises et à Paris les sessions d'assises permanentes divisées par quinzaine occupaient constamment six magistrats et même douze lorsqu'il y avait double session.

Le Parquet Général n'était pas moins occupé : il comprenait en plus du Procureur Général, quatre Avocats Généraux et onze Substituts. Le Gouvernement proposait la création d'un cinquième Avocat Général, car la Chambre correctionnelle était souvent privée d'un Avocat Général à cause du service des assises. En compensation, on supprimait un Substitut du Procureur Général.

À la Chambre des députés (1) la discussion fut très courte Odilon Barrot se contenta de dire quelque peu ironiquement qu'il s'étonnait de trouver tant d'hommes réunissant les conditions qui font le véritable magistrat et que malgré leur grand nombre on parlât encore de l'augmenter. Le projet fut converti en loi le 27 juin 1843 (2).

Cependant, si on s'était occupé des Tribunaux et de la Cour royale de Paris, on avait totalement négligé les Cours royales de province. Mais en 1844, le Garde des Sceaux, Martin du Nord, s'appropriait neuf ans après, l'idée du projet de Persil (3) et le 5 août 1844 (4), une ordonnance décida que dorénavant les membres de la Chambre des mises en

(1) Le rapport fut fait par de Peyramont le 28 mars 1843 (*Monit.*, 30 mars 1843) ; la discussion eut lieu le 3 avril 1843 (*Monit.*, 4 avril 1843). Voir le journal *Le Droit*, 4 avril 1843, 17 juillet 1843, qui critiqua la loi.

(2) Parue au *Monit.* le 30 juin 1843.

(3) Voir *supra*, p. 101.

(4) Voir *Monit.*, 6 août et 7 août 1844. *Le Droit*, 6 août, 15 août 1844. HYVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, p. 603.

accusation des Cours royales de province (1) feraient également le service des autres Chambres entre lesquelles ils seraient répartis par roulement.

Cette ordonnance fut fort bien accueillie par les publicistes judiciaires. Le journal *Le Droit* (2) indiquait que le pouvoir avait raison de rendre la vie du magistrat active et occupée. Il fallait arracher le magistrat aux langueurs d'une dignité oisive. Ce qui manque aux magistrats, disait ce journal, surtout aux magistrats de la plupart des Cours royales, c'est l'emploi de leur temps et de leurs facultés.

Elle fut beaucoup moins appréciée par les magistrats. La Cour d'Angers protesta (3). Un membre de la Cour royale de Poitiers écrivit dans une lettre qui fut publiée dans *Le Moniteur* (4) : « Le résultat de cette ordonnance sera de faire sortir des rangs de la Magistrature des hommes que leur âge, que l'état de leur santé ne rend plus aptes au service des audiences, ce sera leur rendre inhospitalière une Chambre dans laquelle la justice se rend à huis clos, au coin du feu et où se préparent les convalescences d'une santé délabrée. » A quoi, *Le Moniteur* répondait que c'étaient justement ces abus qu'il fallait réformer ainsi que la facilité trop grande, grâce aux complaisances du roulement annuel, de maintenir dans le sein de la Chambre des mises en accusation des magistrats qui, trop âgés ou trop malades, ne pouvaient plus siéger aux audiences civiles.

Cette lettre ne traduisait d'ailleurs pas l'opinion isolée d'un Conseiller de la Cour royale de Poitiers (5). Toute la Cour adopta cette attitude hostile : le 12 août 1844, les Chambres réunies de la Cour devaient statuer sur le roulement, et par application de la nouvelle ordonnance, les membres de la Chambre des mises en accusation devaient être répartis entre toutes les Chambres de la Cour. A une très grande majorité, la Cour royale de Poitiers décida qu'il ne serait rien changé à l'état de choses, motif pris de ce que l'ordonnance avait été rendue en dehors des attributions du pouvoir réglementaire. La Cour se croyait, disait-elle, menacée dans son inamovibilité, car l'ordonnance surchargerait les magistrats de tant de services qu'elle les forcerait à plier sous le fardeau et à se retirer.

(1) L'ordonnance ne s'appliquait pas à Paris.

(2) *Le Droit*, 6 août 1844.

(3) HYVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, p. 603.

(4) *Monit.* du 7 août 1844.

(5) Voir *Le Droit*, 15 août 1844 et 20 août 1844.

Cette délibération suscita une assez vive émotion : c'était chose grave en effet qu'une ordonnance déclarée illégale, inconstitutionnelle par les magistrats qui devaient se conformer à ses prescriptions ; aussi la question ne pouvait rester longtemps indécise. Prise le 12 août, cette délibération était transmise le 16 au Garde des Sceaux qui la déféra à la Cour de Cassation (1). Le 19, elle était annulée par la Cour suprême (2).

Cette protestation montrait combien il était difficile de modifier même sur des questions de détail, l'organisation judiciaire. D'ailleurs, après cette ordonnance, le Gouvernement de Juillet n'y changea plus rien.

Ce n'était cependant pas faute de l'entendre critiquer lors des discussions des budgets. En 1846 (3), le député Havin s'étendit encore sur le nombre beaucoup trop considérable des Cours et Tribunaux, ajoutant que, depuis cinquante ans, des déplacements de population avaient eu lieu, des inégalités s'étaient produites par le mouvement de l'industrie et du commerce, ce qui aurait dû provoquer une meilleure répartition du nombre des magistrats.

Odilon Barrot éleva le ton de la discussion. D'après lui, quand les facilités de communication auront tellement rapproché toutes ces juridictions qui se sont disséminées sur le territoire, qu'elles se toucheront en quelque sorte, on sera bien obligé de remanier l'organisation judiciaire. Alors, on trouvera peut-être que la garantie d'une bonne justice, n'est pas dans la multiplicité des juridictions et des Juges, mais dans l'élévation de ceux qui se voient confier cette attribution si importante. Or, ajoutait-il, les conditions nécessaires pour faire un bon Juge : conditions morales, conditions d'intelligence, conditions de courage ne se trouvent réunies que chez quelques hommes d'élite. Il vaudrait mieux avoir pour Juges un ou deux de ces hommes d'élite que d'avoir cinquante Juges chez lesquels ces conditions ne se trouveraient qu'à des degrés inférieurs. La conséquence qu'il en tirait, c'est qu'on doit faire à ces hommes auxquels on confie cette mission si redoutable de juger, une situation tellement élevée

(1) En vertu de l'article 80 de la loi du 27 ventôse an VIII.

(2) *Le Droit* du 20 août 1844. Lors de l'audience de rentrée de la Cour de Poitiers du 9 novembre 1844, le P. G. Letourneux critiqua indirectement cette délibération en parlant de l'esprit de corps qu'engendre la fausse indépendance (*Le Droit* du 10 nov. 1844).

(3) Discussion du budget à la Chambre des députés le 20 mai 1846 (*Monit.*, 21 mai 1846 ; *Le Droit*, 21 mai 1846).

qu'aucune influence, aucune préoccupation ne doivent venir troubler le magistrat quand il juge. Aucun souci d'ambition ne devrait non plus l'inquiéter. Or, l'un des vices les plus graves de notre organisation judiciaire, c'était justement d'avoir organisé les tribunaux à l'instar des régiments, d'avoir multiplié les degrés, les échelons, d'avoir établi des primes qui sollicitent l'ambition des Juges.

A ces hautes considérations, le Garde des Sceaux, Martin du Nord, ne répondit que par une fin de non recevoir sèche et absolue. Paraissant comme « effrayé (1) de cette indépendance réclamée devant laquelle l'ombre des anciens Parlements a paru se dresser de toute sa hauteur », il se contenta de faire l'éloge de l'organisation judiciaire contre laquelle, disait-il, il ne s'élevait aucune réclamation et qui avait l'avantage de rapprocher la circonscription judiciaire de la circonscription administrative. Toutefois, et ceci paraissait en contradiction avec ses déclarations, il promit de reclasser les Tribunaux dans les premiers mois de la session prochaine ; cette promesse ne fut pas tenue. Ainsi, la Monarchie de Juillet modifia fort peu l'organisation judiciaire. Beaucoup d'idées furent soulevées ; aucune réforme approfondie ne fut effectuée ni même tentée.

(1) *Le Droit* du 21 mai 1846.

CHAPITRE II

Les Traitements des Magistrats

I. La Fortune des Magistrats. — II. Le mouvement des idées en vue du relèvement des traitements. — III. Les réformes réalisées.

I

La révolution de 1830 a amené au pouvoir la bourgeoisie aisée (1) ; aussi se figure-t-on souvent que la Magistrature se recrutait seulement dans la classe riche et que ses membres se souciaient fort peu de la rémunération attachée à leurs fonctions. Ce qu'ils recherchaient, c'était seulement la considération, qu'ils obtenaient d'ailleurs (2). Nous allons voir à la lumière des faits si la Magistrature de la Monarchie de Juillet répond bien à cette conception.

Dans l'esprit du Gouvernement, il était indispensable que les magistrats eussent de la fortune personnelle : « Il (3) est absolument impossible, disait à la Chambre des Pairs, le baron de Daunant, Premier Président de la Cour royale de Nîmes, qu'un magistrat se contente de son traitement. » Et le Garde des Sceaux, à la séance de la Chambre des Pairs du 4 avril 1838 (4) de dire : « Il est vrai que les magistrats

(1) Cf. THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. VI, p. 49.

(2) Cf. Discours du G. d. S., 4 avril 1838, à la Chambre des Pairs (*Monit.*, 5 avril 1838).

(3) Séance de la Chambre des Pairs, 19 mai 1842. Rapport sur le projet de loi relatif au Noviciat fait par de Daunant (*Monit.*, 25 mai 1842).

(4) Séance du 4 avril 1838 (*Monit.*, 5 avril 1838).

des Tribunaux inférieurs sont mal rétribués, mais il faut le dire, ce n'est pas dans les personnes privées de tous moyens de fortune que le choix des magistrats doit être fait. La justice est chargée de protéger la propriété ; elle participe aux intérêts de la propriété et de l'ordre, par la composition du personnel ; le devoir du Gouvernement est, autant que possible, de prendre parmi les individus qui ont déjà quelques moyens d'existence. »

Aussi, voyons-nous les Chefs de Cours parler toujours de la fortune des candidats à l'avancement (1), écarter de leurs propositions les magistrats pauvres et trouver dans la fortune de certains un titre à l'avancement (2). Le Procureur Général de Dijon écarte de ses propositions comme Procureur du Roi à Louhans, en 1833, Pinois, car il n'a pas de fortune et se trouve dans un état de gêne qui à ses yeux offre de graves inconvénients (3). Ne pas être fortuné risquerait d'attirer une certaine déconsidération qui rejaillirait sur la compagnie à laquelle appartient le magistrat : « Il ne faut pas se dissimuler, écrit le Procureur Général de Nîmes au Garde des Sceaux en 1835, qu'en général, la Cour royale de Nîmes laisse à désirer de ce côté (4) : elle se compose presque en totalité de jeunes gens peu riches, célibataires et dont les habitudes sociales sont peu faites pour attirer sur la compagnie la considération publique. » Il est tellement de notoriété publique que la fortune est indispensable pour pouvoir entrer dans la Magistrature que, se sachant peu fortunés, certains refusent le poste qui leur est offert (5). Il ne faut pas non plus, dans l'idée des Chefs, que le désir d'avancement soit dicté par la différence d'émoluments ; il est donc nécessaire que le magistrat soit indifférent au traitement qu'il perçoit : « Il ne faut pas, écrivait le Premier Pré-

(1) La circulaire ministérielle du 19 mars 1824 le prescrivait d'ailleurs (*Circulaires*, par GILLET *op. cit.*, p. 241).

(2) Ils continuaient en ce faisant la tradition parlementaire (Cf. Henri CARRÉ, *La France sous Louis XV*. Paris, 1891, La Société, chap. III, p. 150 ; Vicomte DE BASTARD D'ESTANG, *Les Parlements de France*, p. 134 ; Albert COLOMBET, *Les Parlementaires Bourguignons à la fin du XVIII^e s.* Dijon, 1936, pp. 55 et suivantes) et la tradition impériale (Vicomte DE BASTARD D'ESTANG, *ibid.*).

(3) Lettre P. G. Dijon à G. d. S., 19 août 1833 (Arch. BB⁶ 185 82 M³).

(4) Lettre P. G. Nîmes à G. d. S., 22 déc. 1835 (Arch. BB⁶ 218 21 A).

(5) Theuriet, avocat, refuse, le 2 octobre 1830, d'être nommé Sub. Châlons-sur-Saône, car il a peu de fortune (Arch. BB⁶ 185 83 M⁶).

sident de la Cour d'Appel de Pau (1) au Garde des Sceaux, appeler dans les Cours royales des magistrats sans fortune... qui n'ambitionnent de devenir Conseillers qu'à raison de la différence d'émoluments. » Aussi, dans leurs propositions, les Chefs de Cours soulignent-ils la richesse des candidats comme étant un titre indéniable à l'avancement : à Caen, le Substitut du Procureur Général d'Angerville est considéré comme très riche, car il possède de 30 à 40.000 francs de revenus et le Procureur Général dit de lui en le proposant à ces fonctions : « qu'il tiendra un rang dont la modestie de la Magistrature peut se passer, mais qui ajoute à sa prépondérance et à sa considération (2). »

Beaucoup de magistrats étaient donc très aisés, voire même fort riches : Mongis qui fut Procureur à Troyes et Substitut à la Seine en 1841, achète en 1846 le magnifique domaine de Pont-sur-Seine, appartenant à la famille de Casimir Perrier, moyennant le prix particulièrement important pour l'époque, de 800.000 francs (3). Au mois d'août 1845, le duc et la duchesse de Nemours, allant de Pau à Tarbes par la route rapprochée des montagnes, furent reçus dans le beau château de Coarraze, où avait été élevé Henri IV, par son propriétaire Dufau, Procureur Général à la Cour royale de Pau, qui en fit les honneurs à ses hôtes princiers (4).

Les grosses situations de fortune n'étaient pas rares chez les magistrats de l'époque : Daguillon-Pujol, Avocat Général à Toulouse (5), a 600.000 francs de fortune. Le Conseiller Servin, d'Agen, possède 40.000 francs de rente (6). Le

(1) Lettre P. P. Pau à G. d. S., le 26 février 1836 (Arch. BB⁶ 226 23 A).

(2) Cf. Arch. BB⁶ 244 10 A et pour la candidature du Cons. Pêcheur aux fonctions de Président de Chambre le même argument du député de la Moselle Paixhant. Lettre à G. d. S., 9 nov. 1836 (Arch. BB⁶ 226 18 A).

(3) *Monit.*, 10 oct. 1846.

(4) *Monit.*, 30 août 1845. D'autres faits indiquent la situation aisée de certains Magistrats : En 1841, le P. G. Dupin, de la Cour de Cass, acquiert des héritiers du comte de Cessac le magnifique hôtel de la rue du Bac, n° 116, mitoyen de celui qu'habitait Chateaubriand (*Mémoires de Dupin*, t. IV, Annexes, I^{re} Partie, pp. 511 et 531). Le Présid. du Trib. de la Seine, Debelleyme, était propriétaire de plusieurs immeubles dans le Marais (LIMET, *Un vétéran du barreau parisien*. Paris, 1908, chap. X, p. 142), quartier qu'il habitait, 8, rue d'Orléans (DE ROCHEGUDE et DUMOLIN, *Guide pratique à travers le vieux Paris*. Paris, 1923, 4^e promenade, p. 87). Le P. P. Cass. Portalis habitait 4, place Royale, aujourd'hui place des Vosges, l'hôtel Le Verrier (DE ROCHEGUDE, *op. cit.*, 5^e promenade, p. 103).

(5) Arch. BB⁶ 199 29 A.

(6) Arch. BB⁶ 218 2 A.

Conseiller Bastard, de Bordeaux, est riche de 50.000 francs de rente (1) ; le Conseiller Benoit, de Douai (2), jouit de 40.000 francs de revenus. Dans cette même Cour de Douai, le Conseiller Lefebvre de Trois-Marquet (3), décède en 1843, laissant 500.000 francs et le Conseiller auditeur Cotteau (4) a 45.000 francs de rente. Le Procureur Général Rousselin, de Caen (5), en possède 30.000 francs. Rouland (6), qui devait parcourir une si belle carrière, possède avec sa femme qui est fille du greffier du Tribunal de Dijon, quand il est Substitut du Procureur Général à Rouen, 20.000 francs de rente. A Bastia, le Procureur Général Réallier Dumas (7) réunit avec sa femme 300.000 francs de fortune. Le Conseiller Dayrie, d'Agen (8), a 300.000 francs de fortune (9). A sa mort survenue en 1845, le Président Jannyot, de Chartres, laisse 250.677 francs en valeurs mobilières (10), une maison d'un revenu de 700 fr. et deux lots de terre d'un revenu égal.

Les fortunes de 200.000 francs et les revenus de 7 à 12.000 francs n'étaient pas rares. Telles celles du Conseiller Barny (11), de Limoges ; du Premier Président Desmazières (12), d'Angers ; du Substitut du Procureur Général, Spicrenael (13), de Besançon ; du Conseiller Pingat (14), de Dijon ; du Président Lebrun (15), de Beaune ; du Président de Chambre Lambert (16), de Douai ; du Président de Chambre du Bernard (17), de Toulouse ; du Président de Chambre (18)

(1) Arch. BB⁶ 226 23 A.

(2) Arch. BB⁶ 232 13 A.

(3) *Monit.*, 19 fév. 1843.

(4) Arch. BB⁶ 266 12 A.

(5) Arch. BB⁶ 218 8 A.

(6) Arch. BB⁶ 218 28 A. Voir Append. I^{er}.

(7) Arch. BB⁶ 232 27 A.

(8) Arch. BB⁶ 218 1 A.

(9) Le P. P. Leroux de Bretagne, de Douai, jouit de 12 à 15.000 fr. de rente mais il a une famille très nombreuse (Arch. Dossier Leroux de Bretagne). Le P. P. Boullet, d'Amiens, a 20.000 fr. de rente (Arch. Dossier Boullet). Le Présid. de Chambre de Douai, Gosse de Gorre a 9.000 fr. de revenus mais il a 9 enfants (Arch. Dossier Gosse de Gorre).

(10) ADRIEN SÉE, *Notice sur le Président Jannyot*, p. 49.

(11) 10.000 fr. de revenus (Arch. BB⁶ 232 16 A.).

(12) 8 à 9.000 fr. de revenus (Arch. Dossier Desmazières).

(13) 200.000 fr. de fortune (Arch. BB⁶ 244 6 A.).

(14) *Id.* (Arch. BB⁶ 218 12 A.).

(15) 8.000 fr. de revenus (Arch. BB⁶ 226 12 A.).

(16) 12.000 fr. de revenus (Arch. BB⁶ 226 13 A.).

(17) 8.000 fr. de revenus (Arch. BB⁶ 226 29 A.).

(18) 200.000 fr. de fortune (Arch. BB⁶ 244 6 A.).

Maurice, de Besançon ; du Procureur Alviset (1), de Pontarlier ; du Conseiller Audrouin (2), de Rennes.

Au-dessous, un revenu de 6.000 francs est considéré comme étant une fortune qui, sans être très importante, permet de vivre honorablement (3). C'est la fortune de Colonna d'Istria, Premier Président de la Cour royale de Bastia. Le Procureur Général de Paris, Franck Carré, a moins encore, de 4 à 5.000 francs de rente (4), le Conseiller Minard, de Douai, 4.000 francs de revenus (5), le Conseiller Paconnet, de Limoges, 120.000 francs de fortune (6). A Douai, le Président de Chambre Petit possède 5.000 francs de revenus (7).

Nous l'avons vu, les dirigeants de l'époque pensaient que pour la Magistrature, les grosses fortunes de ses membres étaient toujours un bien : la propriété était bien gardée par des Juges propriétaires. Cependant, il est curieux de constater que leur fortune les gênait parfois dans l'exercice même de leur profession ; les riches magistrats plaçaient parfois leur argent dans l'industrie et les liens qui les unissaient ainsi aux affaires locales n'étaient pas sans les attacher trop à la vie économique du pays ; ce qui pouvait présenter des inconvénients : quelque temps avant la Révolution de Juillet, mais l'exemple vaut pour notre époque, où le personnel des Cours est resté sensiblement le même, un procès éclata à Besançon à propos de la droguerie Emonin frères ; dans cette maison, de nombreux capitalistes de Besançon avaient en dépôt des sommes importantes, et parmi eux onze magistrats de la Cour ; aussi la Cour de Besançon (8) fut-elle récusée pour suspicion légitime (9).

(1) *Id.* (Arch. BB^s 271 6 A).

(2) 8 à 10.000 fr. de rente (Arch. BB^s 261 24 A).

(3) Rapport de Sigandy, Avocat Gén. à Bastia, 23 fév. 1849, à G. d. S., sur Colonna d'Istria, P. P. Bastia, qui possède cette fortune (Arch. Dossier Colonna d'Istria).

(4) Dossier Franck Carré (Arch. BB^s II 74).

(5) Arch. BB^s 249 12 A.

(6) Arch. BB^s 271 14 A.

(7) Arch. BB^s 244 13 A.

En l'absence de dépouillements d'archives notariales il ne nous a pas été possible d'étudier davantage la consistance de la fortune des magistrats.

(8) Arrêt de la Cour de Cass. du 23 avril 1829. *Recueil de Dalloz*. Année 1832, I^{re} Partie, p. 205.

(9) En 1832, la Cour royale de Paris avait à connaître d'une question d'assurances ; elle hésita à se saisir de l'affaire, car la plupart des magistrats composant la Chambre étaient propriétaires assurés (*Monit.*, 18 nov. 1832).

Nous venons d'étudier les magistrats fortunés : ils ne l'étaient cependant pas tous. Deux sortes de faits le démontrent : tout d'abord, quand on lit certains dossiers personnels et que l'on arrive à saisir certaines allusions, on s'aperçoit que quelques magistrats étaient loin d'être riches : ou bien, ils avaient réussi à entrer dans la Magistrature malgré une fortune médiocre, ou bien, ils avaient perdu une partie de leur avoir et réduits qu'ils étaient aux émoluments alloués par l'Etat, ils se trouvaient parfois dans un état précaire, voisin de la misère. Enfin, le long effort (1) en partie seulement couronné de succès, soutenu en vue du relèvement des traitements des magistrats, démontre également que l'opinion courante qui voit chez les Juges de la Monarchie de Juillet, des hommes toujours riches, n'est pas complètement exacte.

A la Cour de Cassation où pourtant le traitement des Conseillers, à cette époque, ne fut jamais inférieur à 12.000 francs, des membres décédaient sans laisser de quoi payer leurs funérailles dont les frais étaient réglés par la Compagnie (2). Lors de la réduction du traitement des Conseillers à la Cour de Cassation en 1832, un Conseiller âgé de 80 ans qui, jusque-là avait été logé au premier étage, avait été forcé de monter au troisième (3). Et cette infortune, d'ailleurs toujours dignement supportée, était l'apanage des plus illustres : du Conseiller Chauveau-Lagarde (4), l'ancien avocat de la reine Marie-Antoinette, qui avait toujours dépensé les bénéfices qu'il avait retirés du barreau : c'était le lot sévère du Conseiller Gilbert des Voisins (5). La Révolution l'avait dépouillé d'une immense fortune (6) et quand il avait pu en recouvrer quelques débris, il les avait employés à satisfaire une dette sacrée : il avait reconnu les sacrifices, d'ailleurs inutiles, faits par quelques personnes pour sauver la tête de son père. Le Conseiller à la Cour de Cassation Bryon était si pauvre (7) qu'après la Révolution de 1848, le bruit ayant

(1) Voir *infra*, pp. 137 et suiv.

(2) Discours à la Chambre des Pairs par le P. P. Portalis, 13 juillet 1840 ; *Monit.*, 14 juillet 1840).

(3) Cité par le Garde des Sceaux à la Chambre des députés, le 5 juin 1835 (*Monit.*, 6 juin 1835).

(4) Voir *Le Droit* du 2 mars 1841 (article nécrologique). Sur Chauveau-Lagarde, voir Append. I³⁹ et *infra*, p. 255.

(5) Voir Append. I³⁴. Eloge fait à la Chambre des Pairs par Merilhou (*Monit.*, 15 fév. 1844) et *infra*, p. 262.

(6) Evaluée à 7 millions de francs.

(7) Voir Append. I⁴⁰. Discours de rentrée à la Cour de Cass., de Nicias Gaillard, du 3 nov. 1855 (*Monit.*, 4 nov. 1855). *Notice nécrologique sur Bryon*, par MICAUD. Besançon, 1856, pp. 10 et 11.

couru qu'on enlèverait leurs pensions de retraite aux magistrats, il aime mieux se retirer pour s'assurer le bénéfice de la législation en vigueur, plutôt que de risquer, en restant, de laisser en cas de décès sa veuve dans le besoin (1).

En province, certaines situations étaient lamentables, car il était admis que les fonctions judiciaires n'étaient guère rétribuées qu'à Paris (2). La situation des Juges de la dernière classe, auxquels le Gouvernement allouait 1.200 francs par an, était misérable et, disait un Pair en 1838, le vicomte Villiers du Terrage, inconvenante (3) : « MM. les Magistrats de Paris, MM. les Premiers Présidents et les Procureurs Généraux des Cours royales sont les seuls convenablement rétribués. Dans toute autre situation, le Juge sans fortune souffre d'un malaise au moins humiliant, s'il n'est même quelquefois aux prises avec le besoin. En province, ajoutait-il, le Juge quelque estimé qu'il puisse être, manque de considération. Et la preuve, c'est que, s'il survient une nomination à faire dans des fonctions électives, ce n'est pas au Juge, instruit et retiré mais pauvre, auquel on pensera ! Non, non, le caprice de l'instinct populaire ira le plus souvent choisir de préférence quelques-uns de ces spéculateurs audacieux, de ces courtiers d'affaires adroits, brillants, donnant des diners et des fêtes..., le siècle veut de l'éclat, l'éclat veut de l'argent ; on n'aura pour le Juge pauvre qu'un salut respectueux, on demandera en mariage la fille de l'enrichi... ; débordé par le luxe, assailli par le besoin, le Juge se verra pour la vie cloué dans un petit Tribunal où il ne pourra donner qu'une éducation imparfaite à ses enfants... Et pourtant, disait-il en terminant, les convenances ne veulent pas que l'homme de qui dépendent notre fortune, notre honneur et notre vie ait à lutter en secret contre des besoins que n'accuse que trop sa situation domestique. »

Aussi, voit-on dans les dossiers que certaines situations pécuniaires de magistrats frisent le scandale : un Président de Chambre à la Cour de Montpellier, Podenas, était conti-

(1) Quelque temps après, il fut d'ailleurs nommé P. P. Lyon, Le Conseiller de la Cour de Cass. Gillon (voir Append. I^{er}) était également très pauvre. A sa mort, son collègue Moreau de la Meurthe, écrivait au G. d. S., le 11 mai 1856 (Arch. Dossier Gillon, BB⁶ II 183) pour solliciter en faveur de sa veuve une pension que sa situation pécuniaire rendait indispensable.

(2) Cf. *Le Droit*, 9 juillet 1840.

(3) Discours prononcé le 4 avril 1838 lors de la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des Tribunaux de première instance (*Monit.*, 5 avril 1838).

nuellement l'objet de poursuites de la part de ses créanciers ; en 1838, ses dettes étaient telles qu'il fut même incarcéré, ses créanciers ayant exercé contre lui la contrainte par corps (1). A Lyon, en 1847, un Avocat Général, Crochet, se tua d'un coup de revolver ; cet acte de désespoir fut attribué à sa situation gênée : il avait contracté des dettes si fortes que ses revenus étaient insuffisants pour en payer les intérêts (2). Certains magistrats, dans le désir d'augmenter leurs ressources, se livraient à des spéculations hasardeuses et téméraires et le Conseiller Berlioz, de la Cour de Grenoble, fut ainsi contraint de démissionner (3).

C'étaient là des situations aiguës ; mais combien d'autres encore plus navrantes, quoique moins scandaleuses : le Procureur de Savenay, Jego, père d'une nombreuse famille, sans fortune, ne peut trouver à se loger dans sa résidence (4). A Bastia, l'Avocat Général Tamiet, qui n'a que son traitement pour vivre, avait cinq enfants et il avait encore recueilli trois sœurs de sa femme dans le besoin. Il mourut en 1832, laissant les siens dans la plus profonde misère : la Cour fut obligée de pourvoir aux frais de l'enterrement et aux premiers secours à la famille (5). En 1835, Bertora, Avocat Général également à Bastia, est obligé de demander une place de Procureur Général à la Martinique, car il est sans fortune et chargé de famille (6). A Aix, le Conseiller de Miravail était dans une situation si gênée qu'il laissa en mourant à ses enfants, parmi lesquels était le Procureur du Roi de Forcalquier, 116.000 francs grevés de 110.000 francs de dettes (7). Le Conseiller Delval, de Riom, après avoir payé 64.000 francs de dettes de son fils, ancien Substitut à Riom, reste avec seulement 24.000 francs de fortune (8).

(1) Rapport du bureau du Personnel au Ministère de la Justice, 8 fév. 1838. Il avait été déjà averti par le P. P. et, le 16 juillet 1838, la Cour de Montpellier l'avait suspendu provisoirement pour trois mois. Le montant de ses dettes s'élevait à 57.000 fr. (Arch. BB⁶ 212 19 A).

(2) Lettre P. G. Lyon à G. d. S., 26 oct. 1847 (Arch. BB⁶ 281 15 A).

(3) Lettres P. G. Grenoble à G. d. S., 15 fév. 1844 et 20 avr. 1844 (Arch. BB⁶ 266 13 A).

(4) Lettres P. R. Savenay à G. d. S., 7 oct. 1830 et 28 janvier 1831 (Arch. BB⁶ 181 50 M⁶).

(5) Lettres P. G. Bastia à G. d. S., 11 mars 1831 et 29 mars 1832 (Arch. BB⁶ 205 3 A).

(6) Lettre P. G. Bastia à G. d. S., 26 oct. 1835 (Arch. BB⁶ 212 1 A).

(7) Lettre P. G. Aix à G. d. S., 17 mai 1847 (Arch. BB⁶ 281 3 A).

(8) Notes du Personnel du 25 mars 1843 (Arch. BB⁶ 205 27 A).

Par pitié, quand il s'agit de magistrats sans fortune, on les maintient en fonctions quoiqu'âgés et impotents : à Orléans, le Conseiller Allain est aveugle : on le laisse à la Chambre des mises en accusation (1), car il est sans fortune, et le Premier Président hésitait à le faire mettre à la retraite, ce qui l'aurait réduit à une maigre pension de 1.200 francs et l'aurait privé de l'aide indispensable à son infirmité (2). A Amiens, on voudrait bien également en 1834 remplacer le Conseiller Petit qui n'a pas siégé depuis le 20 décembre 1832 (3). Le Procureur Général hésite cependant à le forcer à demander sa retraite, car il a un besoin urgent de son traitement.

Certaines situations de Juges de province sont plus lamentables encore : l'histoire de Moreau de Montalin, Juge au Tribunal de Gien, est des plus attristantes (4) : esprit cultivé, il était l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire des sources du droit (5). Ses libraires firent faillite, son beau-frère partit avec le montant de ses maigres économies soit 6.000 francs, et il avait à ce moment près de 7.000 francs de dettes. Il dut vendre secrètement son argenterie et les bijoux de sa femme. Les maladies des siens accrurent ses obligations ; pour essayer d'éteindre son passif il s'astreignit à travailler le soir. Il devait emprunter partout, même auprès des avoués et des plaintes navrantes affluaient à ses chefs : un tailleur se plaignait en 1832 de ne pouvoir se faire régler d'un mémoire d'effets de 1826 s'élevant à 91 francs. Cependant, Moreau de Montalin était toujours resté intègre, malgré sa situation misérable, et aucune poursuite disciplinaire ne fut intentée contre lui.

Un litige survenu à l'occasion de la succession du Président Lepoitevin, de la Cour de Paris, démontre que l'actif de la succession est seulement de 40.000 fr. (*Le Droit*, 5 juillet 1841). Sont sans fortune le Sub. P. G. de Colmar, Dillmann (Arch. BB⁶ 212 11 A), le Sub. P. G. de Riom, Grellet-Dumazeau (Arch. BB⁶ 218 27 A) et le P. G. Piou (Dossier Piou aux Archives). Sur Piou, voir Append. I^{er}.

(1) Voir *supra*, pp. 102 et 110 la réputation d'oisiveté de ces Chambres.

(2) Lettre P. P. Orléans à G. d. S., 3 mai 1842 (Arch. BB⁶ 266 20 A).

(3) Lettre P. G. Amiens à G. d. S., 8 nov. 1834 (Arch. BB⁶ 212 4 A).

(4) Lettres P. G. Orléans à G. d. S., 2 avril 1832, 26 janv. 1834. Lettre G. d. S. à P. G., 27 avril 1832 (Arch. BB⁶ 181 51 M³).

(5) Il avait traduit le *Legum delectus*, de DOMAT et publié en 1824 une analyse des *Pandectes* de POTHIER (Paris, 2 vol. in-4°).

II

L'étude de toutes ces situations personnelles, dont certaines étaient si précaires, fait présumer que de nombreux magistrats étaient loin de dédaigner la rémunération qu'ils recevaient de l'Etat et que plus d'un en souhaitait l'augmentation.

Sans doute, nous verrons plus loin (1) que certains magistrats et certaines Cours abandonnaient en faveur des classes nécessiteuses partie de leurs émoluments. Ils montraient ainsi que pour eux la question de l'augmentation des traitements des magistrats était superflue.

Mais pour beaucoup, c'était au contraire une question vitale. Un long mouvement d'opinion en faveur du relèvement des traitements des magistrats, alimenté par de nombreux opuscules, une campagne de presse, et de fréquentes discussions souvent passionnées devant les Chambres dura pendant toute la Monarchie de Juillet et aboutit à une augmentation, faible d'ailleurs, des traitements des magistrats, car, selon le mot éternellement vrai du Conseiller Pinard (2) : « les fonctions de la Magistrature n'ont eu la vertu en aucun temps d'enrichir ceux qui les ont exercées comme elles doivent l'être. »

Il est curieux de constater que les magistrats eux-mêmes ont fait tous leurs efforts pour entretenir ce mouvement d'opinion en faveur du relèvement de leurs traitements. Ils n'hésitent pas à publier des opuscules, à s'adresser directement à la presse pour obtenir une amélioration de leurs émoluments. En 1846, au moment où s'élaborait la dernière réforme des traitements de la Magistrature, les membres du Tribunal de Vienne, de Tours, de Besançon, d'Arras, publient dans des brochures adressées à la Chancellerie ou aux membres de la Commission du budget les arguments qui, à leurs yeux, militent en faveur de l'augmentation qu'ils sollicitent. Ils invoquent ainsi la cherté des loyers : les membres du Tribunal d'Arras (3) font valoir que les loyers, les vivres sont plus chers à Arras que dans aucune des villes de la même catégorie ; ceux du Tribunal de Tours indiquent que le traitement de 1.800 francs des Juges de Tours est absorbé pour plus des deux tiers par le seul paiement d'un loyer stricte-

(1) Voir *infra*, p. 402.

(2) *Le barreau au XIX^e s.*, t. II, p. 157.

(3) *Observations des membres du Tribunal d'Arras à MM. les membres de la Commission du budget*, Arras, 1846, p. 3.

ment convenable (1). Les magistrats du Tribunal de Vienne invoquent des arguments d'ordre encore plus matériel (2) : ils estiment que le taux des pensions à table d'hôte, les gages des domestiques et les baux de location sont aussi chers à Vienne qu'à Lyon où la classe du Tribunal est plus élevée et partant les traitements plus forts (3).

En 1839 avait paru un ouvrage plus intéressant intitulé : *Etat précaire de la Magistrature en France. Remèdes qu'il convient d'y apporter*. L'auteur n'y était pas indiqué ; mais il s'agissait sans nul doute d'un magistrat puisqu'il écrivait (4) avec ironie qu'il était en position depuis dix ans d'apprécier les principes suivis au Ministère de la Justice pour l'administration dont il était chargé. L'auteur de cet opuscule trouvait que l'économie mesquine qui présidait à la rémunération de la Magistrature était particulièrement dangereuse, parce qu'elle risquait d'en éloigner les sujets capables. Ce qui l'irritait, c'était de voir dans les villes où les Juges reçoivent 190 francs par mois, les émoluments des receveurs d'enregistrement s'élever par an à 4 et 7.000 francs, ceux des receveurs particuliers atteindre 8 à 10.000 francs. Pourquoi, s'écriait-il (5), les conservateurs des forêts ont-ils un traitement de 6 à 9.000 francs, tandis que les neuf-dixièmes des Présidents et des Procureurs en ont un inférieur à 5.000 francs (6).

Les magistrats essaient aussi de toucher le public grâce à la presse, afin d'essayer de créer un mouvement en faveur de l'augmentation de leurs traitements. En 1846, un Président de Tribunal de cinquième (7) classe écrivait au journal

(1) *Observations des membres du Tribunal de Tours sur les augmentations de traitements proposés pour la Magistrature*. Tours, 1846, p. 3.

(2) *Tribunal de Vienne. Observations sur le projet de loi relatif à l'augmentation des traitements de la Magistrature*. Vienne, 1846, p. 4.

(3) En 1846, Gautier Webre, Vice-Président à Charleville, fit également paraître un opuscule sous le titre : *Observations sur l'augmentation des traitements et sur la classification des Tribunaux* (Cet opuscule est joint à une requête de ce magistrat du 22 avril 1846 demandant une place de Conseiller. Arch. BB⁶ 281 16 A).

(4) P. 3 de l'opuscule.

(5) Voir *op. cit.*, p. 24.

(6) Les magistrats de Tours, *op. cit.*, p. 6, constatent en 1846 avec mélancolie que le traitement des préposés en chef d'octroi est de 3.300 francs ; celui du receveur municipal est de 4.500 francs, tandis qu'un Juge de Tours gagne 1.800 francs.

(7) Voir Append. III la répartition des Tribunaux en classes pour les traitements.

Le Droit (1) pour s'indigner de la médiocrité des traitements alloués aux magistrats et pour s'élever contre le projet du Gouvernement qui n'accordait qu'une augmentation (2) annuelle de 100 et 200 francs aux Juges de 5^e et 6^e classes : « Quelle utilité, disait-il, peut-il y avoir d'abandonner à tous les soucis de l'indigence, ceux dont la probité ne doit pas être mise en doute ? Quelle justice y a-t-il de rétribuer d'une manière presque honteuse des hommes qui consacrent leurs jeunes années et une grande partie de leur patrimoine à acquérir les connaissances nécessaires à leurs fonctions ? » On voit à quel point cette question des traitements préoccupait certains magistrats de l'époque (3).

C'était là, au surplus, un sujet de discussion assez récent, puisque la Magistrature de l'ancien régime n'avait presque pas connu la rémunération par l'Etat (4). Quelque discutable que fut la rémunération au moyen d'épices, ce système offrait l'avantage de proportionner les émoluments au travail fourni, tandis que le traitement uniforme donné par l'Etat ne variait ni avec le nombre, ni avec l'importance des affaires. Lors des nombreuses discussions qui eurent lieu à la Chambre sur les traitements des magistrats, un député, Lherbette (5), eut l'ingénieuse idée de proposer de faire varier les traitements proportionnellement au nombre et à l'importance des procès jugés par eux.

Le traitement des magistrats varie suivant la hiérarchie et on peut se demander pourquoi il existe des traitements différents selon les fonctions : le Juge du Tribunal de la dernière classe n'a-t-il pas en effet la même responsabilité morale et le même besoin de savoir qu'un Conseiller à la Cour suprême ? En 1836 (6), le député Boudousquie souleva

(1) Lettre publiée dans *Le Droit* du 13 janvier 1846.

(2) Voir sur ce projet, *infra*, p. 142.

(3) Dans son *Manuel du Procureur du Roi*, publié en 1837, Massabiau, Procureur du Roi à Quimperlé, t. I, pp. 48 et 49, s'élevait aussi contre la modicité des traitements qui empêche, disait-il, des hommes studieux et éclairés, mais sans fortune, d'entrer dans cette carrière qui leur offre si peu d'avantages.

(4) Cf. le discours de Merilhou lors de la discussion à la Chambre du budget de la Justice, 24 janvier 1833 (*Monit.*, 25 janvier 1833) et la *Notice historique sur le traitement des magistrats*, publiée en 1860, par Ch. Desmaze, Juge d'Instruction au Tribunal de la Seine. Paris, p. 12.

(5) Séance de la Chambre des députés du 3 avril 1843 (*Monit.*, 4 avril 1843).

(6) Séance de la Chambre des députés du 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836). Voir également ses observations lors de la discussion à

la question à la Chambre des députés : tout le monde conçoit, disait-il, dans l'administration comme dans l'armée. l'inégalité des traitements fondée sur l'ordre hiérarchique. car là, il y a des hommes destinés à commander, d'autres à obéir. Au contraire, les Juges de première instance ne sont pas des subordonnés des Juges d'appel ; ils ne reçoivent d'eux ni ordre, ni direction à suivre. Pour Boudousquié, juger au premier ou au second degré était une seule et même chose qui exigeait la même connaissance des lois, la même rectitude d'esprit. Il y avait même plus : aux yeux de Boudousquié les fonctions des Juges des Tribunaux de première instance qui voient les premiers les procès, qui les instruisent d'abord, sont plus délicates que celles des Juges d'appel, et l'ordre hiérarchique s'il en fallait un, aurait pu tout aussi bien, et peut-être avec plus d'équité être inversé (1).

Quoiqu'il en soit, tout ceci ne resta que pure discussion théorique sans aucune application pratique et, à l'exception de quelques réformes de détail, la hiérarchie judiciaire basée sur la différence des traitements ne fut pas touchée.

Ce qui, d'ailleurs, aux yeux de certains, augmentait encore les inconvénients de la différence des traitements, c'était que cette inégalité de rémunération était très grande : les fonctions de la Magistrature largement dotées dans les som mets, pouvait dire Boudousquié (2), sont à peine rémunérées dans les degrés inférieurs de façon à subvenir aux premières nécessités de la vie et il n'hésitait pas à ajouter un peu cruellement pour les hauts magistrats : « presque partout, nous voyons la rétribution en sens inverse de l'utilité réelle, de la responsabilité et du travail. »

Si l'on traduit en chiffres cette inégalité des traitements. on voit qu'en 1830, suivant les échelons de la hiérarchie, la différence va du Juge de septième classe au traitement de 1.250 francs au Premier Président de la Cour de Cassation qui percevait des émoluments de 40.000 francs.

Même à l'intérieur de cette hiérarchie, l'augmentation n'est ni régulière ni proportionnelle : elle est progressive et les

la Chambre des députés du budget de la Justice (Séance du 17 mai 1838. *Monit.*, 18 mai 1838) où il déclarait que le rôle des Tribunaux de première instance était plus difficile et plus important au point de vue social que celui des Cours d'Appel.

(1) *Le Droit* du 5 février 1846 critiquait également la correspondance des traitements et de la hiérarchie. Cf. les observations du député Lherbette, *supra*, p. 96.

(2) Discussion du budget de la Justice. Séance du 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836).

traitements augmentent considérablement au fur et à mesure que le magistrat avance : aux débuts de la Monarchie de Juillet (1), un Premier Président de Cour royale recevait plus de quatre fois ce que touchait un Président de Chambre de Cour royale ou un Avocat Général, cinq fois plus qu'un Conseiller, huit fois plus environ que les Chefs des petits Tribunaux et douze fois plus que les Juges des Tribunaux de dernière classe. A la fin de la Monarchie de Juillet, les différences quoiqu'étant encore très importantes s'atténuent : un Premier Président ne recevait plus que trois fois le traitement d'un Conseiller, quatre fois plus que les Présidents et Procureurs du Roi de Tribunaux de première instance et sept fois plus que les Juges des Tribunaux de dernière classe.

En tout cas, il est indéniable, si l'on fait abstraction de la hiérarchie des traitements que, considérés en eux-mêmes, ceux-ci étaient fort faibles et les contemporains en ont maintes fois noté la modicité.

« Parmi tous les services publics, l'administration de la Justice, disait en 1832 le député Dumon (2), se distingue par son activité et par son économie. Elle ne prélève pas un vingtième sur la dotation générale des ministères et garantit à ce prix la sûreté des personnes et l'inviolabilité des propriétés ». Et Réallier Dumas (3) déclarait que c'était le Ministère de la Justice qui coûtait le moins : « Il n'est pas de pays, ajoutait-il, où la justice soit mieux administrée et à moins de frais (4). »

La modicité des traitements des magistrats était généralement très critiquée : c'est ainsi que le grand journal judiciaire *Le Droit* (5) ne cessa de se lamenter, parfois en termes véhéments, sur la situation faite aux magistrats : « Si la Magistrature, lisait-on dans ce journal (6), n'est autre chose, en définitive, qu'une partie des services publics, pourquoi la laisse-t-on sous le rapport du traitement, en dehors de toutes les règles de rétribution et de hiérarchie, en faisant des magistrats les plus infimes, des fonctionnaires, parce qu'ils continueront à en être les plus mal payés. » « Les Juges,

(1) Voir les échelles de traitements, Append. III.

(2) Discussion du budget de la Justice, 23 janvier 1832 (*Monit.*, 24 janvier 1832).

(3) Discussion du budget de la Justice, 24 janvier 1833 (*Monit.*, 25 janvier 1833).

(4) Les fonds affectés au budget de la Justice étaient de 18.515.997 francs en 1833 et de 20.872.898 francs en 1844.

(5) *Le Droit* des 5 février 1846, 22 février 1846, 9 mai 1846.

(6) Le 9 mai 1846.

y trouvait-on encore (1), ne peuvent-ils pas demander pourquoi ils sont mis hors du droit commun et d'où vient qu'on les relègue au dernier degré de l'échelle sociale, dans un temps où l'argent sert non seulement à récompenser, mais à fixer les services. »

Ces traitements de famine avaient cependant leurs défenseurs : ces émoluments réduits obligeaient, disait-on, les magistrats à la vie retirée qui convenait à leurs fonctions. Et surtout, ajoutait-on, les magistrats ne reçoivent pas seulement de l'argent, ils ont une autre rémunération toute morale, celle qui est tirée de l'honneur s'attachant à leurs charges et l'importance de ces honoraires d'ordre spirituel compensait largement l'insuffisance de leur rémunération matérielle.

« C'est ainsi que le député Poulle (2) jugeait excellent qu'il y eut des magistrats sans fortune personnelle avec de faibles traitements ; cela les oblige à vivre dans la retraite, ce qui est loin d'être un inconvénient, car un magistrat ne doit pas trop vivre de la vie du monde où il pourrait souvent recevoir des impressions contraires à son impartialité. Ces traitements sont suffisants, disait un autre député, de Tracy (3), pour un magistrat qui doit dépenser peu et dont la vie exempte de tout luxe doit être sérieuse et retirée (4).

D'ailleurs, disait-on, le magistrat trouve dans ses fonctions une satisfaction morale bien plus qu'une satisfaction matérielle. C'est là une idée sur laquelle on insiste très souvent lors des discussions : « Le magistrat, disait Faure (5) à la Chambre des députés en 1832, doit trouver dans l'estime et la considération de ses concitoyens, bien plus que dans le traitement attaché à ses fonctions, la récompense de ses services. » Le rapporteur du budget de la Justice, Dumon, indiquait également en 1833 (6) que l'honneur attaché par l'opinion publique aux fonctions de la Magistrature permettait des

(1) Le 5 février 1846.

(2) Discussion du budget de la Justice. Séance du 10 février 1832 (*Monit.*, 11 février 1832).

(3) Discussion du budget de la Justice. Séance du 10 février 1832 (*Monit.*, 11 février 1832).

(4) Cf. les déclarations analogues du député Dulong. Séance de la Chambre des députés du 30 mai 1833 (*Monit.*, 31 mai 1833).

(5) Séance du 9 février 1832 (*Monit.*, 9 février 1832).

(6) Discussion du budget de la Justice. Séance du 18 janvier 1833 (*Monit.*, 19 janvier 1833).

rémunérations moins élevées que dans les autres carrières (1).

C'étaient là, les deux principaux arguments invoqués pour justifier la modicité des traitements ; on mettait encore en avant la situation financière de l'Etat. En 1833 (2), le député Laurence déclarait que l'Etat n'était pas assez riche pour disputer à l'opinion publique les hommes qu'elle a cru devoir adopter : « un avocat distingué, qui occupe un des premiers rangs dans le barreau d'une Cour royale, changera rarement cette position brillante et fructueuse pour celle que la Magistrature pourra lui procurer. » Comme l'Etat ne peut pas lutter avec l'opinion, ses serviteurs doivent se contenter de salaires dérisoires, voilà quel était le raisonnement. On donnait encore un autre argument : les magistrats sont privilégiés par rapport aux autres fonctionnaires, car ils sont inamovibles et ils n'ont pas à craindre une brusque révocation ; ils paient en recevant des traitements moins élevés, l'assurance qu'ils ont de jouir de leurs traitements pendant la plus grande partie de leur vie (3).

Enfin un député, Havin, prétendait qu'on pouvait payer peu les magistrats à cause le l'afflux des demandes pour ces places si modestement rétribuées : « sans doute, disait-il (4), les places de la Magistrature sont moins rétribuées comparativement que les autres fonctions, mais manquez-vous de sujets pour les places quand elles viennent à vaquer, et, les hommes les plus honorables et les plus capables ne briguent-ils pas l'honneur d'entrer dans la Magistrature ? »

Ces raisonnements étaient ceux que l'on donnait en public ; ils cachaient en réalité la pensée secrète d'un grand nombre qui rêvaient d'une Magistrature appuyée sur la fortune, s'immobilisant dans certaines familles, telles jadis les familles parlementaires et uniquement environnée de prestige qui serait sa seule rémunération (5). C'est dans cet esprit que Thiers, rapportant le projet de loi des dépenses pour

(1) Voir également la même idée dans le rapport fait par Dumon au nom de la Commission chargée d'examiner le projet du budget du Ministère de la Justice pour 1834 (*Monit.*, 16 mai 1833).

(2) Discussion du budget de la Justice, 24 janvier 1833 (*Monit.*, 25 janvier 1833).

(3) *Monit.*, 5 oct. 1831. Cf. *Le Droit*, 31 mai 1845. Bien entendu, l'argument ne valait que pour les magistrats du siège, seuls inamovibles.

(4) Séance de la Chambre du 30 mai 1833 (*Monit.* du 31 mai 1833).

(5) Cf. *Le Droit*, 5 février 1846.

1832 (1), reconnaissait la modicité des émoluments de la Magistrature, ce qui forçait à n'y admettre que les jeunes gens pourvus d'une certaine portion de patrimoine. Il trouvait d'ailleurs ce système très bon, car on ne peut pas donner à la propriété de meilleurs Juges que la propriété elle-même.

Ces arguments par lesquels on essayait de justifier la médiocrité des traitements des magistrats étaient fortement combattus : « Sans doute, disait à la Chambre des députés Boudousquié (2), l'inamovibilité, la considération qui s'attachent aux fonctions de Juge, tiennent lieu de supplément à la modicité du traitement des Juges ; mais dans ce siècle d'intérêts positifs, il n'est que trop vrai que la considération publique va rarement chercher dans son obscure retraite, le mérite privé de l'appui de la fortune, et dans un pays où les lois politiques n'admettent d'autres présomptions de patriotisme et de capacité, que celles qui résultent de la propriété, cela peut être une inconséquence de compter comme une valeur réelle et de porter à l'actif du budget, l'honneur et la dignité d'une modeste place de Juge. » D'ailleurs, notait Boudousquié, on prétend justifier la modicité des traitements, en invoquant la considération de la Magistrature, mais cependant, les hautes fonctions de la Magistrature étaient à la fois les plus rémunérées et les plus honorifiques. Pourquoi dès lors faire jouer cet argument pour les fonctions subalternes qui sont peu rétribuées ? N'est-ce pas d'ailleurs un mauvais système et un faux calcul que de mettre en présence deux principes opposés en faisant concourir pour le même salaire une valeur d'opinion et un traitement d'argent : « un service public, concluait Boudousquié, doit être purement honorifique et tout à fait gratuit, ou bien, il doit être rétribué convenablement et à sa juste valeur. »

Et le rapporteur (3) qui, en 1846, proposait la seule réforme d'ensemble des traitements qui fut faite, proclamait lui aussi que même en tenant compte de l'honneur qui s'attache aux fonctions de la Magistrature, on ne saurait aller jusqu'à méconnaître qu'indépendamment des nécessités absolues de la vie, la société impose des devoirs auxquels

(1) Séance de la Chambre des députés du 30 décembre 1831 (*Monit.* du 31 décembre 1831).

(2) Séance de la Chambre des députés du 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836).

(3) Bignon : Rapport de la Commission du budget sur l'augmentation des traitements de la Magistrature (*Monit.*, 17 avril 1846 ; *Le Droit*, 2 mai 1846).

le magistrat doit pouvoir satisfaire dans de certaines limites, sinon on risque de voir porter atteinte à sa dignité (1).

Mais ceux qui, ainsi, voulaient que la Magistrature fût bien rémunérée, ne se contentaient pas de combattre et de réfuter les raisonnements de leurs adversaires. Ils apportaient des arguments nouveaux.

Ils invoquaient d'abord le caractère particulier des fonctions du magistrat qui a surtout besoin d'indépendance, de repos et de fixité. Or, en rémunérant faiblement les magistrats, on les incite à désirer des postes plus élevés dans la hiérarchie pour pouvoir gagner davantage, on leur imprime ainsi une ardeur mobile et ambitieuse propre à leur ôter le goût de leurs devoirs (2).

On insistait également sur l'importance sociale des fonctions qu'exerçaient les magistrats : « Il est une profession, disait *Le Droit* (3), la plus honorée et la plus difficile de toutes qu'on s'obstine à laisser sous le rapport utile dans une classe à part et cela par un aveuglement inqualifiable... » Et en 1833, appuyant lors de la discussion du budget de la Justice une demande d'augmentation pour les Chefs de Cours qui se heurtait à quelques critiques, le Garde des Sceaux Barthe (4) insistait sur le rôle dans l'Etat de la Magistrature : « Ne perdez point de vue, disait-il, que la Magistrature dispose non seulement de la liberté des citoyens, mais qu'elle doit garantir la fortune de tous ; il faut, pour des fonctions de cette importance des hommes honorables, distingués par leurs études ; il faut que ces hommes soient placés dans une dignité où leur dignité ne souffre pas. »

Et pour arriver à ce résultat, il faut accorder aux magistrats des traitements suffisants et ne pas s'occuper de la fortune de ceux qui entrent dans la Magistrature. Il faut appeler le mérite sans fortune au lieu d'en faire par une précaution injurieuse un titre d'exclusion (5) : « Il faut,

(1) Cf. *Le Droit* du 14 janvier 1843 : « Un magistrat serait-il moins considéré parce qu'il aurait de quoi vivre dans l'exercice de sa profession ? »

(2) Cf. *Le Droit*, 22 février 1846.

(3) *Le Droit* du 14 janvier 1843.

(4) Discussion du budget de la Justice, 24 janvier 1833 (*Monit.*, 25 janvier 1833).

(5) *Le Droit* du 10 avril 1842. Dans un opuscule paru en 1846 sous le titre de : *Quelques réflexions sur le projet d'augmenter le traitement des magistrats de l'ordre judiciaire*. Fressinaud Saint-Romain, p. 2, écrivait que le traitement des magistrats doit être tel que la fortune ne puisse être ni un obstacle à la candidature, ni une règle

disait à la Chambre des députés en 1833, Merilhou (1) l'ancien Garde des Sceaux, que le traitement soit tel que le choix du Gouvernement soit libre et il faut que le Gouvernement puisse choisir des hommes sans fortune aussi bien que des hommes qui ont une grande fortune. » C'est qu'en effet la rémunération trop modique des magistrats, comme Boudousquié le signalait à la Chambre (2), écartait de la Magistrature les hommes de talent qui préfèrent les fonctions d'avoué ou d'avocat, aux fonctions de Juge, parce qu'elles leur assurent une vie plus large, et ainsi les places de magistrats sont abandonnées à la médiocrité favorisée par la fortune, et les hommes qui jugent ne valent pas ceux qu'ils sont appelés à juger. Et Dupin, avec son éloquence imagée de dire (3) : les avocats, brillants défenseurs des intérêts privés perçoivent de beaux émoluments ; pour les décider à entrer dans les Parquets où ils lutteront désormais pour l'intérêt général, il faut leur donner des compensations matérielles sans quoi, ils refuseront les places qu'on leur offre dans la Magistrature et « alors qu'arrive-t-il ? ceux qui veulent se défendre, qui veulent lutter contre la société invoquent l'appui des hommes les plus forts ; toutes les forces sont dans le barreau et les faiblesses dans les Parquets (4) ». Au rebours de cette méthode, l'Etat devrait prendre les hommes les plus capables pour en faire les défenseurs de l'intérêt général.

Il y avait enfin un dernier argument en faveur du relèvement des traitements des magistrats que l'on ne formulait d'ailleurs que très discrètement ; cette réserve à l'exprimer était à l'honneur de la Magistrature et prouvait la confiance qu'on avait en elle. Boudousquié, à la Chambre, avait osé dire que les magistrats qui n'ont aucune fortune ont quelquefois de la peine à échapper aux soupçons de corruption et de vénalité (5). A ces mots, note *Le Moniteur*, des murmures s'élevèrent sur les bancs de la Chambre qui ne comprenait pas qu'on pût parler ainsi de la Magistrature. Et plus tard, *Le Droit* (6) repoussait une telle supposition.

pour la nomination et que la carrière judiciaire doit être accessible pour tout homme de mérite sans distinction de richesse.

(1) Discussion du budget de la Justice, 24 janvier 1833 (*Monit.*, 25 janvier 1833).

(2) Séance du 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836).

(3) Séance du 30 mai 1833 (*Monit.*, 31 mai 1833).

(4) Cf. *Le Droit* du 17 juillet 1843.

(5) Discussion du budget de la Justice, 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836).

(6) *Le Droit* du 17 juillet 1843.

Sans doute, écrivait-il, on ne peut craindre chez les magistrats, et c'est à leur honneur, des tentations malheureuses, mais il ne faut pas croire que « des hommes laborieux et intelligents se résigneront à vieillir sans dédommagement, sans espoir de récompense, dans des fonctions pénibles; exposés au dénigrement et à l'envie. »

III

§ 1^{er}. *Les Réductions de traitements (1830-1832).* — § 2. *L'augmentation de 1833.* — § 3. *Les discussions de 1834 à 1836.* — § 4. *L'augmentation de 1837.* — § 5. *Les discussions jusqu'en 1846.* — § 6. *La dernière augmentation.*

Nous allons retrouver ces raisonnements, en étudiant l'œuvre de la Monarchie de Juillet, touchant la vie matérielle du magistrat. Il paraît, en effet, nécessaire de voir comment en pratique ont été appliqués les théories. Les longs efforts pour améliorer les traitements des magistrats, les nombreuses discussions à ce sujet devant les Chambres, démontrent qu'il s'agissait d'une question urgente et que plus d'un magistrat vivait en grande partie des émoluments qu'il percevait de l'Etat. Toutefois, les adversaires de l'augmentation des traitements, les partisans d'une Magistrature se recrutant dans la classe aisée ne furent pas entièrement déçus et si l'on obtint des augmentations importantes d'émoluments pour les hauts magistrats, celles-ci furent de plus en plus modiques au fur et à mesure que l'on descendait l'échelle de la hiérarchie.

§ 1^{er}

Quand le nouveau Gouvernement pour la première fois se trouva en face de la question des traitements des magistrats (1), il pensa d'abord à les diminuer. Cette réduction n'était que l'application d'une règle générale d'économie pratiquée dans tous les ministères (2). Elle atteignait, dans l'ordre judiciaire, les très hauts magistrats. L'ordonnance du 31 décembre 1830 réduisit les traitements du Premier Pré-

(1) Voir, Append. III A, les traitements des magistrats au début de la Monarchie de Juillet.

(2) Le parti libéral, ayant attaqué les dépenses sous la Restauration, une fois arrivé au pouvoir, tint à diminuer des traitements élevés.

sident de la Cour de Cassation et du Procureur Général près cette même Cour de 40.000 francs à 35.000 francs. Ceux des Présidents de Chambre à la Cour de Cassation furent ramenés de 20.000 francs à 18.000 francs. Ceux des Avocats Généraux furent dorénavant égaux à ceux des Conseillers (1). La même ordonnance diminuait également les traitements des Chefs des Cours royales dans les trois premières classes (2).

En 1832, les économies étaient encore en faveur et on s'attaqua avec âpreté aux traitements des hauts magistrats : la Commission du budget et la Chambre rivalisent d'émulation pour que les traitements élevés soient diminués (3) : « On parle, disait Gillon (4), qui devait être quelques mois après, un brillant Procureur Général, du devoir de représentation des Chefs de Cours « mon esprit ne se prête pas à l'image d'un Premier Président ou d'un Procureur Général réunissant, à côté d'un cabinet consacré à leurs graves méditations, toutes les frivolités du monde, tous les divertissements légers qu'on est convenu d'appeler les charmes de la société ». Et il ajoutait qu'« on ne doit pas regretter comme premier magistrat celui dont le cœur n'a pas assez de noblesse pour préférer à beaucoup d'argent un peu moins d'argent avec le privilège de servir son pays dans le rang le plus relevé (5) ».

(1) Il avait été même question de réduire également de 15.000 fr. à 12.000 fr. le traitement des Conseillers à la Cour de Cassation. L'ordonnance qui avait été préparée sous le Ministère de Dupont de l'Eure contenait une disposition à cet égard, mais devant les objections soulevées, l'ordonnance qui fut rendue après le départ de Dupont de l'Eure ne contenait plus rien à ce sujet (Déclarations de Renouard à la Chambre le 10 février 1832. *Monit.*, 11 février 1832).

(2) 1^{re} classe Paris, 32.000 fr. ; 2^e classe, 22.000 fr. ; 3^e classe, 18.000 fr. Le traitement des Chefs de Cours de 4^e classe n'était pas changé, celui de ceux de 5^e classe était élevé à 15.000 fr.

(3) Séance du 9 février 1832. *Monit.*, 9 février 1832. M. MARION (*Histoire financière de la France depuis 1715*, t. V. Paris, 1928, p. 133) constate que le Ministère de la Justice fut traité avec une sévérité toute particulière, soit parce que son personnel était mal vu, soit parce que ce budget fut discuté le premier. Voir ce que nous disons à ce sujet, *infra*, p. 135.

(4) Sur Gillon, voir Append. I³⁷.

(5) Poule, à la séance de la Chambre des députés du 10 février 1832 (*Monit.*, 11 février 1832), allait jusqu'à donner un argument dont l'exagération et la violence sautent aux yeux : « N'oubliez pas que la France attend de vous des économies... et que le mot de représentation sonnerait mal aux oreilles des contribuables comme si les contributions de 5 à 6.000 villages devaient être employées à la représentation du Premier Président. »

En vain Dupin (1) avait-il évoqué le souvenir des grandes pensées de Napoléon qui, malgré sa prédilection pour les militaires, avait voulu que de grosses situations fussent faites aux Préfets et aux Chefs des corps judiciaires dans les sièges de Cours royales. Descendant ensuite de ces souvenirs historiques, il avait ajouté avec sa parole familière (2) : « Je vois que l'on se porte avec efforts contre l'ordre judiciaire. Pour moi, ce n'est pas une question d'individus et de traitements... Au jour où vous aurez besoin de recourir à la justice, n'aimeriez-vous pas mieux trouver sur son siège un Juge indépendant par sa fortune et par sa position sociale, qu'un Juge qui n'aura pas de quoi vivre chez lui et qui ira dîner chez l'avoué ou chez votre partie adverse. »

Tout ceci fut inutile ; renchérissant sur les propositions de la Commission, on fixa le traitement des Chefs de Cours non plus au quintuple mais au triple du traitement des Conseillers (3). Un député, Lavialle, avait même été jusqu'à proposer de réduire ces traitements au double de celui des Conseillers (4).

Les députés s'attaquèrent également avec succès, malgré l'opposition du Gouvernement et de la Commission, aux traitements de la Cour de Cassation (5). Malgré le rappel de l'ancienneté des traitements de cette compagnie qui dataient de 1804, c'est-à-dire justement de l'époque où le Code civil avait été promulgué et où on sentait déjà l'importance de la grande Cour régulatrice de la jurisprudence (6), malgré les difficultés que pouvait susciter pour son recrutement (7), la diminution des traitements des membres de la

(1) Dupin était Procureur Général près la Cour de Cassation. Sur Dupin, voir Append. I^{er}. Séance du 10 février 1832, *Monit.*, 11 février 1832. *Réquisitoires* de DUPIN, t. III, Discours à la Chambre des députés, pp. 385 à 387. DUPIN, *Mémoires*, t. II, 3^e partie, section 3, pp. 400 et 401.

(2) DUPIN, *Réquisitoires*, *op. cit.*, p. 386.

(3) A la séance du 10 février 1832 les traitements furent ainsi fixés : Chefs de Cours de 1^{re} classe, 24.000 fr. ; 2^e classe, 12.600 fr. ; 3^e classe, 10.800 fr. ; 4^e classe, 9.000 fr. ; 5^e classe, 7.500 fr. La Commission demandait seulement 25.000 fr., 22.000 fr., 15.000 et 12.000 fr.

(4) On atténua cette réduction en accordant 1.200 fr. de frais de secrétariat aux Procureurs Généraux qui, jusque-là, les payaient de leurs deniers.

(5) Discussion du budget. Séance du 10 février 1832 (*Monit.*, 11 févr. 1832).

(6) Discours du rapporteur, même séance.

(7) Le G. d. S. avait dit : « Il faut que même un Premier Président de Cour royale, un Procureur Général soit jaloux d'arriver à la

Cour suprême fut décidée ; les Chefs de la Cour de Cassation ne touchèrent plus que 25.000 francs, les Présidents de Chambre virent leurs émoluments ramenés à 15.000 francs et les Conseillers eurent leurs traitements réduits à 12.000 francs (1).

Ces diminutions étaient considérables spécialement pour les Chefs de Cours de province dont certains, comme par exemple ceux de la 5^e classe, voyaient leurs émoluments réduits de moitié. Quand on lit les débats qui précédèrent ces abattements, on est frappé par l'acharnement des députés qui renchérisaient sur les propositions du Gouvernement et de la Commission. On pourrait presque penser à une hostilité particulière contre la Magistrature. Ce serait une erreur car ce n'était là que la conséquence d'un état d'esprit d'économie qui s'attaquait à tous les hauts traitements (2) : « Avec (3) trois millions de plus ou de moins donnés ou retirés, disait Thiers, aux préfets, aux généraux de division, aux magistrats, aux ambassadeurs, on a le luxe de l'Empire ou la simplicité américaine ; adoptons la dernière, Messieurs, car au-dessus de tout, il ne faut pas que le peuple croie que la cause de la misère est dans le luxe du Gouvernement. »

Simplicité américaine, c'est une phrase qui fait très bel effet dans une discussion ; mais un mois après, le Garde des Sceaux reconnaissait que de l'avis même de quelques-uns qui avaient voté ces réductions on avait été trop loin (4).

§ 2

Aussi, l'ère des réductions est-elle terminée, et un an après, ces diminutions, c'est souvent leur sort, étaient rem-

Cour suprême et qu'il consente à quitter la province où il s'est distingué pour s'attacher à la première Cour du royaume. »

(1) On réussit à empêcher la réduction des traitements des membres du Parquet de la Cour royale de Paris et celle des émoluments des Chefs du Tribunal de la Seine en invoquant l'importance sociale de ces fonctions. Par contre, le traitement des Substituts à la Seine qui, par une anomalie singulière, était supérieur de 1.000 fr. à celui des Juges, fut réduit dans cette proportion (Ordonnance du 24 avril 1832, *Monit.*, 6 mai 1832).

(2) Cf. les observations de THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. II, p. 92, sur la réduction du budget des cultes et de M. CHARLETY, *La Monarchie de Juillet. Histoire de France contemporaine* de LAVISSE, t. V, livre I^{er}, chap. II, pp. 69 et 70.

(3) Séance de la Chambre des députés du 30 déc. 1831 (*Monit.*, 31 déc. 1831).

(4) Discussion du budget de la Guerre. Séance du 13 mars 1832 (*Monit.*, 14 mars 1832).

placées par des augmentations qui ramenaient les situations pécuniaires à peu près au niveau antérieur.

Après un essai infructueux lors du budget de 1833 (1), le Gouvernement réussit enfin à faire revenir sur les précédentes décisions relatives à la situation matérielle des Chefs de Cours.

Pour aboutir à ce résultat et afin d'éviter qu'on lui reprochât de s'occuper seulement des hauts magistrats, le Gouvernement proposait également de relever le traitement des Conseillers des Cours de 5^e classe (2) qui devraient percevoir désormais 3.000 francs comme ceux de 4^e classe.

Ces augmentations firent l'objet d'assez longs débats aux Chambres. Le Gouvernement n'eut pas de peine à prouver que la réduction uniforme qui frappait les Chefs de Cours avait été trop hâtive et bouleversait à la fois la hiérarchie à l'intérieur de la Magistrature (3) et les assimilations existantes entre les hautes charges de l'ordre judiciaire et les plus grands emplois de l'administration et de l'armée. A la Chambre des députés (4), le Garde des Sceaux tint à rappeler l'importance des fonctions des Premiers Présidents qui sont le centre de leur compagnie et dont le ressort comprend trois, quatre, cinq départements, ce qui leur donne un rang supérieur aux Préfets.

Plus difficile était la position du Gouvernement à l'égard du relèvement des traitements des Conseillers de 5^e classe. Pourquoi cette réforme fragmentaire qui n'était qu'un palliatif ? disait Havin (5). Pourquoi le Gouvernement touché du sort des Conseillers qui percevaient 2.500 francs par an, n'avait-il pas étendu sa sollicitude aux Juges de dernière classe qui gagnent 1.200 francs comme les plus petits employés des contributions indirectes ?

Pourtant, ce qui aux yeux de la Commission (6) justifiait le relèvement des traitements des Conseillers de la dernière classe, c'est que souvent les Présidents des Tribunaux des

(1) Rapport de Dumon sur le budget de la Justice. Séance du 18 janvier 1833 (*Monit.*, 19 janvier 1833). Discussion du budget de la Justice, 24 janvier 1833 (*Monit.*, 25 janvier 1833).

(2) Voir Append. III la liste des Cours de 5^e classe, *infra* p. 474.

(3) Le rapport de Dumon au nom de la Commission du budget constatait (*Monit.*, 16 mai 1833) qu'en 1830 le P. P. de Lyon touchait 10.000 fr. de plus que le P. P. de Bourges (4^e classe). Avec l'uniforme réduction de 1832 la différence n'était plus que de 3.600 fr.

(4) Séance du 30 mai 1833 (*Monit.*, 31 mai 1833).

(5) Séance du 30 mai 1833 (*Monit.*, 31 mai 1833).

(6) Rapport de Dumon sus-indiqué.

chefs-lieux du ressort refusaient de devenir Conseillers d'une Cour de 3^e classe, ce qui, soit dit en passant, montre l'importance que les magistrats de l'époque attachaient aux émoluments qu'ils recevaient de l'Etat. Et le Garde des Sceaux, qui s'attachait aussi à cet argument, citait comme exemple (1) la Cour de Colmar dont les Conseillers touchaient 2.500 francs et qu'on ne pouvait recruter parmi les membres du Tribunal de Strasbourg dont le Président touchait 3.600 francs, le Vice-Président 2.625 francs et le Juge d'Instruction 2.520 francs. La Cour royale de Riom était dans la même situation par rapport au tribunal de Clermont-Ferrand (2).

En conclusion de ces discussions, l'ordonnance du 25 juillet 1833 (3) accordait aux Chefs de Cours de 1^{re} classe 24.000 francs, à ceux de 2^e classe 20.000 francs, à ceux de 3^e classe 15.000 francs et aux autres 12.000 francs (4).

§ 3

Le Gouvernement après ce succès fit porter son effort (5) sur la situation des membres de la Cour de Cassation. Les Chefs des Cours royales de province venaient de voir leurs traitements augmentés : il fallait qu'ils continuent à être encouragés à entrer comme auparavant à la Cour suprême ; car, comme le disait Amilhou (6) qui était en même temps que député, Président de Chambre à la Cour d'Appel de Toulouse, une Cour de Cassation ne peut exercer son rôle de Cour régulatrice que si on appelle dans son sein les magistrats qui connaissent les coutumes des différents pays,

(1) Séance du 30 mai 1833 (*Monit.*, 31 mai 1833).

(2) Cette discussion prouve, qu'ainsi que nous le verrons plus loin, la hiérarchie judiciaire n'était pas bien nette à notre époque ; cependant, elle indique que, dans l'esprit du Gouvernement, le Conseiller d'une Cour royale est d'un rang plus élevé qu'un Président de Tribunal et doit percevoir un traitement plus fort.

(3) Avec effet au 1^{er} janvier 1834, publiée au *Moniteur* du 2 août 1833.

(4) Si l'on revenait sur les réductions de 1832, on ne rétablissait pas tout à fait la situation de 1830 (Voir Append. III A). La même ordonnance du 25 juillet 1833 assimilait, au point de vue traitements, les Cours de 5^e et de 4^e classes, ce qui équivalait à la suppression de la 5^e classe.

(5) *Monit.*, 28 mars 1834.

(6) Séance de la Chambre des députés du 5 juin 1835 (*Monit.*, 6 juin 1835).

afin que ces coutumes puissent se centraliser et se confondre dans une loi commune. Toutefois, l'exécution du projet fut ajournée eu égard aux exigences de la situation financière.

Pour la première fois en 1835, il fut question à la Chambre des députés de relever le traitement de certaines catégories de magistrats et non plus seulement de corriger les diminutions précédentes. Quoique, quelques années durent encore s'écouler avant la réalisation de ces intentions, il est intéressant de voir ces idées se manifester.

Lors de la discussion du budget (1), le rapporteur Sauzet envisagea la question dans son ensemble, et il regrettait que les traitements de la Magistrature fussent proportionnellement moins élevés que dans toutes les autres branches des services publics : « Il faut, disait-il, que la Magistrature reçoive au moins du pays tout ce qui en assure l'existence suivant les convenances les plus étroites, car une Magistrature gratuite conduit à l'aristocratie et par suite au privilège avec tous ses abus. » Toutefois, il reconnaissait que l'état des finances interdisait toute augmentation.

Amilhau, rapporteur de la Commission chargée de l'examen d'un projet de loi de réorganisation judiciaire (2), avait été lui aussi frappé de la médiocrité des traitements des magistrats qui les plaçaient au-dessous des derniers employés des octrois ou des subalternes des douanes. La Commission était unanime à solliciter du Gouvernement que les Juges de dernière classe : « Ces Juges, disait-il, pour qui 1.200 francs sujets à retenue sont toute l'existence, famille à élever, dignité à soutenir, au milieu d'un monde qui compte avec la fortune » perçussent un traitement plus convenable (3).

En 1836, lors de la discussion du budget, aux observations de Boudousquié et Dagueneu (4), le Garde des Sceaux répondait par de vagues regrets : il reconnaissait que les juridictions inférieures ne recevaient pas du budget des traitements en rapport avec les difficultés de leurs fonctions. Mais pour toute solution, il se contentait de désirer que la fortune publique puisse permettre une amélioration qui rendit

(1) Rapport fait par Sauzet au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de budget pour le Ministère de la Justice pour l'exercice 1836 (*Monit.*, 1^{er} juin 1835).

(2) Rapport d'Amilhau (*Monit.*, 3 avril 1835). Voir *supra*, p. 103.

(3) Il y avait 442 Juges qui percevaient 98 francs par mois (Cf. discours de Havin, 18 mai 1837, *Monit.*, 19 mai 1837 et Séance de la Chambre des députés du 20 mai 1836, *Monit.*, 21 mai 1836).

(4) Chambre des députés. Séance du 20 mai sus-visée.

les places des magistrats plus accessibles à tous ceux qui en sont dignes.

§ 4

Si longtemps théorique, la question de l'augmentation des traitements allait enfin aboutir à des résultats tangibles. Dans le budget de 1837, le Gouvernement proposait de revenir pour les traitements des Conseillers et des Avocats Généraux à la Cour de Cassation au chiffre de 15.000 francs, pour ceux des Présidents de chambre à 18.000 francs et pour les Chefs de la plus haute compagnie judiciaire à 30.000 francs.

Cette fois, la Commission du budget de la Chambre des députés appuyait le projet gouvernemental (1), en se basant sur l'importance de la Cour de Cassation. Il fallait conserver la supériorité de cette juridiction qui lui permettait d'imposer sa jurisprudence (2) aux Cours et aux Tribunaux du royaume. Il fallait donc que la Cour de Cassation pût attirer à elle, tout ce que Paris et les départements comptent de jurisconsultes les plus distingués, dans les rangs de la Magistrature et du barreau.

Malgré ces débuts heureux, la discussion à la Chambre des députés n'en fut pas moins âpre et le Gouvernement, afin de faire passer son projet d'augmentation des membres de la Cour de Cassation (3) dut en séance laisser proposer celle des magistrats des Tribunaux inférieurs (4).

C'est qu'en effet, certains députés n'avaient pas manqué d'indiquer qu'il existait des traitements qu'il serait plus urgent d'augmenter que ceux des Conseillers à la Cour de Cassation. Après Havin, Drault déclara qu'il y avait un tel honneur attaché à la Cour de Cassation qu'aucune sommité de province ne marchandait, pour échanger son titre quel qu'il fût, contre celui-là. On arrive tard, disait-il, à la Cour

(1) Rapport de de Daunant sur le budget de la Justice (*Monit.* 25 avril 1837). Les deux années précédentes, la Commission avait proclamé l'utilité de ce relèvement mais en avait proposé le rejet pour éviter un accroissement de dépenses.

(2) Voir *supra*, p. 103, la loi du 1^{er} avril 1837 qui avait permis à la Cour de Cassation d'imposer définitivement sa décision.

(3) Les députés Amilhau, P. P. Pau et Vatout, avaient fortement aidé le Gouvernement (Séance du 18 mai 1837, *Monit.*, 19 mai 1837).

(4) Séance de la Chambre des députés du 18 mai 1837 (*Monit.*, 19 mai 1837).

de Cassation, après avoir acquis au cours de sa carrière une fortune quelconque et le traitement qu'on y touche n'est qu'un supplément ajouté à la fortune particulière et aux économies faites par d'anciens magistrats ou d'anciens avocats. Toute autre est la situation des Juges de première instance auxquels on doit d'abord songer : tandis que les Conseillers à la Cour de Cassation n'ont pas à représenter, un Juge dans une sous-préfecture est un notable à qui il faut une représentation relative. Or, quelle représentation peuvent-ils faire avec un traitement de 1.200 francs, alors qu'ils se trouvent souvent à côté de personnes riches et qu'ils peuvent difficilement pourvoir à leurs besoins et à ceux de leur famille ?

Après une longue discussion, les chiffres proposés par le Gouvernement pour les membres de la Cour de Cassation furent adoptés (1). En ce qui concernait les Tribunaux, le traitement des Juges de 7^e classe (2) fut porté à 1.500 francs et celui des Présidents et des Procureurs du Roi fut élevé à 2.200 francs (3).

§ 5

Ces légères augmentations des petits traitements qui d'ailleurs n'avaient été admises que pour permettre aux magistrats de la Cour suprême de retrouver la presque totalité de leurs anciens émoluments, ne donnaient pas une solution définitive à la question de la rémunération des magistrats.

En 1838 (4), lors de la discussion du projet de loi de réorganisation des Tribunaux de première instance, le vicomte Villiers du Terrage (5) dépeignit encore la situation misérable des Juges de province. Le Garde des Sceaux Barthe le reconnaissait, mais il se contentait de proclamer (6) la

(1) L'ordonnance du 7 novembre 1837 réalisa la réforme : c'était moins une augmentation de traitements qu'une suppression des précédentes réductions. Encore le retour en arrière n'était-il pas complet et les P. P. et P. G. Cass. ainsi que les Présidents de Chambre touchaient encore moins qu'en 1830.

(2) Ordonnance du 25 septembre 1837 (*Monit.*, 27 septembre 1837).

(3) Il aurait dû être, d'après la proportion de l'article 18 de la loi du 27 ventôse an VIII (moitié en sus du traitement des Juges), de 2.250 fr. ; mais il y avait eu lors des prévisions une erreur de calcul.

(4) Séance de la Chambre des Pairs du 4 avril 1838 (*Monit.*, 5 avril 1838).

(5) Voir *supra*, pp. 107 et 119.

(6) Séance de la Chambre des Pairs du 4 avril 1838 sus-visée. Voir *supra*, p. 107.

grande intégrité de la Magistrature. C'était un hommage rendu aux Juges pauvres, mais aucune amélioration de leur sort ne leur était accordée. D'ailleurs, d'aucuns trouvaient déjà qu'on en avait trop fait pour eux (1) et lors de la discussion du budget, le rapporteur Dufaure tint à réfréner les espoirs qui avaient pu naître chez les magistrats ; il faut, disait-il, prémunir le magistrat contre le désir de voir augmenter chaque année la rémunération que l'Etat attache à ses travaux et qui ne doit pas être sa première récompense (2.)

Cependant, il était bien certain que la réforme partielle de 1837 en appelait d'autres. C'est ainsi que, comme le remarquait le rapporteur du budget Gouin en 1839 (3), avec le dernier relèvement, il n'y avait plus entre les traitements des Juges de 7^e classe et ceux des Juges de 6^e classe qu'une différence de 100 francs. Pour remédier à ce déséquilibre, sur la proposition du Gouvernement et de la Commission du budget (4), on réunit la 6^e classe à la 5^e classe en accordant aux magistrats de ces catégories le même traitement. On augmentait ainsi les émoluments des membres des Tribunaux de 6^e classe en même temps qu'on diminuait le nombre des classes des Tribunaux. Cette réforme (5) profitait ainsi aux magistrats des 95 Tribunaux de la 6^e classe qui étaient pour la plupart établis dans des chefs-lieux de Cours royales, de Cours d'assises ou de départements dont la population et le nombre d'affaires avaient beaucoup augmenté depuis quelques années.

La question des traitements de la Magistrature s'assoupit jusqu'en 1843. Cette année-là (6), le Gouvernement déposa trois projets qui ne réglaient encore que des questions de détail, ce qui démontrait qu'on agissait sans aucun plan d'ensemble. Il était question d'élever de classes certaines

(1) *Monit.*, 14 mai 1838. Rapport de Dufaure au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de budget pour 1839.

(2) Aussi dans ce budget n'y avait-il qu'une augmentation globale de 21.500 francs pour réparer l'erreur signalée *supra*, p. 140, note 3, concernant les Présidents et Procureurs de 7^e classe. Dorénavant ils devaient toucher 2.250 francs.

(3) Rapport de Gouin sur le budget (*Monit.*, 30 juin 1839).

(4) Séance de la Chambre des députés du 11 juillet 1839 (*Monit.*, 12 juillet 1839).

(5) Réalisée par l'ordonnance du 8 septembre 1839 dont la date d'application fut fixée en 1840.

(6) Rapport sur le budget de la Justice pour l'année 1844 par Bignon (*Monit.*, 31 mai 1844).

Cours et certains Tribunaux (1) et d'assimiler quant aux traitements, les Substituts des Procureurs Généraux aux Conseillers dans les Cours royales de province (2). Tous ces projets furent rejetés.

§ 6

Pour la première fois, sous la Monarchie de Juillet, à la fin du régime, au début de 1846, le Gouvernement (3) proposa une augmentation d'ensemble des traitements de toutes les catégories de la Magistrature. Le Garde des Sceaux Martin du Nord prévoyait un supplément annuel de la dotation du budget de la Justice de 2.518.422 francs, c'est-à-dire d'une somme importante pour l'époque. Il invoquait l'insuffisance des émoluments des magistrats en même temps que l'ancienneté des textes qui les avaient fixés.

Les propositions du Gouvernement qui devaient être, en ce qui concerne les Cours, entièrement adoptées (4), fixaient suivant les quatre classes, les traitements des Chefs de Cours à 25.000 francs, 20.000 francs, 18.000 et 15.000 francs et ceux des Conseillers à 10.000 francs, 6.000 francs, 5.000 francs et 4.000 francs. Les Présidents de Chambre et les Premiers Avocats Généraux de province percevaient le même traitement que celui des Conseillers avec un supplément de moitié en sus.

Pour les Tribunaux, le Gouvernement proposait d'allouer aux Juges et aux Substituts suivant les six classes : 7.000 francs, 4.000 francs, 3.000 francs, 2.500 francs, 2.000 et 1.600 francs ; les Chefs des Tribunaux de province ayant soit les trois quarts, soit la moitié en sus. Tous ces chiffres devaient être adoptés (4) à l'exception de ceux relatifs aux deux dernières classes dont les émoluments devaient être relevés lors des débats.

En effet, dès qu'ils furent connus, les traitements proposés pour les deux dernières classes furent trouvés insuffisants : « Cette augmentation, écrivait un Président de Tribunal de 5^e classe dans une lettre publiée par *Le Droit* (5), correspond

(1) La Cour de Toulouse, les Tribunaux de Strasbourg, Versailles, Saint-Etienne, Brest, Toulouse, Grenoble, Roanne et Libourne.

(2) C'est seulement le décret du 6 août 1927 qui a réalisé cette assimilation.

(3) *Le Droit* du 4 janvier 1846.

(4) Par l'ordonnance du 2 novembre 1846. Voir Append. III B.

(5) *Le Droit*, 13 janvier 1846. Nous avons déjà cité cette lettre,

à 27 et 54 centimes par jour ; mettra-t-elle les magistrats mieux en état de soutenir leur position ? » Et ce Président resté signataire anonyme, déclarait qu'il fallait assurer aux magistrats de la dernière classe un minimum de 2.400 francs.

D'ailleurs, le journal *Le Droit* accumulait les critiques (1), qualifiant d'aumône l'augmentation de cent francs qui était proposée pour les magistrats de la 6^e classe, qui touchent un peu moins qu'un expéditionnaire de bureau ou un commis de droits réunis : « L'augmentation de cent francs, voilà la largesse du budget de 1847, voilà tout ce que l'Etat peut faire pour des hommes auxquels il confie l'honneur, la vie et la fortune des citoyens ! »

Et à cette mesquinerie pour le relèvement des traitements des Juges de la 6^e classe, le même journal opposait les largesses consenties aux membres des Cours royales : quoique n'étant que 905, ils absorbaient plus de la moitié du crédit (2), et, alors que le traitement des Juges de 6^e classe n'était augmenté que d'un quinzième, celui par exemple des Conseillers à la Cour royale de Paris bénéficiait d'un relèvement du quart.

Ces critiques portèrent. La Commission du budget essaya de rendre un peu moins dérisoire l'œuvre de réparation (3) proposée par le Gouvernement en allouant 1.800 francs au lieu de 1.600 francs aux Juges de 6^e classe et 2.100 francs au lieu de 2.000 francs aux Juges de 5^e classe. L'augmentation était encore bien faible : « Vingt-cinq francs par mois (4), ironisait *Le Droit*, vont-ils leur donner l'aisance, le repos d'esprit qui leur sont plus nécessaires qu'à d'autres et qui leur rendraient plus facile et plus doux l'accomplissement de leurs devoirs ; avec cette augmentation, comme sans elle, les magistrats sans fortune seront toujours placés sur cette limite extrême qui les rend voisins de la misère. »

Même, en ce qui concerne les Présidents et les Procureurs des Tribunaux des 5^e et 6^e classes, la Commission diminuait les propositions du Gouvernement ; au lieu des trois quarts

supra, p. 124. C'est d'ailleurs à ce moment que se place le mouvement d'opinion chez les magistrats que nous avons étudié plus haut p. 122.

(1) *Le Droit*, 5 février 1846.

(2) 1.294.000 francs sur 2.354.000 francs.

(3) *Le Droit*, 22 février 1846. Rapport de Bignon au nom de la Commission du budget (*Monit.*, 17 avril 1846 ; *Le Droit*, 2 mai 1846).

(4) *Le Droit*, 22 février 1846.

en sus, elle ne leur accordait que deux tiers du traitement des Juges en plus (1).

La discussion du projet occupa peu les instants de la Chambre (2). Havin critiqua cette augmentation dégressive : non seulement les Premiers Présidents qui avaient déjà 12.000 francs percevaient 3.000 francs d'augmentation et les Juges de la dernière classe seulement 300 francs, mais même à l'intérieur des Cours la même inégalité reparaisait ; on voulait augmenter le traitement de 8.000 francs des Conseillers à la Cour de Paris, alors qu'on ne portait qu'à 4.000 francs le traitement des Conseillers de la 4^e classe.

Ce système offrait encore l'inconvénient, d'après Havin, de trop attirer les convoitises sur Paris ; des Procureurs Généraux de province, des Présidents de Chambre aspiraient à descendre et sollicitaient des places de Conseillers et même de Juges au Tribunal de la Seine. Il convenait, disait Havin, de ne pas éveiller de nouvelles ambitions par l'attrait d'un traitement plus considérable. La situation des Chefs du Tribunal de la Seine et des Juges de cette juridiction lui paraissait trop forte, comparée à celle des magistrats de province. Cependant, disait-il, c'est dans les départements que la Magistrature est la plus en vue ; dans le siège du Gouvernement où résident tous les grands fonctionnaires de l'Etat, le Juge et le Conseiller sont perdus dans la foule, tandis qu'en province, par l'importance de ses fonctions, le Juge est au premier rang de l'échelle sociale (3).

Odilon Barrot ne se perdit pas dans ces détails ; il éleva de suite le ton de la discussion. Pour lui, le changement dans les conditions de la vie et notamment l'amélioration des facilités de communication devaient faire remanier complètement les anciennes circonscriptions, diminuer le nombre des juridictions et des Juges et augmenter la situation matérielle de ceux auxquels est confiée une attribution si impor-

(1) Ce furent ces chiffres qui furent finalement adoptés. Voir Append. III B.

(2) Séance du 20 mai 1846 (*Monit.*, 21 mai 1846 ; *Le Droit*, 21 mai 1846). *Le Droit* constatait mélancoliquement que la Chambre votait rapidement les questions auxquelles se rattachaient les plus grands intérêts alors que les discussions qui se rapportaient aux questions exclusivement positives, comme celles des chemins de fer, prenaient une énorme ampleur.

(3) Vivien obtint le relèvement du traitement des Présidents de Chambre des Cours de province, qui eurent désormais la moitié en sus du traitement des Conseillers. Il invoqua leur lourd travail de présidence des audiences et de rédaction des arrêts.

lante. Son système se résumait en quelques mots : peu de Juges, mais appartenant à une élite et, que leur situation exceptionnelle préservera non seulement de tous les besoins, mais mettra à l'abri de toutes les sollicitations et des désirs de l'ambition.

C'est sur ces belles paroles que se termina la dernière discussion sur les traitements de la Monarchie de Juillet. Elle s'était intéressée à la situation matérielle des magistrats d'une façon peut-être plus théorique que pratique ; mais le fait même d'avoir agité si souvent la question des émoluments des magistrats démontre que beaucoup de ceux-ci avaient besoin de leurs traitements. L'ordonnance du 2 novembre 1846 réalisait d'ailleurs quelques progrès (1) et apportait de notables améliorations à la situation pécuniaire des magistrats, à ceux surtout d'un ordre élevé (2).

(1) Voir Append. III B.

(2) On lit avec étonnement dans les *Mémoires de Guizot*, t. VIII, chap. XLIX, Résumé, p. 611, que l'auteur attribue surtout l'augmentation du budget de la Justice entre 1829 et 1847 à l'amélioration des traitements de la Magistrature principalement dans les degrés inférieurs. En réalité seules les fonctions élevées avaient bénéficié de relèvements notables. Les catégories inférieures n'avaient guère profité de la générosité des pouvoirs publics. Comme le disait M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. V. Paris, 1928, p. 223, la bourgeoisie qui dominait, économe de ses deniers, apportait la même qualité dans la gestion des deniers publics.

LIVRE III

Le Personnel de la Magistrature

CHAPITRE PREMIER

Comment on entre dans la Magistrature

I. Les Conditions d'entrée dans la Magistrature. — II. Les projets sur le Noviciat

I

Le Chef de l'Etat a dans ses prérogatives la nomination de tous les magistrats (1). Les Premiers Présidents et les Procureurs Généraux sont nommés par le Roi en Conseil des Ministres et sur la présentation du Garde des Sceaux.

Les autres magistrats sont nommés également par ordonnance rendue sur le rapport du Garde des Sceaux, insérée au *Moniteur* sur une liste de trois candidats, adressée au Ministre de la Justice par le Premier Président et par le Procureur Général du ressort (2). Ces présentations doivent être accompagnées de renseignements positifs sur la conduite morale et politique des candidats, ainsi que sur leur degré d'aptitude et sur leur fortune (3). Autrefois, la liste de pré-

(1) Cf. MASSABIAU, *Manuel du Ministère Public* (1856), t. I, chap. III, pp. 19 à 21.

(2) Cf. Circulaires ministérielles du 18 fructidor an XI et 6 fructidor an XII. GILLET, *Circulaires*, *op. cit.*, pp. 73 et 79.

(3) Circulaires ministérielles des 15, 31 juillet 1820 et 29 octobre 1830. GILLET, *Circulaires*, *op. cit.*, pp. 193, 194, 321.

sensation des Chefs de la Cour était rédigée pour les places vacantes dans les Tribunaux inférieurs, d'après une première liste de candidats que leur adressaient les Chefs du Tribunal où il existait une vacance. Cet usage était à l'époque de la Monarchie de Juillet tombé en désuétude. D'ailleurs, il arrivait souvent que des nominations aient lieu sans la présentation ou malgré la présentation des premiers magistrats de la Cour (1).

Les candidats aux places de la Magistrature entre lesquels le pouvoir avait à choisir, étaient sous la Monarchie de Juillet très nombreux. En 1843 (2), d'après le Procureur Général de Rennes, Gaillard de Kerbertin, toutes les familles bien posées aspirent à placer un des leurs dans la Magistrature. Ce désir d'être Magistrat n'était qu'un aspect particulier de l'état d'esprit des Français de cette époque dont beaucoup voulaient exercer une fonction publique. Et Gillon (3) qui, quelques mois après, allait être Procureur Général, pouvait s'écrier à la Chambre des députés lorsqu'il préconisait (4) la réduction des traitements des Chefs de Cours, que cette mesure ne pouvait pas diminuer le nombre des candidats aux fonctions de magistrats : « Vous qui, chaque matin, à la réception de votre correspondance, vous étonnez de la soif insatiable de places de toutes sortes, d'emplois de tous les degrés qui tourmente la génération actuelle, croyez-vous que le plus petit poste, le plus petitement payé dans la plus petite commune du royaume, manque jamais de titulaire ? » Aussi, aucune fonction de la Magistrature n'avait-elle chance de rester longtemps vacante, faute de candidats : « A la moindre vacance, lit-on dans *Le Droit* (5), tellement les fonctions judiciaires ont de prestige. on voit accourir, en grand nombre, des jeunes gens instruits et laborieux qui sollicitent avec une ardeur extrême, une place de Substitut de petite ville ou de Juge suppléant, et même d'anciens et savants jurisconsultes blanchis dans l'étude des lois et la pratique des affaires, demandent avec empressement une

(1) Nous verrons plus loin, à propos de l'avancement, combien souvent ces propositions des Chefs de Cours étaient négligées. Voir *infra*, pp. 199 et suiv.

(2) Lettre du P. G. de Rennes, Gaillard de Kerbertin, à G. d. S., 12 mars 1843 (Arch. BB⁶ 190 26 A).

(3) Voir Append. I^{er}.

(4) Séance de la Chambre du 9 février 1832 (*Monit.*, 9 février 1832). Voir *supra*, p. 133.

(5) *Le Droit*, 26 mars 1842.

modeste place de Juge, comme un asile et un honneur pour leur vieillesse. »

Quelles étaient les conditions que devaient réunir ces candidats ? Elles étaient très simples : il fallait être licencié en droit, avoir prêté le serment d'avocat, et suivi le barreau et les audiences comme avocat stagiaire pendant deux ans (1), avoir l'âge requis et ne pas exercer une fonction incompatible.

La condition de la licence en droit souffrait une exception : la loi du 22 ventôse an XII (2) permettait en effet aux avoués même non licenciés d'être présentés après dix ans d'exercice aux fonctions de magistrats. On s'était demandé si de telles nominations étaient encore possibles tout au moins pour des avoués qui avaient commencé à être officiers ministériels avant la loi du 20 avril 1810. Et à propos de la nomination de Baudoin, avoué au Tribunal de Beaupréau, nommé Juge suppléant à ce siège le 17 décembre 1830, alors qu'il n'était pas licencié en droit, mais avoué depuis le mois d'août 1808, la Chancellerie répondit par l'affirmative (3).

Malgré l'exigence du diplôme de la licence en droit (4) qui, sauf cette seule exception, était obligatoire pour les candidats à la Magistrature, certains magistrats et même de très hauts magistrats ne possédaient pas, semble-t-il, une très solide formation juridique. Cela tenait à ce qu'ils avaient fait leurs études aux époques troublées du début du siècle où l'on obtenait facilement le titre de licencié. Persil, qui devait être à cette époque Procureur Général près la Cour royale de Paris (5), venu à Paris en 1804, avait fait son droit en un an (6). En 1831, un journal (7) contenait un article où il était indiqué que la patrie de Pothier (8), Orléans, voyait à la tête

(1) Loi du 20 avril 1810, article 64.

(2) Art. 27.

(3) Lettre P. G. Angers à G. d. S., le 23 mars 1831 (Arch. BB⁶ 182 56 M⁶).

(4) Certains Professeurs de la Faculté de droit ne s'illusionnaient pas sur la valeur de ce diplôme. Bonnier, Professeur suppléant à la Faculté de Droit de Paris, dans un article sur le *Noviciat Judiciaire*, paru dans la *Revue étrangère et française de législation de jurisprudence*, dite *Revue Félix* (1842, t. I, p. 401), écrivait au sujet de cette exigence : « le diplôme de licencié, ainsi que l'atteste la notoriété publique, ne prouve pas le mérite, mais seulement l'absence d'incapacité assez grave pour motiver un rejet persévérant. »

(5) Voir Append. I^{er}.

(6) Cf. PINARD, *Le barreau au XIX^e siècle*, op. cit., t. II, p. 147.

(7) *La Révolution* du 27 juin 1831.

(8) Célèbre juriconsulte du XVIII^e siècle.

de la Cour d'Appel un homme habile, qui avait fait son droit à la Cour prévôtale de Hambourg. Travers de Beauvert, Premier Président de la Cour royale d'Orléans, qui se sentait visé, écrivit au Garde des Sceaux une lettre assez embarrassée (1). Il y expliquait qu'il se destinait dans sa jeunesse à la carrière des consulats et qu'il avait été attaché au consulat de France à Copenhague en l'an XI comme chancelier ; la guerre avec l'Europe ayant fermé la carrière des consulats, il revint à Paris en l'an XIII et se fit inscrire à l'école de législation ouverte par le sieur Broguieré du Gard, à une époque où il n'existait point encore d'école de droit établie par le Gouvernement. C'est en justifiant de ce fait, qu'il avait obtenu des dispenses en vertu de la loi du 22 ventôse an XII (2).

Cavalié, avocat à Béziers, qui fut nommé Conseiller à la Cour de Montpellier le 13 mars 1832, n'avait lui, pas même suivi de cours de droit (3) et avait obtenu son diplôme de licencié en droit grâce aux dispenses prévues par la loi du 22 ventôse an XII (4).

Le stage de deux ans au barreau était également obligatoire pour les candidats à la Magistrature : le Gouvernement se montrait très strict et n'hésitait pas à annuler même des nominations déjà faites, s'il s'apercevait que le magistrat n'avait pas effectué le stage légal (5) : Besnard avait été nommé Juge suppléant au Tribunal de Laval le 9 décembre 1830 (6). On s'aperçut deux mois après sa prestation de serment comme magistrat, qu'il n'avait point prêté serment d'avocat, quoiqu'il fût licencié en droit et que, par conséquent, il n'avait point suivi le barreau pendant deux ans. Il avait seulement fait un stage de trois ans dans une étude d'avoué à Paris. Pouvait-on considérer ce stage comme équivalent ? Des considérations pratiques tendaient à faire prévaloir cette solution, d'autant plus que, depuis son installa-

(1) Le 2 juillet 1831 (Arch. BB⁵ 190 22 A).

(2) Qui, d'après lui, avaient été transcrites sur le registre du greffe du Tribunal de la Seine le 12 octobre 1814. Sur Travers de Beauvert, voir Append. I⁴² et *supra*, p. 29.

(3) Arch. BB⁵ 205 19 A.

(4) Les art. 17 et 18 de la loi du 22 ventôse an XII prévoyaient que seraient licenciés les magistrats en fonctions et les hommes de loi ayant trois ans d'exercice.

(5) Voir BONNIER, *Revue Fœlix*, *op. cit.*, p. 401, qui critique ce stage comme n'étant pas très efficace.

(6) Lettres P. G. Angers à G. d. S., 23 mars 1831, 24 octobre 1831. Lettre G. d. S. à P. G. Angers, 29 oct. 1831 (Arch. BB⁵ 182 56 M⁶).

tion comme Juge au Tribunal de Laval, il avait déjà participé à plusieurs jugements. Cependant, le Garde des Sceaux déclara qu'il fallait inviter Besnard à démissionner.

Dans une autre affaire, le Gouvernement se montra moins sévère : il est vrai qu'elle se présentait plus favorablement (1). Un arrêt de la Cour d'assises de la Seine avait condamné le gérant du *Courrier français* pour avoir rendu compte avec mauvaise foi de l'une des audiences de cette Cour (2). Crémieux, défenseur du *Courrier français*, prétendit que cette décision était viciée parce qu'elle avait été rendue par des magistrats incapables de siéger, n'ayant pas fait les deux années de stage d'avocat exigées par la loi. Il fit même sommation par huissier aux trois magistrats ayant siégé, d'avoir à justifier de leur capacité (3). Après vérification, seule la situation de Silvestre de Chanteloup, Conseiller à la Cour de Paris (4) pouvait prêter à critique : en effet, reçu licencié en droit en 1811, il n'avait commencé son stage d'avocat que le 31 août 1811 ; comme il avait été nommé Juge auditeur le 16 août 1813, il lui manquait donc quinze jours pour qu'il eut deux ans de stage comme avocat.

L'affaire fut appelée le 26 août 1831 devant la Chambre criminelle de la Cour de Cassation. Le Procureur Général Dupin requit lui-même. Il soutint d'abord que, s'agissant de Juges qui avaient été nommés par le Roi, la Cour n'avait pas à examiner s'ils étaient capables ou non ; il fut cependant obligé d'expliquer la présence de ce magistrat qui n'avait pas effectué le stage complet de deux ans, et il dut tirer argument d'un décret du 22 mars 1813 qui n'exigeait à ce moment qu'un an de stage comme avocat pour être nommé Juge auditeur (5). La Cour de Cassation rejeta le pourvoi, mais cette affaire démontra qu'il existait à l'époque des magistrats qui n'avaient pas fait de stage au barreau pendant deux ans.

(1) Voir sur cette affaire, *Monit.*, 17 juillet 1831. L'arrêt de la Cour de Cassation est rapporté au *Dalloz périodique*, I^{re} Partie, p. 321 et dans les *Réquisitoires* de DUPIN, t. I^{er}, Réquisitoires, II^e Partie, pp. 321 à 331, avec les conclusions du P. G. Dupin.

(2) Le gérant, Valentin de Lapelouze, avait été condamné à un mois de prison et 2.000 francs d'amende.

(3) Il prétendait en effet que les trois magistrats Naudin, Jacquinet et Silvestre fils n'étaient pas licenciés en droit et n'avaient pas fait le stage nécessaire.

(4) Voir Append. I^{er}.

(5) Ce décret ne permettait de dérogation à la règle générale que pendant un an.

La loi fixait également un âge déterminé pour chaque fonction judiciaire (1). Il fallait avoir 22 ans pour être Substitut dans un Tribunal, 25 ans pour être Juge suppléant, Juge titulaire, Chef de Parquet, Substitut du Procureur Général ou Avocat Général, 27 ans pour être Conseiller, 30 ans pour être Président, Vice-Président et Procureur Général. Sous aucun prétexte il ne pouvait être accordé de dispense d'âge et quand un magistrat avait été nommé avant l'âge requis, ce vice ne pouvait être effacé que par une nouvelle nomination (2).

Enfin, le candidat aux fonctions judiciaires ne devait pas exercer une fonction que les textes déclaraient incompatible avec les fonctions de magistrat, ou s'il en exerçait une, il devait s'en démettre dès sa nomination.

La liste des incompatibilités est assez longue (3) : par exemple les fonctions de la Magistrature sont incompatibles avec celles de l'ordre administratif (4), avec la tenue d'offices publics ou ministériels (5), avec toute fonction ecclésiastique (6) et généralement avec tout autre service public (7) militaire ou civil, ainsi qu'avec toute espèce de négoce.

Parmi les candidats à la Magistrature qui réunissaient toutes les conditions exigées par les lois, comment s'exerçait le choix du pouvoir ? Une circulaire du 2 mars 1809 (8) avait indiqué que les candidats doivent également réunir les lumières, la probité et la considération. Mais ceci est bien vague (9).

(1) Lois du 16-24 août 1790, Titre III, article 3. Loi du 20 avril 1810, article 64. -

(2) Circulaire ministérielle du 10 mars 1831 (Cf. MASSABIAU, *Manuel du Ministère Public* 1856, t. I, livre I^{er}, chap. II, p. 14).

(3) Voir son énumération dans MASSABIAU, *Manuel du Procureur du Roi*, 1837, t. I, I^{re} Partie, sect. III, p. 25.

(4) A l'exception des fonctions de membres d'un Conseil municipal, d'un Conseil d'arrondissement ou d'un Conseil général (Loi du 21 mars 1831, articles 6 et 18. Loi du 22 juin 1833, articles 5 et 23).

(5) Loi du 24 vendémiaire an III, Titre I^{er}, art. 2. Loi du 25 ventôse an XI, art. 7. Décret du 14 juin 1813, art. 40. Circ. minist., 27 nov. 1821. GILLET, *Circulaires*, *op. cit.*, p. 206.

(6) Cf. Art. 1^{er} Loi 2-11 sept. 1790.

(7) Loi du 27 vent. an VIII, art. 5.

(8) GILLET, *op. cit.*, p. 102.

(9) Nous n'avons pas trouvé pour le recrutement trace des influences politiques que nous avons relevé pour l'avancement (Voir *infra*, p. 189). Cela ne prouve pas qu'elles n'existaient pas ; mais cette absence vient vraisemblablement de notre principale documentation, les dossiers de mouvements qui n'étaient constitués que lors des nomi-

Les Chefs de Cours mettaient parfois dans leurs choix des préoccupations particulières. Alviset, qui pendant toute la Monarchie de Juillet, fut Premier Président de la Cour royale de Besançon, pensait que (1), puisque toutes les fonctions publiques, principalement celles de l'ordre judiciaire, tirent leur éclat et leur influence de la position sociale et des vertus de la compagnie qui en sont revêtues : « il n'avait dès lors choisi ses candidats que dans des familles ou ayant rempli des fonctions judiciaires, de mœurs graves, austères, ou dans celles qui, sans en avoir été revêtues se distinguaient par les mêmes qualités. Il avait pensé que l'on ne devait pas admettre dans la Magistrature des gens appartenant à des familles dans lesquelles on s'occupe uniquement d'amasser de l'argent quelqu'en fussent les moyens ou dont les pères ont rempli les fonctions de police (2). »

D'autres attachaient du prix aux titres juridiques et aux études faites par les candidats : on s'était aperçu et le député Boudousquié l'avait même signalé à la tribune de la Chambre des députés (3) : « que, généralement et sauf quelques honorables exceptions, les hommes qui pourraient apporter sur le siège du magistrat des talents éprouvés ou de véritables lumières, préfèrent les fonctions d'avocat ou d'avoué aux fonctions judiciaires des sièges inférieurs qui sont trop souvent abandonnés à la médiocrité favorisée par la fortune. » Aussi, voulut-on attirer dans la Magistrature l'élite juridique du pays. En 1840 (4) le Garde des Sceaux avait prescrit aux Chefs de Cours de consulter, pour établir leurs présentations, la liste des licenciés et des docteurs qui auraient obtenu des prix dans les facultés de droit ; les candidats à la Magistrature devaient désormais joindre à leur demande un extrait du registre de l'école de droit où ils avaient pris leurs grades. C'est après cette date qu'entrent dans la Magis-

nations et qui concernent par suite beaucoup plus l'avancement que le recrutement (Voir *infra*, *Bibliographie*, p. 441).

(1) Lettre P. P. Alviset à G. d. S., 21 juin 1839 (Arch. Dossier Lerouge).

(2) Le Premier Président faisait allusion à un Procureur du Roi qui avait été proposé par le Procureur Général près la Cour d'Appel de Besançon, Lerouge, avec lequel le Premier Président était en difficultés. Le Procureur du Roi exerçait ses fonctions là où son père avait été Commissaire de Police. Nous retrouverons cette idée de recruter les magistrats dans les vieilles familles dans les projets sur le noviciat (*infra*, pp. 165 et suiv. et pp. 205 et suiv.).

(3) Séance du 20 mai 1836. Discussion du budget de la Justice (*Monit.*, 21 mai 1836). Voir *supra*, p. 131.

(4) *Monit.*, 15 sept. 1840.

trature, Becot, lauréat du concours des docteurs en droit en 1844, qui est nommé attaché à la Chancellerie en 1844 et qui doit finir à la Cour suprême (1), Hanin, lauréat de la faculté de droit comme docteur en 1845 (2), qui devait être Conseiller à la Cour de Paris et surtout Sapey. Ce dernier qui avait été Juge suppléant au Tribunal de Versailles en 1847 (3) et qui devait mourir en 1863 Avocat Général à la Cour impériale de Paris, avait eu de remarquables succès scolaires : « Lorsque j'étais encore enfant, a dit de lui le bâtonnier Rousse, j'entendais le nom de Sapey, mêlé chaque année aux pompes classiques de notre vieux collège Saint-Louis et salué par les fanfares de la Sorbonne parmi les noms de ses lauréats les plus glorieux (4). » Il avait fait son droit comme il avait fait ses classes, avec une supériorité constante et obtenu en 1842 une médaille d'or dans un concours sur le droit des étrangers en France. Cette même année, il avait été secrétaire de la conférence des avocats et il avait prononcé le discours d'usage sur l'alliance des lettres et du Barreau. C'est cet esprit d'élite qui était entré dans la Magistrature comme simple Juge suppléant au Tribunal de Versailles. En 1841, Larombière est nommé Substitut à Bellac (5) ; ses études scolaires au lycée de Limoges avaient également été remarquables (6).

Si l'on songeait ainsi aux élites intellectuelles, l'idée devait venir d'instaurer un concours pour choisir judicieusement les candidats à la Magistrature. Mais là encore, ce ne furent que velléités et aucun projet ne fut même déposé.

L'idée d'un concours a été exposée en détail par Foucart, Professeur à la Faculté de droit de Poitiers, dans un article paru en 1835 dans la *Revue de législation et de jurispru-*

(1) Attaché à la Chancellerie 12 avril 1844. Sub. Morlaix 23 nov. 1846... Conseiller Cass. 1876.

(2) Discours de l'Avocat Général d'Herbelot à la Cour d'Appel de Paris, audience de rentrée du 4 nov. 1877 (*J. O.*, 5 nov. 1877).

(3) Voir sur Sapey le discours de l'Avocat Général Dupré Lassalle lors de la rentrée de la Cour impériale de Paris du 3 nov. 1863 (*Monit.*, 4 nov. 1863). DE VALLÉE, *Conclusions et Réquisitoires*, p. 14 et ROUSSE Edmond, *Plaidoyers*. Notice sur Sapey, pp. 204 et 211.

(4) Il avait eu le premier prix de version latine au Concours général de rhétorique (*Monit.*, 20 août 1834). Voir sur la culture littéraire de Sapey, *Souvenirs de Henri Dabot* (Péronne, 1899) 1863, p. 127.

(5) Il sera, en 1875, P. P. Cour Paris.

(6) Voir la *Notice* que lui a consacré son ancien condisciple Bétoulaud, 1894 (p. 5).

dence (1). Cet article est intéressant non seulement parce qu'il propose pour la première fois l'institution d'un concours à la base du recrutement des magistrats, mais aussi par la critique qu'il fait, au point de vue de la formation juridique des candidats, du recrutement en vigueur. C'est d'abord, dit-il, une erreur trop généralement admise que les examens (2) subis dans les facultés de droit et les grades qui en sont la suite prouvent une instruction et une capacité suffisante pour remplir les fonctions judiciaires ; l'on n'est point jurisconsulte pour avoir passé des examens avec succès ; on est seulement apte à étudier le droit, et il faut encore, avant d'essayer de l'appliquer, des études bien plus sérieuses que celles de l'école. Sans doute, dira-t-on, les licenciés qu'on nomme magistrats sont avocats. A cela, Foucart réplique qu'ils sont en général revêtus de ce titre, mais que la seule différence qui existe entre un licencié et un avocat est d'abord le paiement d'un droit de greffe, puis la prestation de serment, et il n'y a dans l'accomplissement de l'une et l'autre de ces formalités aucune garantie nouvelle. Il est de plus impossible d'exiger que les avocats pour être nommés, aient réellement exercé leur profession, parce qu'un avocat qui a vaincu les difficultés innombrables qui obstruent la carrière du barreau, voudra jouir du fruit de ses travaux et ne changera pas une position lucrative contre les honneurs si peu rétribués de la Magistrature. Restent donc seulement les jeunes gens revêtus d'un titre dont ils n'ont pu trouver l'occasion de prouver qu'ils sont dignes (3).

Foucart examine ensuite la valeur scientifique des recommandations qui sont, disait-il, le seul titre de préférence pour les candidats. Il écartait toutes celles qui émanaient de personnes étrangères à la science du droit (députés, pairs, généraux et ministres) et il ne considérait comme étant de quelque poids que celles qui venaient des Premiers Présidents et des Procureurs Généraux. D'après Foucart, ces hauts magistrats ne connaissent pas personnellement tous les sujets

(1) *Revue de législation et de jurisprudence* publiée sous la direction de L. WOŁOWSKI, t. I^{er}, octobre 1834-mars 1835, pp. 346 à 357. Article intitulé : *De la nécessité d'exiger des candidats à la Magistrature des conditions spéciales de capacité.*

(2) Voir *supra*, les critiques de Bonnier, p. 149, note 4.

(3) Dans son livre sur *Félix Gillon, Président du Tribunal de Bar-le-Duc*, LABOURASSE (p. 70) cite la lettre de ce magistrat en date du 24 déc. 1841 au P. G. Nancy : « Je déplore l'extrême facilité avec laquelle on admet dans la Magistrature tant d'avocats sans cause et de licenciés en droit qui n'ont pas fait leur preuve. »

qu'ils présentent et ils sont bien obligés de se contenter de renseignements presque toujours intéressés de la part de ceux qui les donnent, et ici interviennent toutes ces influences de localité, de famille et de confraternité auxquelles l'homme le plus juste n'est jamais certain de ne pas céder à son insu.

Ainsi, disait Foucart, avec le mode actuel de nomination, les chances d'erreur sont nombreuses et il n'existe aucun moyen de s'en prémunir. Abandonnant ses critiques et passant à la partie constructive de son projet, il préconisait, afin de choisir parmi les candidats les plus capables, l'institution d'un concours. Tous les ans, un concours serait ouvert au chef-lieu (1) de chaque Cour royale, pour un nombre de places déterminé par le ministre. Les Juges de ce concours seraient le Premier Président ou un Président de Chambre, le Procureur Général ou un Avocat Général, deux Conseillers, deux Avocats dont un au moins Professeur dans la Faculté de droit. On n'admettrait au concours que les licenciés qui auraient au moins trois années de stage comme avocats, en dispensant d'une année ceux qui seraient docteurs. Toutefois, le Procureur Général prendrait sur la moralité des candidats tous les renseignements qu'il jugerait convenables. Dans le cas où il croirait devoir s'opposer à l'admission d'un candidat, il lui en donnerait avis, et celui-ci pourrait porter sa réclamation devant la Cour royale.

Le projet de Foucart spécifiait même les épreuves du concours qui devaient consister dans des dissertations écrites sur des questions de droit civil, de droit criminel, et de procédure civile qui seraient adressées aux différentes Cours par la Chancellerie. Les candidats qui, à la suite de ces épreuves seraient reconnus les plus capables ne seraient pas tout de suite nommés Juges, mais ils exerceraient pendant deux ans les fonctions d'auditeurs avec voix seulement consultative (2).

Foucart ne se dissimulait pas les critiques qu'on pouvait adresser à son projet : on lui opposerait peut-être l'article 49 de la Charte qui porte que les Juges sont nommés

(1) Il a fallu attendre le décret du 13 février 1908 pour que soit institué le recrutement par concours de la Magistrature. L'examen d'entrée se subit à Paris pour toute la France mais l'examen par Cour d'Appel, comme le proposait Foucart, a été établi pour les Juges de Paix par le décret du 6 août 1918.

(2) Le projet ne fermait pas la carrière de la Magistrature aux avocats ayant une certaine ancienneté dans le barreau, mais le nombre de ces derniers devait être limité de manière à ce qu'il ne put excéder le tiers des magistrats d'un Tribunal ou d'une Cour.

par le Roi. Mais déjà, disait-il, le droit de nomination des magistrats n'est pas tellement étendu qu'il puisse s'exercer en faveur de tous les Français indistinctement. Une loi le restreint aux seuls licenciés en droit et personne n'a vu dans l'application de ce texte une atteinte à la prérogative royale. L'établissement d'un concours ne serait qu'une restriction de plus. Dira-t-on encore, disait-il, que le Gouvernement ne pourrait sans danger admettre dans la Magistrature des hommes d'opinion politique hostile? On oublie, assurait Foucart, que « les hommes de conspiration » ne sont pas des hommes d'étude.

Cependant l'opinion du Professeur à la Faculté de droit de Poitiers n'était pas partagée par tous. Un autre membre des écoles de droit, Bonnier, Professeur suppléant à la Faculté de droit de Paris (1), s'élevait contre l'idée du concours comme source de recrutement de la Magistrature : « La spontanéité, la promptitude de répartie font souvent plus d'effet dans les concours que la rectitude d'esprit et la maturité de jugement. Ces épreuves publiques peuvent être utiles pour des carrières où l'on est appelé à payer de sa personne. Mais telle n'est pas la vocation du magistrat ; le maximum de son activité se borne à rédiger des rapports écrits ; le provoquer à une lutte publique, c'est vouloir développer en lui des qualités toutes différentes de celles qui conviennent à l'exercice de ses fonctions. » Et, si l'on se borne à demander des compositions écrites qui sont mieux adaptées au but que l'on se propose d'atteindre, on tombe dans un autre écueil, car en s'attachant ainsi au résultat de deux ou trois compositions dont les sujets peuvent être très favorables à l'un et très défavorables à l'autre, c'est trop donner au hasard... « Qu'on ne perde pas de vue d'ailleurs, disait Bonnier, que la Magistrature n'est pas une carrière aussi spécialement scientifique que le professorat ; à l'instruction doivent se joindre deux autres conditions tout particulièrement exigées : la moralité et l'aptitude pratique ; et il est clair que le concours sans exclure ces deux dernières conditions, tend surtout à faire prédominer la première (2) ».

(1) L'article de la *Revue Fœlix* 1842, t. I, pp. 402 et 403, a été édité séparément sous le titre *Du Noviciat Judiciaire*. Paris, 1842.

(2) Lorsque la Cour de Cassation examina le projet sur le noviciat, elle envisagea aussi l'idée d'un concours (voir *infra*, p. 175). Et lors de l'examen à la Chambre des Pairs de ce projet (voir rapport du baron de Daunant, à la Chambre des Pairs. Addition à la séance du 19 mai 1842, *Monit.*, 20 mai 1842) on avait prévu des examens qui auraient été subis devant une Commission composée en grande partie

Telles étaient les controverses que suscitait l'idée d'un concours comme base du recrutement de la Magistrature.

D'autres considérations tout à fait différentes interviennent encore pour dicter les choix du pouvoir : il y avait une tendance très nette et voulue à choisir les candidats aux charges judiciaires dans la région même où ils allaient exercer leurs fonctions. Aux premiers jours de la Monarchie de Juillet (1), quand il était question de la suppression des Juges auditeurs, Jacquinet de Pampelune qui avait été Procureur Général près la Cour royale de Paris avant la révolution de Juillet, expliquait à la Chambre des députés, dont il était membre, l'intérêt d'un recrutement local de la Magistrature : « Vous n'aurez, disait-il, une véritable Magistrature, que lorsque chaque arrondissement pourra vous présenter pour l'exercer des hommes qui appartiennent à la localité et qui, par leur position locale, y aient acquis leur confiance. » En 1842, de Daunant (2) revient sur la même idée : il y a avantage à ce que le magistrat tienne un peu au sol où il exerce ses fonctions et il est regrettable de voir des magistrats du Nord aller siéger dans le Midi sans qu'ils connaissent les mœurs et les habitudes des justiciables.

Aussi quand un magistrat étranger à un ressort y est nommé, des protestations s'élèvent-elles de toutes parts. En 1841, Capelle, Conseiller à la Cour de Limoges, est muté à Montpellier : « J'ai éprouvé, écrivait le Procureur Général (3), un vif regret que la vacance de la Cour fut remplie par un magistrat étranger... Ces résultats découragent la Magistrature locale. » En 1843, un étranger au ressort est nommé Substitut au Tribunal de Fougères et le Procureur Général de Rennes, Gaillard de Kerbertin, écrit au Garde des Sceaux qu'il en gémit (4).

Quand ce ne sont pas les Chefs de Cours qui protestent, ce sont les assemblées départementales ou les personnages politiques qui élèvent des récriminations. En 1830, les dépu-

de magistrats. Cf. également l'opuscule de Maniez, paru en 1841, sur *La réorganisation du corps des auditeurs*, p. 6, où il se prononce en faveur des concours publics pour l'entrée dans la Magistrature.

(1) Séance de la Chambre des députés du 1^{er} oct. 1830 (*Monit.*, 2 oct. 1830).

(2) Rapport sur le projet de loi sur le noviciat à la Chambre des Pairs, discuté le 21 mai 1842 (*Monit.*, 25 mai 1842).

(3) Lettre P. G. Montpellier à G. d. S., 25 nov. 1841 (Arch. BB⁶ 249 16 A).

(4) Lettre P. G. Rennes à G. d. S., du 12 mars 1843 (Arch. BB⁶ 190 26 A).

tés du Jura (1) font remarquer au Garde des Sceaux que dans la composition de la Cour de Besançon, le département du Jura compte seulement trois membres et ils déclarent que la proportion est inégale eu égard à l'importance relative du Jura. Le 13 mai 1831, le Conseil général du Cantal émet le vœu qu'un jurisconsulte de ce département soit enfin admis à siéger à la Cour de Riom (2). En 1834, des députés de la Loire signalaient qu'à la Cour de Lyon, il n'y avait qu'un seul Conseiller originaire de ce département et qu'aucun membre ne représentait l'arrondissement de Saint-Etienne (3). A plusieurs reprises, en 1830 et 1832, les députés et les membres du Conseil général du Lot réclament la nomination à la Cour d'Agen d'un Conseiller appartenant au département du Lot (4). En 1836 (5), lors d'une vacance, les députés du Lot se plaignent encore de voir que la Cour d'Agen n'a plus dans son sein aucun Conseiller, qui puisse être familier avec les coutumes et les intérêts du département du Lot, lequel forme plus du tiers de son ressort, et au même moment le Procureur Général d'Agen signalait l'intérêt qu'il y avait à nommer à la Cour d'Agen un magistrat de ce département. Effectivement, Joly, Procureur du Roi à Cahors, fut nommé Conseiller à la Cour d'Agen (6). En 1836 également, même intervention du Conseil général des Landes (7) ; il exprimait le vœu de voir cesser ce qu'il appelait une exclusive blessante pour ce département qui n'était représenté à la Cour de Pau par aucun magistrat. Le Premier Président de la Cour de Pau dut expliquer pourquoi, pour la place de Conseiller alors vacante, il n'avait pas proposé un magistrat de ce département, et, il le fit, en reconnaissant implicitement l'utilité qu'il y avait à prendre, autant que possible, les membres des Cours dans tous les départements du ressort : « Les Cours royales, écrivait-il, ne

(1) Lettre Députés du Jura à G. d. S., 20 août 1830 (Arch. BB^s 205 6 A).

(2) Arch. BB^s 199 25 A.

(3) Lettre Députés de la Loire à G. d. S., 31 déc. 1834 (Arch. BB^s 218 14 A).

(4) Lettres Députés du Lot à G. d. S., des 12 nov. 1830, 29 déc. 1830, 16 janv. 1832. Réponse du G. d. S. du 17 février 1832. Vœu du Conseil général du Lot du 19 mai 1831 (Arch. BB^s 205 1 A).

(5) Lettre Députés du Lot à G. d. S., 15 déc. 1836 (Arch. BB^s 226 1 A). Lettre P. G. Agen à G. d. S., 3 déc. 1836 (Arch. *id.*).

(6) Le 26 déc. 1836.

(7) Lettre P. P. Pau à G. d. S., 26 février 1836. Lettre P. G. Pau à G. d. S., 9 fév. 1836 (Arch. BB^s 232 23 A).

sont pas des institutions politiques dans lesquelles on doit s'attendre à trouver des représentants des diverses parties du territoire sur lequel s'étend leur juridiction : cependant, il est dans l'ordre que chaque département de leur ressort, participe à leur formation suivant le nombre des sujets recommandables qu'il peut fournir. » Le 27 août 1836 (1), le Conseil général des Landes renouvelle sa demande en invoquant les mœurs, les coutumes, les intérêts de ce pays qui peuvent être mal jugés s'ils sont mal compris. Aussi comme on ne pouvait promouvoir à un poste de Conseiller, on nomma Clarisse, Procureur à Saint-Sever, Substitut du Procureur Général.

Toujours cette même année 1836 (2) le député de la Charente, Albert, signale sans succès d'ailleurs, au Garde des Sceaux, le droit qu'a le département de la Charente à la place de Conseiller à Bordeaux, qui vient d'être rendue libre par le décès de Chamel qui était d'Angoulême. Il ajoutait qu'il ne restait plus à la Cour de Bordeaux que trois Conseillers pour représenter ce département, et il prétendait : « qu'il n'était pas douteux que lors de l'institution des Cours royales, il était entré dans l'intention du législateur, de recruter le personnel de ces Cours parmi les magistrats des divers Tribunaux du ressort et, autant que possible dans la proportion du nombre des arrondissements. »

On peut s'étonner de voir ainsi les hommes politiques demander que les Cours royales, telles des assemblées électorales, contiennent dans une proportion déterminée, des membres pris dans chaque département. Faut-il y voir un reste de l'époque où les compagnies judiciaires étaient recrutées à l'élection ? (3) ou une survivance des règles qui présidèrent longtemps à l'organisation du Tribunal de Cassation ? Lorsqu'en l'an VIII le Sénat avait été chargé d'organiser la juridiction suprême, il crut devoir donner à chaque grande division territoriale de la France une sorte de représentation judiciaire en la personne d'un magistrat qui put apporter au Tribunal de Cassation les doctrines et la jurisprudence du Parlement dans le ressort duquel il avait vécu jusqu'alors (4).

(1) Arch. BB⁶ 232 23 A. Lettre P. P. Pau à G. d. S., 18 août 1837 (Arch. *id.*).

(2) Lettre au G. d. S., 15 janvier 1836 (Arch. BB⁶ 218 7 A).

(3) Sur les élections faites notamment en vertu du décret des 19-20 octobre 1792 et sur les changements qu'elles ont apportés dans le personnel des Tribunaux criminels de département et des Tribunaux de district, voir SELIGMAN, *La Justice en France pendant la Révolution*, t. II, chap. XVI.

(4) BOYER, *Souvenirs et Causeries*, chap. X, p. 133.

En tout cas, sous la Monarchie de Juillet, malgré l'unification des coutumes réalisée par les codes (1), les usages locaux avaient une grande importance et la connaissance des mœurs de certaines régions pouvait être très utile aux magistrats et justifier un recrutement local (2). Une lettre du duc de Choiseul-Praslin en 1836 au Garde des Sceaux donne d'ailleurs l'argument (3) : « Le département de la Nièvre, écrit-il, qui a quatre Tribunaux de première instance, n'est plus convenablement représenté à la Cour royale de Bourges qui possédait autrefois plusieurs Conseillers de la Nièvre qui avaient beaucoup de talent. Ce département a d'autant plus besoin d'être représenté qu'il avait autrefois une coutume particulière appelée coutume du Nivernais et que ce même département renferme un pays appelé le Morvan dont les usages lui sont tous particuliers. »

Ce recrutement local présentait encore d'autres avantages : à cette époque, nombreux étaient les paysans qui ne connaissaient pas le français et parlaient seulement patois. Le 10 juillet 1844, M^{me} Lacoste accusée d'avoir empoisonné son mari était déférée à la Cour d'assises du Gers. Comme les magistrats, les avoués et les jurés entendaient le patois local que parlaient les témoins (4), il n'avait pas été utile de faire venir d'interprète (5), ce qui était particulièrement avantageux pour la manifestation de la vérité (6).

Mais s'il offrait des avantages, ce recrutement régional n'avait pas manqué d'être apparu, par certains côtés, critiquable. L'opuscule que nous avons déjà eu l'occasion de citer, paru en 1839 sous le titre d'*Etat précaire de la Magistrature en France* (7) indiquait qu'il était fâcheux : « au point de vue administratif de permettre qu'un individu soit

(1) Dans un certain nombre de matières, les Codes se réfèrent encore aux coutumes (par ex. les articles 1736 et 1745 du Code civil).

(2) Sous la Monarchie de Juillet beaucoup de magistrats sont hommes politiques et on peut penser également que certains des vœux que nous avons signalés ont été pris pour favoriser des intérêts particuliers.

(3) Arch. BB⁶ 226 8 A.

(4) Qui pour la plupart étaient de Riguepeu à 26 kilomètres d'Auch.

(5) BOUCHARDON, *Les procès Burlesques*. Madame Lacoste, p. 54.

(6) Impossible serait l'énumération des magistrats qui font leur carrière dans leur région. Voir sur du Bodan, né à Vannes, sa carrière (Append. I⁵) qui s'écoule presque entière dans le ressort de Rennes. Camescasse, qui devait être Conseiller Cassation en 1868, est né à Brest en 1812, il est Substitut à Redon en 1834 et à Quimper en 1838.

(7) P. 9.

fonctionnaire dans son pays et surtout fonctionnaire de l'ordre judiciaire. A chaque instant et à son insu, l'action du Juge et surtout celle du membre du Parquet sera arrêtée par des considérations de famille, d'affection et même par des relations de société lorsqu'elles dateront de loin. »

C'était spécialement en Corse que le recrutement régional aboutissait à des situations difficiles (1) : En 1832, d'après le Procureur Général Enjalric (2), tous les Procureurs du Roi de l'île étaient corses et étaient même quelquefois placés dans la ville ou les arrondissements qui les avaient vu naître et où ils avaient leurs affections et leurs inimitiés de famille. Le Chef du Parquet Général estimait d'ailleurs que cette situation n'était pas sans présenter de graves inconvénients. Dans la Cour de Bastia même, il n'y avait plus qu'un magistrat du continent étranger à la Corse (3), et il était sans cesse occupé avec les instructions qui se faisaient devant la Cour dans les affaires qu'on était obligé d'évoquer à cause de la parenté des Juges ou des Procureurs avec les inculpés.

En 1836, un autre Procureur Général, Réallier Dumas (4), remarquait que les Corses regardent comme leur patrimoine toutes les places de la Magistrature ; cependant, moins intransigeant que son prédécesseur, il reconnaissait que, sans doute, il y a des inconvénients à ce que la justice soit administrée par les gens du pays, mais qu'au point où en sont les esprits, il y en aurait peut-être de plus graves à ne pas les y appeler. Tout au moins, d'après Réallier Dumas, si on est obligé de nommer des Corses aux fonctions de Procureur ou de Juge d'Instruction, il faut bien se garder de les placer dans les villes où ils ont leur famille et leur propriété (5).

(1) Déjà, en 1818, le Gouvernement avait décidé de ne plus donner à des Corses les premières places de la Magistrature de l'île, et le P. P. Colonna d'Istria alla occuper à la Cour royale de Nîmes un siège de Président de Chambre (*Notice biographique sur le comte Colonna d'Istria*, par KAEMPFFEN, p. 13).

(2) Lettre P. G. Bastia à G. d. S., 23 mai 1832 (Arch. BB⁹ 205 3 A).

(3) Capelle.

(4) Lettre à G. d. S., 12 juillet 1836 (Arch. BB⁹ 226 3 A).

(5) Sorbier, qui fut Substitut du P. G. à Bastia, puis Avocat Général, du 20 sept. 1830 au 20 oct. 1840, a publié, alors qu'il était P. P. à Agen, en 1863, un livre de souvenirs intitulé : *Dix ans de Magistrature en Corse*, où il parle spécialement de la justice criminelle dans ce pays dont l'exercice était souvent si difficile à cause des luttes de partis et de famille. (*Op. cit.*, p. 4). En 1839, le P. G. de Bastia demandait que les places judiciaires ne fussent données qu'à

Nous avons ainsi étudié le recrutement parmi les intellectuels et le recrutement régional. A un autre point de vue, on peut noter qu'en règle générale le recrutement de la Magistrature s'effectuait soit dans le barreau, soit parmi les jeunes gens qui se destinaient dès la fin de leurs études à la carrière judiciaire (1).

Le recrutement dans le barreau était nécessaire. Ainsi que l'écrivait le Procureur Général de Nîmes (2) : « la bonne administration de la justice demande impérieusement que les rangs de la Magistrature restent ouverts aux avocats qui se sont distingués par leurs talents et leur moralité. Si on cessait de les faire concourir pour les places du Parquet, avec les jeunes magistrats, on risquerait de voir le Parquet tomber dans une infériorité relative à l'égard du barreau, ce qui serait aussi nuisible à la dignité de la Magistrature qu'à la bonne administration de la justice. »

Dans ce recrutement, on tenait peu de compte de l'ancienneté dans le barreau ainsi que de la hiérarchie judiciaire (3) et le Gouvernement était trop heureux, quand il pouvait enrichir la Magistrature des hautes capacités du barreau, de leur donner, dès le début de leur carrière des places élevées (4). Dupin, avocat illustre et ancien bâtonnier, fut nommé le 17 août 1830 Procureur Général près la Cour de Cassation (5). Teste (6), lui aussi bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, est fait Président de Chambre à la Cour de Cassation le 16 décembre 1843. En province, Bresson (7), bâtonnier à Nancy, est nommé Conseiller à la Cour de Nancy en 1829 et, sitôt la révolution de Juillet sa carrière est rapide ; il sera

des continentaux (Rapport Chef du Personnel Manet à G. d. S., 15 oct. 1840 (Arch. BB⁶ 244 3 A). Il en était de même en 1847. Lettre P. G. Bastia à G. d. S., 21 nov. 1847 (Arch. BB⁶ 281 5 A).

(1) Sans doute, dira-t-on, tous se recrutaient dans le barreau, puisqu'il fallait deux ans de stage pour être nommés ; mais nous appelons spécialement le recrutement dans le barreau celui qui appelait aux places judiciaires ceux qui sont restés quelques années dans le barreau, ont déjà plaidé quelque temps et ont acquis quelque renom.

(2) Lettre P. G. Nîmes à G. d. S., 17 avril 1847 (Arch. BB⁶ 282 19 A).

(3) Lettre G. d. S. à Belot, bâtonnier de l'Ordre des avocats, à Metz, 2 août 1831 (Arch. BB⁶ 199 18 A).

(4) Ce qui n'était pas d'ailleurs sans soulever parfois de grandes critiques chez les magistrats. Voir lettre P. G. Limoges à G. d. S., 2 juin 1837 (Arch. BB⁶ 232 16 A) à propos de la nomination directe de l'avocat Barny comme Conseiller à Limoges.

(5) Voir Append. I⁶.

(6) Voir Append. I⁴⁴.

(7) Voir Append. I⁴⁵.

Conseiller à la Cour suprême en 1834. Fabvier (1), autre avocat illustre de Nancy, est promu directement Procureur Général à Nancy le 14 août 1830 et dix ans après, Conseiller à la Cour de Cassation. A Toulouse, Romiguières (2), avocat de grand renom également, est nommé Procureur Général dans cette ville le 7 juillet 1833 et Conseiller à la Cour suprême en 1839. Delangle (3), bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris en 1836, fut nommé Avocat Général à la Cour de Cassation le 5 août 1840 et le 22 mars 1847 Procureur Général près la Cour royale de Paris.

Ce ne sont là d'ailleurs qu'exemples illustres et nous retrouverons plus loin, en étudiant le personnel des diverses juridictions, les nombreux magistrats issus directement du barreau. En 1840 (4), Teste pouvait dire que le Ministre sera toujours heureux de pouvoir prendre parmi ceux qui ont illustré le barreau français pour les faire arriver d'emblée aux premiers honneurs de la Magistrature : « Le barreau est la pépinière naturelle de la Magistrature, c'est là qu'il faut prendre pour les emplois élevés. Pensez-vous que lorsque dans une Cour on a pris, pour en faire un Conseiller d'emblée, un homme qui avait pendant 40 ans porté et honoré la robe d'avocat, on ait mal fait ? »

Il y avait cependant un écueil à éviter dans ce recrutement. On pouvait craindre, comme l'exprimait le Premier Président Portalis (5), que l'élite du barreau ne préférât la profitable et paisible possession de son indépendance et échangeât difficilement les brillants avantages de la situation d'avocat contre les fonctions de la judicature, et par suite, on pouvait redouter également, ainsi que le disait le Professeur Foucart (6), de ne trouver pour consentir à entrer dans la Magistrature que d'anciens avocats fatigués par l'exercice de leur profession. On pouvait penser également que la formation acquise au barreau n'est pas celle que l'on doit exiger d'un Juge, et qu'un avocat illustre (7) n'est pas forcément un grand magistrat : Le barreau, en effet, risque de rendre l'esprit indécis ; l'avocat ne saisit que les objections, tandis que

(1) Voir Append. I⁴⁶.

(2) Voir Append. I⁴⁷.

(3) Voir Append. I⁴⁸.

(4) Séance de la Chambre des députés du 23 mai 1840 (*Monit.*, 24 mai 1840).

(5) Rapport sur le projet de loi concernant les Juges suppléants (Voir le *Droit*, 10 juillet 1840).

(6) Article cité *supra*, p. 154.

(7) Cf. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, p. 59.

le Juge doit se décider rapidement (1). Pour l'avocat, triompher est le principal but (2) ; cette ardeur pour la controverse si précieuse au barreau est mauvaise pour le Juge qui doit chercher seulement à découvrir la vérité.

Aussi, était-on incité à se préoccuper surtout de l'entrée des jeunes qui voulaient faire toute leur carrière dans la Magistrature. Il se posait alors une grave question qui préoccupait fort les esprits de l'époque : il n'y avait plus de candidats officiels, spécialement préparés comme l'étaient avant la loi du 10 décembre 1830 (3) les Juges et les Conseillers auditeurs. On essaya, à nouveau de créer une pépinière de candidats à la Magistrature en organisant un noviciat de la Magistrature ; mais tous les efforts accomplis pour revenir ainsi indirectement sur la réforme de 1830 furent vains et inutiles.

II

La première discussion où il fut, à l'époque de la Monarchie de Juillet, question du noviciat, date de 1838. A propos du projet sur l'organisation judiciaire, un député, Carl (4), demanda qu'on créât une institution analogue à celle des Juges auditeurs.

Et pourtant (5) le noviciat n'avait jamais entièrement disparu, car s'il était détruit en la personne des auditeurs par la loi du 10 décembre 1830, il était, en vertu de la même loi (6), reconstitué, puisqu'il était prévu que les Juges suppléants pourraient être appelés aux fonctions du ministère public, si les besoins du service l'exigeaient et qu'au Tribunal de la Seine le quart des Juges suppléants recevrait cette affectation. Or, il était bien évident que ce n'étaient pas des avocats occupés qui pouvaient faire ce service de Substituts, mais bien des jeunes gens qui se préparaient à faire de la Magistrature leur carrière ; aussi se servit-on de l'institu-

(1) Cf. les déclarations du député de Schonen à la Chambre des députés, le 1^{er} octobre 1830 (*Monit.*, 2 octobre 1830).

(2) Déclarations du Conseiller à la Cour de Cassation, Félix Faure (Chambre des Pairs, 13 juillet 1840, *Monit.*, 14 juillet 1840).

(3) Voir *supra*, pp. 55 et suiv.

(4) Séance de la Chambre des députés, 21 fév. 1838 (*Monit.*, 22 fév. 1838).

(5) Voir BONNIER, article cité *supra Revue Félix* 1842, pp. 449 et 450. HIVER, *Institutions judiciaires*, livre V, chap. II, p. 573.

(6) Art. 3.

tion des Juges suppléants survivant à celle des Juges auditeurs pour en faire la pépinière de la Magistrature (1).

Était-ce possible ? était-ce désirable ? c'est ce que de longues discussions allaient essayer d'établir. Au Tribunal de la Seine, les Juges suppléants avaient, de par la multiplicité des affaires et, à cause de textes spéciaux (2), un service habituel très actif qui ne pouvait être considéré comme un noviciat et qui exigeait au contraire des hommes rompus aux affaires. D'autre part, le cadre des Juges suppléants de Paris avait été envahi par des fils de familles influentes qui ne justifiaient pas toujours cette faveur par leur capacité et leur travail.

C'est pourquoi le 25 avril 1840, le Garde des Sceaux Vivien (3) déposa un projet portant qu'il ne serait plus nommé de Juges suppléants au Tribunal de la Seine et que ces seize magistrats y seraient remplacés au fur et à mesure des vacances par seize Juges et six Substituts. Cette suppression des Juges suppléants dans le premier Tribunal du royaume, allait soulever toute la question du noviciat.

Ce projet indiquait qu'une préparation à la Magistrature ne peut se faire dans une juridiction aussi importante, car s'il y faut comme partout faire bonne justice, il faut de plus savoir la faire avec une promptitude qui étonne d'abord les esprits les plus exercés. Le jeune homme, souvent inexpérimenté, lancé sous le titre de Juge suppléant dans ce tourbillon d'affaires, ne peut se livrer à l'étude de la doctrine au milieu des travaux incessants qui lui sont imposés, ni acquérir la maturité qui est le fruit de la méditation ; et cependant, ces Juges suppléants deviennent presque certainement Juges titulaires, au grand détriment des magistrats des autres Tribunaux du ressort de Paris ; ainsi, l'exercice d'une Magistrature particulièrement enviée, qui devrait n'être que la récompense de longs services, pourrait se voir envahie par l'inexpérience et la médiocrité.

Ces motifs furent reproduits avec vigueur par le rapporteur Berville (4) ; il montra combien l'institution des Juges sup-

(1) Cf. les déclarations du P. G. Chegaray à la Chambre des députés, 23 mai 1840 (*Monit.*, 24 mai 1840).

(2) Le décret du 25 mai 1811 dérogeant à l'art. 41 de la loi du 20 avril 1810 permettait de les charger des ordres, des contributions, de la taxe des frais, etc.

(3) Voir sur ce projet : HIVER, *Institutions judiciaires*, livre V, chap. II, pp. 576 et 577. *Le Droit*, 27 et 28 avril 1840 ; *Monit.*, 26 avril 1840.

(4) *Monit.*, 19 mai 1840.

pléants était dénaturée, car près du Tribunal de la Seine, s'il s'agit d'un noviciat, que viennent faire dans les premiers temps de leur exercice, les jeunes légistes appelés aux fonctions de Juges suppléants ? Est-ce par des fonctions de plein exercice et de pleine juridiction qu'il convient de s'essayer aux devoirs du magistrat ?

Le projet de loi fut adopté par la Chambre des députés ; mais déjà dans cette enceinte (1), la discussion, alors qu'on était parti de l'idée de supprimer un privilège pour les familles riches et influentes de la capitale, glissa insensiblement vers le noviciat. Chégaray, qui était Procureur Général à Rennes, proposa d'organiser le recrutement de la Magistrature : l'entrée des avocats ne devait avoir qu'un caractère exceptionnel et, puisque la loi avait supprimé les magistrats auditeurs, il fallait utiliser les Juges suppléants qui sont les candidats naturels à l'avancement ; car il est normal, lorsqu'on les a suivis de près, lorsqu'ils se sont distingués par exemple dans les travaux du Parquet, qu'ils soient préférés à d'autres candidats, puisqu'ils se sont préparés de loin à devenir de bons magistrats.

Mais, c'est la commission de la Chambre des Pairs qui éleva le niveau du débat, en posant à propos de ce projet tout spécial, toute la question du recrutement de la Magistrature. Le Premier Président de la Cour de Cassation, le comte Portalis lui-même rédigea le rapport (2) et il y développa brillamment les raisons qui, d'après lui, militaient en faveur du noviciat. On dit, écrivait-il, que les Juges suppléants du Tribunal de la Seine y ont des fonctions trop absorbantes et trop délicates pour leur inexpérience. Mais pour détruire cet abus, point n'est besoin de supprimer les Juges suppléants de Paris, il suffit de les ramener à leur état primitif, à n'être que de simples et véritables Juges suppléants et qu'un début de noviciat. En tout cas, disait Portalis, le seul problème est celui de savoir comment de bons choix peuvent être préparés pour recruter la Magistrature.

Or, écrivait le Premier Président de la Cour de Cassation,

(1) Discussion à la Chambre des députés, 23 mai 1840 (*Monit.*, 24 mai 1840).

(2) Rapport fait à la Chambre des Pairs par le Comte Portalis au nom d'une Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi sur l'organisation du Tribunal de première instance de la Seine (*Monit.*, 9 juillet 1840 ; *Le Droit*, 10 juillet 1840. HIVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, pp. 578 à 581).

il n'y a point de nomination possible sans candidature, et il n'y a point de candidature sans stage : « C'est surtout dans un Etat où règne l'égalité civile, où triomphe l'égalité politique, qu'il doit exister en avant de toutes les carrières publiques des stages, des noviciats ; en effet, où le pouvoir chercherait-il les éléments ordinaires de ses choix ? qui le préserverait des séductions de l'intrigue et des erreurs du hasard s'il n'était ouvert une lice où les aptitudes naturelles puissent se produire et les capacités effectives se révéler ? Tout, dans notre ordre social se rattache à l'idée du développement progressif de l'intelligence, par l'application expérimentale des connaissances acquises dans chaque profession. Il y a partout des écoles pratiques et préparatoires, pour l'armée, pour la marine, pour l'administration, pour l'instruction publique. Même pour les offices ministériels, pour le notariat et le barreau, il faut des stages et des temps d'épreuve. Or, un stage est un temps d'épreuve et l'exercice des fonctions de Juge dans des Tribunaux quels qu'ils soient ne peut être considéré comme un stage. »

Aussi, la commission, par l'organe de Portalis, proposait-elle de maintenir en la modifiant l'institution des Juges suppléants près le Tribunal de la Seine : la suppléance redeviendrait un apprentissage et une pépinière. Il s'agirait d'un noviciat pratique et non d'une simple école préparatoire : les suppléants devraient être âgés de 22 ans au moins, et avoir terminé leur stage au barreau. La commission avait même examiné la question de savoir si le diplôme de docteur en droit ne devait pas être exigé. Ce n'est qu'au bout de trois ans, et après en avoir été jugés dignes, qu'ils pourraient acquérir l'inamovibilité et la voix délibérative, en même temps qu'un traitement qui serait égal au quart de celui des Juges titulaires. Pendant leurs stages judiciaires, les suppléants seraient tenus d'assister fidèlement aux audiences du Tribunal, ils seraient admis dans la Chambre du Conseil et toujours entendus dans les délibérations. C'est à cette école qu'ils essaieraient leurs forces et ce n'est que lorsqu'ils auraient acquis l'inamovibilité et la voix délibérative qu'ils pourraient être chargés par exemple des ordres, des taxes et de l'instruction (1).

(1) Ainsi la Commission de la Chambre des Pairs autorisait l'accroissement de personnel demandé pour le Tribunal de la Seine mais en même temps elle laissait près de ce Tribunal un corps de seize suppléants organisé suivant les idées indiquées dans le rapport de Portalis.

Le Premier Président Portalis ne se dissimulait pas qu'on pourrait critiquer la facilité que donnaient ces dispositions qui permettaient aux aspirants à la carrière judiciaire d'accomplir leurs stages dans la résidence de leurs familles. Or, cela lui paraissait tout au contraire particulièrement avantageux, car il pensait que les traditions devaient se perpétuer dans les familles des magistrats (1).

Ainsi, le stage que créait la commission était à deux échelons : d'abord pendant trois ans, le suppléant ne participait pas effectivement aux travaux du Tribunal et ensuite seulement, en même temps qu'il était rémunéré, il obtenait voix délibérative.

Ce projet (2) présentait le grave défaut de statuer uniquement pour le Tribunal de la Seine, alors que l'institution d'un stage aurait dû être générale ; toutes les juridictions du royaume ayant besoin d'un bon recrutement.

Il fut d'ailleurs assez mal accueilli. Le journal *Le Droit* (3) prétendit qu'il s'était constitué à la Chambre des Pairs un parti qui comprenait entre autres Barthe (4) et Merilhou (5) qui avait voulu reconstituer sous une autre forme l'institution des Juges auditeurs renversée par la révolution de 1830.

Ce projet, disait encore *Le Droit* (6), risquerait de décourager le mérite et le travail en perpétuant au profit des fils d'hommes puissants un régime de faveur. Sans doute, la nécessité d'un apprentissage pour les fonctions de la Magistrature est évidente ; mais est-il indispensable que le stage d'un magistrat de 22 ans se fasse à Paris ? alors que les hommes les plus éminents se sont formés dans le calme laborieux de la vie de province, bien plus propre aux fortes études que la vie de Paris, trop remplie et trop agitée. En réalité, d'après *Le Droit*, ce qu'on voulait, c'était le monopole exclusif des fonctions de la Magistrature à Paris, au profit de quelques-uns et au préjudice du plus grand nombre. De plus (7), maintenir quelques magistrats dans la possession à peu près exclusive des dignités de la Magistrature à Paris qui sont les plus intéressantes, c'était partager la Magistrature en deux, comme on faisait autrefois du clergé. « Aux fils des

(1) Voir *infra*, p. 205.

(2) Cf. HIVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, p. 381.

(3) 14 juillet 1840.

(4) Voir Append. I^{er} et *infra*, p. 294.

(5) Voir Append. I^{er} et *infra*, p. 263.

(6) 9 juillet 1840.

(7) *Le Droit*, du 14 juillet 1840.

heureux et des puissants du jour, les places de Juges à Paris ; les places de Juges en province seraient réservées aux médiocrités à leur aise qui n'auraient rien à ambitionner. »

La discussion vint à la Chambre des Pairs (1) le 11 juillet 1840. Des magistrats de la Cour de Cassation, de Bastard (2), Laplagne-Barris (3), Boyer (4) et Merilhou (5) y prirent part et il est intéressant de voir les idées de la haute Magistrature sur le recrutement du corps judiciaire.

D'après de Bastard, Président de Chambre à la Cour de Cassation, la minorité de la commission pensait que c'était au barreau, dans l'étude de l'avoué que le Juge devait se former ; tel n'était pas son avis, car la formation qu'on peut ainsi acquérir est insuffisante : « Quand on a passé sa vie sous la dépendance des avoués, où vit l'avocat de second ordre qui seul, cependant veut entrer dans les Tribunaux de première instance, on est peu propre à apporter dans le jugement des affaires la noble indépendance nécessaire. »

Laplagne-Barris, qui était Premier Avocat Général près la Cour de Cassation, reconnaissait l'utilité du noviciat organisé par la suppléance, car, disait-il, si l'on supprimait les Juges suppléants, où prendrait-on les Juges ? sans doute parmi les avocats ; mais les avocats à la tête du barreau, quand ils quittent leur profession, entrent à la Cour de Cassation ou à la Cour royale : « Quelles sont donc, disait-il, les personnes à qui la suppression du noviciat judiciaire profiterait ?... aux avocats sans cause. Or, tandis que les Juges suppléants de Paris travaillent sous les yeux d'hommes expérimentés, quelles sont les garanties de capacité des avocats qui ont essayé, mais vainement, d'avoir un cabinet ? Qui les surveille ? Qui sait s'ils sont véritablement laborieux ou capables ? » et quelle différence d'après l'orateur avec ceux qui s'astreindront au noviciat !

Dans son discours, un peu vague d'ailleurs, le Garde des Sceaux, Vivien, combattit le projet de la commission : il pensait que la suppléance et le noviciat sont deux idées qui s'excluent. Tout le système de la commission est fondé sur la pensée que la suppléance dans le Tribunal de la Seine

(1) *Monit.*, 12 juillet 1840. *Le Droit*, 14 juillet 1840. HIVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, p. 581. DEHESDIN, *Etude sur le recrutement des magistrats*, I^{re} Partie, parag. 4, p. 47.

(2) Voir Append. I²⁷.

(3) Voir Append. I⁵⁰.

(4) Voir Append. I⁵¹.

(5) Voir Append. I⁴.

est une grande école, un noviciat. Or, on ne peut concilier l'inamovibilité qui leur appartient avec le noviciat. Des jeunes gens entrés dans la Magistrature à titre d'épreuve ne peuvent être inamovibles ; on ne peut les admettre pour voir quelle est leur capacité et décider en même temps dès à présent que leur titre leur appartiendra toujours et ne pourra jamais leur être enlevé ; ceci est contradictoire et inadmissible. Cependant, Vivien reconnaissait que le noviciat judiciaire n'était pas organisé et qu'une espèce de séminaire de la Magistrature était pourtant nécessaire sans qu'on oublie toutefois que tous les citoyens sont également admissibles à tous les emplois. Il promit d'entretenir la Chambre de la question non seulement pour un seul Tribunal, mais pour l'ensemble de la Magistrature du royaume.

Le vénérable Président Boyer de la Cour de Cassation (1) dont l'expérience était si grande, applaudissait également à l'institution du noviciat judiciaire qu'il jugeait éminemment morale, car s'il est reconnu que pour la plus simple profession mécanique, il faut un apprentissage, que pour les fonctions publiques il y a un surnumérariat, avec combien plus de raison, un certain temps d'épreuve ne doit-il pas être imposé à ceux qui rendent la justice.

Par contre, l'ancien Procureur Général près la Cour royale de Paris, Persil (2), se montra un vigoureux adversaire du projet de noviciat tel qu'il était sorti des délibérations de la Commission de la Cour des Pairs qu'il cingla de ces mots dédaigneux : « Comment deviendra-t-on Juge ? Ce n'est pas un examen. Comment connaîtra-t-on la capacité ? Ce ne sera pas le jeune homme que l'on nommera, ce sera son père. »

Cette discussion avait montré que la Chambre des Pairs n'était pas unanime à approuver le projet de sa commission ; aussi se contenta-t-elle (3), sans parler des Juges suppléants qu'elle maintenait donc implicitement, d'augmenter le personnel du Tribunal de la Seine (4). Mais la loi ne fut pas rapportée à la Chambre des députés et resta à l'état de projet.

Cependant, la question du noviciat continuait à préoccuper les esprits. Le 6 août 1840 (5), le Garde des Sceaux Vivien

(1) Append. I^{er}.

(2) Append. I^{er}.

(3) Discussion à la Chambre des Pairs, 14 juillet 1840 (*Monit.*, 15 juillet 1840).

(4) De quatre places de Juges d'Instruction et de deux nouvelles places de Substituts.

(5) *Monit.*, 7 août 1840.

formait une commission chargée d'examiner toutes les questions que le projet de loi sur les Juges suppléants avait soulevées au sein des Chambres : cette commission était surtout composée de magistrats des juridictions parisiennes. En même temps, le Ministre (1) adressait aux Procureurs Généraux une circulaire demandant qu'on lui fasse connaître dans chaque ressort quels étaient parmi les Juges suppléants ceux qui pouvaient être considérés comme remplissant le poste à titre de noviciat et ceux qui, de par leurs fonctions au barreau ou dans le notariat étaient dans une situation différente.

Entre la session de 1840 et celle de 1841, le cabinet avait démissionné. Au début de l'année 1841, le nouveau Garde des Sceaux, Martin du Nord, déposa un projet relatif aux Juges suppléants du Tribunal de la Seine (2). Il n'était plus question pour eux de noviciat : la suppléance n'était plus la pépinière de la Magistrature. Le corps des seize suppléants attachés à ce Tribunal était supprimé par extinction et à chaque vacance qui devait se produire un Juge titulaire ou un Substitut devait les remplacer (3). Et tout de suite huit Juges suppléants devaient être nommés qui, eux, n'étaient pas des novices, mais des notabilités du barreau. Ce projet passa très rapidement et devint la loi du 24 avril 1841. Pour bien montrer le caractère nouveau de ces Juges suppléants, six avocats célèbres dont Chaix d'Est Ange et Philippe Dupin, furent nommés à ces fonctions (4). Si la suppléance n'était plus une source de recrutement pour la Magistrature, l'idée de créer un noviciat pour la Magistrature n'était pas abandonnée. Tout au contraire, dans le projet même relatif aux Juges suppléants du Tribunal de la Seine (5), le Ministre Martin du Nord reconnaissait que de puissantes raisons recommandent l'institution d'un noviciat dans lequel les jeunes gens qui se destinent aux fonctions judiciaires trouveraient les avantages d'une éducation spéciale. Les corps judiciaires ne peuvent se recruter exclusivement dans le barreau, pensait le Garde des Sceaux, car les avocats les plus

(1) *Le Droit*, 12 août 1840. Circulaires des 19 juillet et 21 août 1840. GILLET, *Analyse des circulaires*, 2^e éd., pp. 528 et 529.

(2) Cf. HIVER, *op. cit.*, livre V, chap. II, pp. 584 et 585. L'exposé des motifs du projet est au *Monit.*, 31 janvier 1841 (addition à la Séance de la Chambre des Pairs du 28 janvier 1841). Voir *Le Droit* du 30 janvier 1841.

(3) Au total, douze Juges titulaires devaient être nommés et quatre Substituts.

(4) Cf. *Le Droit* du 26 avril 1841.

(5) Exposé des motifs sus-indiqués (*Monit.*, 31 janvier 1841).

distingués ne sont pas toujours disposés à abandonner l'éclat, la liberté et les autres avantages de leur profession pour les honorables mais modestes fonctions de Juges. De plus, pour Martin du Nord, il est des hommes qui, avec une grande instruction, une intelligence élevée, sont dépourvus des qualités indispensables pour réussir au barreau et on ne peut les condamner à passer par une carrière à laquelle ils ne sont pas propres pour parvenir à celle à laquelle leur aptitude spéciale les appelle. Le Garde des Sceaux pensait donc qu'on pouvait organiser le noviciat sans donner aux jeunes gens qui y seraient admis, les attributions qui doivent être réservées aux Juges titulaires ; mais ce projet, d'après le Ministre, n'était pas au point. Il fallait de nouvelles études ; aussi le Gouvernement provoqua-t-il les avis des Cours sur cette question.

Pour demander l'opinion des compagnies judiciaires, le Garde des Sceaux adressa une circulaire le 20 février 1841 (1). Les Cours devaient d'abord examiner le principe du noviciat : cette institution disait le Ministre, doit offrir aux jeunes gens qui se destinent aux fonctions judiciaires les avantages d'une éducation spéciale ; elle doit les former, par de bons exemples constamment placés sous leurs yeux, aux mœurs graves et aux habitudes laborieuses qui conviennent à la Magistrature. Pour obvier aux inconvénients que présentait l'institution des Conseillers et Juges auditeurs d'avant 1830, il était précisé que les auditeurs attachés au service des audiences auraient seulement voix consultative et que ceux qui seraient attachés au Parquet seraient sous les ordres du Procureur du Roi qui n'accepterait leurs travaux qu'après examen et sous sa responsabilité. Ces idées générales une fois étudiées, les Cours devaient ensuite examiner les détails de l'organisation du noviciat : ne serait-il pas convenable d'attacher les auditeurs aux seuls Tribunaux saisis d'affaires nombreuses et importantes, c'est-à-dire aux Tribunaux siégeant aux chefs-lieux des Cours royales, des Cours d'assises des départements ? Ne devait-on pas exiger que les auditeurs fussent âgés de 22 ans au moins, qu'ils fussent licenciés, peut-être même docteurs en droit et qu'ils aient fait un certain temps de stage ? Les Cours devaient également donner leur avis sur des questions de détail : Quelle serait la nature des fonctions des auditeurs ? Ceux-ci seraient-

(1) Cf. *Monit.*, 28 fév. 1841. *Dalloz périodique*, 1842, 3^e Partie, pp. 34 et 35. Cf. MALEPEYRE, *La Magistrature en France*, chap. IV, pp. 131 et 132. GILLET, *Analyse des circulaires*, 2^e éd., p. 539.

ils amovibles ? Recevraient-ils un traitement ? Quel serait le mode de leur nomination ? et la durée de l'épreuve à laquelle ils seraient soumis ? Fait assez curieux, en même temps qu'il sollicitait sur ces derniers points l'avis des compagnies judiciaires, le Gouvernement indiquait quelle était sa propre opinion : dans la pensée du Ministre, les auditeurs devaient être amovibles, ne recevoir aucun traitement, et être nommés sur la présentation du Gouvernement par ordonnance royale, étant entendu que leurs fonctions cesseraient après cinq ans d'exercice.

Ainsi, dans cette circulaire perçait nettement le projet gouvernemental (1) : contrairement à celui qui avait été précédemment élaboré par la commission de la Chambre des Pairs, il séparait nettement le noviciat de l'institution des Juges suppléants.

Cependant le journal *Le Droit* (2) continuait ses critiques contre le noviciat : on invoque, disait-il, l'initiation aux mœurs et aux habitudes de la Magistrature afin de perpétuer au milieu de cette mobilité perpétuelle une race de magistrats austères, instruits et laborieux. On veut, proclame-t-on, resserrer la chaîne entre la Magistrature d'autrefois et celle d'aujourd'hui. Mais toutes ces raisons, lisait-on dans *Le Droit*, étaient les raisons officielles. En réalité, on se flattait, sans le dire, de rattacher indirectement le principe de l'hérédité aux fonctions de la Magistrature qui deviendraient ainsi dans certaines familles une partie de patrimoine. Or, d'après *Le Droit*, de telles raisons ne correspondaient plus à l'époque et justement ce que l'on doit redouter le plus chez un magistrat, c'est le joug de certaines habitudes de jeunesse, de préjugés ineffaçables, qui fait voir les choses sous un jour faux (3) : « La puissance de juger est une puissance terrible... Que sera-ce donc lorsqu'on sera né, qu'on aura grandi

(1) *Le Droit* du 22 avril 1841 notait qu'avant de demander leur avis aux magistrats des Cours royales, le Ministre leur avait donné le sien : « il doit payer, dit-il, une dette contractée envers quelques membres influents de la Chambre des Pairs, et il voudrait se présenter aux Chambres avec l'appui des Cours royales. »

(2) *Le Droit*, 2 mars 1841, 15 mars 1841, 26 mars 1842. Ces chroniques paraissent avoir été le plus souvent écrites par Oscar Pinard, alors avocat à la Cour de Paris, qui fut Procureur de la République à Paris en 1848 et Conseiller à la Cour royale de Paris en 1849 (La chronique du *Droit* du 2 juin 1842 est identique aux pages de *l'Histoire à l'audience*, de Os. PINARD, chap. VIII, pp. 116-117). Voir *infra*, p. 442 et Append. I^{er}.

(3) *Le Droit* du 15 mars 1841.

avec elle et qu'on n'apercevra plus les justiciables que du haut de son siège ? Le Juge sera juste, mais sa justice sera-t-elle tendre, miséricordieuse, éclairée, sympathique ? » Les magistrats ne sont plus maintenant que des fonctionnaires ordinaires. Avec le noviciat, se recrutant elle-même, se perpétuant au sein des mêmes familles, la Magistrature finirait par devenir une caste fermée et isolée des autres catégories sociales.

Cependant, les compagnies judiciaires délibéraient sur le projet ministériel. La Cour de Cassation, vingt Cours royales sur vingt-sept devaient se prononcer en sa faveur (1) et dans la minorité se trouvaient (2) les Cours de Toulouse, d'Aix, de Bordeaux, de Rennes.

La commission de la Cour de Cassation chargée de cet examen s'était ralliée aux lignes générales du projet (3) gouvernemental. Elle proposait cependant pour les candidats au noviciat un enseignement spécial (4) près d'un maître titulaire d'une chaire qui « leur donnerait une sorte d'expérience anticipée, les prémunirait contre les dangers d'un zèle quelquefois trop ardent ou d'une tiédeur qui dégénérerait en coupable inertie ». Ensuite les candidats au noviciat (5) se présenteraient devant un jury spécial composé de magistrats de Cours royales et de Professeurs qui, après des épreuves verbales et écrites jugerait s'il y a lieu d'accorder le diplôme nécessaire. Les candidats ainsi reçus seraient présentés par les Chefs de Cours (6) et le Garde des Sceaux choisirait parmi eux les sujets qu'il proposerait au Roi pour être admis au noviciat judiciaire.

Fort de l'appui des compagnies judiciaires, le Garde des Sceaux déposait le 4 avril 1842 un projet sur le noviciat à la Chambre des Pairs (7). Il créait des auditeurs qui ne devaient

(1) *Monit.* du 24 avril 1841. *Le Droit* du 30 juillet 1841. Cf. BONNIER, article sus-visé de la *Revue Fœlix*, 1842, p. 462. PICOT, *Réformes et projets judiciaires*, p. 5. Les avis des Cours ne furent pas publiés. Cf. HIVER, *Institutions judiciaires*, livre V, chap. II, p. 587.

(2) *Le Droit* du 14 avril 1841 et du 30 juillet 1841.

(3) Le rapport avait été confié au Conseiller Béranger. Il a été inséré dans la *Revue de législation et de jurisprudence* dite *Revue Wolowski*, année 1845, t. II, pp. 198 à 218.

(4) Rapport Béranger, *Revue* sus-visée, p. 205.

(5) *Ibid.*, p. 206. Sur l'idée du concours comme moyen de recrutement, voir *supra*, p. 157.

(6) *Ibid.*, p. 208.

(7) Exposé des motifs et projet de loi relatif au noviciat judiciaire. Addition à la séance de la Chambre des Pairs du 4 avril 1842. *Monit.*,

pas excéder le chiffre maximum de 150. Ces auditeurs ne devaient être attachés ni aux Cours royales ni aux Tribunaux d'arrondissement ; car, d'une part, lorsque les procès arrivent devant les Cours d'appel, la procédure est complète, et, c'est, en étudiant une cause à son début, en la suivant dans chacune de ses phases qu'on s'habitue à cette sûreté de décision que donne seule l'expérience de la pratique. D'autre part, près des Tribunaux d'arrondissement qui jugent peu d'affaires, les auditeurs ne trouveraient pas, non plus, l'occasion de s'occuper utilement. Aussi, d'après le projet, ces auditeurs ne devaient-ils être placés que près des Tribunaux siégeant aux chefs-lieux des Cours royales, des Cours d'assises et des départements. Ce sont là en effet toujours des Tribunaux importants qui ont près d'eux des barreaux nombreux et exercés où les auditeurs peuvent prendre l'expérience des affaires.

Quelles étaient d'après ce projet, les conditions que devaient remplir ces auditeurs ? Ils devaient être docteurs en droit, grade qui ne se confère, disait le projet, qu'à ceux qui ont déjà des connaissances acquises et qui sont capables d'un travail soutenu ; ils devaient être âgés de plus de 22 ans et de moins de 26 ans de façon à ne permettre d'arriver au noviciat judiciaire ni trop tôt, avant que la raison soit mûrie, ni trop tard, alors qu'on doit avoir assez d'expérience pour aspirer à une position définitive.

Afin d'établir une profonde distinction entre les auditeurs créés par ce projet et les Juges auditeurs d'avant 1830 qui avaient laissé un mauvais souvenir (1), le projet décidait qu'ils n'auraient pas voix délibérative, mais seulement voix consultative : ils assisteraient aux audiences ; les affaires se plaideraient devant eux ; et, afin qu'il y ait dans cette institution une source réelle d'instruction, une fois dans la Chambre du Conseil, ils seraient obligés d'émettre leur opinion, et ils pourraient même être chargés de rédiger les jugements. Après une année, s'ils y sont aptes, ils rempliraient les fonctions du ministère public, aux audiences civiles et correctionnelles, ce qui constitue la véritable école du magistrat. Comme les officiers du ministère public, notait le projet, ne font que conclure et requérir et que la décision de l'affaire appartiendra toujours aux magistrats titulaires, les justiciables n'auront aucun sujet de s'inquiéter. Toutefois, le service des

7 avril 1842 ; *Le Droit*, 8 avril 1842. DEHESDIN, *op. cit.*, I^{re} Partie, parag. 4, p. 47. PICOT, *op. cit.*, p. 7.

(1) Voir *supra*, pp. 54 et suiv.

assises où des intérêts graves sont engagés et où les accusés ont droit à de si complètes garanties devait leur être interdit.

Bien que les auditeurs ne dussent point participer à tous les travaux des Tribunaux et des Parquets, ils n'en étaient pas moins associés à leurs occupations et le titre de magistrat leur appartenait. En conséquence, ils devaient être nommés par le Roi et les règles concernant les prestations de serment, les prérogatives, les récusations, les dispenses qui s'imposent aux magistrats leur étaient également applicables.

Les auditeurs devaient être révocables ; on ne pouvait, disait le projet leur accorder l'inamovibilité puisqu'ils subissent une épreuve. Enfin, le noviciat devait avoir un terme : après cinq ans, l'auditeur qui n'aurait pas obtenu une place définitive dans la Magistrature devait cesser ses fonctions.

Dès son apparition, le projet souleva des critiques. *Le Droit* (1) s'attaquait toujours au principe du noviciat qui lui paraissait inutile puisqu'il y avait déjà des écoles où l'on se préparait à la Magistrature : les écoles de droit et le stage d'avocat. Bonnier, Professeur suppléant à la Faculté de droit de Paris (2), trouvait excellente l'institution du noviciat ; toutefois il critiquait la nomination directe des auditeurs par la Chancellerie ; il aurait voulu pour eux la double présentation du Premier Président et du Procureur Général, usitée en fait pour la nomination aux places de la Magistrature. Il n'aurait pas voulu, non plus (3), que le Garde des Sceaux pût révoquer les auditeurs à volonté et il aurait désiré pour eux un degré intermédiaire entre l'inamovibilité et la révocabilité. Enfin, il critiquait (4) la brièveté du délai de cinq ans après lequel les auditeurs qui n'avaient pas obtenu une place dans la Magistrature devaient cesser leurs fonctions. Il aurait voulu que ce délai fût prolongé s'il y avait eu réclamation motivée du Premier Président et du Procureur Général.

Ce fut le baron de Daunant qui rapporta le projet à la Chambre des Pairs (5). Il y montrait la nécessité d'une institution spéciale de jeunes gens qui, par l'étendue de leurs connaissances et la nature de leurs occupations, devait assurer à la Magistrature une pépinière de jeunes talents. Le

(1) 10 avril 1842.

(2) Article cité dans la *Revue Félix* de 1842, t. I, p. 464.

(3) Article cité p. 465.

(4) Article cité p. 467.

(5) Voir sur ce rapport déposé le 19 mars 1842, *Monit.* du 21 mai 1842, *Le Droit* du 22 mai 1842.

rapporteur tenait à signaler que l'éducation de la famille manque pour les jeunes magistrats. Les traditions ne se transmettent plus de père en fils ; aussi, par le noviciat substitue-t-on à l'éducation de la famille, l'éducation de la compagnie dont ils doivent faire un jour partie. La seule modification qu'avait fait subir la commission au projet avait été de placer des auditeurs près des Tribunaux d'arrondissement. La Commission avait en effet pensé que parfois, un simple Tribunal d'arrondissement est situé dans une ville plus considérable que le chef-lieu et que le barreau y est plus instruit. Enfin, craignant de voir réunir un très grand nombre d'auditeurs près de Tribunaux siégeant dans des résidences de choix trop désirées, la Commission avait proposé qu'on ne pût jamais attacher à un Tribunal plus d'auditeurs qu'il y avait de Chambres.

La discussion à la Chambre des Pairs fut très rapide (1). La seule question qui parut la préoccuper fut la crainte qu'on vit dans ce projet une limitation à la prérogative royale de choisir les magistrats. Il fut voté à la grosse majorité de 85 voix contre 23.

Tant cependant étaient grandes les résistances (2), que ce projet ne fut même pas présenté à la Chambre des députés.

La question ne fut plus soumise aux délibérations des assemblées et elle ne fut plus agitée sous la Monarchie de Juillet. Seule, la Cour royale de Lyon entendit au mois de novembre 1844 (3) l'éloge du noviciat prononcé par son Procureur Général Piou, lors de l'audience de rentrée. Mais ce n'était plus que discussion d'école : aux yeux de l'opinion, la cause du noviciat était battue.

(1) Elle eut lieu le 24 mai 1842. Cf. *Monit.* du 25 mai 1842. *Le Droit* du 26 mai 1842, du 2 juin 1842. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VIII, pp. 116 à 118.

(2) A celles déjà signalées, dont on voit les traces dans *Le Droit* du 2 juin 1842 et dans PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VIII, p. 116, il faut ajouter celle de certains députés comme le député Gillon (Append. I³⁷) qui était Cons. Cass. et qui s'opposa, dans les bureaux de la Chambre des députés, à ce projet qui, d'après lui, n'avait d'autre but que d'ouvrir la Magistrature à l'aristocratie (*Notice sur Gillon*, par BONNE, pp. 31 et 32).

(3) Cf. *Le Droit* du 11 nov. 1844. Ce journal s'étonnait de voir un ancien avocat auquel la révolution de 1830 avait ouvert les portes de la Magistrature prôner le noviciat contre lequel les avocats avaient tant combattu. Sur Piou, voir Append. I⁴¹.

Au moins, tous ces projets stériles avaient-ils montré les efforts souvent faits, par la Magistrature elle-même, pour essayer d'organiser son recrutement. Mais elle avait surtout voulu faciliter encore davantage aux fils de magistrats l'entrée dans la carrière et c'était ce qui avait fait échouer ces initiatives.

CHAPITRE II

Comment on avance

I. Les Règles générales qui président à l'avancement des Magistrats. — II. La Création de familles de Magistrats

I

Quand on examine la situation du personnel de la Magistrature sous la Monarchie de Juillet, on voit qu'on peut facilement le diviser en deux catégories : certains magistrats restent très longtemps dans leurs postes souvent inférieurs, tandis que d'autres s'efforcent de gravir rapidement les échelons de la hiérarchie et y réussissent parfois.

La question de l'avancement n'intéressait guère les premiers : c'étaient surtout des Présidents de Tribunaux qui vieillissaient sans ambition dans la ville où ils avaient le plus souvent leurs intérêts à surveiller. Tel était par exemple le baron Despatys de Courteille (1) mort en 1841, à l'âge de 89 ans Président du Tribunal de Melun, dont la vie judiciaire à ses divers échelons s'était, depuis la Révolution, presque toute entière déroulée dans la même ville. C'est encore Chardon qui passa toute sa vie judiciaire au Tribunal d'Auxerre où il siégea, tant comme Juge que comme Président 34 ans et dont il fut Président de 1821 à 1845 (2). Auxerre était sa ville natale ; avant d'être magistrat il y avait été longtemps avocat et il en avait écrit l'his-

(1) Voir *Le Droit* du 24 décembre 1841 et baron DESPATYS, *Magistrats et criminels*, d'après les mémoires de GAILLARD, chap. III, p. 33. Le baron Despatys de Courteille avait été Lieutenant Général au bailliage de Melun, député du Tiers Etat aux Etats Généraux, et Président du Tribunal de Melun depuis 1825. Voir Append. I⁶².

(2) Voir article du *Droit* du 14 déc. 1846 et Append. I⁵³.

toire (1). Toute la vie du Président Jannyot s'était également écoulée à Chartres (2) où il avait été trente ans Président du Tribunal. A Bar-sur-Seine, Trumet est Président pendant 32 ans (3) ; à Joigny, Ferrand est à la tête du Tribunal du 23 floréal an VIII au 13 juillet 1836 ; à Avallon, Comynet est Président du 7 février 1816 au 29 novembre 1840.

Pour ces sages qui vivaient dans la petite ville qu'ils aimaient et qu'ils n'auraient jamais voulu quitter, la question de l'avancement ne se posait pas ; car l'avancement personnel sur place n'existant pas, il fallait pour avancer changer de fonctions et le plus souvent de résidence.

Par contraste, nombreux étaient ceux qui, pour avancer, consentaient à devenir des errants, changeant sans cesse de poste, et multipliant les démarches pour obtenir la fonction qu'ils convoitaient. Avec l'autorité qui s'attachait à sa qualité de premier magistrat de France, le Premier Président de la Cour de Cassation, Portalis, disait (4) : « J'ai vu quelquefois, au bruit d'une vacance d'emplois, un Tribunal presque entièrement déserté par des magistrats impatientes d'avancement, et le ministre obligé de révoquer tous les congés pour dissiper l'essaim des solliciteurs. » Et quelque temps après ces paroles, le Garde des Sceaux ayant constaté qu'un grand nombre de magistrats demandait l'autorisation de venir à Paris solliciter de l'avancement, interdit d'accorder des congés pour un tel but (5).

C'est que pour certains, l'avancement prenait une importance énorme : « Lebrun, Président du Tribunal de Beaune, écrivait en 1835, le Procureur Général Colin, de Dijon (6), a la monomanie de la robe rouge à ce point qu'il ne peut parler d'autre chose même en public... Cependant, il préside dans une belle résidence le Tribunal d'un arrondissement où sa femme a sa famille et ses propriétés, place que d'autres

(1) *Histoire de la ville d'Auxerre jusqu'aux Etats Généraux*, t. I, (1834), t. II (1835).

(2) Voir ADRIEN SÉE, *Notice sur le Président Jannyot*, p. 9. Il avait été avocat et Maire à Chartres avant d'être magistrat. Voir Append. I⁵⁴.

(3) Du 3 sept. 1808 au 18 nov. 1840.

(4) Discussion à la Chambre des Pairs du projet sur le Noviciat, 13 juillet 1840 (*Monit.*, 14 juillet 1840).

(5) Circulaire du Garde des Sceaux, du 7 janvier 1841 (Voir *Le Droit* du 11 janvier 1841. GILLET, *Analyse des circulaires*, 2^e éd., pp. 537 et 538). Voir *infra*, p. 272.

(6) Lettre P. G. Colin, de Dijon, le 7 déc. 1835, à Renouard, Secrétaire Général du Ministère de la Justice (Arch. BB⁶ 226 1 A).

dans la même condition préféreraient à celle de Conseiller ; mais aucun avis ne peut calmer l'ardeur d'une ambition qui est devenue une sorte de délire. » Et les places de Conseillers sont rares et les ambitions sont difficilement satisfaites. A la Cour de Dijon, écrit encore en 1846, le Procureur Général Grenier (1) : « tous les magistrats qui se sentent de la valeur aspirent à arriver à la Cour, et comme les vacances y sont fort rares, les droits et les prétentions s'accroissent. » Il y a, dit Grenier, moins d'une place vacante à la Cour, tous les deux ans, et cette immobilité amène une sorte de découragement dans les rangs inférieurs de la Magistrature. En 1837, le Procureur Général de Rouen (2) signale à la Chancellerie l'étonnante quantité de demandes qui lui ont été adressées pour les deux postes vacants à la Cour ; ce qui lui a montré : « à quel point, dans ce ressort, les prétentions à l'avancement sont actives. »

Ces ambitions ainsi surexcitées, ne sont le plus souvent que profondément déçues. Lorsque Sémerie, simple avocat du barreau d'Aix, fut nommé Procureur du Roi à Marseille le 28 septembre 1833, le Procureur Général d'Aix dut arrêter la démission de cinq Procureurs du Roi (3). En 1836, Beaupré, Juge au Tribunal de Nancy, espérait la place de Vice-Président. Quand il vit qu'il n'était pas nommé, il écrivit au Garde des Sceaux cette lettre singulière où perçait sa grande irritation (4) : « Je vous prie de m'accorder un congé de deux mois ; j'en ai besoin pour rétablir ma santé altérée par le sentiment profond, je ne dirai pas seulement de l'injustice, mais de l'injure que je viens d'essuyer du Gouvernement de Juillet, dédaigneux aujourd'hui du dévouement que comme magistrat et surtout comme citoyen je lui ai témoigné. » C'étaient là des lettres qu'on adressait lorsque les mouvements avaient paru au *Moniteur* et que les rêves d'avancement s'évanouissaient ; mais antérieurement, les missives adressées par les candidats à la Chancellerie avaient un tout autre ton, parfois si humble qu'on en est peiné. Verdière, Juge au Tribunal de Rouen, qui désire être nommé Conseiller à la Cour de Rouen, écrit en ces termes à Dupont de l'Eure, alors Garde des Sceaux (5) : « Je vous supplie de m'accorder une

(1) Lettre P. G. Grenier, de Dijon, à G. d. S., le 2 mai 1846 (Arch. BB⁶ 277 11 A).

(2) Lettre du 22 avril 1837 à G. d. S. (Arch. BB⁶ 232 28 A).

(3) Lettre P. G. Aix à G. d. S., 29 mars 1838 (Arch. BB⁶ 244 3 A).

(4) Avril 1836 (Arch. BB⁶ 226 20 A).

(5) Lettre du 15 sept. 1830 (Arch. BB⁶ 199 28 A).

place de Conseiller à la Cour royale de Rouen. Veux-tu qu'on t'aime, aime. Cette moralité m'a fait raisonner ainsi lorsque vous avez été appelé au Ministère. Puisque j'ai toujours eut pour M. Dupont des sentiments d'attachement fondés sur des relations sinon intimes, du moins particulières... enfin, puisque j'aime Monsieur le Garde des Sceaux, je dois croire, je ne dirai pas que Monsieur le Garde des Sceaux m'aime, ce serait une impertinence, mais qu'il a pour moi de l'estime. » Et Verdière fut en effet nommé Conseiller à la Cour de Rouen le 14 mars 1831 (1). Aussi, le chroniqueur du journal *Le Droit* (2), constatait, non sans mélancolie : « Il y a aujourd'hui pour la Magistrature... les soucis de l'avancement ; il y a la politique, il y a surtout cette humeur inquiétante qui pousse chacun vers Paris, comme vers le centre unique où tout doit aboutir. Cette considération personnelle qui environnait le magistrat dans le lieu natal n'est plus, à ses yeux, un lien qui le retienne. Ce qu'il veut, c'est de l'avancement. Il vise à faire son chemin comme un commis des contributions indirectes ou comme un sous-lieutenant. »

La question de l'avancement des magistrats était pour les hommes de la Monarchie de Juillet un peu nouvelle. Sous l'ancien régime, avec la vénalité des offices, le magistrat obtenait le plus souvent dès le début, le siège qu'il occupait jusqu'à sa mort. Cette question peut d'ailleurs être envisagée sous deux aspects différents : tout d'abord, le magistrat doit-il avancer ? c'est-à-dire espérer une situation matérielle ou honorifique supérieure à celle qu'il occupe, et, en cas de réponse affirmative, si l'on admet pour la Magistrature un avancement quelconque, que doit-il être et peut-il être réglementé ?

Cette époque a beaucoup aimé, nous l'avons déjà vu spécialement à propos de l'organisation judiciaire et du noviciat, les discussions théoriques. Aussi ne doit-on pas s'étonner si la question de l'avancement de la Magistrature fut à maintes reprises soulevée à ce moment.

Tout d'abord, certains esprits ne concevaient pas qu'un magistrat avançât, qu'un Juge ne fût pas l'égal d'un autre Juge ; qu'en un mot il existât une hiérarchie judiciaire : « Si

(1) Il est vrai que Dupont de l'Eure n'était plus Ministre depuis le 27 décembre 1830. Mais cette nomination semble avoir été préparée par Mérilhou, son ancien Secrétaire Général, qui fut son successeur à la Chancellerie, du 27 déc. 1830 au 13 mars 1831.

(2) Qui paraît être Pinard. Voir *supra*, p. 174 (*Le Droit* du 29 déc. 1845). Cf. ceux du 18 mai et du 18 décembre 1846.

l'on remonte aux principes de l'inamovibilité, s'écriait le député Boudousquié lors de la discussion du budget de la Justice à la Chambre des députés (1), il est impossible de ne pas reconnaître que ce principe n'est pas moins violé par la promotion d'un magistrat à un siège supérieur, qu'il ne le serait par sa destitution ; car l'indépendance du Juge que l'inamovibilité a pour objet de garantir courrait bien moins de risques de la crainte d'une destitution qui frapperait difficilement lors même qu'il ne serait pas inamovible un Juge à qui on n'aurait à reprocher que son intégrité et son indépendance, qu'elle ne peut en courir de l'espoir des faveurs et de la perspective d'un avancement rapide. » Le comte Portalis, Premier Président de la Cour de Cassation (2), faisait une distinction entre la Magistrature du Parquet et la Magistrature inamovible. Il lui semblait naturel que les officiers du ministère public fussent soumis aux règles des changements de poste emportant promotions ; mais il n'en saurait être ainsi des Juges, car c'est afin qu'ils soient stables et indépendants que la Constitution de l'Etat leur accorde l'inamovibilité. Il faut qu'ils apprennent à connaître leurs justiciables et qu'ils en soient connus pour obtenir la considération et la confiance qui font leur force et d'où découle cette autorité morale qu'ils doivent avoir : « La règle (3), disait encore le Premier Président Portalis, dans la carrière judiciaire, c'est la stabilité, comme dans les carrières administratives, c'est la mobilité ; sans doute, il ne faut pas étouffer l'émulation chez les Juges ; mais, s'il faut désirer qu'ils rivalisent d'efforts pour exceller dans leur profession et conquérir l'estime publique, il faut craindre de donner à leur émulation un autre cours et qu'ils ne s'appliquent plutôt à briguer la faveur du pouvoir qui dispense les places qu'à la mériter. » On ne saurait mieux montrer les vices et les dangers de l'avancement des magistrats ; et, dans la bouche du Premier Président de la Cour de Cassation ces paroles étaient d'un grand poids.

Quelques années plus tard, le chroniqueur judiciaire du journal *Le Droit* (4) exprimait la même idée : « Il nous

(1) Séance du 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836). Cf. les déclarations du baron de Fréville à la Chambre des Pairs, 26 février 1833 (*Monit.*, 27 février 1833).

(2) Rapport à la Chambre des Pairs de Portalis, sur le projet de loi des Juges suppléants, du 9 juillet 1840 (*Monit.*, 10 juillet 1840 ; *Le Droit*, 10 juillet 1840).

(3) Chambre des Pairs, 13 juillet 1840 (*Monit.*, 14 juillet 1840).

(4) *Le Droit*, 9 novembre 1845.

semble que l'ambition est permise à tous les hommes, excepté aux magistrats ; il n'y a pour ainsi dire pas de degré dans la Magistrature ; par une glorieuse prérogative de leur institution, tous rendent la justice au même nom et au même titre. » Et aux dernières heures de la Monarchie de Juillet, un homme politique célèbre, Odilon Barrot, censurait également le système de l'avancement chez les magistrats (1) : « Je désire, disait-il, qu'on apporte un remède à cette manie de changement qui anime toute la Magistrature... M. le Garde des Sceaux a dû être frappé de ce besoin de changement de position, de cette manie de quitter le siège pour aller à côté dans une autre ville, par cela seul que le traitement est plus considérable... Rien ne nuit plus à la Magistrature que cette disposition qui se manifeste. »

On le voit donc, les critiques s'attachaient surtout à dénoncer l'avancement qui forçait à changer de Tribunal et par conséquent de résidence pour obtenir un échelon plus élevé dans la hiérarchie et un traitement meilleur (2). On aurait pu y remédier par un avancement par classes ou par échelons sur place et le comte Portalis (3) le proposait d'une manière vague d'ailleurs, quand il voulait que le recrutement de la Magistrature fût local, quand il exprimait le vœu de voir les jeunes magistrats entrer dans cette carrière, là où ils étaient domiciliés, et lorsqu'il demandait également que le magistrat ne changeât jamais par la suite de résidence.

Cependant, il faut bien le dire, ces critiques contre l'avancement étaient loin d'être unanimes ; par exemple, le comte d'Argout (4) trouvait excellent pour la justice, qu'à l'instar de ce qui se passait dans les carrières administratives ou dans les carrières financières, les magistrats aillent d'un bout de la France à l'autre. D'après lui, le système du comte Portalis de l'avancement sur place, combiné avec le recrutement local était impossible à réaliser en pratique puisqu'on risquait d'avoir dans certains endroits un nombre surabondant de

(1) Séance de la Chambre des députés du 20 mai 1846 (*Monit.*, 21 mai 1846). Odilon Barrot a exprimé la même idée dans son livre sur l'*Organisation judiciaire en France*, paru en 1871 (p. 77).

(2) Sauf bien entendu si l'on est promu à une fonction supérieure dans la même juridiction. Tel un Juge nommé Président ou un Substitut nommé Procureur.

(3) Rapport du comte Portalis sus-visé, 8 juillet 1840 (*Monit.*, 9 juillet 1840).

(4) Chambre des Pairs. Discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Tribunal de la Seine, 11 juillet 1840 (*Monit.*, 12 juillet 1840).

candidats capables et dans d'autres un manque complet de postulants : « Il ne faut pas, disait également le Garde des Sceaux (1) Vivien, rêver l'immobilité des situations..., le mobile général est l'émulation qui a pour stimulant la faculté d'arriver à des positions meilleures. » C'était là, la justification de l'avancement en général. Le Ministre approuvait également l'avancement territorial : « Dans la plupart des villes où siègent des Tribunaux, disait-il, les éléments manquent pour créer une Magistrature locale ; il est impossible d'y trouver les éléments nécessaires ; on est donc obligé d'y appeler des hommes du dehors ; et, pour les y attirer, il est nécessaire de leur assurer un avenir, de leur faire espérer avec quelques chances qu'ils pourront être appelés plus tard à des sièges plus importants... C'est ainsi seulement que ces magistrats peuvent consentir à une espèce d'exil ; pour ces derniers, le prix de cette résidence est le droit d'avancer tôt ou tard... »

Au surplus, toutes ces questions restaient, elles aussi, entièrement théoriques ; et pendant toute la Monarchie de Juillet, il y eut pour les magistrats un avancement uniquement territorial. L'on ne se fit pas faute de faire très souvent changer de résidence les magistrats, spécialement ceux du Parquet et parmi ces derniers principalement les Chefs des Parquets Généraux, ce qui n'allait pas d'ailleurs sans entraver le fonctionnement des services judiciaires. C'est ainsi qu'en Corse, en 18 ans, la Monarchie de Juillet a eu huit Procureurs Généraux près la Cour de Bastia (2). Dès 1835, le Conseiller Limpérani (3) de cette Cour, écrivait au Garde des Sceaux à ce propos : « Une telle instabilité dans les fonctions de cette importance est de nature à produire partout de fâcheux résultats. » Et lorsque Caussin de Perceval fut nommé Procureur Général à Caen, le 21 octobre 1844, lors de son installation, le Président de la Cour (4) s'éleva avec une certaine vivacité contre la fréquence de ces mutations abusives qui n'ont que trop souvent lieu dans la Magistrature. La remarque était d'autant plus juste en l'espèce que Caussin

(1) Discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Tribunal de la Seine. Chambre des Pairs, 13 juillet 1840 (*Monit.*, 14 juillet 1840).

(2) Feuilhade-Chauvin, Cabet, Enjalric, Mottet, Réallier-Dumas, Chais, Decous, Dufresne. Cf. Lettre P. G. Réallier-Dumas à G. d. S., 12 juillet 1836 (Arch. BB⁶ 226 2 A).

(3). Arch. BB⁶ 188 3 A.

(4) *Le Droit* du 10 novembre 1844.

de Perceval se trouvait être depuis quinze mois le troisième Procureur Général placé à la tête du Parquet de Caen (1).

Une statistique publiée dans le journal judiciaire *Le Droit* (2) révélait que de 1837 à 1843, le nombre des mutations qui avaient eu lieu dans les Cours royales (3), y compris le nombre des magistrats qui ne font que changer de résidence sans changer de fonctions, s'élevait à 437, savoir : 55 Premiers Présidents et Présidents de Chambre, 196 Conseillers et 186 Procureurs Généraux, Avocats Généraux et Substituts du Procureur Général. Ainsi donc, en sept ans, il faut admettre qu'un magistrat de Cour royale sur deux change de poste.

Pour les magistrats des Tribunaux, les mutations étaient encore plus nombreuses ; le nombre des magistrats qui changent de postes pendant la même période est à peu près égal à celui des membres des Tribunaux. Les mutations s'élèvent en effet à 214 Présidents et Vice-Présidents, 1.421 Juges et Juges suppléants, 1.206 Procureurs du Roi et Substituts, soit un total de 2.841 mutations.

Aucun texte ne fixait d'ailleurs la hiérarchie judiciaire et chaque magistrat, même de grade inférieur, avait une vocation théorique pour les plus hauts postes de la Magistrature, et il n'était pas obligé de passer par ce qui semblait être des degrés intermédiaires (4). Aussi, voit-on, dans les dossiers, les demandes les plus extraordinaires : Lobinhe, Procureur du Roi à Avignon (5), a en 1830 des amitiés puissantes : le duc Decazes, Royer Collard. Il demande (6) une place de Procureur Général (7) ou à défaut un siège de Président de Chambre dans une Cour, une place de Conseiller ou de Juge à Paris. Il est d'ailleurs déçu dans ses espoirs et il est seulement nommé Avocat Général à Nîmes (8). Mais, parfois

(1) Bertauld l'avait été du 2 octobre 1835 au 25 avril 1844, Dide-
lot du 28 avril 1844 au 21 octobre 1844, Caussin de Perceval le fut
du 21 octobre 1844 au 16 août 1847.

(2) *Le Droit* du 2 novembre 1845.

(3) Voir *supra*, pp. 93 et suiv., le nombre des membres des Cours
royales et des Tribunaux.

(4) Il a fallu attendre le décret du 21 juillet 1927 pour organiser
la hiérarchie judiciaire.

(5) Tribunal de 5^e classe au point de vue traitement. Il touche
3.000 francs.

(6) Lettre députés Avignon à G. d. S., 21 sept. 1830 (Arch. BB⁶
199 21 A).

(7) Ceux de 5^e classe touchaient 12.500 francs.

(8) Le 6 mai 1831.

de tels projets se réalisent (1) : Golbery, simple Conseiller à la Cour de Colmar, est promu le 15 novembre 1841 Procureur Général près la Cour de Besançon. Le journal *Le Droit* (2) louait ses qualités : mais ajoutait : « était-ce une raison pour méconnaître en sa faveur toutes les règles de la hiérarchie et de l'avancement ? »

L'incertitude sur la hiérarchie était si grande que les Chefs de Cours eux-mêmes hésitaient à dire qu'un poste est supérieur à un autre. Le 27 mars 1845, le Président du Tribunal de Grenoble Accarias était nommé Conseiller à la Cour royale de Grenoble à la place de Duport Lavilette, promu lui-même Président de Chambre ; pourtant, le Premier Président de la Cour de Grenoble (3) avait, il l'écrivit lui-même, toujours pensé que la position de Président d'un Tribunal aussi considérable que celui de Grenoble était infiniment plus importante et plus élevée que celle d'un Conseiller et même que celle d'un Président de Chambre de la Cour.

Il y avait cependant un principe qui réglait la hiérarchie : en règle générale, on prenait en considération pour l'avancement uniquement (4) la différence d'appointements ; c'est-à-dire que le magistrat passait d'un emploi moins rétribué à l'emploi dont les appointements sont immédiatement supérieurs. C'est cette différence, plus encore que la nature des fonctions, qui constituait l'avancement judiciaire. On arrivait d'ailleurs ainsi à des singularités : un Conseiller à la Cour royale d'Aix (4^e classe) percevait les mêmes émoluments qu'un Juge au Tribunal de Marseille (2^e classe) (5) ; aussi, en 1847, quand Tassy, Juge à Marseille, demande à être nommé Conseiller à la Cour royale d'Aix, poste auquel il fut effectivement appelé, fit-il remarquer : « que la place de Conseiller à Aix n'est que l'équivalent souvent moins ambitionné que celle de Juge à Marseille (6). »

Encore, cette hiérarchie si incertaine, point n'était besoin d'en franchir tous les degrés et très souvent plusieurs échelons étaient sautés. Lors de l'installation du Premier Président Legagneur à la Cour royale de Toulouse, en 1843, le

(1) Nous les étudierons en détail plus loin à propos du personnel des juridictions.

(2) *Le Droit* du 16 nov. 1841.

(3) Lettre P. P. Grenoble à G. d. S., 16 février 1845 (Arch. BB⁶ 271 13 A).

(4) MASSABIAU, *Manuel du Ministère public*, 3^e éd., 1856, livre I^{er}, chap. III, p. 90.

(5) 3.000 francs avant la réforme de 1846, 4.000 francs après.

(6) Lettre Tassy, 27 juillet 1847 (Arch. BB⁶ 281 2 A).

Procureur général Nicias Gaillard tint à souligner (1) que de simple Substitut d'arrondissement, il s'était élevé, en suivant tous les degrés de la hiérarchie, aux plus hautes fonctions. Et justement, la carrière du Procureur Général Nicias Gaillard qui lui rendait cet hommage, avait été tout autre (2), puisqu'il avait débute dans la Magistrature directement comme Avocat Général à la Cour de Poitiers en 1832, d'où il avait été promu en 1841 Procureur Général à Metz (3).

Avant de nommer aux fonctions supérieures, on tenait très peu compte de l'ancienneté des services : « Les règles tracées pour l'admission aux places de la Magistrature ou pour l'avancement des magistrats, écrivait en 1831 le Garde des Sceaux Barthe (4), n'ont point fait de l'ancienneté des services un titre exclusif aux places vacantes dans l'ordre judiciaire. A mérite égal, sans doute l'ancienneté soit dans le barreau, soit dans la Magistrature, peut motiver la préférence ; mais, en général, l'instruction et le talent et la moralité doivent le plus spécialement diriger le choix des candidats. » En 1847, le Procureur Général de Paris indique (5) que pour l'avancement des Substituts à la Seine, il ne faut pas suivre l'ancienneté, mais regarder la valeur personnelle, et il propose comme Substitut du Procureur Général, Croissant (6) qui est nommé, alors qu'il y avait des Substitués plus anciens (7).

D'autres considérations intervenaient et avaient un grand poids, c'étaient celles d'ordre politique : Reverchon, qui avait été Chef de cabinet du Garde des Sceaux Martin du Nord (8), a indiqué combien ce ministre se préoccupait des garanties que pouvaient présenter les magistrats sous le rapport de leur attachement aux institutions de 1830. Bien souvent, c'étaient les influences politiques qui dictaient les choix : A la Chambre des députés (9), le député Lherbette parlant des places

(1) Le *Droit* du 9 nov. 1843.

(2) Voir la carrière du P. P. Legagneur, Append. I⁵⁵.

(3) Voir la carrière du P. G. Nicias Gaillard, Append. I⁵⁶.

(4) Lettre du G. d. S. à Belot, bâtonnier de l'ordre des avocats à Metz, du 2 août 1831 (Arch. BB⁶ 199 18 A).

(5) Lettre P. G. Paris à G. d. S., 13 janvier 1847 (Arch. BB⁶ 282 21 A).

(6) Il était Substitut depuis le 19 sept. 1836.

(7) Par exemple Gonin et Poinso. Voir la liste par ancienneté des Substitués du Tribunal de la Seine, Appendice XV.

(8) *Notice sur Martin du Nord, Garde des Sceaux*, par EMILE REVERCHON, p. 52.

(9) Séance du 17 mai 1842 (*Monit.*, 18 mai 1842).

de la Magistrature, pouvait dire : « Il serait à désirer que pour les nominations à de telles places, on ne consultât jamais que la capacité des personnes ; il serait à désirer que la médiocrité politique n'usurpât jamais les places dues à la supériorité judiciaire ; il serait à désirer que le public, en cherchant les titres des hauts magistrats, trouvât toujours des ouvrages éminents ou d'autres preuves de capacité, et non pas des votes. Il serait à désirer que les Tribunaux ne devinssent pas les succursales des Chambres politiques. »

Ces influences politiques se comprennent quand on sait que dans les collèges électoraux si réduits de l'époque, les magistrats étaient presque toujours électeurs et étaient parfois même élus (1). Le pouvoir récompensait ainsi par des places judiciaires les votes dans les collèges électoraux et dans les assemblées.

En 1846, d'Angerville, Substitut du Procureur Général à Caen, est proposé pour les fonctions de Conseiller qu'il obtint d'ailleurs : « Cet avancement, écrit le Premier Président (2), produirait lors des élections prochaines une salutaire influence sur la conduite de quelques membres des deux familles haut placées auxquelles il appartient et qui comptent des électeurs notables dans les trois départements du ressort. »

Les hautes fonctions judiciaires étaient souvent réservées aux députés : le Gouvernement se les attachait ainsi. Et il venait à l'esprit que pour avancer dans la Magistrature, il fallait être homme politique et député. En 1839 parut un opuscule sous le titre significatif d'*Etat précaire de la Magistrature en France* (3) et des remèdes qu'il convient d'y apporter. Dès le début on y lisait (4) : « Pour arriver aux hautes fonctions de la Magistrature, c'est-à-dire aux sièges de la Cour de Cassation, aux Premières Présidences, aux places de Procureurs Généraux, il est pour ainsi dire nécessaire d'être député. Qu'on fasse, en effet, le relevé de toutes les nominations de cet ordre faites depuis 1830, et on se convaincra qu'à quelques rares exceptions près, tous les personnalités en faveur desquelles elles ont lieu étaient députés... Sitôt (5) député, il devient immédiatement propre aux plus hauts emplois, et son élévation imméritée vient décourager les

(1) Voir *infra*, livre IV, chap. I. II, les magistrats députés.

(2) Lettre P. P. Caen à G. d. S., 12 juin 1846 (Arch. BB³ 277 9 A).

(3) Vraisemblablement rédigé par un magistrat. Voir *supra*, p. 123.

(4) P. 3.

(5) P. 4.

ambitions légitimes... Espérons, qu'à l'avenir, on ne pourra plus dire qu'on arrive aux hautes fonctions de la Magistrature comme on obtient l'entrée des monuments publics, qu'il suffit pour cela de montrer sa médaille de député. »

Et cette peinture amère n'était malheureusement que trop justifiée par les faits. Le journal *Le Droit* (1), toujours si renseigné sur la vie judiciaire, rappelait en commentant cet ouvrage que depuis quelques années (2), il ne suffisait plus pour aspirer aux premiers emplois de l'ordre judiciaire d'être un magistrat intègre et savant ; il faut, avant tout être un homme politique, et quiconque veut y parvenir doit au préalable se faire nommer député.

Deux exemples prouveront combien ces constatations étaient justes. De Malleville, simple Conseiller à la Cour de Bordeaux, député, est nommé en 1843 (3) Conseiller à la Cour royale de Paris, tandis que Bosquillon de Fontenay (4), Président de Chambre à la Cour d'Amiens, avait dû passer par le siège de Vice-Président à la Seine en 1833 avant d'être nommé en 1837, Conseiller à Paris. « Est-ce de la justice ? » s'écriait le journal *Le Droit*. Autre fait : le 29 avril 1847 (5), l'Avocat Général Lebat, d'Agen, se plaignait au Secrétaire Général du Ministère de la Justice que successivement eussent été appelés à des fonctions de Présidents de Chambre de la Cour d'Agen, Bouet (6) et Chaudely (7) qui avaient peu de titres comme magistrats, mais étaient députés d'Agen.

Si les députés obtenaient pour eux-mêmes de si beaux postes judiciaires, ils essayaient aussi de faire donner à leurs amis des fonctions judiciaires de choix ; les recommandations politiques affluent et encombraient les dossiers. Sans doute essaie-t-on parfois de s'y soustraire : « Pour faire de bons choix, écrit en 1835 (8) le Procureur Général de Rouen, il faut que les recommandations des députés soient moins efficaces et s'en rapporter à ceux qui connaissent les besoins du service. » Mais c'est en vain, et les magistrats qui sont appa-

(1) Du 30 octobre 1840.

(2) Voir également les articles du *Droit*, à ce sujet, des 3 mai 1840 et 18 décembre 1846.

(3) Cf. les protestations du journal *Le Droit* du 20 octobre 1844. Sur de Malleville, voir Append. I⁵⁷.

(4) Voir sur Bosquillon de Fontenay, Append. I⁵⁸.

(5) Arch. BB⁶ 281 1 A.

(6) Le 17 mars 1842.

(7) Le 4 juillet 1846.

(8) Lettre P. G. Rouen à Secrétaire Général du Ministère de la Justice, 6 février 1835 (Arch. BB⁶ 218 28 A).

rentés à des hommes politiques influents parcourent des carrières extrêmement rapides : Piou (1) est le neveu d'Odilon Barrot. En dix ans, il passe des fonctions de Substitut du Mans, où il a débuté en 1830 à 30 ans, à celles de Chef du Parquet Général de Metz.

Tout ceci n'avait pas été sans frapper les contemporains et certains esprits pensaient qu'il y avait là un danger auquel il fallait remédier ; d'aucuns estimaient qu'il fallait mettre les magistrats à l'abri des caprices du pouvoir et des influences parlementaires ou politiques (2).

Pourquoi ne pas faire une loi sur l'état de la Magistrature comme on en avait fait une pour l'armée ? (3) « Soyons frappés d'un fait, s'écriait à la Chambre des Pairs Villemain (4)...; après deux ans de stage, tout avocat est éligible à la première Cour du royaume ». Le défaut de toute organisation dans l'avancement offrait, de toute évidence, de graves inconvénients. Comme le faisait remarquer le député Liadières à la tribune de la Chambre des députés (5), la loi n'interdisait pas au ministre de promouvoir directement certains candidats du barreau aux premières dignités de la Magistrature et cela risquait de porter le découragement dans tous les degrés de l'ordre judiciaire. Aussi désirait-il que l'on soumit à des règles invariables l'avancement des magistrats ; et il déposa l'amendement suivant qu'il ne maintint d'ailleurs pas : « Nul ne pourra exercer de fonctions dans la Magistrature, s'il n'a pas passé préalablement par les divers degrés de la hiérarchie judiciaire. »

(1) Lettre Barrot à G. d. S., du 14 octobre 1839, recommandant Piou, Avocat Général Angers (Arch. BB⁶ 218 5 A). Sur Piou, voir Append. I^{er} et le discours prononcé lors de son installation comme Procureur Général Douai, par Hibon, Avocat Général (Arch. BB⁶ 249 12 A).

(2) Parfois ce sont les Préfets qui interviennent pour l'avancement. En 1834 celui du Loiret donne son opinion personnelle sur les candidats aux vacances des Tribunaux du département et de la Cour d'Orléans (Lettre Préfet du Loiret à G. d. S., le 29 déc. 1834, Arch. BB⁶ 218 22 A).

(3) Discours de Desmousseaux de Givré. Séance de la Chambre des députés du 23 mai 1840 pour la discussion du projet de loi sur l'organisation du Tribunal de la Seine (*Monit.*, 24 mai 1840 ; *Le Droit*, 24 mai 1840).

(4) Chambre des Pairs : suite de la discussion du projet relatif à l'organisation du Tribunal de la Seine. Séance du 14 juillet 1840 (*Monit.*, 15 juillet 1840).

(5) Séance de la Chambre des députés du 21 fév. 1838. Discussion sur le projet de loi sur les Tribunaux civils (*Monit.*, 22 fév. 1838).

En 1840, le Président de Chambre de la Cour de Cassation Boyer, qui appartenait à la Cour suprême depuis 40 ans (1), en présence des choix ministériels dictés souvent par la politique demandait (2) qu'il y eût pour l'avancement et le passage d'un grade à un autre dans la Magistrature des règles qui servissent de limites à l'arbitraire du pouvoir. Il voulait que le choix des Juges ne fût pas livré soit à des affections personnelles, soit à des influences politiques... Pour ces dernières, d'après lui elles ne doivent pas être absolument et toujours mises à l'écart, mais elles présentaient à ses yeux le grave inconvénient de participer nécessairement à la mobilité et à la versalité de la politique ministérielle et ainsi, au milieu de ces fluctuations, le mérite personnel du candidat est le plus souvent ce dont on s'occupe le moins.

Elles étaient importantes, ces critiques du Président Boyer qui, comme avocat avait connu par lui-même l'organisation judiciaire de l'ancien régime et, comme magistrat avait vu de près tous les systèmes pratiqués depuis le Consulat.

Il regrettait que l'organisation de la Magistrature ne fût soumise qu'aux conditions générales de l'âge et du diplôme de licencié et qu'après ces deux conditions, il n'y eût plus aucune règle, aucune limite posées contre l'arbitraire et souvent l'injustice des choix. Puis, il compara dans son discours la Magistrature à l'Armée, l'Armée : « ce corps tout passif où la distribution des grades semblerait devoir être plus spécialement dans la main du Roi, où l'avancement est soumis à des règles fixes et positives, où l'ancienneté seule y a des droits que le Gouvernement est obligé de respecter, et où l'on ne voit pas, un simple sous-lieutenant, à part quelques exceptions peu nombreuses, en faveur d'augustes personnages, élevé subitement et sans intermédiaire au grade de colonel ou de maréchal de camp. » Au lieu de cela, que voit-on dans les mouvements qui ont lieu dans l'ordre judiciaire ? : « Aucune règle, aucun droit acquis par l'ancienneté ou le mérite des services ne vient mettre obstacle à l'arbitraire du pouvoir, et il n'est pas rare de voir des fonctionnaires de l'ordre inférieur, placés tout à coup, au grand étonnement, pour ne pas dire, au scandale de tout le monde, dans les premiers rangs d'un Tribunal ou d'une Cour qui,

(1) Voir sur Boyer, Append. I^{er} et *infra*, p. 252.

(2) Discussion à la Chambre des Pairs du projet relatif à l'organisation du Tribunal de la Seine, 11 juillet 1840 (*Monit.*, 12 juillet 1840). HIVER, *Institutions judiciaires*, livre V, chap. II, pp. 582 et 583.

cependant renfermait plus d'un magistrat digne de siéger avec distinction dans ces mêmes rangs. »

Il perceait dans ces critiques, la demande d'une organisation de l'avancement de la Magistrature. Mais le pouvoir restait sourd à ces appels. En 1840, Chegaray qui était Procureur Général près la Cour de Rennes (1), repoussait à la Chambre des députés l'idée d'une loi sur l'avancement qu'il jugeait impossible, car une telle loi contiendrait nécessairement des prescriptions immuables, absolues qui désigneraient à l'avance les candidats à l'avancement, non pas seulement dans les rangs inférieurs, ou intermédiaires de la Magistrature, mais également dans les grades supérieurs. Or, d'après Chegaray, dans les Tribunaux de première instance, les Présidents et les Procureurs du Roi, et, dans les Cours royales, les Premiers Présidents et les Procureurs Généraux sont, non seulement des magistrats, mais encore des administrateurs ; ils ne sont pas seulement chargés, en effet, de statuer sur les affaires ; ils ont à diriger des personnes ; ils n'ont pas seulement à remplir des devoirs techniques, ils sont dépositaires d'une partie de l'action administrative du Gouvernement sur la société. D'après Chegaray, il ne peut donc pas plus y avoir de loi pour l'avancement régulier dans la Magistrature, que pour l'avancement dans les préfectures ou la diplomatie. Et a-t-on jamais pensé à demander que le plus ancien Sous-Préfet fût nommé Préfet ?

Lors de la même discussion, le Garde des Sceaux Vivien repoussait, lui aussi, toute assimilation au point de vue de l'avancement entre la Magistrature et l'Armée : on ne pouvait faire passer un Juge Président de Tribunal comme l'on nomme un lieutenant capitaine : « Il n'est pas possible, proclamait du haut de la tribune le Garde des Sceaux, que, par des règles absolues, la loi détermine à l'avance la carrière de chaque magistrat et que, par la seule raison de l'ancienneté, chacun des degrés de la hiérarchie soit successivement franchi. Les aptitudes et les qualités des Juges, et les exigences de chaque poste varient à un tel point, que les choix ne peuvent être aveugles et subordonnés à un principe d'avancement dégagé de toute appréciation personnelle. »

Ainsi donc, encore en cette matière, toutes les discussions n'avaient été que critiques sans résultats.

Cependant, il y a eu pendant cette période de dix-huit ans

(1) Discussion à la Chambre des députés du projet de loi sur l'organisation du Tribunal de la Seine, 23 mai 1840 (*Monit.*, 24 mai 1840). Sur Chegaray voir Append. I^{er}.

quelques essais de constructions positives. Sans doute, les projets qui avaient été conçus pour organiser l'avancement de la Magistrature étaient bien vagues ; aucun ne fut même examiné par les assemblées législatives. Cependant, ces essais pour donner à la Magistrature un embryon de statut, méritent d'être signalés.

Dès le début de la Monarchie de Juillet (1), alors qu'on discutait à la Chambre des députés la suppression des Juges auditeurs, Alcock Président du Tribunal de Roanne (2), proposa à la tribune le système suivant : d'abord faire de la Justice de Paix le premier échelon de la hiérarchie judiciaire, en exigeant comme condition obligatoire pour être magistrat dans un Tribunal, le passage pendant cinq ans dans une Justice de Paix. Et avant d'accéder à la Cour royale, il aurait fallu également avoir été magistrat dans un Tribunal de première instance pendant cinq ans aussi. Ce projet ne revêtit d'ailleurs pas la forme d'une proposition de loi et ne fut par suite jamais discuté.

En 1838 et en 1840, un Juge, Lèveillé, soumit par voie de pétition à la Chambre des Pairs le projet suivant (3) : afin de fournir de nouvelles garanties tant aux justiciables qu'à la Magistrature, il proposait de donner à l'ancienneté une partie des postes judiciaires, et notamment, il voulait que dans toutes les Cours du royaume le plus ancien Conseiller devînt de plein droit, en cas de vacance, Président de Chambre. Félix Faure, qui était Conseiller à la Cour de Cassation et qui avait une longue expérience de la Magistrature provinciale (4), fut chargé du rapport. Il rendit hommage au magistrat vieilli dans l'exercice de ses fonctions et aux avantages de la science acquise par de longs services ; mais, en donnant un droit exclusif à l'ancienneté, on arriverait, disait-il, à substituer aux hasards qui pourraient présider aux choix dans la Magistrature une désignation plus aveugle et plus dangereuse encore. En reprenant la demande du pétitionnaire relative à la nomination des Présidents de Chambre, le rapporteur montra que pour des postes où il faut capacité, exactitude, fermeté et présence d'esprit, une seule condition

(1) Discussion du projet de loi sur la suppression des Juges auditeurs. Chambre des députés, 1^{er} oct. 1830 (*Monit.*, 2 oct. 1830).

(2) Sur Alcock, voir Append. I⁸⁰.

(3) Voir l'extrait du rapport de Félix Faure, à la Chambre des Pairs, sur cette pétition, le 25 février 1840 (*Dalloz*, année 1840, III^e Partie, p. 36). F.-L. MALEPEYRE, *La Magistrature en France*, chap. IV, pp. 133 et 134.

(4) Sur Félix Faure, voir Append. I⁸¹.

serait exigée... la longévité. Il proposa donc le rejet de la pétition, ce qui fut adopté par la Chambre des Pairs, en se basant sur l'article 48 de la Charte (1). Cette disposition, d'après Faure, s'opposait à ce que l'avancement dans la Magistrature fût réglé par une loi.

En 1840, le député Desmousseaux de Givré (2) apporta à la Chambre des députés, à propos de la discussion du projet de loi sur l'organisation du Tribunal de la Seine, une autre solution pour réglementer l'avancement : il proposait de diviser la Magistrature en catégories : on aurait eu la catégorie des Juges, celle des Juges d'Instruction et enfin celle du barreau et des autres candidats qui peuvent se présenter en dehors de la Magistrature. Il demandait qu'on fixât dans chacune de ces catégories, un nombre proportionnel de nominations au choix et qu'on réservât tout le reste à l'ancienneté. C'était d'ailleurs un système d'ancienneté un peu spécial. Il voulait en effet qu'on donnât des places non pas à l'ancienneté individuelle, mais que la candidature à certaines places fût réservée aux magistrats plus anciens : c'était donc une sorte de combinaison du choix et de l'ancienneté.

Il y avait là un plan encore très vague qui ne fut non plus jamais transformé en projet d'organisation de l'avancement. Quoiqu'il fut assez modeste, il fut accueilli par la Chambre des députés avec une certaine défaveur. Et pourtant lisait-on (3) dans *Le Droit* à propos de ce projet : où serait le mal dans un Gouvernement comme le nôtre que le sort des magistrats fût assuré par une loi et qu'on s'occupât enfin de faire la part à l'ancienneté et aux services rendus ? Le pouvoir lui-même n'y gagnerait-il pas à chaque vacance d'être débarrassé de sollicitations importunes ?

Mais, tout au contraire, c'était le pouvoir lui-même qui s'opposait à toute organisation de l'avancement. Dans un opuscule paru en février 1840 sous le titre *Lettre d'un Juge suppléant du Tribunal de Paris à un jeune avocat, ou Réflexions sur l'avancement dans l'ordre judiciaire*, on lit (4) cette phrase ironique, qui semble bien être vraie : « Une autre crainte vous préoccupe, je le devine, vous appréhendez

(1) Qui spécifiait que : « toute justice émanait du Roi et qu'elle s'administre en son nom par des Juges qu'il nomme et qu'il institue. »

(2) Séance de la Chambre des députés du 23 mai 1840 (*Monit.*, 24 mai 1840 ; *Le Droit*, 24 mai 1840).

(3) *Le Droit*, 24 mai 1840.

(4) P. 14.

qu'il ne prenne un jour à quelque Garde des Sceaux, la fantaisie de faire rendre une loi sur l'avancement judiciaire. Rassurez-vous, il y a dans la Chambre des députés trop d'avocats pour le souffrir, les avocats députés (1) ne voulant être rien moins que Conseillers à la Cour de Cassation ou Premiers Présidents de la Cour près de laquelle ils brillent comme avocats de troisième ordre. »

Ainsi donc, tous ces projets (2) n'eurent aucune conséquence pratique. Le seul embryon d'organisation de l'avancement consistait dans les présentations des Chefs de Cours, c'est-à-dire des Premiers Présidents et des Procureurs Généraux des Cours royales (3). Les circulaires des 18 fructidor an XI et 6 fructidor an XII (4) prescrivaient en effet que les magistrats sont nommés sur une liste de trois candidats adressée au Ministère de la Justice par le Premier Président et le Procureur Général du ressort. Les Chefs de Cours doivent, d'après les circulaires ministérielles (5), s'étendre spécialement sur la capacité, la conduite politique, la fortune et la considération des magistrats. Et les Chefs de Cours, dans certains ressorts, pour pouvoir donner ces indications, se renseignent eux-mêmes près des Présidents des compagnies judiciaires (6).

Les présentations des Chefs de Cours, bien que, comme nous le verrons plus loin, en pratique peu suivies, donnaient cependant aux Premiers Présidents et aux Procureurs Géné-

(1) P. 15.

(2) Pour être complet, il faut encore citer un dernier projet. Dans ses *Réflexions sur l'utilité et les inconvénients que présente la réorganisation d'un corps d'auditeurs* (1841), p. 17, Maniez, Conseiller auditeur à Douai, expose comment il conçoit la hiérarchie de la Magistrature, spécifiant les échelons qu'il faut gravir et le temps qu'il faut rester à chaque degré.

(3) A la Cour de Cassation les Chefs ne faisaient pas pour les nominations à la Cour suprême de présentations : ils étaient censés ne pas connaître assez tous les magistrats du royaume pour indiquer les meilleurs choix. Toutefois, avant les nominations, ils étaient consultés officiellement par la Chancellerie (Cf. sur cette question la discussion à la Chambre des députés du 17 mai 1842 à laquelle prirent part Dupin, le G. d. S. Martin du Nord et le député Lherbette, rapportée dans les *Réquisitoires* de DUPIN, t. IX, Append. pp. 360 et 361).

(4) GILLET, *Circulaires*, pp. 73 et 79, voir *supra*, p. 147.

(5) Des 31 janvier 1824, 27 octobre 1829, 29 octobre 1830. GILLET, *Circulaires*, 2^e éd., pp. 283, 415, 424.

(6) Voir circulaire du P. G. Martin du Nord, de la Cour royale de Paris, aux Présidents du ressort, 5 juillet 1834 (*Monit.*, 20 juillet 1834).

raux des Cours royales une assez grande influence sur l'avancement des magistrats : « Je me regarde, disait le Procureur Général Plougoulm, lors de son installation à la Cour de Toulouse en 1840 (1), comme le dépositaire des titres du magistrat, et de l'avenir qu'il se crée lui-même. C'est à lui de bien mériter, à moi de le faire valoir, de demander pour lui ce qu'il doit savoir attendre. »

Ce système de présentations par les Chefs de Cours était fortement critiqué par l'auteur de l'opuscule que nous avons plusieurs fois cité (2) et qui parut en 1839 sous le titre : *Etat précaire de la Magistrature en France*. D'après cet ouvrage, les Chefs de Cours qui sont chargés de faire de semblables présentations les font dans leurs pays où ils sont environnés de parents, d'amis, de courtisans, c'est nécessairement dans ce rayon qu'ils dirigeront leurs choix et l'homme de mérite qui fuit le monde est sacrifié (3). D'ailleurs, les Chefs de Cours ne connaissent pas tous les magistrats de leurs ressorts puisqu'ils n'y font pas des tournées comparables à celles des Evêques et des Préfets. Aussi, l'auteur de l'opuscule aurait désiré que les présentations fussent faites non pas par les Chefs de Cours, mais par les Cours royales statuant en assemblées générales (4); ces présentations étant ainsi assimilées à une sorte d'élection faite par les pairs des candidats. Enfin, le même auteur préconisait la création d'inspecteurs de la Magistrature aux pouvoirs très étendus, qui auraient même eu le droit d'assister aux délibérés. Eux aussi, auraient fait des présentations en s'éclairant également sur la capacité des magistrats par des conversations avec les avocats et les avoués, qu'ils auraient adressées au Garde des Sceaux. Le Ministre chargerait une commission composée de magistrats choisis par la Cour de Cassation (5) et la Cour royale de classer ces diverses propositions et de former (6) des tableaux d'avancement, qui per-

(1) Audience du 31 janvier 1840 (*Le Droit* du 6 février 1840).

(2) Voir *supra*, pp. 123 et 190.

(3) *Op. cit.*, p. 9. En 1840, le Garde des Sceaux reprochait au Premier Président de la Cour de Caen de ne proposer que ceux qui approchent les Chefs de Cours (Lettre G. d. S. à P. P. Caen, 13 déc. 1840. Arch. BB⁶ 244 10 A).

(4) *Op. cit.*, pp. 11 et 12.

(5) *Op. cit.*, p. 13.

(6) C'est là la première idée, crovons-nous, du tableau d'avancement pour la Magistrature qui devait être créé par le décret du 13 février 1908.

mettraient au Ministre d'éviter les multiples recommandations propres à l'égarer.

Avant d'examiner l'exactitude de ces critiques formulées contre le système des présentations des Chefs de Cours, il faudrait savoir si le Gouvernement suivait ces propositions aussi fidèlement que le pensait l'auteur de l'opuscule que nous venons de citer.

Sans doute, à chaque occasion qui leur était offerte, les Gardes des Sceaux proclamaient hautement que les nominations qu'ils soumettaient à l'agrément du Roi, n'étaient que la reproduction des présentations des Chefs de Cours : « Une seule chose est essentielle, disait en 1840 le Garde des Sceaux Vivien (1), c'est que les Chefs des corps judiciaires, Juges compétents des services rendus sous leurs yeux, soient consultés. Leurs présentations, sauf des exceptions rares, doivent être la règle habituelle de l'avancement ; leur intervention est éclairée, elle est garantie par leur propre responsabilité et par le sentiment du devoir qui doit les guider. Cette règle, je l'ai trouvée établie à la Chancellerie ; je me suis fait un devoir de la suivre et d'impérieuses considérations de services pourraient seules me déterminer à m'en écarter. » En 1842, un autre Garde des Sceaux, Martin du Nord, disait de même (2) : « Je déclare positivement que presque toujours, et je ne sache presque pas d'exceptions, les présentations sont suivies, en ce sens que c'est un magistrat pris sur la liste de présentations des Chefs de Cours qui est appelée à la place vacante, sauf quand un magistrat change de ressort. »

C'était là la théorie. En pratique, il en allait tout autrement ; et pendant tout le cours de la Monarchie de Juillet, les Chefs de Cours se plaignent de ce que leurs propositions ne sont pas écoutées et sont écartées à cause des influences des députés, des pairs ou de personnages haut placés. Aussi comprend-on mal les critiques que nous avons vues plus haut contre ces présentations des Chefs de Cours. C'était à l'époque, la seule garantie contre les influences étrangères à la Magistrature. Loin donc de demander qu'on les supprimât ou qu'on les remplaçât par d'autres systèmes de présentations, on aurait dû, tout au contraire, réclamer avec insistance qu'on les suivît scrupuleusement.

(1) Discussion à la Chambre des députés du projet de loi sur l'organisation du Tribunal de la Seine, 23 mai 1840 (*Monit.*, 24 mai 1840).

(2) Discussion du budget de la Justice à la Chambre des députés, 17 mai 1842 (*Monit.*, 18 mai 1842).

Il est facile de prouver, d'après des exemples répétés et qui s'échelonnent sur ces dix-huit ans que ces présentations des Chefs de Cours étaient souvent lettre morte.

En 1831, le Procureur Général de Bastia se plaint de la nomination de Valentini comme Juge d'Instruction à Ajaccio effectuée contrairement à son avis (1) : « Si les actes de ce genre, écrivait-il au Ministre, étaient multipliés, vos Procureurs Généraux seraient bientôt sans considération, sans influence, sans force et sans moyens d'être utiles. » En 1834, Vigier, Procureur Général à Nîmes (2), écrivait au Ministre : « Voilà trois magistrats étrangers à ce ressort qui y sont appelés presque simultanément... personne n'ignore qu'ils ont été pris en dehors de l'action et de l'influence du Chef de la compagnie et beaucoup de magistrats en ont souffert dans leurs prétentions...; si ces actes venaient à se reproduire, il en résulterait un découragement funeste, un relâchement des règles de la discipline, une exaltation aux sollicitations plutôt qu'au travail. » Le Procureur Général de Limoges (3), cette même année, signale à la Chancellerie que le Président du Tribunal d'Ussel, Dumarest Bellair, ne doit pas être nommé Conseiller à la Cour royale de Limoges, car il est si peu versé dans le droit que c'est son commis greffier qui rédige ses jugements. Malgré cet avis net et motivé, comme ce magistrat est recommandé par Talleyrand, il obtient cependant la robe rouge à la Cour de Limoges (4). En 1835, Chambaud, Procureur du Roi à Aix, est promu à la Cour comme Conseiller, contrairement à l'avis du Procureur Général Borély (5). Même, pour promouvoir aux postes d'Avocats Généraux qui doivent être les collaborateurs constants et directs des Chefs des Parquets Généraux, le Ministère ne suit pas toujours l'avis des Procureurs Généraux : lors du même mouvement, Benoit, Substitut du Procureur Général, est nommé Avocat Général (6). Or, le Procureur Général Borély, l'avait non seulement exclu formellement de ses présentations, mais pour appuyer ses dires, il avait adressé à la Chancellerie des actes d'accusation rédigés par

(1) Lettre P. G. Cabet à G. d. S., 22 mai 1831 (Arch. BB^s 188 3 A).

(2) Lettre P. G. Nîmes à G. d. S., 19 fév. 1834 (Arch. BB^s 190 21 A).

(3) Lettre P. G. Limoges à G. d. S., 24 déc. 1834 (Arch. BB^s 212 16 A).

(4) Le 27 déc. 1834.

(5) Le 11 déc. 1835 (Arch. BB^s 218 2 A).

(6) Le 11 déc. 1835 (Arch. BB^s 218 2 A).

son subordonné afin de montrer son incompétence professionnelle.

En 1836, dans le ressort de Nancy, non seulement la Chancellerie ne nomme pas les candidats des Chefs de Cours, mais, fait plus curieux, elle fait la nomination sans même attendre l'arrivée des présentations (1). Le Premier Président de la Cour de Nancy, Demetz, n'hésite pas d'ailleurs à écrire au Ministre une lettre assez vive à ce sujet. Il rappelle que plusieurs nominations importantes de la Cour royale et du ressort avaient été faites récemment sans même lui donner le temps de faire des présentations : « Il était impossible, écrivait-il, de manifester avec plus d'inconvenance, le peu de désir qu'on avait d'être éclairé par les magistrats et de trahir avec plus d'évidence cette funeste sujétion imposée par le pouvoir illégal des députés. »

Le 18 mai 1837, le Conseiller Talandier, de la Cour royale de Limoges, est nommé Président de Chambre. Le Procureur Général ne l'a certainement pas présenté, puisqu'il rappelle quelques jours plus tard qu'il est incapable (2).

Les magistrats des Tribunaux inférieurs savaient très bien que les présentations des Chefs de Cours n'avaient le plus souvent que peu d'effets. En 1838, le Procureur Général d'Aix, Borély (3), tenait à citer au Garde des Sceaux la lettre quelque peu insolente à l'égard du pouvoir central que le Président du Tribunal de Tarascon, Doutrebeau, n'avait pas hésité à lui adresser : « J'apprends avec plaisir, que le Gouvernement attache quelque importance aux désignations officielles des candidats dans l'ordre judiciaire ; je termine la dix-septième année de la présidence de ce Tribunal, et ce sera chose chose nouvelle pour moi que l'observation de cette règle. »

En Corse, les avis des Chefs de Cours ne sont guère mieux écoutés. En 1838 (4), le Procureur Général Réallier-Dumas s'irrite de voir écartées ses propositions : « Vous ne sauriez, écrit-il, imaginer les conséquences fâcheuses qu'ont eues pour moi les nominations que vous avez cru devoir faire en dehors de mes présentations. » D'après lui, étant donné

(1) Lettre P. P. Nancy à G. d. S., 9 mars 1836 (Arch. BB⁶ 226 20 A).

(2) Lettre P. G. Limoges à G. d. S., 2 juin 1837 (Arch. BB⁶ 232 16 A). Il était recommandé par le duc d'Orléans.

(3) Lettre P. G. Aix à G. d. S., 29 mars 1838, citant la lettre à lui adressée le 25 mars 1837 par le Président du Tribunal de Tarascon (Arch. BB⁶ 244 3 A).

(4) Lettre P. G. Réallier Dumas à G. d. S., 2 nov. 1838 (Arch. BB⁹ 226 3 A).

son éloignement, il faut lui accorder une confiance plus grande qu'à un autre Procureur Général ; et il ajoute désabusé : « Si vous ne m'en croyez pas digne... placez-moi ailleurs (1). »

Le 15 août 1838, Hamelin, Procureur du Roi aux Andelys, est nommé en la même qualité à Falaise. C'est un protégé de Guizot (2). Non seulement, les Chefs de la Cour royale de Caen où se trouvait le Tribunal de Falaise n'avaient pas été consultés, mais comme le Procureur Général Bertauld de Caen avait de mauvais renseignements sur lui, il demanda (3) au Ministre de la Justice de surseoir à l'installation. Le Garde des Sceaux maintint la nomination et le Procureur Général Bertauld mécontent s'en plaignit au Ministre (4) : « Tout le monde sait que l'ordonnance a été rendue sans la participation des Chefs de la Cour, et qu'elle est maintenue malgré leur opposition... Tous les hommes sages blâment hautement le choix que vous venez de consacrer. »

Ce n'était d'ailleurs pas toujours très bon pour les magistrats d'arriver ainsi dans un ressort malgré l'opposition formelle d'un Chef de Cour. Hamelin devait en faire l'expérience à ses dépens : de graves difficultés éclatèrent entre lui et son nouveau Procureur Général. Elles furent telles (5) qu'en 1840 (6) il dut être nommé Procureur à Château-Thierry ; mais le Garde des Sceaux tint (7) à exprimer au Procureur Général Bertauld ses regrets de ce que ses rapports et sa correspondance avec le Procureur Hamelin se fussent par trop ressentis de la répulsion exagérée qu'il avait manifestée à son égard lors de sa nomination dans la Cour de Caen.

Le 20 décembre 1839, le Conseiller Capelle de la Cour de Bastia est nommé Conseiller à la Cour de Limoges et le Procureur Général de cette Cour (8) exprime à la Chancel-

(1) Il devait être admis à la retraite un an après, le 28 fév. 1840.

(2) Cf. lettre P. G. Moyne, de Rouen, à G. d. S., 4 août 1835 (Arch. BB⁶ 281 18 A).

(3) Lettre P. G. Bertauld à G. d. S., 15 août 1838 (Arch. BB⁶ 281 18 A).

(4) Lettre P. G. Bertauld à G. d. S., 7 sept. 1838 (Arch. BB⁶ 281 18 A).

(5) Voir *infra*, p. 400, la lettre par laquelle il signala directement à la Chancellerie la situation misérable des ouvriers de Falaise, ce dont le remercia le Garde des Sceaux et le blâma le Procureur Général.

(6) Le 18 juin 1840.

(7) Lettre G. d. S. à P. G. Bertauld, de Caen, le 18 juin 1840 (Arch. BB⁶ 281 18 A).

(8) Lettre P. G. Limoges à G. d. S., 26 déc. 1839 (Arch. BB⁶ 249 16 A).

lerie son mécontentement, car trois Conseillers auditeurs de Limoges avaient été présentés. Il estimait que le Garde des Sceaux aurait dû demander confidentiellement aux Chefs de Cours une proposition supplémentaire si aucun des candidats ne devait fixer son choix.

À Orléans, en 1841, le Premier Président (1) se plaint, comme l'avait fait en 1836 son collègue de Nancy, de n'avoir pas été à même d'user de son droit de présentation : « Je laisserai, dit-il, à votre haute sagesse, le soin d'examiner si, pour l'avenir, le concours des deux Chefs de la Magistrature du ressort n'est pas, pour la distribution des emplois judiciaires une garantie nécessaire pour le Gouvernement et les justiciables. »

Au fur et à mesure qu'on avance dans la Monarchie de Juillet et qu'on approche de son terme, la situation va empirant. En 1842, récapitulant (2) les promotions aux fonctions de Conseillers qui ont eu lieu depuis 1834, le Premier Président de Kerbertin de la Cour royale de Rennes, remarquait que sur six places de Conseillers qui avaient vaqué dans cette Cour, cinq avaient été données contre ses présentations et malgré ses efforts. Ainsi, même pour les nominations aux fonctions de Conseillers, c'est-à-dire de magistrats qui doivent siéger près du Premier Président, l'influence de ce dernier était très faible.

La Chancellerie avait-elle toujours tort d'écarter les propositions des Chefs de Cours ? Certaines étaient manifestement dictées par le désir de faire arriver des parents. En 1847, Tassy (3), Juge d'Instruction au Tribunal de Marseille, est nommé Conseiller à la Cour royale d'Aix (4) malgré deux rapports très défavorables du Procureur Général Borély qui le représentait comme déchu dans l'opinion et dans le barreau par son âge avancé (5) et par de tristes habitudes. Mais, le Premier Président Poulle l'avait cependant présenté afin de favoriser la nomination de son propre frère comme Procureur du Roi à Aix (6).

A cause de ces relations de famille et des combinaisons que

(1) Lettre P. P. Orléans à G. d. S., 20 juin 1841 (Arch. BB⁶ 249 20 A).

(2) Lettre P. P. de Kerbertin, Rennes, à G. d. S., 28 janv. 1842 (Arch. BB⁶ 255 24 A).

(3) Rapports du P. G. Borély, d'Aix, des 19 août et 1^{er} sept. 1847, à G. d. S. (Arch. BB⁶ 281 2 A).

(4) Le 25 novembre 1847.

(5) Il avait 74 ans.

(6) Félix Poulle, qui était P. R. à Draguignan.

cachaient ainsi ces présentations des Chefs de Cours, la Chancellerie avait quelque raison parfois de ne pas en tenir compte. C'est ainsi que, lorsque Maigron, Juge d'Instruction à Nîmes (1), fut nommé Conseiller à cette Cour en 1834 (2), Manet, Chef de la division du personnel, avait indiqué que les Chefs de Cours avaient proposé d'autres noms afin de faciliter au gendre du Premier Président, l'accès d'Orange.

Ainsi, cet examen montre que les seules propositions régulières, celles qui émanaient des Chefs de Cours, étaient peu suivies surtout parce que les recommandations de personnages influents l'emportaient souvent, et aussi parce que la Chancellerie avait quelque raison parfois de s'en défier.

Donc la voie normale des présentations était celle des Chefs de Cours. Ceux-ci pour donner plus de poids à leurs désignations s'appuyaient parfois sur l'opinion des Cours royales : « La Magistrature assise (3) du ressort de Caen, écrivait le Premier Président de cette Cour à la Chancellerie en 1836, serait blessée si elle n'obtenait pas une place de Conseiller... Il est encore évident que l'arrivée d'un nouvel étranger dans le pays quand deux viennent d'être nommés l'un Avocat Général, l'autre Substitut à Cherbourg, exciterait un mécontentement à peu près unanime. » Et, ce fut Courtoise, Président à Vire, qui fut promu Conseiller à la Cour (4).

Parfois, l'action collective des compagnies est plus énergique encore : les Cours royales envoient des députations aux Premiers Présidents et aux Procureurs Généraux pour que le choix se fixe sur tel ou tel magistrat. Ainsi font, en 1840, les Chambres de la Cour royale de Besançon pour que Magdelaine (5), Substitut du Procureur Général, soit nommé Conseiller (6). A Riom, en 1840, à la mort du Conseiller Touttée (7), quelques membres de la Cour voulurent aller plus loin encore ; ils exprimèrent le désir de provoquer une réunion des Chambres de la Cour pour intervenir dans la présentation de son successeur. Le Procureur Général dut conférer avec le doyen des Présidents de Chambre pour lui

(1) Arch. BB⁶ 212 21 1 A.

(2) Le 12 septembre 1834.

(3) Lettre P. P. Caen à G. d. S., 25 nov. 1836 (Arch. BB⁶ 226 10 A).

(4) Cf. une lettre analogue du P. P. Franck Carré, de Rouen à G. d. S., le 6 déc. 1842 (Arch. BB⁶ 255 26 A).

(5) Arch. BB⁶ 244 6 A.

(6) Il fut nommé le 29 octobre 1840.

(7) Lettres P. G. Riom à G. d. S., 28 nov. 1840 et 3 déc. 1840 (Arch. BB⁶ 249 25 A).

faire comprendre l'illégalité et le danger d'une semblable mesure. Ce n'est qu'après cet entretien que les Conseillers abandonnèrent leur projet de faire signer une pétition.

En 1834, les membres du Tribunal d'Avignon s'adressent, eux, directement au Garde des Sceaux et demandent, sans succès d'ailleurs, que leur Procureur Rigaud soit nommé Avocat Général (1).

Mais c'étaient là des exceptions et d'après les textes en vigueur, seules les présentations des Chefs de Cours devaient compter pour l'avancement.

II

Le recrutement et l'avancement tels qu'ils étaient à cette époque, devaient tendre à créer des familles de magistrats et nombreux sont les fils qui entrent dans la Magistrature que leurs pères ont honorée. Ceux qui, aux temps de la Paulette eussent trouvé une grande charge judiciaire dans la succession paternelle y découvriraient encore la tradition des devoirs et les relations qui leur permettaient et l'accès facile et l'avancement rapide.

Il était admis qu'à égalité de mérites, entre plusieurs candidats, on devait, en tenant compte des services du père, donner la préférence aux fils de hauts magistrats (2). De telles ascendances sont, dans l'esprit des Chefs de cette époque, des garanties éminemment souhaitables. Le Premier Président de la Cour de Cassation Portalis, avec toute l'autorité qui s'attachait à ses fonctions, a formulé ces idées comme rapporteur à la Chambre des Pairs, à propos du projet de loi sur le Noviciat en 1840 (3) : « Nous croyons fermement écrivait-il, que la maison paternelle est plus favorable aux études sérieuses, plus propre à disposer aux habitudes d'ordre et de régularité le fils d'un magistrat ou d'un jurisconsulte que tout autre séjour. Là, des mœurs graves et simples, une vie passée dans le silence du cabinet ou sous les regards du public, lui enseignent avec autorité les devoirs de son état.

(1) Lettre du 4 déc. 1834 (Arch. BB⁶ 212 19 A).

(2) Lettre du P. P. Cass. Portalis en faveur de son fils, 30 août 1837 (Arch. BB⁶ 232 24 A) et lettre du P. G. Fabvier, de Nancy, en faveur également de son fils, 29 fév. 1844 (Arch. BB⁶ 266 18 A). Lettre du P. G. Riom pour le fils du Conseiller Mendozé, janvier 1836 (Arch. BB⁶ 232 27 A).

(3) Voir *supra*, p. 167 (*Monit.*, 9 juillet 1840 ; *Le Droit*, 10 juillet 1840).

Nous croyons fermement qu'il est utile à la société et qu'il importe à la bonne composition des Tribunaux qu'un certain nombre d'individus se voue à la profession qu'ont honorée ou illustrée leur père ; la dignité de la Magistrature s'en accroît, et la confiance du public avec elle. Quand ils sont portés avec honneur et distinction, ces noms qui obligent sont des garanties au moins égales à celles qui peuvent être données par les lois. C'est ainsi qu'en jugeait le Premier Consul Bonaparte quand, reconstituant la Magistrature de Paris, il plaçait à sa tête un d'Aguesseau et un Séguier. C'est ainsi qu'en juge encore le public de notre temps, quand il voit avec faveur les fils des deux magistrats qui président la Cour royale de Paris et le Tribunal de la Seine siéger à côté de leur père (1). » Le Premier Président Portalis aurait pu ajouter que son propre fils, s'il ne siégeait pas à ses côtés à la plus haute Cour du royaume, était du moins Conseiller à la Cour royale de Paris où il avait été nommé à 34 ans (2). Le vicomte Etienne Portalis avait été Juge au Tribunal de la Seine le 27 avril 1833 à 29 ans. Dès 1837, son père (3) sollicitait pour lui une place de Conseiller à la Cour royale : « Si d'autres, écrivait-il, ont plus de titres que lui, l'équité veut peut-être que mes services lui soient comptés, et je demande positivement qu'on les lui impute. » Cependant sa nomination, le 8 mars 1839, causa une vive émotion dans les milieux judiciaires (4) ; c'est qu'avant lui, figuraient 19 Juges plus anciens, la plupart chargés des fonctions d'instruction, que n'avait pas exercées le vicomte Portalis, et huit Vice-Présidents. Enfin il semble, malgré les démentis officiels, que cette nomination fut le résultat de la combinaison suivante que la *Gazette des Tribunaux* n'hésitait pas à qualifier de « tripotage » : le 8 mars, jour où paraissait au *Moniteur* l'ordonnance nommant le vicomte Etienne Portalis, on y lisait également la démission du Minis-

(1) Séguier Armand-Pierre fut Conseiller à la Cour de Paris à 27 ans. Il était éloigné par sa tournure d'esprit scientifique des études juridiques. Il appartint à l'Académie des Sciences en 1833. Sur Séguier fils, voir Append. I⁶². Debelleye Charles avait été très critiqué lors de sa nomination comme Juge suppléant au Tribunal de la Seine, en 1839, alors qu'il avait 25 ans (Voir la réfutation de ces attaques dans le *Monit.*, 15 août 1839). Il fut Juge titulaire à la Seine en 1841. Sur Debelleye fils, voir Append. I⁶³.

(2) Sur Portalis fils, voir App. I⁶⁴.

(3) Lettre P. P. Portalis à G. d. S., 30 août 1837 (Arch. BB⁶ 232 24 A).

(4) *Gaz. Trib.*, 10 mars, 2 avril 1839. (*Monit.*, 3 avril 1839).

tière dont Barthe, Garde des Sceaux, faisait partie, et le 31 mars, Barthe était nommé Premier Président de la Cour des Comptes en remplacement du comte Siméon qui démissionnait. Comme Siméon était l'oncle du vicomte Portalis, certains pensèrent que c'était au prix de la nomination de son neveu que Siméon résignait, au profit de Barthe, ses fonctions de Premier Président à la Cour des Comptes (1).

Le Premier Président Portalis a encore d'autres parents dans la Magistrature : son cousin Auguste Portalis est Conseiller à la Cour royale de Paris depuis 1837. Pour lui aussi la carrière a été rapide (2). En 1846, Castellan, un autre de ses cousins, Conseiller à la Cour royale d'Aix, est nommé Président de Chambre à Aix (3).

Bien d'autres membres de la Cour de Cassation ont leurs fils ou un des leurs dans la Magistrature. A la Cour de Cassation, le Conseiller Voysin de Gartempe (4) siège avec son fils (5) de 1829 à 1839 ; le Conseiller Faure (6) avec son gendre de Boissieux (7) de 1844 à 1848 (8).

Ces situations étaient d'autant plus frappantes que le législateur du 20 avril 1810 (9), voulant éviter que les influences de famille n'acquièrent dans les prétoires trop d'influence, avait expressément prévu que, sauf dispense, les parents ou alliés jusqu'au degré d'oncle et de neveu ne pouvaient être simultanément membres de la même Cour ou du même Tribunal (10). C'est pourquoi, lorsque le Procureur Général Dupin avait requis l'installation de Voysin de Gartempe fils comme Conseiller à la Cour de Cassation, il avait bien spé-

(1) Cf. les critiques de la *Gaz. des Trib.* du 2 avril 1839 et les protestations au contraire du *Monit.* du 2 avril 1839 qui indiqua qu'il n'y avait aucun lien entre ces nominations.

(2) Sur Auguste Portalis, voir Append. I⁶⁶. Son action comme député l'a fait souvent critiquer (Cf. *Souvenirs de feu le duc de Broglie*, 1886, t. IV, p. 334 et *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, par GUIZOT, t. II, chap. XII, p. 231).

(3) Il avait cependant comme concurrent un ancien P. G., Guillerbert, dont les événements de 1830 avaient fait un Conseiller d'Aix. Il comptait, il est vrai, 18 ans de fonctions (Arch. BB⁶ 277 2 A).

(4) Voir Append. I⁶⁶.

(5) Voir Append. I⁶⁷.

(6) Voir Append. I⁶¹.

(7) Voir Append. I⁶⁸.

(8) Sur ce lien d'alliance, cf. discours de rentrée du P. G. Renouard à la Cour de Cassation, 4 nov. 1872 (*J. O.*, 5 nov. 1872).

(9) Art. 63.

(10) Cf. la circulaire du 17 octobre 1820. GILLET, *Circulaires*, édit. 1840, p. 197) qui interdisait aux parents et aux alliés de siéger dans la même Chambre.

cifié qu'il s'agissait d'une exception (1) et la presse avait applaudi à ces réserves (2).

Venant de si haut, l'exemple était suivi dans les juridictions inférieures où nombreux étaient les parents siégeant ensemble dans les Cours et Tribunaux du royaume. A la Cour de Paris siègent simultanément de 1825 à 1833 Lechanteur père (3) et fils (4) comme Conseillers, de 1821 à 1837 Silvestre de Chanteloup père (5) et fils (6) également comme Conseillers, de 1846 à 1862 les deux frères Perrot de Chezelles (7).

A la Cour royale de Rennes siègent simultanément Gaillard de Kerbertin père et Gaillard de Kerbertin fils et, fait assez curieux, le fils est placé dans une situation hiérarchique supérieure à celle du père puisqu'il est Premier Président tandis que son père est Conseiller; cette situation, quelque peu anormale, dure du 10 septembre 1830 au 14 novembre 1834, date du décès du Conseiller (8).

Dans les Cours, s'installent de véritables petites dynasties : à la Cour de Bourges, le Procureur Général Pascaud a son fils comme Substitut du Procureur Général (9).

Voyons maintenant les magistrats qui ont des fils ou des parents magistrats, mais hors de leurs juridictions ou de leurs ressorts.

Le fils du Conseiller à la Cour de Cassation Fabvier (10), passe directement, le 18 mars 1844, de Procureur du Roi à Toul, Conseiller à la Cour royale de Nancy (11). Le Conseiller Fabvier qui avait été Procureur Général à Nancy et était

(1) Audience solennelle de la Cour de Cassation du 26 déc. 1835. DUPIN, *Réquisitoires*, t. I. Discours de rentrée, p. 96.

(2) La *Gaz. des Trib.* du 26 déc. 1835 disait qu'on risquait ainsi d'arriver à des abus pires que l'hérédité.

(3) Append. I⁶⁹.

(4) Append. I⁷⁰.

(5) Append. I⁷¹.

(6) Append. I⁴³.

(7) Append. I⁷² et I⁷³.

(8) Cf. MAULION, *Le Tribunal d'Appel et la Cour de Rennes*. Rennes, 1904, pp. 29 et 55.

(9) Pascaud fut P. G. Bourges du 18 août 1832 au 21 oct. 1844. Son fils est Sub. P. G. le 6 nov. 1841, à 31 ans, puis Conseiller Bourges en 1846 (Arch. BB⁹ 277 8 A et BB⁹ 244 8 A). Voir Append. IV les familles de magistrats dans les Cours.

(10) Sur le Conseiller à la Cour de Cassation Fabvier, voir Append. I⁴⁶ et *infra*, p. 314.

(11) Sur Fabvier fils, voir Append. I⁷⁴.

d'origine lorraine, avait maintes fois sollicité pour son fils sa nomination à Nancy : c'était, écrivait-il au Garde des Sceaux (1), la réalisation du dernier vœu qui le retenait à la vie. Le Ministre Martin du Nord lui donna cette ultime consolation à son lit d'agonie.

Zangiacomi, Président de Chambre à la Cour de Cassation (2), a son fils Juge d'Instruction au Tribunal de la Seine (3) où il est spécialisé dans les affaires politiques retentissantes. En 1841, il sera Conseiller à la Cour royale et deviendra un célèbre Président d'assises. C'est un magistrat d'avenir qui sous l'Empire accédera, lui aussi, à la Cour suprême.

Moreau, ancien Président du Tribunal de la Seine, Conseiller à la Cour de Cassation (4), a son fils Conseiller à la Cour royale (5) : c'est un Président d'assises renommé. Il deviendra Président de Chambre à la Cour et accédera à la Cour de Cassation en 1848, quatre ans après que son père y est mort en fonctions.

Le Président Boyer, de la Cour de Cassation (6), a un neveu qui porte son nom et qui est nommé Conseiller à la Cour de Colmar en 1840, à 40 ans (7).

Le Président de Bastard d'Estang, de la Cour de Cassation (8), a son frère Conseiller à la Cour royale de Paris (9). Le fils du Conseiller Legonidec (10), de la Cour suprême, est Juge d'Instruction au Tribunal de la Seine (11). Le Conseiller Bresson, de la Cour de Cassation (12), a son fils Avocat Général à Nancy, à 31 ans, puis Substitut du Pro-

(1) Lettre Conseiller Fabvier à G. d. S., 3 déc. 1843 (Arch. BB^s 226 18 A).

(2) Sur Zangiacomi, voir Append. I⁷⁵ et *infra*, p. 251.

(3) Sur Zangiacomi fils, voir Append. I⁷⁶.

(4) Sur Moreau père, voir Append. I⁷⁷ et éloge de l'Avocat Général Pascalis à l'audience de rentrée de Cass. du 10 novembre 1844 (*Le Droit*, 11 nov. 1844).

(5) Sur Moreau fils, voir Append. I⁷⁸ et discours du P. G. Renouard, audience de rentrée de Cass. du 3 nov. 1876 (*J. O.*, 4 nov. 1876 et Arch. BB^s 255 21 A).

(6) Sur le Président Boyer, voir Append. I⁵¹ et *infra*, p. 252.

(7) Arch. BB^s 244 11 A.

(8) Sur le Président de Bastard, voir Append. I²⁷ (Cf. le journal *Le Droit*, 11 nov. 1846).

(9) Sur le Conseiller de Bastard, voir Append. I⁷⁹ et le discours de l'Avocat Général Chopin d'Arnouville. Audience de rentrée de la Cour de Paris, 5 nov. 1875 (*J. O.*, 6 novembre 1875).

(10) Voir Append. I⁸⁰.

(11) Voir Append. I⁸¹.

(12) Voir Append. I⁴⁵ et *infra*, p. 322.

cureur Général et Avocat Général à Paris (1). Enfin, le Conseiller à la Cour de Cassation Chauveau-Lagarde (2), a son fils qui est Juge suppléant au Tribunal de la Seine (3).

L'esprit de famille imprégnait à un tel point la Magistrature de l'époque, qu'il arrivait souvent aux fils de succéder directement à leurs pères dans leurs fonctions, ce qui rappelait l'ancienne hérédité des charges de judicature et qui favorisait certaines combinaisons, comme les démissions conditionnelles (4), que le pouvoir dut souvent autoriser tacitement.

Sicard, Conseiller à la Cour de Montpellier, prend sa retraite en 1837 ; il est remplacé (5) par son fils, Conseiller auditeur à la même Cour. Le 4 avril 1837, Bouvier, Conseiller à la Cour royale de Nancy, était remplacé par son fils qui était Conseiller auditeur à cette même Cour depuis 14 ans. « Pour moi, écrivait au Garde des Sceaux, le 25 mars 1837 (6), le Procureur Général de Nancy Fabvier qui, nous l'avons vu plus haut, avait quelque raison de ne pas trop critiquer le népotisme, loin de pressentir et de craindre dans une telle nomination la renaissance d'un abus, j'y verrais un utile et honorable encouragement auquel applaudirait, j'en suis sûr, le suffrage d'un public éclairé. »

Le 9 février 1837 (7), le Conseiller auditeur Mendozé de Nevezé était promu Conseiller à la Cour royale de Riom par le même mouvement qui nommait un remplaçant à son père, Conseiller décédé (8) : « N'y a-t-il pas là, écrivait en janvier 1836 (9), à cette occasion le Procureur Général de Riom au Garde des Sceaux, une apparence d'hérédité ? Cette objection m'a quelque temps arrêté ; cependant, il m'a semblé que s'il

(1) Sur l'Avocat Général Bresson, voir Append. I^{er} et la notice de Chaix d'Est Ange au *Monit.* du 22 déc. 1865.

(2) Sur le Conseiller Chauveau-Lagarde, voir Append. I^{er} et *infra*, p. 255.

(3) Voir Append. I^{er} et sur cette parenté : PASCALLET, *Notice biographique sur Claude-François Chauveau-Lagarde* (Paris, 1856), p. 11.

(4) Voir *infra*, pp. 221 et suiv.

(5) Le 2 août 1837 (Arch. BB⁶ 232 19 A).

(6) Arch. BB⁶ 232 20 A.

(7) Arch. BB⁶ 232 27 A.

(8) Par un souci un peu puéril de déguiser le remplacement du père par le fils, comme deux Conseillers étaient nommés à la Cour royale de Riom, on prit soin, dans le *Moniteur* du 10 février 1837, de spécifier que Mendozé de Nevezé fils remplaçait Nolin, nommé Président de Chambre et que Smith, Procureur à Saint-Etienne, était nommé Conseiller en remplacement de Mendozé de Nevezé, décédé.

(9) Arch. BB⁶ 232 27 A.

n'est pas juste que la qualité du fils attribue plus de droits sur une place qui ne doit être donnée qu'au mérite, il n'est pas juste non plus qu'elle donne un motif d'exclusion. »

Ainsi, se perpétuaient les traditions judiciaires chez les fils qui entraient dans la carrière que leurs pères avaient illustrée. Et pourtant, nous avons vu en étudiant les projets sur le noviciat (1) comment, par des propositions qui n'avaient pas du reste été accueillies favorablement, on avait essayé de favoriser davantage encore les fils de magistrats.

(1) Voir *supra*, livre III, chap. I, II.

CHAPITRE III

Comment on sort de la Magistrature

I. Les Retraites

II. Les Démissions. — III. Les Révocations

I

L'avancement était très peu rapide sauf pour ceux dont les pères ou les appuis facilitaient la carrière. C'est que les places étaient fort rares dans la Magistrature, car les mises à la retraite, les démissions et les révocations étaient exceptionnelles et normalement les magistrats ne quittaient leurs fonctions qu'à la mort. Aussi l'avancement était tel que le Procureur Général de Rennes, Chegaray, pouvait parler (1) de « sa désespérante lenteur ».

Les rares auteurs, qui ont étudié la Magistrature de cette époque, la comparant inconsciemment à la nôtre, ont été frappés du grand nombre de vieillards qui encombraient les différentes juridictions. Et M. Bouchardon, dans son livre sur le « Magistrat », a expliqué (2) par leur grand âge et l'insensibilité des vieillards, la dureté de certaines décisions judiciaires.

C'est qu'en effet, jusqu'au décret du 1^{er} mars 1852, aucune limite d'âge n'existait et, inamovibles ou non les magistrats n'abandonnaient le plus souvent leurs fonctions qu'à leur mort.

Sans doute, le législateur avait prévu le cas de maladies graves, et une loi du 16 juin 1824 avait spécifié que l'on pouvait mettre à la retraite d'office les magistrats que des infir-

(1) Lettre à G. d. S., 14 mars 1841 (Arch. BB⁶ 249 23 A).

(2) *Le Magistrat*, par PIERRE BOUCHARDON, dans la collection *Les Caractères de ce temps*. Paris, 1926, chap. III, p. 27.

mités graves et permanentes rendraient hors d'état de remplir leurs fonctions. Mais, sous la Monarchie de Juillet, cette loi n'était pas appliquée (1) : « Aucune Cour en France, écrivait en 1838, le Procureur Général de Limoges au Garde des Sceaux (2), n'a encore, que je sache, recouru aux dispositions de la loi de 1824, dont l'application a quelque chose d'humiliant pour la Magistrature en général. »

Ce texte avait cependant son utilité, car on menaçait de son application le magistrat qui ne voulait pas demander lui-même sa mise à la retraite ; mais même alors, si le magistrat vieux et malade s'y refusait, ses collègues hésitaient à provoquer son départ : « Vous savez, écrivait Plougoulm, Premier Président à Rennes, au Garde des Sceaux (3), à propos de Chesnel, Conseiller à la Cour de Rennes, qu'il invitait en vain à prendre sa retraite en le menaçant du texte de 1824, et il n'y a pas longtemps qu'on en a eu l'exemple à la Cour de Cassation, lors de la longue maladie de M. Chardel (4), combien les magistrats répugnent à frapper un de leurs collègues d'une loi qui les menace eux-mêmes, qui alarme leurs vieux jours, et où ils voient une sorte d'atteinte au caractère de l'inamovibilité. »

En effet, ce qui rendait l'application de cette loi particulièrement délicate par les compagnies judiciaires, c'est qu'elles devaient elles-mêmes juger l'état de leur collègue. Ainsi, dans le seul cas de mise à la retraite d'office pour invalidité que nous avons trouvé sous la Monarchie de Juillet concernant Sers (5), Juge au Tribunal de Cahors, il y avait eu une véritable information faite par le Conseiller Dufort, délégué de la Cour d'Agen ; puis, la Cour avait, en assemblée générale, déclaré que Sers était atteint d'infirmités graves, après quoi seulement une ordonnance avait admis ce magistrat à la retraite. Encore, ne s'agissait-il que d'un magistrat appartenant à une juridiction inférieure ; mais on comprend la répugnance des magistrats des Cours, qui pouvaient être appelés à exclure un de leurs collègues, sachant que leur décision risquait d'être fatale à sa santé chancelante.

Ce qui prouve que cette loi de 1824 n'était pas appliquée,

(1) Il en était de même sous la Restauration (Cf. LOUIS SADOUL, *L'assassinat de la Présidente*. Paris, 1928, p. 97, à propos de la situation en 1825 du Juge de Vic, Schneider, aveugle et octogénaire).

(2) Lettre du 11 sept. 1838 (Arch. BB⁶ 249 16 A).

(3) Lettre du 10 avril 1847 (Arch. BB⁶ 282 24 A).

(4) Chardel avait 79 ans. Il était né le 21 mai 1777. Cons. Cass. le 27 août 1830, il mourut le 9 février 1847.

(5) Ordonnance du 13 oct. 1832 (*Monit.*, 17 oct. 1832).

c'est par exemple le maintien d'aveugles dans les juridictions. Cette grave infirmité ne semble pas, en effet, permettre à un magistrat d'accomplir complètement ses fonctions. La question se trouva posée à propos du Conseiller de Berny (1) lors du jugement de l'affaire célèbre du Lieutenant la Roncière (2). Ce Conseiller qui siégeait comme assesseur à la Cour d'assises était atteint de cécité. Dans son pourvoi contre la condamnation qui le frappait, La Roncière s'était, entre autres griefs, basé sur ce motif. La Cour de Cassation en rejetant le pourvoi, conformément aux conclusions du Procureur Général Dupin (3), consacra ainsi, qu'un magistrat pouvait exercer ses fonctions étant aveugle : « Je ne connais, avait dit Dupin, aucune loi française qui déclare incapable de ses fonctions le magistrat devenu aveugle. Cela serait bon si les magistrats étaient associés aux Juges du fait, car, alors un Juge aveugle manquerait d'un grand moyen de conviction, s'il ne pouvait voir la physionomie de l'accusé et des témoins. Mais cela est sans application au magistrat uniquement chargé de l'exécution de la loi : c'est une œuvre toute rationnelle, et, l'on peut dire en ce sens qu'il y a des aveugles très clairvoyants qui reconquièrent par la méditation ce que tant d'autres perdent par des distractions d'audience. » La distinction des Juges du fait et des Juges du droit était assez subtile et s'appliquait peut-être mal au Juge d'une affaire criminelle comme l'était le Conseiller de Berny que visait le pourvoi (4).

(1) Sur le Conseiller de Berny, voir Append. I^{er}. Sa femme avait été une des inspiratrices de Balzac (Cf. CHAMPION, *Mon vieux quartier*. Paris, 1922, p. 360). Il aimait fort poser des questions quand il siégeait comme assesseur aux Assises (Cf. BOUCHARDON, *Le crime de Vouziers*, chap. XVIII, p. 102).

(2) Il avait été condamné, pour tentative de viol, sur la fille de son général, M^{lle} de Morell, à dix ans de réclusion, par arrêt de la Cour d'Assises de la Seine du 4 juillet 1835.

(3) Arrêt du 21 août 1835. DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, II^e partie, pp. 367 et 368. Un auteur assez malveillant pour la Magistrature de la Monarchie de Juillet, MALEPEYRE (*La Magistrature en France*, chap. IV, p. 130), a tiré argument de la cécité du Conseiller de Berny pour critiquer la Magistrature de Louis-Philippe et pour s'étonner du maintien en fonctions de tels magistrats.

(4) Le Conseiller de Berny ne demanda sa retraite qu'en 1840. A Orléans, en 1842, la situation du Conseiller Allain qui est aveugle, et qui, siégeant à la Chambre des mises en accusation, doit s'abstenir dès qu'il faut consulter des plans, fait l'objet d'un rapport du Premier Président d'Orléans (Lettre P. P. Orléans à G. d. S., 3 mai 1842. Lettre G. d. S. à P. P., 12 mai 1842. Arch. BB^s 266 20 A). Mais là

Il existait également des magistrats frappés de surdité absolue. Borély, Procureur Général d'Aix, était complètement sourd, quand en 1836, il reçut à sa table le Procureur Général Dupin ; celui-ci constate avec esprit dans ses mémoires (1), qu'il donnait ses ordres par signes à son principal domestique, sourd et muet, avec lequel il s'entendait mieux qu'avec ses convives. Cela n'empêcha pas Borély de rester en fonctions jusqu'en 1847 (2).

Ces exemples prouvent que les infirmes restaient aussi longtemps qu'on pouvait les garder sur leurs sièges.

Quant aux octogénaires et aux nonagénaires, ils ne sont pas rares dans les compagnies judiciaires : A la Cour de Cassation, le Président de Chambre Zangiacomi siège jusqu'à sa mort survenue quand il a près de 80 ans (3) ; le Président de Chambre Boyer reste en fonctions jusqu'à 89 ans (4). Et dans la lettre qu'il écrivit en 1843 pour demander sa retraite, il tint à souligner et à se faire un titre, de son départ volontaire : « Arrivé à la 90^e année de mon âge et atteint d'une infirmité grave (il était presque aveugle), j'ai cru voir, dans ces circonstances, un avertissement de la nature et n'ai pas voulu attendre ceux de l'opinion publique, pour résigner des fonctions dans lesquelles tous les efforts de mon zèle pourraient ne pas suffire à l'accomplissement de mes devoirs (5). »

Toujours à la Cour de Cassation, meurent en fonctions les Conseillers Pinson de Menerville à 85 ans (6), Ruperou à 79 ans (7), Bailly à 83 ans (8), Carnot à 83 ans (9), Poriquet à 86 ans (10), Cassaigne à 79 ans (11), Jourde à 80 ans (12), Voysin de Gartempe à 80 ans (13), Dunoyer à

encore, on hésite à lui appliquer les rigueurs de la loi de 1824 et, finalement, il reste en fonctions jusqu'à sa mort survenue en 1844.

(1) DUPIN, *Mémoires*, t. III, Annexes, I^{re} Partie, p. 415.

(2) Il fut mis à la retraite le 22 décembre 1847. Voir *infra*. p. 392.

(3) Né le 17 mars 1766, mort le 12 janvier 1846. Voir Append. I^{re}.

(4) Né le 14 novembre 1754. Démissionnaire le 16 déc. 1843. Voir Append. I^{re}. Cf. le discours de rentrée du P. G. de Royer le 3 nov. 1853 (*Monit.*, 4 nov. 1853).

(5) Voir cette lettre : Président BOYER, *Souvenirs et causeries*, chap. XVIII, p. 251.

(6) Né le 26 nov. 1755. Mort le 13 oct. 1841.

(7) Né le 25 juin 1763. Mort le 28 avril 1843.

(8) Né le 6 avril 1749. Mort le 11 juin 1832.

(9) Né le 31 mars 1752. Mort le 22 juillet 1835.

(10) Né le 30 sept. 1750. Mort le 28 janvier 1837.

(11) Né le 22 juillet 1754. Mort le 23 octobre 1833.

(12) Né le 17 février 1757. Mort le 15 février 1837.

(13) Né le 29 octobre 1759. Mort le 11 mai 1840.

84 ans (1), Legonidec à 80 ans (2), Chauveau-Lagarde à 85 ans (3), Bonnet à 79 ans (4). Le Conseiller Chilhaud de la Rigaudie prend sa retraite à 84 ans (5).

À la Cour royale de Paris, le Premier Président Séguier a, à la fin de la Monarchie de Juillet, 79 ans (6). Le Président de Chambre Lepoitevin siège à la Cour de Paris jusqu'à 92 ans. Encore fit-il, à cet âge, des difficultés pour partir (7).

Parmi les Chefs de Cours de province, Lemeunier meurt comme Premier Président de la Cour de Caen en 1835 à 89 ans (8). Trinquelague décède comme Premier Président de la Cour de Montpellier en 1837, à 89 ans (9). Eude reste Premier Président de la Cour de Rouen jusqu'à sa mort survenue à 82 ans en 1841 (10) et le Premier Président Hocquart de Toulouse meurt en fonctions à 83 ans en 1843 (11). Quant à Grenier, qui était Premier Président à la Cour de Riom, il se retira de lui-même en 1837 à l'âge de 84 ans (12).

Dans les Cours royales, les vieillards étaient également très nombreux : le Conseiller Vigneron, de Douai, tint, en demandant sa retraite, à spécifier qu'il se retire de lui-même : « Par inspiration de conscience, écrit-il, je crois devoir résigner entre vos mains le siège actif de Conseiller à la Cour de Douai (13). » Or, il a 83 ans, et le Premier Président de la Cour de Douai signale que, par suite de ses infirmités, il ne fait plus aucun service depuis plusieurs années (14). De telles situations risquaient de désorganiser les Cours : en 1843, le Premier Président de la Cour de Nancy (15) signale

(1) Né le 11 février 1757. Mort le 2 sept. 1841.

(2) Né le 16 octobre 1763. Mort le 11 février 1844.

(3) Né le 21 janvier 1756. Mort le 19 février 1841.

(4) Né le 10 juillet 1760. Mort le 6 déc. 1839.

(5) Né le 17 octobre 1749. Admis à la retraite le 13 sept. 1833. Mort le 3 octobre 1834.

(6) Né le 21 sept. 1768.

(7) Il était né le 10 août 1745 (Arch. BB⁶ 232 24 A).

(8) Il était né le 10 sept. 1746. Décédé le 20 oct. 1835 (Cf. *Le Droit* du 5 déc. 1840).

(9) Il était né le 29 déc. 1747 (Arch. BB⁶ 232 19 A, BB¹⁸ 1228 243 ; *Monit.*, 29 août 1837).

(10) Né en 1759. Décédé le 8 sept. 1841 (*Le Droit*, 20 sept. 1841 ; *Monit.*, 21 sept. 1841).

(11) Né en 1760 (Arch. BB⁶ 261 27 A).

(12) Il était né le 16 sept. 1753 (*Monit.*, 9 février 1841). En 1832 le Garde des Sceaux signalait à la Chambre des députés, afin d'obtenir des frais de secrétariat pour les Chefs de Cour. Séance du 13 février 1832 (*Monit.*, 14 février 1832) que, quoiqu'ayant conservé l'usage de toutes ses facultés, il avait une main si tremblante qu'il ne pouvait pas lui-même écrire ses lettres.

(13) Lettre du 12 avril 1841 (Arch. BB⁶ 255 12 A).

(14) Voir Append. V, Les Vieillards dans les Cours et Tribunaux.

(15) Arch. BB⁶ 261 18 A.

que le Conseiller Roscard de la Salle qui reste à la Chambre des mises en accusation et a 81 ans, est sujet à des vertiges et se trouve hors d'état de suivre tous les développements d'une plaidoirie. Quand, dans une même compagnie, un grand nombre de ces vieillards se trouvaient ainsi réunis, l'activité de la juridiction risquait de s'en ressentir. C'est ce qui arrivait justement à la Cour royale de Douai : en 1832, elle compte dans son sein deux octogénaires et douze septuagénaires (1). En 1834 (2), elle a encore parmi ses membres une douzaine de septuagénaires ou d'infirmes. Le Procureur Général Farez s'en émeut et demande qu'on appelle à la Cour des hommes actifs. En 1840, le Premier Président de Douai (3) se plaint que la Cour ne compte parmi ses Présidents de Chambre que des hommes d'un grand âge : trois octogénaires (4) et un septuagénaire (5).

Dans les Tribunaux, les magistrats très âgés sont également nombreux : Le Président du Tribunal de Melun, le baron Despatys meurt en 1841 à 89 ans (6) ; et Chardon, Président du Tribunal d'Auxerre, démissionne à cause de sa surdité en 1845, à 83 ans (7).

On s'étonne de trouver des magistrats d'un âge avancé dans les fonctions militantes du Parquet qui sont, semble-t-il, plus actives. Et cependant, quand le Procureur du Roi de Douai, Faulx, démissionne, le 1^{er} septembre 1830, il est âgé de 80 ans (8).

Théoriquement, ce maintien des magistrats sans limite d'âge n'était qu'une conséquence du principe de l'immovibilité poussé à ses extrêmes conséquences. Pratiquement,

(1) Lettre P. G. Douai à G. d. S., 5 déc. 1832 (Arch. BB⁶ 205 13 A).

(2) Lettre P. G. Douai à G. d. S., 19 fév. 1834 (Arch. BB⁶ 212 12 A).

(3) Lettre à G. d. S., 21 avril 1840 (Arch. BB⁶ 244 13 A).

(4) Parmi eux, se trouvait le Président de Chambre Gosse de Gorre, né le 2 novembre 1760. En 1849 le P. G. Huré, de Douai, signalait encore (Lettre à G. d. S., 5 mars 1849, Arch. Dossier Leroux de Bretagne) que ses facultés avaient subi gravement les influences de l'âge et qu'il sommeillait plus qu'il n'écoutait à l'audience.

(5) Il s'agissait justement de Farez, âgé alors de 71 ans qui, comme P. G., s'était plaint en 1834 de la vieillesse des membres de la Cour. Le P. G. Farez avait été disgracié et nommé Président de Chambre le 13 nov. 1834. Voir Append. I⁸⁵.

(6) Cf. *Le Droit* du 24 déc. 1841 et Append. I⁸².

(7) *Le Droit* du 20 nov. 1845 et du 14 déc. 1846. Append. I⁸⁸. — Voir également des exemples de membres de Tribunaux âgés dans Append. V : Les Vieillards dans les Cours et Tribunaux.

(8) Arch. BB⁶ 182 69 M¹.

nous avons vu que souvent les compagnies étaient ainsi encombrées de membres qui faisaient nombre, mais qui ne rendaient pas grands services. On pouvait donc s'attendre à des critiques contre ce système dans les assemblées parlementaires. En 1835 (1), Amilhau, député de la Haute-Garonne, qui était en même temps Président de Chambre à la Cour royale de Toulouse, parlant au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi déposé par le Garde des Sceaux Persil (2), regrettait que la loi ne contint aucune disposition qui s'appliquât au magistrat qu'un grand âge « ou des infirmités précoces privent de cette force et de cette liberté de moyens qui sont si nécessaires pour prononcer sur les biens, l'honneur et la vie des hommes. Le Juge inamovible... après le terme que la nature lui avait prescrit, cherche à se survivre à lui-même. N'attendez de lui aucune abdication volontaire ; l'honneur et la conscience lui en font un devoir, mais il semble voir dans cette mesure une mort partielle. » Cependant, après cette critique à laquelle l'expérience du magistrat qu'était Amilhau donnait un grand poids, il reconnaissait combien il était difficile de fixer équitablement l'âge ou l'infirmité nécessaire pour rendre la retraite obligatoire : « Si l'âge, ajoutait-il, est une loi, Henrion de Pansey (3) eût été éloigné de cette Cour dont il fut l'ornement ; si c'est une faculté accordée au ministère, quelle que soit sa justice, elle aura toujours sa source dans l'arbitraire. » C'est qu'en effet, en cette matière, il faut ou bien fixer un âge déterminé pour la retraite, mais alors on risque de se priver de l'expérience de magistrats que les infirmités de la vieillesse n'ont pas atteints, ou bien, en l'absence de limite d'âge, il convient d'exiger des contrôles individuels de l'activité physique et intellectuelle des magistrats et c'est alors, un entorse grave au principe de l'inamovibilité. Aussi, Amilhau, après avoir effleuré le problème, était effrayé de sa complexité et il concluait par ces paroles prudentes : « Ces considérations ont suffi pour nous arrêter. Ce n'est qu'avec une timide réserve que nous avons touché au système éprouvé de notre organisation judiciaire. »

En 1836, lors de la discussion du budget, la question fut

(1) Rapport d'Amilhau au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à des modifications à l'ordre judiciaire, fait à la Chambre des députés (*Monit.*, 3 avril 1835).

(2) Voir *supra*, p. 103.

(3) Le prédécesseur du comte Portalis à la Première Présidence de la Cour de Cassation où il fut nommé à l'âge de 86 ans, le 17 mai 1828. Il mourut le 23 avril 1829.

de nouveau effleurée (1). Le député Boudousquié mit en évidence les entraves qu'apportent au service des Tribunaux les magistrats qui s'obstinent à rester en fonctions malgré l'âge et les infirmités (2). Cependant ce n'étaient là que de bien faibles critiques et le Gouvernement n'édicta aucune mesure tendant à limiter l'âge des magistrats. Mais, d'une manière très indirecte, il parvint à pousser les infirmes ou les vieillards à demander leur retraite et voici comment : grâce à la bienveillance des compagnies à leur égard, les magistrats âgés ou malades étaient affectés au service des Chambres des mises en accusation, particulièrement peu chargées (3). Une ordonnance du 5 août 1844 mit un terme à cette tolérance un peu abusive en décidant que les membres de la Chambre des mises en accusation feraient également le service des autres Chambres (4).

II

Les autres causes de départ, les démissions et les révocations, si elles ont été fréquentes lors des premiers mois de la Monarchie de Juillet, sont devenues ensuite assez rares.

Les démissions étaient le plus souvent provoquées. En effet, la Cour de Cassation n'a pas durant la Monarchie de Juillet prononcé de déchéance à l'encontre de magistrats du siège, c'est-à-dire inamovibles (5). Quand un fait grave imputé à un de ces magistrats, arrivait à la connaissance de la Chancellerie, afin d'éviter une publicité scandaleuse, on invitait discrètement le magistrat à démissionner.

L'exemple le plus célèbre et le plus pénible est celui du Président de Chambre à la Cour de Cassation Teste qui, avant d'être traduit devant la Cour des Pairs, à propos de la

(1) Discussion du budget de la Justice (*Monit.*, 21 mai 1836).

(2) M. BOUCHARDON, dans son ouvrage, *La Tuerie du Pont d'Audert*, affaire criminelle de 1838, signale (chap. IV, p. 27) que le Juge d'Instruction de Belley, Roux, était si âgé qu'il ne pût se transporter la nuit sur le lieu du crime, ce qui empêcha de relever des traces qui, par la suite, eussent été du plus grand intérêt.

(3) Le 14 juillet 1838, le P. P. de Poitiers signalait au G. d. S. (Arch. BB⁶ 244 23 A) qu'à la Chambre des mises en accusation il y avait un sourd et un apoplectique qui ne pouvait sortir lors des fortes chaleurs. Cf. à ce sujet, *supra*, p. 102.

(4) Cf. sur cette question et les protestations soulevées justement à la Cour de Poitiers, *supra*, pp. 109 et 110.

(5) Nous verrons plus loin, *infra*, livre IV, chap. II, que plusieurs furent déférés pour faits politiques à la Cour de Cassation qui ne prononça jamais la peine de la déchéance.

concession des mines de Gouhenans, démissionna au mois de juillet 1847 (1).

En 1844 (2), le Conseiller Berlioz, de la Cour de Grenoble, se voit dans un procès civil accusé d'avoir surchargé la date d'un billet à ordre : ses explications sont assez embarrassées ; on envisage des poursuites pénales ; puis le Garde des Sceaux se contente d'accepter sa démission.

En 1843 (3), le Conseiller Roucoule, de la Cour de Toulouse, est surpris par la police dans une maison de débauche avec de jeunes mineures. On l'invite à démissionner pour éviter des poursuites correctionnelles et disciplinaires ; ce qu'il fait après quelques hésitations et l'ordonnance qui accepte sa démission n'est pas publiée.

Moins graves sont d'autres fautes qui forcent cependant les magistrats à se démettre de leurs fonctions.

En 1844 (4), une discussion naît à la Cour royale de Douai dans la Chambre du Conseil pour un motif futile, au sujet de la distribution des dossiers soumis à taxe entre deux Conseillers, Vanderwallen et Debaillon ; des injures furent échangées et Debaillon porta un soufflet à son collègue qui se retira. Malgré les regrets exprimés par l'auteur de cette violence, des poursuites pénales furent envisagées ; mais la démission du Conseiller Debaillon les arrêta (5).

Parfois, si la pression faite sur le magistrat pour l'inviter à résigner ses fonctions est moins brutale, elle existe pourtant : à Bordeaux, en 1847 (6), le Conseiller Lacroix démissionne ; c'est un magistrat expérimenté, mais des préoccupations de famille le tenaient presque toujours éloigné de Bordeaux ; depuis deux ans, il n'y avait fait que de rares et courtes apparitions. Devant les plaintes de ses collègues et les réclamations de ses Chefs, Lacroix se décida à quitter la Magistrature.

(1) Sur Teste, voir Append. I^{er}. Sur l'affaire Teste, voir ROUSSELET, *l'Affaire du Duc de Praslin et la Magistrature*, p. 5 et *infra*, p. 265.

(2) Lettre P. P. Grenoble et P. G. Grenoble à G. d. S., 15 fév. 1844. Lettres G. d. S. à P. G. Grenoble, 17 avril 1844, 28 avril 1844 (Arch. BB⁶ 266 13 A).

(3) Lettres P. P. Toulouse et P. G. Toulouse à G. d. S., les 21 déc. 1843 et 12 déc. 1843 (Arch. BB⁶ 266 27 A).

(4) Lettres P. P. Douai et P. G. Douai à G. d. S., 17 janv. 1844, 21 janv. 1844 ; G. d. S. à P. P. Douai, 19 janvier 1844, 24 janvier 1844 (Arch. BB⁶ 266 12 A).

(5) Le 31 janv. 1844.

(6) Lettre P. G. Bordeaux à G. d. S., 21 janv. 1847 (Arch. BB⁶ 281 7 A).

Pour les magistrats du Parquet, les démissions soi-disant volontaires évitaient des révocations : en 1836 (1), le Substitut du Procureur Général de Metz, Plisson, entretient des relations difficiles avec le Premier Avocat Général Henriot. Très susceptible, il se croyait poursuivi par lui et le 15 octobre 1836, il lui écrivit pour lui demander de se battre en duel. Après cet incident qui frisait le scandale, Plisson démissionna.

Mais les circonstances qui amenèrent la démission de Collard, Substitut du Procureur Général de Nancy, sont encore plus curieuses : il avait été directement nommé à ces fonctions étant Substitut à Epinal. Il n'avait pas tardé à s'y faire remarquer défavorablement : il avait été condamné (2) en 1838 par la Cour royale de Dijon à 25 francs d'amende pour diffamation, sur la plainte du Colonel Puton. Puis, dégoûté de ses fonctions, blessé de n'avoir pu être nommé Juge d'Instruction à Paris, il voulut quitter avec éclat la Magistrature (3). Darmés venait de tirer sur le Roi et était interné à la prison du Luxembourg. Collard lui écrivit le 19 mai 1841, en signant de son titre : « Substitut du Procureur Général à Nancy. » : « Un avocat signalé par ses opinions avancées a refusé votre défense, je l'accepte, si vous voulez m'en charger et me laisser toute latitude de la présenter comme je l'entendrai. La responsabilité que je provoque est grande à mes yeux, puisqu'il s'agit pour vous de la vie, pour moi de la position judiciaire que j'occupe et que je devrai d'abord sacrifier. » On crut d'abord à une imposture, car on ne pouvait penser qu'un magistrat rechercherait l'honneur de défendre l'assassin de son Roi. Il fallut cependant se rendre à l'évidence et à la suite de ce scandale qu'il avait recherché, le Substitut Collard démissionna le 24 mai 1841.

On ne saurait en étudiant ces départs volontaires, passer sous silence la question des démissions conditionnelles, c'est-à-dire de celles qui étaient données sous la condition qu'un

(1) Lettre P. G. Metz à G. d. S., 18 oct. 1836 (Arch. BB⁶ 226 18 A).

(2) Lettre P. G. Nancy à G. d. S., 20 avril 1838 (Arch. BB⁶ 212 20 A).

(3) Lettre G. d. S., 24 mai 1841, à P. G. Nancy, communiquant la lettre adressée à Darmés à la prison du Luxembourg par Collard. Lettre P. G. Nancy à G. d. S., 25 mai 1841. Lettre de démission de Collard, 25 mai 1841 à G. d. S. Lettre de la mère de Collard à G. d. S., 7 mai 1841 (Arch. BB⁶ 249 16 A). Cf. l'ouvrage écrit en 1841 par COLLARD, *Un mot sur le régicide et spécialement sur l'attentat et le procès de Darmés*. Voir *infra*, p. 400 et p. 402.

magistrat dont le nom était indiqué prit la place qui devenait ainsi vacante. Il s'agissait, le plus souvent, d'un proche ou même d'un tiers qui avait promis en échange au démissionnaire un avantage en argent. L'époque des Parlements n'était pas très éloignée et les magistrats se souvenaient de ces temps où ils pouvaient disposer de leurs sièges (1). Le pouvoir luttait avec âpreté contre les conventions qui existaient ainsi entre les magistrats; mais il semble d'ailleurs que ce fut souvent en vain, car ces traités étaient soigneusement cachés. Le Gouvernement avait d'ailleurs un moyen, auquel il recourait souvent, de refuser toute efficacité à ces traités: comme le droit de nomination n'appartenait qu'à lui seul, dès qu'il soupçonnait l'existence d'un accord entre magistrats, il nommait à la place devenue vacante par cette démission conditionnelle, un magistrat autre que celui qui pouvait être visé dans le contrat. Pourtant il était des cas où le pouvoir s'associait lui-même à ces combinaisons, mais, c'était seulement quand aucun avantage matériel n'avait été promis.

De telles tractations existaient surtout entre magistrats inamovibles: ils ne demandaient leur mise à la retraite que si on leur promettait la nomination du magistrat auquel ils s'intéressaient. En 1836 (2), Cappeau, Président de Chambre à la Cour royale d'Aix, plus qu'octogénaire, ne voulait se faire mettre à la retraite que lorsque son gendre, le comte de Gabrielli, Juge au Tribunal d'Aix, serait nommé Conseiller à Aix. Le Gouvernement accéda à ce désir (3).

Le Conseiller Chabaud de la Cour royale de Paris (4), en sollicitant sa retraite voulait être remplacé par Hallé, Juge au Tribunal de la Seine, qu'il affectionnait particulièrement. On lui donna une demi-satisfaction en nommant (5) Rigal, Vice-Président du Tribunal de la Seine à sa place et en pro-

(1) Le mal n'était pas spécial à la Monarchie de Juillet ni à la Magistrature. Il sévissait déjà sous la Restauration et la circulaire du 27 avril 1822 de la Chancellerie renouvela leur interdiction (GILLET, *Circulaires*, éd. 1840, p. 212). A la Cour des Comptes des places se transmettaient également à prix d'argent (Cf. la discussion à la Chambre des députés du 23 juin 1846. DUPIN, *Mémoires*, t. IV. Session de 1846, p. 304 et le scandale de l'affaire Petit en 1847. DUPIN, *Mémoires*, t. IV. Session de 1848, pp. 412 à 422).

(2) Lettre P. G. Aix à G. d. S., 14 mai 1836 (Arch. BB⁶ 218 2 A).

(3) Le 5 novembre 1836 Cappeau demanda sa retraite et le 14 nov. 1836 de Gabrielli fut nommé Conseiller.

(4) Lettre P. G. Franck Carré, de la Cour de Paris, à G. d. S., le 29 fév. 1840 (Arch. BB⁶ 244 24 A).

(5) Le 2 mars 1840.

mouvant simultanément Hallé, Vice-Président à la place laissée libre par Rigal.

La même attitude tolérante était de règle quand un père voulait que son départ profitât à son fils : Duclaud, Conseiller à la Cour de Poitiers (1), demanda en 1836 sa retraite. Il avait prié le Procureur Général Gilbert Boucher, de présenter son fils, Juge d'Instruction aux Sables-d'Olonne, pour lui succéder ; mais le Procureur Général lui fit comprendre que ses prétentions étaient trop élevées. Cependant, « pour donner une dernière marque de confiance à un vieux magistrat », il présenta Duclaud fils pour la place de Juge à Poitiers, devenue vacante par la nomination de Bohain au siège de la Cour que laissait libre Duclaud père (2).

Encore fallait-il, pour que ces démissions conditionnelles reçussent de la Chancellerie un accueil favorable, qu'elles fussent faites discrètement. Or, certains magistrats estimaient avoir un tel droit à disposer de leurs sièges qu'ils s'adressaient directement au Garde des Sceaux pour dicter leurs conditions. En 1844 (3), le Président de Chambre Lafontan, de la Cour royale d'Agen, écrivait ainsi à la Chancellerie pour demander sa mise à la retraite à condition que son fils qui était Conseiller depuis dix ans fût nommé Président de Chambre à sa place. Devant une demande, aussi brutale que catégorique, le Ministre répondit qu'il ne pouvait admettre de démissions conditionnelles. Et le Président Lafontan n'eut plus l'occasion de disposer de son siège, car il décéda en fonctions en 1846.

La Chancellerie renvoyait même parfois toutes les démissions qui n'étaient pas pures et simples et qui étaient accompagnées de conditions même tacites. En 1842, le Conseiller de la Cour royale de Paris, Chrestien de Poly (4), sollicitait

(1) Lettre P. G. Gilbert Boucher, de Poitiers, à G. d. S., le 12 août 1836 (Arch. BB⁸ 226 25 A).

(2) Le P. P. de Douai transmettait le 13 janvier 1844 au G. d. S. (Arch. BB⁸ 266 12 A) la demande de retraite de Duriez, Conseiller à Douai. Duriez était âgé de 78 ans et atteint de cécité : sa démission était pure et simple, mais le P. P. de Douai ajoutait que Duriez, qui ne regardait pas comme une nécessité de donner sa démission, ne l'avait accordée qu'avec l'espoir de procurer une place de Conseiller titulaire à son parent Cotteau, Conseiller auditeur, qui fut effectivement nommé aux fonctions qu'il laissait, le 3 février 1844.

(3) Lettre Présid. de Chambre Lafontan à G. d. S., 27 avril 1844 (Arch. BB⁸ 277 1 A). Lettre G. d. S., 1^{er} juin 1844 (Arch., *id.*).

(4) Sur le Conseiller Chrestien de Poly, voir Append. I⁸⁵ et *supra*, p. 8.

sa mise à la retraite (1), purement et simplement ; mais chacun savait que cette démission n'était donnée que conditionnellement et que Chrestien de Poly ne voulait cesser ses fonctions qu'autant que son fils, avocat à la Cour de Paris, serait appelé à un emploi de Substitut dans un des Tribunaux du ressort. Le Garde des Sceaux répondit qu'il ne pouvait mettre sous les yeux du Roi d'autres démissions que celles qui sont présentées sans aucune condition même tacite (2). Il en fut de même, en 1844, quand le Conseiller Golbert, de la Cour de Grenoble, adressa sa démission (3). Il ne consentait à se retirer que dans l'intérêt de son neveu, Procureur du Roi à Bourgoin. La démission fut renvoyée.

Encore plus rigoureuse et intransigeante était l'attitude de la Chancellerie, quand elle soupçonnait qu'un avantage matériel pouvait avoir dicté la démission d'un magistrat. Ne voulant pas ressusciter l'ancienne vénalité des offices, lorsqu'elle pouvait penser qu'un traité liait deux magistrats en accordant à celui qui démissionnait quelque somme d'argent, elle mettait tout en œuvre pour en déjouer les effets.

Il existait, semble-t-il, une convention entre de la Salle, Président du Tribunal de Saint-Dié (4) et de Bazelaire, Conseiller à la Cour royale de Nancy, pour mettre la place de ce magistrat qui démissionnait à la disposition du premier. Le prix fixé par ce traité devait être acquitté par un tiers. La combinaison fut déjouée et ce fut le Procureur de Remiremont, Blaise, qui fut nommé Conseiller à la Cour de Nancy le 27 novembre 1834.

Aux dires du Procureur Général d'Aix en 1836 (5), le Président du Tribunal de Digne, Clapier « allait au-devant de tout enrichissement ». Après avoir, presque publiquement traité avec Lotis, Vice-Président, avec Itard et Marcorelle, Juges, et avec Reynard-Fauvert, Président du Tribunal de Sisteron,

(1) Lettre du 16 oct. 1842. Lettre G. d. S. à P. G. Paris, 5 nov. 1842 (Arch. BB⁶ 226 21 A).

(2) Mais deux ans après, le Conseiller Chrestien de Poly eut satisfaction : Quand il fut mis à la retraite, le 28 mars 1844, le même jour son fils était nommé Substitut à Mantes.

(3) Lettre P. G. Grenoble à G. d. S., 23 août 1844 (Arch. BB⁶ 266 13 A).

(4) Lettre du député Marchal à G. d. S., 8 fév. 1831. Lettre P. G. Nancy à G. d. S., 23 octobre 1834 (Arch. BB⁶ 212 20 A).

(5) Lettre P. G. Borély, d'Aix, à G. d. S., 14 mai 1836 (Arch. BB⁶ 218 2 A). Le P. G., dans sa lettre, déclarait connaître les diverses sommes qu'avait demandées Clapier.

il réitéra de nouvelles ouvertures à un autre magistrat qui signala le fait au Procureur Général.

En 1842, Tropamer, Premier Président de la Cour royale d'Agen, signalait au Garde des Sceaux (1) qu'il venait de déjouer une démission « in favorem » de de Molié, Conseiller à Agen. Ce magistrat avait demandé sa mise à la retraite en vendant en secret la place qu'il occupait à Décle, Juge au Tribunal de Périgueux, pour une pension viagère de 600 fr. par mois. Ce qui jette un jour assez défavorable sur ces tractations, c'est que de Molié avait de la fortune. Il semble donc que, de bonne foi, les magistrats se souvenaient de l'époque qui n'était pas trop lointaine où ils pouvaient légalement disposer de leurs charges.

Bien entendu, ce ne fut pas Décle, mais Briet, Président du Tribunal d'Agen, qui fut nommé le 12 janvier 1843, Conseiller à la Cour d'Agen à la place laissée vacante par de Molié, et Décle attendit vainement, pendant toute la Monarchie de Juillet la place de Conseiller qu'il avait voulu s'assurer à prix d'argent.

En 1845, la Chancellerie indique au Procureur Général d'Orléans (2) que le bruit court d'après lequel Hutteau, Conseiller à la Cour d'Orléans, aurait traité de sa place moyennant avantages pécuniaires. Et, lors de l'enquête, ce magistrat reconnut avoir reçu pour se démettre de sa charge, des offres d'argent, mais il prétendit les avoir repoussées. Ainsi donc, il y avait là l'aveu d'un cocontractant et la preuve que ces traités secrets existaient bien.

En 1844, Perigord (3), Conseiller à la Cour royale de Limoges, comptait cinquante ans de services; sa fortune était médiocre. Il aurait depuis longtemps pris sa retraite, si le Chef de la Cour avait voulu tolérer qu'un magistrat de siège inférieur lui donnât une indemnité de 10.000 à 12.000 francs. Les sources d'information du Procureur Général de la Cour de Limoges, qui signalait le fait à la Chancellerie, étaient sûres; en effet, vers 1838, un de ses parents, riche et désireux d'entrer dans la Magistrature, l'avait vivement pressé de consentir à un arrangement par lequel en donnant 12.000 francs à Perigord, il serait entré au Tribunal

(1) Lettre P. P. Tropamer, d'Agen, à G. d. S., 13 nov. 1842 (Arch. BB⁶ 261 1 A).

(2) Lettre G. d. S. à P. G. Orléans, 10 juillet 1845. Lettres P. G. Orléans, 12 juillet, 5 août 1845 (Arch. BB⁶ 271 20 A).

(3) Lettre P. G. Limoges, Dumont de Saint-Priest, à G. d. S., 7 juin 1844 (Arch. BB⁶ 266 14 A et BB⁶ 190 25 A).

de Limoges en remplacement d'un Juge qui, lui-même aurait succédé à ce Conseiller. Bien entendu, Dumont de Saint-Priest, Procureur Général près la Cour de Limoges, s'était refusé formellement à homologuer de telles tractations, estimant que la considération nécessaire à la Magistrature souffrirait la plus grave atteinte de la vénalité des charges judiciaires. En 1844, Périgord avait encore voulu monnayer sa mutation avec Bussière, Conseiller à la Cour de Poitiers, qui désirait être nommé à Limoges, de façon à être promu plus facilement Président de Chambre. Le Procureur Général n'avait pas la certitude de ce marché, mais l'opinion publique n'en doutait pas.

Ainsi donc, les seules démissions fréquentes à cette époque étaient les démissions conditionnelles ; il y en avait de deux sortes : celles en faveur d'un parent, d'un ami ; à celles-là, pourvu qu'elles fussent libellées discrètement et que le titulaire fût de ceux à qui le pouvoir voulait être agréable, la Chancellerie réservait parfois un accueil favorable. Mais elle gardait toute sa rigueur, dès qu'elle pouvait soupçonner qu'un avantage matériel (1) avait été fixé en contrepartie.

III

Etudions maintenant les révocations qui, bien entendu, ne pouvaient atteindre que les magistrats amovibles du Parquet.

Parfois, mais heureusement assez rarement, les motifs de ces destitutions étaient tirés de faits graves : en 1832 (2), Lequesne, Substitut à Dieppe, est révoqué ; il s'était absenté sans congé pendant plus d'un mois et de plus signait des billets à ordre qu'il laissait protester.

Le plus souvent, c'était l'attitude politique des magistrats qui causait leur révocation. En 1831, Woïrhaye, Avocat Général à Metz, est destitué pour avoir fait partie de l'*Association nationale* (3). Ce furent également des motifs du

(1) L'auteur de l'opuscule, *Lettre d'un Juge suppléant du Tribunal de Paris à un jeune Avocat*, p. 12, s'élève contre cette distinction : « Sera-t-il plus mal de donner sa démission à un étranger pour un peu d'argent qu'il n'est mal, par la même démission, de grossir la dot d'un de ses enfants ? L'argent que l'on recevra de l'étranger ne servira-t-il pas, la plupart du temps, à doter l'enfant qui n'aura pas pu ou voulu être magistrat. »

(2) Le 27 sept. 1832. Cf. Rapport de la Direction du Personnel du 17 sept. 1842 (Arch. BB⁶ 281 18 A). Lequesne était le neveu du P. G. Thil, de Rouen, qui venait d'être nommé Cons. Cass.

(3) Le 17 avril 1831. Voir les détails de cette affaire, *infra*, p. 371.

même ordre qui dictèrent le départ de Périolat, Substitut du Procureur Général à Grenoble en 1832 (1). A la publication des ordonnances, il avait offert sa démission comme Procureur du Roi à Orange (2) et après cet acte qui parut méritoire, il avait été nommé au Parquet Général de Grenoble. Mais, de suite, il fut mal noté au point de vue politique : il critiqua la dynastie et le Gouvernement dans les cabinets littéraires et les cafés, persuadé qu'il était, que les ministres trahissaient la France. Il fut destitué à la suite des troubles de Grenoble.

Le 10 septembre 1831 (3), Roussel, Procureur du Roi à Lisieux, était révoqué et remplacé par un avocat nommé Leroi de Beaulieu. Le député Laurence vint dénoncer à la tribune de la Chambre des députés les motifs et de cette révocation et de cette nomination : il y avait eu à Lisieux deux candidats à la députation qui avaient chacun un comité d'amis s'occupant de leurs élections. Le candidat patronné par Leroi de Beaulieu avait été élu et la place de Procureur du Roi avait été l'enjeu de la lutte.

C'étaient surtout les hauts magistrats du Parquet qui étaient atteints par ces disgrâces toutes politiques (4). Elles ne laissaient parfois, fait assez curieux, aucune trace dans les dossiers. Le 20 février 1832, le Procureur Général Joly, de la Cour de Montpellier, était révoqué (5). En 1861, la Direction du Personnel du Ministère de la Justice déclarait ignorer le motif de cette révocation ; elle paraît avoir eu pour cause les sentiments favorables que Joly était soupçonné nourrir en faveur de la République. En effet, quand sa destitution fut connue à Montpellier, une foule de jeunes gens et d'étudiants en médecine se réunirent le 28 février vers minuit devant son domicile et lui donnèrent une sérénade en musique aux cris de « Vive la République ».

C'étaient aussi, parfois, des fautes professionnelles et des

(1) Le 7 sept. 1832. Cf. lettre P. G. Moyne à G. d. S., 16 août 1832 (Arch. BB⁶ 205 14 A). Lettre Préfet Isère à G. d. S., 14 juillet 1832. Lettre Périolat à G. d. S., 12 juin 1848 (Arch., *id.*).

(2) Voir *supra*, p. 15, note 5.

(3) Séance de la Chambre des députés du 23 sept. 1831 (*Monit.*, 24 sept. 1831).

(4) Nous verrons plus bas, p. 319, la révocation de Plougoum, comme P. G. à Toulouse, à la suite des troubles de cette ville en 1841.

(5) Rapport du Lieutenant Général commandant la 9^e division militaire au Ministère de la Guerre, 29 février 1832 (Arch. BB¹⁸ 1316 6850, Arch. BB⁶ 205 19 A). Avocat à Montpellier, Joly avait été, le 16 août 1830, nommé P. G. Montpellier.

insuccès d'audience qui étaient ainsi sanctionnés et, lors des procès politiques déferés aux Cours d'assises, se jouait souvent la carrière des Avocats Généraux. En 1832, l'affaire relative aux troubles de Lyon fut renvoyée devant la Cour d'assises de Riom (1). Deux jours avant l'ouverture des débats, Grenier, Avocat Général à Riom, fut inopinément chargé de cette accusation. Les témoins entendus lors de l'instruction, changèrent de langage au cours des débats, ce qui eut pour résultat d'affaiblir les charges. Il y eut ainsi un entraînement d'indulgence auquel il céda peut-être à son insu. Quoiqu'il en soit, un acquittement étant survenu, Grenier fut révoqué (2). Il ne fut, après plusieurs demandes, réintégré dans la Magistrature que le 18 novembre 1837 comme Avocat Général à Grenoble.

Il ne faudrait pas cependant croire que le Gouvernement se montrât particulièrement sévère envers les représentants du ministère public. L'exemple de Poupion en est une preuve : il lui avait fallu commettre une série de maladroites et de fautes professionnelles dans trois Parquets successifs dont il avait été le Chef, ceux de Château-Thierry, de Falaise et de Rochefort pour enfin être révoqué.

Poupion avait une belle carrière devant lui : il avait été promu à 29 ans Procureur du Roi à Château-Thierry (3), après avoir été Juge auditeur, puis Substitut à Doullens et à Laon. Pendant l'épidémie de choléra de 1832, il avait su habilement faire valoir sa conduite au Garde des Sceaux (4) : il se serait, à l'en croire, offert comme infirmier volontaire afin d'apaiser les esprits surexcités par l'épidémie. Quoiqu'il en soit, il était bien noté, paraissant posséder de puissants

(1) Lettre P. G. Riom à G. d. S., 12 sept. 1835 (Arch. BB⁶ 226 27 A).

(2) Le 10 juillet 1832, Grenier écrivit une lettre au G. d. S. qui fut imprimée. Il se refuse (pp. 3 et 4) à croire qu'il est destitué à cause de l'affaire de Lyon, car, dit-il, ce serait une grave « atteinte à ce qu'il y a de plus intime et de plus libre dans la pensée humaine, la conscience du magistrat ». Voir *infra*, pp. 282 et 291 les disgrâces en 1841 du P. G. Franck Carré et de l'Avocat Gén. Partarieu Lafosse, de la Cour de Paris, à la suite d'insuccès d'audience.

(3) Ses états de services sont annexés à la demande qu'il fit le 25 août 1832, pour être P. G. aux Colonies (Arch. BB⁶ 176 2 M²). Il était né le 29 janvier 1801 et avait été nommé P. R. à Château-Thierry le 4 sept. 1830.

(4) Lettre du P. R. Poupion, de Château-Thierry, le 15 avril 1832, à G. d. S. (Arch. BB⁶ 176 2 M²).

appuis (1), quand, en 1837 (2), à l'occasion d'une poursuite contre un notaire (3), il montra son caractère passionné. Ce notaire qui avait été relaxé (4) entama alors contre le Procureur du Roi la procédure de la prise à partie du chef de dol et de fraude. Poupion fut mis hors de cause ; mais la Cour royale avait pu constater que dans cette poursuite, le zèle de Poupion avait été exagéré et que les haines personnelles de l'homme avaient pu influencer sur les rigueurs du magistrat.

Mécontent de ne pas avoir triomphé dans la poursuite intentée contre ce notaire, Poupion s'en prit alors au Président du Tribunal de Château-Thierry, Paillet, qu'il accusait injustement dans une affaire connexe, de complaisance envers cet officier ministériel. Une scène inconvenante à l'égard du Président eut lieu dans la Chambre du Conseil. Dès ce moment, le départ de Poupion fut décidé. La Chancellerie (5) l'envoya le 14 juin 1840 à Falaise. Là, il entra en difficultés avec le Sous-Préfet qui, prétendait-il, voulait l'empêcher, parce qu'il s'agissait d'une famille de bons électeurs, de poursuivre le sieur Ballières et sa sœur inculpés d'outrages à président de fabrique. Il fut, à cause de ces ennuis, envoyé en nouvelle disgrâce à Rochefort, le 9 avril 1842. Mécontent, Poupion fit porter ses griefs (6) à la tribune de la Chambre des députés par le député de la Manche, Havin, qui reprocha en termes véhéments au Gouvernement d'avoir chassé du ressort de Caen Poupion pour avoir refusé de forfaire à ses devoirs. Le Garde des Sceaux répondit qu'il n'avait pas à donner les raisons de cette mutation, et il révoqua Poupion le 22 juin 1842.

Cet exemple montre avec quelle patience le Gouvernement de Juillet tolérait parfois les incartades des membres du mi-

(1) Voir à son dossier notamment les lettres de recommandation de Malouet, Pair de France, des 15 et 23 avril 1838 (Arch. BB⁶ 176 2 M²).

(2) Rapport de la Direction du Personnel au G. d. S., du 15 nov. 1837. Lettre P. P. Amiens à G. d. S., 11 nov. 1837. Rapport P. G. Amiens à G. d. S., 30 nov. 1837. Lettre P. P. Amiens à G. d. S., 13 déc. 1837 (Arch. BB⁶ 176 2 M²).

(3) Nusse, accusé de faux et d'escroquerie.

(4) Par arrêt de la Cour royale d'Amiens du 22 août 1837, basé sur la prescription.

(5) La Chancellerie retarda ce départ pour ne pas faire croire qu'il se rapportait à l'affaire Nusse.

(6) Le député Havin interpella à ce sujet à la Chambre des députés le 17 mai 1842 (*Monit.*, 18 mai 1842).

nistère public, cependant magistrats amovibles : il fallut non seulement une série d'incidents dans deux postes différents, mais encore une incorrection grave vis-à-vis du Ministre, puisque le Procureur Poupion avait saisi directement la Chambre des députés de ses griefs personnels, pour que ce magistrat fût révoqué.

CHAPITRE IV

Le Personnel des différentes juridictions

- I. Ce qui reste des Magistrats parlementaires, des Magistrats des juridictions de l'ancien régime. Les survivances. — II. Le Personnel de la Cour de Cassation. — III. Le Personnel de la Cour royale de Paris et du Tribunal de la Seine. — IV. Le Personnel des Cours royales de province. — V. Le Personnel des Tribunaux de province. — VI. Conclusion.*

I

On ne peut étudier le personnel de la Magistrature de la Monarchie de Juillet, encore tout empreint des traditions d'avant la grande Révolution, sans rechercher quels magistrats des juridictions de l'ancien régime étaient encore en fonctions sous Louis-Philippe.

Près de quarante ans avaient passé depuis que la loi du 16 août 1790 avait supprimé les compagnies judiciaires de la Monarchie. Napoléon I^{er}, lors de la création (1) des Cours impériales, y avait fait rentrer de nombreux anciens parlementaires. Quelques-uns étaient encore magistrats après 1830. Sans doute, ils étaient peu nombreux, mais du moins l'esprit parlementaire subsistait vivace dans les différentes juridictions, entretenu par les descendants des magistrats de l'ancien régime qui, eux, en assez grand nombre, peuplaient les prétoires.

Commençons par le plus illustre des anciens parlementaires, le Premier Président Seguier, de la Cour royale de Paris. Il avait débuté en 1789 comme Substitut du Procureur

(1) CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 309.

Général du Parlement de Paris (1). Il était le fils du célèbre Avocat Général Séguier (2), ce grand parlementaire si indépendant. Le fils eut peut-être moins de courage civique, mais il garda jusque dans les infimes détails, la tradition parlementaire (3). Dans le vieil hôtel qu'il habitait rue Pavée-Saint-André-des-Arts, n° 16 (aujourd'hui rue Séguier), le regard était attiré par un tableau représentant le Chancelier Séguier en costume d'apparat et c'était sous cette image du xvii^e siècle que le Premier Président de la Cour royale recevait (4). S'il avait peu connu les Parlements par lui-même, du moins tenait-il à en maintenir les usages même les plus anciens : c'est ainsi, par exemple, que le représentant du Parquet ne faisait jamais son entrée avec la Cour qu'il présidait ; une fois dans la salle, la Cour l'envoyait chercher par un huissier (5). Pour la place des magistrats à l'audience, il suivait également les usages des anciens Parlements (6). Le Premier Président et le Président de Chambre s'asseyaient sur les deux fauteuils proches de la barre et au fond de la salle, sur des degrés, s'installaient les Conseillers à gauche et à droite de l'encoignure réservée au Premier Président lors des audiences solennelles.

Voysin de Gartempe siégeait à la Cour de Cassation depuis 1819 (7). A 25 ans, il avait été reçu Conseiller au Parlement de Bordeaux. Dans une circonstance importante pour les riverains de la Gironde, il avait eu à lutter contre le Ministre Calonne. Le Parlement de Bordeaux avait été, à cette occasion, mandé en corps à Paris près du Roi Louis XVI et de Gartempe chargé de rédiger les remontrances du Parlement (8). Du même ancien Parlement de Bordeaux, restait encore à cette époque, de Lamoureux, qui avait été Conseil-

(1) Cf. CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 294. Voir sur le P. P. Séguier, Append. I^{er} et *infra*, p. 274.

(2) CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 12.

(3) Sa famille, depuis plus de quatre siècles, appartenait à la Magistrature sans interruption.

(4) Comte de FALLOUX, *Mémoires d'un royaliste*. Paris, 1925, chap. II, p. 58.

(5) DESMAZE, *La Magistrature française. Les Premiers Présidents de la Cour de Paris*. Paris, 1889, chap. VI, p. 134.

(6) Cf. LIMET, *Un vétéran du Barreau parisien. 80 ans de souvenirs*. Paris, 1908, chap. VII, p. 97.

(7) Voir sur Voysin de Gartempe, Append. I^{er}. Cf. *Le Droit* du 17 juin 1840.

(8) Cf. sur cet incident, BOSCHERON DES PORTES, *Histoire du Parlement de Bordeaux*, t. II, p. 351.

ler en cette compagnie en 1776 (1). Lors de la dispersion des Parlements, il était sorti de France et avait été porté sur la liste des émigrés. Napoléon ne l'avait pas réintégré lors de la création des Cours impériales, jugeant qu'il avait de trop modestes ressources. Il ne rentra dans la Magistrature, comme Conseiller à la Cour royale de Bordeaux, que sous la Restauration, le 1^{er} février 1816. Il y resta jusqu'au 31 janvier 1832, date de sa retraite.

Du Parlement de Dijon, venait Villedieu de Torcy (2) ; il avait été Conseiller à ce Parlement en 1785 et fut plus tard, de 1815 à 1835, Conseiller à la Cour royale de Paris. C'est lui qui, aux derniers jours de la vie du Parlement de Dijon, avait rapporté l'arrêt du 18 octobre 1788, par lequel cette juridiction avait fait brûler sur le perron du Palais, avec les annales politiques de Linguet qui l'avait approuvée, l'apologie des nouvelles réformes (3) publiée par le grand bailliage de Bourges. Dechaux avait été nommé en 1780 Substitut du Procureur Général près le Parlement de Bourgogne. Réintégré dans la Magistrature comme Conseiller à la Cour de Dijon, le 6 avril 1811, il y resta jusqu'à sa mise à la retraite survenue le 24 décembre 1844. Il avait alors 89 ans (4). Le Premier Président de la Cour de Dijon, Ranfer de Monceau, baron de Bretenières, était aussi un ancien Conseiller au Parlement de Bourgogne. Il y avait été nommé Conseiller avec dispense d'âge le 6 avril 1785, à dix-neuf ans. Il entra dans la Magistrature impériale comme Conseiller à la Cour de Dijon le 6 avril 1811. Il devint Chef de cette compagnie le 14 août 1815 et resta Premier Président de la Cour de Dijon jusqu'à sa retraite survenue en 1839 (5).

En 1840, Varin d'Ainville, Président de Chambre à la Cour de Besançon, est mis à la retraite (6). Il avait appartenu au Parlement de Franche-Comté, dans les derniers jours de

(1) Arch. BB⁶ 205 7 A. de Lamoureux est cité par CARRÉ, *Fin des Parlements*, pp. 308 et 331. Comme Voysin de Gartempe, il est cité par BOSCHERON DES PORTES, *Histoire du Parlement de Bordeaux*, t. II, p. 449.

(2) Sur Villedieu de Torcy, voir Append. I^{ss}. CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 302. DE LA CUISINE, *Le Parlement de Bourgogne*, t. III, p. 428.

(3) DE LA CUISINE, *Le Parlement de Bourgogne*, t. III, p. 396.

(4) Il était né le 21 août 1755. Cf. CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 302.

(5) DE LA CUISINE, *Le Parlement de Bourgogne*, t. III, p. 428 et CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 302.

(6) Arch. BB⁶ 244 6 A.

cette compagnie le 18 mars 1789 (1). Il fut réintégré comme Conseiller à la Cour royale de Besançon le 15 juin 1811.

Du Parlement de Flandre (2) provenait le Premier Président de la Cour de Douai Deforest de Quartdeville : fils et petit-fils de Présidents à mortier au Parlement de Douai, il y fut appelé en 1785, à 23 ans, aux fonctions d'Avocat Général. L'Empire le trouva maire de Douai et le nomma à la création des Cours impériales, Conseiller à la Cour de Douai (3). Il fut, deux ans après, en 1813, nommé Président de Chambre et en 1816 Premier Président. Pair de France en 1839, il mourut en fonctions cette année-là. De ce même Parlement de Flandre venait le Président de Chambre à la Cour de Douai Marescaille de Courcelles. A 27 ans, en 1785, il avait été Conseiller au Parlement de Flandre (4). Napoléon l'avait nommé Conseiller à la Cour impériale de Douai le 16 avril 1811. Il y fut Président de Chambre de 1816 à 1836.

Tout au début de la Monarchie de Juillet, jusqu'au 16 octobre 1830 (5), il y avait encore un ancien parlementaire, Borel de Saint-Victor, qui avait été Substitut du Procureur Général au Parlement de Grenoble (6) et que Napoléon avait nommé Conseiller à la Cour de Grenoble le 10 mai 1811.

Fait curieux, le Parlement de Paris ne comptait plus dans la Magistrature de Louis-Philippe qu'un seul représentant, le Conseiller à la Cour de Paris Lechanteur (7) qui fut membre de la Cour royale de Paris de 1810 à 1833 (8).

Pour représenter dans la Magistrature de la Monarchie de Juillet les magistrats de l'ancien régime, il y avait encore les membres des anciennes compagnies financières : Pinson de Menerville (9) qui avait été reçu à la Cour des Aides en 1775 par de Malesherbes ; il avait été même Président ordi-

(1) Il paraît avoir fait partie de la réunion des parlementaires exilés à Mannheim (Cf. CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 269).

(2) Eloge de Deforest de Quartdeville, fait à la Chambre des Pairs, le 23 mars 1840, par le comte d'Hambersart (*Monit.*, 24 mars 1840).

(3) Il a été omis par CARRÉ, *op. cit.*, dans la liste des parlementaires réintégré dans la Magistrature en 1811.

(4) Arch. BB² 226 13 A. Il est cité par CARRÉ, *op. cit.*, p. 351, dans la liste des Conseillers au Parlement de Flandres, mais est omis (p. 302) dans celle des parlementaires réintégré en 1811.

(5) Arch. BB² 205 14 A.

(6) Cf. CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 306.

(7) Sur le Conseiller Lechanteur, voir Append. I⁶⁰.

(8) CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 294.

(9) Sur le Conseiller Pinson de Menerville, voir Append. I⁸⁷ et Discours du P. G. Cass. Dupin, audience de rentrée du 8 nov. 1841. DUPIN, *Réquisitoires*, t. IV. Discours de rentrée, p. 141.

naire de cette Cour avant la Révolution. Il siégea ensuite à la Cour de Cassation de 1815 à 1841. Leschassier de Mery qui fut Conseiller à la Cour de Paris de 1810 à 1840, avait été également reçu Conseiller à la Cour des Aides le 3 avril 1789 (1). Un autre Conseiller de la Cour de Paris, Henin qui siégea dans cette compagnie judiciaire de 1810 à 1833, avait été Conseiller maître en la Chambre des Comptes de Paris le 29 novembre 1775 (2). Hocquart, qui mourut en 1843 Premier Président de la Cour de Toulouse, avait été Avocat Général à la Cour des Aides (3). Enfin, Chabert d'Hières, ancien Conseiller maître à la Cour des Comptes du Dauphiné, fut Conseiller à la Cour de Grenoble de 1811 à 1834 (4).

Plus nombreux étaient les magistrats qui, dans leur jeunesse, avaient occupé des fonctions dans les multiples juridictions de l'ancien régime. Certains étaient maintenant de hauts dignitaires de la Magistrature nouvelle : Borel de Bretizel, succédant à six générations d'ancêtres, était à 21 ans, en 1786, Lieutenant de bailliage au Présidial de Beauvais (5), la Révolution lui permit d'être Juge au Tribunal de Cassation le 9 avril 1800, et il siégea à la Cour suprême jusqu'en 1839. A la Cour de Cassation, appartinrent encore jusqu'à leur mort un ancien Conseiller au Présidial de Périgueux, Chilhaud de la Rigaudie (6) et un ancien Président à la Sénéchaussée de Guingamp, Ruperou (7). Bailly, qui devait mourir doyen de la Cour de Cassation, avait été juge de police à Charleville en 1774 (8).

A la tête du Parquet Général de Toulouse, la Monarchie de Juillet avait remplacé le baron Corbière qui avait été Lieutenant de Juge à Guitalens, Sénéchaussée de Toulouse (9).

A la Cour royale de Paris siègent Crespin de la Rachée, ancien Lieutenant Général civil du bailliage de Provins (10),

(1) Sur le Conseiller Leschassier de Méry, voir Append. I⁸⁸.

(2) Sur le Conseiller Henin, voir Append. I⁸⁹.

(3) Eloge du P. P. Hocquart par le P. G. Nicias Gaillard, de Toulouse. Audience de rentrée de la Cour de Toulouse du 9 nov. 1843 (*Le Droit*, 11 nov. 1843).

(4) Arch. BB⁶ 212 14 A.

(5) *Monit.*, 8 juin 1839. Sur Borel de Bretizel, voir Append. I⁹⁰.

(6) Sur Chilhaud de la Rigaudie, voir Append. I⁹¹.

(7) Sur Ruperou, voir Append. I⁹² et *infra*, p. 250.

(8) Voir Append. I⁹³.

(9) Du 8 janvier 1788 au 21 nov. 1790 (Arch. BB⁶ 190 29 A). Voir Append. I⁹⁴.

(10) Sur Crespin de la Rachée, voir Append. I⁹⁴.

Vanin (1), Montchoux de la Villeneuve (2), Delahuproye (3), Chrestien de Poly (4), qui avaient été Conseillers au Châtelet.

Tels étaient les représentants de l'ancienne Magistrature dans la Magistrature de la Monarchie de Juillet. Mais, plus nombreux étaient dans ses rangs à cette époque les descendants des magistrats de l'ancien régime. On les avait recherchés et on leur avait facilité l'accès des fonctions qu'avaient illustrées leurs pères (5). Et quand les Chefs de Cours proposent un magistrat pour l'avancement, ils notent soigneusement, quand ils le peuvent, qu'il appartient à une vieille famille parlementaire (6).

Aussi, les hauts personnages de la Magistrature de la Monarchie de Juillet sont-ils souvent des fils de parlementaires.

Gilbert de Voisins (7), qui avait été Premier Président de la Cour impériale de Paris à la place de Séguier pendant les Cent-Jours et que la Monarchie de Juillet avait nommé dès le 17 août 1830, était le fils de Pierre Gilbert des Voisins. Président à mortier du Parlement de Paris qui avait été exécuté le 25 brumaire an II (8) et sa famille était une des plus illustres de l'ancienne Magistrature.

Miller, à cette époque Avocat Général à la Cour royale de Paris, Président de Chambre, puis Conseiller à la Cour de Cassation en 1837, était le fils d'un Conseiller au Châtelet, ancien auditeur à la Chambre des Comptes de Paris et le neveu d'un Substitut du Procureur Général du Parlement de Paris qui avait dirigé son éducation (9).

(1) Sur Vanin, voir Append. I⁹⁵.

(2) Sur Montchoux de la Villeneuve, voir Append. I⁹⁶.

(3) Sur Delahuproye, voir Append. I⁹⁷.

(4) Sur Chrestien de Poly, voir Append. I⁹⁸.

(5) Voir *supra*, p. 153.

(6) Cf. les propositions du 11 novembre 1842 du P. G. Rouen en faveur du P. R. du Havre, de Ramfreville, pour un poste de Conseiller (Arch. BB⁶ 255 26 A) et celles concernant le P. R. d'Arras de Warenguien, qui fut nommé en 1834 Conseiller Douai (Arch. BB⁶ 212 13 A).

(7) Voir sur le Conseiller Gilbert de Voisins, Append. I⁹⁹ et *infra*, p. 262. Eloge par Merilhou à la Chambre des Pairs, le 14 fév. 1844 (*Monit.*, 15 fév. 1844).

(8) Cf. CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 231.

(9) *Monit.*, 20 fév. 1835. Silvestre de Chanteloup, qui fut Cons. Cass. (Cf. Append. I¹⁰⁰), appartenait aussi à une famille parlementaire (Eloge par le P. G. Renouard. Audience de rentrée, 4 nov. 1872, *J. O.*, 5 nov. 1872) et Meynard de Franc, qui fut Sub. Paris et Sub. P. G. Paris, appartenait par sa mère à une ancienne famille du Parlement

Alviset, que la Monarchie de Juillet éleva à la Première Présidence de la Cour de Besançon (1), appartenait, lui aussi, à une vieille famille du Parlement de Franche-Comté : son arrière-grand-père paternel et celui de sa mère étaient Présidents à mortier lorsqu'en 1692 Louis XIV transféra le Parlement de Dôle à Besançon (2). Le marquis de Belbeuf qui, depuis 1829, était Premier Président de la Cour de Lyon (3), était fils d'un Avocat Général du Parlement de Rouen et petit-fils d'un Procureur Général de cette compagnie. Le Premier Président Cambon d'Amiens, qui mourut en 1837, était fils du Premier Président du Parlement de Toulouse (4).

Ainsi donc, en assez grand nombre les représentants des vieilles familles de magistrats peuplaient encore, à l'époque de la Monarchie de Juillet, les prétoires.

Si les magistrats de l'ancien régime ne constituaient dans la Magistrature de Louis-Philippe qu'une exception, bien plus nombreux étaient ceux qui avaient été magistrats sous la Révolution et sous l'Empire.

Les premiers avaient connu parfois les juridictions exceptionnelles de l'époque et certains avaient siégé dans les Tribunaux criminels, tels Jourde, ancien Accusateur public près le Tribunal du Puy-de-Dôme, qui est Conseiller à la Cour de Cassation (5), Lemeuniet, ancien Accusateur public également près le Tribunal de Coutances, qui à cette époque siège à la tête de la Cour royale de Caen (6).

Nous retrouverons 19 magistrats d'origine révolutionnaire à la Cour de Cassation. L'élection avait fait entrer directement douze d'entre eux au Tribunal suprême où ils étaient restés durant tout l'Empire et la Restauration (7).

d'Aix (Eloge par le P. G. Renouard. Audience de rentrée, 4 nov. 1873, *J. O.*, 6 nov. 1873).

(1) Président de Chambre 27 mars 1816. P. P. Besançon, 20 août 1830 (Arch. dossier Lerouge).

(2) Son beau-père, le Marquis de Boulogny, avait été également Président de Chambre au Parlement de Besançon (Arch. Dossier Alviset, BB⁶ II 4).

(3) Archives (Dossier de Belbeuf). CARRÉ, *La Fin des Parlements*, p. 52.

(4) Discours P. G. Gillon. Audience de la Cour d'Amiens, 23 mai 1837 (*Monit.*, 25 mai 1837). — Le Cons. Brisson, de la Cour de Paris (*Le Droit*, 4 nov. 1847), le Cons. Riston, de Nancy (Arch. BB⁶ 261 15 A), étaient également descendants de parlementaires.

(5) Voir *infra*, p. 250, où nous l'étudions plus en détail.

(6) Voir la carrière de Lemeuniet, *infra*, p. 309.

(7) Voir Append. VI.

Quant aux magistrats de l'Empire, leur proportion dans les juridictions de la Monarchie de Juillet s'accroît encore. L'un des plus illustres, Gilbert de Voisins (1), Premier Président de la Cour impériale de Paris pendant les Cent-Jours, disgracié sous la Restauration, est, dès le 17 août 1830, réintégré dans la Magistrature comme Conseiller à la Cour de Cassation.

Il peut être intéressant de voir le nombre des magistrats survivants de l'ancien régime, de la Révolution et de l'Empire dans les Cours et Tribunaux de la Monarchie de Louis-Philippe. Nous avons fait ce travail pour les juridictions parisiennes (Cour de Cassation, Cour royale de Paris, Tribunal de la Seine) qui, en l'absence d'annuaires (2) détaillés, sont les seules pour lesquelles nous avons des fiches complètes :

	Total	Cour de Cassation	Courroyale de Paris	Tribunal de la Seine
1° Magistrats ayant appartenu aux juridic- tions de l'ancien régime.....	17	6	10	1
Entrés dans la Magistrature pendant la Révolution	8	4	4	»
id. pendant l'Empire	7	1	5	1
id. pendant la Restauration.....	2	1	1	»
id. après 1830	»	»	»	»
2° Magistrats originaires de la Révolution.	31	19	9	3
Ayant siégé pendant l'Empire.....	31	19	9	3
Ayant siégé pendant la Restauration....	31	19	9	3
Réintégré après 1830	»	»	»	»
3° Magistrats originaires de l'Empire....	87	35	37	15
Ayant siégé pendant la Restauration..	83	32	36	15
Réintégré après 1830.	4	3	1	»
Total des magistrats originaires de l'ancien régime, de la Révolution et de l'Empire.	135	60	56	19
Total des magistrats en fonctions en 1830 et des magistrats nommés sous la Monar- chie de Juillet dans les juridictions pari- siennes.	579	108	204	267

(1) Sur Gilbert de Voisins, voir Append. I³⁴, *supra*, p. 236 et *infra*, p. 262.

(2) Voir Bibliographie, *infra*, p. 442.

II

§ 1^{er}. *Les Chefs de la Cour de Cassation.* — § 2. *Les Magistrats de la Cour de Cassation que la Monarchie de Juillet trouva en fonctions.* — § 3. *Le Recrutement de la Cour de Cassation sous la Monarchie de Juillet.*

§ 1^{er}

Les membres de la Cour de Cassation, disait à la Chambre des députés (1) le Garde des Sceaux Barthe, sont, dans l'ordre judiciaire, ce que sont pour l'armée, les Maréchaux de France. Nous allons voir que la Monarchie de Juillet a su composer la Cour suprême d'hommes éminents susceptibles de lui garder son renom.

A sa tête, deux grands magistrats, Portalis, Premier Président, et Dupin, Procureur Général, y restèrent durant toute la Monarchie de Louis-Philippe (2).

La Révolution de 1830 avait déjà trouvé sur son siège le comte Portalis (3) ; elle avait eu quelque mérite à y laisser celui qui avait été deux fois ministre de Charles X et qui avait été mis à la tête de la Cour de Cassation aux dernières heures de la Restauration, alors que Charles X commençait à être le roi des ordonnances. C'est qu'elle comprenait, comme le disait l'Avocat Général de Raynal (4), qu'« on ne pouvait être le fils et l'élève de l'auteur du *Discours Préliminaire du Code civil* sans être jurisconsulte dans la plus haute acception du mot ».

Il avait grandi, en effet, sous la direction de ce père illustre (5) dont il avait tant craint pour la vie pendant la Ter-

(1) Séance de la Chambre des députés du 10 février 1832 (*Monit.*, 11 février 1832). On discutait alors de la réduction du traitement des membres de la Cour de Cassation.

(2) Cependant Dupin n'avait été nommé qu'au départ de Mourre, le 17 août 1830. Voir *supra*, p. 66.

(3) Voir sur le Comte Portalis, Append. I^{er}. Discours de rentrée Cour Cass., 3 nov. 1858, par l'Avocat Gén. de Raynal (*Monit.*, 4 nov. 1858). Discours de rentrée Cour Cass., 3 nov. 1859, par l'Avocat Gén. de Marnas (*Monit.*, 4 nov. 1859). *Notice historique* par MIGNET (*Séances et travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*, t. LIII, pp. 391 à 432). *Notice* par ROUX FERRAND (Paris, 1862).

(4) Discours de rentrée sus-visé du 3 nov. 1858.

(5) Portalis Jean-Etienne-Marie (1745-1807), célèbre avocat à Aix, avant la Révolution. Membre du Conseil des Anciens. Commissaire chargé de la rédaction du Code civil dont il s'occupa beaucoup. Minis-

reur (1), soit à l'étranger pendant les heures de l'émigration (2), soit à Paris lorsque la bienveillance de Napoléon l'accablait d'honneurs et de dignités. Napoléon reporte sur le fils, tour à tour diplomate et administrateur, l'estime qu'il a pour le père. Celui-ci perd la vue ; l'infirmité du père fait la fortune du fils et il est nommé Secrétaire Général du Ministre des Cultes (3). Son père meurt ; il a 29 ans et il le remplace comme Ministre des Cultes : les faveurs s'accumulent sur lui : à 30 ans, en 1808, il est Conseiller d'Etat, à 31 ans comte d'Empire et en février 1810 il est Directeur Général de l'imprimerie et de la librairie. Mais pour n'avoir pas révélé au souverain un bref du Pape, dont il avait eu connaissance par un cousin, l'abbé d'Astros, il encourut la disgrâce de l'Empereur après une scène terrible au Conseil d'Etat (4). L'Empereur, contrairement à son habitude qui était de traiter ses Conseillers d'Etat avec une grande bienveillance, qualifia la conduite du comte Portalis de trahison et lui ordonna de sortir de suite du Conseil et sous deux jours de Paris (5). Plus tard, dans les méditations de Sainte-Hélène, Napoléon se rappelant cette scène violente, reconnaissait qu'il avait été trop loin (6). Le comte Portalis paraît avoir lui-même toujours conservé un souvenir ému de l'Empereur et n'avoir pas gardé de ressentiment de sa disgrâce.

tre des cultes 1804. Cf. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXIV, pp. 302 à 304.

(1) Son père avait été emprisonné dans la maison de santé de la rue de Charonne et il était menacé d'être traduit devant le Tribunal révolutionnaire. Il assista, dans les tribunes de la Convention, à la séance du 8 thermidor et MIGNET (*op. cit.*, p. 397) note l'émotion qui devait l'envahir en voyant ce combat de l'issue duquel dépendait la vie de son père.

(2) Son père fut exilé après le 18 fructidor ; il le suivit dans le Holstein, où ils trouvèrent l'hospitalité chez le Comte de Reventlau, au château de Emkendorff. En 1801, il devait épouser la nièce de son hôte, la Comtesse Ina de Holk (MIGNET, *op. cit.*, p. 401).

(3) *Mémoires de Thibaudeau* (1799-1815). Paris, 1913, chap. XII, p. 177.

(4) Voir sur cette scène, qui eut lieu le 4 janvier 1811, THIBAUDEAU, *op. cit.*, chap. XVIII, p. 290. *Napoléon au Conseil d'Etat*, par GAZIER (*Revue de Paris*, 1^{er} mars 1903, p. 161) avec en note l'*extrait du registre de délibérations du Conseil d'Etat*, par LOCRÉ. MIGNET, *Notice* sus-visée, p. 412. *Mémorial de Sainte-Hélène*, par le Comte DE LAS CASES (édit. GARNIER, t. II, chap. V, pp. 343 et 344).

(5) Il fut exilé à quarante lieues de Paris, ayant dû fuir avec les siens pendant la nuit.

(6) « Il y avait quelque chose de trop, j'eusse dû m'arrêter avant de lui commander de sortir » (*Mémorial*, *op. cit.*, p. 344), disait l'Empereur.

Dans son rapport, fait à la Chambre des Pairs à propos de l'attentat sur la personne du Roi du 28 juillet 1835 (1), racontant le passé de Fieschi, qui avait été soldat de la Grande Armée et de Murat, roi de Naples, il interrompt le récit des antécédents de l'accusé et il ne peut s'empêcher de flétrir la mort tragique du beau-frère de l'Empereur.

D'ailleurs son exil à Aix (2) n'avait pas duré jusqu'à la fin de l'Empire. Il avait pu rentrer un peu en faveur grâce à l'appui de son ami le comte Molé, qui venait d'être nommé Grand Juge (3). Il reçut ainsi son premier poste proprement judiciaire en 1813 : la Première Présidence de la Cour d'Angers. Il avait 35 ans.

Dès ses débuts, la Restauration en 1815 lui donna un siège de Conseiller à la Cour de Cassation, mais bientôt elle le distrait de ses fonctions judiciaires et l'utilise comme diplomate : il fut envoyé à Rome pour négocier des questions religieuses. Et il est ensuite plus homme politique que magistrat : Pair de France, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice. Sans doute encore, c'est la Restauration qui le nomme Président de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation en 1824, où il succède au célèbre Président Barris ; mais il est, en 1828, Garde des Sceaux sous le Gouvernement modéré de Martignac, et les circonstances voulurent qu'en même temps que son rôle politique s'accroissait, il eut à s'occuper de questions assez peu judiciaires : le régime de la presse périodique et la liberté de l'enseignement. Il les résolut avec un certain libéralisme qui ne fut pas sans soulever la colère des ultras (4). Il fut encore, sous le même ministère, chargé des affaires étrangères en 1829, mais son passage y fut très court (5) et le 8 août 1829, le Roi Charles X le fit appeler à Saint-Cloud pour lui demander sa démission de Ministre des Affaires étrangères (6) : il formait son dernier et tragique ministère et confiait ce portefeuille à son ami Jules de Polignac.

En compensation, Charles X nomma le comte Portalis le

(1) Cour des Pairs. *Attentat du 28 juillet 1835. Rapport fait à la Cour par le Comte Portalis*. Paris, Imp. royale, 1835, p. 93.

(2) Où il s'occupait de lettres et de vers qu'il lisait à l'Académie d'Aix (MIGNET, *op. cit.*, p. 410).

(3) THIBAudeau, *op. cit.*, chap. XXII, p. 369.

(4) PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, pp. 62, 64, 65.

(5) Il eut pourtant l'occasion d'y préparer l'expédition d'Alger (Cf. SIXTE DE BOURBON, *La dernière conquête du Roi*. Paris, 1930, t. I, chap. III, p. 81).

(6) MIGNET, *op. cit.*, p. 422.

8 août 1829, aux fonctions de Premier Président de la Cour de Cassation qui venaient d'être rendues vacantes par le décès d'Henrion de Pansey. Il était le quatrième Premier Président de la Cour suprême, et il devait le rester vingt-trois ans (1).

Le comte Portalis siégeait maintenant à l'abri des vicissitudes de la politique, dans les hautes sphères du droit. Désormais, premier entre les grands juristes qui étaient membres de la Cour de Cassation, il justifiait son élévation par sa science juridique (2). Ses connaissances ne s'étendaient pas seulement au droit civil, mais il en avait approfondi les sources par des études de droit canonique, de droit féodal, de législation comparée. Familier avec le droit public, le droit des gens, les questions historiques et de littérature étrangère ; fort au courant des problèmes philosophiques, il voyait les problèmes de haut et les abordait par leurs grands côtés. Un nouveau code sarde est publié (3). Il l'étudie et le critique avec pénétration. Le théoricien aidait le magistrat et sa jurisprudence garde l'empreinte du juriste philosophe qu'il était.

Il restait encore lié à la vie politique par ses fonctions de Pair de France ; mais il les exerça surtout du point de vue judiciaire. Nous avons déjà vu ses nombreuses interventions lors de la discussion des projets de réorganisation de la justice. Maintes fois la Chambre haute eut à se constituer en Cour des Pairs pendant la Monarchie de Juillet. On fit alors appel à la grande expérience du comte Portalis, et, c'est ainsi, qu'en 1835, il fut chargé du rapport (4) de l'affaire Fieschi qui est un modèle du genre (5).

(1) Les titulaires de cette plus haute fonction de la Magistrature, avaient été Muraire, de Sèze et Henrion de Pansey.

(2) Voir le discours de l'Avocat Gén. de Marnas, sus-visé, et MIGNET, *op. cit.*, p. 429.

(3) Code civil du royaume de Sardaigne (1844) (9^e livraison de la *Collection des lois des Etats modernes* publiées par V. FOUCHER).

(4) Cour des Pairs. *Attentat du 28 juillet 1835*. Paris, 1835. *Rapport fait à la Cour par le Comte Portalis*.

(5) Toute l'affaire, toute l'instruction, pourtant si compliquée et quelque peu confuse se déroule aux yeux du lecteur qui est également charmé par des digressions philosophiques qui révèlent un grand écrivain. Il faut citer la description des hésitations du criminel Fieschi, avant de consommer son forfait, qui montre le talent tout particulier du Premier Président Portalis : « Il y a, écrivait-il (*Rapport sus-visé*, p. 199), quelque chose qui saisit profondément dans ce récit naïf des angoisses qui s'emparent du coupable et le torturent, à mesure que s'approche l'instant fatal... dans ses anxiétés croissantes d'une con-

Dupin, le Chef du Parquet Général de la Cour de Cassation, avait eu une formation toute différente (1) : Il était né à Varzy, dans la Nièvre (2), à la fin de la Monarchie, en 1783. Son enfance s'écoula dans ce Morvan qui devait tant influencer sur sa vie. Son caractère garda toujours, en effet, l'empreinte de la bourgeoisie paysanne où il avait vécu, et il resta un rustique jusque dans son éloquence (3). Il conserva aussi, durant toute son existence, l'amour du sol natal.

Très travailleur, il a pu dire (4) qu'il « avait été étudiant toute sa vie ». Il avait approfondi toutes les sources de la science juridique ; et pour montrer un exemple de sa méthode de travail le Procureur Général Delangle qui était son compatriote, rappelait dans le discours d'éloge funèbre qu'il prononça à la Cour suprême (5), que l'exemplaire du célèbre jurisconsulte Cujas, qui avait servi au travail journalier de Dupin, était sur toutes les marges chargé d'annotations écrites de sa main qui montraient le scrupule extrême avec lequel il avait relevé les passages analogues ou contradictoires.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner s'il fut un étudiant remarquable ; et il rappelait lui-même (6) avec joie et fierté, lui que tant d'honneurs avaient depuis comblé, que non seulement, il avait remporté les prix proposés aux concours de l'école de droit, mais qu'il avait été le premier docteur sorti de cette école et qu'il en avait reçu le titre des mains du célèbre Treilhard.

science que les passions effrénées n'écourent plus, dans cette répugnance indestructible de la nature morale de l'homme pour le mal, dans cette secrète horreur que sa volonté pervertie ne surmonte jamais entièrement, sorte de remords stérile et anticipé qui n'expie, ni ne prévient le crime. Ce supplice intérieur est à la fois une éclatante preuve de l'existence de cette loi vivante qui naît avec nous, que les hommes n'ont point portée et qui veille à la conservation du genre humain, et une haute et profonde leçon. »

(1) Sur Dupin, voir Append. I^{er}. Discours de rentrée du P. G. Delangle. Audience Cour Cass., 3 nov. 1866 (*Monit.*, 4 nov. 1866). PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, pp. 316 à 390.

(2) Le P. G. Delangle était aussi de Varzy. Voir *infra*, p. 265.

(3) Son Père, Charles Dupin (1758-1843), ancien avocat au Parlement, lieutenant particulier de baillage, député au Conseil des Anciens, Procureur Impérial et Sous-Préfet de Clamecy (Cf. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, p. 388) était un érudit qui dirigea ses premières études.

(4) DUPIN, *Mémoires*, t. I, Introd., p. 2.

(5) Discours du P. G. Delangle. Audience de rentrée de la Cour de Cassation du 3 nov. 1866 (*Monit.*, 4 nov. 1866).

(6) Discours du P. G. Delangle sus-visé.

En 1809, il se présentait avec Persil, qui devait être Procureur Général près la Cour de Paris (1), au concours ouvert pour une place de Professeur à la Faculté de droit. Ils échouèrent. On a dit (2) que c'était un bonheur pour lui, puisque cet échec lui avait permis de devenir en même temps que le premier avocat, un des grands personnages de son temps. Et pourtant, il y avait chez lui des prédispositions indéniables à l'enseignement qui perçaient, et c'est là encore une forme de son talent, sous la toge de l'avocat et l'hermine du Procureur Général. Non seulement il publia une série de petits ouvrages didactiques (3), mais dans chacun de ses réquisitoires il a grand soin (4) de remonter aux principes du droit, en exposant l'évolution historique, souvent connue d'ailleurs, de la question soulevée (5).

Quoiqu'il en soit, il fut assez marri de cet échec, et, ce qui était encore un trait de son caractère, il en garda toujours une certaine rancune. En 1835, parlant dans un discours de rentrée à la Cour suprême, comme il aimait à le faire, des anciens jurisconsultes et notamment de Cujas (6), il rappela que ce juriste était un homme de génie et que dans un concours public pour une chaire vacante, il se vit préférer un certain Forcadel : « par les professeurs qui aimèrent mieux se renforcer d'un sot, dont ils n'avaient pas à redouter la concurrence que de se donner pour collègue un homme dont le mérite supérieur les eut éclipsés. » Il ajoutait ce trait final : c'est l'histoire de plus d'un concours.

Il allait prendre sa revanche sur un autre terrain bien plus favorable. Il devait, en effet, donner au barreau : « la primauté de sa parole et de son esprit (7). » Là, son éloquence toute personnelle allait trancher sur les « monotones psalmo-

(1) Voir Append. I^{er}.

(2) PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, p. 332.

(3) La liste en est fort longue ; par exemple *Prologomena juris ad usum scholae et fori*, 1820 et *Bibliothèque choisie à l'usage des étudiants en droit et des jeunes avocats*, 2^e éd., 1821.

(4) Cf. *Le Droit* du 31 mai 1840.

(5) Son goût pour les études théoriques de droit se montra encore dans le fait qu'il accepta d'être Inspecteur Général des Facultés de droit quand il fut P. G. Cass. Et il inspecta effectivement la Faculté de Dijon le 7 août 1838 et l'Ecole de droit de Strasbourg le 24 juin 1840 (DUPIN, *Mémoires*, t. III. Session de 1838, pp. 346-347 et Annexes, pp. 538 et 539 et t. IV. Session de 1840, pp. 88 et 89).

(6) Audience du 3 novembre 1835 (DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, Discours de rentrée, p. 88).

(7) PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, p. 331.

dies », de ceux qui l'avaient précédé (1). Il avait, en effet, compris qu'il fallait dépouiller la fausse élégance des traditions surannées et que, l'art véritable de l'avocat consistait à employer tous ses efforts pour convaincre le juge. On a dit de lui, en faisant allusion à son accent, à ses dehors rustiques, qu'il était le plus spirituel des esprits communs (2), mais son bon sens robuste en faisait un orateur sans égal dans la vigueur de l'argumentation et la vivacité de la riposte. Sa parole était par ailleurs simple, sans recherche, d'une vulgarité parfois voulue (3). L'effet en était prodigieux. Il n'était pas jusqu'à ses plaisanteries légendaires (4) qui n'ajoutassent au caractère volontairement familier de son talent.

Aussi, dès l'Empire, Dupin avait-il pris place parmi les notabilités du barreau. Sous la Restauration, il avait reçu le nom d'avocat des Maréchaux (5), en souvenir de ses plaidoiries pour Mortier, Oudinot, Soult et surtout en mémoire de sa belle et malheureusement stérile défense de Ney. En vain, avait-il essayé par une série de constructions juridiques dont quelques-unes étaient assez hasardeuses (6), de sauver le duc de la Moskowa ; et il ne s'était jamais consolé d'avoir vu rejeter par la Cour des Pairs, les exceptions de droit derrière lesquelles il pensait avoir préservé la vie du Maréchal. En 1853, assistant à l'inauguration de la statue de Ney, au lieu même où il était tombé, son ressentiment contre cet arrêt se peignait encore dans son discours (7).

Mais ces procès politiques et criminels n'étaient qu'un côté de ses occupations. Il se complaisait surtout dans les procès civils ; et même dans ces affaires où l'inspiration n'est guère de mise, il se livrait parfois complètement à l'improvisa-

(1) PAILLET, *Plaidoyers* publiés par JULES LE BERQUIER, 1881, préface, p. XIII.

(2) PAILLET, *ibid.*

(3) ALLOU et CHARLES CHENU, *Le Barreau de Paris. Grands avocats du siècle*. Paris, 1894, p. 11.

(4) Dont VICTOR HUGO devait dire plus tard dans *les Châtiments* (livre IV, chap. VIII, Déjà nommé) :

*Ses gros lazzi marchaient sur l'éloquence ailée
Avec leurs gros souliers.*

(5) ALLOU et CHENU, *op. cit.*, p. 12.

(6) C'est ainsi qu'il avait voulu tirer argument de ce que Sarrelouis, lieu de naissance du Maréchal, étant redevenu terre étrangère, Ney, Maréchal de France, devait être considéré comme étranger (Cf. les explications de Dupin à ce sujet. DUPIN, *Mémoires*, t. I, I^{re} partie, p. 47).

(7) Voir ce discours, DUPIN, *Mémoires*, t. I, I^{re} Partie, p. 59.

tion. Delangle raconte (1) qu'en 1827, lors d'un procès de captation d'héritage qu'il plaidait devant la première Chambre de la Cour royale, voyant que la plaidoirie qu'il avait préparée dans ses notes risquait d'être sans portée, après la lecture des enquêtes, Dupin rejeta loin de lui, la préparation qu'il avait faite et il improvisa complètement un nouveau système de défense qui eut le plus grand effet. Aussi, avait-il, plus qu'un autre, le droit de dire, quand il traçait le portrait de l'orateur, lors de son discours de réception à l'Académie Française : « Sa main ne tiendra pas un cahier, son œil ne sera pas fixé sur son écriture..., son esprit ne sera pas livré aux incertitudes de sa mémoire ; libre dans son allure, comme ces cavaliers numides qui montaient à cru, et sans frein, il luttera corps à corps avec son auditoire, maître de resserrer ou de laisser aller son discours, de glisser sur ce qui commencerait à déplaire, comme d'insister sur ce qui aurait fait sensation (2). » Il se dépeignait lui-même dans le portrait qu'il faisait ainsi de l'orateur.

Cependant, avec ses nombreux procès de presse, la Restauration lui donnait une clientèle toute nouvelle et accroissait encore, si cela était possible, sa notoriété. Il faudrait pour citer tous ses succès refaire l'histoire de l'opposition libérale de la Restauration : c'est en 1821 sa célèbre et spirituelle plaidoirie pour le chansonnier Béranger (3). En 1825, il plaide pour le Constitutionnel (4) ; on reprochait à ce journal des tendances à porter atteinte à la religion d'Etat. Dupin se sentait soutenu par l'opinion publique ; et tour à tour incisif et railleur, il fit acquitter le Constitutionnel.

Il eut encore un dernier triomphe comme avocat, lorsque, le 24 décembre 1829, le *Journal des Débats* avait été poursuivi, pour avoir jeté un cri d'alarme lors de la constitution du Ministère Polignac : « Malheureuse France, malheureux Roi », avait écrit le *Journal des Débats*, et Dupin, dans un avertissement singulièrement prophétique, avait signifié au pouvoir qu'il était dangereux de ruser avec la Nation, lui spécifiant que les coups d'état qui sont les séditions du pouvoir sont impuissants contre les lois.

Telle était la situation de Dupin, considérable, lorsqu'éclata

(1) Cf. DELANGLE, Discours de rentrée sus-visé.

(2) Discours de réception à l'Académie Française du 30 août 1832. DUPIN, *Réquisitoires*, t. III, Appendice, p. 472.

(3) Cf. BOUCHARDON, *Les Procès Burlesques*. Un procès pour des chansons, p. 162.

(4) PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, pp. 354-355. JACOMET, *Le Palais sous la Restauration*, III, pp. 44 et 45.

la révolution de Juillet. Dans la pleine possession de son talent, il jouit d'une popularité légitime. Ami du duc d'Orléans (1), il est bâtonnier de l'ordre (2) des avocats et député libéral influent (3). Il prend, pendant les journées de Juillet, une grande part à l'accession au trône du Roi Louis-Philippe (4). Aussi comprend-on le choix de la Monarchie naissante, qui l'éleva dès ses premiers jours au poste de Procureur Général près la Cour de Cassation que venait de laisser vacant le Procureur Général Mourre (5).

Le grand avocat devint rapidement un très grand magistrat. Un de ses anciens confrères qui devait, après 1848, entrer dans la Magistrature, Pinard (6), que nous avons maintes fois cité (7), a tenu à faire l'éloge des trente-trois années de travaux et de succès de Dupin comme Procureur Général ; il pensait qu'on n'avait pas assez rendu à Dupin, comme Procureur Général, la justice qui lui était due. Ces hautes fonctions étaient, à cette époque, d'autant plus délicates à remplir que l'ombre du grand Merlin planait encore sur elles (8). Et cependant, Dupin parut avoir dépassé ce savant jurisconsulte non seulement par son éloquence, mais dans l'appréciation et dans l'application des lois criminelles qu'il a voulues plus humaines que son illustre prédécesseur. Dans son discours d'installation à la Cour suprême (9), il proclamait que dans l'appréciation du droit existant, la jurisprudence doit toujours être grande, élevée et généreuse. Il a suivi ces principes et il a « interprété les lois pénales avec douceur (10). »

Il avait compris qu'on énerve les lois par trop de rigueur, comme par trop de faiblesse. Et, dans une affaire où la peine de mort avait été prononcée contre une femme (11),

(1) Il devint, en 1817, l'un de ses Conseils juridiques et, en 1818, il entra dans le Conseil d'apanage du Prince.

(2) Depuis le 1^{er} déc. 1829.

(3) Depuis 1827.

(4) DUPIN, *Mémoires*, t. II, II^e Partie, pp. 148 à 151.

(5) Voir *supra*, p. 66.

(6) Sur Pinard, Append. I^{er}.

(7) PINARD, *Le barreau*, *op. cit.*, p. 362.

(8) Dupin avait succédé au P. G. Mourre qui était en fonctions depuis le 15 fév. 1815. Le célèbre Merlin de Douai, avait été Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de Cass. le 30 déc. 1801, puis P. G. Cass. du 19 mai 1804 jusqu'au 15 fév. 1815.

(9) Le 23 août 1830. DUPIN, *Réquisitoires*. t. I, Discours de rentrée, p. 5.

(10) PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, p. 387. Cf. le journal *Le Droit* du 26 avril 1843.

(11) Audience de la Cour de Cass. du 19 mars 1831. Arrêts de la

déclarée coupable d'avoir incendié sa propre maison, il s'écriait (1) à la Cour de Cassation : « A une époque où les mœurs tendent à adoucir les lois, où tous les cœurs généreux voudraient que le législateur eût déjà diminué le nombre des cas où la peine de mort est textuellement prononcée par la loi... la société a dû se trouver émue de voir que cette peine si terrible et si prodiguée dans notre législation, loin d'être étroitement renfermée dans les limites que la loi lui avait assignées, ait reçu par la jurisprudence une extension que ne comporte pas le texte de la loi. » Et il ajoutait qu'il fallait mieux se tromper en acquittant qu'en condamnant. « Si même (2), l'incendiaire de sa maison assurée reste impuni, nous sommes sans responsabilité ; jamais, on ne nous reprochera d'avoir appliqué la loi strictement, telle qu'elle existe et d'être restés dans les limites de nos pouvoirs ; mais si, au contraire, par interprétation, par analogie, vous appliquez la loi criminelle à des cas imprévus par elle ; si vous étendiez la peine et quelle peine ! celle de la mort ! la responsabilité serait énorme ; vous n'avez pas le droit de l'encourir. Même dans le doute, s'il en existait, l'opinion la plus douce devrait l'emporter. » Et la Cour de Cassation, suivant en tous points les conclusions du Procureur Général Dupin, rendit un arrêt déchargeant de toute inculpation la condamnée à mort.

Le Procureur Général Dupin pensait également qu'il faut adapter avec soin les lois criminelles aux mœurs, et qu'au lieu de les refaire, il faut par une interprétation sage, leur demander le moyen d'adoucir le passé, tout en le respectant. Il a dû à cette doctrine un grand triomphe sur la question du duel en faisant revenir, grâce à de nombreuses interventions, la Cour de Cassation sur sa jurisprudence. La Cour suprême décida alors que le duel tombait sous le coup de la loi pénale (3).

Tel fut le magistrat. Dupin avait encore bien d'autres occupations : il était député et présida pendant huit sessions la Chambre des députés. Il appartenait à l'Académie Fran-

Cour de Cass. de ce jour. DUPIN, *Réquisitoires*, t. II, II^e Partie, pp. 71 à 74.

(1) DUPIN, *Réquisitoires*, op. cit., p. 71.

(2) DUPIN, *Réquisitoires*, op. cit., p. 74. Voir *infra*, p. 414, son intervention dans la question de la surveillance de la haute police en matière de vagabondage et de mendicité.

(3) Audiences de la Cour de Cass. des 22 juin 1837, 15 déc. 1837, 4 janv. 1839, 2 fév. 1839, 11 fév. 1839. DUPIN, *Réquisitoires*, t. V, II^e Partie, pp. 46 à 72, 74 à 93, 96 à 98, 100 à 113, 115 à 116.

gaise et à l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Aussi, au milieu de tous ses travaux, avait-il peu de loisirs (1). Il les passait dans son pays natal en plein Morvan (2), et son plus grand plaisir était de présider le comice agricole de Clamecy (3) chaque année au mois de septembre où il aimait à donner des conseils d'agriculture et de morale pratique.

§ 2

La Cour de Cassation, sous la Monarchie de Juillet, réunissait des hommes d'origines diverses, amenés dans cette calme enceinte par les régimes politiques les plus différents. Ils y étaient restés protégés par leur inamovibilité contre les revirements politiques si fréquents depuis le début du siècle (4).

Bien désabusées devaient être certaines conversations de la Chambre du Conseil si elles s'égarait sur les souvenirs communs : car que de rapprochements curieux ! Le frère de Coffinhal, le Président du Tribunal révolutionnaire exécuté le 18 thermidor, qui depuis cette époque tragique s'appelait Dunoyer (5), y voisinait avec Chauveau-Lagarde, le célèbre défenseur de Marie-Antoinette et de Charlotte Corday (6) ; Merilhou (7), l'avocat libéral de la Restauration, y rencontrait de Broé (8), l'ancien Avocat Général, qui avait requis dans les grands procès politiques de cette même époque.

C'e n'étaient pas seulement les origines politiques qui étaient ainsi totalement différentes ; c'étaient aussi les formations intellectuelles. Tous, par exemple, n'étaient pas seulement des juristes, et de Cassini qui siégea à la Cour suprême jusqu'en 1832 (9), descendant des célèbres astronomes, était

(1) Voir l'exemple d'une de ces journées, celle du 19 avril 1838, où il prit successivement la parole à la Cour de Cassation, à l'Académie des Sciences Morales et Politiques et à la Chambre des députés (DUPIN, *Mémoires*, t. III, Annexes, p. 429).

(2) Dans sa maison de Raffigny ou dans celle de Cœurs.

(3) Dont il avait été le promoteur (DUPIN, *Mémoires*, t. III, Annexes, p. 433).

(4) Voir *supra*, p. 238 et Append. VI : Les Magistrats de la Cour de Cassation trouvés en fonctions par la Monarchie de Juillet et conservés par celle-ci.

(5) Voir sur Dunoyer-Coffinhal, Append. I⁹⁹.

(6) Voir sur Chauveau-Lagarde, Append. I⁹⁹. Coffinhal-Dunoyer et Chauveau-Lagarde étaient d'ailleurs amis depuis la Révolution. (*Monit.*, 22 fév. 1841).

(7) Voir sur Merilhou, Append. I⁴.

(8) Voir sur de Broé, Append. I¹⁰⁰.

(9) Il mourut du choléra le 16 avril 1832. Cf. son éloge prononcé

membre depuis 1827 de l'Académie des Sciences où l'avaient appelé ses travaux d'astronomie et de botanique.

Cette diversité d'esprits, nous allons la comprendre mieux encore, en étudiant l'origine des Conseillers à la Cour de Cassation. Nous avons vu que le Gouvernement de Juillet laissa en fonctions, sauf la nécessité du serment, tous les magistrats que protégeait l'inamovibilité. Deux avaient été nommés aux débuts mêmes du Tribunal de Cassation : c'était Dunoyer-Coffinhal (1) qui avait été élu Juge au Tribunal de Cassation par le département du Cantal et qui devait mourir, après avoir exercé ses hautes fonctions près de cinquante ans, doyen de la Cour en 1841 ; c'était Bailly (2), dont l'admission à la juridiction suprême où il devait rester 41 ans, était également contemporaine de sa création, élu qu'il avait été par le département des Ardennes.

C'est encore l'élection du département des Côtes-du-Nord qui avait fait entrer le Conseiller Rupérou en vendémiaire an IV (3). Il avait joué un rôle actif lors de la Révolution comme membre du Directoire du département des Côtes-du-Nord. Il y représentait ce Directoire lors des perquisitions qui eurent lieu en 1793 au château de la Guyomarais (4) qui aboutirent à la découverte du corps du marquis de la Rouerie, l'organisateur de la conjuration bretonne. Rupérou fut félicité pour son attitude à cette occasion (5) et quand, au mois de septembre suivant, il fut accusé d'avoir pris part au mouvement fédéraliste, et décrété d'arrestation, on lui permit, en raison des services qu'il avait rendus dans l'affaire de la Guyomarais, de s'enfuir (6).

En Jourde, c'était un ancien accusateur public que la révolution de Juillet avait trouvé Conseiller à la Cour de

par Dupin à la rentrée du 5 nov. 1832. DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, Discours de rentrée, p. 31.

(1) Voir sur Dunoyer-Coffinhal, Append. I^{er}. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. V, p. 74. *Le Droit*, 4 sept. 1841. Discours de rentrée à la Cour de Cass. du 8 oct. 1841, par DUPIN, *Réquisitoires*, t. IV, Discours de rentrée, p. 141.

(2) Voir sur Bailly, Append. I^{er}. *Eloge* par DUPIN à l'audience de rentrée du 3 nov. 1832. DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, Discours de rentrée, p. 31.

(3) Voir sur Ruperou, Append. I^{er}, *Le Droit*, 20 avril et 30 juillet 1843. LENÔTRE, *Le Marquis de la Rouerie et la Conjuration bretonne*. Paris, 1912, II^e Partie, I, pp. 246 à 256. LÉON DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*. Paris, 1909.

(4) Le 25 février 1793.

(5) DUBREUIL, *op. cit.*, pp. 134-135 et 173.

(6) DUBREUIL, *op. cit.*, p. 172.

Cassation (1) : ancien avocat au Parlement de Paris, il avait été en effet élu au mois de septembre 1791, accusateur public près le Tribunal criminel du Puy-de-Dôme. Il joua d'ailleurs un rôle important dans ce département pendant la Révolution : c'est ainsi qu'il fut désigné à Riom le 26 septembre 1793 en présence de Couthon comme membre du Comité de surveillance, qui fut l'inspirateur de nombreuses mesures révolutionnaires (2). Après avoir siégé dans les assemblées législatives, postérieurement au 9 thermidor, il fut nommé le 12 mai 1798, Substitut du Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de Cassation, et bientôt après, le 17 avril 1799, Commissaire du Gouvernement, fonctions qui correspondaient à celles de Procureur Général. Il les quitta volontairement pour les laisser à son prédécesseur et ami Abrial (3) et redevint, par suite de cet acte de désintéressement, simple Substitut près le même Tribunal où il avait siégé comme Chef de Parquet. Il resta quarante ans à la Cour suprême.

Le Président de Chambre Zangiacomi était également arrivé à la juridiction suprême vers la même époque (4). Il devait être pendant quinze ans Président de la Chambre des requêtes. Son père, originaire d'Italie, s'était fixé à la suite du Roi Stanislas à Nancy, et par sa mère, il se rattachait à la souche illustre des Médicis (5). A 26 ans, il siège à la Convention et lors du procès de Louis XVI, se contente de voter pour la détention et le bannissement (6). Puis après avoir été membre des Cinq-Cents, ce fut son long et calme séjour à la Cour suprême. Il y avait été trente ans Conseil-

(1) Sur Jourde, voir Append. I¹⁰¹. Lettre P. G. Dupin à l'Avocat Gén. Laplagne-Barris, 6 nov. 1837. DUPIN, *Réquisitoires*, t. IV, Discours de rentrée, p. 25. *Monit.*, 3 mars 1837. MARCELIN BOUDET, *Les Tribunaux criminels et la justice révolutionnaire en Auvergne*. Paris, 1873. MÈGE, *Le Puy-de-Dôme en 1793 et le Proconsulat de Couthon*. Paris, 1877.

(2) Procès-verbal de l'Assemblée réunie à Riom pour cette désignation, cité par MÈGE. *op. cit.*, p. 646, Append. LXII. Le Tribunal criminel dont faisait partie Jourde paraît avoir fait preuve d'une certaine indulgence (Cf. BOUDET, *op. cit.*, pp. 171 et 261).

(3) Abrial avait lui-même quitté ses fonctions pour organiser le Gouvernement de Naples.

(4) Sur Zangiacomi, voir Append. I⁷⁵. Discours de rentrée de l'Avocat Gén. Delangle, 3 nov. 1846 (*Le Droit* du 4 nov. 1846). Articles du *Monit.*, 25 nov. 1831, *Le Droit*, 19 janv, 8 fév. 1846. *Eloge prononcé à l'Académie de Stanislas de Nancy* par PAILLART, le 5 mai 1854 (publié à Nancy en 1854).

(5) PAILLART, *op. cit.*, p. 8.

(6) PAILLART, *op. cit.*, p. 14.

ler, quand en 1831 Louis-Philippe l'appela à 64 ans à la présidence de la Chambre des requêtes. Il est pénétré de la pensée qu'il doit l'exemple de tous les devoirs. « Il est, chaque jour (1), le premier au Palais... [et] si on lui dit que sa santé et son âge réclament des ménagements : Est-on dans les places, répond-il, pour s'occuper de sa santé ? »

Le Président Boyer qui fut, à cette époque, Président de la Chambre civile de la Cour de Cassation (2), eut le privilège, de par une longévité extraordinaire, de se réunir encore à la Cour suprême comme Président honoraire pour prêter serment de fidélité à Louis-Napoléon Bonaparte, après son élection, en 1851. Il siégeait à la Cour de Cassation depuis le 9 avril 1800 et il était le Président de la Chambre civile depuis le 10 juin 1829. Son grand âge, sa cécité l'avaient incité à demander sa mise à la retraite en 1843 (3). Pour charmer ses loisirs, il écrivit en 1844 un délicieux petit livre intitulé : *Souvenirs et causeries* (4). Au terme de sa vie, il tenait à proclamer combien il avait été heureux d'être magistrat : « Lorsqu'un magistrat a l'honneur (5) de siéger sur un fauteuil de Président, dans la première Cour du royaume, il doit comprendre qu'il trouverait difficilement ailleurs, à un même degré, la considération et le respect que commande la dignité dont il est revêtu, et que, s'il est encore dans la hiérarchie judiciaire une ou deux positions plus élevées, il n'en est aucune qui lui laisse, après l'accomplissement de ses devoirs, un esprit plus dégagé de tous soins, de toute responsabilité et surtout des sollicitudes politiques inséparables de l'exercice d'un grand pouvoir. Aussi, je peux dire que, depuis mon entrée dans cette carrière, j'ai constamment joui de ce bonheur si vanté par l'illustre d'Aguesseau, et qu'il proclame le plus nécessaire aux magistrats, l'amour de son état. En effet, un travail modéré et rendu facile par une longue habitude des audiences, bornées à trois jours seulement de chaque semaine, et dont la fatigue était compensée par l'intérêt des questions qui y étaient agitées, une fréquentation aussi agréable qu'instructive avec des collègues dont l'honorable affection m'a suivi jusque dans ma retraite :

(1) Discours de DELANGLE *sus-visé* et PAILLART, *op. cit.*, p. 29.

(2) Voir sur le Président Boyer, Append. I^{er}. Discours de rentrée à la Cour de Cassation du P. G. de Royer (Audience du 3 nov. 1853, *Monit.*, 4 nov. 1853). Cf. *Le Droit* du 10 déc. 1843.

(3) Voir *supra*, p. 215.

(4) *Souvenirs et causeries* par le Présid. B., Pair de France. Paris, 1844.

(5) *Souvenirs et causeries*, chap. XV, p. 223.

voilà ce qui a composé pendant un grand nombre d'années ma vie de Président. »

Il pouvait se dire heureux du calme de ses dernières années, lui qui, dans sa jeunesse, avait vu pendre Foulon (1) et promener la tête de la princesse de Lamballe (2). L'amitié de Barère l'avait fait employer dans les bureaux de la Convention afin d'éviter l'application du décret qui exilait les nobles de Paris (3). Il fut ensuite, grâce à Merlin de Douai (4), Ministre de la Justice sous le Directoire, affecté au conseil de justice, comité de cinq jurisconsultes chargés de préparer les réponses du Ministre de la Justice aux questions qui lui étaient soumises par les Tribunaux sur des matières de jurisprudence. Le Ministre Lambrescht le plaça comme Chef de la division civile au Ministère de la Justice (5). Lors des nominations des membres du Tribunal de Cassation qui, en exécution de la Constitution de l'an VIII, étaient faites par le Sénat, il fut désigné le 9 avril 1800 par cinquante-trois membres sur cinquante-huit. Il devait siéger à la Cour suprême durant quarante-trois ans. Sous la Monarchie de Juillet, les liens qui l'unissaient à la famille régnante rendirent encore plus faciles ses fonctions : il avait été le secrétaire du duc de Penthièvre (6), grand-père du Roi ; plus tard, il s'était occupé des intérêts de la duchesse d'Orléans, mère du Roi (7) et il fit ensuite partie « comme ami » ce dont il était particulièrement fier, du conseil de famille des fils du Roi (8).

Le 17 mars 1801, le Sénat avait nommé Carnot (9), frère aîné du grand Carnot. C'est de ce moment que datent ses travaux de droit criminel (10) qui firent de lui un des plus éminents spécialistes de cette branche. Aussi sa compétence

(1) *Id.*, chap. VII, p. 83.

(2) *Id.*, chap. VIII, p. 101.

(3) Sa famille avait été anoblie par le Capitoulat. *Id.*, chap. I, p. 7 et chap. IX, p. 110.

(4) *Id.*, chap. X, p. 124.

(5) *Id.*, chap. X, p. 127.

(6) *Id.*, chap. V, p. 55.

(7) *Id.*, chap. XIII, pp. 179 et 182.

(8) *Id.*, chap. XVI, p. 221.

(9) Sur Carnot, voir Append. I¹⁰². Notice par BERENGER, lue à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, le 29 août 1835, *Revue de législation et de jurisprudence* 1835, t. III, p. 16.

(10) Il écrivit de nombreux ouvrages, par exemple : *De l'instruction criminelle considérée dans ses rapports généraux et particuliers avec les lois nouvelles et la jurisprudence de la Cour de Cassation*, 1^{re} éd. 1817, 2^e éd. 1835, 3 vol.

indéniable le fit-il longtemps attacher à la Chambre criminelle, mais, il se fit affecter à la Chambre civile. Quand, en effet, ses commentaires sur le droit criminel eurent été répandus dans tous les Tribunaux de France et furent invoqués journellement à la barre même de la Cour de Cassation, il craignit que ses opinions connues à l'avance, n'exercassent à son insu une influence trop directe sur ses avis. C'étaient là de beaux scrupules, dignes de celui que Larévellière-Lépeaux, pourtant si dur pour son frère, qualifie dans ses *Mémoires* d' « homme de mérite intègre (1). » Il vieillit à la Cour suprême entouré d'honneurs jusqu'à sa mort survenue en 1835.

Lasagni, que le Sénat choisit le 27 avril 1810, resta à la Cour de Cassation plus de 40 ans et il devait y présider la Chambre des requêtes. Sa formation juridique avait été bien différente de celle de ses collègues. Son accession à la Cour suprême datait de l'époque du Grand Empire, alors que Napoléon, maître d'une partie de l'Europe, avait voulu un jurisconsulte renommé pour chaque contrée. C'est ainsi que la Cour de Cassation de la Monarchie de Juillet, gardant un reflet de toutes les grandeurs passées et de tous les régimes disparus, comptait encore dans son sein, un magistrat qui, romain, avait débuté à Rome comme premier clerc chez un avocat consistorial avant d'être avocat en titre dans le barreau de Rome. Déjà cité parmi les jurisconsultes les plus instruits, il était attaché depuis neuf ans au Tribunal suprême de la rote romaine, lorsqu'en 1809 il fut appelé à siéger comme Juge à la Cour d'appel française de Rome (2). Son talent juridique sans égal le fit nommer à la Cour de Cassation un an plus tard. Il devait vite y acquérir une grande renommée surtout dans les questions religieuses où il s'était un peu spécialisé. Aussi peut-on légitimement penser (3) qu'il influa sur les arrêts rendus en ces matières par la Chambre des requêtes et notamment sur la décision célèbre du 21 février 1833 qui proclama l'interdiction du mariage des prêtres (4). A l'audience, quand il présidait la Chambre des

(1) *Mémoires de Larevellière-Lepeaux*, 1873, t. II, p. 66.

(2) Sur Lasagni, voir Append. I¹⁰⁸. *Eloge de Lasagni* par DUPIN à l'audience de rentrée de la Cour de Cass., 4 nov. 1850 (publié en 1850). *Le Droit*, 5 nov. 1850. *Mes Souvenirs du Barreau*, par JULES BONNET, 1832, p. 265. *Un vétéran du Barreau parisien*, par LIMET, chap. IX, p. 143.

(3) JULES BONNET, *op. cit.*

(4) Affaire Dumonteil, DUPIN, *Réquisitoires*, t. III, V^e Partie, pp. 47 à 67.

requêtes, il avait des saillies amusantes et fines relevées par un certain accent italien (1).

Ainsi, presque tous ces membres de la Cour de Cassation qui dataient de la Révolution et de l'Empire, n'avaient pas suivi de carrière judiciaire. Le plus souvent, les événements politiques les avaient amenés directement à la Cour suprême où leur vie de magistrats s'écoulait toute entière. A ces époques, le Tribunal suprême était souvent un début dans la Magistrature au lieu d'être une fin de carrière.

Pour les magistrats nommés sous la Restauration, il en fut tout autrement et il y a déjà à cette époque les sources de recrutement principales que nous retrouverons sous la Monarchie de Juillet : le barreau, les magistrats des Cours inférieures et certaines personnalités politiques.

Les Bourbons firent peu de place aux membres du barreau ; ils n'en nommèrent que deux, mais qui étaient des avocats illustres : Chauveau-Lagarde et Bonnet.

Au nom de Chauveau-Lagarde (2) à qui la Restauration fit attendre jusqu'en 1828, un siège à la Cour de Cassation, est lié le souvenir de la reine Marie-Antoinette qu'il assista devant le Tribunal révolutionnaire. Celui qui devait un jour défendre et essayer de sauver la descendante des Habsbourgs était fils d'un perruquier. Il n'avait dû qu'à un labeur constant de sa jeunesse pauvre et ascétique d'arriver avocat au Parlement de Paris. Il n'y était encore qu'un débutant de 33 ans, quand éclata la Révolution qui en fit l'avocat des victimes de la Terreur (3) et de la plus illustre, la Reine de France. Il ne fut pas sans doute, comme ses panégyristes l'ont maladroitement montré (4), l'avocat héroïque, discutant

(1) LIMET, *op. cit.*

(2) Sur Chauveau-Lagarde, Append. I^{er}. Discours de rentrée à la Cour de Cass. du P. G. Dupin, du 8 nov. 1841 (DUPIN, *Réquisitoires*, t. IV, Discours de rentrée, pp. 140-153). *Notice sur Chauveau-Lagarde* publiée par Louis-Aimé Martin dans le *Journal des Débats* du 22 mars 1841, réimprimée en 1841 sous le titre *Quelques esquisses de la vie judiciaire de Chauveau-Lagarde. Eloge de Chauveau-Lagarde* prononcé le 7 déc. 1854 à la rentrée solennelle des conférences des avocats de Toulouse, par Vital Pilloré. Toulouse, 1854. *Chauveau-Lagarde* par Doublet de Boisthibault (*Le Droit* des 21 février et 2 mars 1841 ; *Monit.*, 2 février 1841). PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, pp. 86 et 87. — Sur le rôle de Chauveau-Lagarde dans le procès de la Reine, cf. HENRI ROBERT, *Les Grands procès de l'histoire*, III^e série, pp. 143 et 144.

(3) Notamment le Général Miranda, Madame Rolland (PILLORÉ, *op. cit.*, pp. 10 et 11) et Charlotte Corday (LOUIS-AIMÉ MARTIN, *op. cit.*, p. 8).

(4) AIMÉ MARTIN, *op. cit.*

violemment avec l'accusateur public ; mais il ne fut pas non plus son porte-parole (1) comme on tenta de le faire croire sous la Restauration, alors qu'on lui refusait pendant treize ans un siège à la Cour suprême. Ce fut le Ministère Martignac qui répara ce qui commençait à devenir une iniquité. Une fois nommé Conseiller à la Cour de Cassation à 72 ans, Chauveau-Lagarde ne voulut pas que ce fût pour lui, le repos et la retraite. Quoique sous l'Empire, il ait eu à plaider des procès civils, il se remit au travail pour ne pas être inférieur à ses collègues. Sa vie s'écoula désormais paisible à la Cour suprême jusqu'à sa mort survenue en 1841. Il rappelait à ses amis dans sa vieillesse (2) ses souvenirs de la Révolution, les victimes de la Terreur et leurs ultimes entretiens. Et dans ces calmes années qui précédèrent ainsi la fin de sa vie, lui, qui avait connu les horreurs du régime révolutionnaire, la prison et plus tard la calomnie, gardait le caractère aimable et enjoué (3) et il disait à ses intimes qu'il avait été aussi heureux qu'on peut l'être en ce monde.

Bonnet (4), l'autre avocat que la Restauration nomma à la Cour de Cassation passait, lui aussi, pour avoir été l'homme le plus heureux de son temps. A l'heure suprême il disait : « j'ai été constamment heureux ; je ne voudrais pas retrancher un seul jour de ma vie (5). » Et pourtant, comme Chauveau-Lagarde, il avait vécu des heures bien tragiques. Il avait défendu le Général Moreau, défense qui n'était pas sans dangers puisqu'elle lui valut une admonestation du Grand Juge, mais qui n'était pas non plus sans gloire, puisqu'il obtint pour le vainqueur de Hohenlinden que guettait le peloton d'exécution, la faible peine de deux ans de prison (6).

Le 18 janvier 1826, cet éminent avocat, qui ne comptait

(1) Ce qui le démontre c'est son arrestation pendant la Terreur d'abord vingt-quatre heures sitôt le procès de la Reine puis, après la condamnation de Madame Elisabeth, qu'il défendit également.

(2) AIMÉ MARTIN, *op. cit.*

(3) DOUBLET DE BOISTHIBAUT, *op. cit.*, p. 6.

(4) Voir sur Bonnet, Append. I¹⁰⁴. Discours de Dupin. Audience de rentrée de la Cour de Cass. du 4 nov. 1840. DUPIN, *Réquisitoires*, t. IV, Discours de rentrée, p. 92. JULES FABRE, *Histoire du Barreau de Paris*, chap. VIII, p. 298. *Mes Souvenirs du Barreau depuis 1804* par JULES BONNET, son fils, pp. 7 et 8. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, pp. 166 à 188.

(5) JULES FABRE, *op. cit.*, chap. VIII, p. 298 et PINARD, *op. cit.*, p. 188.

(6) Cf. LOUIS BONNET, *Plaidoyer pour le Général Moreau prononcé devant la Cour de Justice criminelle séant à Paris* (Paris, 1804).

plus ses succès au civil, car il s'était surtout spécialisé dans les questions d'état et de séparation de corps (1) où sa verve spirituelle et délicate se donnait libre cours, fut appelé à la Cour suprême. Il y resta jusqu'à sa mort survenue en 1839.

Quels furent les autres choix de la Restauration que nous retrouvons à cette époque ? Ce furent souvent des personnalités politiques sans aucun passé judiciaire : Conseillers d'Etat ou députés. Tel fut Piet, simple député, à qui la faveur royale donna un siège à la Cour de Cassation en 1822, où il devait rester vingt-six ans. Dombideau de Crouseilhès est également un Conseiller d'Etat qui arrive à la Cour de Cassation à 35 ans en 1827 avec pour toute carrière de magistrat, l'exercice des fonctions d'Avocat Général à Pau pendant quatre ans.

La Restauration s'adressa cependant aussi à de hauts magistrats pour les élever à la Cour suprême. Elle appela ainsi, soit des membres de la Magistrature parisienne (Présidents de Chambre, Avocats Généraux ou Conseillers à la Cour royale), soit des Chefs de Cours de province, soit de simples membres de ces Cours. Mais c'est surtout à la Magistrature parisienne qu'elle s'adressa, puisqu'elle y prit dix-huit magistrats tandis qu'elle choisissait seulement quatorze Chefs de Cours royales.

C'est ainsi que la Monarchie de Juillet retrouva à la Cour de Cassation de Broé (2), l'Avocat Général des procès politiques de la Restauration dont il avait été, dans ces luttes de barre, l'âpre défenseur. C'est le propre des membres du ministère public qui requièrent dans les crimes d'opinion d'être l'objet de violentes critiques de la part des membres de l'opposition, car les écrivains politiques sont naturellement portés à voir un ennemi dans tout contradicteur. L'on n'y avait pas manqué pour de Broé, et Paul-Louis Courier qu'il avait fait condamner en 1821 à deux mois de prison à propos du « Simple discours sur Chambord », a laissé de lui pour la postérité un portrait écrit d'une plume acérée... :

(1) Cf. *Discours* de DUPIN cités Réquisitoires, p. 96.

(2) Sur de Broé, Append. I¹⁰⁰. Cf. *Le Droit*, 2 juin 1840. *Notice sur de Broé*, de Vatismesnil (1840). Discours de rentrée de Dupin. Audience de rentrée à la Cour de Cass. du 9 nov. 1840. DUPIN, *Réquisitoires*, t. IV, Discours de rentrée, p. 103. JULES FABRE, *Le Barreau de Paris*, chap. VIII, p. 298. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, pp. 211-212. PINARD, *Histoire à l'audience*, V, pp. 75-76. Sur le procès de P. L. Courier, *Œuvres complètes de P. L. Courier*, éd. 1829. Paris, Sautelet, t. I^{er}, pp. 173 et 174. JACOMET, *Le Palais sous la Restauration*, chap. VI, pp. 145-146.

« Il prononça [en requérant], a-t-il écrit, un discours long, et que peu de gens auront lu, imprimé dans le *Moniteur* et que personne ne comprendrait si on le rapportait, tant les pensées en sont obscures, le langage impropre ; c'est vraiment une chose étrange à concevoir que cette barbarie d'expressions. » Et pourtant, cette appréciation d'un plaideur condamné est injuste : magistrat dès sa jeunesse ; à 25 ans Substitut au Tribunal de la Seine, Avocat Général à la Cour de Paris en 1822 à 32 ans, de Broé était tout à fait propre aux fonctions qu'il remplissait, joignant la parole grave et lente à la figure sévère. Son verbe, d'après Dupin, qui avait été maintes fois son adversaire dans les procès politiques, et qui tenait dans l'éloge qu'il prononça à reconnaître ses mérites, était suave et sans emphase. Tout ce qu'on pouvait lui reprocher, c'était son ardeur un peu trop grande et sa recherche de victoires personnelles dans les succès qu'il remportait. C'est ainsi que, pour n'en pas oublier le nombre, il avait fait relier sous le titre *Ecrits condamnés sur mes conclusions*, les opuscules qu'il avait, avec succès déferés au jury (1). Arrivé dans la calme enceinte de la Cour suprême, il y avait acquis une grande influence.

Sous la Restauration, de simples Conseillers à la Cour royale de Paris furent promus directement à la Cour de Cassation. Une de ces nominations, celle de Rives (2), qui était récente en 1830, fut au début du régime de Juillet fort attaquée. Ancien avocat aux conseils du Roi et à la Cour de Cassation, Rives avait d'abord été Directeur des affaires criminelles au Ministère de la Justice, puis Conseiller à la Cour de Paris en 1828 et un an après Conseiller à la Cour de Cassation le 15 novembre 1829. Lorsque la Chambre des députés eut à statuer, à la fin de l'année 1831 sur les catégories où devaient se recruter les Pairs de France, un député dont la parole avait d'autant plus de poids que c'était celle d'Auguste Portalis, propre cousin du Premier Président de la Cour suprême, s'opposa à la vocation des Conseillers à la Cour de Cassation à la Chambre des Pairs : « Nous avons vu, s'écria-t-il, pour appuyer son argumentation, de simples

(1) FABRE, *op. cit.*, chap. VIII, p. 298.

(2) Sur Rives, Append. I¹⁰⁶. Discours de rentrée de Paul Fabre, Avocat Gén.Cass., 3 nov. 1864 (*Monit.*, 4 nov. 1864). *Notice biographique sur Rives*, signée Reaume. Meaux, 1864. Sur les critiques que provoqua sa nomination, voir Séance de la Chambre des députés, 14 oct. 1831 (*Monit.*, 15 oct. 1831). DUPIN, *Réquisitoires*, t. III, Discours à la Chambre des députés, p. 365.

commis [de Chancellerie] nommés Conseillers à la Cour de Cassation. » Et il faisait ainsi allusion à Rives.

Cette critique suscita la réprobation des hauts magistrats présents (1). Elle paraît quelque peu injuste, car Rives qui devait rester à la Cour de Cassation jusqu'en 1863 était un juriste distingué ; cependant, il est certain qu'il devait sa carrière à l'entourage de Charles X et au Roi lui-même qui l'honorait de son amitié particulière (2).

La Restauration, pour composer la Cour de Cassation, s'adressa encore aux Chefs de Cours de province, mais cependant elle fit moins appel à ce mode de recrutement que la Monarchie de Juillet (3).

Deux Présidents de la Chambre criminelle de la Cour suprême sous la Monarchie de Juillet entrèrent à la Cour de Cassation sous la Restauration, étant Chefs de Cours de province.

A l'exemple de nombreuses familles de l'ancienne aristocratie, celle du comte de Bastard d'Estang (4) s'était ralliée à l'Empire ; aussi, sa carrière avait-elle été singulièrement rapide : en 1808, à 25 ans, il est Conseiller auditeur à la Cour de Paris, à 27 ans, Conseiller à cette même Cour. En 1815, il fut nommé Premier Président de la Cour d'appel de Lyon et sut, par son savoir, se faire pardonner d'être un Chef de Cour de 31 ans. Il demeura 14 ans à ce siège, puis il accéda ensuite directement à la Cour de Cassation comme Président de Chambre le 10 juin 1829 où il resta jusqu'à sa mort survenue en 1844. Pair de France depuis 1819, il rapporta les grands procès déferés à cette juridiction : lors de la procédure suivie contre Louvel, l'assassin du duc de Berry, l'impartialité de ses conclusions avait même soulevé contre lui les opinions extrêmes. Il fut également le rapporteur du procès des ministres de Charles X.

Le marquis Lacave Laplagne Barris qui lui succéda à la

(1) Voir la lettre du P. P. Portalis insérée au *Monit.* du 16 octobre 1831.

(2) *Notice sus-visée* de REAUME, p. 14.

(3) 14 Chefs de Cours furent nommés, sous la Restauration. Conseillers à la Cour de Cassation et 28 sous la Monarchie de Juillet pour une durée sensiblement égale.

(4) Sur le Comte de Bastard d'Estang, voir Append I²⁷. Discours de rentrée à la Cour de Cassation du 11 nov. 1844, par l'Avocat Gén. Pascalis (*Le Droit* du 12 nov. 1844). Eloge à la Chambre des Pairs par le Comte Portalis, le 4 juillet 1845 (publié à Paris, 1845, et dans le *Monit.* du 17 juillet 1845).

Présidence de la Chambre criminelle (1) était l'héritier du célèbre criminaliste le Président Barris, son oncle maternel, qui avait présidé la même Chambre. Lui aussi avait eu une carrière des plus rapides : Juge auditeur au Tribunal de la Seine en 1808, à l'âge de 22 ans, il ne fit que traverser la Cour de Paris comme Conseiller auditeur et Substitut du Procureur Général. En 1820 il a 34 ans, il est Procureur Général à Metz, et lorsque la révolution de Juillet éclate, il est déjà, depuis près de six ans, Avocat Général à la Cour de Cassation. La Monarchie de Juillet ajoute encore à ses honneurs : Premier Avocat Général, Pair de France, il devait ensuite présider pendant treize ans la Chambre criminelle de la Cour suprême.

Mais la Restauration ne se contenta pas de fixer, pour recruter la Cour de Cassation, ses choix parmi les Chefs de Cour. Avec un dédain manifeste de la hiérarchie judiciaire qui, d'ailleurs à cette période manquait tout à fait de netteté, elle descendit parfois jusqu'à des Présidents de Chambre, des Premiers Avocats Généraux voire même jusqu'à de simples Avocats Généraux ou Conseillers de Cours royales de province qui accédèrent ainsi, directement à la plus haute Cour de justice du royaume. Le pouvoir recherchait-il le magistrat de valeur qui n'a pas besoin pour manifester ses qualités exceptionnelles d'avoir gravi tous les échelons de la hiérarchie ? On peut en douter à voir les six membres de la Cour de Cassation qui, ainsi choisis, survécurent à la Monarchie de Juillet (2).

Ainsi, lorsqu'on étudie le recrutement de la Cour de Cassation, on s'aperçoit que trop souvent l'arbitraire a présidé à ces choix ; sans doute des hommes éminents et qui honorerent la Cour suprême furent parfois appelés par le pouvoir ; mais, à côté, que de magistrats que la simple amitié des puissants appela à ces hautes fonctions ! L'âge seul en est une preuve : des magistrats de 35 ans comme Dombideau de Crouseilles et Voysin de Gartempe fils furent appelés à la Cour de Cassation (3). On peut se demander si à cet âge

(1) Sur Laplagne Barris, voir Append. I⁵⁰. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XI, p. 148.

(2) Olivier, Chilhaud de la Rigaudie, Delpit, de Ricard, Voysin de Gartempe fils, Rocher. Voir Append. VI et spécialement pour Chilhaud de la Rigaudie, Append. I⁶¹ et pour Voysin de Gartempe fils, Append. I⁶⁷.

(3) Il est vrai que Chilhaud de la Rigaudie fut promu à l'âge de 75 ans à la Cour suprême. L'âge moyen auquel on accédait à la Cour de Cassation sous la Restauration était de 53 ans.

on possède assez de science juridique et d'expérience pour siéger à la grande Cour régulatrice de toute la jurisprudence française.

§ 3

La Monarchie de Juillet recruta les membres de la Cour de Cassation dans les mêmes catégories que la Monarchie des Bourbons : magistrats des juridictions parisiennes, Chefs de Cours, avocats. Mais elle observa un peu plus strictement la hiérarchie judiciaire qui d'ailleurs commence quelque peu à s'organiser. Sans doute il peut paraître présomptueux d'émettre pareille opinion pour une époque qui vit Dupin promu directement Procureur Général près la Cour de Cassation (1). Cependant à cette époque, un seul membre d'une Cour d'appel de province qui n'était pas Chef de Cour fut nommé Conseiller à la Cour de Cassation et cette dérogation unique aux règles habituelles de la hiérarchie était entièrement justifiée, puisqu'il s'agissait de l'illustre Troplong (2). Un autre fait démontre encore que pour le choix des membres de la Cour suprême, l'arbitraire régna peut-être moins sous la Monarchie de Juillet que sous la Restauration : pour les Présidents de Chambre de la Cour royale de Paris promus Conseillers à la Cour de Cassation, un véritable avancement à l'ancienneté s'organise, et, c'est presque toujours le plus ancien qui est nommé (3).

C'est qu'au surplus, on a sous la Monarchie de Juillet, conscience du grand rôle joué par la Cour de Cassation et on veut lui donner des membres dignes d'elle. Dupin s'écriait un jour à la Chambre des députés (4) : « Les rangs de la Cour de Cassation doivent se recruter parmi les Premiers Présidents, les Procureurs Généraux, les jurisconsultes qui se sont éminemment distingués par leur savoir, leurs mérites et leurs vertus... Pour que la Cour de Cassation obtienne et conserve le premier rang qu'elle doit avoir aux yeux de la France et de l'Europe, il faut s'attacher dans les choix aux titres judiciaires. »

(1) Voir *supra*, pp. 243 et suiv.

(2) Voir *infra*, p. 269.

(3) Voir le tableau complet concernant ce mode de recrutement, Append. VII.

(4) Séance du 14 octobre 1831 (*Monit.*, 15 octobre 1831). DUPIN, *Réquisitoires*, t. III, Discours à la Chambre des députés, p. 365. Cette discussion se rattachait à l'incident relaté plus haut à l'occasion de la nomination de Rives. Voir *supra*, p. 258.

Et, à maintes reprises, les chroniqueurs judiciaires de l'époque insistaient sur ce que devait être la Cour suprême (1) : elle ne doit pas être le refuge des ambitions politiques lassées, ni être un port pour les orages parlementaires et, afin d'atteindre ce but, il fallait soustraire cette institution à la politique.

Nous allons voir à la lumière des faits, si l'on a su réaliser le vœu du député Lherbette (2), qui réclamait en 1842 un recrutement des hauts magistrats tel, que le public, en cherchant leurs titres, trouvât toujours des ouvrages éminents ou d'autres preuves de capacité et non pas des votes.

Neuf membres de la Cour suprême furent choisis en dehors de la Magistrature et du barreau (3) ; encore, étaient-ce souvent d'anciens magistrats ou d'anciens avocats, qui avaient souffert de la Restauration, et, qu'en réparation, la Monarchie de Juillet appelait à la Cour de Cassation.

Tel fut Gilbert de Voisins (4). Issu d'une des plus illustres familles de l'ancienne Magistrature (5), sa jeunesse s'était passée dans l'exil et la pauvreté, car les événements révolutionnaires l'avaient dépouillé de son immense fortune. Rentré en France sous le Consulat, ce descendant des Présidents à mortier n'eut pas à rester longtemps dans les degrés inférieurs de la Magistrature où il était entré à 26 ans comme Juge suppléant au Tribunal de la Seine ; à 31 ans, en effet, il est Président de Chambre à la Cour impériale de Paris. Les Cent-Jours devaient voir l'apogée de sa carrière judiciaire. Napoléon l'appela en effet, au siège de Premier Président de la Cour impériale de Paris, vacant par la disgrâce temporaire du baron Séguier. Mais, après Waterloo, Gilbert de Voisins fut déchu de toutes ses dignités. Il semblait qu'on eût oublié l'échafaud de son père (6), la confiscation com-

(1) Voir *Le Droit* des 10 oct. 1841, 21 avril 1846, 24 mars 1847. Cf. également l'*Eloge* de de Bastard à la Chambre des Pairs, par le Comte Portalis, le 4 juillet 1845 (*Monit.*, 17 juillet 1845).

(2) Discussion à la Chambre des députés, du 17 mai 1842 (*Monit.*, 18 mai 1842). Voir *supra*, p. 189.

(3) Onze provenant de ce recrutement avaient été nommés sous la Restauration.

(4) Sur Gilbert de Voisins, Append. I^{er} et *supra*, pp. 236 et 238. *Eloge* par Dupin. Discours de rentrée du 6 novembre 1843 (*Le Droit*, 8 nov. 1843). *Eloge* à la Chambre des Pairs, par Merilhou, le 14 février 1844 (publié en 1844 et dans le *Monit.* du 15 fév. 1844). DESMAZE, *La Magistrature Française et les Premiers Présidents de la Cour d'Appel de Paris* (1802-1889), p. 90.

(5) Voir *supra*, pp. 118 et 238.

(6) Voir *supra*, p. 236.

plète de sa fortune, et qu'on ne voulût plus se souvenir que de l'homme des Cent-Jours. Afin d'utiliser ses loisirs, il écrivit dans le *Constitutionnel* et siégea comme député à côté des libéraux, jusqu'au moment où, ayant aliéné les derniers débris de sa fortune, il ne fut plus éligible.

La Monarchie de Juillet devait à ce grand disgracié une solennelle et prompte réparation. L'amitié du Roi Louis-Philippe qu'il avait connu en exil (1) ne la lui fit pas longtemps attendre ; et dès le 17 août 1830, il fut appelé à la Cour suprême (2). Il devait y rester 13 ans, jusqu'à sa mort survenue en 1843, entouré d'honneurs : il avait été renommé Pair de France et il était membre du conseil du domaine privé du Roi. Ainsi, dans la Cour de Cassation de la Monarchie de Juillet, il représentait les familles parlementaires en même temps qu'il rappelait les grandeurs de l'Empire, les sanglantes proscriptions de la Révolution et les vengeances de la Restauration.

Merilhou (3), qui entra à la Cour de Cassation en 1832, avait, lui aussi, de nombreux titres à la faveur du nouveau Gouvernement : il avait débuté en 1814 comme Conseiller auditeur à la Cour de Paris. Sous les Cent-Jours, il avait été nommé Substitut du Procureur Général ; mais la seconde Restauration lui avait fait expier cet avancement et ne l'avait pas maintenu dans la nouvelle institution de la Magistrature. Il était devenu alors l'avocat en vue du parti libéral. La liberté de la presse trouva en lui un défenseur hardi : en 1825, il obtint l'acquiescement du *Courrier Français* (4). Puis il fut l'avocat émouvant d'un des sergents de La Rochelle, Bories. Enfin, ce qui démontre sa notoriété c'est qu'il avait

(1) A Bellegarde, où le Duc de Penthièvre séjournait avec son petit-fils, le futur Louis-Philippe.

(2) A la Chambre criminelle ; et il vint siéger ainsi dans l'ancienne Grand'Chambre du Parlement de Paris dans la salle où présidaient ses aïeux et où son père avait paru en accusé devant le Tribunal révolutionnaire avant de monter à l'échafaud. Sur cette question de local, voir LENÔTRE, *Le Tribunal révolutionnaire*. Paris, 1908, chap. I, p. 10 et TARBÉ, *Lois et Règlements à l'usage de la Cour de Cassation*, 1840, chap. II, p. 19.

(3) Sur Merilhou, voir Append. I^{er}. Discours de rentrée à la Cour de Cass., par le P. G. de Royer, du 4 nov. 1856 (*Monit.* du 6 nov. 1856). PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, pp. 437 à 456. *Notice sur Merilhou* (1836). JACOMET, *Le Palais sous la Restauration*, chap. II. p. 26. Lettre Merilhou à G. d. S., 24 juillet 1847 (Arch. BB⁶ 205 29 A). Voir l'opinion sévère du Duc de Broglie (*Souvenirs*, t. IV, p. 92) à son égard.

(4) JACOMET, *Le Palais sous la Restauration*, chap. III, pp. 44 et 45.

été choisi par le Général Berton comme défenseur, mais il ne put plaider devant le refus de la Chancellerie (1).

La révolution de 1830 en fit un homme public. Dès l'aube du nouveau régime, il fut secrétaire général au Ministère de la Justice, Ministre de l'Instruction Publique et Garde des Sceaux. Il passa ensuite, presque sans transitions, de la Chancellerie à la Cour suprême où il fut nommé Conseiller. L'agitateur des années de la Restauration allait y trouver le repos avec un certain regret des émotions de sa jeunesse. Il était devenu très ambitieux et il considérait ce poste de Conseiller à la Cour de Cassation comme trop peu élevé pour un ancien Ministre de la Justice. Mais, c'est en vain qu'il réclama les fonctions de Président de Chambre qui, pensait-il, lui revenaient en tant qu'ancien Chef de la Magistrature (2).

Dans le groupe de ceux qui furent appelés directement à la Cour suprême (3), sans être avocats ou hauts magistrats, il y en eut qui, comme sous la Restauration, ne semblent pas avoir apporté à cette compagnie un lustre particulier. Tel fut Hervé, qui était simple Conseiller de Préfecture de la Gironde et député, quand il fut nommé Avocat Général à la Cour de Cassation en 1835. Chardel bénéficia au début de la Monarchie de Juillet d'un avancement extraordinaire. Il se trouvait Juge au Tribunal de la Seine depuis le 1^{er} janvier 1809 quand la révolution de 1830 le transforma en Directeur provisoire des postes. Dès le 27 août 1830, il était Conseiller à la Cour de Cassation où il siégea jusqu'en 1847.

Une de ces nominations, celle de Quénault (4), déclencha des protestations. Il était secrétaire général au Ministère de la Justice et député, quand il fut promu en 1841, Avocat Général à la Cour de Cassation, et la *Gazette des Tribunaux* de dire, le 18 octobre 1841 : « Les fonctions qu'il vient d'obtenir sont de celles qui exigent avant tout, les habitudes de la vie judiciaire et les études lentes et laborieuses des juriconsultes. Or, ce sont là des conditions toutes spéciales d'aptitude et de capacité qui se prennent autre part que dans la vie parlementaire. »

(1) *Notice sur Merilhou*, 1836, p. 6.

(2) Lettre Merilhou à G. d. S., du 24 juillet 1847, sus-visée.

(3) Voir leur liste dans l'Append. X^e.

(4) Voir sur Quénault, Append. I¹⁰⁶. *Notice biographique sur la vie et les travaux politiques et judiciaires de M. Quénault* (Paris, 1845). Discours de rentrée de l'Avocat Général Charrius à la Cour de Cassation, du 6 novembre 1878 (*J. O.* du 7 novembre 1878). Voir les critiques de la *Gaz. Trib.*, 18 oct. 1841.

Tout au contraire, les cinq avocats (1), que la Monarchie de Juillet appela à la Cour suprême comptent parmi ses plus illustres membres. Comme Dupin, dont nous avons étudié le rôle plus haut (2), Delangle (3) avait été bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris. Ses débuts avaient été modestes et difficiles et il avait dû donner des leçons pour subvenir à ses dépenses d'études. Entré au barreau en 1819, sans nom, sans fortune, sans autre protection que celle de Dupin, son compatriote, ses véritables débuts au barreau datent de l'année 1825, quand il se fit remarquer dans sa plaidoirie lors du procès soulevé par la succession Perregaux. Son talent, sa manière de raisonner, son bon sens, jusqu'à son accent rappelaient Dupin. Après quinze ans de barreau, il avait acquis une notoriété telle, que sa nomination comme Avocat Général près la Cour de Cassation, en 1840, rencontra une approbation presque générale d'autant plus grande que Delangle n'étant pas encore homme politique, c'était seulement l'avocat qui se voyait appelé à ces hautes fonctions. Il y conquist rapidement une notoriété justifiée (4) et en 1847 il était nommé Procureur Général près la Cour royale de Paris. Là il pensait pouvoir donner la mesure de sa parole aisée et de ses réquisitoires solides mais peut-être un peu froids.

Hélas, tout ce talent, il n'eut guère à le dépenser sous la Monarchie de Juillet que pour requérir contre Teste (5), son ancien confrère au barreau qui avait accédé directement à la Cour de Cassation comme Président de Chambre. Quelle destinée tragique que celle de Teste ! Dans sa jeunesse, il avait accompagné son père proscrit, puis il devint sous l'Empire avocat à Nîmes et acquiert une grande notoriété dans le Midi. Il est sous les Cent-Jours commissaire de

(1) Voir la liste, Append. X² et Append. X³.

(2) Voir *supra*, p. 243.

(3) Sur Delangle, voir Append. I⁴⁵. Discours du P. G. Renouard à l'audience de rentrée de la Cour de Cassation du 4 novembre 1871 (*J. O.* du 5 novembre 1871). PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, pp. 181-182. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XIX, p. 249 ; chap. XXX, pp. 403, 406 à 409. *Le Droit*, 31 août 1840 et 5 avril 1847. Sur les attaques dont il fut l'objet, voir ROUSSELET, *L'Affaire du Duc de Praslin et la Magistrature*.

(4) Cf. son réquisitoire au sujet de la question de savoir si un prêtre peut adopter. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XIX, p. 249.

(5) Sur Teste, Append. I⁴⁴ et *supra*, p. 219. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXXII, pp. 428 à 431. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, pp. 204 à 237. Cour des Pairs, *Affaire des Mines de Gouhenans* (Paris, Imp. royale, 1847).

police à Lyon, puis sous la deuxième Restauration il s'exile volontairement à Liège où il exerce la profession d'avocat. Un tel passé le fit accueillir avec ferveur par la Monarchie de Juillet : il est alors en pleine possession de son talent solide et vigoureux et il prend très rapidement place au premier rang des avocats. Huit ans après son inscription au barreau de Paris, fait sans exemple, il est élu bâtonnier. Comme il entre également dans la vie politique, les honneurs s'accablent sur sa tête : il est Garde des Sceaux, Ministre des Travaux Publics, Pair de France. C'est alors, qu'en 1843 il est nommé directement Président de la Chambre civile à la Cour de Cassation et la presse judiciaire accueille avec joie (1) cette promotion pourtant si exceptionnelle. En 1846, il est encore fait Grand Officier de la Légion d'honneur. Puis, tout s'écroule. Une accusation de corruption, remontant à son passage au Ministère des Travaux Publics est portée contre lui. A la veille de comparaître devant la Cour des Pairs, il adresse au Roi une lettre très digne (2) par laquelle il déclare se démettre de toutes ses charges. Et ce sont les pénibles séances de la Cour des Pairs : d'abord la lutte, enfin l'écroulement, sa tentative de suicide, l'arrêt du 16 juillet 1847 qui le condamne à trois ans de prison.

Pour constituer la Cour suprême, la Monarchie de Juillet fit surtout appel aux cadres supérieurs de la Magistrature ; elle s'adressa à la haute Magistrature parisienne et aux Chefs de Cours de province et c'est ainsi que 16 magistrats de la Cour royale de Paris et 28 Chefs de Cours de province entrèrent à la Cour de Cassation.

Quel fut le recrutement tiré de la Magistrature parisienne ? (3) La Monarchie nouvelle avait, nous l'avons vu, à un plus haut degré que la Restauration, le souci de respecter la hiérarchie judiciaire ; aussi, ne s'adressa-t-elle qu'à des Présidents de Chambre de la Cour royale de Paris et à des Avocats Généraux. On ne trouve plus, comme sous le régime précédent, de simples Substituts du Procureur Général de Paris promus directement Avocats Généraux (4) à la Cour de Cassation ou des Conseillers à la Cour royale élevés subitement au grade de Conseillers à la Cour suprême (5).

(1) Cf. *Le Droit* du 18 déc. 1843.

(2) Citée par PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, p. 228.

(3) Voir Append. VII et VIII.

(4) Comme Cahier, par exemple, nommé Avocat Gén. Cass. le 28 août 1815. Admis retraite le 23 août 1830.

(5) Comme Rives. Voir *supra*, p. 258.

Nous avons déjà remarqué (1) que pour les Présidents de Chambre à la Cour royale de Paris appelés à siéger à la Cour de Cassation un véritable avancement à l'ancienneté s'organise (2) : c'est le plus souvent, le plus ancien en grade qui est nommé.

C'est ainsi qu'arriva à la Cour suprême Tripier (3), qui avait été un grand avocat. Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, il avait accédé à la Cour royale de Paris comme Conseiller en 1828 ; Président de Chambre en 1830, il fut nommé à la Cour de Cassation le 3 décembre 1831. Ses débuts avaient été difficiles ; son père n'était qu'un simple chirurgien de village. Son éloquence toute particulière, âpre, violente, dépourvue de toute recherche et surtout de tout apprêt littéraire, lui donna d'illustres clients, comme par exemple de Lavalette, après les Cent-Jours (4).

Ce recrutement amenait à la Cour suprême, après un stage comme Présidents de Chambre à la Cour d'appel, qui était en moyenne de sept ans, des magistrats assez âgés : Jacquinet Godard avait 61 ans, Simoneau 63 ans.

Les Avocats Généraux de la Cour royale de Paris apportaient à la Cour de Cassation des éléments beaucoup plus jeunes. Pour cette catégorie, on tenait moins compte de l'ancienneté des services et nous ne retrouvons pas, comme pour les Présidents de Chambre, un embryon d'avancement à l'ancienneté (5).

Franck Carré fut ainsi nommé à 35 ans Avocat Général à la Cour suprême (6), Nouguier à 39 ans, Tarbé des Sablons à 36 ans. Tarbé des Sablons (7) appartenait à une famille de grands serviteurs de l'Etat : un de ses oncles avait été Ministre des Finances en 1791 (8) ; dès la fin de ses études, le Procureur Général Bellart, de la Cour de Paris,

(1) Voir *supra*, p. 261.

(2) Voir sur ce mode de recrutement, Append. VII.

(3) Sur Tripier, voir Append. I¹⁰⁷. Discours de rentrée du P. G. Dupin, Cour Cass., 9 nov. 1840. DUPIN, *Réquisitoires*, t. IV, Discours de rentrée, p. 97. *Eloge de Tripier*, prononcé à l'ouverture de la Conférence des Avocats, le 4 déc. 1841, par J.-B. Jousseau, Avocat, Paris, 1841. *Le Droit*, 28 avril 1840. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, pp. 422 à 435. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VI, p. 69.

(4) Voir sur cette défense, *Mémoires et Souvenirs du Comte de Lavalette*, t. II, p. 235.

(5) Voir sur ce mode de recrutement, Append. VIII.

(6) Voir *infra*, p. 281.

(7) Sur Tarbé des Sablons, voir Append. I¹⁰⁸, *Monit.* du 5 février 1844 et *Le Droit* du 13 juillet 1844.

(8) Tarbé Louis-Hardouin.

qui l'avait apprécié, lui fit gravir très rapidement les échelons de la carrière. En 1823, il est Substitut au Tribunal de la Seine, à 27 ans. En 1826, le Procureur Général Jacquinet de Pampelune avait demandé au Ministre de pouvoir choisir comme Substitut à la Cour le plus capable parmi les Substituts du Tribunal de première instance, sans considération d'ancienneté, et il avait désigné Tarbé.

Dans ces fonctions si délicates de membre du ministère public, à une époque où les passions politiques étaient parfois violentes, il avait su éviter toute exagération. Cette modération fut appréciée, et, lors des événements de Juillet, il fut nommé par Dupont de l'Eure, Avocat Général près la Cour royale de Paris. En 1831, alors que le pouvoir nouveau subissait des attaques de toutes parts, il fut chargé du périlleux service des assises et là, il fit preuve, non seulement d'un grand talent, mais encore d'un caractère ferme et loyal. C'est ainsi, qu'à l'occasion d'une injure adressée à la mémoire de l'ancien Procureur Général de la Restauration, Bellart, il ne craignit pas de revendiquer, en pleine audience, l'honneur d'avoir été son élève.

En 1832, à l'âge de 36 ans, il fut nommé Avocat Général à la Cour de Cassation. C'était là, une scène plus tranquille et plus conforme à son esprit, qui aimait les longues recherches laborieuses. Il y recueillit non seulement tous les textes de lois et ordonnances, mais encore toutes les traditions en usage concernant la Cour de Cassation. Il publia cet ouvrage qui fut célèbre, en 1840 (1). Malheureusement, en 1844, cette belle intelligence s'éteignit.

Enfin, la Monarchie de Juillet s'adressa aux Chefs de Cours de province, et ce fut surtout avec ces jeunes Procureurs Généraux, qui n'avaient eu le plus souvent l'hermine qu'après 1830, que des éléments nouveaux et pleins d'activité furent appelés à la Cour suprême (2).

Certains étaient très jeunes ; parfois ils avaient moins de 40 ans ; Hébert, Procureur Général à Metz, fut ainsi promu à 37 ans ; Parant, Procureur Général à Bourges, à 38 ans ; Rouland, Procureur Général à Douai, Chegaray, Procureur Général à Rennes, avaient 41 ans, quand ils furent nommés à la Cour de Cassation.

(1) Sous le titre : *Cour de Cassation. Lois et Règlements à l'usage de la Cour de Cassation.*

(2) Voir Append. IX, la liste chronologique des Chefs de Cours ainsi promus. Il y eut, sur 28 chefs de Cour nommés à Cour Cass., 19 P. G. et 9 P. P.

Si l'on regarde les classes des Cours royales auxquelles appartenaient ces futurs membres de la Cour de Cassation, on voit qu'elles ne présentaient pour les choix aucune importance. La Cour royale de Rennes, qui est de première classe (1), donne à la Cour suprême deux membres, comme la Cour de Metz qui est de troisième classe et moins que les Cours de Riom, de Rouen, Lyon et Toulouse qui, de deuxième classe, en fournissent trois.

Chaque année, d'ailleurs, le pouvoir, et c'est là encore un embryon d'organisation de l'avancement, nomme en moyenne à la Cour de Cassation deux Chefs de Cours et un membre de la Cour royale de Paris. Ce recrutement d'hommes jeunes, dévoués au régime de Juillet, amena à la Cour de Cassation, des magistrats qui devaient y faire très belle carrière : Thil, ancien Procureur Général à Rouen, est nommé à la Cour de Cassation en 1832 et y est promu le 9 août 1847 Président de Chambre. Mesnard (2), Nicias Gaillard (3) et Legagneur (4), entrés à la Cour de Cassation, étant Chefs de Cours de province, devaient également après la Monarchie de Juillet, être élevés à une Présidence de Chambre, et Hébert (5) et Rouland (6), qui appartenaient aussi à ce mode de recrutement de la Cour suprême, devaient terminer leur carrière dans les hautes fonctions de Chefs du Parquet de la Cour d'Appel de Paris. C'est dire combien cette arrivée des Chefs de Cours de province à la Cour de Cassation paraît avoir été heureuse au point de vue judiciaire.

La Monarchie de Juillet érigea en principe de ne pas s'adresser à de simples membres des Cours royales de province pour les nommer à la Cour de Cassation. Elle ne s'est départie qu'une seule fois de cette règle, ce fut pour faire entrer à la Cour suprême, en 1835, l'illustre Troplong (7), qui n'était alors que Président de Chambre à la Cour royale de Nancy. Il préludait ainsi à sa magnifique carrière, car il devait mourir en 1869, comblé d'honneurs, Premier Prési-

(1) Voir *supra*, p. 94.

(2) Voir *infra*, p. 317.

(3) Voir *infra*, p. 321.

(4) Voir *infra*, p. 307.

(5) Voir *infra*, p. 282.

(6) Voir *infra*, p. 321.

(7) Sur Troplong, voir Append. I¹⁰⁰. LOUIS SADOUL, *Un magistrat d'avenir*, publié dans *Le Pays Lorrain*, juin 1922, p. 246 et dans *L'Assassinat de la Présidente*, 1928, pp. 91 à 111. Discours de rentrée de l'Avocat Gén. Cornelly à la Cour de Cassation, le 3 nov. 1869 (*J. O.* du 4 nov. 1869).

dent de la Cour de Cassation, Président du Sénat, Grand'-Croix de la Légion d'honneur.

Cette accession, sans exemple à cette époque, d'un Président de Chambre de Cour d'appel de province, était entièrement justifiée par les mérites exceptionnels de Troplong.

Sa famille était obscure et son père avait été Professeur d'humanités au collège de Sorèze ; lui-même, avait débuté comme employé à la Préfecture de Châteauroux avant d'être nommé en 1819, à l'âge de 23 ans, Procureur à Sartène. Moins d'une année après, il est Substitut au Parquet Général de la Cour royale de Bastia, et, comme ses fonctions lui laissent des loisirs, grâce à la riche bibliothèque d'un vieux Conseiller, il accumule les matériaux juridiques où il allait bientôt puiser. En 1825, il est Avocat Général à la Cour de Nancy ; il s'y était déjà rendu célèbre par l'autorité de son talent, quand, en 1832, une affaire retentissante, celle des droits de souveraineté des ducs de Lorraine sur le Barrois mouvant, consacre définitivement ses qualités exceptionnelles. Durant quatre audiences, il développa son argumentation, n'hésitant pas à remonter jusqu'aux sources les plus lointaines, jusqu'à l'époque carolingienne et le traité de Verdun (1). Après l'audience, le Premier Président Demetz le félicitant au nom de la Cour, lui prédit les plus hautes destinées dans la Magistrature. Il devait être bon prophète. En 1833, Troplong qui est maintenant Président de Chambre à la Cour royale de Nancy, commence la publication qui devait être si célèbre, de son ouvrage sur le droit civil (2). Ce grand jurisconsulte, maintenant tellement critiqué qu'un illustre Professeur de droit civil (3) a été jusqu'à dire que ses œuvres plus brillantes que solides n'étaient que le roman du droit, eut cependant le mérite d'emprunter à la philosophie et à l'histoire tout ce qui pouvait éclairer et faire comprendre la science juridique. Jusque-là, celle-ci était restée figée dans les Codes, il eut le talent de la réunir au passé.

Le 12 novembre 1835, à l'âge de 40 ans, ce magistrat éminent fut appelé à la Cour de Cassation. Il appartint à la

(1) Cf. LOUIS SADOUL, *L'Assassinat de la Présidente*. Un magistrat d'avenir, pp. 102 et 103.

(2) *Le Droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code* (1833-1858), 27 vol.

(3) PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 12^e édition, t. I^{er}, Introduction, p. 54. Son rôle politique sous l'Empire a fait tort à sa réputation de jurisconsulte (Cf. DE LA GORCE, *Histoire du Second Empire*, t. V, livre XXXV, VII, p. 465).

Chambre des requêtes que présidait Zangiacomi (1) et à laquelle était attaché Lasagni (2). Il sut y prendre une attitude modeste et réservée, tandis que ses ouvrages qui paraissaient sans cesse attiraient sur lui l'attention de tous les jurisconsultes.

La Monarchie de Juillet l'a vu encore Pair de France et membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques : mais, pour Troplong, ce ne sont là que des débuts. Le Second Empire lui réserve encore de plus grands honneurs, mais il en aura peut-être moins de gloire pour la postérité.

III

§ 1^{er} Généralités. — § 2. *Les Magistrats de la Cour royale de Paris.* — § 3. *Les Magistrats du Tribunal de la Seine*

§ 1^{er}

Il était admis que la Cour royale de Paris et le Tribunal de la Seine devaient se recruter presque exclusivement dans le ressort de la Cour royale de Paris et c'est pourquoi les juridictions de ces départements privilégiés étaient particulièrement ambitionnées. Pour les contemporains, les membres de ces compagnies judiciaires avaient un droit acquis aux places qui vquaient dans les juridictions parisiennes (3).

Quand, par exception des étrangers au ressort de la Cour royale y arrivaient, ou ce qui était encore plus rare, accédaient directement à Paris, des protestations s'élevaient aussitôt. C'est ainsi, qu'en 1843, le Procureur Général Hébert (4) se plaignait que depuis deux ans les vacances au sein de la Cour de Paris et du Tribunal de la Seine eussent été remplies par des magistrats étrangers au ressort. Il citait Bergognié (5), Président de Chambre à la Cour d'Agen, qui avait été nommé Conseiller à la Cour de Paris, Hatton (6), Conseiller à Bourges, qui avait été promu Juge au Tribunal de la Seine, Jallon (7), Avocat Général à Riom, à qui l'on avait donné le

(1) Voir *supra*, p. 251.

(2) Voir *supra*, p. 254.

(3) Voir *infra*, p. 296, note 3.

(4) Lettre P. G. Hébert, de la Cour de Paris, du 29 nov. 1842, à G. d. S. (Arch. BB^o 261 21 A). Cf. également les critiques du *Droit* du 30 mars 1842.

(5) Sur Bergognié, voir Append. I¹¹⁰.

(6) Sur Hatton, voir Append. ¹¹¹.

(7) Sur Jallon, voir Append. I¹¹².

poste de Procureur à Versailles, puis un an et demi après celui de Substitut au Parquet de la Cour royale de Paris. Jallon lui-même avait été remplacé à Versailles par Rabon (1), Avocat Général à Douai. Tout cela, disait Hébert, causait des inquiétudes et des froissements et diminuait l'avancement dans le ressort de la Cour d'appel de Paris.

C'est qu'en effet toute la Magistrature du ressort de Paris avait ses espérances tournées sans cesse vers la résidence de la capitale (2). Un siège à Paris, c'était de l'avancement pour tout le ressort, car même ceux qui n'étaient pas appelés à l'occuper, se rapprochaient de Paris petit à petit (3).

La Magistrature parisienne était considérée comme plus capable, comme ayant une aptitude particulière à expédier les plus lourdes affaires. En 1856, le Procureur Général Vaïsse, de la Cour impériale de Paris, prononçait l'éloge (4) du Conseiller Barbou (5) qui, pendant toute la Monarchie de Juillet, avait appartenu au Tribunal de la Seine. Il se formait, disait-il, des magistrats distingués par leur zèle et leur mérite dans tous les ressorts ; mais chacun reconnaissait, ajoutait-il, que le monde des affaires n'est pas partout le même et que les magistrats élevés dans les rangs du Tribunal de la Seine ont une certaine aptitude, une faculté de supporter « sans fléchir les plus lourds fardeaux, d'expédier sans confusion et sans embarras les affaires les plus nombreuses et les plus compliquées qui leur donnent une place à part et un mérite tout particulier dans la grande famille judiciaire. »

Aussi, soit désir d'appartenir à des compagnies réputées par leur savoir, soit espoir de gravir plus facilement les échelons de la hiérarchie, soit simplement afin d'habiter la capitale, les demandes des magistrats désireux d'être affectés aux juridictions parisiennes étaient très nombreuses.

En 1840 (6), à la nouvelle de la discussion du projet de loi

(1) Sur Rabon, voir Append. I¹¹³.

(2) Cf. Exposé des motifs et projet de loi sur l'organisation du Tribunal de la Seine, déposé par le Garde des Sceaux (*Le Droit* du 27 avril 1840).

(3) Rapport de Berville fait au nom de la Commission de la Chambre des députés chargée de l'examen du projet de loi sur l'organisation des Juges suppléants (*Monit.*, 19 mai 1840).

(4) Discours de rentrée de la Cour impériale de Paris, 4 nov. 1856 (*Monit.*, 5 nov. 1856).

(5) Sur Barbou, voir Append. I¹¹⁴.

(6) Voir *supra*, p. 166. Cf. *Le Droit* du 10 juin 1840. Egalemeut en 1841, pour 8 places vacantes au Tribunal de la Seine, il y eut 60

qui augmentait les membres du Tribunal de la Seine, les magistrats des environs de Paris accoururent et le Ministre Vivien dut adresser une circulaire aux membres des juridictions du ressort révoquant tous les congés. En 1846, le journal *Le Droit* écrivait (1) : « Parmi les députés, qui ne veut être Juge, Conseiller à Paris ? Quelle douce chose qu'une position assurée et honorable, à l'abri des orages, qui vous permet de demeurer homme politique et de surveiller en même temps vos intérêts propres et ceux des autres ! » Et, cette même année, le député Havin (2) dépeignait ainsi la ruée des magistrats sur « la terre promise » (3) : « Le Ministre s'il le voulait, pourrait vous dire quelle est l'ardeur d'arriver à Paris ; il pourrait ajouter que la Chambre des députés n'est pas vierge de sollicitations. J'ai vu des Procureurs Généraux, des Présidents de Chambre aspirer à descendre et solliciter des places de Conseillers et même de Juges à la Seine. »

Et, en effet, certains magistrats acceptaient pour venir dans les juridictions parisiennes une sorte de « capitis deminutio » : c'est ainsi qu'il est exact que des Procureurs Généraux demandèrent à être Conseillers à la Cour de Paris : ce fut le cas d'Henriot, Procureur Général à Montpellier, nommé Conseiller à la Cour de Paris en 1844 (4). Pour venir à Paris, des magistrats acceptent non seulement des diminutions de traitement, mais encore de véritables rétrogradations. C'est ainsi qu'en 1831, Hely d'Oissel, qui appartient à une Cour d'appel comme Substitut du Procureur Général à Rouen, sollicite une place de Juge à la Seine (5) ; comme il ne peut y arriver, il consent en 1832, à accepter les fonctions évidemment bien inférieures, de Juge suppléant au Tribunal de la Seine où il ne touche aucun traitement. Et bien lui en a pris d'ailleurs, car trois ans après, il est Substitut à la Seine et en 1841, Substitut du Procureur Général (6).

candidats (Cf. REVERCHON, l'ancien chef de Cabinet de Martin du Nord, Garde des Sceaux. *Notice sur Martin du Nord*, p. 161).

(1) *Le Droit*, 9 mai 1846.

(2) Séance du 20 mai 1846 (*Monit.*, 21 mai 1846).

(3) *Le Droit*, 4 février 1840.

(4) Sur Henriot, voir Append. I¹⁵ et discours du P. G. Renouard à l'audience de rentrée Cass., 4 nov. 1874 (*J. O.* du 5 nov. 1874).

(5) Lettre du Baron Louis à G. d. S., 26 août 1831 (Arch. BB⁶ 190 28 A).

(6) Sur Hely d'Oissel, voir Append. I¹⁰ et discours de l'Avocat Gén. Charrins à l'audience de rentrée Cass. du 6 nov. 1878 (*J. O.*, 7 nov. 1878).

Il y eut pendant la Monarchie de Juillet, deux membres de Cours d'appel de province qui furent nommés Juges au Tribunal de la Seine : Hatton, Conseiller à la Cour de Bourges (1) et Garnier de Bourgneuf, Conseiller à la Cour de Rouen (2). Il y avait évidemment pour eux un abaissement de dignité, puisque de Juges d'appel ils descendaient aux fonctions de simples magistrats de première instance, et le journal *Le Droit* critiquait de telles nominations (3) : Les magistrats, disait-il, ne peuvent être respectés, qu'en se traitant eux-mêmes avec respect ; or, le Conseiller est supérieur au Juge, et il lui est supérieur partout, car partout les juridictions et les institutions sont les mêmes : « A-t-on l'exemple, disait *Le Droit*, dans l'ancien ordre judiciaire, d'un Conseiller au Parlement d'Aix ou de Bordeaux devenu Conseiller au Châtelet de Paris ? »

Et pourtant *Le Droit* était dans l'erreur, et son erreur était bien excusable étant donné l'absence de hiérarchie nette à cette époque. On (4) prenait en considération pour l'avancement la différence d'appointements, or, les fonctions des Juges à la Seine étaient plus rétribuées que celles des Conseillers des Cours de province (5).

§ 2°

La Cour royale de Paris a eu à sa tête pendant toute la Monarchie de Juillet, le Premier Président Séguier (6). Sa figure a dépassé son époque, et parmi les magistrats d'il y a cent ans, c'est son nom dont on a le mieux conservé la mémoire.

Certes, la longue durée de sa Première Présidence de

(1) Sur Hatton, voir Append. I¹¹ et *supra*, p. 271.

(2) Sur Garnier de Bourgneuf, voir Append. I¹⁷.

(3) *Le Droit*, 22 avril 1841.

(4) *Supra*, p. 188.

(5) Par leur nomination de Juges à la Seine, Garnier de Bourgneuf obtenait 1.800 francs d'émoluments supplémentaires, et Hatton 3.000 francs. De telles nominations sont normales depuis le décret du 21 juillet 1927 qui a fixé la hiérarchie judiciaire.

(6) Sur le P. P. Séguier, voir Append. I². ROUSSE EDMOND, *Discours, plaidoyers*, t. I, Notice sur Sapey, p. 236. ROUSSE, *Préface aux discours et plaidoyers* de CHAIX D'EST ANGE, pp. XXXVII et XXXVIII. DESMAZE, *La Magistrature Française. Les Premiers Présidents de la Cour de Paris*, pp. 47 à 52. Discours de Sapey, Sub. P. G., à l'audience de rentrée de la Cour impériale de Paris, le 5 nov. 1860 (*Monit.*, 6 nov. 1860). COMTE DE FALLOUX, *Mémoires d'un royaliste*, p. 58. DE BASTARD D'ESTANG, *Les Parlements de France*, t. I, p. 322, note 1 et p. 491. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. III, p. 53. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, pp. 346 à 349.

38 ans, Première Présidence qui survécut à tant de régimes, en est peut-être une des causes ; mais ce fut surtout son intelligence pétillante et son esprit si vif qui l'ont fait entrer dans l'histoire : « Dans cette Chambre où il a siégé si longtemps, a écrit le grand avocat Rousse (1), son ombre inquiète semble encore y revenir en murmurant des arrêts. »

Nous avons étudié plus haut (2) ses origines parlementaires et ses débuts comme Substitut du Procureur Général du Parlement de Paris. Napoléon l'avait choisi fort jeune, alors qu'il n'avait que 32 ans, pour servir de trait d'union entre la Magistrature ancienne et la Magistrature nouvelle, et il le mit à la tête de la juridiction d'appel de Paris.

Il devait exercer ses hautes fonctions, avec la seule interruption des Cent-Jours, pendant quatre règnes et jusqu'aux débuts de la Seconde République. Il est facile de confronter les discours qu'il eut à prononcer pour saluer des régimes si différents et, en opposant ainsi ses diverses attitudes vis-à-vis du pouvoir, de montrer sa grande habileté politique qu'il partageait d'ailleurs avec nombre de ses contemporains (3). Mais il avait, plus qu'un autre peut-être, une grande perspicacité, pour prévoir longtemps à l'avance la chute des Gouvernements. Au début de la Restauration, il voulait qu'on vît surtout en lui l'ancien émigré (4). Et, il refusait d'admettre au serment comme avocat, sous le spécieux prétexte qu'il se prénommait Ossian, le fils de l'ancien membre du Directoire, Larevellière Lépiaux (5). Dans la suite, il comprit le mécontentement qui minait le trône, et il eut l'adresse de se rapprocher petit à petit de l'opposition (6) ; aussi la révolution de Juillet le trouva-t-il en pleine disgrâce, et il redevint avec le régime nouveau en grande faveur.

Il jugeait peut-être plus en équité qu'en juriste (7), mais il avait l'instinct du juste. Ses saillies et ses réprimandes qui le rendaient d'ailleurs populaire, n'épargnaient personne.

On retrouve cette tournure d'esprit jusque dans sa correspondance administrative : ayant à donner des notes (8) au

(1) ROUSSE, *Discours, plaidoyers*, t. I, Notice sur Sapey, p. 136.

(2) Voir *supra*, p. 231.

(3) Cf. JACOMET, *Le Palais sous la Restauration*, chap. II, p. 16. *Le Palais sous la Monarchie de Juillet*, chap. II, p. 14.

(4) DESMAZE, *La Magistrature Française*, p. 47.

(5) *Mémoires de Larevellière-Lépeaux*, t. II, p. 506.

(6) Cf. DESMAZE, *op. cit.*

(7) Cf. *Le Droit* du 4 août 1848.

(8) Lettre P. P. Séguier à G. d. S. 24 nov. 1842 (Arch. BB⁶ 255 21 A). Sur le Conseiller Monmerqué, voir *infra*, p. 285.

Conseiller Monmerqué, le célèbre historien qui, depuis de longues années, sollicitait vainement une Présidence de Chambre, voilà en quels termes ironiques il s'exprimait : « M. Monmerqué est un homme de droit et de belles lettres, il semble parfois préférer celles-ci aux codes, mais c'est qu'elles l'ont plus distingué ; devenu Président, sa position modifierait nécessairement ses goûts. » Avec une telle proposition, le Conseiller Monmerqué n'eut bien entendu jamais le poste qu'il ambitionnait.

À l'audience, son esprit vif et mordant perçait sans cesse ; il ne se résignait pas à être un auditeur muet : « Tantôt, il approuvait l'avocat (1), et, pour le lui faire bien voir, il parlait avec lui, il le questionnait, il le devinait, il allait en avant, il le rappelait en arrière, il l'escortait, il l'accompagnait de chuchotements incommodes : tantôt, l'orateur lui semblait lourd et diffus, la cause mauvaise, le plaideur déloyal. Alors, c'était une guerre à outrance ; il pressait l'avocat, il le talonnait, il l'éperonnait de ses malices criardes, il le gourmandait avec aigreur, lui, son client, et son procès, jusqu'à qu'il l'eût réduit à se fâcher ou à se taire. » Certains avocats étaient loin de trouver ces procédés de leur goût, et en 1844, le Premier Président Séguier entra en lutte avec le barreau qui, pendant quatre mois, refusa de plaider (2). Mais, comme malgré ses boutades, le Premier Président Séguier était très aimé du barreau (3), tout rentra rapidement dans l'ordre.

Ce n'était pas seulement les avocats qu'il gourmandait ainsi. Il lui arriva un jour de critiquer (4) publiquement à l'audience le manque de célérité de la Cour royale d'Orléans à juger les procès qui lui étaient déférés. Cette censure d'une Cour souveraine qui n'était nullement sous sa dépendance, provoqua d'ailleurs la protestation du Premier Président de la Cour d'Orléans.

Les saillies et les réflexions mordantes du Premier Président Séguier étaient loin d'ailleurs, le plus souvent, d'être sans motifs. C'est ainsi qu'en juriste équitable et bon il avait compris le danger des grandes sociétés qui commençaient à

(1) ROUSSE, *Préface aux discours et plaidoyers* de CHAIX D'EST ANGE, p. 189. Cf. *Le Droit*, 25 janvier 1843.

(2) Sur ce conflit, voir JULES FABRE, *Le Barreau de Paris*, chap. IX, pp. 313 à 326. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XX, pp. 254 à 256, 262 à 264.

(3) Cf. DUPIN, *Mémoires*, t. IV, Intersession de 1843, p. 206.

(4) Lettre du P. P. d'Orléans, Travers de Beauvert, à G. d. S., 9 nov. 1837 (Arch. BB⁹ 190 21 A).

se former, et qui risquaient de fausser, au détriment des faibles, le fonctionnement des lois économiques. Il s'écriait à la grande indignation des hommes d'affaires (1) : « J'engage le public à se défier des sociétés quelles qu'elles soient ; qu'il porte son argent au Trésor royal, cela vaut beaucoup mieux ! »

Homme simple, Séguier avait sa maison de campagne dans l'Yonne (2). Sa fin fut stoïque. Comme son médecin, aux derniers jours de sa vie, l'engageait à se soigner (3) et à cesser pendant quelque temps de paraître au Palais, il répondit : « Un Premier Président ne doit quitter son siège que l'eau bénite aux pieds. »

Si Séguier a été le seul Premier Président de la Cour royale de Paris pendant la Monarchie de Juillet, par contre, six magistrats se sont succédés durant cette même période à la tête du Parquet Général de cette Cour. C'était là quelque chose d'assez nouveau, car la Restauration, elle (4), avait été assez avare de ses grands Chefs du Parquet Général de la Cour de Paris, et il n'y avait eu de 1815 à 1830 que deux Procureurs Généraux ; encore Bellart était-il mort en fonctions, et Jacquinot de Pampelune avait-il été destitué lors de la révolution de Juillet.

Cette différence entre la Monarchie de Juillet et la Restauration n'était pas due d'ailleurs au simple hasard. A cette époque, le rôle de ces hauts magistrats du Parquet avait quelque peu changé : ils n'étaient plus seulement administrateurs et organisateurs ; ils eurent à se mêler aux luttes d'audiences auxquelles leurs prédécesseurs ne prenaient jamais part. Ils durent porter la parole dans les grands procès politiques, soit devant le jury, soit devant la Cour des Pairs. Ils y subirent des échecs ; ils encoururent des disgrâces retentissantes, comme celle de Franck Carré, après l'acquittement des gérants du *National* (5). Ce qui montre encore combien leur rôle devint plus politique, c'est que trois d'entre eux furent promus Gardes des Sceaux, fait alors sans précédent (6).

(1) *Le Droit*, du 18 mai 1844. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XVII, pp. 221 et 222.

(2) PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXI, p. 279. Il y gardait l'image de l'Empereur Napoléon I^{er} exilée de la première Chambre de la Cour après 1815.

(3) *Le Droit*, 4 août 1848.

(4) *Le Droit*, du 5 avril 1847.

(5) Voir *infra*, p. 282.

(6) Persil, Martin du Nord, Hébert.

Autre différence avec la Restauration : le Procureur Général Bellard avait 54 ans et Jacquinet de Pampelune 55 ans quand ils accédèrent à ces hautes fonctions. Bien plus jeunes devaient être leurs successeurs de la Monarchie de Juillet : pas un n'atteint la cinquantaine. Bernard de Rennes avait 42 ans, Persil 44 ans, Franck Carré 35 ans, Martin du Nord 43 ans, Hébert 42 ans et Delangle 49 ans. La Monarchie de Juillet avait voulu pour ces fonctions actives, des militants.

Bernard de Rennes (1) n'y fit qu'un très court passage. On peut se demander pourquoi cet avocat de province avait été mis dès le 2 août 1830, à la tête du Parquet Général de la capitale. Sans doute avait-il été Conseiller à la Cour de Rennes pendant les Cent-Jours, puis après avoir été disgracié par les Bourbons, il était devenu un avocat renommé de la capitale de la Bretagne. Arrivé à la Chambre des députés comme représentant de Rennes, quelques mois avant la chute du trône, il avait fait partie de la députation qui, le 30 juillet 1830, offrit le titre de Lieutenant Général au duc d'Orléans. Deux jours après, il était Procureur Général près la Cour de Paris, mais le 29 septembre 1830, il résignait ses fonctions pour celles plus paisibles de Conseiller à la Cour de Cassation ; car il avait compris que si sa parole douce convenait aux premiers jours heureux de la Monarchie nouvelle, d'autres moments plus difficiles allaient survenir, où cela ne suffirait plus.

Comme les partis se reformaient et que l'on devinait déjà la dureté avec laquelle les luttes politiques allaient reprendre, Dupont de l'Eure songea à Persil (2). Il était peu connu en dehors du Palais, car il n'était député que depuis juin 1830. Au barreau, il était surtout un avocat d'affaires. Il n'était pas particulièrement brillant, et il n'avait pas plaidé dans des procès retentissants ; mais il s'était fait remarquer par son savoir juridique, son travail et sa ténacité et ainsi il était arrivé au premier rang.

Procureur Général près la Cour de Paris, il devait rester

(1) Sur Bernard de Rennes, Append. I^{er}. Discours de rentrée à la Cour de Cassation de l'Avocat Gén. de Raynal, 3 nov. 1858 (*Monit.*, 4 nov. 1858). PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, p. 207 ; t. II, p. 144 *Le Droit* du 29 janv. 1841.

(2) Sur Persil, voir Append. I^{er}. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXX, p. 404. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, pp. 98, 142 à 155. JULES FABRE, *Le Barreau de Paris*, chap. VI, p. 199. LOUIS BLANC, *Histoire de Dix ans*, t. III, chap. IV, p. 147. *Journal du Comte APPONYI*, t. II, année 1833, p. 353. *Le Droit*, 29 janvier 1841, 5 novembre 1842 ; *Monit.*, 5 novembre 1833.

avocat, avocat du Roi et du parti qui l'avaient nommé. Pour les défendre, il n'hésitait pas à descendre lui-même dans les luttes de la barre ; il se risquait jusque dans les polémiques de presse, ce qui n'était pas d'ailleurs sans diminuer son prestige. Aussi, son histoire est celle de ces premiers temps de la Monarchie, et, on le retrouve toujours lors de la répression des émeutes et des attentats qui ensanglantent cette époque. Il caractérisait lui-même son rôle dans un discours de rentrée (1) : « Le devoir du ministère public était d'arrêter ce torrent dévastateur, de lui opposer la digue puissante des lois, et protéger ainsi un Gouvernement naissant contre de coupables violences. » Certaines de ses interventions furent peut-être inutiles ; s'il avait du talent et du courage, il n'avait peut-être pas l'ampleur nécessaire pour un tel rôle (2) ; cependant, ce qui montre le côté tenace de son caractère, c'est qu'il ne fut jamais arrêté dans sa tâche par les calomnies et les outrages dont il était abreuvé.

Sa parole mordante était à certains moments éloquente ; mais il n'en était pas toujours maître : Chateaubriand avait publié un mémoire sur la captivité de la duchesse de Berry où il avait écrit : « Madame, votre fils est mon Roi. » Il fut poursuivi pour excitation à la haine et au mépris du Gouvernement devant la Cour d'assises de Paris (3). Le célèbre avocat Berryer, défenseur du prévenu, souleva les applaudissements de la foule aristocratique qui encombra le prétoire. Persil en fut irrité et dans sa réplique il alla jusqu'à dire : « Vous venez faire ici de la popularité, mais vous vous garderiez bien de vous montrer au peuple, car il vous mettrait en morceaux. » A ces mots, Berryer bondit à la barre : « L'ai-je bien entendu, s'écria-t-il ; quoi, je suis dans le palais de Saint Louis ; nous avons, prétendez-vous, marché de siècle en siècle vers la justice et la liberté, et aujourd'hui, quand des hommes de conviction et d'honneur sont devant vous, vous, magistrat, vous vous levez et leur dites : « Descendez dans la rue, il y a des meurtriers pour vous répondre. » Le comte Apponyi, l'attaché de l'ambassade d'Autriche, dans ses souvenirs, a reflété l'attitude de l'auditoire qui ne cachait pas

(1) Séance de rentrée de la Cour de Paris du 4 novembre 1833 (*Monit.* du 5 novembre 1833).

(2) Il était petit, maigre et étant né à Condom, avait gardé l'accent méridional.

(3) Le 27 février 1833. Cf. JULES FABRE, *Histoire du Barreau de Paris*, chap. VI, pp. 199-200. Chateaubriand fut acquitté.

sa joie du triomphe de l'accusé (1) : « jamais on n'a été plus emporté, plus « pavé de Juillet » que ce pauvre M. Persil. La contenance de l'auditoire a fini par l'intimider ; il s'est tu, en se voilant le visage ; mais on reconnaissait le dépit, la haine déguée ; ce n'était que plus bouffon. »

Malgré les écarts causés par son excès de zèle et son trop grand dévouement à la cause qu'il servait, il avait une parole âpre. Lors du procès des ministres de Charles X, traduits devant la Cour des Pairs (2), il éloignait avec éloquence toute idée d'indulgence : « On vous dira, concluait-il, que la magnanimité de notre révolution demande un généreux pardon, qu'il faut imiter les vainqueurs de Juillet et tendre comme eux la main aux hommes abattus. Gardez-vous... de prêter l'oreille à d'aussi perfides insinuations, vous confondriez la vengeance avec la justice. »

Cependant, après avoir dans toutes ces luttes, maintes fois montré son loyalisme, Persil obtint la récompense qu'il méritait ; en quittant, le 5 avril 1834, le Parquet Général de la Cour de Paris, il prit les Sceaux.

Martin du Nord (3) qui le remplaça n'avait ni son talent, ni sa passion. Il sortait d'un barreau de province, celui de Douai et c'était surtout sa qualité de député qui lui avait permis d'accéder en 1833 directement aux fonctions d'Avocat Général à la Cour de Cassation. Il resta peu de temps à la Cour suprême et dès 1834 il est à la tête du Parquet Général de Paris. Là, il eut à requérir, comme son prédécesseur, dans de nombreux procès politiques et il le fit toujours avec ardeur, quoiqu'il n'eut « ni les passions qui suppléent au talent, ni le talent hors ligne qui supplée à la passion (4) ». Il soutint l'accusation dans les procès Fieschi et Alibaud, puis, en 1836, comme Persil, il devint Garde des Sceaux.

(1) *Journal du Comte APPONYI*, t. II, année 1833, p. 353.

(2) Une partie de son réquisitoire est rapportée au *Dalloz*, année 1831, 2^e Partie, p. 49. Le Chancelier Pasquier, dans ses *Mémoires*. (*Mémoires du Chancelier PASQUIER, Histoire de mon temps*, 2^e Partie, *Restauration*, 1824-1830, pp. 432 et 433) qualifie l'ardeur du P. G. Persil, dans ce procès, de maladroite.

(3) Sur Martin du Nord, voir Append. I^{us}. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXX, p. 411. *Le Droit* du 19 mars 1847, 5 avril 1847. Discours du P. P. Barthe, de la Cour des Comptes, à ses obsèques, le 18 mars 1847 (*Monit.*, 19 mars 1847). *Notice sur Martin du Nord*, par EMILE REVERCHON, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, 1849. Sur son réquisitoire dans l'affaire Alibaud, cf. LUCAS DUBRETON, *L'Af-faire Alibaud*. Paris, 1927, chap. VIII, p. 193.

(4) PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXX, p. 411.

A la différence de ses prédécesseurs, Franck Carré (1), qui fut nommé Procureur Général près la Cour royale de Paris, le 19 septembre 1836, poste où il devait rester cinq ans, appartenait à la carrière. Sans doute, il en avait franchi très rapidement les échelons, ayant débuté comme Juge auditeur douze ans auparavant. Mais c'est cependant le seul Procureur Général de la Cour de Paris, avec son successeur, Hébert, qui se soit recruté dans la Magistrature. Son goût pour les idées générales et les abstractions philosophiques, sa gravité, son éloquence un peu trop privée de chaleur, le rendaient fort différent de Persil. Il se défiait des luttes de l'audience où il manquait un peu de l'agilité de la parole que donne l'habitude du barreau ; et il préférait les solennités des audiences de rentrée ou celles de la Chambre des Pairs. Là, il pouvait mettre en valeur sa profonde érudition ; et sa parole élevée et grave produisait une grande impression.

Le procès où il remporta le plus grand succès fut celui qui s'ouvrit le 28 septembre 1840 devant la Cour des Pairs, pour juger le prince Louis-Napoléon, après son équipée de Boulogne. Son réquisitoire était fort bien ordonné et les faits y étaient habilement groupés : « L'épée d'Austerlitz, s'écriait-il, en s'adressant au prince, elle est trop lourde pour vos mains débiles ; cette épée, c'est l'épée de la France, malheur à qui tenterait de la lui enlever... Mais en vérité, qui donc êtes-vous pour afficher de si extravagantes prétentions ? Qui donc êtes-vous, pour vous donner en France comme représentant de l'Empire, époque de gloire et de génie, vous qui étalez tant de misère dans vos entreprises ? (2) » Ce dédain avec lequel il traitait le futur Empereur, qui devait le faire en 1861 Grand Officier de la Légion d'honneur, eut beaucoup de succès et fut accueilli par des murmures flatteurs qui s'élevèrent des bancs de la Pairie. C'est à peine si l'on regrettait qu'à une époque où l'improvisation était si prise, il eût lu son réquisitoire, d'ailleurs, avec un art consommé.

Cependant, malgré sa prudence et sa réserve qui contrastaient avec le zèle parfois intempestif de Persil, Franck Carré ne put se maintenir que cinq ans à ce poste si délicat.

(1) Sur Franck Carré, Append. I¹¹⁹. *Le Droit*, 25 janv. 1840, 11 oct. 1840, 3 juin 1841, 16 oct. 1841, 5 nov. 1842. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. I. pp. 22, 23. chap. IV, pp. 56, 57, 58, 59 ; chap. XXX, p. 405. JULES FABRE, *Histoire du Barreau de Paris*, chap. VIII, p. 293.

(2) *Le Droit* du 11 octobre 1840. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. I^{er}, p. 22. *Le Procès de Napoléon Louis-Bonaparte et de ses coaccusés devant la Cour des Pairs*. Paris, 1840, pp. 207 et 210.

et le 12 octobre 1841, il fut nommé Premier Président de la Cour royale de Rouen. C'était là évidemment une disgrâce. Cette mutation survenait peu de temps après l'acquittement devant la Cour d'assises de la Seine du gérant du *National*, accusé d'offense au Roi (1), et cet échec entraîna non seulement la nomination de l'Avocat Général Partarieu Lafosse, qui soutenait l'accusation, comme Conseiller à la Cour royale (2), mais l'envoi dans une Cour de province du Chef du Parquet Général de Paris, jugé responsable de la défaite de son subordonné : « J'étais convaincu, a dit Guizot dans ses mémoires (3), que dans les procès politiques, le ministère public à Paris avait souvent manqué d'habileté et de vigueur. Je demandai que Franck Carré, qui l'occupait plus honorablement qu'efficacement, fût appelé à la Première Présidence de la Cour de Rouen (4). » On pensa, cependant (5), qu'en reprochant à un aussi haut magistrat du Parquet des insuccès d'audience, on courait le danger de diminuer pour l'avenir, l'indépendance du magistrat. Lorsqu'il requérait dans les procès politiques, il risquait de ne plus apparaître comme l'organe de la justice, mais comme un instrument aux mains du pouvoir.

Hébert succéda (6) à Franck Carré ; il devait rester, pendant près de sept ans, jusqu'à sa nomination comme Garde des Sceaux, à la tête du Parquet Général de Paris. Comme son prédécesseur, il sortait de la Magistrature, mais sa carrière avait été encore bien plus rapide : il n'avait pas débuté en effet par les postes inférieurs de Juge auditeur ou de Substitut ; son poste de début avait été celui de Procureur du Roi à Rouen, qu'il avait obtenu en 1833, à 34 ans. Moins d'un an après, il était Procureur Général à Metz et deux ans après Avocat Général à la Cour de Cassation.

L'amitié de Guizot (7), qui voulait pour remplacer Franck Carré un homme courageux et énergique, le fit nommer Pro-

(1) Le 23 septembre 1841.

(2) Voir sur la disgrâce de Partarieu Lafosse, *infra*, p. 291.

(3) GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. VI, chap. XXXVIII, p. 355.

(4) Pour atténuer les effets de cette disgrâce, Franck Carré fut nommé Commandeur de la Légion d'honneur et Pair de France.

(5) *Le Droit* du 16 octobre 1841.

(6) Sur Hébert, Append. I¹²⁰. JULES FABRE, *Histoire du Barreau de Paris*, chap. IX, p. 331. THUREAU DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. V, p. 12. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXXI, pp. 255 à 258.

(7) GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. VI, chap. XXXVIII, p. 355.

cureur Général près la Cour de Paris. S'il n'avait pas la science philosophique et juridique de son prédécesseur, il était plus éloquent à la barre, car il aimait la lutte et la discussion. Son langage ne possédait pas toujours une grande pureté littéraire, mais il était nerveux ; sa parole incisive en faisait un adversaire redoutable. Par contre, il se plaisait mal aux audiences solennelles de rentrée, car sa tournure d'esprit était celle d'un praticien qui n'aimait guère ces généralités obligatoires. Il préférait les luttes de l'audience ; aussi entendit-on souvent « sa voix amère et pénétrante (1) » dans les grands procès qui se déroulaient devant la Cour des Pairs, comme l'affaire Lecomte, ou lors des importantes procédures criminelles devant la Cour d'assises (2).

Maintenant que nous avons étudié les Chefs de la Cour de Paris, voyons comment se recrutaient les autres membres de cette compagnie et d'abord les Présidents de Chambre.

Dix-sept places de Présidents de Chambre à la Cour royale de Paris vaquèrent de 1830 à 1848 (3). A part trois cas, ce furent toujours des Conseillers à la Cour de Paris qui furent promus à ces hautes fonctions. On exigeait de ces magistrats un long stage comme Conseiller, en moyenne treize ans.

Un de ceux-ci, le Président Dehérain (4), appartenait à la vieille bourgeoisie parisienne. Son père, qui était notaire à Paris, l'envoya, tout jeune encore, afin d'éviter les dangers de la tourmente révolutionnaire, chez un négociant de Hambourg où, seul, sans le secours d'aucun maître, il étudia le droit. Revenu en France, son jeune talent d'avocat avait été remarqué par le Procureur Général Bellart, qui le fit entrer en 1815 comme Substitut au Parquet de Paris. Sa carrière ne fut pas très rapide, cependant, à la révolution de Juillet, il fut fait Président de Chambre à 52 ans.

On lui doit une série de réformes heureuses : comme Président des assises, il introduisit l'usage d'adresser, après chaque session, des rapports au Ministre. Comme Président

(1) JULES FABRE, *Histoire du Barreau de Paris*, chap. IX, p. 331.

(2) Comme l'affaire de Donon Cadot, accusé d'avoir fait assassiner son père, banquier à Pontoise. Cf. BOUCHARDON, *Le Crime de Vouziers*, chap. XXXVI, p. 255. Le dernier P. G. de la Cour de Paris fut Delangle. Il n'y resta que du 22 mars 1847 au 24 fév. 1848. Nous l'avons étudié *supra*, p. 265.

(3) Voir Appendice VII, la liste des Présidents de Chambre qui furent en fonctions à la Cour de Paris durant la Monarchie de Juillet.

(4) Sur le Président Dehérain, voir Append. I¹²¹ et le *Monit.* du 14 octobre 1837.

de Chambre, il signala l'inconvénient des « cahiers d'information » où les Juges d'Instruction faisaient inscrire les témoignages à la suite les uns des autres, et il obtint que les dépositions de témoins fussent dorénavant constatées par feuilles séparées (1). Enfin, il avait des habitudes particulières pour régler son travail ; il réunissait à une même audience les affaires analogues, car il pensait que l'esprit comprend plus facilement une difficulté lorsqu'il est constamment tendu vers les mêmes sujets. Aussi, chacune de ses audiences avait-elle sa spécialité. Une autre pensée le préoccupait, celle de classer également les procès d'après leur degré d'urgence ; et il estimait injuste, par exemple, de juger une question sans intérêt actuel avant une incompétence ou une mise en liberté. Telle était la scrupuleuse activité du Président Dehérain, qui mourut en fonctions en 1837.

Parmi les Conseillers à la Cour royale de Paris (2) que la Monarchie de Juillet trouva en fonctions, une figure se détache, celle du Conseiller Monmerqué, dont toute la vie judiciaire s'était déroulée dans cette compagnie (3). Il avait débuté comme Juge auditeur à la Cour d'appel de Paris en 1809, il avait été Conseiller en 1813 et il devait le rester jusqu'à sa retraite survenue en 1852. Ses présidences d'assises, sous la Restauration, l'avaient rendu célèbre. Il y avait en 1822, dirigé les débats de l'affaire des Sergents de La Rochelle avec une impartialité telle, que Bories l'avait remercié après qu'il eut prononcé contre lui son arrêt de mort (4). Et cependant, plus de trente ans après, dans une lettre adressée au Prince Président (5), rappelant les rudes débats de cette affaire, il prétendait que s'il n'était pas arrivé à une Présidence de Chambre, c'était à cause des combats qu'il avait eu à soutenir dans ce procès contre la dangereuse secte des carbonari dont, plus tard, des membres influents étaient arrivés au pouvoir.

(1) Cf. la circulaire du 15 septembre 1835 de Martin du Nord, alors Procureur Général près la Cour de Paris (*Monit.*, 11 novembre 1835).

(2) Voir *supra*, livre III, chap. IV, I, ceux qui venaient des juridictions de l'ancien régime.

(3) Sur le Conseiller Monmerqué, voir Append. I¹²³. PINARD, *Histoire du Barreau*, t. I, p. 453. DE VALLÉE, *Conclusions et Réquisitoires*, 1883. Lettre à M. Rousse, p. 19. Discours de rentrée à la Cour Impériale du 3 novembre 1860 (*Monit.*, 4 novembre 1860).

(4) PINARD, *Histoire du Barreau*, t. I, p. 453. Sur sa bienveillance dans ce procès à l'égard de l'avocat Chaix d'Est Ange, alors débutant, voir BOUCHARDON, *Le Crime de Vouziers*, chap. XXI, p. 123.

(5) Lettre du 21 février 1852 qui est à son dossier aux Archives (Arch. BB⁶ II 303).

Il semble cependant (1), comme nous l'avons déjà vu, que ce soit l'amour des lettres qui l'ait fait rester simple Conseiller à la Cour royale de Paris. Ce fut en effet sa passion ; il s'était rendu par l'étude, le contemporain du ^{xvii}^e siècle et son nom est resté inséparable de celui de Madame de Sévigné (2), à laquelle il avait voué un véritable culte. De Vallée (3) l'a dépeint (4) : « Vous vous rappelez, a-t-il dit, ce vieux Conseiller qui, plus qu'aucun autre, rattachait la Magistrature aux lettres. J'ai vu un jour, chez lui, l'église où il pratiquait ce charmant culte : c'était dans une vieille maison de l'île Saint-Louis, au milieu d'une bibliothèque où Madame de Sévigné était la déesse, ayant autour d'elle sa sainte famille, notamment un ravissant portrait de Madame de Grignan..., au pied de tout cela, un prêtre fervent. » Le Conseiller Monmerqué regrettait peut-être le double galon d'or de la toque des Présidents de Chambre ; mais, regardant pour s'en consoler les quelques crayons de Raphaël qui ornaient son cabinet, il pouvait écrire au Garde des Sceaux, Martin du Nord, qui lui reprochait ses occupations littéraires : « Les lettres m'ont consolé (5) de bien des chagrins ; elles ont adouci pour moi, les rigueurs de la vie ; mais jamais elles ne m'ont fait négliger, le moins du monde, les devoirs de ma charge. »

Comment furent faites les promotions à la Cour royale de Paris pendant la Monarchie de Juillet ? (6). Soixante-neuf Conseillers y furent nommés durant cette période. Ce furent surtout des Vice-Présidents au Tribunal de la Seine (7) [23], des Substituts du Parquet Général [13], des Conseillers auditeurs [8] et des Juges au Tribunal de la Seine [8]. Les autres

(1) Voir *supra*, p. 275, les appréciations du P. P. Séguier sur son compte.

(2) Entre autres nombreux ouvrages, il publia *les Lettres de Madame de Sévigné*, en 10 vol. (1810-1819), *les Mémoires de M. de Coulanges* (1826) ; il collabora avec Petitot à la célèbre collection des *Mémoires sur l'histoire de France* (t. LI à LXXVIII, 1826-1829).

(3) Qui fut Avocat Général à la Cour d'Appel de Paris sous le Second Empire.

(4) DE VALLÉE, *Conclusions et Réquisitoires*. Lettre à M. Rousse, p. 19.

(5) Lettre à G. d. S., 27 novembre 1842 (Arch. BB⁶ 255 21 A).

(6) Voir Append. XI la liste par ordre chronologique des nominations sous la Monarchie de Juillet aux fonctions de Conseillers à la Cour Royale de Paris.

(7) Voir Append. XIII la liste par ordre chronologique des Vice-Présidents du Tribunal de la Seine, avec l'indication de leur promotion à la Cour de Paris.

catégories furent utilisées plus rarement. Il y eut cependant trois avocats, un greffier en chef de la Cour de Paris, trois Conseillers de Cours de province, trois Procureurs Généraux, deux Présidents de Chambre de Cours de province, un Avocat Général près la Cour de Paris, deux anciens magistrats (1), un ancien Préfet de police et un Président de Tribunal (2).

A quel âge accédait-on, sous la Monarchie de Juillet, à ces hautes fonctions ? C'était en moyenne à 45 ans. Mais si les nominations des sexagénaires étaient rares (3), par contre certains arrivaient à la première Cour d'Appel du royaume aux environs de la trentaine. Le plus jeune Conseiller à la Cour de Paris, nommé à cette époque, fut, comme on pouvait s'y attendre, le fils du Premier Président Séguier. Il n'avait que 27 ans quand il fut appelé dans cette compagnie et il n'était entré que depuis trois ans dans la Magistrature comme Conseiller auditeur (4). En 1830. Dupont de l'Eure appela à la Cour royale de Paris un jeune avocat de 33 ans, Taillandier (5). Ce fut un célèbre Président d'assises : ce fut lui qui dirigea, en 1831, les débats où furent jugés Lamennais et Lacordaire, et, en 1832, le procès de la conspiration de la rue des Prouvaires. Ce n'était pas seulement un juriste, car il était tourné par ses goûts du côté de l'archéologie et de l'histoire, et les nombreux écrits qu'il a laissés prouvent l'activité de son esprit. C'est ainsi qu'il consacra à Daunou, qui avait été son ami, un livre qui eut de la notoriété (6).

Un autre magistrat bien jeune, appelé à 34 ans à la Cour de Paris, Férey, fut lui aussi un Président d'assises renommé (7). Il avait été le secrétaire de Berryer, puis Conseiller auditeur ; il présida l'affaire La Roncière (8) et, en 1844, les

(1) Foucher et de Bastard d'Estang.

(2) Dozon, Président du Tribunal de Châlons-sur-Marne.

(3) Il y en eut cinq et une de septuagénaire.

(4) Sur Séguier fils, voir Append. I⁶² et *supra*, p. 206.

(5) Sur Taillandier, voir Append. I¹²³. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XXXI, pp. 412 à 416. Discours de rentrée à la Cour de Cassation, par l'Avocat Gén. Bedarrides, audience du 4 novembre 1867 (*Monit.*, 5 novembre 1867).

(6) Sous le titre de *Documents biographiques sur DAUNOU*. Paris (1841). Il fit encore une série de travaux historiques et littéraires, par exemple sur *Les anciens registres de l'état civil de Paris*. Paris (1846).

(7) Sur Férey, voir Append. I¹²⁴. Discours de rentrée à la Cour de Cassation, par l'Avocat Gén. Bedarrides, audience du 4 novembre 1867 (*Monit.*, 5 novembre 1867). BÉRARD DES GLAJEUX, *Souvenirs d'un Président d'Assises*, chap. XIX, pp. 198 à 202.

(8) Sur cette affaire, voir *supra*, p. 214.

débats relatifs à l'assassinat du banquier Donon-Cadot (1). Il se faisait remarquer par sa langue élégante et grave et son talent dans les résumés qui terminaient alors les procès déferés au jury.

On aurait cependant une idée inexacte du recrutement des Conseillers de la Cour royale de Paris, en ne considérant que ces seules données. En effet, à partir d'une date qu'on peut fixer approximativement à 1836, les modalités de ce recrutement varient, en même temps que l'âge auquel on accède comme Conseiller à la Cour de Paris devient plus élevé. De 1836 à 1848, il n'y a plus que deux nominations de magistrats au-dessous de 38 ans, celles du fils du Premier Président à la Cour de Cassation, Etienne Portalis (2) et de son cousin, Auguste Portalis (3). En même temps, à partir de 1836, aucun élément étranger à la Magistrature n'accède plus à la Cour royale de Paris et ce sont les juridictions parisiennes qui fournissent le plus grand nombre des magistrats de la Cour.

Les Conseillers auditeurs avaient été longtemps bien oubliés. Après la nomination de Séguier fils (4), en 1830, et celle de Férey en 1834 (5), il fallut attendre 9 ans pour qu'un Conseiller auditeur devint titulaire. En 1843, intervint en effet (6) la loi du 27 juin, dont un des motifs invoqués avait été justement la situation précaire des Conseillers auditeurs : « [Ils] expient, lisait-on dans *Le Droit* (7), par une exclusion systématique, leurs grandeurs prématurées et les avantages trop appréciés du poste auquel ils aspirent ; ils ont un grand tort, ils n'ont pas d'héritiers, il n'y a pas moyen de tirer le moindre parti de leur succession, d'habiller personne avec leurs dépouilles... » En effet, on se le rappelle (8), leurs fonctions devaient être supprimées par extinction (9). Mais grâce à la loi du 27 juin 1843, cette année-là et en 1844, les derniers Conseillers auditeurs de la Cour de Paris furent promus Conseillers titulaires. Fait à noter, aucun de ces Conseillers auditeurs, nommés ainsi Conseillers à la Cour de Paris pendant la Monarchie de Juillet ne fut, à l'except-

(1) Voir *supra*, p. 283, note 2.

(2) Voir Append. I⁶⁴ et *supra*, p. 206.

(3) Voir Append. I⁶⁵ et *supra*, p. 207.

(4) Sur Séguier fils, voir Append. I⁶².

(5) Sur Férey, voir Append. I¹²⁴.

(6) Voir *supra*, p. 109.

(7) *Le Droit* du 30 mars 1842.

(8) Voir *supra*, p. 62.

(9) De par la loi du 10 décembre 1830.

tion de Férey promu Président de Chambre. Et ceci semblait devoir donner raison aux adversaires du noviciat ; quoiqu'ils fussent arrivés très jeunes dans la compagnie où devait s'écouler toute leur carrière judiciaire, seul parmi eux, Férey avait été reconnu capable de présider une audience.

Les Vice-Présidents du Tribunal de la Seine, et les Juges du Tribunal de la Seine formèrent la grande majorité des Conseillers (1), nommés durant la Monarchie de Juillet à la Cour de Paris. Eux, apportaient à la Cour royale un élément plus âgé et plus expérimenté.

En 1835, Gaschon, Juge d'Instruction à Paris, est promu Conseiller à la Cour de Paris à 55 ans (2). Pour lui, ce poste est le couronnement d'une carrière qui l'a fait longtemps évoluer dans le ressort de cette Cour, autour de la capitale, avant d'y prendre pied. Rigal (3), lui, était entré directement dans la Magistrature à l'âge de 39 ans, comme Juge d'Instruction à Paris. Il est vrai qu'il était déjà un avocat connu. Vice-Président en 1836, il accéda à la Cour royale de Paris en 1840, à 48 ans.

Quels étaient les collaborateurs des Procureurs Généraux de la Cour d'appel de Paris ? Le Parquet Général de cette Cour était fort occupé (4), surtout par les sessions d'assises qui y étaient permanentes. Il était, en effet, d'usage (5) d'attacher au service de la Cour d'assises, soit par année, soit par semestre, un Avocat Général et un Substitut du Procureur Général, et c'était pour ces magistrats qui requéraient ainsi, presque chaque jour dans des affaires criminelles aussi importantes que délicates, une lourde tâche. En 1863, Charrins, Avocat Général à la Cour de Cassation, faisant l'éloge d'un de ceux qui s'étaient le plus distingués dans ces fonctions, Plougoulm (6) disait : « Ce n'était pas une mince tâche d'être tous les jours sur la brèche, pendant des mois entiers, de poursuivre la vindicte publique dans de nombreuses affai-

(1) 31 sur 69.

(2) Sur Gaschon, voir Append. I¹²⁵. Discours de rentrée à la Cour impériale de Paris du 4 nov. 1867 (*Monit.*, 5 nov. 1867).

(3) Sur Rigal, voir Append. I¹²⁶. Discours de rentrée à la Cour impériale de Paris du 7 novembre 1869 (*Monit.*, 8 nov. 1869).

(4) Il y avait 4 Avocats Généraux et 11 Substituts du Procureur Général. A partir de la loi du 27 juin 1843 il y eut 5 Avocats Généraux et 10 Substituts du Procureur Général.

(5) Exposé des motifs et projet de loi relatif à l'augmentation du personnel de la Cour royale de Paris. Additif à la séance de la Chambre des Pairs du 4 avril 1842 (*Monit.* du 7 avril 1842).

(6) Discours de rentrée de la Cour de Cass., 3 nov. 1863 (*Monit.*, 4 nov. 1863). Sur Plougoulm, voir *infra*, p. 290 et p. 318.

res criminelles de droit commun ou de sévir contre tous les excès révolutionnaires, de lutter contre une presse redoutable, défendue tour à tour devant les Tribunaux par les avocats les plus éminents de tous les partis, et dans ces rencontres, de ne rester inférieurs à aucun d'eux. »

Les quinze Avocats Généraux (1) nommés sous la Monarchie de Juillet se recrutèrent presque entièrement parmi les Substituts du Procureur Général. Un seul avocat, Berville, fut nommé directement à ces fonctions (2) et il y resta pendant toute cette époque. Elevé à Amiens, où son père était secrétaire général de la Préfecture, c'est là qu'il commença à plaider et à s'adonner aux lettres et à la poésie. Venu au barreau de Paris, vers 1816, il remporta le prix de l'Académie Française pour son éloge de Rollin (3). Dès lors, l'attention publique se porta sur lui. En 1821, alors qu'il est devenu avocat politique, sa réputation littéraire le fait choisir par Paul-Louis Courier, qu'il défend (4). A la révolution de 1830, il devint Avocat Général, mais son amour des lettres ne fut pas diminué. Son talent à l'audience était fait de finesse et de modération ; c'est lui qui eut à requérir, en 1831, contre Lacordaire et Lamennais, pour des articles publiés dans le journal *L'Avenir*. Hors du Palais, il vivait dans un milieu très littéraire ; il était devenu gendre d'Andrieux, et il écrivait pour les réunions mondaines de petites poésies qui rappelaient les madrigaux du xvii^e s. En 1845, il les publia sous le titre de *Fragments oratoires et littéraires* (5). Mais ces occupations l'empêchaient d'être ambitieux ; aussi fut-il un des rares Avocats Généraux de cette époque qui n'accéda pas à la Cour de Cassation.

A cette seule exception près, tous les autres Avocats Généraux de la Cour de Paris nommés sous la Monarchie de Juillet avaient été auparavant Substituts du Parquet Général de Paris. Leur stage dans ces dernières fonctions était d'ailleurs fort variable : tandis que Franck Carré et Plougoulm y

(1) Voir Append. VIII la liste des Avocats Généraux de la Cour royale de Paris en fonctions sous la Monarchie de Juillet.

(2) Sur Berville, voir Append. I^{er}. Discours de rentrée de l'Avocat Gén. Ducreux, à la Cour impériale de Paris, du 3 nov. 1868 (*Monit.*, 4 nov. 1868). PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, pp. 68 à 95. JULES FABRE, *Histoire du Barreau de Paris*, chap. VI, p. 183. POUMIÉS DE LA SIBOUTIE, *Souvenirs d'un médecin de Paris*, chap. VII, p. 260.

(3) En 1817.

(4) Voir sur ce procès, *supra*, p. 257, note 2. Berville ne s'adonnait pas seulement à la poésie où il chantait surtout sa région d'Amiens ; il publia, de 1820 à 1827, avec Barrière, 53 volumes de *Mémoires relatifs à la Révolution*.

(5) *Fragments oratoires et littéraires*, par BERVILLE. Paris, 1845.

restent un an, il fallut à Partarieu Lafosse sept ans pour devenir Avocat Général.

L'Avocat Général qui laissa le plus grand souvenir à la Cour de Paris fut incontestablement Plougoulm, qui n'y resta cependant que quatre ans (1). Plusieurs années après son départ, le journal *Le Droit* (2) rappelait que c'était un prince de la parole qui avait dépassé tous ses prédécesseurs, et en 1865, Pinard indiquait (3) que c'était le magistrat le plus éloquent qui eût paru au Parquet depuis 60 ans. S'étant, tout jeune, destiné à l'enseignement, il avait poussé fort loin ses études littéraires (4); sa parole simple et austère, qui excellait à parler aux jurés, sentait l'homme nourri dans le commerce des anciens. Aussi, était-il de tous les procès de presse qui tenaient tant de place sous la Monarchie de Juillet. Fait assez curieux, il ne préparait rien à l'avance et il était l'homme de l'improvisation; mais, au début de ses réquisitoires, il manquait un peu de facilité d'élocution; il avait alors de l'hésitation, bientôt l'inspiration arrivait; lorsque la passion l'animait « sa pensée se dégageait comme d'un nuage (5) », et il imprimait à ses paroles « quelque chose de nerveux et de saisissant (5). Quoique tacticien habile, il savait faire preuve de pitié et lors de son éloge funèbre, on raconta qu'un jour, voyant la vie d'un accusé compromise par l'inexpérience d'un jeune défenseur, il se leva après la plaidoirie pour diminuer les effets de l'accusation que lui-même avait soutenue, et sauver ainsi une tête qui ne devait pas tomber.

Pendant longtemps, pour les affaires d'assises, Plougoulm eut un émule, avec qui il se partageait les procès criminels, Partarieu Lafosse (6). Mais à ce dernier n'était pas réservée la belle carrière presque normale qui amenait à la Cour de Cassation les Avocats Généraux près la Cour de Paris. Tout

(1) Sur Plougoulm, voir Append. I¹²⁸. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VII, p. 99.; chap. XXII, pp. 306-307. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, pp. 335-336. Discours de rentrée de l'Avocat Gén. Cass. Charrins, 3 nov. 1863 (*Monit.*, 4 nov. 1863). Voir *infra*, p. 318.

(2) *Le Droit* du 29 janv. 1840 et du 12 oct. 1845.

(3) PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, p. 335.

(4) Il traduisit les *Traité sur la vieillesse et sur l'amitié de Cicéron* en 1841, voir *infra*, p. 320 et, de 1861 à 1864, il publia une traduction des *Œuvres politiques de Démosthène*, qui est citée par DURUY, *Histoire des Grecs*. Paris, 1888, p. 623.

(5) PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VII, p. 99.

(6) Sur Partarieu Lafosse, voir Append. I¹²⁹, son dossier aux Archives (Arch. BB⁶ II 324), *Le Droit* du 5 nov. 1840, *Gaz. Trib.*, 25 avril 1841, 24 sept. 1841. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. II, pp. 30 et 31; chap. III, p. 51.

cependant, au début, semblait lui sourire. Il s'était déjà fait une place au barreau, quand la bienveillance particulière de Barthe, alors Procureur du Roi à Paris, le fit débiter le 28 septembre 1830, à 32 ans, comme Substitut à la Seine. Moins d'un an après, en 1831, il est à la Cour, comme Substitut du Procureur Général et il est de suite affecté au service des assises. Il porte la parole dans des causes qui retiennent vivement l'attention publique, notamment dans l'affaire La Roncière (1) où plaidaient Berryer et Chaix d'Est Ange, les grands avocats de l'époque. En 1839, il est Avocat Général et ses succès continuent aux assises. Cependant, un procès fort délicat (2), celui des gérants du journal *La France*, qui avaient reproduit des lettres attribuées à Louis-Philippe et qui étaient poursuivis pour offense au Roi, lui fit commettre une lourde maladresse en mettant en cause le Roi dans le désir de prouver que ces écrits n'émanaient pas du souverain. Dès lors, la question était posée sur un tel terrain que l'acquittal des journalistes, qui fut prononcé par la Cour d'assises, pouvait être interprété comme la condamnation du Roi.

La parole de Partarieu Lafosse fut jugée encore plus compromettante, dans l'affaire du *National*. Ce journal avait publié, le 11 décembre 1840, un article où, en parlant de la France trahie, avilie et ruinée, il ajoutait : « Le principal coupable, oh, nous savons bien qui il est, où il est. » Le Parquet estima qu'il s'agissait du Roi et poursuivit devant la Cour d'assises de la Seine le gérant du *National* pour offense au Roi (3). Là encore, l'Avocat Général Partarieu Lafosse manqua d'adresse. Il somma le *National* de dire qui, dans son esprit, faisait le malheur de la France depuis dix ans : « Si vous ne le nommez pas, nous vous disons que vous ne le nommez pas parce que vous avez voulu désigner le Roi. » Le jury acquitta, et le lendemain, triomphant, le *National* répondit qu'en effet, c'était bien le Roi qu'il avait voulu désigner (4). Cet échec, aggravé par cette nouvelle insolence,

(1) Sur ce procès, voir *supra*, p. 286 et p. 214.

(2) Voir PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. III, p. 51. Ce procès, qui s'ouvrit devant la Cour d'Assises de la Seine le 24 avril 1841, se termina par un verdict d'acquittal (*Gaz. Trib.*, 25 avril 1841).

(3) Le procès s'ouvrit le 23 sept. 1841. L'audience était présidée par le Conseiller Férey. Le Gérant fut acquitté (*Gaz. Trib.*, 24 sept. 1841).

(4) Le *National* du 24 sept. 1841. Le gérant du *National* fut poursuivi à nouveau et acquitté encore par la Cour d'Assises le 22 octobre 1841 (*Gaz. Trib.*, 23 oct. 1841). Le Roi s'était occupé lui-même de cette affaire (Voir sa lettre au G. d. S. Martin du Nord, 29 sept.

était trop cuisant. Le 18 octobre 1841, Partarieu Lafosse était relevé de ses fonctions d'Avocat Général et nommé Conseiller à la Cour d'appel de Paris (1). Cet exemple montre combien le rôle d'Avocat Général était périlleux à cette époque.

Trente-quatre Substituts du Procureur Général (2) furent nommés à la Cour de Paris sous la Monarchie de Juillet. Ce furent surtout des Substituts à la Seine [21]. Il y eut également des avocats nommés directement [6], mais ce fut seulement pendant les premières années de la Monarchie de Juillet qui avaient été, nous l'avons déjà vu, si favorables aux membres du barreau. Il y eut encore trois nominations d'Avocats Généraux de Cours royales de province et trois de Procureurs du Roi de villes importantes (3). Un seul membre du siège, Boulloche, Juge d'Instruction à Paris, accéda à ces fonctions.

C'étaient, en règle générale, de très jeunes magistrats que ces Substituts du Procureur Général de Paris. Onze seulement furent promus après la quarantaine ; certains, comme Nouguier, Persil et Tardif avaient moins de trente ans ; le plus âgé, Boulloche, avait 52 ans.

On comprend cet âge peu élevé : les fonctions de Substitut du Procureur Général près la Cour royale de Paris étaient des fonctions actives et militantes. C'étaient au surplus des fonctions de passage le plus souvent et nous avons déjà étudié la plupart de ces magistrats quand ils devinrent Avocats Généraux ou membres de la Cour de Cassation.

§ 3

Comme la Cour de Cassation et la Cour royale de Paris, le Tribunal de la Seine n'eut, pendant toute la Monarchie de Juillet qu'un seul chef, le Président Debelleyme (4). Ce haut

1841). TASCHEREAU, *Revue rétrospective ou Archives secrètes du dernier Gouvernement, d'après les papiers trouvés aux Tuileries*. Paris, 1848, p. 230.

(1) Nous avons vu plus haut, p. 282, que son Chef, le P. G. Franck Carré, fut disgracié en même temps.

(2) Voir Append. XII la liste, par ordre chronologique, des nominations sous la Monarchie de Juillet aux fonctions de Substituts du Procureur Général près la Cour de Paris.

(3) Lyon et Versailles.

(4) Sur le Président Debelleyme, voir Append. I. JULES FABRE, *Histoire du Barreau de Paris*, chap. V, p. 151. EDMOND ROUSSE, *Discours, plaidoyers*. Notice sur Sapey, p. 236. DE VALLÉE, *Conclusions et réquisitoires*. Lettre à M. Rousse, p. 16. Discours de rentrée à la Cour de Cassation du 4 nov. 1862 (*Monit.*, 5 nov. 1862). Notice sur le Président Debelleyme, signée PERRAND DE THOURY. Paris (1862).

magistrat devait rester 27 ans à la tête de cette compagnie, du 13 août 1829 au 29 décembre 1856, date de sa nomination à la Cour de Cassation.

Debelleyme n'appartenait pas, comme Séguier, à une grande famille judiciaire, ni comme le comte Portalis à une lignée de grands juristes. Son père, officier de génie, géographe et collaborateur de de Cassini, était devenu Chef de la division topographique aux archives du royaume. Après de très bonnes études, Debelleyme fut reçu avocat à vingt ans ; il sut s'y distinguer par de brillantes improvisations : il entra dans la Magistrature à 27 ans comme Substitut à Corbeil. Sa carrière fut brillante sans être très rapide. A 37 ans, en 1824, il est Vice-Président du Tribunal de la Seine et à 39 ans, Procureur du Roi à Paris, le 12 juillet 1826. Il y succédait aux grands magistrats qu'avaient été Jacquinet de Pampelune et Bellart et il sut montrer un certain libéralisme dans les affaires politiques. Après la chute du ministère Villèle et l'accession au pouvoir du ministère Martignac en 1828, il fut mis à la tête de la Préfecture de police. Là, il se fit connaître des Parisiens par une série de mesures heureuses, mais aussitôt l'arrivée du ministère Polignac, il donna sa démission et fut nommé, le 13 août 1829, Président du Tribunal de la Seine. Le Palais, qui luttait contre l'esprit réactionnaire, salua avec joie son arrivée. Le Président Debelleyme accentua encore ses tendances libérales, et, comme il venait d'être élu député de la Dordogne, il fut du nombre des députés qui ne votèrent point l'adresse au Roi Charles X.

Aussi prêta-t-il serment avec joie, à la Monarchie de Juillet et fut-il très dévoué au nouveau régime. Le rôle du Président du Tribunal de la Seine était particulièrement important (1). Non seulement ses fonctions l'appelaient à la présidence de la première Chambre du Tribunal, mais encore, il devait s'occuper d'une Magistrature spécialement importante dans la capitale, la tenue des référés, et il jugeait 8.000 affaires de ce genre par an en moyenne. Son activité l'avait tellement bien prédisposé à ce rôle qu'on l'appela un jour, le dictateur des référés (2). Très expéditif, il pouvait se permettre d'examiner rapidement les affaires grâce à sa sagacité et à la promptitude de son coup d'œil, et cela au milieu des plaideurs qui l'assourdisaient de leurs expli-

(1) Cf. le rapport de de Vatimesnil à la Chambre des députés. Séance de la Chambre des députés du 13 février 1832 (*Monit.*, 15 fév. 1832).

(2) Cf. ROUSSE, *op. cit.*, p. 237.

cations (1). A l'audience, plus maître de lui que le Premier Président Séguier, il n'interrompait jamais les avocats dans leurs plaidoiries, et ici il faut citer encore les paroles mêmes du bâtonnier Rousse (2) : « Il demandait grâce avec un air si spirituel, un geste si rassurant, et un sourire si plein de promesses ; il adressait aux deux avocats, tour à tour, des signes d'intelligence si obligeants que, se voyant compris à demi-mot, ils s'asseyaient à moitié route, et que, par une illusion bien agréable, le procès semblait gagné certainement des deux côtés à la fois... le lendemain on avait toute la surprise. »

Tandis qu'un seul Président reste à la tête du Tribunal de la Seine durant toute la Monarchie de Juillet, quatre Procureurs du Roi se succédèrent comme Chefs du Parquet : Barthe, Comte, Desmortiers et Boucly.

Il y eut là deux sortes de recrutement : les premiers Procureurs, Barthe (3) et Comte (4), étaient des avocats que leur zèle dans l'opposition, lors de la Restauration, avait signalés et que les journaux avancés, tels que le *Constitutionnel*, avaient poussés à ces hauts postes. Appelés seulement par la politique à ces délicates fonctions, ils ne purent les occuper longtemps. Barthe y resta moins de deux mois ; Comte était l'ami et le protégé de Merilhou, alors Garde des Sceaux. Il refusait d'exécuter les ordres du Procureur Général dans les poursuites qui intéressaient les hommes de son parti ; aussi, sa révocation fut-elle décidée, mais Merilhou démissionna pour ne pas avoir à la signer. Dès le début de 1831, il fallut donc faire appel à un magistrat de carrière, Desmortiers (5), Conseiller à la Cour royale de Paris qui, fait assez curieux, était resté longtemps magistrat du siège. Desmortiers

(1) Cf. *Notice* de PERRAND DE THOURY, p. 4. DEBELLEYME publia en 1837 : *Ordonnances du Président du Tribunal civil de la Seine* et, en 1844, la 2^e édition de cet ouvrage sous le titre : *Ordonnances sur requêtes et sur référés selon la jurisprudence du Tribunal de la Seine*. La 3^e édition parut en 1855. Ces livres ont été longtemps d'un usage constant dans les Tribunaux.

(2) ROUSSE, *Discours et plaidoyers*. Notice sur Sapey, p. 237.

(3) Sur Barthe, voir Append. I⁴⁰ ; *Le Constitutionnel*, 4 oct. 1830, *Le Premier Président Barthe*, Paris (1864). PINARD, *Histoire du Barreau*, t. II, pp. 96 à 122. PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VI, p. 91. POUMIÈS DE LA SIBOUTIE, *Souvenirs d'un Médecin de Paris*, chap. VII, pp. 231 et 287.

(4) Sur Comte, voir Append. I³⁰. VICTOR DE NOUVION, *Histoire du règne de Louis-Philippe I^{er}*, t. II, p. 256. DUC DE BROGLIE, *Souvenirs*, t. IV, p. 221. GUIZOT, *Mémoires de mon Temps*, t. II, chap. XI, p. 178.

(5) Voir sur Desmortiers, Append. I¹²¹.

demeura onze ans dans ces fonctions qu'il quitta pour prendre sa retraite. Il fut remplacé par Boucly (1), Avocat Général près la Cour royale de Paris qui, lui, avait fait sa carrière dans les Parquets, spécialement dans les Parquets Généraux. Seul des Procureurs du Roi de Paris de cette époque, Boucly accéda plus tard à la Cour de Cassation.

Si, comme nous l'avons vu plus haut, les fonctions du Président du Tribunal de la Seine étaient difficiles, celles des Vice-Présidents étaient également fort délicates et pour être à la tête des diverses Chambres du Tribunal, il leur fallait d'abord connaître parfaitement les habitudes particulières du Tribunal de la Seine. Aussi, comprend-on, que sur les 27 magistrats (2) qui, de 1830 à 1848, furent nommés Vice-Présidents du Tribunal de la Seine, 26 appartenaient déjà à cette juridiction où ils étaient soit Juges, soit Substituts (3).

Ces fonctions de Vice-Président au Tribunal de la Seine, auxquelles on accédait en général entre 40 et 50 ans, étaient des postes de passage qui, presque nécessairement, amenaient leurs titulaires à un siège de Conseiller à la Cour royale de Paris. Sur les 27 Vice-Présidents de cette époque, 19 eurent la robe rouge sous la Monarchie de Juillet, et 7 après 1848 (4), et pour promouvoir ces magistrats à la Cour royale, on semble avoir suivi un certain ordre d'ancienneté.

Y avait-il quelques règles qui présidaient à cette époque au recrutement des Juges du Tribunal de la Seine ? Le Conseiller à la Cour de Cassation Gaillard (5), dans ses Mémoires (6), raconte une conversation qu'il eut avec le Procureur Général Bellart, en 1824, à propos de la nomination de son fils, Camille Gaillard (7), comme Juge au Tribunal de la Seine. Le Procureur Général lui avait indiqué qu'il avait obtenu que sur trois places vacantes successivement au Tribunal de la Seine, une fut donnée à un Juge suppléant du Tribunal de la Seine, la seconde à un des magistrats de la Cour royale de Paris ; la troisième étant

(1) Voir sur Boucly, Append. I¹³².

(2) Voir Append. XIII la liste, par ordre chronologique, des Vice-Présidents du Tribunal de la Seine nommés sous la Monarchie de Juillet.

(3) Un seul Substitut, Brethous de la Serre, fut ainsi nommé.

(4) Voir Append. XIII.

(5) Voir Append. I²⁹.

(6) Cf. Baron DESPATYS, *Magistrats et criminels*, d'après les *Mémoires* de GAILLARD, chap. XIII, p. 329.

(7) Sur Camille Gaillard, voir Append. I²⁸ et *supra*, p. 81.

sans condition réservée à la faveur du Roi. Déjà, sous la Restauration, ce règlement n'était pas strictement appliqué. Sous la Monarchie de Juillet on en parlait encore (1) et il ne semble pas avoir été complètement perdu de vue.

En effet, sur 80 magistrats nommés durant cette période Juges au Tribunal de la Seine (2), les Juges suppléants étaient 31, et il y avait 23 magistrats du ressort (9 Présidents de Tribunaux, 1 Vice-Président, 8 Procureurs du Roi, 4 Juges, 1 Substitut) (3). Ces chiffres se rapprochaient donc de la proportion du tiers indiquée dans le règlement du Procureur Général Bellart. Furent encore nommés Juges au Tribunal de la Seine : 7 avocats, 9 Substituts à la Seine, 2 Conseillers de Cours royales de province, 2 Conseillers auditeurs à la Cour de Paris, 2 Directeurs du personnel et un Juge de paix de Paris.

Les Juges suppléants du Tribunal de la Seine avaient donc dans ces nominations, une situation privilégiée (4). On s'en plaignait d'ailleurs : dans son rapport fait en 1840, à la Chambre des députés, sur le projet de loi concernant les Juges suppléants du Tribunal de la Seine (5), Berville constatait que le Tribunal de la Seine est assiégé par tant de concurrences actives et redoutables que l'avancement se trouve en quelque sorte paralysé. Aux candidats légitimes viennent, disait Berville, se joindre les Juges suppléants. Ceux-ci, disait-il, sont en général choisis parmi les jeunes gens aisés de la capitale. Une famille riche et influente aime à ne pas se séparer du fils qu'elle destine à la carrière de la Magistrature. On obtient pour lui une place de Juge suppléant ; là, les mêmes influences qui l'ont fait admettre protègent son avancement ; après tout, il remplit les fonctions de Juge, pourquoi n'en aurait-il pas le titre ? C'est ainsi, concluait Berville, que, sans injustice apparente, et par le seul effet d'une position privilégiée, les jeunes suppléants, après

(1) Cf. le *Monit.* du 15 août 1839, à propos de la nomination comme Juge à la Seine de Perrin, Président à Reims.

(2) Voir Append. XIV la liste, par ordre chronologique, des Juges au Tribunal de la Seine nommés pendant la Monarchie de Juillet.

(3) Presque tous les Présidents, Procureurs, Juges ou Substituts nommés Juges au Tribunal de la Seine appartenaient au ressort de la Cour royale de Paris (23 sur 26). Voir *supra*, p. 271.

(4) Cf. *Lettre d'un Juge suppléant du Tribunal de Paris à un jeune Avocat ou Réflexions sur l'avancement dans l'ordre judiciaire*, p. 9.

(5) Cf. *Monit.*, 18 mai 1840. Voir sur cette question, *supra*, livre III, chap. I, II, Les projets sur le Noviciat.

quelques années d'un facile exercice qui ne les a point séparés de leurs familles et de leurs relations sociales, se voient appelés aux emplois que sollicitent en vain, après quinze ou vingt ans d'éloignement, les meilleurs magistrats du ressort.

Et, ce qui montrait jusqu'à quel point les Juges suppléants étaient avantagés par rapport aux membres des Tribunaux du ressort de Paris, c'est que, depuis la fin de 1830 jusqu'au mois de mai 1840, 80 places avaient vaqué tant au Tribunal qu'au Parquet de la Seine ; or, 28 de ces postes leur avaient été donnés alors que les Juges suppléants étaient au nombre de 16 et que le ressort de la Cour royale de Paris comptait 191 magistrats. Aussi qu'arrivait-il ? Martin du Nord, alors Garde des Sceaux, racontait à la Chambre des Pairs (1) que, lorsqu'il était Procureur Général à la Cour de Paris, il avait vu des Présidents et des Procureurs du ressort de Paris ayant 50 ans d'âge et 20 ans de services qui, se voyant pour les postes du Tribunal de la Seine, préférer des Juges suppléants de 28 ans, demandaient alors à être Juges suppléants. Et, effectivement, il y eut à notre époque Bazire, Procureur à Coulommiers, Meynard de Franc, Procureur à Arcis-sur-Aube et Cadet Gassicourt, Procureur à Troyes, qui devinrent, sur leur demande, Juges suppléants au Tribunal de la Seine (2).

Les éléments jeunes arrivaient Juges au Tribunal de la Seine, par la suppléance. Rares sont les Juges suppléants nommés Juges titulaires qui dépassent 40 ans. Cependant, comme nous l'avons constaté pour les Conseillers auditeurs, on est obligé de dire que ce recrutement parmi les Juges suppléants ne paraît pas avoir donné de magistrats particulièrement brillants. Deux seulement, Zangiacomi (3) et Puisseux (4) deviendront, à la fin de leur carrière, Conseillers à la Cour de Cassation, mais à côté, combien qui, arrivés très jeunes au Tribunal de la Seine, y termineront leur carrière ! tels Theurier de Pommyer, Vanin de Courville, Delahaye et Bazire.

Neuf Substituts au Tribunal de la Seine furent nommés Juges, délaissant ainsi les luttes du Parquet pour les occu-

(1) Séance de la Chambre des Pairs du 5 mars 1841 (*Monit.*, 6 mars 1841).

(2) Respectivement les 13 août 1833, 17 novembre 1834, 13 juillet 1837. Nous avons vu plus haut, p. 273, le cas d'Hely d'Oissel, Sub. P. G. Caen, se faisant nommer Juge suppléant au Tribunal de la Seine le 10 mars 1832.

(3) Voir Append. I⁷⁶ et *supra*, p. 209.

(4) Voir Append. I¹³³.

pations plus calmes du siège ; leur carrière s'en ressentit quelque peu ; aucun n'arriva à la Cour suprême : c'étaient d'ailleurs, presque tous, des magistrats dépassant la cinquantaine, qui étaient restés de 16 à 19 ans Substituts.

Dix Présidents de Tribunaux furent nommés Juges au Tribunal de la Seine et on peut s'étonner qu'un huitième seulement des places du premier Tribunal du royaume aient été ainsi réservées à des magistrats qui, plus que les autres, étaient préparés à juger les affaires civiles.

C'étaient des magistrats d'âge qui arrivaient ainsi au Tribunal de la Seine. Pas un n'avait moins de 40 ans. Fait assez curieux : alors que ce mode de recrutement paraît des plus normal, il s'arrête du 21 octobre 1830 au 9 août 1839. C'est surtout en 1841 qu'il est utilisé : cette année-là, trois Présidents du ressort de la Cour de Paris sont nommés. Parmi eux se trouve Broussais, le célèbre Juge d'Instruction des grandes affaires de la Monarchie de Juillet, qui eut notamment à s'occuper de l'assassinat de la duchesse de Praslin (1).

Neuf Procureurs du Roi furent, au cours de la Monarchie de Juillet, nommés Juges au Tribunal de la Seine. Ils étaient plus jeunes que les Présidents appelés à ces mêmes fonctions. Trois Procureurs de Versailles sont ainsi promus : Perrot, Salmon et de Molènes (2). Deux de leurs successeurs Jallon et Rabon, auront plus de chances ; eux seront appelés directement (3) au Parquet Général de la Cour de Paris comme Substituts. On voit par cet exemple les inégalités assez choquantes auxquelles, en l'absence de toute hiérarchie, on arrivait à l'époque de la Monarchie de Juillet.

Par ce mode de recrutement, Michaux (4), Procureur du Roi à Fontainebleau, fut nommé Juge à Paris. C'était un magistrat âgé qui devait trouver là le terme de sa carrière. Il était lié avec Béranger, aimait les vers et en faisait même (5).

Il y eut à cette époque un simple Substitut de Melun, Jarry, âgé de 29 ans, qui fut promu Juge au Tribunal de la

(1) Cf. ROUSSELET, *L'Affaire du Duc de Praslin et la Magistrature*.

(2) Respectivement les 4 août 1832, 21 mai 1837, 23 avril 1841.

(3) Respectivement les 7 août 1843 et 22 déc. 1846.

(4) Sur Michaux, voir Append. I¹⁹⁴. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. II, p. 93.

(5) Il publia en 1841, à propos du retour des Cendres, une plaquette de vers : *Le Retour de l'Empereur*, par CLOVIS MICHAUX. En 1855, il édita ses poésies (*Poésies*, par CLOVIS MICHAUX. Paris, 1855). Ces vers sont d'ailleurs assez ternes (Cf. *Le Retour de l'Empereur*, p. 7).

Seine. Cette précocité était très rare et seuls Portalis et Debelleye accédèrent au Tribunal de la Seine à un âge moindre ; encore étaient-ils fils de très hauts magistrats, et avaient-ils, soit comme Conseiller auditeur, soit comme Juge suppléant, fait déjà un stage dans les juridictions parisiennes. Mais, pour Jarry, rien de pareil ; il avait été seulement trois ans Substitut au Tribunal de Melun et quatre ans Substitut à Nogent-le-Rotrou et c'est cette formation qui avait été jugée suffisante pour lui permettre d'accéder au premier Tribunal du royaume (1). Une seule explication de cet avancement extraordinaire est possible : son père (2) était Vice-Président au Tribunal de la Seine ; il n'avait que 62 ans ; les places de Vice-Président étaient rares et demandées ; il démissionna le 14 août 1830 (3), vraisemblablement sous la condition qu'on nommât son fils Juge au Tribunal de la Seine, ce qui fut fait un mois après.

Cinq Juges de Tribunaux furent promus au Tribunal de la Seine ; il y eut parmi eux trois Juges de Versailles et un Juge de Melun. Comme celui de Jarry, l'avancement de Lepeletier d'Aunay, Juge au Tribunal de Melun, promu directement Juge au Tribunal de la Seine, était exceptionnel (4). De grandes relations (5) lui permirent d'obtenir cette nomination.

Le Parquet du Tribunal de la Seine occupait en 1830 15 magistrats comme Substituts, et en 1844, il y en avait 21 : c'est dire son importance. Indépendamment des luttes d'audience souvent difficiles, la besogne administrative y était considérable. Il n'y eut, pendant toute la Monarchie de Juillet, que 52 nominations de Substituts au Parquet de la Seine (6).

On nommait à ces fonctions de très jeunes magistrats : Ferdinand Barrot, frère d'Odilon Barrot, a 24 ans en 1830, quand il est fait Substitut au Tribunal de la Seine. Persil Nicolas, fils du Garde des Sceaux, a également 24 ans (7). Et cette extrême jeunesse n'était pas l'apanage de certains pri-

(1) Voir sur Jarry fils, Append. I¹³⁵.

(2) Voir sur Jarry père, Append. I¹⁶. Voir *supra*, p. 65.

(3) Voir sur les démissions conditionnelles, *supra*, pp. 221 et suiv.

(4) Voir sur Lepeletier d'Aunay, Append. I¹³⁶.

(5) Cf. Discours de rentrée de l'Avocat Gén. Ducreux, à la Cour impériale de Paris, 3 nov. 1868 (*Monit.*, 4 novembre 1868).

(6) Voir Append. XV, la liste, par ordre chronologique, des Substituts au Tribunal de la Seine, nommés pendant la Monarchie de Juillet.

(7) Il est nommé le 31 juillet 1835.

vilégiés. Dix autres furent promus à moins de trente ans et vingt-neuf à moins de quarante.

Si l'on étudie en détail les différentes sources de recrutement des Substituts au Tribunal de la Seine, on remarque la prédominance des Juges suppléants [13] et des Procureurs du Roi [16]. Ensuite, sont nommés des Substituts de tribunaux [10] et des avocats [8]. Il y eut encore les promotions exceptionnelles, d'un auditeur au Conseil d'Etat, d'un Conseiller auditeur, d'un Substitut du Procureur Général de province et d'un ancien magistrat.

Au début, jusqu'en 1833, il y eut là, comme dans toutes les branches du ministère public, afflux d'avocats, tandis qu'après cette date, cette source de recrutement se tarit. C'est ainsi que jusqu'au 1^{er} janvier 1833, on nomma Substituts au Tribunal de la Seine 7 avocats sur 15, alors que pendant tout le reste de la Monarchie de Juillet on n'en promut plus qu'un (1).

Ce sont donc, de beaucoup, les Juges suppléants du Tribunal de la Seine qui sont le plus souvent nommés Substituts au Tribunal de la Seine. A la différence de ce que nous avons constaté pour les Juges, ce sont là souvent des magistrats d'avenir dont plusieurs accéderont à la Cour de Cassation (2).

Parmi les Procureurs nommés Substituts au Tribunal de la Seine, il y a des Procureurs de Tribunaux importants, comme celui de Versailles, mais il y a aussi le Procureur de Provins et celui de Sainte-Menehould. Il y a plus : l'absence de toute règle de hiérarchie fait qu'un Procureur de Versailles, Dubarle, est nommé Substitut à la Seine, le 12 décembre 1841, alors que c'est le poste qu'obtiennent, au cours de la Monarchie de Juillet, sept Substituts du même Tribunal de Versailles (3). Un simple Substitut du Tribunal de Melun est même appelé aux fonctions de Substitut au Tribunal de la Seine le 22 avril 1843. C'était le fils du Conseiller à la Cour de Cassation, de Gaujal, ce qui explique cette promotion extraordinaire. Lui-même (4) devait plus tard accéder à la Cour suprême.

(1) Ternaux, le 11 nov. 1837.

(2) Lascoux en 1863, Hely d'Oissel en 1864, Meynard de Franc en 1859.

(3) Et pourtant DUBARLE était un esprit fin et distingué qui avait écrit une *Histoire de l'Université depuis l'origine*. Paris, 1829, 2^e éd., 1844. Sur Dubarle, voir Append. I¹³⁷ et Discours de rentrée de l'Avocat Gén. Descoutures, à la Cour impériale de Paris, du 3 nov. 1871 (*J. O.* du 4 nov. 1871).

(4) Sur de Gaujal fils, voir Append. I¹³⁸ et le Discours de rentrée

Tel fut le recrutement des juridictions parisiennes sous la Monarchie de Juillet : on ne peut s'empêcher d'être frappé de l'absence de règles fixes d'avancement, ce qui permet d'appeler à ces compagnies judiciaires privilégiées, ceux qui plaisent au pouvoir ou ceux qui ont des parents puissants. Sous la Restauration, le Procureur Général Bellart disait au Conseiller à la Cour de Cassation Gaillard (1) : « Le gendre de M. le Garde des Sceaux Peyronnet deviendra Substitut à la Seine ; ce jeune homme finit son droit et n'a pas encore prêté serment comme avocat ; mais aux âmes bien nées... » Et effectivement, cette nomination eut lieu. Sous la Monarchie de Juillet, il n'y a rien de bien changé : les deux fils du Garde des Sceaux Persil (2), le fils du Premier Président Portalis (3), le fils du Premier Président Séguier (4), le fils du Président Debelleye (5), accèdent, tous très jeunes, aux juridictions parisiennes, alors que des Présidents et des Procureurs âgés, et aux services anciens, attendent en vain les places.

IV

§ 1^{er}. *Les Chefs des Cours royales de Province.* — § 2. *Les Magistrats du siège.* — § 3. *Les Magistrats des Parquets Généraux.*

§ 1^{er}

Les Premiers Présidents des Cours royales jouissaient d'un grand prestige. Ils avaient été peu touchés par la révolution de Juillet. Tandis que les Procureurs Généraux, sauf de rares exceptions, avaient été alors presque tous remplacés, les événements de Juillet 1830 laissaient en fonctions, et ce n'était pas un mince résultat du maintien de l'immovibilité, seize Premiers Présidents.

Cette grande stabilité, on la retrouve au cours même de la

du P. G. Renouard, à la Cour de Cass., le 4 nov. 1872 (*J. O.*, 5 nov. 1872).

(1) Baron DESPATYS, *Magistrats et criminels*, d'après les *Mémoires* de GAILLARD, chap. XIII, pp. 326, 330.

(2) Voir sur Persil Joseph-Eugène, Append. I¹⁸⁹ et sur Persil Nicolas-Jules, Append. I¹⁴⁰.

(3) Voir sur Portalis fils, Append. I⁶⁴.

(4) Voir sur Séguier fils, Append. I⁵².

(5) Voir sur Debelleye fils, Append. I⁶⁸.

Monarchie de Juillet. Tandis que de 1830 à 1848 il y eut 86 nominations de Procureurs Généraux, il y eut seulement 38 promotions aux hautes fonctions de Premiers Présidents (1). Aussi y a-t-il encore à ces postes, en 1848, des Premiers Présidents qui, déjà en 1830, se trouvaient à la tête des Cours. C'est ainsi que Colonna d'Istria (2) est Premier Président de la Cour royale de Bastia de 1823 à 1854, et de Belbeuf (3), Premier Président de la Cour royale de Lyon, de 1829 à 1848. Sont encore en fonctions lors de la révolution de février : Alviset, promu le 20 août 1830 Premier Président de la Cour de Besançon, Mater nommé le 12 septembre 1830 Premier Président de la Cour de Bourges, Charpentier élevé le 21 septembre 1830 à la Première Présidence de la Cour de Metz et Desmazières nommé le 10 septembre 1830 Premier Président de la Cour d'Angers.

Les mutations parmi les Premiers Présidents étaient fort rares et ces hauts magistrats mouraient ou prenaient leur retraite aux postes où ils avaient été nommés (4).

Beaucoup avaient un certain âge lorsqu'ils étaient mis à la tête des Cours royales. En effet, si les nominations de Lemeunier (5) comme Premier Président de la Cour de Caen à 84 ans, le 3 décembre 1830, et de Eude comme Premier Président à Rouen à 73 ans, le 11 août 1833, sont des exceptions, il est certain, d'autre part, qu'on ne retrouve plus de jeunes Premiers Présidents de 38 ans, comme l'avait été, sous la Restauration, de Belbeuf à Lyon. L'âge moyen auquel on accède aux fonctions de Premier Président de Cour royale de province est de 50 ans (6).

Parmi les Premiers Présidents que la Monarchie de Juillet trouva en fonctions en 1830, se trouvait le Premier Président de la Cour royale de Bastia, Colonna d'Istria (7). C'était

(1) Voir Append. XVI, la liste, par ordre chronologique, des Premiers Présidents des Cours royales, nommés sous la Monarchie de Juillet.

(2) Sur Colonna d'Istria, voir Append. I⁴¹.

(3) Sur de Belbeuf, voir Append. I⁴².

(4) Il y eut dans ce haut personnel, de 1830 à 1848, 14 décès, 3 mises à la retraite, 9 démissions, 9 nominations à la Cour de Cassation et seulement une mutation.

(5) Sur Lemeunier, voir Append. I³² et *infra*, p. 309.

(6) Le plus jeune paraît avoir été Franck Carré, l'ancien P. G. près la Cour royale de Paris, qui partait cependant en disgrâce. Il fut nommé P. P. à Rouen à 41 ans. Voir Append. I¹⁹.

(7) Sur Colonna d'Istria, voir Append. I⁴¹. Rapport de l'Avocat Gén. Sigandy, de Bastia, du 23 fév. 1849, à G. d. S., à son dossier aux Archives. *Notice biographique* par KAEMPFFEN, 1860.

un magistrat de l'Empire. Il avait été nommé grâce à l'influence napoléonienne, Procureur Général près la Cour impériale de Bastia en 1811, à l'âge de 29 ans, alors qu'il avait pour toute expérience celle qu'il avait pu acquérir pendant six ans comme Procureur impérial à Ajaccio. Quoiqu'il eût bénéficié de la protection de l'Empereur au début de sa carrière, il avait eu l'adresse de se maintenir à son poste sous la Restauration, grâce à la toute puissance de Pozzo di Borgo, l'ennemi des Bonaparte, dont son fils avait épousé la nièce. Fort de cet appui, il fut, le 4 juin 1823, à 44 ans, nommé Premier Président de la Cour de Bastia, où il devait rester pendant trente ans. C'est dire qu'il sut faire preuve d'une grande habileté politique. Il semble qu'il fut cependant toujours de tendances légitimistes qu'il sut dissimuler. Ce qui montre ses opinions, c'est qu'en 1829, il avait été le candidat de Polignac aux élections de la Corse. Il avait même été élu député, et la Chambre avait annulé sa nomination comme entachée de fraude. Après 1830, il tenta de reprendre sa position ; mais il échoua après de longues luttes.

Colonna d'Istria était donc incontestablement un personnage politique de la Corse et un homme de parti. Il savait aussi protéger les siens. Lui-même était le gendre d'un Procureur Général près la Cour impériale d'Ajaccio, le Procureur Général Chiappe, et il voyait son frère Conseiller dans sa propre Cour ; de plus, son gendre, Suzzoni, plaidait malgré l'usage devant lui, et l'on prétendait que la situation du Premier Président influait sur sa clientèle. Cependant, Colonna d'Istria avait une intelligence ouverte et un sens juridique aiguisé qui lui faisaient présider avec honneur et distinction la Chambre civile. Et, avant tout, il aimait sa petite patrie la Corse, aussi en 1845 refusa-t-il la Pairie avec un siège à la Cour de Cassation, voulant continuer à rendre la justice dans son pays natal (1).

Colonna d'Istria avait été reconnu comte, à l'occasion du sacre de Charles X, à la faveur, disait-on (2), de papiers qui n'avaient jamais appartenu à sa famille.

(1) *Notice sur Colonna d'Istria*, par KAEMPFFEN, p. 15.

(2) Cf. Rapport de l'Avocat Gén. Sigandy, du 23 février 1849, à G. d. S. (Arch. Dossier Colonna d'Istria). Il avait eu, en 1814, lorsque les Anglais avaient occupé la Corse, une attitude fort énergique, refusant de rendre la justice autrement qu'au nom de la France (*Notice sur Colonna d'Istria*, par KAEMPFFEN, p. 11).

La noblesse du marquis de Belbeuf (1), Premier Président de la Cour de Lyon, elle, n'était pas suspecte. Nous avons déjà étudié ses origines parlementaires (2). L'Empereur qui désirait peupler les nouvelles compagnies judiciaires des débris de l'ancienne Magistrature, le fit arriver, à 23 ans, Conseiller auditeur à la Cour royale de Paris. La Restauration l'avait placé, en 1829, à la tête de la Cour royale de Lyon. Le Gouvernement de Juillet l'appela à la Pairie le 3 octobre 1837 et il fut chargé à la Chambre des Pairs de nombreux rapports. Il resta en fonctions jusqu'au 28 février 1848.

Le baron Grenier (3) qui se trouvait à la tête de la Cour royale de Riom et qui, lors des événements de 1830, avait 76 ans, était un grand juriste qui, non seulement avait pris part à la confection des Codes, mais qui en avait publié de savants commentaires, notamment sur les dispositions à titre gratuit et les hypothèques (4). Fils d'un notaire qui était bailli de Langeac, il devint avocat au Présidial de Riom en 1777. Il y acquit bientôt une grande notoriété et commença alors ses importantes études de droit, notamment de législation hypothécaire (5). Il participa d'abord au mouvement révolutionnaire ; mais son rôle intéressant commença au Tribunal. Etant l'un des deux secrétaires de la section de législation de cette assemblée, il rédigea la moitié des procès-verbaux contenant les observations de cet organisme sur chaque titre du Code civil. Il fut nommé par la suite en 1808, Procureur Général près la Cour d'appel de Riom, puis en 1819 Premier Président de la Cour royale de Riom. Il devait y rester jusqu'à sa retraite volontaire survenue en 1837. L'Empire l'avait créé baron ; la Monarchie de Juillet l'éleva à la Pairie ; et depuis 1834, il était membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Comment la Monarchie de Juillet recruta-t-elle ses Pre-

(1) Sur le Marquis de Belbeuf, voir Append. I¹⁴² et son dossier personnel aux Archives.

(2) Voir *supra*, p. 237.

(3) Sur le Baron Grenier, voir Append. I¹⁴⁵ et article nécrologique du *Monit.* du 9 fév. 1841.

(4) Cf. son *Traité sur les donations et testaments*, 1^{re} éd., Clermont, 1807 ; 3^e éd., 1826. *Traité des hypothèques*, par le Baron GRENIER, 2^e éd., Clermont, 1824.

(5) *Commentaire sur l'édit portant création de Conservateurs des hypothèques sur les immeubles réels et fictifs*, par GRENIER. Riom, 1785.

miers Présidents ? (1) Une remarque d'abord, un seul avocat, Mater, fut nommé directement à ces hautes fonctions à Bourges ; encore était-ce le 12 septembre 1830, au début du régime nouveau. Ceux qui étaient le plus souvent nommés Premiers Présidents, c'étaient les Procureurs Généraux qui cherchaient à obtenir ainsi un siège de magistrat inamovible. Sur 38 Premiers Présidents nommés à cette époque, on trouve en effet 19 Procureurs Généraux, soit exactement la moitié. On vit encore appeler à ces postes, un Conseiller à la Cour de Cassation, onze Présidents de Chambre, un Président de Tribunal, deux Conseillers de Cours de province, un ancien Premier Président, un Conseiller d'Etat en service extraordinaire et un Directeur des affaires civiles. Il convient de noter qu'aucun Conseiller à la Cour royale de Paris n'alla présider une Cour royale de province comme l'avait fait sous la Restauration le marquis de Belbeuf (2).

Toutefois, ces seules indications ne donneraient qu'une idée incomplète et quelque peu inexacte de ce que fut le recrutement des Premiers Présidents. En effet, dans les trois premières années du règne de Louis-Philippe, une proportion plus importante des places vacantes est réservée aux Présidents de Chambre, ce qui, par ailleurs, semble assez normal, et une plus faible aux Procureurs Généraux. Ce sont encore des magistrats ayant un long passé judiciaire qui sont promus. A partir de 1833, tout au contraire, les jeunes Procureurs Généraux de la Monarchie de Juillet accèdent aux sièges de Premiers Présidents. Au fur et à mesure que le Gouvernement du Roi Louis-Philippe se consolide, il veut récompenser davantage ses Procureurs Généraux qui lui ont rendu des services lors des luttes politiques si après des premières années et qui aspirent à des fonctions plus calmes (3). Ainsi, dans les huit dernières années, la proportion est renversée : neuf Procureurs Généraux sont promus Premiers Présidents et seulement trois Présidents de Chambre.

Parmi les Présidents de Chambre qui furent nommés, c'est le renom de l'avocat qui amena, à 61 ans, le 14 octo-

(1) Voir Append. XVI, la liste, par ordre chronologique, des Premiers Présidents des Cours royales de province, nommés sous la Monarchie de Juillet.

(2) Voir *supra*, p. 304 et Append. I¹².

(3) De 1830 à 1833, 5 Présidents de Chambre, 3 P. G. furent promus. De 1833 à 1848, sont nommés 6 Présidents de Chambre, 16 P. G.

bre 1830, Rouillet (1) à la tête de la Cour royale de Bordeaux. Un mois avant, il avait été nommé Président de Chambre : fils et petit-fils d'avocat, il plaidait depuis trente-quatre ans dans ce célèbre barreau de la Gironde où il n'avait pas tardé à occuper la première place. Ses confrères l'avaient même appelé au bâtonnat. La politique l'avait un peu attiré, et aux jours de la Révolution, il avait été député à la Fédération de 1790. Ses opinions étaient toujours restées très libérales ; aussi, au mois de juin 1830, alors que depuis fort longtemps il se trouvait avocat de la ville, il avait reçu tout à coup l'annonce de sa révocation officielle. Le pouvoir nouveau lui devait une revanche et dès le 30 juillet 1830, avant qu'on ne connût le résultat de la révolution de Paris, il fut placé par la confiance des Bordelais à la tête de la Commission municipale et il concourut avec elle au maintien de l'ordre. Il fut bientôt nommé Premier Président de la Cour de Bordeaux où il devait rester dix-sept ans. C'est le type du magistrat élevé à ces hautes fonctions par les événements de Juillet.

Plus tard, les Présidents de Chambre mis à la tête des Cours royales ont une toute autre formation. En 1844, Leroux de Bretagne (2), Président de Chambre à la Cour de Douai, était promu Premier Président de la Cour de Douai. Il avait 48 ans et devait sa nomination à Martin du Nord, alors Garde des Sceaux (3). Attaché au régime de Juillet, il avait fait sa carrière à Douai en y parcourant tous les degrés de la hiérarchie judiciaire. On trouve aux Archives, à son dossier personnel, des renseignements fournis par Huré, Procureur Général de Douai en 1849, lors de l'enquête effectuée à cette époque par le nouveau Gouvernement près des Procureurs Généraux sur les Chefs de Cours en fonctions. Ces appréciations destinées à rester confidentielles présentaient un caractère de sincérité plus grand que les éloges des audiences de rentrée. Or, le Procureur Général Huré expliquait que l'opinion publique avait sanctionné le choix de Martin du Nord ; comme Premier Président, il avait fait preuve d'une grande capacité et de connaissances profondes en jurispru-

(1) Sur Rouillet, voir Append. I¹⁴⁴. Lettres députés de la Gironde à G. d. S., des 30 août et 27 septembre 1830, recommandant sa candidature (Arch. BB⁶ 178 A) ; *Le Droit* du 2 août 1847.

(2) Voir sur Leroux de Bretagne, Append. I¹⁴⁵ et dans son dossier personnel aux Archives, Notes de Huré, P. G. à Douai, du 5 mars 1849. Arch. BB⁶ 244 12 A et Discours de rentrée de l'Avocat Gén. Blanche à la Cour de Cass., 3 nov. 1868 (*Monit.*, 4 nov. 1868).

(3) Sur Martin du Nord, voir Append. I¹¹⁸.

dence, fruit de longues et persévérantes études. Tout au plus, lui reprochait-on, disait le Procureur Général Huré, un excès de religion.

Charpentier (1), un des Procureurs Généraux nommés Premiers Présidents, était resté fort peu de temps Chef du Parquet Général de la Cour de Metz, du 4 août au 21 décembre 1830. Il se trouvait, avant la révolution de 1830, avocat à Metz, où il tenait incontestablement le premier rang. Il prit une part active aux événements de Juillet, comme membre du comité constitutionnel de Metz. Alors qu'il était déjà Procureur Général, il n'avait pas hésité, aux premiers jours du nouveau Gouvernement, à venir à la tête de ce comité chez le Préfet, Sers (2), réclamer impérativement une série de mesures assez révolutionnaires, comme le renvoi de l'évêque et l'ouverture de la frontière aux grains étrangers. Malgré cette attitude quelque peu déplacée pour un magistrat, l'amitié de Dupont de l'Eure le fit nommer Premier Président de la Cour de Metz, le 21 septembre 1830, à l'âge de 44 ans ; il devait y rester jusqu'à sa retraite survenue en 1850. Woïrhaye, son ancien Avocat Général révoqué (3), redevenu Procureur Général après les événements de 1848, le nota, lors de l'enquête de 1849, comme un magistrat simple et austère, possédant des connaissances étendues et profondes qui lui donnaient sur sa compagnie un ascendant légitime. Même si l'on tient compte des sympathies secrètes qui devaient exister entre Woïrhaye (4) et le Premier Président Charpentier, dont on suspecta durant toute la Monarchie le dévouement au régime, il est certain qu'il s'agissait d'un magistrat de valeur.

Le 7 juillet 1840, le Procureur Général de la Cour de Douai, Legagneur (5), était nommé Premier Président de la

(1) Sur Charpentier, voir Append. I²⁶. Rapport de Woïrhaye, P. G. à Metz, 29 mars 1849, dans son dossier personnel. Arch. BB⁶ 189 18 A. *Mémoires du Baron Sers*, chap. VIII, pp. 260, 261, 285, 304. Voir *infra*, pp. 371 à 373 et *supra*, p. 71. Cf. GABRIEL PERREUX, *Au temps des Sociétés secrètes. La propagande républicaine au début de la Monarchie de Juillet*, Paris, 1931, pp. 6 et 77.

(2) Cf. *Mémoires du Baron Sers*, chap. VIII, p. 260.

(3) Sur la révocation de Woïrhaye, voir *supra*, p. 226.

(4) Voir *infra*, p. 371.

(5) Sur Legagneur, voir Append. I⁵⁵. Arch. dossier personnel. Arch. BB⁶ 226 14 A, BB⁶ 226 13 A. Discours de rentrée du P. G. Renouard à la Cour de Cass., des 4 nov. 1872 et 3 nov. 1876 (*J. O.* des 5 nov. 1872 et 4 nov. 1876) ; *Le Droit*, 12 oct. 1845. *Mémoires du Baron Sers*, chap. VIII, p. 279.

Cour de Grenoble. Sa carrière avait été sans éclat ; mais, alors qu'il était Avocat Général à Metz, un duel décida de son avenir : il amena sur le terrain un journaliste qui avait publié contre lui un article injurieux et il exigea de lui une rétractation ; l'attention fut attirée sur lui et il gravit rapidement les échelons de la hiérarchie : étant Procureur Général à Douai, il déploya beaucoup de zèle lors des premières poursuites dirigées contre le prince Napoléon qui avait débarqué à Boulogne (1). Puis, les honneurs s'accumulent sur lui : la Pairie, un siège à la Cour de Cassation où il devait, sous le Second Empire, accéder à une Présidence de Chambre.

Un seul Président de Tribunal de première instance fut nommé directement Premier Président : ce fut Desmazières (2), Président du Tribunal d'Angers, promu le 10 septembre 1830 à la tête de la Cour royale d'Angers. Un mouvement unanime d'opinion l'avait porté à ces hautes fonctions : son père avait déjà été Premier Président de la Cour d'Angers et il descendait d'une famille qui, depuis des siècles, donnait des magistrats à l'Anjou ; cette ascendance, son long passé judiciaire (il présidait en effet le Tribunal d'Angers depuis 18 ans), ses tendances libérales avaient poussé les membres de la Cour d'Angers et l'Administration préfectorale à l'indiquer au choix du Roi (3). Il avait su, pendant les 22 ans où il devait rester Premier Président d'Angers, justifier l'espoir qu'on mettait en lui : d'une grande conscience professionnelle, il avait, après l'insurrection de la Vendée, joué un grand rôle de pacificateur et le premier, il avait parlé d'amnistie (4). Quand il fut question de son départ en 1852, les nouvelles dispositions sur les limites d'âge entrant en vigueur, le Procureur Général d'Angers, les membres de la Cour d'Angers, le Maire d'Angers, le Préfet de Maine-et-Loire écrivirent pour demander son maintien. Ainsi, le Premier Président Desmazières avait eu l'insigne privilège, au début et à la fin de sa carrière de Chef de Cour, d'être réclamé par ses pairs.

Deux Conseillers de Cours royales de province furent

(1) Cf. *Le Procès de Napoléon Louis-Bonaparte et de ses coaccusés devant la Cour des Pairs*. Paris, 1840, p. 84.

(2) Sur Desmazières, Append. I¹⁴⁶. Arch. BB^s 188 5 A. *Notice sur Desmazières*, par ALLAIN TARGÉ (1855).

(3) Lettre Préfet Maine-et-Loire, communiquée le 8 sept. 1830, à G. d. S. Lettre Conseillers Angers à G. d. S., 14 août 1830 (Arch. BB^s 188 5 A). *Notice sur Desmazières*, par ALLAIN TARGÉ, p. 25.

(4) Cf. *Notice sur Desmazières*, par ALLAIN TARGÉ, pp. 37 et 38.

élevés directement aux fonctions de Premier Président : c'est ainsi que Faure (1), Conseiller à la Cour de Grenoble, fut promu Premier Président à Grenoble en 1830. Faure y remplaçait de Chantelauze, le célèbre Ministre de la Justice du Ministère Polignac. A ce zélé défenseur de la Restauration, il fallait comme successeur un dévoué serviteur du régime nouveau. Félix Faure remplissait cette condition. Fils d'un avocat au Parlement de Grenoble, qui avait siégé comme représentant de la ville de Grenoble en 1788 aux Etats du Dauphiné, dans la grande salle du château de Vizille, il avait lui-même toujours eu des tendances libérales. Aussi, entré en 1811 dans la Magistrature, comme Conseiller auditeur de la Cour de Grenoble, en 1828, ne se trouvait-il encore que Conseiller ; ses opinions politiques le tenaient en effet dans une demi-disgrâce et il était systématiquement écarté de la présidence des assises (2). Elu député, il intervint à la tribune de la Chambre, par un discours remarqué, dans la fameuse séance du 15 mars 1830, où fut votée la célèbre adresse des 221, prélude des événements de Juillet. Avec un tel passé politique, on lui offrit, dès la révolution de Juillet, le poste de Procureur Général près la Cour d'appel de Grenoble ; il le refusa, le jugeant incompatible avec les fonctions de député. Il ne pouvait cependant, lui qui avait tant lutté pour le nouveau régime, rester longtemps inactif : aussi, le 24 décembre 1830, est-il Premier Président de la Cour de Grenoble, et le 11 octobre 1832, Pair de France. Arrivé à ces hautes fonctions, il était devenu quelque peu sceptique : écrivant en 1832 (3) à Augustin Perier, frère du Ministre, à propos des troubles de Grenoble, il traçait ces lignes désabusées : « Nous nous occupons de l'enquête judiciaire, mais vous devez en prévoir les résultats : d'abord, on n'obtient qu'une vérité officielle, c'est-à-dire une demie, un quart de vérité. »

Un seul ancien magistrat fut nommé Chef de Cour, le vénérable ancien Premier Président Lemeuniet (4). Cette nomination, qui datait des premiers mois de la nouvelle

(1) Sur Faure, voir Append. I^{er}. *Notice sur le Président Félix Faure*. Grenoble (1859). *Lettres du P. P. Faure sur les troubles de Grenoble*, publiées par LOUIS TESTE (1898).

(2) *Notice sur le Président Félix Faure*, p. 14.

(3) *Lettres du P. P. Félix Faure sur les troubles de Grenoble*, publiées par LOUIS TESTE (1898), p. 17 (lettre du 4 avril 1832).

(4) Sur Lemeuniet, voir Append. I^{er}. *Mémoire de Th. Massot, Avocat Gén. Caen*, lu à l'Académie de Caen (*Le Droit*, 5 déc. 1840). Lettre Lemeuniet à G. d. S., 9 août 1830 (Arch. BB⁶ 189 10 A). Voir *supra*, pp. 86, 237 et 302.

Monarchie, montrait à quel point elle respectait les vieilles illustrations judiciaires. Il est vrai aussi que Lemeuniet était une victime de la Restauration, ce qui était un titre important pour le régime de Juillet.

Lemeuniet avait été, dès la création du Tribunal d'Appel de Caen, en l'an VIII, Président de cette compagnie ; il était devenu ensuite Premier Président de la Cour impériale de Caen ; mais il avait été obligé de quitter ces hautes fonctions, à deux reprises. La Restauration, en effet, n'avait pu voir d'un œil particulièrement favorable, l'ancien accusateur public près le Tribunal de Coutances, où il avait requis tandis que les Vendéens assiégeaient la ville voisine de Granville (1), et on le força à démissionner. Cependant, le respect dont on l'entourait fit hésiter le pouvoir et une ordonnance du 1^{er} juillet 1818 vint confirmer Lemeuniet dans ses fonctions de Premier Président. Mais, lors du mouvement de réaction qui suivit l'assassinat du duc de Berry, en 1823, les tracasseries recommencèrent contre lui et il comprit qu'il devait se retirer. La révolution de Juillet vint le chercher malgré son grand âge (il avait 84 ans) dans la retraite, pour lui redonner la Première Présidence de la Cour de Caen. Il devait rester à ces fonctions jusqu'à sa mort survenue en 1835.

Le seul avocat nommé directement Premier Président fut Mater (2). Avocat distingué du barreau de Bourges, il fut fait Premier Président de la Cour de Bourges en 1830, à 50 ans. Il y resta durant toute la Monarchie de Juillet et intervint à ce titre dans les discussions des lois judiciaires. Lors de l'enquête de 1849, auprès des Procureurs Généraux, il était jugé ainsi : « Loyal, l'énergie de son caractère, la franchise et quelquefois la brusquerie de ses réponses lui ont fait des ennemis qu'il a vigoureusement abattus, mais toujours ouvertement, sans fiel, sans arrière-pensée de vengeance. Il sent sa supériorité et en use sans précautions oratoires et sans les ménagements que commandent les usages du monde. » C'était là un bel éloge qui, ne devant pas être public, n'en a que plus de valeur.

(1) Il paraît avoir à ce moment joué un rôle fort actif à Coutances. Cf. JULES LAUNAY, *Histoire du siège de Granville*. Granville (1893), p. 128.

(2) Sur Mater, Append. I⁴⁷. Lettre députés du Cher, 15 août 1830, à G. d. S., le recommandant (Arch. BB⁶ 188 8 A). PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VII, pp. 93-94. *Le Droit*, 10 mai 1842. Discours de rentrée Cass. Nicias Gaillard, 3 nov. 1855 (*Monit.*, 4 nov. 1855). Rapport du P. G. Bourges, Pouradier Duteil, du 13 mars 1849, sur Mater, au dossier personnel de ce dernier.

Mater n'accéda qu'en 1852 à la Cour de Cassation, et il laissa un tel souvenir à la Cour de Bourges que celle-ci, par délibération, décida que son portrait serait placé dans la salle des assemblées générales.

Les Chefs des Parquets Généraux de province avaient été, lors des événements de Juillet, presque tous changés (1). Mais une fois ce renouvellement à peu près complet, il y eut dans ce nouveau personnel une fixité assez remarquable qui semble indiquer que les choix étaient bons ou, tout au moins, qu'ils satisfaisaient le régime de Juillet.

C'est ainsi que la révolution de 1848 trouva certains de ces Chefs de Parquets Généraux dans les postes mêmes que la révolution de 1830 leur avaient donnés : Lebet, Procureur Général à Agen, est encore en fonctions en 1848, Borély, également nommé Procureur Général à Aix en 1830, y resta jusqu'à la veille de la révolution de février. Un grand nombre de Procureurs Généraux échangèrent, nous l'avons vu, leurs fonctions contre celles plus stables des Premiers Présidents, d'autres allèrent siéger à la Cour suprême. C'est dire que l'on ne saurait souscrire au jugement de Thureau-Dangin, qui prétendait que ces nouveaux Chefs de Parquets Généraux étaient des incapables (2).

Tous évidemment ne réussirent pas à contenter le nouveau régime. Nous avons rappelé plus haut la révocation de Joly, Procureur Général à Montpellier (3). Pareille mésaventure arriva à Cabet (4). Comme avocat, il avait joué un rôle actif dans les sociétés secrètes. Il fut nommé Procureur Général près la Cour de Bastia, le 23 août 1830. Il devait se rendre célèbre, plus tard, par ses théories socialistes et ses idées qui commençaient à poindre déplurent au Gouvernement qui le révoqua le 6 mai 1831.

Les nominations à ces fonctions eurent toujours un caractère nettement politique. Elles étaient délibérées en conseil des ministres et le Roi s'en occupait parfois lui-même (5).

(1) 24 sur 27 (Arch. BB⁶ 189 14 A). Voir *supra*, p. 37.

(2) THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. VI, p. 96.

(3) Voir *supra*, p. 227.

(4) Cf. sur Cabet, THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. VI, p. 112. GIDE et RIST, *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1922, t. I, p. 308. WEILL, *Histoire du Parti républicain en France, de 1814 à 1877*, p. 209. *Etienne Cabet et les origines du communisme icarien*. Thèse de JULES PRUDHOMMEAUX. Nîmes, 1907.

(5) Cf. DU BODAN, *Lettres à ses fils*, p. XXV, note 1, à propos de sa nomination comme P. G. Rennes.

Si on étudie en détail le recrutement de ces magistrats (1), on voit qu'il faut faire, comme nous l'avons déjà vu pour d'autres catégories, une distinction entre l'année 1830 et les années suivantes. Quand tout fut redevenu plus calme, au fur et à mesure qu'on se rapprochait de 1848, le recrutement devint beaucoup plus conforme à la hiérarchie, quelque incertaine que celle-ci fut à l'époque. C'est ainsi qu'en 1830, sur 29 Procureurs Généraux alors nommés, il y eut 15 avocats. Sans doute, c'étaient surtout des avocats qui s'étaient distingués dans l'opposition libérale ; mais le nouveau Gouvernement sut attirer aussi des notabilités des barreaux des grandes cités, pour les placer à la tête des Parquets Généraux de leurs villes ; ainsi à Metz, Charpentier, à Nancy, Fabvier. Puis, après la révolution de 1830, la proportion des avocats nommés directement Procureurs Généraux diminue d'année en année : en 1831, Duplan, avocat à Lyon, est promu Procureur Général à Lyon ; en 1832, Gillon, avocat à Bar-le-Duc, est mis à la tête du Parquet Général d'Amiens, puis l'année 1833 met le point final à ce mode de recrutement et, alors, un des derniers, Romiguières, un des maîtres du barreau de Toulouse, est nommé Procureur Général à Toulouse.

Mais à ce moment, d'autres sources de recrutement commencent à être utilisées : les Avocats Généraux et les Procureurs des grands Tribunaux. Sur 55 Procureurs Généraux nommés depuis 1831, 30 sont des Avocats Généraux, et ce grade devient presque celui d'une fonction intermédiaire qu'il faut obligatoirement franchir pour devenir Procureur Général. Aussi, diriger l'action publique de tout un ressort, c'était la récompense des jeunes Avocats Généraux qui luttaient devant le jury pour la défense des institutions de Juillet. En 1831, on fait appel à une nouvelle catégorie de magistrats, celle des Procureurs des grands Tribunaux : pour la première fois, un Procureur, celui de Marseille, Pascalis, est nommé Procureur Général à Amiens. En 1834, Hébert, Procureur à Rouen, est mis à la tête du Parquet Général de Metz, et en 1835, on récompense de même celui qui, aux moments tragiques de l'insurrection, a tenu le difficile Parquet de Lyon, en promouvant Chegaray, Procureur Général à Orléans. Puis, fait assez curieux, on abandonne ce mode de recrutement pendant onze ans pour ne le repren-

(1) Voir Append. XVII, la liste, par ordre chronologique, des Procureurs Généraux près les Cours royales de province, nommés sous la Monarchie de Juillet.

dre qu'en 1846, quand Dufresne, Procureur à Nantes, est fait Procureur Général à Bastia.

Enfin, des membres de la Magistrature assise deviennent également Procureurs Généraux. Parfois, ce sont même de simples Conseillers de Cours royales de province, comme Fluchaire, Conseiller à Grenoble en 1832 et Nepveur, Conseiller à Douai en 1834. Deux Conseillers à la Cour royale de Paris, Bryon en 1837 et Didelot en 1844, sont promus Procureurs Généraux. Il y eut aussi des Présidents de Chambre de Cours royales de province, élevés à ces fonctions, mais ce mode de recrutement cesse en 1836.

En résumé, il y eut 86 nominations de Procureurs Généraux sous la Monarchie de Juillet, dont 33 Avocats Généraux, 18 Avocats, 11 Conseillers de Cours royales, 8 anciens magistrats (1), 6 Procureurs du Roi, 5 Présidents de Chambre de province (2).

Le pouvoir utilisa une autre catégorie qui n'apparaît pas dans ces chiffres, pour faire de ses membres des Procureurs Généraux. Il s'agit des députés. Vivien disait à la Chambre en 1846 (3) : « Les premiers postes des Cours royales sont destinés à des personnages politiques qui n'y sont pas appelés par l'ancienneté de leurs services et par des raisons purement hiérarchiques. » Effectivement, entre 1830 et 1842, 45 places de Chefs de Cours furent données à des députés (4). Quant à l'ancienneté des services, elle entraînait peu en ligne de compte. Renard, Avocat Général à Montpellier, écrivait en 1844 (5) au Garde des Sceaux, qu'il était le doyen d'âge des Avocats Généraux du royaume et qu'il comptait quatorze années de services, plus, ajoutait-il, qu'aucun Procureur Général n'en comptait au jour de sa nomination.

A quel âge arrivait-on Procureur Général ? En moyenne, vers 44 ans ; mais certains étaient nommés plus jeunes. Chegaray, auquel était réservé un si bel avenir, fut Procureur Général à Orléans, à 33 ans ; Hébert devint Procureur Général à Metz à 35 ans ; Pascalis, Capin, Nicias Gaillard furent mis à la tête de Parquets Généraux à 37 ans.

Parmi les Procureurs Généraux recrutés dans le barreau.

(1) Ce recrutement existe surtout en 1830.

(2) Voir le détail et les autres catégories Append. XVII.

(3) Discussion à la Chambre des députés, du 20 mai 1846 (*Monit.* du 21 mai 1846).

(4) Cf. la statistique du *Droit* du 5 novembre 1842. Et c'étaient surtout les Procureurs Généraux qui étaient députés.

(5) Lettre Renard à G. d. S., 20 février 1844 (Arch. BB⁶ 266 17 A). Il fut nommé P. G. Montpellier le 16 mai 1844.

certaines figures se détachent : à Nancy, c'est le premier avocat de la ville, Fabvier (1), qui, dès la révolution de Juillet, est appelé aux fonctions de Procureur Général. C'était le frère du Général Fabvier qui avait combattu pour l'indépendance de la Grèce. Son origine noble l'avait amené à émigrer au moment de la Révolution et il avait été blessé au service de l'armée de Condé. Par nécessité, il s'était consacré aux belles-lettres et avait enseigné en Angleterre au collège de Woolwich. Là, il avait pris goût au vieux théâtre anglais et les livres qu'il avait collectionnés sur ce sujet devaient plus tard être utilisés pour les premiers travaux de Mézières (2). Mais l'exil lui pesait ; on a retrouvé des vers qu'il avait écrits à Londres, en 1796, à propos de la mort de sa sœur où se décelle le regret nostalgique de sa chère Lorraine qu'il devait tant aimer (3). Lorsque, sous le Consulat, les portes de la France lui furent ouvertes, il accourut y faire ses études de droit et se faire inscrire au barreau de Nancy, où il prit rapidement une grande place, tant il avait le génie de l'improvisation et la parole chaude. Son renom avait d'ailleurs dépassé la Lorraine et en 1818, il avait obtenu un grand succès en venant à Paris plaider pour son frère, le Général, lors d'un procès en diffamation. Mais il gardait pour Nancy ses plus belles plaidoiries : il fut bâtonnier de l'ordre des avocats de cette ville, et, dès le 14 août 1830, lorsqu'il fut mis à la tête du Parquet Général de la Cour, fait assez rare pour un ancien émigré, la presse libérale applaudit à sa nomination (4).

On peut avoir une idée de la délicatesse de ses sentiments

(1) Sur Fabvier, voir Append. I⁴⁶, *Le Droit* des 11 octobre 1840, 6 déc. 1840, 30 avril 1844, 11 nov. 1844. Lettre P. G. Fabvier à G. d. S., 14 juillet 1840 (Arch. BB⁵ 244 20 A). Lettre Cons. Cass. Fabvier, 29 fév. 1844, à G. d. S. (Arch. BB⁵ 266 18 A). *Eloge à l'Académie de Stanislas*, séance du 26 mai 1859, par le P. G. PAILLART. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, année 1859, p. LX (publié à part, 1859). Discours de rentrée Cour de Cass., 11 nov. 1844 (*Monit.*, 12 nov. 1844). SADOUL, *Assassinat de la Présidente*, p. 264. MÉZIÈRES, *De tout un peu*. Paris, 1909, chap. I, p. 24. Sur la protection qu'il accorda à son fils, voir *supra*, p. 209.

(2) Mézières, alors jeune Professeur à la Faculté des Lettres de Nancy, les avait retrouvés en 1860 chez son fils, à Nancy (Cf. MÉZIÈRES, *De tout un peu*, *op. cit.*, p. 24).

(3) Mourir chez moi ; penser qu'un ami tendre

De quelques pleurs arrosera ma cendre.

De tous mes vœux, c'est le vœu le plus tendre (*Notice* de PAILLART, sus-visée, p. 47).

(4) *Constitutionnel* du 16 août 1830.

en même temps que de ses talents littéraires, en relisant le beau discours de rentrée qu'il prononça à la Cour de Nancy en 1839. Il avait pourtant choisi un sujet bien austère : les devoirs du magistrat ; plus d'un de ses collègues se fut lancé avec la phraséologie grandiloquente de l'époque, dans de grandes considérations philosophiques et politiques. Lui, avec simplicité et bonhomie (1), se contenta de montrer que les devoirs du magistrat le suivaient jusque dans le repos des champs. Même alors, il avait un rôle à remplir, modeste sans doute, moins important qu'au Tribunal, mais utile cependant : « Le goût de la retraite, dit-il, s'est de tous temps associé aux mœurs judiciaires (2). Là, vous serez encore utiles, non par l'autorité, mais peut-être par quelques bons offices. Vos pacifiques conseils préviendront une querelle d'héritiers, une tracasserie de voisinage ; la chicane intimidée se taira à votre approche ; vous serez écoutés, on vous croira, vous qui connaissez les procès, qui les jugez et qui n'en faites pas... Là, plus près des simples rudiments de la vie civile, vous connaîtrez mieux les bases primitives et vraies de sa force et de sa grandeur. »

Ce sont ses propres goûts qu'il dépeint ainsi, lui qui aima tant sa chère Lorraine, que pour y demeurer plus longtemps, il avait demandé avec insistance la place de Premier Président. Son ancien confrère de Nancy, Moreau, plus heureux que lui, l'emporta, et on lui donna comme compensation, un siège à la Cour de Cassation. Mais à Paris, il regrettait les grilles d'or de la place Stanislas et il redemanda, sans succès d'ailleurs, la place de Procureur Général de Nancy. Il mourut en 1844.

Comme Fabvier à Nancy, ce fut un grand avocat de Toulouse qui fut nommé en 1833 Procureur Général près cette Cour. Romiguières (3) approchait alors de la soixantaine et il se trouvait dans la pleine maturité d'un beau talent. C'était à ce moment une des gloires du Midi. L'histoire de sa vie

(1) Voir *Le Droit* du 11 novembre 1844.

(2) Par ses goûts champêtres, Fabvier était dans la pure tradition des anciens parlementaires (Cf. *Les Parlements de France*, par DE BASTARD D'ESTANG, t. I, p. 634. A. COLOMBET, *Les Parlementaires bourguignons à la fin du XVIII^e s.*, op. cit., p. 98). Cf. *supra*, p. 249, L'amour de la campagne chez Dupin.

(3) Sur Romiguières, voir Append. I^{er}. *Le Droit*, 30 juillet 1841, 28 mai 1843, 12 août 1847. *Eloge de Romiguières à la Cour de Cassation*, par l'Avocat Général CHARRINS, 3 nov. 1863 (*Monit.*, 4 nov. 1863). PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, pp. 457 à 480. *Eloge de Romiguières*, prononcé le 19 février 1853, à la rentrée solennelle de la conférence des Avocats, par EMILE VAISSE. Toulouse, 1853.

montre combien grande devait être l'expérience de celui qui avait été tour à tour, soldat, journaliste, proscrit et avocat.

En 1793, il part aux frontières, comme soldat, et deux ans après, il est, de par le choix de ses camarades, capitaine d'artillerie à l'armée des Pyrénées-Orientales. Mais une discussion avec un représentant aux armées, bientôt suivie d'un emprisonnement, interrompt sa carrière militaire qui, pourtant, s'annonçait brillante. Il se tourna alors vers le journalisme et, sous le Directoire, il écrivit dans une feuille toulousaine *L'Antiterroriste*, ce qui lui valut d'être condamné à la déportation après le Coup d'Etat de Fructidor. Il esqua cette peine par la fuite, mais dix-huit mois après, il fut impliqué dans un complot royaliste et il subit une longue détention préventive. Reconnu innocent, il trouva enfin sa voie en défendant un de ses compagnons de captivité devant une commission militaire et là, il se révéla orateur. Devenu avocat, sa célébrité fut rapide dans le Midi. Après 1816 (1), il fut le défenseur des causes politiques désespérées : « Il s'était levé, disait l'Avocat Général Charrius, dans l'éloge qu'il prononça de Romiguières ; aux premiers mots de sa voix âpre et sonore, il y avait de l'orateur au public comme un courant électrique dont on pouvait suivre les signes et le progrès à la surface de son impressionnable auditoire, auquel il arrachait tantôt un sourd murmure de sanglots étouffés, tantôt une explosion de cris et de transports où se confondaient amis et adversaires. » Il plaida dans l'affaire Fualdès pour l'accusé principal Bastide (2). Ce procès fut un événement en 1817 et la notoriété de Romiguières s'en trouva encore accrue. Aussi, était-il au sommet de la gloire, quand la Monarchie de Juillet en 1833 le nomma Procureur Général à Toulouse et les avocats célébrèrent sa nomination « comme une couronne posée à la tête du barreau de Toulouse (3). » Au milieu des vicissitudes de sa vie agitée, il avait appris à connaître les hommes et cela valait bien une longue carrière judiciaire. En tout cas, il fut bientôt appelé à la Cour suprême ; mais, comme Fabvier, il regrettait, au faite des honneurs (4), la Cour de Toulouse

(1) Avant et après les Cent-Jours il avait dû se cacher à cause de ses idées libérales.

(2) Sur le rôle difficile de Romiguières dans ce procès, cf. ARMAND PRAVIEL, *L'assassinat de Fualdès*. Paris, 1922, chap. IX, p. 168.

(3) *Eloge* par VAISSE, *op. cit.*, p. 14.

(4) Cf. *Le Droit* du 12 août 1847.

qui avait connu ses succès et dont lui aussi, il avait sollicité en vain la Première Présidence.

On peut encore classer parmi les Procureurs Généraux recrutés dans le barreau, Mesnard (1), qui fut nommé Procureur Général à Grenoble en 1832, tant son stage dans les fonctions d'Avocat Général avait été court. Aussitôt après la révolution de Juillet, ses succès comme avocat à Rochefort le firent nommer Avocat Général à Poitiers. Conscient de sa valeur, dès 1832, il demanda à être Procureur Général et il obtint en effet d'être mis à la tête du Parquet Général de Grenoble. C'était le début d'une belle carrière qu'il devait terminer comme Président de Chambre à la Cour de Cassation. En 1830, à Poitiers, il avait eu à lutter contre les légitimistes, à Grenoble il eut à requérir contre les fauteurs de l'insurrection lyonnaise. Les avancements rapides sont parfois périlleux pour ceux-là même qui en sont l'objet, car il leur est alors difficile de se maintenir avec éclat dans leurs hautes fonctions. Pour Mesnard, il en fut tout autrement, car sa parole était remplie de puissance. Et en 1837, Stendhal passant à Grenoble, recueillit le souvenir de l'éloquence qu'il avait déployée lors d'un procès en séparation de corps, qui avait eu dans le pays un grand retentissement.

En Gillon (2), qui fut nommé Procureur Général à Amiens en 1832, c'est vraisemblablement le député plus que l'avocat qui fut récompensé. Il prit souvent la parole à la Chambre des députés dans les questions judiciaires (3).

La Monarchie de Juillet appela, nous l'avons vu, en 1830, plusieurs anciens magistrats à la tête des Parquets Généraux. Le pouvoir réparait ainsi les disgrâces qu'ils avaient encourues sous les régimes précédents. Telle fut la nomination de Duboys dit Duboys d'Angers (4). C'était un ancien Chef du 3^e bataillon de Maine-et-Loire qui, au temps des guerres de Vendée, avait longtemps combattu les chouans. En

(1) Sur Mesnard, voir Append. I¹⁴⁶. Lettre Mesnard à G. d. S., 20 août 1832 (Arch. BB³ 190 25 A). *Le Droit*, 10 octobre 1841, 12 octobre 1845. *Le Président Mesnard*. Paris, 1859. HENRY BEYLE (STENDHAL), *Mémoires d'un touriste*. Paris, 1838, t. II, p. 327.

(2) Sur Gillon, voir Append. I⁸⁷. Discours du P. G. de Royer à la Cour de Cass., 4 nov. 1856 (*Monit.*, 6 nov. 1856). Discours d'installation P. G. Plougoulm, à Amiens, le 10 avril 1839 (*Monit.*, 14 avril 1839). Notice par BONNE (Bar-le-Duc, 1856). Article d'ALBERT COLLIGNON dans *Le Pays Lorrain* (décembre 1934). Il était le bisaïeul de Raymond Poincaré.

(3) Voir notamment *supra*, pp. 97 et 133.

(4) Sur Duboys d'Angers, voir Append. I¹⁴⁰. Notice biographique par AMÉDÉE DE CÉSANA. Angers (1846). Lettre Duboys d'Angers à G. d. S., 3 août 1830 (Arch. BB⁶ 188 5 A). *Monit.*, 26 juillet 1845.

1811, il avait été nommé Substitut du Procureur Général à Angers, mais il avait été révoqué en 1815 à cause de son passé, et pour avoir fait partie de la Chambre des représentants. Dans les derniers temps de la Restauration, il se distingua par son opposition. Les hasards de la politique lui réservaient une compensation : lors de la révolution de 1830, il se mit à la tête du mouvement à Angers, organisa la garde nationale qui le prit pour chef. Lui-même tint à signaler ses services à Dupont de l'Eure (1) qui, en récompense le nomma immédiatement Procureur Général à Angers, fonctions qu'il échangea d'ailleurs peu après, contre celles de Conseiller à la Cour de Paris.

Si nous passons au recrutement des Procureurs Généraux parmi les Avocats Généraux, le plus illustre des Chefs de Parquets Généraux provenant de cette catégorie de magistrats fut incontestablement Plougoulm (2). Nous avons déjà étudié sa grande éloquence au Parquet Général de la Cour de Paris. Il fut nommé Procureur Général à Amiens, où il resta peu de temps, et le 16 décembre 1839, il était promu Chef du Parquet Général de Toulouse, où de si grands déboires l'attendaient. Là, comme partout, sa grande éloquence le rendit de suite célèbre et on le comparait à Romiguières (3), le grand avocat toulousain, son illustre prédécesseur. Quoiqu'arrivé dans un ressort déjà agité, il avait voulu s'occuper des magistrats qu'il avait sous ses ordres, de leur avancement, des récompenses à leur attribuer. Telle était, en effet, la conception qu'il avait de ses devoirs comme Chef de Cour : « Je me regarde, disait-il, dans son discours d'installation (4), comme le dépositaire des titres du magistrat et de l'avenir qu'il se crée lui-même... C'est [au magistrat], ajoutait-il, de bien mériter ; à moi de le faire valoir, de demander pour lui ce qu'il doit savoir attendre. » Malheu-

(1) Lettre du 3 août 1830 sus-visée.

(2) Sur Plougoulm, voir Append. I¹²⁸. *Supra*, pp. 288 et 290. Installation du P. G. Plougoulm, Cour d'Amiens. Audience du 10 avril 1839 (*Monit.*, 14 avril 1839). Voir sur le rôle de Plougoulm dans les événements de Toulouse, Lettre G. d. S. à P. G. Plougoulm, 12 juillet 1841. Lettre P. G. Plougoulm à G. d. S., 5 janvier 1841 (Arch. BB¹⁸ 1386 910). *Le Droit*, 25 janvier 1840. Discours d'installation P. G. Plougoulm, 31 janvier 1840. *Le Droit*, 6 fév. 1840, 17 et 18 juillet 1841, 6 nov. 1841. *Troubles de Toulouse*. Toulouse (1841). *Explications de MAHUL*. Paris (1841). *Événements de Toulouse. Explication de M. Plougoulm*. Paris (1841). *Réponse au prétendu exposé de preuves publiées par M. Plougoulm*, par BASCANS. Toulouse (1842).

(3) Sur Romiguières, voir *supra*, p. 315.

(4) *Le Droit*, 6 février 1840. Voir *supra*, p. 198.

reusement, il ne devait guère trouver à Toulouse la vie paisible qui lui aurait permis de s'occuper dans ses loisirs, de ses collaborateurs.

L'étude de son rôle pendant les émeutes de Toulouse montre l'existence parfois agitée des Chefs de Cours de cette époque. Avant les troubles si graves qui devaient éclater au mois de juillet 1841, des conflits d'attributions s'étaient élevés entre les autorités administratives et judiciaires. C'est ainsi que le Préfet de Toulouse, Floret, avait fait enjoindre par l'intermédiaire du Maire au Commissaire central, de ne pas faire de rapports au Procureur Général sur l'état moral et politique de la ville ; la police allait même jusqu'à se refuser à faire arrêter des individus contre lesquels des mandats d'amener avaient été décernés ; et, le 5 janvier 1841 (1), le Procureur Général Plougoulm signalait à la Chancellerie les dangers résultant de cet antagonisme.

C'est dans cette atmosphère qu'allaient éclater les troubles de Toulouse. A la suite d'une circulaire du 25 février 1841 du Ministre des Finances Humann, ordonnant aux agents des contributions de faire le recensement des personnes et des matières imposables, l'opinion s'était profondément émue à Lille, à Bordeaux et à Clermont-Ferrand (2). A Toulouse, ce fut une véritable révolte. Un Préfet rapidement impopulaire, Mahul, avait remplacé le 3 juillet Floret ; par une série de mesures malhabiles, il déclencha l'émeute. Pour essayer de la calmer, le Procureur Général Plougoulm poussa au départ du Préfet et signa une pièce ainsi conçue : « Toute cause de désordre doit cesser ; le Préfet quitte à l'instant Toulouse. » Dès lors, ce fut contre lui que se déclencha la colère du peuple ; il dut fuir de son hôtel dans une maison voisine (3). Il y resta sept heures, tandis que la populace réclamait qu'on le lui livrât. Enfin, il put partir à 9 heures du soir, sous un habit de garde national, afin de pouvoir traverser les masses populaires qui poussaient contre lui des cris de mort. Il se réfugia chez le Procureur du Roi de Moissac (4) et, cinq jours après, il rentrait à Toulouse. Ce fut pour y apprendre sa révocation (5).

(1) Lettre sus-visée à G. d. S.

(2) Cf. CHARLETY, *La Monarchie de Juillet. Histoire de France contemporaine de Lavissee*, t. V, livre V, chap. I^{er}, p. 297. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. V. Paris, 1928, p. 195.

(3) D'un sieur Thiste (Cf. *Explications de M. Plougoulm*, p. 20). Ces faits se passaient le 13 juillet 1841.

(4) *Explications de M. Plougoulm*, p. 21.

(5) Voir *Le Droit* du 6 nov. 1841 et PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VII, p. 99.

Cette mesure était-elle légitime ? Sans doute, le Gouvernement ne pouvait tolérer un Procureur Général traitant un Préfet de cause de désordre. Mais dans les « explications » qu'il publia en 1841 (1), Plougoulm prétendit que le papier qu'on lui reprochait n'était qu'un sauf-conduit pour le Préfet et non une proclamation ; il reconnaissait toutefois qu'il aurait dû qualifier le Préfet de « prétexte » et non de « cause de désordre ». Cependant, l'ancien commandant de la garde nationale Bascans (2) prétendit que Plougoulm lui avait remis cette pièce en lui disant de lui donner la plus grande publicité.

On pouvait également reprocher au Procureur Général Plougoulm sa fuite précipitée jusqu'à Moissac (3). Peut-être aurait-il pu se réfugier dans son Parquet où il aurait été entouré des magistrats qui l'auraient protégé contre la fureur populaire ? Quoiqu'il en soit, Plougoulm accepta sa disgrâce, consacrant ses loisirs à traduire le traité de la vieillesse et celui de l'amitié de Cicéron (4). Il dédiait ces ouvrages à Hocquart, Premier Président de la Cour royale de Toulouse et en sa personne à ses anciens collègues, ajoutant dans sa préface que lorsqu'il était près de lui et qu'il pouvait chaque jour lui témoigner sa tendre vénération (on se rappelle que le Premier Président Hocquart avait 81 ans) (5), il aurait hésité à lui offrir ses essais : « Mais, aujourd'hui, écrivait-il, que nous sommes séparés par le coup le plus imprévu, j'ose dire, le plus immérité, l'absence donnera peut-être quelque prix à ce souvenir, auquel j'attache la pensée de nos travaux communs, de nos relations si douces avec mes collègues, de mes regrets... En vous quittant, je viens d'avoir des loisirs dont je ne peux pas dire, comme le poète, qu'un Dieu les a faits (6). »

Cependant, le Gouvernement eut la sagesse de ne pas laisser trop longtemps dans l'inaction un magistrat de cette valeur et le 27 décembre 1842, il retrouvait un siège de Procureur Général à Nîmes, et les journaux judiciaires applaudissaient à cette réintégration (7). En 1843, il fut envoyé à Rennes à la

(1) *Explications de M. Plougoulm*, p. 13.

(2) *Réponse au prétendu exposé de M. Plougoulm*, par BASCANS, p. 8,

(3) C'est ce que dit BASCANS, *op. cit.*, p. 19.

(4) Cet ouvrage parut à Paris chez BENJAMIN-DUPRAT, octobre 1841.

(5) Voir *supra*, p. 216.

(6) Le latiniste reparaissait dans ces derniers mots. Allusion aux vers de *Virgile*. Egl. I, V. 6.

(7) Cf. *Le Droit* du 14 janvier 1843.

tête du Parquet Général ; en 1845, il y devenait Premier Président.

En 1841, un Avocat Général de Poitiers, Nicias Gaillard (1), accédait aux fonctions de Procureur Général à Metz. Il avait plaidé en 1832, pour des partisans compromis dans l'affaire de la duchesse de Berry et ce procès avait mis en relief ses qualités. Aussi le Procureur Général, Gilbert Boucher, l'avait-il présenté immédiatement pour les fonctions d'Avocat Général à Poitiers : « Quel que soit mon éloignement, écrivait-il, le 24 octobre 1832, pour rompre la chaîne des avancements graduels, et pour faire arriver d'emblée à un des postes les plus élevés de la Magistrature un homme qui n'a pas passé par tous les emplois de la milice judiciaire, je dois céder à la nécessité et subir l'influence d'une capacité hors ligne. » L'avenir devait justifier cette appréciation. Cependant, Nicias Gaillard hésita, paraît-il, à quitter le barreau qui exerçait sur lui une si vive séduction. Il se décida pourtant, et fut promu Avocat Général à Poitiers, à 28 ans. Après un court passage à la tête du Parquet Général de Metz, il fut appelé d'urgence (2), pour remplacer Plougoulm à Toulouse, le 18 juillet 1841, à la suite des événements que nous avons étudiés. Il lui fallut, ainsi qu'il l'avait dit lors de son installation à Metz, choisir « entre la haine que s'attire la fermeté et le mépris que s'attire la faiblesse ». Il sut réussir dans ces fonctions si délicates, et, quand il quitta Toulouse, au mois de juillet 1846, pour venir occuper à la Cour de Cassation un siège d'Avocat Général, il avait largement, pour sa part, concouru à la pacification.

Le 28 février 1843, Rouland (3), Avocat Général à Rouen, était promu Procureur Général près la Cour de Douai. Celui qui devait être, en 1853, Procureur Général près la Cour de Paris, n'avait que 37 ans. Son avancement avait été singulièrement rapide ; il n'avait débuté, en effet, dans la Magistrature que lors de la révolution de Juillet comme Substitut au Tribunal de Louviers et treize ans seulement lui avaient suffi, malgré son jeune âge, pour parcourir les degrés de la

(1) Sur Nicias Gaillard, voir Append. I^{er}. Présentation par le P. G. Gilbert Boucher à G. d. S., le 24 octobre 1832, de Nicias Gaillard pour le poste d'Avocat Général à Poitiers (Arch. BB⁶ 205 25 A). Discours de rentrée de l'Avocat Général de Raynal à la Cour de Cass., 4 nov. 1865 (*Monit.*, 5 nov. 1865). *Le Président Nicias Gaillard. Notice* par PAUL FABRE, Avocat Gén. Cass. (1865).

(2) *Notice* par FABRE, p. 8.

(3) Sur Rouland, Append. I^{er}. Dossier personnel aux Archives (Arch. BB⁶ II 378) et Arch. BB⁶ 212 28 A.

hiérarchie jusqu'au grade de Chef de Cour. Pourtant, fait assez curieux, on ne retrouve guère dans les notes de son dossier, les épithètes louangeuses qui saluèrent, nous l'avons vu, le début de la carrière de Nicias Gaillard. Alors qu'il était Substitut à Rouen et qu'il sollicitait un poste au Parquet Général, le Premier Président, pour le présenter à ces dernières fonctions, se contentait de noter qu'il était capable, instruit et logicien studieux. Cependant, un magistrat avait pressenti sa carrière ; tout au début, en 1831, alors qu'il n'était que Substitut à Evreux, le Président des assises, le Conseiller Lepetit, dans son compte rendu de la session (1), tenait à attirer l'attention sur la rare capacité dont avait fait preuve le jeune Substitut qu'était alors Rouland.

Cinq Procureurs Généraux seulement furent recrutés parmi les Présidents de Chambre. Ces hauts représentants de la Magistrature assise avaient, semble-t-il, peu de goût et d'aptitudes pour les fonctions de Chefs de Parquets Généraux qui exigeaient des qualités si différentes et dont les titulaires affrontaient souvent de si grandes luttes.

Bresson (2) fut promu le 19 septembre 1832 Procureur Général près la Cour de Metz, alors qu'il était, depuis 1831, Président de Chambre à la Cour royale de Nancy. Après avoir été engagé volontaire en 1791, il fut, dès son arrivée au barreau de Nancy en 1800, un des premiers avocats de cette ville. Il y eut comme rival en éloquence, Fabvier. Entré dans la Magistrature en 1829, il revint encore, fait assez rare, plaider devant la Cour royale de Paris, pour y défendre lors d'un procès resté célèbre grâce à sa plaidoirie, la mémoire de son beau-frère (3) que le demandeur (4) accusait injustement de plagiat. Bresson plaida pendant deux heures et demie et ce fut un triomphe. Cette étonnante improvisation était pour lui la dernière plaidoirie, puisqu'il appartenait dorénavant à la Magistrature. Bresson entra à la Cour suprême le 19 mai 1834, où il devait retrouver, en 1840,

(1) Session du 4^e trimestre 1831. Dossier personnel de Rouland (Arch. BB⁵ II 378).

(2) Sur Bresson, Append. I⁴⁵. *Chefs-d'œuvre de l'éloquence française et de la tribune anglaise*, par l'abbé MANCEL. 5^e éd., 1843, p. 379. Discours de rentrée de l'Avocat Gén. à la Cour de Cass. Bedarrides, 4 nov. 1867 (*Monit.*, 5 nov. 1867). *Eloge de Bresson. Discours de réception à l'Académie de Stanislas* par PAILLART. Séance publique du 26 mai 1853.

(3) Pellet.

(4) Masset de Tyrone. Cf. *Eloge de Bresson* par PAILLART, sus-visé, pp. 25 et 26.

Fabvier. A ce moment, Moreau (1), était Premier Président de la Cour de Nancy. Ainsi, à une époque où la robe à la simarre d'hermine était l'objet de la convoitise des grands maîtres du barreau, ces trois célèbres avocats nancéiens étaient arrivés aux honneurs suprêmes de la Magistrature.

§ 2

Parmi les membres du siège des Cours royales de province, les Présidents de Chambre avaient un rôle important : un orateur de la Chambre des députés les qualifiait de « chevilles ouvrières » des Cours royales (2). Ils étaient peu nombreux, 89 seulement, soit de trois à cinq par Cour. Aussi la Monarchie de Juillet n'eut-elle à faire que 118 nominations de ces magistrats.

C'est surtout parmi les Conseillers des Cours royales qu'ils se recrutèrent : sur 118 Présidents de Chambre nommés de 1830 à 1848, 84 provenaient des Conseillers, 20 des Avocats Généraux, 3 de Présidents de Tribunaux et un était ancien magistrat (3). C'était le plus souvent un Conseiller de la Cour même où se produisait la vacance qui était nommé et parfois, l'ordonnance de nomination spécifiait qu'il s'agissait du doyen des Conseillers. Et même pour les plus favorisés, le stage minimum exigé pour être appelé à de tels postes était d'au moins quatre ans d'exercice des fonctions de Conseillers.

Ce recrutement était presque purement judiciaire : pour diriger les débats d'une Chambre de Cour royale, on pensait, non sans justesse, que rien ne vaut l'expérience qu'on peut acquérir comme simple Conseiller dans cette même Chambre. Les Présidents de Chambre se recrutaient aussi, parmi les Avocats Généraux qui entraient ainsi directement dans la Magistrature assise par un poste élevé, y apportant d'ailleurs plus d'activité et de jeunesse.

Enfin, les Procureurs Généraux trouvèrent souvent là, la consolation de leur disgrâce. En effet, 6 anciens Chefs de Parquets Généraux furent nommés pendant la Monarchie de Juillet, Présidents de Chambre.

(1) Moreau, bâtonnier Nancy, de 1830 à 1835, fut P. P. Nancy 5 août 1840 et Cons. Cass. en 1849.

(2) Discours du député Havin à la Chambre des députés, du 20 mai 1845 (*Monit.*, 21 mai 1845).

(3) Il y eut encore 6 P. G. disgraciés nommés Présidents de Chambre, 3 avocats et un Procureur du Roi.

Les Conseillers de Cours royales avaient, dans l'organisation judiciaire, un rôle important : « Placées, au sommet de la hiérarchie judiciaire, c'est [des Cours royales], écrivait en 1835, le Procureur Général de Riom (1), que part l'impulsion, et c'est à elles que tout vient aboutir. » Aussi, les magistrats d'appel devaient-ils posséder de grandes qualités et le choix des magistrats à promouvoir à ces hautes fonctions était-il fort délicat. Il l'était, d'autant plus, qu'au point de vue politique, c'est dans ces grandes compagnies (2) que l'esprit de résistance au nouveau régime de Juillet s'était le plus manifesté. De là, le désir naturel, pour contrebalancer les influences des magistrats réfractaires au nouveau régime, de placer dans les Cours royales des magistrats plus dociles au pouvoir. Ce qui frappe, en effet, c'est à cette époque, la grande place donnée aux magistrats du Parquet dans les promotions aux fonctions de Conseillers de Cours royales de province : sur 489 Conseillers qui furent nommés de 1830 à 1848, 202 provenaient du siège et 207 venaient du Parquet (3).

En l'absence de toute règle générale, les Procureurs Généraux créaient eux-mêmes des règles d'avancement qu'ils suivaient pour leurs propositions lorsqu'une place vaquait parmi les Conseillers des Cours royales. C'est ainsi que le Procureur Général de Douai (4) avait partagé en quatre catégories les magistrats qui lui paraissaient hiérarchiquement placés pour obtenir un siège de Conseiller à la Cour d'appel. Dans la première, il mettait les Conseillers auditeurs ; dans la seconde, les Substituts des Procureurs Généraux et les Avocats Généraux ; dans la troisième, il plaçait les Présidents, Vice-Présidents et Juges d'Instruction des Tribunaux de Lille, Saint-Omer, Douai et Arras. Enfin, dans la quatrième catégorie se trouvaient les Procureurs du Roi de ces Tribunaux. Quant aux magistrats des autres Tribunaux, ils ne lui semblaient devoir être appelés directement aux fonctions de Conseillers à la Cour que très exceptionnellement.

Il est d'ailleurs permis de penser que la Chancellerie elle-même, cherchait à établir une proportion entre les diverses catégories où elle avait à choisir pour nommer aux fonctions de Conseillers de Cours royales. C'est ainsi que, si l'on

(1) Lettre P. G. Riom à G. d. S., 29 août 1835 (Arch. BB⁶ 232 17 A).

(2) V. *infra*, livre IV, chap. I, I.

(3) 80 étaient avocats ou n'étaient pas magistrats.

(4) Lettre P. G. Douai à G. d. S., 3 octobre 1840 (Arch. BB⁶ 244 13 A).

considère les membres des Tribunaux et ceux des Cours qui devinrent Conseillers, on remarque que pendant toute la Monarchie de Juillet, sur 489 Conseillers de Cours royales de province nommés, 156 venaient des Tribunaux de première instance, 109 des Parquets des Cours royales (tant Avocats Généraux que Substituts du Procureur Général) et 44 des Conseillers auditeurs. Or, il est curieux de noter qu'à l'exception du recrutement parmi les Conseillers auditeurs, cette proportion est à peu près celle qu'on retrouve pour les nominations des Conseillers à la Cour royale d'Amiens de 1811 à 1832 (1).

Il faut encore, parmi les membres des Tribunaux de première instance appelés à la Cour comme Conseillers, faire une discrimination : 71 provenaient des Présidents, 61 des Juges, 24 des Vice-Présidents. Ainsi seulement 156 Juges du premier degré étaient, pendant la Monarchie de Juillet, devenus Juges d'appel dans des Cours de province. C'était peu, car il semble que c'eût été là le recrutement normal : « Il faut bien reconnaître, écrivait en 1847, le Premier Président de la Cour d'Angers Desmazières (2), que c'est parmi les Présidents que l'on est le plus assuré de trouver l'expérience pratique des affaires civiles et l'aptitude à les bien saisir. »

Pourquoi donc, les Présidents et Juges de Tribunaux de première instance arrivaient-ils, en si petit nombre, aux sièges de Conseillers de Cours d'appel ? A la tribune de la Chambre des députés, Boudousquié (3) expliquait qu'à l'exception des magistrats du siège même de la Cour royale, les membres des Tribunaux de première instance, presque tous propriétaires attachés au sol, ne consentaient que rarement et par exception à quitter leur domicile pour obtenir de l'avancement. Il existait aussi un autre motif pour que les membres des Tribunaux siégeant au chef-lieu de la Cour royale fussent presque seuls appelés à la Cour. Cette raison, l'auteur anonyme de *l'Etat précaire de la Magistrature en France* nous la donne (4) : Les Chefs des Cours ne connais-

(1) Lettre P. G. Amiens, fin 1834, à G. d. S. (Arch. BB⁵ 212 4 A, BB⁶ 205 4 A). Sur 27 Conseillers nommés à Amiens, 16 avaient été recrutés parmi les membres des Tribunaux et des Parquets de première instance, 7 parmi les membres du Parquet de la Cour et 4 parmi les Conseillers auditeurs.

(2) Lettre P. P. Desmazières à G. d. S., 7 nov. 1847 (Arch. BB⁵ 281 3 A).

(3) Discussion du budget de la Justice. Séance du 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836).

(4) *Etat précaire de la Magistrature en France*, p. 10. Voir *supra*, p. 198.

saient leur personnel, même celui des Tribunaux importants que par les rapports qu'ils en recevaient. Aussi, leurs choix se fixaient-ils seulement sur les magistrats qu'ils connaissaient parce qu'ils exerçaient leurs fonctions au siège de la Cour.

Il y avait encore une cause assez curieuse qui poussait les Présidents et Juges à ne pas demander d'avancement. C'est, qu'en l'absence de toute hiérarchie, ainsi que nous l'avons maintes fois remarqué, il arrivait que la situation d'un Juge était équivalente à celle d'un Conseiller. Dans l'échelle des traitements, un Juge du Tribunal de Marseille (2^e classe) percevait les mêmes émoluments qu'un Conseiller de la Cour royale d'Aix (4^e classe) (1), et la place de Juge au Tribunal de Marseille était souvent plus ambitionnée que celle de Conseiller à la Cour royale d'Aix (2).

Pour la plupart, les fonctions de Conseillers étaient une fin de carrière. Sur 579 places de Conseillers de province, il y eut 489 promotions de nouveaux Conseillers durant la Monarchie de Juillet et seulement 28 mutations. C'est dire la stabilité assez grande de ces situations. Comme l'écrivait le Premier Président de la Cour royale d'Amiens en 1847 (3) « les Cours royales sont le terme de l'ambition de la plupart des magistrats ».

On arrivait rarement dans les Cours royales avant 45 ans (4). Dans son rapport sur le budget de 1844 (5), le député Bignon signalait que les Conseillers n'étaient nommés qu'après 18 ou 20 ans de services et à un âge qui, en moyenne, est plutôt en dessus qu'au-dessous de 45 ans. Le Conseiller le plus jeune à cette époque fut Devienne, nommé à 28 ans, le 8 octobre 1830, Conseiller à la Cour de Lyon. C'était là le début de la brillante carrière qui devait l'amener à la Première Présidence de la Cour de Cassation (6).

Si l'on étudie en détail les nominations de Conseillers, on remarque que le barreau fournit 52 de ses membres aux Cours royales. C'était peu, comparé au chiffre total de 489 Conseillers recrutés sous la Monarchie de Juillet, d'au-

(1) 4.000 francs en 1846, 3.000 francs avant.

(2) Lettre Tassy à G. d. S., 27 juillet 1847 (Arch. BB⁶ 281 2 A). Voir *supra*, p. 188.

(3) Lettre P. P. Amiens à G. d. S., le 15 mai 1847 (Arch. BE⁶ 281 3 A).

(4) J'ai relevé cependant 37 nominations de Conseillers de moins de 45 ans.

(5) *Monit.*, 31 mai 1843.

(6) Sur Devienne, voir Append. I¹⁵⁰.

tant plus qu'en 1830, après la révolution, sur ce chiffre, 18 avocats avaient été promus Conseillers. Ce sont souvent des bâtonniers qui sont ainsi promus ; mais leur promotion directe à ces fonctions élevées de la Magistrature est souvent mal vue des magistrats de carrière (1).

Dans les Cours royales, les Substituts du Procureur Général avaient toutes facilités pour être promus Conseillers. Dans l'esprit de certains Chefs de Cours, c'était même là un grade intermédiaire que devaient franchir les Procureurs du Roi qui désiraient être nommés Conseillers. Les 76 Substituts du Procureur Général qui furent ainsi promus, arrivaient à ces fonctions à un âge relativement jeune. C'étaient leurs goûts, leur inaptitude aux luttes d'audience qui les décidaient ainsi à devenir Conseillers.

Dans le recrutement des Conseillers parmi les membres du siège des Tribunaux de première instance, nous retrouvons cette absence totale de hiérarchie que nous avons eue déjà maintes fois à signaler : c'est ainsi que 6 juges de 7^e classe, c'est-à-dire de la dernière catégorie, sont promus Conseillers de Cours de 4^e classe en même temps que 32 Présidents, également de 7^e classe (2). Et pourtant l'écart de traitement pour les Juges de 7^e classe (3) était de 1.500 fr., tandis qu'il n'était pour les Présidents de cette classe ainsi promus que de 800 francs. Aux mêmes fonctions de Conseillers de 4^e classe, 6 Présidents de 5^e classe furent nommés, et pour eux la différence d'émoluments était très faible : 300 fr.

On retrouve les mêmes anomalies pour le recrutement des Conseillers des Cours royales de 2^e classe. Les Conseillers de ces compagnies particulièrement importantes, puisqu'il s'agissait des Cours de Bordeaux, Lyon et Rouen, étaient ordinairement choisis parmi les Juges de 2^e classe (11 nominations) et les Vice-Présidents de 2^e classe (6 nominations). C'étaient donc, le plus souvent, les membres des Tribunaux, siégeant dans les villes où se trouvaient ces Cours, qui obtenaient ces nominations. Cet avancement considéré comme

(1) Cf. Lettre P. G. Limoges à G. d. S., 2 juin 1837 (Arch. BB⁶ 232 16 A) à propos de la nomination directe à la Cour de Limoges de Barny, avocat dans cette ville.

(2) Furent aussi nommés Conseillers de Cours de 4^e classe : 13 Vice-Présidents de 4^e classe, 15 Présidents de 6^e classe, 1 Vice-Président de 5^e classe, 9 Juges de 4^e classe, 5 Vice-Présidents de 6^e classe et 16 Juges de 5^e classe.

(3) A partir de 1837. Si j'indique ainsi la différence de traitement, c'est que, comme nous l'avons vu plus haut, c'était là le seul critérium de l'avancement. Voir *supra*, p. 188.

normal assurait à ceux qui en bénéficiaient des augmentations de traitement de 450 et 1.200 francs. Des Présidents de 5^e classe (1 nomination), de 6^e classe (2 nominations) et même de 7^e classe (9 nominations) prirent également la robe rouge dans des Cours royales de 2^e classe et pourtant, pour ces derniers la différence de traitement était importante et s'élevait à 2.325 francs. D'ailleurs, les Présidents de 7^e classe qui bénéficiaient de ce grand avancement étaient dans des Tribunaux situés dans le ressort de ces Cours de 2^e classe. Aussi, les titulaires de ces postes, grâce à l'avancement par ressort, bénéficiaient de situations privilégiées. Mais il y a plus : en 1835 (1), un simple Juge de Tribunal de 6^e classe, Josserand, du Tribunal de Bourg, fut nommé Conseiller à la Cour de Lyon, bénéficiant ainsi d'un écart de traitement de 2.600 francs. Et en 1830 (2), un Juge de la dernière catégorie, de la 7^e classe, Lacroix, Juge au Tribunal de Ribérac, avait été promu directement Conseiller à la Cour royale de Bordeaux, profitant d'une augmentation d'émoluments de 2.950 francs.

Dans cet arbitraire, on cherche en vain les règles dont peut s'inspirer le pouvoir central pour promouvoir aux fonctions de Conseiller : par les exemples que nous avons montrés, on voit que le Président du Tribunal le plus élevé a la même vocation que le Juge du Tribunal inférieur aux fonctions de Conseiller à la même Cour. Cependant, en étudiant de près toutes ces promotions judiciaires on remarque qu'elles ont surtout lieu à l'intérieur des ressorts des Cours royales. Ceci peut s'expliquer par les présentations des Chefs de Cours, par certaines habitudes de la Chancellerie, et aussi par le désir des magistrats de cette époque de ne pas quitter leur région.

93 Procureurs du Roi et 5 Substituts de Procureurs du Roi devinrent, sous la Monarchie de Juillet, Conseillers de Cours royales. A la différence des Présidents, six acceptèrent d'importantes diminutions de traitement pour obtenir l'honneur et la tranquillité de siéger comme Conseillers dans une Cour royale. La plus grande perte d'émoluments fut supportée par Varenard, Procureur du Roi à Lyon, qui fut nommé le 30 juillet 1832 Conseiller à la Cour de 2^e classe de Lyon et qui vit son traitement diminuer de 1.800 francs. Ainsi donc, à ces époques quelque peu difficiles pour le ministère public, devenir membre du siège est déjà un avancement.

(1) Le 8 juin 1835

(2) Le 15 octobre 1830.

Pour les Cours les plus nombreuses, celles de 4^e classe, le recrutement parmi les membres du Parquet est différent de celui que nous avons étudié plus haut. Nous avons vu des Juges de 4^e classe, de 5^e classe et même de 7^e classe accéder directement à la robe rouge. Ici, rien de pareil : un seul ^eSubstitut est nommé Conseiller d'une Cour de 4^e classe. Et il appartient (1) à un Tribunal de 2^e classe, si bien que cet avancement ne comportait aucun avantage pécuniaire et était seulement honorifique. Si, au siège, le recrutement des Conseillers de 4^e classe se fait parmi les Présidents de 7^e classe, au Parquet, ce sont les Procureurs du Roi d'un échelon supérieur, c'est-à-dire appartenant à la 6^e classe qui sont le plus souvent choisis (2). Fait notable, ce recrutement ne commence qu'en 1832, mais il prend plus d'importance au fur et à mesure qu'on approche de 1848. Les promotions des Procureurs de 7^e classe (3) aux fonctions de Conseillers de 4^e classe sont beaucoup plus rares. Le dernier magistrat qui bénéficia de cet avancement exceptionnel fut, en 1844, Fabvier, fils du Conseiller à la Cour de Cassation, promu Conseiller à la Cour de Nancy (4).

Quant aux Cours de 2^e classe où neuf Présidents de 7^e classe avaient été nommés, un seul Procureur de 7^e classe y accéda. Encore, était-ce au début de la Monarchie de Juillet, à une époque où la hiérarchie judiciaire était encore moins respectée qu'à la fin (5). Les autres Procureurs du Roi nommés à ces Cours appartenaient à la 6^e classe [4] et à la 5^e classe [3].

Trente-trois Avocats Généraux de Cours royales furent nommés Conseillers. Quand cette mutation se produisait au sein d'une même Cour, elle imposait à celui qui en était l'objet une diminution de traitement qui atteignait par exemple pour les Cours de 4^e classe, 500 francs. Aussi, de telles nominations cachaient le plus souvent des disgrâces, ou bien elles concernaient des Avocats Généraux qui redoutaient les épreuves de la barre. Cependant, certains s'asseyaient ainsi

(1) Pierre Grand, Substitut à Rouen, nommé Conseiller à Metz le 9 novembre 1841.

(2) Il y en eut 41 de nommés pendant le cours de la Monarchie de Juillet.

(3) Il y en eut 9 et 24 Procureurs de 5^e classe furent également promus Conseillers.

(4) Voir *supra*, p. 208.

(5) Il s'agit de Jourdan, P. R. à Belley, nommé Conseiller à Lyon le 8 octobre 1830.

par goût, tel Machard (1), dont le nom à Amiens était synonyme d'éloquence.

Le recrutement parmi les Conseillers auditeurs fut un peu négligé sous la Monarchie de Juillet. Ces magistrats continuaient à souffrir de la défaveur qui s'attachait à leurs fonctions depuis la fameuse discussion des débuts de la Monarchie de Juillet (2).

En 1830, il y avait 142 Conseillers auditeurs dans les Cours royales de province (3) ; leur seul avancement consistait dans leur titularisation comme Conseillers, et celle-ci était bien lente à venir et même parfois n'arrivait pas. Il n'y eut en effet que 44 Conseillers qui furent pris parmi les Conseillers auditeurs (4).

Telles furent les catégories (5) où le pouvoir recruta les Conseillers des Cours royales de province. Ces magistrats avaient quelques loisirs et certains en profitaient pour étudier des questions juridiques ou écrire des ouvrages d'histoire locale. Bernard, Conseiller à la Cour de Grenoble, qui était un criminaliste éminent, dirigea par ses travaux la réforme de la législation criminelle du royaume de Sardaigne (6), tandis que le Conseiller Clerc, de la Cour de Besançon, se spécialisa dans les recherches sur la Franche-Comté. En 1840 et 1845, il fit paraître l'histoire de cette région (7), et en 1847, il publia un *Essai sur la Franche-Comté à l'époque romaine représentée par ses ruines* (8).

(1) Avocat Gén. Amiens, nommé le 10 décembre 1834 Conseiller Amiens. Cf. *Eloge de Machart* par SAINT-ALBIN BERVILLE à l'*Académie d'Amiens* (Amiens, 1855).

(2) Voir *supra*, livre I, chap. IV, II.

(3) Voir le discours de Desmousseaux de Givré à la Chambre des députés, le 23 mai 1840 (*Monit.*, 24 mai 1840).

(4) Voir les récriminations de Maniez, Conseiller auditeur à Douai, à ce sujet en 1841 (MANIEZ, *Réflexions sur l'utilité et les inconvénients que présente la réorganisation d'un corps d'auditeurs*, p. 20).

(5) Il y eut encore notamment 2 Juges auditeurs, 21 anciens Magistrats et 2 Préfets nommés Conseillers.

(6) Discours de Sapey à la rentrée de la Cour impériale de Paris du 3 nov. 1860 (*Monit.*, 4 nov. 1860).

(7) *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté*, par EDOUARD CLERC, Conseiller à Besançon, t. I et II (1840 et 1846). Le *Moniteur* du 21 juin 1846 qualifiait son travail d'ouvrage de bénédictin. Effectivement, le travail qu'il fit paraître en 1860 : *Etude complète sur l'Alaise*, est citée par JULLIAN, *Histoire de la Gaule*. Paris, 1909, t. III, chap. XIII, V, p. 503, note 1.

(8) Besançon, 1847.

§ 3

Les Parquets de Cours royales comprenaient des Avocats Généraux et des Substituts du Procureur Général. En l'absence de toute hiérarchie, il est assez difficile de situer la place des Avocats Généraux. Il semble cependant qu'ils doivent être mis juste au-dessous des Procureurs Généraux et qu'ils occupent une situation plus élevée que celle des Procureurs du Roi, même de grands Parquets.

Ce qui le fait penser, c'est d'abord que les Procureurs Généraux se recrutent, nous l'avons vu, surtout parmi eux. De plus, des Procureurs du Roi titulaires même de Parquets très importants (1), n'hésitent pas à se faire nommer Avocats Généraux (2). Et on ne saurait voir dans ces nominations des disgrâces, puisque Dufresne, Avocat Général à Rennes, ayant été nommé le 20 juillet 1843, Procureur du Roi à Nantes, protesta et voulut, à peine arrivé au Parquet de Nantes, qui était cependant fort important, revenir à Rennes comme Avocat Général (3).

Les Avocats Généraux des Cours de province paraissent également occuper une situation équivalente à celle de Substitut à la Seine : trois d'entre eux, en effet, sont, comme les Substituts près le Tribunal de la Seine, nommés directement aux fonctions de Substituts du Procureur Général à Paris (4).

Cette position éminente, les Avocats Généraux la devaient au rôle important qu'ils jouaient dans les Cours royales. En l'absence des Procureurs Généraux, c'étaient eux qui dirigeaient l'action publique dans le ressort des Cours. Or, très souvent, les Procureurs Généraux étaient hommes politiques et devaient résider de longs mois à Paris. En 1831, l'Avocat Général de Lyon, Vincens de Saint-Bonnet, indi-

(1) Cependant, dans les dernières années du règne, des Avocats Généraux se font nommer Procureurs du Roi de Parquets importants. Voir *infra*, p. 341.

(2) Daviel, P. R. Rouen (2^e cl.), est nommé Avocat Gén. Rouen le 29 août 1830. Demangeat, P. R. Nantes (3^e cl.), est promu Avocat Gén. à Rennes le 22 juillet 1843. Delquié, P. R. à Toulouse (5^e cl.), est nommé Avocat Gén. à Toulouse le 25 nov. 1847.

(3) Lettre Dufresne à G. d. S., 9 août 1843 (Arch. dossier Fauconneau-Dufresne). Il ne réussit d'ailleurs pas dans ses démarches et, en compensation fut, le 11 juillet 1846, nommé P. G. Bastia.

(4) Voir Append. XII, la liste des nominations, sous la Monarchie de Juillet, aux fonctions de Substituts du Procureur Général près la Cour de Paris.

quait que, depuis deux ans, il gérait le Parquet Général de Lyon (1).

Pour des fonctions qui exigeaient de l'activité, de l'éloquence, le pouvoir tenait à attirer de jeunes talents. Certains avaient moins de trente ans (2). Où les recrutait-il ? Sur 155 promotions d'Avocats Généraux, 81, soit près de la moitié, furent faites en faveur de Substituts de Procureurs Généraux de province. C'était donc là le recrutement normal. 31 avocats furent également nommés directement Avocats Généraux. On comprend qu'on ait recherché ainsi ceux qui étaient habitués à l'art de la parole ; cependant, il convient de noter que sur ce chiffre, dans la seule année de la révolution de 1830, 23 avocats furent promus Avocats Généraux. C'est dire, qu'après, ce mode de recrutement des Avocats Généraux fut exceptionnel. Il y eut encore, pendant le cours de la Monarchie de Juillet, 31 places d'Avocats Généraux données à des Procureurs du Roi ; puis trois Conseillers, un Président et trois Substituts (3) furent promus à ces fonctions. Ces dernières nominations montrent combien le pouvoir central, en promouvant de simples Substituts de Tribunaux Avocats Généraux, dédaignait toute hiérarchie (4).

Les Avocats Généraux de cette époque accédèrent très rapidement aux fonctions de Chefs de Cours. Un des plus remarquables fut Jallon (5). Lors des événements de 1830, il se trouvait Substitut à Orléans ; son Procureur ayant démissionné, il prit en main l'administration du Parquet d'Orléans. Aussi fut-il nommé dès le 25 août 1830, au Parquet

(1) Lettre Avocat Gén. Lyon, Vincens de Saint-Bonnet, à G. d. S., 31 mai 1831 (Arch. BB^s 199 17 A).

(2) Devaux fut nommé Avocat Général à Colmar, à 29 ans, le 21 sept. 1830 ; Henriot, Avocat Général à Metz, le 17 avril 1831, à 29 ans ; Nicias Gaillard, Avocat Général à Poitiers, le 5 nov. 1832, à 28 ans.

(3) Furent encore nommés 2 Conseillers auditeurs, 1 ancien Avocat Général, 1 ancien Magistrat et 1 ancien Substitut du Procureur Général.

(4) Le 2 sept. 1830, Doms, Sub. Bordeaux (2^e cl.), fut nommé Avocat Gén. Bordeaux (2^e cl.) ; le 10 sept. 1830, Pitre-Guiraud, Sub. Nantes (3^e cl.), fut nommé Avocat Gén. Angers (4^e cl.) et le 11 juillet 1840, Diard, Sub. Tours (5^e cl.), fut nommé Avocat Gén. Orléans (4^e cl.).

(5) Sur Jallon, voir Append. I¹¹⁹ et Dossier Jallon (Arch. BB^s II 216), notamment ses Lettres à G. d. S. (5 août 1830, 31 mars 1832, 8 juillet 1832, 18 oct. 1841, 13 nov. 1841. Lettre P. G. Riom à G. d. S., 8 nov. 1837). Discours de rentrée à la Cour de Cassation, par Savary, Avocat Gén., prononcé le 4 nov. 1862 (*Monit.*, 5 nov. 1862). Voir *supra*, p. 271.

Général comme Substitut. Très actif, il se plaignait de ne pas avoir assez d'occupations à cause de la rareté des affaires civiles et criminelles ; dès 1832, il fut promu Avocat Général à la Cour de Riom. Il avait 35 ans et y resta neuf ans. Il y fut célèbre par son éloquence qui produisait une forte impression sur le jury.

A cette époque, deux magistrats qui devaient terminer leur carrière, l'un comme Procureur Général près la Cour impériale de Paris, l'autre comme Procureur Général près la Cour de Cassation, sont tous deux Avocats Généraux de Cours de province. De Marnas (1) est Avocat Général à Lyon et de Raynal (2), Avocat Général à Bourges. Tous deux sont fort jeunes. De Marnas a 38 ans quand il est promu Avocat Général à Lyon ; dès ce moment il est noté comme un magistrat d'élite. De Raynal n'a même que 33 ans quand il est Avocat Général.

Un autre Avocat Général plus modeste qui n'accéda jamais aux très hautes fonctions, Massabiau (3), mérite cependant qu'on s'arrête à son nom. Magistrat breton, à 40 ans Avocat Général à la Cour de Rennes en 1840, il consacra ses loisirs à écrire des manuels professionnels destinés aux magistrats des Parquets, ouvrages fort précis, remplis de détails utiles qui furent utilisés très longtemps par de nombreuses générations de Procureurs.

Il y avait, dans l'ensemble des Cours royales de province, 53 Substituts des Procureurs Généraux. Or, pendant toute la Monarchie de Juillet, 221 magistrats furent promus à ces fonctions ; ce qui montre que ce n'était qu'une situation temporaire où l'on ne restait pas longtemps. Suivant les capacités qu'ils y montraient (4), ces magistrats devenaient ensuite ou bien Avocats Généraux ou bien Conseillers.

On n'était donc Substitut du Procureur Général que quelques années, et en 1847, un Substitut du Procureur Général de Nîmes, Baragnon, pouvait, à juste titre, s'étonner d'être

(1) Sur de Marnas, voir Append. I¹⁵¹. Lettre P. G. Lyon à G. d. S., 28 oct. 1847 (Arch. BB⁶ 281 15 A).

(2) Sur de Raynal, voir Append. I¹⁵².

(3) Sur Massabiau, voir Append. I¹⁵³ (Arch. BB⁶ 244 26 A). Il publie le *Manuel du Procureur du Roi et du Substitut* en 1837, une 2^e édition de cet ouvrage en 1843 et une 3^e en 1856, sous le titre de *Manuel du Ministère public*.

(4) Discours de Bignon, rapporteur du budget pour l'exercice 1844. Séance de la Chambre des députés du 30 mai 1843 (*Monit.*, 31 mai 1843).

resté treize ans à ce poste, et d'être ainsi le magistrat de cette catégorie ayant le plus d'ancienneté (1).

Si leur stage dans ces fonctions était court, c'est aussi qu'ils étaient chargés d'une besogne administrative de bureau, lourde, fatigante et quelque peu rebutante : « A Riom, écrivait en 1840, Grellet-Dumazeau, Substitut du Procureur Général (2), au Garde des Sceaux, un Substitut du Procureur Général est une manière de commis rédigeant au Parquet des actes d'accusation et les nombreux rapports qui encombrant les bureaux de votre ministère. Ces fonctions, les plus ingrates et les moins rétribuées de la Magistrature sont évidemment des fonctions de transition. Accablé du travail le plus fastidieux, le magistrat qui les remplit avec conscience ne peut apprendre ce qu'il devrait savoir, et il oublie tout ce qu'il avait appris. »

Sans doute, ces magistrats requéraient aux assises, et c'était là un genre d'activité souvent plus passionnant que l'aride travail du cabinet. Mais parfois, ce rôle était bien difficile : à la Cour de Douai, un Substitut du Procureur Général, Lagarde, qui n'avait jamais été affecté au service des assises (3), fut contraint d'y prendre la parole. Il se trouva subitement atteint d'une soi-disant indisposition qui l'empêcha de venir au Palais. Son médecin ne cacha pas que l'appréhension causée par l'approche des assises n'était pas étrangère à son mal. De telles émotions le détournèrent de la Magistrature des Parquets, et, en 1841, il obtint un siège de Conseiller.

On comprend, dès lors, que pour des fonctions aussi « actives et militantes (4) » il fallait des hommes jeunes. Les Substituts des Procureurs Généraux arrivaient donc en général à cette position à un âge qui, en moyenne, ne dépassait pas 35 ans, et après 8 ou 10 ans de services (5). Certains accédaient à ces fonctions, beaucoup plus jeunes : Jobart fut nommé, le 11 octobre 1830, Substitut du Procureur Général à Besançon à 26 ans et Romeuf de la Vilette fut promu au même âge Substitut au Parquet Général de Riom, le 21 mars

(1) Lettre Sub. P. G. Baragnon à G. d. S., 22 février 1847 (Arch. BB⁶ 282 19 A).

(2) Lettre Sub. P. G. Grellet-Dumazeau à G. d. S., le 26 juin 1840 (Arch. BB⁶ 249 25 A).

(3) Sur Lagarde, voir Append. I¹⁵⁴. Lettre P. G. Douai à G. d. S., 21 janvier 1840 (Arch. BB⁶ 244 13 A).

(4) Ce sont les propres termes du rapport de Bignon sus-visé.

(5) Cf. rapport de Bignon sus-visé.

1834. D'ailleurs, pour récompenser l'ingratitude de leur labeur, très souvent les Substituts des Procureurs Généraux devenaient rapidement Avocats Généraux ou Procureurs du Roi de Parquets importants et de là Procureurs Généraux.

Comment se recrutaient les Substituts des Procureurs Généraux ? En 1830, l'année de l'envahissement de la carrière judiciaire par les avocats, sur 35 Substituts de Parquets Généraux, 16 sont des avocats ; mais, par contre, de 1831 à 1848, il n'y eut plus que 4 avocats nommés à ces fonctions. Ces magistrats, en dehors du barreau, se recrutaient surtout parmi les Procureurs du Roi [96] et les Substituts de Procureurs du Roi [81] (1).

Ces simples chiffres ne donneraient qu'une idée imparfaite du recrutement de ces magistrats, car, Procureurs du Roi et Substituts ainsi nommés sont de classes différentes et les Cours royales elles-mêmes sont de plusieurs catégories. En principe, nous l'avons vu, il y a avancement, quand il y a augmentation de traitement ; mais l'application de cette règle n'est pas rigoureuse quand il s'agit de promotions aux Parquets Généraux, car l'honneur de siéger dans une Cour peut compenser parfois la diminution d'émoluments. C'est ainsi que le 13 juillet 1836, Lieutaud, Substitut du Procureur du Roi à Marseille, et Ricard, Substitut du Procureur Général à Aix, permutent tous les deux. Or, le Substitut de Marseille perdait 750 francs sur son traitement (2) et Ricard partait en disgrâce (3). Par suite, son copermutant voyait ses émoluments diminués pour avoir la robe rouge (4).

Quand on consulte la hiérarchie d'après les traitements, il semblerait que le recrutement des Substituts de Procureurs Généraux fût facile : il suffisait de prendre les magistrats du Parquet de l'échelon inférieur et de descendre au plus, de un ou deux degrés. Par exemple, les Substituts de 4^e classe et les Procureurs du Roi de 7^e classe auraient été promus Substituts des Procureurs Généraux de 4^e classe. Mais, en pratique, on voit des Substituts de 6^e classe promus Substi-

(1) Il y eut encore 15 Conseillers auditeurs, 5 anciens Magistrats, 1 Président de Tribunal et 3 Juges d'Instruction de nommés à ces postes.

(2) Son traitement était de 3.000 francs.

(3) Lettre P. G. Borély, Aix, à G. d. S., le 7 juin 1836 (Arch. BB⁶ 226 2 A).

(4) Cet exemple n'est pas unique : six P. R. de 6^e cl. sont nommés Sub. P. G. de 4^e cl., perdant 150 francs de traitement ; un P. R. de 5^e cl. est promu Sub. P. G. de 4^e cl. et perd 450 francs.

tuts de Procureurs Généraux de 4^e classe et même de 2^e classe (1).

Les Substituts des Procureurs Généraux de 2^e classe (Rouen, Bordeaux, Lyon) sont généralement d'anciens Substituts de 2^e classe des Tribunaux de ces mêmes villes. Au Parquet Général de Lyon accèdent également les Procureurs du Roi d'un très important Tribunal d'assises, celui de Montbrison (2) où se jugent les affaires criminelles du département de la Loire. Un seul avocat fut nommé directement Substitut du Procureur Général à Lyon, Gilardin (3), le futur Premier Président de la Cour royale de Paris.

Ce sont les Procureurs du Roi de 7^e classe [76] qui assureraient le recrutement normal des Substituts des Cours de 4^e classe. Il y eut également 10 Substituts de 4^e classe (4), et 26 Substituts de 5^e classe (5) qui furent promus aux Cours siégeant dans les villes de ces Tribunaux. Enfin, franchissant les échelons, 21 Substituts de Tribunaux de 6^e classe sont nommés Substituts des Procureurs Généraux ; il y a pour de telles nominations des habitudes. C'est ainsi que les Substituts du Tribunal d'Epinal sont nommés Substituts à la Cour de Nancy (6), ceux d'Agen arrivent souvent directement au Parquet de la Cour d'Agen (7). Cependant, pour obtenir de tels avancements qui se traduisaient par une augmentation d'émoluments annuels de 650 francs, il fallait encore posséder de puissants appuis. Tel était le cas de Romeuf de la Vilette qui, de Substitut à Moulins, est nommé le 21 mars 1834, Substitut du Procureur Général à Riom à 26 ans. Il était patronné par le duc d'Orléans lui-même (8).

V

Passons maintenant à l'étude du personnel des Tribunaux de première instance de province. Nous avons vu plus haut (9), quelques carrières de Présidents de Tribunaux de-

(1) Voir Append. III, Les traitements des magistrats.

(2) Chegaray, de Thorigny, Demiau Crouzilhae sont ainsi nommés en 1830, 1832 et 1838.

(3) Sur Gilardin, voir Append. I^{ers} et *infra*, p. 417.

(4) Notamment à Orléans, Strasbourg, Montpellier, Rennes, Nancy, Nîmes et Metz.

(5) Par exemple à Aix, Douai, Besançon et Grenoble.

(6) Collard, le 20 sept. 1834 ; Escudié, le 2 mai 1842.

(7) Desmolin, le 5 avril 1833 et Dubernet, le 28 août 1842.

(8) Voir Arch. BB^s 226 27 A.

(9) Voir *supra*, p. 180.

première instance qui nous ont montré que souvent, dénués de toute ambition, ils voyaient toute leur vie judiciaire s'écouler dans le cadre de leur petite ville.

Il n'y eut pour cette catégorie de magistrats que 351 nominations pendant la Monarchie de Juillet, et 31 mutations pour 360 postes. C'est dire la stabilité de ces fonctions, où on relève donc à peine un changement par siège de Président durant le règne de Louis-Philippe.

Comment se recrutaient les Présidents de Tribunaux ? C'était surtout parmi les Juges des Tribunaux [143] et les Procureurs du Roi [110]. Il convient de noter, d'ailleurs, que le plus souvent, pour ces catégories, le recrutement se fait à l'intérieur du Tribunal même. C'est ainsi que 73 Juges et 78 Procureurs du Roi sont nommés Présidents dans les Tribunaux où ils exerçaient déjà leurs fonctions (1). Si l'on songe, par ailleurs, que seuls 31 Présidents ont été l'objet de mutations de 1830 à 1848, on voit que de nombreuses carrières s'écoulaient dans les mêmes cités.

La Monarchie de Juillet suivait en cela la tradition des régimes précédents : c'est ainsi qu'en 1843 (2), Martinez, le doyen des Présidents du royaume, décédait à Saverne à 74 ans. Fils d'un avocat de la ville, il y avait été receveur de l'enregistrement, puis Procureur impérial et, de 1806 à 1843, Président du Tribunal.

Parfois, avec ces modes de recrutement, arrivaient Présidents des Juges qui, auparavant, avaient exercé d'autres professions judiciaires. Tel fut le cas de Dobignies (3), qui avait été avoué à la Cour de Paris durant 13 ans, avant d'être Juge à Auxerre, puis Président à Corbeil, le 23 avril 1841, à 45 ans. Il s'était rendu célèbre par sa belle conduite comme Commandant de la garde nationale, lors des émeutes du mois de juin 1832.

En plus des Juges et des Procureurs du Roi, il y eut encore 32 avocats qui furent promus Présidents (seulement au début de la Monarchie de Juillet, puisque 24 le furent avant 1837), 12 Substituts, 6 Conseillers à la Cour, 10 anciens magistrats, 27 Vice-Présidents (4). Mais alors que le recrutement des

(1) Au total il y eut 177 membres de Tribunaux promus sur place Présidents, soit plus de la moitié des magistrats nommés à ces fonctions.

(2) Cf. *Monit.*, 23 octobre 1843.

(3) Sur Dobignies, voir Append. I¹⁵⁶ et Discours de rentrée à la Cour impériale de Paris du 4 nov. 1867 (*Monit.*, 5 nov. 1867).

(4) Il y eut encore deux Substituts de Procureur Général, un Juge

Présidents parmi les anciens magistrats cesse en 1837, au contraire, c'est surtout à partir de cette date que les Vice-Présidents sont nommés Présidents. Avant 1837, cinq Vice-Présidents sont promus à ces fonctions et après, il y en a 22. Ce sont d'ailleurs presque toujours des Vice-Présidents du Tribunal même [23 sur 27] qui sont élevés à la Présidence. Quant aux Conseillers de Cours royales, on peut s'étonner de les voir ainsi abandonner la robe rouge pour des fonctions en apparence inférieures ; mais ce sont le plus souvent [4 sur 6] des magistrats qui ne changent pas de résidence et qui sont promus Présidents de Tribunaux importants, comme Lyon et Bordeaux.

Si les fonctions des Présidents de Tribunaux se distinguent par leur stabilité, il en est tout autrement des Procureurs du Roi. Il y eut, en effet, pendant la même période, 1186 nominations de Procureurs du Roi, dont 872 promotions et 314 mutations, soit pour le même nombre de places, un nombre de nominations de Chefs de Parquets trois fois plus grand que celui des Présidents de Tribunaux. On voit par cette simple comparaison la grande différence qui existe entre la Magistrature des Parquets et celle du Siège dans les Tribunaux de première instance. Les Procureurs du Roi bénéficiaient d'avancements plus fréquents, mais aussi, ils souffrent de disgrâces et de révocations qui n'atteignent pas les Présidents.

Dans la seule année 1830, où tous les Parquets, nous l'avons vu, furent presque entièrement renouvelés, il y eut 300 nominations aux fonctions de Procureurs du Roi, dont 262 promotions et 38 mutations.

Comment se recrutèrent les Procureurs du Roi durant la Monarchie de Juillet ? Furent nommés à ces fonctions 476 Substituts, 169 avocats, 50 anciens magistrats, 28 Juges d'Instruction, 23 Juges, 10 Avocats Généraux, 9 Présidents de Tribunaux, 15 Substituts de Procureurs Généraux, 9 Juges suppléants, 8 Juges auditeurs (1). Mais, pour se faire une idée plus exacte de ce recrutement, il faut indiquer que, dans la seule année 1830, après la révolution de Juillet, 138 avocats et 28 anciens magistrats furent promus Procureurs du Roi. De plus, à la différence de ce que nous avons

auditeur, un Sous-Préfet, un avoué, un Juge de paix, un ancien avoué de nommés.

(1) Il y eut encore notamment 2 avoués, 3 Conseillers auditeurs, 1 Juge de paix, 1 Vice-Président, 1 Conseiller de Préfecture de nommés.

vu pour les Présidents, il y eut seulement 134 promotions sur place de Procureurs du Roi (1).

Ordinairement, les Procureurs du Roi passent par avancement dans des Tribunaux d'une classe supérieure au point de vue traitement ; c'est ainsi que, normalement, des Procureurs de 7^e classe sont nommés Procureurs de 6^e classe et les Procureurs de 6^e classe sont nommés dans des Tribunaux de 5^e classe. Les Substituts de 6^e et de 7^e classe sont promus Procureurs de 7^e classe. Mais il y a là encore, comme nous l'avons déjà vu pour d'autres catégories de magistrats, des anomalies fréquentes : c'est ainsi que le 30 janvier 1835, par la même ordonnance, Grand, Substitut de Charleville (6^e classe), est nommé Procureur du Roi de Rocroi (7^e classe) et de Saint-Vincent, Substitut de Rocroi (7^e classe), est promu Procureur du Roi de Charleville (6^e classe). Le 27 mars 1835, un Substitut de 5^e classe, Lenglet d'Arras est nommé Procureur du Roi à Saint-Pol, qui est un Tribunal de 7^e classe. Il y a plus ; parfois, des Substituts de Tribunaux importants passant Procureurs du Roi subissent des diminutions de traitements : le 15 août 1834, Nepveur, Substitut du Tribunal de Rouen (2^e classe), est nommé Procureur du Roi à Evreux (6^e classe) et voit ainsi ses émoluments diminués de 600 francs. Par contre, le 25 juillet 1836, un autre Substitut d'un Tribunal de 2^e classe, Lepeyre, Substitut du Tribunal de Marseille, est nommé directement Procureur du Roi à Marseille (2^e classe) et a son traitement doublé. Nous constatons donc de nouveau ici les conséquences de l'absence de toute hiérarchie organisée. D'ailleurs, pour les Tribunaux, une autre idée intervient pour fixer l'avancement : à égalité de traitement un poste de Chef de Parquet dans un chef-lieu de département, le plus souvent siège de la Cour d'assises, est considéré comme étant une place d'avancement ; ces Tribunaux occupaient en effet plus de magistrats et étaient souvent à ce point de vue d'une classe plus élevée (2) que les simples Tribunaux de chefs-lieux d'arrondissement (3).

(1) 110 Substituts, 3 Juges suppléants, 2 Juges auditeurs, 13 Juges d'Instruction, 6 Juges.

(2) Il ne s'agit pas ici de la classe du Tribunal au point de vue des traitements mais des classes des Tribunaux quant à la composition des juridictions.

(3) Voir Append. II, Les classes des Tribunaux quant à la composition des juridictions et Append. III, La répartition des juridictions par classes au point de vue des traitements.

A cette époque, il existe des Procureurs du Roi qui sont appelés à une brillante carrière. Cordoën (1) a débuté à 24 ans comme Substitut à Saint-Calais (7^e classe), à 29 ans il est Substitut à Coutances (2) (5^e classe), Tribunal d'assises. De là, il est promu Procureur à Bayeux (5^e classe). Il y réussit très bien, et en 1846 (3), le Premier Président de la Cour de Caen signalait que sa présence était nécessaire dans l'arrondissement : « pour combattre des influences dangereuses que la perspective des élections politiques générales a suscitées » ; aussi, comme on ne peut lui donner le poste d'avancement qu'il mérite, il est nommé, le 21 mars 1846, Chevalier de la Légion d'honneur. Il sera, sous le Second Empire, Procureur Général près la Cour impériale de Paris.

Mais, d'autres Procureurs du Roi étaient, au contraire, dénués de toute ambition. Sacase (4) était secrétaire du célèbre juriste Dalloz et il publiait dans la revue Wolowski (5) des articles de droit administratif. De plus, il avait été le collaborateur du Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice. Il pouvait donc espérer les plus belles places de la Magistrature et spécialement celles si ambitionnées du ressort de Paris. Il se contenta de celle de Substitut à Bagnères-de-Bigorre (7^e classe) près de son pays d'origine. Le 20 octobre 1842, il fut nommé Chef du Parquet de Saint-Gaudens, où il put montrer ses qualités de juriste dans un procès sur des droits d'usage et de propriété touchant des forêts. Bernard Fort (6) avait débuté à 25 ans, le 6 septembre 1830, comme Substitut de 7^e classe à Moissac ; le 1^{er} mars 1834, il est Procureur du Roi à Saint-Girons (7^e classe). Il y reste trois ans, puis il est promu Procureur du Roi à Castres (6^e classe) ; de là, il va à Albi. La classe au point de vue traitement est la même ; mais il y a cependant avancement, car le Tribunal d'Albi est un Tribunal de chef-lieu de départe-

(1) Sur Cordoën, voir Append. I¹⁵⁷. Discours de rentrée à la Cour de Cassation, de Paul Fabre, Avocat Gén., du 3 novembre 1864 (*Monit.*, 4 nov. 1864).

(2) La 6^e classe, au point de vue traitement, à laquelle appartenait Coutances, avait été réunie depuis le 1^{er} octobre 1840 à la 5^e classe. Voir *supra*, p. 141.

(3) Lettre P. P. Caen à G. d. S., 11 fév. 1846 (Arch. BB⁸ 277 9 A).

(4) Sur Sacase, voir Append. I¹⁵⁸ et l'*Eloge* du Président Sacase, membre honoraire de l'Académie de législation de Toulouse, prononcé le 26 avril 1885 par Arnault, secrétaire perpétuel (*Académie de législation de Toulouse*, 1885, t. XXXIII, p. xxxi).

(5) Voir sur cette revue, *supra*, p. 155, note 1.

(6) Sur Fort, voir Append. I¹⁵⁹ et la *Notice* sur le Président Fort, par Carol (*Académie de législation de Toulouse*, 1875, t. XXIV, pp. 33 à 61).

tement (1). A Albi, il prononça au mois de novembre 1843 (2) un discours de rentrée sur le procès de la famille Sirven (3), d'après le dossier qu'il avait découvert dans les archives du Palais de Justice. On voulait faire de lui un Avocat Général ; mais il accepta seulement d'être nommé à la Présidence du siège.

Un recrutement curieux à étudier est celui des Procureurs du Roi de Parquets importants pris parmi les Avocats Généraux des Cours royales. Il ne commence qu'en 1841 et il ne paraît nettement établi qu'à partir de 1845. Jusque-là, nous l'avons vu (4), des nominations de ce genre étaient vues avec défaveur de ceux mêmes qui en étaient l'objet. Mais, à partir de 1845, 6 places de Procureurs à Lyon, Marseille, Bordeaux (2^e classe), Toulouse et Nantes (3^e classe) sont données à des Avocats Généraux. C'est ainsi, par exemple, que sont nommés Procureurs à Lyon, le 29 octobre 1845, Massot, Avocat Général à Lyon (2^e classe), et le 23 novembre 1846, Rieff, Avocat Général à Rouen (2^e classe) ; alors que primitivement de telles places étaient réservées à de simples Substituts du Parquet général de Lyon, puisque de Thorigny et Gilardin qui occupaient ces fonctions furent mis à la tête du Parquet de Lyon, le 20 octobre 1835 et le 3 mai 1840.

C'est à ce mode de recrutement qu'appartient Vaïsse (5), Avocat Général à la Cour d'Aix, nommé Procureur du Roi à Marseille (2^e classe), le 14 septembre 1847, qui devait terminer sa carrière comme Président de Chambre à la Cour de Cassation. Il était entré dans la Magistrature à 24 ans comme Substitut à Tarascon (6^e classe), le 19 août 1830 ; le 23 décembre 1830, il est déjà Substitut à Marseille (2^e classe) et le 23 novembre 1833, il est promu Procureur de 5^e classe à Toulon. Là, il eut une belle conduite pendant le choléra et, en 1839, il est nommé Avocat Général à Aix. A 42 ans, il est Procureur du Roi à Marseille.

Les Vice-Présidents des Tribunaux de première instance se recrutaient normalement parmi les Juges d'Instruction et les Juges. C'est ainsi que le 8 janvier 1844, Beaupré, Juge au Tribunal de Nancy, y est nommé Vice-Président. C'était

(1) Le Tribunal d'Albi est de 4^e classe au point de vue composition des juridictions tandis que le Tribunal de Castres est de la 7^e classe.

(2) Cf. *Notice* sus-visée, p. 45.

(3) 1764, dont s'occupa Voltaire.

(4) Voir *supra*, p. 331, la nomination de Dufresne à Nantes.

(5) Sur Vaïsse. voir Append. I¹⁶¹ et audience de rentrée à la Cour de Cassation du 4 nov. 1874. Discours du P. G. Renouard (*J. O.*, 5 nov. 1874. Lettre P. G. Aix Borély, Arch. BB⁶ 218 2 A).

un érudit local apprécié, spécialiste surtout des questions de verrerie et d'imprimerie lorraines (1).

Quant aux Juges, ils étaient normalement dans une fonction de passage et ils devenaient après de nombreuses années, et parfois une mutation dans un Tribunal de classe supérieure, Vice-Présidents ou Présidents. Mais c'était là aussi pour certains la fin de leurs carrières. Le fils du conventionnel Le Bon (2), Emile Le Bon, est nommé Juge d'Instruction à Chalon-sur-Saône, le 12 décembre 1832, à 38 ans. Il y resta jusqu'à sa retraite.

Il y avait aussi dans ces modestes fonctions de Juges de Tribunaux de première instance, d'anciens Chefs de Tribunaux : le 25 octobre 1830, Turbat (3), qui était avocat depuis 30 ans au Mans, y est nommé Procureur du Roi. Il aimait mieux se reposer dans les fonctions plus calmes de simple Juge et il fut nommé en cette qualité, le 27 mars 1832, à Alençon (4). Turbat était resté peu de temps Procureur ; toute autre était la situation de Carol (5) qui, lui aussi, préféra les fonctions de Juge à celles de Chef de Parquet. Substitut à Gaillac en 1830, il fut mis à la tête de ce Parquet le 1^{er} mars 1834 et là il s'occupa d'un crime célèbre à l'époque (6) et qui causa une grosse émotion. Il se contenta, en 1837, d'une place de simple Juge à Montauban (5^e classe) (7) où il resta huit ans, et ce n'est qu'en 1845 qu'il fut nommé Président à Gaillac, poste auquel il aurait pu normalement déjà prétendre, étant Procureur dans cette ville.

Les Substituts de la dernière classe passent en avancement dans les fonctions de la classe supérieure ou dans les chefs-lieux judiciaires. Car là, comme pour les fonctions de Procureurs, on voit l'influence de la dualité des classes concernant les traitements et la composition des Tribunaux. Le 26 octobre 1830, Gamel, Substitut à Toulon (5^e classe), est

(1) Il écrivit : *Recherches sur l'industrie minière dans l'ancienne Lorraine* (Nancy, 1836) et *Recherches sur les commencements et les progrès de l'imprimerie dans le duché de Lorraine* (Nancy, 1842). Voir *supra*, p. 182.

(2) Cf. LENÔTRE, *Vieilles Maisons. Vieux Papiers*. Paris, 1906, 3^e sér., pp. 31 à 33 et GEBHARDT, *Les Jardins de l'histoire*, 2^e éd., Paris, 1910. Figures tragiques, p. 271.

(3) Cf. *Monit.*, 30 mai 1845.

(4) Où il resta jusqu'à son décès le 19 mai 1845.

(5) Voir sur Carol, Append. I¹⁰⁰. *Eloge* de Carol Jacques, prononcé le 8 avril 1883 par Auzies (*Académie de législation de Toulouse*, t. XXXI, 1882-1883, pp. 257 à 263).

(6) Le triple assassinat accompli sur les époux Cautaud et leur servante.

(7) Son traitement était diminué de 75 francs par an.

nommé Substitut à Digne (6^e classe). Il protesta contre cette nomination et pourtant le Procureur Général d'Aix fit remarquer (1) que sans doute, à cause de la différence des classes au point de vue des traitements, Gamel au lieu de gagner 1.800 francs, touchait, désormais, 1.600 francs, mais que Digne étant chef-lieu judiciaire, c'était là un poste d'avancement. En effet, quant à la composition des Tribunaux, le Tribunal de Digne était de 4^e classe et celui de Toulon de 7^e classe.

Tout ceci montre combien la hiérarchie était à cette époque confuse et indécise. D'autres considérations intervenaient encore pour la compliquer : un Tribunal proche de Paris était, à classe égale, pour un Substitut, un poste d'avancement, car il offrait des chances d'avenir particulièrement grandes (2). De là, autour de Paris, de continuelles mutations : des carrières de futurs Substituts à la Seine le démontrent. Berriat de Saint-Prix, Substitut à Tonnerre, le 12 novembre 1830 (7^e classe) est nommé Substitut à Etampes (7^e classe), le 14 janvier 1831, Rolland de Villargues, Substitut à Sainte-Menehould (7^e classe), le 26 décembre 1836, est promu à Coulommiers (7^e classe) le 15 avril 1837, Roussel, Substitut à Nogent-le-Rotrou, le 8 avril 1832, est promu à un Tribunal de même classe, celui de Meaux, le 1^{er} juin 1832 (3).

Tout au bas de la hiérarchie, il y avait les Juges suppléants (4). C'était là, le début normal des carrières judiciaires. Mais, nous avons vu que les favorisés ne passaient même pas par ces derniers postes.

VI

L'étude détaillée du personnel de la Magistrature, sous la Monarchie de Juillet permet de mieux saisir ses caractères distinctifs. La Magistrature d'alors compte dans son sein bien des éléments divers : magistrats d'ancien régime, magistrats de la Révolution, magistrats de l'Empire. De là, la persistance dans plus d'une compagnie judiciaire des vieux usages parlementaires et la difficulté qu'ont certains Juges à comprendre qu'ils sont maintenant fonctionnaires de l'Etat, et qu'ils ne sont plus propriétaires de leurs charges dont,

(1) Lettre P. G. Aix à G. d. S., 4 nov. 1830 (Arch. BB⁶ 185 92 M⁶).

(2) Voir *supra*, p. 272.

(3) Voir Append. XV, la liste par ordre chronologique des Substituts au Tribunal de la Seine nommés pendant la Monarchie de Juillet.

(4) Voir sur les Juges suppléants le livre III, chap. I, II.

partant, ils ne peuvent disposer par des démissions conditionnelles.

Cependant, malgré la diversité d'origine, cette Magistrature est bien celle qui convenait au système censitaire de la Monarchie de Louis-Philippe : la grande place donnée à la fortune lors du recrutement et de l'avancement, le désir si vif chez les hauts magistrats de l'époque de permettre aux fils des Juges l'accès facile et rapide de la carrière judiciaire ont introduit dans la Magistrature de la Monarchie de Juillet, les représentants de la bourgeoisie aisée, et, ils en ont fait, de toute évidence, une Magistrature de caste et de classe.

Nous avons vu que, par leurs projets sur le Noviciat, qui durent être abandonnés devant l'opposition qu'ils rencontrèrent, les hauts magistrats de l'époque voulurent aller encore plus loin, et organiser officiellement un recrutement de la Magistrature dans les familles judiciaires : « Nous croyons fermement, écrivait le Premier Président Portalis, de la Cour de Cassation (1), qu'il est utile à la société et qu'il importe à la bonne composition des Tribunaux qu'un certain nombre d'individus se voue à la profession qu'ont honorée ou illustrée leur père. » Importante phrase qui dépeint l'état d'esprit des hauts magistrats d'alors. Elle explique peut-être encore d'autres faits.

Dans cette étude du personnel on est frappé de l'absence presque totale de réglementation du recrutement et de l'avancement des magistrats. Le Gouvernement peut ainsi appeler les magistrats aux fonctions qu'il désire et il fait souvent franchir à ceux qui lui plaisent plusieurs degrés de la hiérarchie d'ailleurs bien incertaine de l'époque. Cela permet, par exemple, à sept Substituts du Tribunal de Versailles (2) d'être nommés Substituts au Tribunal de la Seine, c'est-à-dire d'obtenir le même poste qui échoit en avancement en 1841 au Procureur même de Versailles. Et surtout, cet arbitraire dans les nominations fait arriver à la Cour de Paris les fils des Premiers Présidents Portalis et Séguier, aux environs de la trentaine (3).

On comprend dès lors, pourquoi les hauts magistrats ne se sont pas élevés contre l'absence de règles touchant la hiérarchie et l'avancement. Pourtant, leur situation dans les assemblées parlementaires leur eut permis de faire donner facilement à la Magistrature une loi sur l'avancement. Tout

(1) Voir *supra*, p. 205.

(2) Voir *supra*, p. 300.

(3) Voir *supra*, p. 206.

au contraire, Chegaray, Procureur Général et député qui, il est vrai, était devenu Chef de Cour à 33 ans et n'avait pas à se plaindre de l'organisation judiciaire de l'époque, monta à la tribune pour protester contre l'idée qu'on pût donner un statut à la Magistrature (1).

Aussi, pendant tout le cours de la Monarchie de Juillet, les influences politiques, gouvernementales et familiales continuèrent à jouer ; et nous avons vu que les présentations des Chefs de Cours (2), qui étaient la seule garantie du magistrat, n'étaient souvent pas suivies et même quelquefois pas demandées.

(1) Voir *supra*, p. 194.

(2) Voir *supra*, pp. 197 et suiv.

LIVRE IV

La Magistrature, Grand Corps de l'Etat

CHAPITRE PREMIER

La Magistrature et le Pouvoir

I. Les Idées politiques des Magistrats. — II. Les Magistrats membres de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés. — III. Les Distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur.

I

§ 1^{er}. Généralités. — § 2. Les Légitimistes. — § 3. Les Républicains. — § 4. Appréciation du système disciplinaire en matière politique. — § 5. La moindre importance donnée aux opinions politiques à la fin de la Monarchie de Juillet.

§ 1^{er}

Quelles étaient les opinions politiques des magistrats ? Si l'on en juge seulement par les manifestations publiques, on est frappé du loyalisme des magistrats à l'égard du Gouvernement de Juillet. Cette attitude leur était d'ailleurs dictée par les Chefs de la Magistrature qui la considéraient comme le premier devoir des magistrats.

Apprenant sa nomination comme Avocat Général à la Cour

royale de Riom, Jallon (1) écrivait le 8 juillet 1832, au Garde des Sceaux (2) : « Je comprends toutes les obligations que cette faveur m'impose ; je saurai les remplir. Tout en considérant l'indépendance du magistrat comme un devoir de son état, je pense aussi qu'elle devient une opposition dange-reuse et blâmable lorsqu'elle s'exerce aux dépens du pouvoir. Comme magistrat et comme citoyen, je place au nombre de mes engagements les plus sacrés celui de servir de tous les efforts de mon zèle, le Roi et son Gouvernement. »

A l'audience de rentrée (3) du 5 novembre 1832, le Procureur Général de Bordeaux, Feuilhade Chauvin, essayait dans son discours sur la Magistrature, de caractériser ses devoirs vis-à-vis du Gouvernement. Pour lui, la Magistrature doit protéger par une sévère et consciencieuse application des lois ce Gouvernement qui a reçu ses serments. C'est d'abord, la reconnaissance qui doit lui dicter ces sentiments car « la foudre qui a renversé un trône et sillonné l'un des premiers corps de l'Etat, s'est arrêtée à son sanctuaire » ; c'est aussi, l'utilité sociale, « il ne faut pas, en effet, lorsque les lois et la société menacées par les attaques furieuses des factions invoqueront le puissant secours de la justice que la patrie jette des regards inquiets sur ses ministres et calcule avec anxiété leurs suffrages ». Aussi, les magistrats ne peuvent-ils pas avoir, comme les simples citoyens, la liberté d'exprimer leur opinion sur la nature des institutions gouvernementales, car ce sont des hommes publics, investis de la confiance du Chef de l'Etat ; ils doivent aimer le Gouvernement auquel ils ont juré d'être fidèles et adhérer sans restriction et sans arrière-pensée aux principes qui le constituent avec la ferme résolution de lui prêter, lorsqu'il le réclamera, un loyal et énergique secours.

C'était là (4), sans doute, harangue officielle d'audience de rentrée, mais elle montrait ce que le Gouvernement attendait de ses magistrats. Il convient, d'ailleurs, de remarquer qu'à

(1) Sur Jallon, voir Append. I^{er}.

(2) Arch. Dossier Jallon BB⁶ II 216.

(3) Cour royale de Bordeaux. Audience de rentrée, 5 novembre 1832 (*Monit.*, 11 novembre 1832).

(4) Cf. également à ce sujet, les discours de rentrée du Substitut Deselozeaux, du Tribunal de la Seine, du 5 nov. 1834 (*Monit.*, 6 nov. 1834) de l'Avocat Gén. Briolet, à la Cour de Bourges (*Monit.*, 9 nov. 1834) et les déclarations du Procureur Général Gillon à la séance de la Chambre des députés, du 10 avril 1834 (*Monit.*, 11 avril 1834).

cet égard la situation des membres du Parquet, des gens du Roi, était différente de celle des membres du siège.

A cette époque, on exigeait, en effet, des membres du Parquet, des recherches toutes politiques ; aussi comprend-on qu'on leur demandât un dévouement absolu. C'est ainsi qu'on constate avec quelque étonnement que le 26 mai 1832 (1), le Garde des Sceaux Barthe réclamait aux Procureurs Généraux des renseignements qui n'avaient absolument rien de judiciaire, à savoir la désignation de tous les fonctionnaires carlistes dont la révocation semblait nécessaire au maintien du bon ordre et, en réponse à cette injonction, le Procureur du Roi de Lorient s'empresse, le 1^{er} juin 1832, de renseigner le Procureur Général de Rennes sur l'opinion politique des fonctionnaires de la marine, des contributions, des postes (2).

Tels des Préfets, les Procureurs du Roi ont à veiller sur l'esprit public et le 26 mars 1837, le Procureur Général d'Aix, Borély, adresse une circulaire aux Chefs des Parquets de son ressort pour surveiller les menées légitimistes (3). La ville de Bayonne, située aux portes de l'Espagne, est un foyer d'intrigues absolutistes et républicaines. Le Procureur du Roi y a un rôle important de surveillance et, en 1840, Dutey, qui s'est acquitté avec ardeur de sa délicate fonction, en est récompensé par un siège de Conseiller à Pau (4).

Comment, dès lors, trouver extraordinaire le zèle politique de certains Procureurs du Roi qui, à distance, nous semble cependant si exagéré : au début de l'année 1831 (5), alors qu'on se trouvait encore en pleine agitation politique, le Procureur du Roi de Lavaur, Guiraud, qui venait, étant simple avocat, d'être mis à la tête de ce Parquet, le 6 septembre 1830, avisant chez un marchand, le nommé Mazzuri, plusieurs tableaux représentant les princes de la branche aînée des Bourbons, lui intima l'ordre de les retirer de l'étalage et, comme le boutiquier s'y refusait, le Procureur du

(1) Arch. BB¹⁸ 1206 7225.

(2) Ce qui peut expliquer, sinon excuser cette dérogation aux règles judiciaires, c'est que l'on se trouvait à l'époque de l'équipée de la Duchesse de Berry en Vendée. Le 4 juin 1832, le Garde des Sceaux Barthe écrivait au P. G. d'Angers qu'il fallait la rechercher et l'arrêter, si cela était possible (Arch. BB¹⁸ 1356 9204).

(3) Arch. BB¹⁸ 1243 4943.

(4) Lettre P. G. Pau à G. d. S., 6 octobre 1840 (Arch. BB⁶ 244 23 A).

(5) Rapport P. G. Toulouse, 6 mai 1831, sur cet incident (Arch. BB¹⁸ 1194 6246) à la suite de la plainte du sieur Mazzuri contre le P. R. de Lavaur.

Roi, dans un mouvement de vivacité, cassa avec sa canne la glace qui recouvrait le portrait du duc de Bordeaux. Maz-zuri refusa d'en accepter le prix que lui offrit le Procureur, et ce magistrat le mit en prison pour défaut de passeport.

Plus ardent encore était le zèle politique du Procureur du Roi Berry de Sancerre. A propos de la contestation de l'élection de Duvergier de Hauranne (1), élu député du Cher, on cita à la tribune de la Chambre des députés une lettre que ce Procureur avait écrite aux Juges de paix, ses subordonnés. Cette lettre constituait un moyen de pression inadmissible. En effet, elle prônait l'élection du baron de Tascher, candidat du Gouvernement : « Il s'agit, disait-il, d'amener à voter pour lui... voilà bien franchement, Monsieur le Juge de paix, la question que je vous adresse ; j'ose croire que vous me répondrez avec la même franchise. Je compte, en ce qui vous concerne sur un concours également actif et loyal dans l'intérêt d'un Gouvernement fondé sur la liberté (2) ».

Il y avait plusieurs circonstances où les magistrats trouvaient une occasion officielle de montrer leur fidélité au régime de Juillet et au Roi. C'était, d'abord, on ne s'en douterait guère, l'entérinement des lettres de grâce. Par exemple, le 27 avril 1846 (3), la Cour royale de Toulouse, siégeant en robes rouges, entérinait les lettres par lesquelles le Roi avait commué la peine de mort prononcée par un Conseil de guerre (4) contre un soldat (5), pour voies de fait envers son supérieur, en celle de six mois de prison. Le Procureur Général, Nicias Gaillard (6), en profita pour faire l'éloge du Roi : « Le Prince, dit-il, que l'histoire nommera parmi les plus grands Rois, mais, qui aura surtout à être appelé clément et bon, a dû être heureux en signant ces lettres de grâce, car il lui fut rarement donné de pouvoir autant pardonner... Ce Roi, Messieurs, ce sera dans l'avenir son impérissable honneur, comme c'est dans le présent sa consolation la plus douce, d'avoir préféré de beaucoup, à tous ses autres droits, son droit de grâce et de s'être montré avare du sang de ses sujets au point de ne pas vouloir aussi souvent qu'il est resté libre dans sa miséricorde, que ce sang

(1) Séance de la Chambre des députés, 8 avril 1839 (*Monit.*, 9 avril 1839).

(2) A la suite du bruit répandu sur cette affaire, Berry avait été, le 12 mars 1839, nommé Juge au Tribunal de Blois.

(3) *Monit.*, 28 avril 1846.

(4) Le 1^{er} Conseil de guerre de la 10^e division.

(5) Le nommé Jean-Pierre Paysse.

(6) Sur Nicias Gaillard, voir Append. I^{er}.

coulât même sous les coups d'une condamnation méritée. »

Il arrivait souvent qu'une occasion plus importante de montrer leur loyalisme au souverain s'offrait aux magistrats. Chaque fois que ce « Roi traqué (1) » était victime d'un nouvel attentat, les adresses des compagnies judiciaires affluaient aux Tuileries.

Le 19 novembre 1832, Bergeron est accusé d'avoir tiré un coup de revolver sur le Roi ; le 21 novembre (2), le Roi, entouré de sa famille, reçut à midi, dans la salle du trône, la Cour de Cassation en entier, ainsi que des députations de la Cour royale de Paris et du Tribunal de la Seine. Les Premiers Présidents Portalis, Séguier et le Président Debelleye exprimèrent au Roi l'émotion de leurs compagnies judiciaires (3).

Le 27 juin 1836, à la suite de l'attentat d'Alibaud, le Roi reçut, avec le même cérémonial, les juridictions de la capitale et de nombreuses adresses émanées des Cours et Tribunaux du royaume (4). A Lyon (5), tous les membres de la Cour royale demandèrent que leurs vœux fussent envoyés au Roi : « Nous sentons, écrivait le Procureur Général, profondément le prix des jours de S. M., et, nous n'avons d'accents que pour remercier la Providence qui nous les a conservés. » La Cour royale d'Aix (6) assista le 10 juillet 1836 au *Te Deum* chanté dans l'église métropolitaine de Saint-Sauveur en action de grâces de la conservation des jours du Roi. Elle s'y était rendue (7) du Palais de Justice en grand apparat, en robes rouges, précédée de ses huissiers d'escorte, de la gendarmerie et d'un détachement d'infanterie.

Les adresses des Cours et Tribunaux affluèrent également aux Tuileries après l'attentat de Meunier (8). A Montpellier, le vénérable Premier Président Trinquelague (9), convoqua d'urgence les Chambres de la Cour royale pour adopter une

(1) Selon l'expression de LUCAS-DUBRETON, *L'Affaire Alibaud ou Louis-Philippe traqué*. Paris, 1927.

(2) *Monit.*, 22 novembre 1832.

(3) De nombreuses Cours royales et plusieurs Tribunaux envoyèrent des adresses au Roi (*Monit.*, 1^{er}, 2, 4, 6 décembre 1832).

(4) *Monit.*, 28 juin 1836, 1^{er}, 3, 7, 8, 10, 12, 14 juillet 1836.

(5) Lettre P. G. Lyon à G. d. S., 28 juin 1836 (Arch. BB¹⁸ 1337 3769).

(6) Lettre P. P. Aix à G. d. S., 11 juillet 1836 (Arch. BB¹⁸ 1337 3789).

(7) D'après le procès-verbal du registre des délibérations de la Cour dont un extrait était joint à la lettre du P. P.

(8) Cf. *Monit.* des 2, 3, 7, 8, 10, 12, 16, 17 janvier 1837.

(9) Sur le P. P. Trinquelague, voir *supra*, p. 216 et Append. I^{er}.

délibération qui fut adressée au Roi, et le Procureur Général tint à signaler le zèle de ce vénérable vieillard qui contrastait quelque peu avec ses antécédents politiques (1).

Cependant, on constate, et c'est le premier signe d'opposition politique chez les magistrats que, dans ces manifestations, il n'y avait pas toujours unanimité : certains s'abstenaient, pour montrer leur hostilité à l'égard du Gouvernement ; d'autres voulaient mêler dans ces adresses des conseils politiques peu conformes au principe de la séparation des pouvoirs et qui rappelaient quelque peu, l'antique droit de remontrance des Parlements de l'ancien régime.

Au Tribunal de Montpellier, lors de la délibération de l'adresse au Roi (2), après l'attentat de Meunier, le Président Duffour et les deux Juges Mabinel et Coubournac étaient absents, quoiqu'ils eussent tenu l'audience qui l'avait précédée.

Apprenant que le Roi a été victime d'un attentat de la part d'Alibaud, la Cour royale d'Angers se réunit le 27 juin 1836 (3), et elle veut que son adresse ne soit pas une banalité : « Il est un point, disait le Premier Président, sur lequel l'opinion des bons citoyens a besoin d'être rassurée pour ne pas tomber dans un découragement absolu, c'est la crainte de voir le Gouvernement dévier, peut-être contre ses intentions, du système conservateur mis en pratique par Casimir-Perier et qui nous a retirés de l'anarchie. La Cour, continuait le Premier Président, exprime sur ce point un avertissement respectueux ; ses paroles sont peu énergiques assurément, comparées à la préoccupation qui règne dans les esprits et qu'entretiennent singulièrement les déclamations et les vantardises du parti de la désorganisation qui, depuis quelque temps, ne cessa de prédire son triomphe comme chose certaine. » Malgré sa forme respectueuse, la critique perçait sous l'avertissement.

Le 3 janvier 1837, c'est un isolé, le Conseiller Rey qui, à propos de l'attentat de Meunier, propose une adresse, que cette fois la Cour d'Angers refuse de faire sienne (4). Malgré l'improbation de sa compagnie, le Conseiller Rey lui donna

(1) Lettre P. G. Montpellier à G. d. S., 2 janvier 1837 (Arch. BB¹⁸ 1228 1243).

(2) Lettre P. G. Montpellier à G. d. S., 2 janvier 1837 (Arch. BB¹⁸ 1228 1243).

(3) Lettre P. P. Angers à G. d. S., 28 juin 1836 (Arch. BB¹⁸ 1337 3753).

(4) Lettre P. G. Angers à G. d. S., 1^{er} et 3 janvier 1837. Lettre G. d. S. à P. G. Angers, 5 janvier 1837 (Arch. BB¹⁸ 1228 4575).

de la publicité en l'insérant dans le *Journal de Maine et Loire*. Loin d'exprimer une douleur quelconque à la suite de l'attentat, ce projet d'adresse était un acte d'accusation contre l'Administration. Recherchant la cause (1) du crime : « Cette racine, y lisait-on, Sire, est ailleurs qu'où l'on s'efforce de vous le persuader et nous pensons que bien des fautes ont été commises, que bien des erreurs sont flagrantes... dans le système de direction imprimé aux hommes et aux choses par les divers agents de l'autorité... Que le Gouvernement se hâte de prendre sagement la direction du fleuve, au lieu de consumer tant de douloureux efforts à le refouler vers sa source... Alors les bras, même de ceux qui furent d'implacables ennemis, deviendront les instruments les plus actifs de votre propre sécurité et du bonheur que vous aurez ainsi contribué à répandre sur vos concitoyens. » Pour ce projet et sa publication, il fut question de poursuivre disciplinairement le Conseiller Rey. Le Garde des Sceaux y renonça, dans l'intérêt de la dignité de la Magistrature qui n'avait rien à gagner à l'éclat d'un procès (2) ; mais il reçut un avertissement du Premier Président (3).

Nous approchons maintenant des magistrats qui font de l'opposition au régime ou du moins qui ont des opinions politiques contraires aux principes sur lesquels s'appuie le Gouvernement de Juillet. On peut les diviser en deux grandes catégories à l'intérieur desquelles il y a d'ailleurs une série de nuances : ceux qui ont des tendances légitimistes et les magistrats aux sentiments empreints de républicanisme.

Il est parfois difficile de les découvrir. Des deux côtés, ils se gardent le plus souvent de manifestations tapageuses et publiques qui risqueraient de leur faire encourir des poursuites disciplinaires : c'est le plus souvent à certains de leurs silences, à certaines de leurs abstentions qu'on peut les découvrir.

Malgré la formalité du serment, beaucoup de magistrats hostiles à la Monarchie de 1830 étaient, grâce au maintien

(1) Les contemporains ont été frappés de cette succession d'attentats contre le Roi et ont essayé de l'expliquer. Voir *infra*, p. 402, une autre explication donnée par un ancien magistrat, Collard.

(2) Lettre G. d. S. à P. G. Angers, sus-visée.

(3) Lettre du P. P. Angers à Conseiller Rey, 9 janvier 1837 (Arch. BR⁶ 188 5 A). Le Premier Président se basait encore pour justifier sa mesure sur un ouvrage publié par le Conseiller Rey (*Des bases de l'ordre social*, par JOSEPH REY. Paris, 1837) assez osé, où la propriété était attaquée et l'institution même du mariage discutée.

de l'inamovibilité (1), restés dans les diverses juridictions. Dans les premières années du règne, députés, Chefs de Cours se lamentent sur les légitimistes qui encombreraient les Cours royales et qui, d'après eux, rechercheraient les occasions de montrer leur hostilité envers le régime nouveau.

On ne saurait cependant s'arrêter à toutes ces dénonciations ; il ne faut pas oublier, en effet, qu'en 1830, les partisans de la suppression de l'inamovibilité avaient été nombreux (2) ; malgré leur échec, ils n'avaient pas désarmé et souvent, ils essayaient de tirer parti des incidents les plus menus ; ils les exagéraient pour démontrer qu'il existait dans les Cours et les Tribunaux de violents adversaires du régime nouveau. Aussi, faut-il être très prudent dans l'examen des documents concernant les opinions politiques des magistrats.

Il est un fait indéniable, c'est que dans les premières années du règne de Louis-Philippe, le pouvoir central considère comme très important l'attachement des magistrats aux idées du Gouvernement : à chaque avancement, on se demande si les candidats sont assez dévoués au régime de Juillet. Puis au fur et à mesure que la Monarchie nouvelle se raffermît, ces questions perdent de leur acuité. Beaucoup de légitimistes paraissent s'être ralliés et les Chefs de Cours semblent de plus en plus négliger dans leurs travaux pour l'avancement les opinions politiques des magistrats. Cependant, à partir de ce moment, on commence à parler des anciens hommes du mouvement devenus républicains.

§ 2

Aux yeux de beaucoup, le vote de la loi respectant l'inamovibilité des magistrats n'avait pas vidé la question. En 1833, un député, Boudet (3), demanda à la Chambre la suppression de huit Cours royales, afin de permettre au Gouvernement d'épurer la haute Magistrature de ses plus dangereux ennemis « de ces hommes, disait-il, qui, tenant leur pouvoir de la royauté du droit divin, ne servent la royauté constitutionnelle actuelle que pour lui susciter des embarras ». L'amendement ne fut pas appuyé, mais il montre la défiance de certains députés, à l'égard des sentiments politiques de la

(1) Voir *supra*, pp. 46 et suiv.

(2) Voir *supra*, p. 52.

(3) Discussion du budget de la Justice du 24 janvier 1833 (*Monit.*, 25 janvier 1833). Déjà, le 12 août 1831 (*Monit.*, 13 août 1831), le député Teulon avait fait des déclarations analogues.

Magistrature. En 1836, la même mentalité persiste et Boudousquière se demandait (1) encore jusqu'à quel point une Magistrature instituée sous l'influence et au profit des principes de la Restauration et à une époque de réaction plus ou moins violente « contre les idées de liberté, de progrès et de souveraineté nationale » était propre à assurer le triomphe de ces idées et à seconder la marche régulière et constitutionnelle du Gouvernement.

Voici donc comment l'on jugeait les opinions politiques des magistrats ! Il est certain que plusieurs Cours royales sont des centres de résistance au pouvoir : La Cour de Bordeaux ne paraît pas comprendre dans son sein, des magistrats particulièrement dévoués au régime de Juillet : dès le 27 septembre 1830, le Procureur Général Feuilhade Chauvin écrivait au Ministère de la Justice (2) qu'il était bien fâcheux qu'un plus grand nombre de magistrats ne se fussent pas retirés et il ajoutait : « il nous en reste de bien mauvais (3). » Cinq ans après, la situation ne paraît guère s'être améliorée aux yeux du même Procureur Général et le 8 août 1835 (4), il signale que la Cour de Bordeaux contenait des magistrats bien peu estimables sous le rapport de la franchise et de la loyauté de leur dévouement : « Je suis encore tout ému, disait-il, de la résistance scandaleuse qu'un grand nombre de Conseillers, les uns par malveillance, les autres par lâcheté ont opposé à l'adoption de notre adresse au Roi. » Et encore, en 1836, il insistait sur la mauvaise composition de la Cour au point de vue politique (5).

Quand les princes de la famille royale voyagent à travers la France, les magistrats doivent aller les saluer. Certains s'abstiennent par esprit d'opposition au régime. Le 28 juin 1832, le duc d'Orléans était à Bourges ; on s'en était remis au sort pour désigner les membres de la Cour qui devaient présenter leurs hommages au duc. Quatre se firent remplacer : « Aujourd'hui (6), disait le Premier Président Mater,

(1) Séance de la Chambre des députés du 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836).

(2) Lettre à Merilhou (Arch. BB⁶ 188 7 A).

(3) Un rapport confidentiel adressé au Ministère de la Guerre le 5 décembre 1830 indique que la Magistrature inamovible de Bordeaux « ne passe pas pour être dans le sens du Gouvernement » (Arch. BB⁶ 188 7 A).

(4) Lettre au G. d. S. (Arch. BB⁶ 188 7 A) écrite peu de jours après l'attentat de Fieschi.

(5) Lettre du P. G. Feuilhade Chauvin à G. d. S., 25 sept. 1836 (Arch. BB⁶ 218 7 A).

(6) Lettre P. P. Mater à G. d. S. (Arch. BB⁶ 177 39 M⁵).

je suis entouré d'honneurs, mais, quand je me retourne, je compte dix braves magistrats, et je rougis du reste. »

En 1843, le duc et la duchesse de Nemours passent à Rennes. Le Premier Président de la Cour royale de Rennes avait formé une députation pour aller les complimenter, et il en avait, en assemblée générale, tiré au sort les membres. Le Conseiller Leroux, ainsi désigné, ne jugea pas à propos de s'y rendre. Déjà, en 1842, il avait refusé de signer l'adresse au Roi votée à l'occasion de la mort du duc d'Orléans (1). Le Premier Président tint à lui adresser un avertissement.

A la Cour de Dijon, la situation n'est pas meilleure ; s'il n'y a pas de manifestations d'hostilité extérieure, il y existe une inertie dangereuse pour le pouvoir. Dès 1831, le Procureur Général Colin (2) signale que les changements survenus, dans le personnel des Conseillers, n'ont pas été assez nombreux pour en modifier l'esprit qui, à l'égard de beaucoup, n'est pas favorable à la révolution de Juillet. Le Procureur Général notait qu'il existait dans cette Cour une force d'inertie qui crée un obstacle politique permanent et qui se développerait activement aussitôt que de nouvelles circonstances lui donneraient issue. En 1834, annonçant la mort du Président de Chambre Barbier de Réville (3), dont les sentiments politiques étaient notoirement opposés au nouvel ordre de choses, le Procureur Général revenait sur la même idée : « Il serait plus facile, disait-il, de combattre une hostilité déclarée que de lutter contre la force d'inertie qui a sa source dans des antipathies mal déguisées. » En 1835, la situation ne s'est guère améliorée : le Procureur Général constate encore que, parmi (4) les magistrats de la Restauration qui, presque tous, ont conservé leurs sièges, un trop

(1) Lettre P. P. Rennes à G. d. S., 21 août 1843 (Arch. BB⁶ 190 26 A). La Cour de Rennes paraît avoir toujours compté parmi ses membres beaucoup de légitimistes. C'est un de ses membres, le Conseiller Baudouin, qui apposa, le 28 novembre 1832, sa signature sur une adresse à la duchesse de Berry. Voir sur cette affaire, *infra*, p. 366. Cependant, il convient de signaler qu'à cette époque, plusieurs Conseillers avaient annoncé l'intention de ne plus siéger avec lui (Réquisitoire du P. G. Cass. Dupin. Cf. *Réquisitoires* de DUPIN, t. III, I^{re} Partie, p. 138, qui déclare tenir ce renseignement du P. G. de Rennes).

(2) Lettre du P. G. Colin à G. d. S., 24 août 1831 (Arch. BB⁶ 199 12 A).

(3) Lettre du P. G. Colin à G. d. S., 21 janvier 1834 (Arch. BB⁶ 212 12 A).

(4) Lettre du P. G. Colin à G. d. S., 6 janvier 1835 (Arch. BB⁶ 218 12 A).

grand nombre ne se sont cru obligés qu'à une sorte de fidélité négative, opposant d'ordinaire la force d'inertie incessante à l'action du Gouvernement au lieu de lui prêter un concours réel. Ce mot d' « inertie » revient sans cesse dans la correspondance du Procureur Général de Dijon avec le Garde des Sceaux et paraît bien caractériser l'attitude politique des membres de cette Cour.

En 1832, la division du personnel au Ministère de la Justice constate elle-même (1) que la majorité des membres de la Cour de Besançon n'est pas en faveur du Gouvernement, et que les choix faits depuis la révolution de Juillet, n'ont pas été toujours fort heureux sous ce rapport. La Cour de Douai n'est pas plus favorisée. Dès 1832, le Procureur Général Farez indique (2) que la Restauration y a introduit un assez grand nombre de magistrats de faible capacité dont plusieurs ne sympathisent pas avec les institutions. En 1844, un Conseiller à cette Cour (3), Durand d'Elecourt, reçut un autographe du duc de Bordeaux (4) avec le cachet du prince ; il se borna à le communiquer à ses amis, sans faire de propagande. Une enquête fut faite, mais aucune poursuite disciplinaire ne fut intentée.

À la Cour de Limoges, l'esprit politique à l'égard du Gouvernement ne semble pas meilleur : le Conseiller Lavaud-Condât (5) refuse de se rendre avec la Cour à la cathédrale les 1^{er} mai et 27 juillet 1833 (6).

La Cour de Montpellier, d'après les lettres du Ministère de l'Intérieur et du Procureur Général, faisait preuve de partialité en faveur des prévenus des délits politiques, en pro-

(1) Note de Manet, Chef de la Division du Personnel au Ministère de la Justice, en marge des propositions du P. G. de Besançon, à G. d. S., du 17 janvier 1832 (Arch. BB⁶ 205 6 A).

(2) Lettre P. G. Douai à G. d. S., 5 déc. 1832 (Arch. BB⁶ 205 13 A).

(3) Cette même année, une affaire retentissante éclate dans le ressort de la Cour de Douai : un Juge suppléant du Tribunal de Lille, Desfontaine, se rendit en Angleterre pour voir le duc de Bordeaux (Voir *infra*, p. 367).

(4) Lettres Ministère de l'Intérieur à G. d. S., 13 janvier 1844, P. G. Douai à G. d. S., 16 janvier 1844, G. d. S. à Ministère de l'Intérieur, 2 fév. 1844 (Arch. BB¹⁸ 1418 7776).

(5) Lettre P. G. Limoges à G. d. S., 13 déc. 1834 (Arch. BB⁶ 212 16 A).

(6) Jour de la Saint-Philippe et jour anniversaire des Trois Glorieuses. Cela ne l'empêcha pas d'ailleurs, et cela montre un certain libéralisme de la part du Gouvernement, d'être nommé Président de Chambre le 22 décembre 1834.

nonçant souvent des acquittements injustifiés (1). Cet état d'esprit d'opposition au régime de Juillet paraît avoir duré longtemps (2). En 1843, le Procureur Général déplorait de ne pouvoir proposer pour les fonctions de Président de Chambre, Limaret, doyen des Conseillers, à cause de sa réputation de légitimiste qu'il avait affichée en se laissant porter comme candidat du parti aux élections municipales.

Parmi les Cours royales légitimistes, celle de Poitiers mérite une mention particulière (3). Son Premier Président, Descordes, qui mourut en 1836, était nettement hostile au Gouvernement de Juillet (4). Certains de ses membres s'abstenaient de paraître aux cérémonies publiques, tel le Conseiller auditeur Nicolas (5). C'est à cette Cour que fut déférée la duchesse de Berry en 1832. Le Président de la Chambre des mises en accusation, Parigot (6), refusa de signer l'arrêt du 9 septembre 1832, qui renvoyait la duchesse de Berry devant la Cour d'assises ; il démissionna le 14 septembre. Un autre Conseiller, Roguel, refusa également d'apposer sa signature au bas de cet arrêt et démissionna lui aussi (7). Le Procureur Général dut faire constater, par un procès-verbal spécial rédigé au pied de l'arrêt et qui n'était signé que par trois Conseillers, l'absence des signatures des magistrats démissionnaires.

La Cour royale de Poitiers paraît être longtemps restée hostile au Gouvernement de Juillet. Le 7 décembre 1841 (8), le Tribunal de Châtelleraut, présidé par Mauguin, relaxait

(1) Lettres Ministre de l'Intérieur à G. d. S., 13 juillet 1831, G. d. S. à Ministre de l'Intérieur, 18 et 31 juillet 1831 (Arch. BB¹⁸ 1316 5696).

(2) Lettre P. G. Montpellier, 9 sept. 1843 (Arch. BB⁶ 261 17 A).

(3) Nous avons étudié plus haut, *supra*, p. 70, les manifestations qui avaient eu lieu dans cette Cour lors de la prestation de serment de ses membres en 1830 ; elles avaient pour cause l'attitude politique de cette juridiction pendant la Restauration.

(4) Lettre Préfet de la Vienne, 5 octobre 1836 (Arch. BB⁶ 226 25 A).

(5) Rapport P. P. Poitiers à G. d. S., 11 mars 1840 (Arch. BB⁶ 244 25 A).

(6) Sur la démission de Parigot (Arch. BB⁶ 205 25 A) et lettre du P. G. Poitiers à G. d. S., 15 sept. 1832 (Arch. BB¹⁸ 1316 7838). Sur les sifflets qui avaient accueilli sa prestation de serment en 1830, voir *supra*, p. 70.

(7) Lettre sus-visée du P. G. Poitiers.

(8) Lettres P. G. Poitiers à G. d. S., 16 et 21 déc. 1841 (Arch. BB¹⁸ 1399 3064). Il s'agit d'un épisode du recensement Humann, dont nous avons étudié plus haut, p. 319 une conséquence à propos de la révocation du P. G. Plougoulm, de Toulouse.

deux femmes, les veuves Javineau et Jourdain, qui avaient outragé l'agent des contributions directes et l'officier municipal qui l'assistait pendant l'opération du recensement dans la commune de Cernay. Le Tribunal décida que l'opération du recensement était illégale ; par suite, les agents des contributions directes et l'officier municipal n'étant pas dans l'exercice de leurs fonctions, les prétendus outrages devaient, disait le Tribunal, n'être considérés que comme simple tapage injurieux.

Le Procureur Général interjeta appel de cette décision. Il aurait bien voulu la déférer immédiatement à la Cour, mais il préféra attendre parce qu'en l'absence du Conseiller Bussière, qui présidait la Cour d'assises à Saintes, il n'était pas sûr de la décision de la Chambre des appels correctionnels : « Son absence, écrivait-il au Garde des Sceaux (1), réduit la Chambre au nombre de six Conseillers ; trois voix favorables au système du premier Juge suffiraient pour la confirmation du jugement et le personnel de la Chambre est loin de rendre improbable une pareille division des opinions. J'ai jugé convenable, disait-il, d'attendre le retour de ce magistrat dont les opinions sages et l'esprit éclairé, assurent un appui solide aux doctrines conservatrices de l'ordre (2). »

La Cour royale d'Aix s'était rendue célèbre par son adhésion aux ordonnances de Juillet 1830. Elle semble être restée longtemps fidèle à ces idées : En 1832, le Premier Président Pataille (3) signalait que la direction d'une telle Cour devenait chaque jour plus difficile ; l'opposition « s'y montre plus habile, plus perfide, plus audacieuse ; elle se concerta pour les coups à porter. » C'était surtout dans les affaires politiques qu'elle montrait son hostilité (4).

Le 20 juin 1833 (5), la Cour royale prononça un arrêt de relaxe à propos d'une rixe qui avait éclaté à Châteaurenard, entre le carliste Chauvet et le patriote Chevassu : « Les ennemis, écrivait le Procureur Général d'Aix, Borély, que

(1) Lettre du 21 décembre 1841 sus-visée.

(2) Cette lettre est intéressante à un autre point de vue, elle montre comment les Procureurs Généraux s'assuraient, lors des procès politiques, des majorités favorables dans les juridictions.

(3) Lettre P. P. Pataille à G. d. S., 10 août 1832 (Arch. BB¹⁸ 1316 7735).

(4) Lettre P. G. Aix à G. d. S., 13 juin 1833 (Arch. BB¹⁸ 1337 9131) et lettre Ministre de l'Intérieur à G. d. S., 22 juin 1833 (Arch. *id.*).

(5) Lettre du P. G. Aix à G. d. S., 20 juin 1833 (Arch. BB¹⁸ 1337 9204).

la royauté nationale compte dans la Cour, semblent ne vouloir laisser échapper aucune occasion de signaler hautement leur mauvais vouloir... souvent j'ai signalé le déplorable résultat de l'influence aristocratique de la ville d'Aix. Il faudra un jour se résoudre à laisser cette aristocratie périr dans l'isolement, loin d'un corps de justice souveraine qui doit être enfin placé au centre de la civilisation méridionale, à l'abri de toute influence. »

Avec le temps, ces dispositions hostiles de la Cour d'Aix ne changèrent guère : en 1841 (1), le Procureur Général d'Aix qui était, il est vrai, toujours Borély, parlait encore de « sa Cour qui a été hostile si longtemps, et qui, peut-être, en jours de danger, présenterait des germes si invétérés d'opposition ».

D'autres Cours royales paraissent avoir été moins inféodées au parti légitimiste. A Grenoble, le Procureur Général Legagneur écrivait en 1836 (2), que, malgré une teinte légitimiste assez prononcée chez certains magistrats, un Chef de Parquet peut aisément se les attacher par de bons procédés. Pour la Cour d'Orléans, une note, vraisemblablement émanée de l'Administration et se rapportant à l'année 1835 (3), signale que sur 21 Conseillers, 4 appartiennent à la droite ralliée, 3 sont hostiles à l'autorité et qu'il y a un opposant légitimiste. A Limoges, d'après une lettre du Ministère de l'Intérieur de 1832 (4), la Cour est plutôt carliste que dévouée au Gouvernement ; cependant, il est douteux que cette opinion y obtienne la majorité.

Si les Cours du continent étaient souvent des centres d'opposition, la Cour de Bastia où les luttes politiques prenaient toujours une grande âpreté, l'était aussi. En 1834, le Conseiller Limperani, de la Cour de Bastia, qui était également député (5) signalait au Garde des Sceaux que la grande majorité des magistrats qui composent les Tribunaux du ressort de Bastia, professait des principes qui n'étaient pas en harmonie avec ceux du Gouvernement national, et il rappelait que lors des récentes élections, les candidats que la

(1) Lettre P. G. Aix à G. d. S., 26 janvier 1841 (Arch. BB^s 188 2 A).

(2) Lettre P. G. Grenoble à G. d. S., 24 novembre 1836 (Arch. BB^s 226 14 A).

(3) Arch. BB^s 190 22 A.

(4) Note du Ministre de l'Intérieur, du 23 août 1832 (Arch. BB^s 189 16 A).

(5) Lettre du Conseiller Limperani à G. d. S., 10 juillet 1834 (Arch. BB^s 212 3 A).

faction carlo-républicaine avait opposés aux candidats du Gouvernement étaient le Premier Président Colonna d'Istria (1) et le Conseiller à la Cour Gavini, tous deux connus pour leurs opinions légitimistes.

Un des nombreux Procureurs Généraux qu'envoya à Bastia la Monarchie de Juillet, Enjalric adressait en 1832 au Garde des Sceaux le tableau des opinions politiques des membres de la Cour (2) : « La Cour de Bastia, disait-il, est composée en partie d'hommes que l'on inculpe de regretter la dynastie déchue (3), et à qui on fait le reproche d'être les partisans du Premier Président... [ils sont cependant] partisans du Gouvernement établi qu'ils avouent n'avoir pas appelé de leurs vœux, mais auquel ils se disent aujourd'hui attachés par intérêt, par position, par devoir, par crainte de l'avenir. »

Après avoir étudié ces centres d'opposition carliste que paraissent avoir été plusieurs Cours royales, qu'en était-il de certains Tribunaux ? Là aussi, des membres du siège étaient de toute évidence, légitimistes.

Le 5 juillet 1833 (4), deux individus (5) accusés d'attentats contre la sûreté intérieure de l'Etat et de rébellion contre la gendarmerie, et qui avaient fait partie de bandes de chouans, étaient traduits devant la Cour d'assises des Deux-Sèvres. Lorsque la déclaration affirmative du jury fut prononcée, l'un des magistrats assesseurs, Delavault, Juge à Niort, se retira, et la Cour fut obligée d'appeler un troisième Juge pour prononcer l'arrêt qui fut un arrêt de mort.

A Beaupréau, d'après un rapport préfectoral (6), les Juges du Tribunal étaient tellement dévoués à l'ancien ordre de choses, que la Cour d'Angers devait évoquer la moindre affaire ayant trait à la politique. Le Président Maury et le Juge Lhuillier étaient tous deux des carlistes prononcés ; et quand le Juge Lhuillier se maria, le bruit courut qu'il y avait des fleurs de lys pour garnir la salle et que « le retour d'Henri V » fut chanté au dessert (7). Quant au Juge d'Ins-

(1) Sur les opinions du P. P. Colonna d'Istria, voir *supra*, p. 303.

(2) Lettre P. G. Enjalric à G. d. S., 7 janvier 1832 (Arch. BB⁶ 205 3 A).

(3) Tels Marcilese et Giordani.

(4) *Monit.*, 6 juillet 1833.

(5) Les nommés Viez et Gierout.

(6) Rapport du Préfet de Maine-et-Loire transmis à la Chancellerie par le Ministère de l'Intérieur, le 21 novembre 1831 (Arch. BB⁶ 182 56 M¹).

(7) Lettre du Ministre de l'Intérieur à G. d. S., du 13 avril 1832 (Arch. BB¹⁸ 1204 7035).

truction Levain (1), il était nettement hostile au Gouvernement ; c'est ainsi que d'après le Procureur Général d'Angers, étant chargé d'instruire un délit politique, il avait reçu du Maire de Montfaucon des instructions confidentielles qu'il avait communiquées.

Aux premiers temps de la Monarchie de Juillet, le Tribunal d'Alais était signalé par son mauvais esprit (2) politique. Le 15 juin 1832, le duc d'Orléans passa dans cette ville (3). Le Tribunal décida de ne pas se présenter en corps pour le saluer : Le Président se déclara atteint d'une indisposition subite et un autre magistrat se retira à la campagne.

Au Tribunal de Rodez, l'esprit n'était guère favorable non plus aux idées gouvernementales : le Tribunal acquitta, en 1832, les auteurs de l'enlèvement d'un soldat retardataire (4) des mains de la force armée, et, le Général commandant le dépôt d'Aveyron, qui rendait compte (5) de cette décision, écrivait : « La composition du Tribunal de Rodez est telle que, d'après les jugements qu'il a rendus depuis la révolution de Juillet, il ne faut pas que l'on puisse espérer des condamnations de la part de ses Juges pour délits politiques et autres qui intéressent le service du Roi. »

En 1834, un profond dissentiment éclata entre le Procureur Lussigny, du Tribunal d'Ambert et les membres du siège (6). L'hostilité était si grande que le Procureur ne communiquait que par écrit avec les Juges. Or, cette mésintelligence avait pour cause la divergence des opinions politiques ; le Procureur, dévoué au Gouvernement, n'avait pas trouvé les mêmes sentiments parmi les membres du Tribunal. Ceux-ci, en effet, et parmi eux surtout leur Président, professaient hautement des opinions légitimistes.

Cette différence absolue des sentiments politiques entre les membres du Parquet et ceux du Siège se retrouve au Tribunal de Neuchâtel. Le Procureur du Roi y déclarait en 1831 (7) que, s'il avait quelques poursuites à exercer pour

(1) Lettre du P. G. Angers à G. d. S., mars 1831 (Arch. BB^s 182 56 M⁴).

(2) Arch. BB^s 179 32 M^a.

(3) Lettre P. G. Viger, 18 juin 1832, à G. d. S. (Arch. BB^s 190 20 A).

(4) Nommé Pezet.

(5) Lettre du duc de Dalmatie à G. d. S., le 28 juin 1832 (Arch. BB^s 178 37 M⁴).

(6) Lettre P. G. Riom à G. d. S., 26 décembre 1834 (Arch. BB^s 184 74 M⁵).

(7) Rapport P. G. Rouen à G. d. S., 4 mars 1831 (Arch. BB^s 185 86 M³).

délits politiques contre des carlistes, il ne pouvait pas compter sur le Juge d'Instruction Leleu qui lui avait déclaré qu'il avait vu avec la plus grande douleur l'expulsion de la branche aînée des Bourbons. Le Juge d'Instruction s'était uni à ceux qui avaient, par délibération maintenu l'image du Christ dans la salle d'audience. Dans ce même Tribunal, le prédécesseur de ce Juge d'Instruction, Delacoudre (1), avait déjà été remplacé dans ses fonctions à cause de ses opinions légitimistes.

Toujours dans le ressort de la Cour d'appel de Rouen, le Procureur Général (2) songe à remplacer le Juge d'Instruction de Dieppe, Grimoult, qui est incapable ; son embarras est grand, car il ne peut songer à confier l'instruction à un Juge, Lecorbeiller, qui est un ardent légitimiste ; il reste bien un ancien Juge d'Instruction, Jean, qui, lui, est habile au point de vue professionnel ; mais, lui aussi, passe non sans raison pour être légitimiste comme son collègue.

Ces opinions des magistrats légitimistes ne restèrent pas toujours secrètes, elles ne se manifestèrent pas toujours dans des attitudes, des jugements où elles sont difficilement saisissables ; plusieurs carlistes se laissèrent aller à des manifestations extérieures qui provoquèrent des actions disciplinaires et parfois des sanctions.

La *Gazette de France*, journal légitimiste, avait publié, le 30 mars 1832, une sorte de déclaration constitutionnelle de son parti qu'elle présentait comme ayant été délibérée par un grand nombre de royalistes présents à Paris ; elle provoquait en même temps des adhésions à ces idées collectives et individuelles qui parurent dans le journal durant le mois d'avril en même temps qu'on constatait la recrudescence du mouvement d'opinion dirigé contre le nouveau régime. Le 24 avril 1832, une lettre d'adhésion est insérée dans ce journal ; elle est signée par Fouquet (3) et suivie de sa qualité de Juge au Tribunal de première instance de Paris.

(1) Lettre Sous-Préfet de Neufchâtel à G. d. S., 18 août 1830 (Arch. BB⁶ 185 86 M²).

(2) Lettre P. G. Rouen à G. d. S., 22 nov. 1837 (Arch. BB⁶ 185 86 M²).

(3) Sur Fouquet, voir Append. I¹⁶². Voir sur l'affaire Fouquet le résumé de l'arrêt de la Cour de Cass. du 30 mai 1832 au *Dalloz périodique*, année 1832, I^{re} Partie, p. 382. Le réquisitoire du P. G. Dupin à cette audience est rapporté dans *Réquisitoires* de DUPIN, t. I, I^{re} partie, Magistrats, pp. 116 à 130 et *Gaz. Trib.*, 2 juin 1832. Voir également *Monit.*, 1^{er} juin 1832 et *Gaz. Trib.*, 31 mai et 1^{er} juin 1832. — Les débats devant la Cour d'Assises de la Seine du 13 mai 1832 et l'arrêt de renvoi devant la Cour d'Assises sont rapportés dans les

Cette lettre (1) portait en substance que la France ne trouverait le repos, le bonheur et la gloire qu'en revenant aux principes dont elle s'est si malheureusement éloignée : dans les cahiers de 1788 seulement, y était-il dit, se trouve la solution du problème de l'alliance du pouvoir et de la liberté, et un retour vers le passé effacera les maux qui accablent la France. C'est un devoir, terminait Fouquet, pour quiconque aime son pays de faire tout, pour l'amener par sa propre conviction, à changer lui-même son sort.

Fouquet fut immédiatement déféré à la Cour de Cassation (2), et le 1^{er} mai, cette haute juridiction siégeant à huis clos, après le rapport du Conseiller Vergés et le réquisitoire du Procureur Général Dupin, décida que Fouquet serait cité devant elle comme ayant compromis la dignité de son caractère de magistrat (3).

Entre temps, une autre procédure, celle-là d'ordre strictement pénal était introduite et par arrêt du 6 mai 1832, la Chambre des mises en accusation renvoyait devant la Cour d'assises de la Seine le gérant de la *Gazette de France*, de Fleury et Fouquet comme accusés, de Fleury d'avoir commis le délit de provocation à la désobéissance à la Charte et au renversement du Gouvernement, et Fouquet, du chef de complicité.

Cette affaire fut appelée devant la Cour d'assises de la Seine, le 13 mai 1832. Fouquet était assisté du grand avocat Berryer. Le Procureur Général près la Cour royale de Paris, Persil soutenait lui-même l'accusation (4). Ce fut surtout dans ce réquisitoire le magistrat félon, traître à ses serments, qui fut flétri : « Vous devez toute votre animadversion, disait-il, au magistrat qui a violé son serment et ses engagements. Le Juge doit être la pureté même : s'il veut faire croire à la religion du serment qu'il exige des plaideurs, il faut que ceux-ci ne puissent pas le soupçonner d'avoir violé les siens. » Fouquet, lors de l'instruction dirigée contre lui et faite par un Conseiller à la Cour, déclarait que sa lettre était

Monit. des 7, 8, 17 mai 1832, la *Gaz. Trib.* du 15 mai 1832 et dans les Œuvres de BERRYER, *Plaidoyers*, Paris, 1873, t. I, 1815-1835, pp. 329 à 350.

(1) Cette lettre du 24 avril 1832 est rapportée *in extenso* dans la *Gaz. Trib.* du 16 mai 1832.

(2) *Monit.* des 26 avril et 2 mai 1832.

(3) On remarquera la rapidité de la procédure. La Cour de Cassation statue par un arrêt préparatoire six jours après l'infraction.

(4) Sur Persil, voir Append. 1^{er}. Sur son réquisitoire, voir *Monit.*, 17 mai 1832.

l'expression d'une opinion que tout Français est libre d'exprimer et qu'en tout cas, il n'avait pas fait appel à la force et à la violence que paraissait exiger la provocation au renversement du Gouvernement visée par l'inculpation. Devant la Cour d'assises, Fouquet, avant son avocat, présenta en quelques mots sa défense : il tint d'abord à faire remarquer qu'il y avait eu d'autres adhésions que la sienne et que s'il était seul poursuivi, c'était sans doute à raison de sa qualité de magistrat. On lui reprochait la violation de son serment ; il n'avait juré que de consacrer au bien du pays l'autorité dont il était revêtu, car, disait-il, si on prête le serment au souverain, c'est qu'il représente la Nation (1). Quant à la lettre qu'on lui reprochait « elle ne contenait, disait-il aux jurés, que des regrets, des conseils et des vœux. Vous n'y verrez donc ni crimes ni délits. »

Le jury le suivit et l'acquitta (2). Il avait encore à comparaître devant la Cour de Cassation, car, ainsi qu'il le disait lui-même aux jurés (3), il n'avait obtenu qu'une « inculpabilité suspensive. »

Il comparut donc, devant toutes les Chambres réunies de la Cour de Cassation siégeant en robes rouges et à huis clos, le 30 mai 1832 (4). Le Procureur Général près la Cour de Cassation, Dupin, porta lui-même la parole. Lui aussi, comme l'avait fait le Procureur Général près la Cour royale de Paris, Persil (5), s'indigna qu'avec de telles opinions, on fût Juge de Juillet, on exerçât les fonctions de la Magistrature et qu'on rendît la justice au nom du Roi de Juillet. Dupin rappelait que, quand il était intervenu en 1830 pour maintenir dans ses fonctions la Magistrature (6), il avait la ferme confiance que l'honneur opérerait une sélection naturelle entre ceux qui, persévérants ou obstinés dans leur attachement à la dynastie déchue prendraient leur retraite, et ceux qui resteraient en donnant une adhésion sincère à la révolu-

(1) Cf. Réquisitoire de Dupin. DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, I^{re} Partie, Magistrats, p. 124.

(2) Mais la Cour d'Assises condamna le gérant de Fleury à 9 mois de prison et 2.000 francs d'amende.

(3) Réquisitoire Dupin. *Réquisitoires* de DUPIN, t. I, I^{re} Partie, Magistrats, p. 122. La Cour de Cassation devait encore le juger au point de vue disciplinaire.

(4) Il était lui-même en costume de magistrat. Voir *Monit.*, 1^{er} juin 1832.

(5) Réquisitoire Dupin. *Réquisitoires* de DUPIN, t. I, I^{re} Partie, Magistrats, p. 127.

(6) Voir *supra*, p. 50.

tion de Juillet. En regrettant de constater que certains magistrats avaient été moins sincères, il requit contre Fouquet l'application de la peine de la suspension pendant deux ans, et il insista sur la bénignité de la censure avec réprimande qui ne serait pas suffisante pour un Juge qui, après avoir manqué si essentiellement au premier de ses devoirs, remonterait le lendemain sur le siège.

Après un délibéré de trois heures, la Cour suprême infligea seulement au Juge Fouquet la censure avec réprimande (1), peine qu'avait écartée le Procureur Général Dupin.

Baudouin (2), Conseiller à la Cour royale de Rennes, signa, le 28 novembre 1832, une adresse à la duchesse de Berry, qui venait d'être arrêtée. Une lettre de convocation avait invité les Bretons à venir mettre leurs noms au-dessous de l'adresse. Cette missive énonçait formellement que la duchesse de Berry était venue, comme Napoléon réclamer un trône, avec cette seule différence que Napoléon ne l'avait occupé que dix ans, tandis que la duchesse de Berry représentait une dynastie de huit siècles, et la lettre de convocation précisait le but de la pétition : « Le devoir de tout homme libre et généreux est de protester d'avance contre tout arrêt d'un Tribunal quelconque qui prétendrait juger la mère du duc de Bordeaux. »

Il se trouva que le Conseiller Baudouin obéit à cette singulière invitation de protester par avance contre tout arrêt d'une juridiction quelconque qui aurait à juger la duchesse de Berry, et, après avoir pris connaissance de cette lettre-circulaire (3), il signa l'adresse avec 747 carlistes de Rennes. Celle-ci avait permis aux légitimistes de se compter : on y remarquait la signature d'un ancien ministre de Charles X, celles de quelques anciens magistrats de la Cour de Rennes démissionnaires lors de la révolution de Juillet, ainsi que celles d'individus qui avaient été poursuivis depuis le nouveau régime pour délits politiques devant la Cour même à laquelle appartenait Baudouin. Quoiqu'on pût s'étonner de

(1) Fouquet resta sur son siège pendant toute la Monarchie de Juillet et prit sa retraite le 11 mars 1852.

(2) Voir sur l'affaire Baudouin le résumé de l'arrêt prononcé par la Cour de Cassation, le 14 janvier 1833, dans le *Dalloz périodique* 1833, I^{re} Partie, p. 167 et le réquisitoire, à cette audience, du P. G. Cass. Dupin, dans DUPIN, *Réquisitoires*, t. I^{er}, I^{re} Partie, Magistrats, pp. 130 à 140, *Gaz. Trib.*, 15 et 21 janvier 1833.

(3) Cf. lettre du Conseiller Baudouin à P. G. Rennes, 5 déc. 1832, citée par le réquisitoire du P. G. Dupin. DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, I^{re} Partie, Magistrats, p. 134).

trouver le nom d'un magistrat en telle compagnie, l'adresse à la duchesse de Berry était beaucoup moins agressive à l'égard du Gouvernement que la lettre de convocation. Si on la séparait même de cette lettre, on pouvait n'y voir qu'un hommage respectueux : « Nouvelle Marie-Thérèse (1), y lisait-on, vous avez un titre de plus que votre aïeule à l'admiration des siècles : l'infortune. Aussi, fidèles au malheur et à nos vieilles affections, nous entourerons votre captivité de ces mêmes hommages, de ce même amour dont nous saluâmes naguère votre passage parmi nous. »

Pour cette signature, Baudouin fut déféré à la haute censure de la Cour de Cassation, et il comparut le 14 janvier 1833 devant toutes les Chambres de la Cour suprême réunies en Chambre du conseil (2). Le Procureur Général Dupin, dans un long réquisitoire, essaya de relier l'adresse à la lettre de convocation. Il montra qu'on ne peut être fidèle à deux dynasties, et qu'on doit opter : or, le Conseiller Baudouin, comme magistrat, a juré fidélité à Louis-Philippe, et il salue la duchesse de Berry du nom de Marie-Thérèse, restée célèbre surtout pour avoir reconquis ses Etats et replacé la couronne sur sa tête et sur celle de son fils. En ce faisant, il avait essentiellement manqué aux devoirs du magistrat, et le Procureur Général Dupin demandait qu'il fût suspendu pendant deux ans de ses fonctions de Conseiller à la Cour royale de Rennes. La Cour de Cassation, par arrêt du 14 janvier 1833 décida de le suspendre, pendant six mois seulement.

Desfontaine (3), Juge suppléant près le Tribunal de Lille, fut, en 1844, déféré lui aussi, à cette haute juridiction pour avoir publiquement manifesté ses opinions légitimistes. Mais si Desfontaine était, lui aussi, magistrat, à cette qualité s'ajoutait celle d'avocat (4). Aussi, au point de vue des opinions

(1) Dupin dans son réquisitoire (DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, I^{re} Partie, Magistrats, p. 134) cite intégralement le texte de l'adresse.

(2) Sur un premier réquisitoire du P. G. Dupin, un arrêt préparatoire de la Cour de Cassation du 17 décembre 1832 avait ordonné cette comparution. DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, I^{re} Partie, Magistrats p. 130.

(3) Voir sur cette affaire les grands détails donnés par le journal *Le Droit* (8, 10, 13, 15, 22 janvier 1844), *Gaz. Trib* (13-16 janvier 1844). Le réquisitoire du P. G. Dupin est dans DUPIN, *Réquisitoires*, t. VII, pp. 272 à 288. Sur les divulgations du journal *La Patrie*, Arch. BB¹⁵ 1418 7746.

(4) Il y avait, nous l'avons vu, deux sortes de Juges suppléants : ceux qui exerçaient d'autres professions (avocats, avoués, etc.) et ceux qui débutaient dans la Magistrature. Voir *supra*, p. 172.

politiques de la Magistrature, cette affaire est-elle moins significative que les précédentes. Cependant, elle a l'avantage de montrer l'attitude soupçonneuse du Gouvernement à l'égard des magistrats, dès qu'il appréhendait chez eux des opinions politiques hostiles. Ce qu'il poursuivait chez Desfontaine, ce n'était pas une adhésion écrite et signée à un parti et par suite, une manifestation extérieure, certaine de sentiments politiques ; c'était uniquement un geste, un simple voyage : Desfontaine s'était rendu le 3 décembre 1843 à Londres, à l'hôtel de Belgrave Square (1), pour voir le duc de Bordeaux. De nombreux légitimistes avaient fait ce voyage. Ce rassemblement était devenu pèlerinage et manifestation ; ce qui n'avait pas été sans irriter le Gouvernement.

Dès le début, la poursuite fut jugée sévèrement : il n'est pas défendu, lisait-on dans le journal *Le Droit* (2), d'aller en Angleterre ; il n'est même pas interdit, tant qu'il n'y aura pas une loi faite exprès, de voir le duc de Bordeaux : « Le magistrat, continuait ce journal, qui est allé à Londres dans ces circonstances, est un légitimiste ; c'est pour cela qu'on le traduit devant la Cour de Cassation. Mais, le magistrat qui, au vu et au su de tous votera pour tel ou tel candidat, aura certes fait un acte de parti aussi direct. » Et le journal *Le Droit* d'ajouter assez malicieusement : le traduira-t-on aussi devant la Cour suprême ?

Desfontaine avait demandé que, contrairement à ce qui s'était passé dans les précédentes affaires disciplinaires, les débats fussent publics et qu'il pût se faire assister d'un conseil. La Cour de Cassation délibéra à ce sujet le 10 janvier 1844. D'après le journal *La Patrie*, qui faillit d'ailleurs être poursuivi pour l'indiscrétion qu'il avait commise en divulguant les secrets de cette délibération (3), ce fut le Conseiller Madier de Montjau (4) qui détermina la Cour à accorder à Desfontaine un avocat. Sous la Restauration, en 1820, Madier de Montjau avait été cité devant la Cour dont il

(1) Voir sur les légitimistes à Belgrave Square : CHARLETY, *La Monarchie de Juillet. Histoire de France contemporaine* de LAVISSE, t. V, livre V, chap. II, p. 304. D'après le réquisitoire de Dupin, le 3 décembre, Desfontaine avait été présenté au comte de Chambord, en compagnie d'un grand nombre de personnes et, le 4 décembre, il avait reçu une invitation à passer la soirée chez de comte de Chambord.

(2) *Le Droit* du 8 janvier 1844.

(3) Voir la lettre du G. d. S. à P. G. Paris, du 10 janvier 1844, le priant d'examiner si le gérant du journal *La Patrie* ne doit pas être poursuivi (Arch. BB¹ 1418 7746).

(4) Sur Madier de Montjau, voir Append. I^r.

faisait maintenant partie, pour une affaire politique (1), et il avait réclamé pour le Juge suppléant de Lille, les garanties qui lui avaient été données à lui-même. Toutefois, la Cour décida qu'elle examinerait l'affaire à huis clos.

Cette affaire revint donc le 12 janvier 1844 (2) devant la Cour de Cassation siégeant toutes sections réunies. Le Procureur Général Dupin occupait le siège du ministère public en robe rouge, assisté de tous les Avocats Généraux. Tout cet appareil démontrait l'importance que le pouvoir attachait à la poursuite.

Aux yeux de Dupin, il ne s'agissait pas d'une simple question de discipline : pour les cas ordinaires, la loi s'en remet aux compagnies, du soin de leur police intérieure, mais pour les cas graves, il faut que le magistrat soit enlevé à ses juges naturels et déferé par le Ministre de la Justice à la Cour de Cassation (3). Dupin s'apercevait bien que la difficulté de la poursuite tenait justement à ce fait qu'on incriminait une simple visite ; aussi, dès le début, avait-il déclaré : « S'il manque dans cette affaire les circonstances qui seules pourraient en faire un crime, il y a du moins tout ce qu'il faut pour en faire une félonie. » Il voyait, dans la manifestation de Belgrave-Square un mouvement concerté en vue de produire une démonstration en faveur du prétendant, pour donner à croire par la foule des visiteurs que sa cause avait encore en France un grand nombre de partisans. Or, une telle participation, d'après Dupin, n'était pas conciliable avec la qualité de Juge de Desfontaine. Sans doute, Desfontaine, lors de l'interrogatoire qu'il avait subi à Lille devant le Président du Tribunal, avait seulement déclaré : « Je n'ai pas à rendre compte de mes sentiments. » Il se trompe, déclarait le Procureur Général Dupin ; il doit compte de sa conduite aux magistrats à qui la loi a donné sur lui le droit de censure, si sa conduite leur paraît le mériter. Desfontaine

(1) Il avait signé une pétition où il signalait la formation d'un Comité absolutiste ayant pour but de recommencer les massacres de 1815. On lui avait reproché d'avoir cherché le scandale et, devant la Cour suprême, il s'était refusé à donner le nom de ceux qu'il dénonçait. Il fut condamné à la réprimande le 28 novembre 1820. Voir *supra*, p. 88.

(2) Là encore on remarque la rapidité avec laquelle la Cour de Cassation est saisie et statue (Cf. *Le Droit*, des 13 et 15 janvier 1844).

(3) D'après le sénatus-consulte du 16 thermidor an X, texte sur lequel s'appuyait la poursuite, le Ministre de la Justice avait même le droit, en pareil cas, de présider l'audience. Il ne le fit jamais pendant la Monarchie de Juillet ; de Serre l'avait fait sous la Restauration lors de la poursuite dirigée contre Madier de Montjau.

allègue qu'il a agi comme simple particulier ; là encore est son erreur : le fonctionnaire ne peut pas ainsi à sa volonté se scinder en deux, ni séparer capricieusement sa personne du caractère public dont il est revêtu, c'est là une conséquence inéluctable du serment prêté. Sans doute, continuait Dupin, Desfontaine n'est que Juge suppléant ; mais, participant aux mêmes fonctions que les Juges, il a les mêmes devoirs à remplir. Toutefois, étant donné sa situation spéciale de Juge suppléant, Dupin concluait que la suspension était une peine illusoire, car il était appelé rarement à remplir ses fonctions ; on ne pouvait le priver de son traitement puisqu'il n'en touchait pas ; c'est pourquoi le Procureur Général requérait seulement contre lui l'application de la censure, c'est-à-dire la haute improbation de sa conduite.

L'avocat de Desfontaine, Mandaroux-Vertamy, soutint qu'il ne fallait pas voir dans cette visite une manifestation politique, mais un mouvement de cœur et, en quelque sorte, le paiement d'une dette de reconnaissance contractée envers l'ancienne dynastie : homme riche et honorable, ancien notaire, membre du Conseil Général du Nord, Desfontaine avait dû successivement à la branche aînée la place de suppléant de Juge de paix, celle de Juge suppléant près le Tribunal de Lille, et enfin la décoration de la Légion d'honneur.

Après trois heures de délibération, la Cour censura avec réprimande Desfontaine comme ayant méconnu les devoirs que lui imposait son serment de fidélité au Roi des Français.

Ainsi finit cette procédure commencée si rapidement, et avec tant d'éclat. Le journal *Le Droit* (1) constatait que cette justice qui s'exerce à vide contre un homme honorable, et à l'abri des coups, a quelque chose de vain et d'illusoire qui ne semble pas digne de la majesté du Tribunal d'où elle émane.

C'est encore l'impression qui, avec le recul du temps, se dégage de cette affaire où l'on voit l'ardeur que mettait le pouvoir à poursuivre avec éclat les moindres signes d'opposition légitimiste rencontrés chez les magistrats.

§ 3

Au début de la Monarchie de Juillet, il y a peu de magistrats républicains, ou tout au moins, ils se prétendent seulement libéraux et hommes du mouvement.

La Cour royale de Metz semble, dès 1830, un foyer de libé-

(1) *Le Droit* du 22 janvier 1844.

ralisme (1). Il existait dans cette ville un comité dit comité constitutionnel qui, avant la révolution de 1830, avait fait les élections contre le Gouvernement. Après les événements de Juillet, ce comité était tout puissant (2) ; l'un de ses membres, Charpentier (3), était devenu Procureur Général, puis Premier Président, un autre, Woïrhaye, Avocat Général (4). Tous deux étaient des avocats connus de Metz, et dès le début de leurs fonctions judiciaires, ils furent plus hommes politiques que magistrats (5).

Les membres du Comité adhèrent ensuite à l'« association nationale » constituée pour assurer l'indépendance du pays et l'expulsion perpétuelle de la branche aînée des Bourbons. Charpentier et Woïrhaye en signèrent l'affiche (6). Le 9 mars 1831, le Préfet Sers avait invité les Maires à supprimer cette affiche (7), car, disait-il, l'association était nuisible, en faisant concevoir aux citoyens des doutes sur la stabilité du trône constitutionnel. Cela n'empêcha pas Charpentier d'expliquer publiquement, le 20 mars 1831, le but de l'association. Ce mouvement qui existait dans toute la France déplut au Gouvernement de Casimir Périer (8), qui, voyant dans ces projets un empiétement sur les attributions gouvernementales en même temps qu'une critique indirecte de ses actes, fit révoquer les fonctionnaires qui y avaient pris part, et notamment Woïrhaye. La popularité de ce magistrat était telle qu'à la nouvelle de sa destitution, plus de 600 habitants de Metz (9) se portèrent à sa demeure, et un avoué, Briard, lui exprima les regrets de ses concitoyens. Woïrhaye répondit, ce qui prouve assez quels étaient ses sentiments politiques, que sa révocation n'était rien, mais qu'elle révé-

(1) Cf. *Baron Sers, Mémoires, Souvenirs d'un Préfet de la Monarchie*, par le baron HENRI SERS et RAYMOND GUYOT. Paris, 1906, chap. VIII, pp. 246 à 258.

(2) Cf. GABRIEL PERREUX, *Au temps des Sociétés secrètes. La propagande républicaine au début de la Monarchie de Juillet*. Paris, 1931, pp. 6 et 77.

(3) Sur Charpentier, voir Append. I²⁵ et *supra*, p. 307.

(4) Sur Woïrhaye, voir Append. I¹⁰³. *Eloge* par l'Avocat Général Charrins, à la Cour de Cass., 6 nov. 1878 (*J. O.*, 7 nov. 1878).

(5) Voir *supra*, pp. 72, 307.

(6) L'affiche est aux Archives nationales BB¹⁸ 1316 5099.

(7) Cf. Arch. BB¹⁸ 1316 5099 et Baron SERS, *op. cit.*, chap. VIII, p. 262.

(8) Cf. CHARLETY, *La Monarchie de Juillet, Histoire de France contemporaine* de LAVISSE, t. V, livre I^{er}, chap. II, p. 59.

(9) D'après le *Courrier de la Moselle* du 7 avril 1831. Voir sur la révocation de Woïrhaye, HENRY CONTAMINE, *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*, Nancy 1932, t. I, chap. X, p. 376.

lait le funeste système adopté par le ministère. Woïrhaye devint d'ailleurs à ce moment le chef de l'opposition dans le département de la Moselle, et, à un voyage du Roi, comme représentant de la garde nationale, il trouva le moyen de faire un discours agressif que Louis-Philippe interrompit en disant : « La garde nationale ne délibère pas (1). » La révolution de 1848 ouvrit à nouveau à Woïrhaye l'entrée de la haute Magistrature de Metz (2).

L'affaire de l' « association nationale », si elle laissait Charpentier sur son siège de Premier Président, faisait planer quelque doute sur son loyalisme aux idées de Juillet. En 1831, le journal *L'Indépendant de la Moselle* (3), l'accusa d'être républicain, et de ne pas avoir convoqué la Cour pour le *Te Deum* chanté le jour de la fête du Roi. Le Premier Président protesta, en déclarant que, s'il devait consacrer ses efforts à l'établissement d'une république en France, il cesserait d'occuper un emploi sous le Gouvernement actuel. C'était peut-être là exagération de journaliste, mais il est certain que Charpentier au Conseil général de la Moselle, où il siégeait, fut toujours un ardent opposant politique (4). Ainsi, quand en 1837, la duchesse de Mecklembourg, fiancée du duc d'Orléans, fit son entrée à Metz, il fut de ceux qui ne voulurent pas que la garde nationale honorât par sa présence l'entrée d'une princesse étrangère (5).

En 1833, Charpentier avait évité de justesse une poursuite disciplinaire (6) devant la Cour de Cassation, car son nom figurait sur la liste des fondateurs et collaborateurs du journal *L'Utile*, journal patriote et populaire de l'Est où le Gouvernement du Roi et le Roi lui-même étaient en butte à d'outrageantes invectives. En 1835, un fait beaucoup plus grave encore fut relevé contre lui (7). Un avocat nommé d'Ormier, chef des républicains de la région, quittait Metz pour venir à Paris prendre part à la rédaction du *National* ; un grand

(1) Voir sur cet incident, HENRY CONTAMINE, *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*. Nancy, 1932, chap. X, p. 380. Baron SERS, *op. cit.*, chap. VIII, pp. 271-272 et *Histoire du règne de Louis-Philippe*, par DE NOUVION, t. II, pp. 338-339.

(2) Sur Woïrhaye, voir Append. I¹⁰⁸.

(3) Lettre P. P. Charpentier au Rédacteur de *L'Indépendant de la Moselle*, en date du 5 mai 1831 (Arch. BB⁶ 189 18 A).

(4) Cf. Baron SERS, *op. cit.*, chap. VIII, p. 285.

(5) Cf. Baron SERS, *op. cit.*, chap. VIII, p. 304.

(6) Lettre G. d. S., à P. P. Charpentier, 21 déc. 1833 (Arch. BB⁶ 189 18 A).

(7) Lettres P. G. Metz à G. d. S., 28 janvier 1835, et G. d. S. à P. P. Charpentier, 4 fév. 1835 (Arch. BB⁶ 189 18 A).

banquet fut organisé par les républicains pour lui témoigner leur sympathie et aussi afin de manifester publiquement les doctrines républicaines. Ce banquet eut lieu sous la vice-présidence de Woïrhaye. Il n'y avait donc aucun doute sur le caractère de cette fête qu'accentuèrent encore les toasts et les chants. Or, Charpentier avait assisté à ce banquet, et le Procureur Général, qui signalait le fait, indiquait même « qu'il y aurait versé des larmes d'attendrissement ». La Cour de Metz, devant cette manifestation, se réunit chez un des Présidents de Chambre, de Coulon, et là, en présence de deux membres du Parquet, elle témoigna, à la presque unanimité des suffrages, sa désapprobation, exprimant le désir qu'une faute aussi grave ne restât pas impunie. Ainsi sollicité, le Garde des Sceaux convoqua le Premier Président. Ses explications furent assez embarrassées : Charpentier prétendit que, rentrant de voyage, il ne savait pas ce que serait ce banquet, et qu'il voulait seulement rendre un témoignage d'estime à un vieux camarade que « la différence des opinions » ne l'empêchait pas de proclamer un homme de bien.

L'incident n'eut pas d'autres suites, et Charpentier resta sur son siège de Premier Président pendant toute la Monarchie de Juillet (1). Tout permet de penser qu'il continua à entretenir, mais peut-être avec plus de prudence, d'excellentes relations avec les libéraux de Metz, car lorsqu'en 1849, son ancien Avocat Général Woïrhaye fut réintégré dans la Magistrature comme Chef du Parquet Général (2), il fut ainsi noté par lui : « Ancien ami de Dupont de l'Eure, dont il a toujours partagé les convictions politiques. »

D'autres Chefs de Cours étaient encore dénoncés comme républicains : à Besançon, le Procureur Général Lerouge est noté comme partisan de la République par le Premier Président Alviset (3) ; mais ce magistrat ne donnait aucune preuve de son affirmation. Un Conseiller à la Cour de Montpellier, Gilles (4), est élu en 1839 candidat républicain par le collège de Montpellier ; comme on lui reprochait son titre de fonctionnaire public, il répliqua que c'était de sa part une faute dont il gémissait et il ajoutait, comme pour s'excuser,

(1) Voir sur Charpentier, Append. I^{er} et *supra*, p. 307.

(2) Rapport de Woïrhaye, P. G. Metz à G. d. S., 29 mars 1849. (Dossier Charpentier aux Archives) et sur ce rapport, voir *supra*, p. 307.

(3) Lettre du P. P. Alviset à G. d. S., 14 déc. 1838 (Archives dossier Lerouge).

(4) Lettre P. G. Montpellier à G. d. S., 23 fév. 1839 (Arch. BB⁶ 226 29 A).

que sa première nomination avait été signée par un homme bien honorable à ses yeux, Dupont de l'Eure.

Une autre Cour royale, celle de Limoges, paraît être un foyer d'idées avancées. En 1832 (1), le Ministre de l'Intérieur signale que dans cette Cour, le Premier Président de Gaujal (2), jadis ultra et congréganiste, est du parti du mouvement ; mais le plus violent de cette opinion est un Conseiller, Descoutures, nommé depuis 1830 : « ce qui montre, ajoute le Ministre, que, dans le cas où l'on eût méconnu l'inaéquivocité des Cours et des Tribunaux, on aurait eu des anarchistes au lieu de carlistes. » Le Premier Avocat Général Dulac fait partie de la société « Aide-toi » dont il est un des plus actifs correspondants. Son collègue, Decaux, a été également membre de cette société, mais il s'en est retiré depuis les événements des 5 et 6 juin 1832 (3).

A Bastia, le Procureur Général Enjalric (4) a classé les magistrats de la Cour suivant leurs opinions politiques (5). Il ne compte que 6 membres du siège sur 23 d'idées libérales. A Orléans, une note (6) paraissant émaner de l'Administration, se livrant aux mêmes calculs pour les Conseillers, indique que sur vingt Conseillers, trois appartiennent à l'opposition démocratique. Mais il faut y ajouter le Président de Chambre Abbattucci (7) dont les opinions ne sont pas sûres ; lorsqu'il était Conseiller à la Cour de Bastia, il a présidé en effet trois réunions républicaines. Ce qui confirme l'exactitude de ce renseignement fourni par la police, c'est que, comme député, il fit de l'opposition au Ministère Guizot et que sitôt les événements de 1848, il fut nommé, après un très court passage à la Cour de Paris, Conseiller à la Cour de Cassation.

Dans les Tribunaux, on note également quelques opinions avancées qui confinent aux idées républicaines. Le Prince

(1) Note du Ministre de l'Intérieur, 23 août 1832 (Arch. BB⁶ 189 16 A).

(2) Voir sur le Premier Président de Gaujal, Append. I¹⁰⁴.

(3) Emeutes provoquées par les funérailles de Lamarque.

(4) Lettre P. G. Bastia Enjalric à G. d. S., 7 janv. 1832 (Arch. BB⁶ 205 3 A).

(5) Voir *supra*, p. 361.

(6) Sans date mais semble être des environs de 1837 (Arch. BB⁶ 190 20 A).

(7) Sur le Président Abbattucci, voir Append. I¹⁶⁵ et note de police du 5 déc. 1832 (Arch. BB⁶ 190 20 A). Voir son *Eloge* à l'audience de rentrée de la Cour de Cassation, du 3 nov. 1859 (*Monit.*, 4 novembre 1859).

de Joinville raconte dans ses *Souvenirs* (1) qu'en 1832, le Roi parcourant les départements de Normandie, s'arrêta à Bernay, la ville de Dupont de l'Eure. Il avait été averti par le Préfet que parmi les discours qui lui seraient adressés à son arrivée, il s'en trouverait un où on lui ferait la leçon ; et, en effet, la harangue du Président du Tribunal fut, d'après le Prince, aussi impertinente que préparée. Il y était question de courtisans et du danger d'écouter les flatteurs. Le Roi, qui possédait l'esprit de repartie, remercia avec la plus grande politesse le Président de ses conseils ; mais il ajouta, ce qui, aux dires du Prince, mit les applaudissements de son côté, qu'il y avait maintenant des courtisans bien plus dangereux que les flatteurs des rois et des princes : « c'étaient les courtisans et les flatteurs du peuple qui, pour acheter une vaine et misérable popularité, lui suggèrent pour son malheur des rêves irréalisables. »

La région du Nord-Ouest paraît avoir été, en effet, en ce qui concerne les Tribunaux, peut-être parce que Dupont de l'Eure les avait remplis d'amis, un foyer de libéralisme. En 1837 (2), de Mésange, Président du Tribunal de Mortain, s'associa aux élections avec un avocat, Noël, pour le triomphe du candidat républicain, dans l'intérêt duquel il publia un pamphlet contre le député Legrand alors en fonctions, et qu'il signa de son titre de magistrat, en vertu duquel il présidait le bureau provisoire. En 1838 (3), le Procureur Général de Caen signale que les tendances politiques et les affections privées de Diguët, Procureur du Roi à Saint-Lô, le portent à appuyer dans son arrondissement les principes et le candidat de l'opposition et deviennent un obstacle à l'Administration, toutes les fois que la lutte s'engage. En 1844 (4), on apprend à la Chancellerie que Goudet, Juge au Tribunal de Louviers, seconde dans cet arrondissement les manœuvres électorales de Dupont de l'Eure.

(1) Prince DE JOINVILLE, *Vieux Souvenirs*. Paris, 1894, chap. X, pp. 71 et 72.

(2) Lettre P. G. Caen à G. d. S., 27 sept. 1837 (Arch. BB⁹ 182 57 M³). De Mésange, avocat au Barreau de Mortain, fut nommé P. R. à Mortain lors des événements de 1830, le 9 septembre, grâce à l'influence de son parent, alors Juge de paix, qui fut lui-même nommé Sous-Préfet. Quelques mois après, le 7 novembre 1830, il fut nommé Président.

(3) Lettre P. G. Caen à G. d. S., 2 sept. 1838 (Arch. BB⁹ 182 57 M²).

(4) Dénonciation d'un sieur Pierre Lefebvre, d'Ecroville (Eure) (Arch. BB¹³ 1422 7776).

Souvent, ces dénonciations ne sont pas entièrement vérifiées par les enquêtes qu'elles motivent. Elles montrent, au moins, la surveillance exercée par l'opinion publique sur les idées politiques des magistrats. En 1831 (1), le Sous-Préfet d'Aix rendait compte de la formation d'une association populaire, sous le nom de « Cougourde », qu'il dénonce comme hostile au Gouvernement. On y remarque, dit-il, Benoit, Substitut du Procureur Général d'Aix, qui passe dans le public pour avoir poussé à la plantation de l'arbre de la liberté, le 5 juin 1831. Thiers écrivit pour contester les faits et l'affaire fut classée.

Après la mort du Général Lamarque, dont les obsèques provoquèrent l'émeute à Paris, Carenne, Substitut de Saint-Sever fut élu à sa place membre du Conseil général des Landes. Il fut taxé de républicanisme (2), malgré le soin qu'il prit, lors de ses appels aux électeurs, d'éloigner ce soupçon (3). Le Procureur Général le défendit d'ailleurs, et l'affaire n'eut pas de suite.

Cependant, d'autres appréciations émanées de Chefs de Cours offrent une plus grande certitude : Calvet, nommé Substitut à Figeac (4), est signalé en 1833, comme n'ayant pas des opinions entièrement en concordance avec les principes de la Monarchie constitutionnelle, et peut-être même, note son Premier Président, pencherait-il volontiers vers les idées républicaines. En 1834 (5), le Ministère de l'Intérieur signale à la Chancellerie que Bouisson, Juge au Tribunal de Saint-Pons, a publié un recueil de chansons républicaines (6), et, en effet, dans cet ouvrage, l'auteur rappelle soigneusement tous les anciens hymnes révolutionnaires, par exemple (7) les chansons composées pour l'inauguration des bustes

(1) Rapport du Sous-Préfet d'Aix à G. d. S., 16 juillet 1831. Lettre de Thiers, 24 juin 1831 (Arch. BB⁶ 188 2 A). Benoit fut nommé Avocat Général à Aix le 11 déc. 1835.

(2) Lettre du Capitaine de la Gendarmerie des Landes, 20 sept. 1832 (Arch. BB⁶ 181 44 M⁶).

(3) Proclamation du 3 juillet 1832 (Arch. BB⁶ 181 44 M⁶).

(4) Avocat à Figeac, Calvet avait été nommé Substitut à Figeac le 27 sept. 1830. Lettre P. P. Agen à G. d. S., 28 sept. 1833 (Arch. BB⁶ 181 52 M⁶).

(5) Lettre G. d. S. à P. G. Montpellier, février 1834 (Arch. BB¹⁸ 1218 127).

(6) *Faisceau poétique et national ou choix de chansons et autres poésies patriotiques depuis 1789 jusqu'à ce jour*, par BOUISSON JUSTIN. Saint-Pons, 1832.

(7) *Faisceau poétique*, op. cit., p. 202.

de Lepeletier et de Marat, les couplets (1) sur la suppression des ordres religieux.

Comme pour les légitimistes, ces opinions libérales, presque républicaines, que l'on a quelque peine à déceler, lorsqu'elles se révèlent par un acte public et ostensible, provoquent des poursuites disciplinaires.

Ceyras était Juge au Tribunal de Tulle (2) ; il adhéra à la société « Aide-toi, le ciel t'aidera » et à une association dite « corrézienne » en faveur de la presse. On pensa qu'il avait compromis sa dignité et manqué à son serment en s'affiliant à des sociétés dont le but était de changer la forme du Gouvernement, et il fut traduit devant la Cour royale de Limoges, le 19 avril 1833. Le Procureur Général Dumont de Saint-Priest fit remarquer que, sans doute, le magistrat doit jouir d'une entière indépendance, mais qu'on ne peut distinguer deux personnes en lui. La Cour le condamna simplement à la censure simple.

A l'occasion de cette poursuite, Gazard (3), Juge suppléant au Tribunal d'Aurillac, écrivit une lettre de protestation au journal *Le Patriote du Puy-de-Dôme*. Il qualifiait cette action disciplinaire de brutalité ministérielle ; et lui-même paraissait appeler aussi les poursuites, car dans cette missive, il indiquait qu'il avait correspondu avec la société « Aide-toi, le ciel t'aidera » et que, depuis le moment où il avait été convaincu de la marche rétrograde du pouvoir, il n'avait cessé de faire, dans la petite sphère où il se trouvait placé, la plus vive opposition aux actes du Gouvernement.

Sa lettre se terminait par une véritable provocation : « Si, disait-il, M. Ceyras a compromis et avili la dignité du magistrat, je l'ai, comme lui, compromise et avilie, car j'ai toujours fait au grand jour ce que je vous prie de rendre plus public encore par la voie de votre journal, et j'ai lieu d'être étonné de ne pas être en but aux mêmes persécutions. Ce qui est punissable à Tulle ne le serait-il pas à Aurillac ? ou M. le Garde des Sceaux craindrait-il de ne point obtenir de la Cour de Riom ce qu'il attend de la Cour de Limoges. »

Gazard n'attendit pas longtemps l'action disciplinaire qu'il appelait avec tant d'insistance ; il fut poursuivi devant la Cour royale de Riom et censuré avec réprimande.

(1) *Faisceau poétique*, op. cit., p. 118.

(2) Arrêt de la Cour royale de Limoges, du 19 avril 1833, rapporté au *Dalloz périodique* 1833, II^e Partie, p. 228.

(3) Voir sur cette affaire, *Monit.* du 15 mai 1833.

Bien plus importante fut l'affaire Chaley (1). Chaley était un avoué à la Cour royale de Lyon que, pendant son court passage à la tête du Parquet Général de Lyon, Madier de Montjau avait fait nommer Juge au Tribunal de Lyon en 1830 (2). Sa fortune augmentait son indépendance, et, il entra dans la Magistrature (3) avec comme répondants les noms les plus connus parmi les parlementaires de la région lyonnaise (4). Dans la demande qu'il avait faite pour entrer dans la Magistrature, Chaley insistait sur ses opinions politiques qui n'avaient jamais varié et qui le laissaient « constamment, disait-il, attaché aux principes de liberté qui venaient de triompher ».

Le 10 mai 1834 (5), le Procureur Général de Lyon, Duplan, tenait à signaler son attitude politique : inféodé au parti républicain « dès le premier moment que cette faction a cru pouvoir se montrer publiquement », il avait pris rang parmi les actionnaires du journal *Le Précurseur* (6) et était même entré dans la commission de surveillance de ce journal. Or, cette gazette, qui, disait le Procureur Général, était la plus active et la plus dangereuse de l'opinion républicaine, avait été impliquée dans le complot et l'attentat du mois d'avril 1834, elle avait vu son gérant et l'imprimeur emprisonnés, en même temps que des poursuites étaient intentées contre elle.

Le 9 mai 1834, une protestation contre cette procédure fut insérée dans *Le Précurseur*, et à sa tête s'était placé Chaley en sa qualité de membre du conseil de surveillance. On y lisait : « que ceux qu'on a préventivement arrêtés, en savaient moins sur l'insurrection que la police et ses laquais, grands

(1) Sur l'affaire Chaley, voir audience de la Cour de Cassation, Chambres réunies, du 5 août 1834. Le réquisitoire du P. G. Cass. Dupin est dans DUPIN, *Réquisitoires*, t. I^{er}, I^{re} Partie, Magistrats, pp. 141 à 144. *Dalloz périodique* 1837, I^{re} Partie, p. 121. Rapports P. G. Duplan, de Lyon, à G. d. S., des 10 mai 1834, 7 juin 1834. Rapport de la Division du Personnel, 24 mai 1834 (Arch. BB^a 184 80 M³) et *Gaz. Trib.*, 6 août 1834.

(2) Cf. le rapport de Madier de Montjau sur l'organisation du Tribunal de Lyon et la demande faite par Chaley pour entrer dans la Magistrature (Arch. BB^a 184 80 M⁶).

(3) Né en 1781, il fut nommé Juge au Tribunal de Lyon, le 8 octobre 1830.

(4) Acher, Sauzet, Girod de l'Ain, Rodet, députés.

(5) Rapport P. G. Duplan à G. d. S., 10 mai 1834 (Arch. BB^a 184 80 M²).

(6) Voir sur le journal *Le Précurseur* et son influence à cette époque à Lyon, *Histoire de Dix ans*, par LOUIS BLANC, 5^e édition, t. IV, chap. II, p. 225 et GEORGES WEILL, *Histoire du Parti républicain en France de 1814 à 1870*. Paris, 1900, p. 108.

et petits... » On y comparait les actes des sbires de la Convention avec ceux des commissaires royaux et l'on arrivait à cette conclusion : « que les actes immoraux ne changent pas pour être colorés de prétextes variés. » Enfin, il était fait allusion au procès en instance devant la Cour des Pairs où l'on a fait une singerie de procédure « dont les niais seuls seront dupes ».

Ces termes étaient sans conteste singulièrement durs pour le pouvoir ; aussi, le Procureur Général fut-il indigné en voyant un magistrat reprocher au pouvoir judiciaire l'emploi de l'arbitraire. Il réclamait une répression éclatante à la face de la France entière (1). Toutefois, il redoutait de déférer Chaley devant la Cour royale de Lyon, parce qu'il avait eu à déplorer récemment un acte de faiblesse de sa part à l'occasion du même journal, et il proposait de le traduire disciplinairement devant la Cour de Cassation.

C'est la procédure qui fut admise ; avec la rapidité adoptée dans ce genre d'affaires, dès le 3 juin, la Cour suprême était saisie (2) et, le 10 juin, siégeant toutes chambres réunies, elle rendait un premier arrêt préparatoire ordonnant la citation de Chaley pour le 5 août 1834. A cette date, la Cour de Cassation se réunit donc, toutes sections réunies, en chambre du conseil sous la présidence du Premier Président comte Portalis. Le Procureur Général Dupin requit. Il s'attacha à justifier l'action disciplinaire, en montrant que l'article incriminé attaquant le Gouvernement et l'ordre judiciaire, n'était pas conciliable avec le serment et les devoirs du magistrat. Qu'arriverait-il, disait-il (3) « si Chaley était délégué pour suivre l'instruction de l'affaire de Lyon ? Comment suivrait-il sur ce complot qu'il qualifie d'imaginaire ? Voudrait-il ajouter des actes réguliers à cette instruction qu'il ne craint pas d'appeler une singerie de procédure ? »

Chaley prétendait qu'on exerçait un pouvoir disciplinaire sur les opinions politiques, qu'il avait fait de l'opposition, mais qu'il en avait le droit. Dupin répondait qu'il fallait distinguer entre la liberté du citoyen qui n'est gênée que par la loi pénale et les devoirs qui imposent une gêne plus étroite aux magistrats, et il concluait à une suspension de deux ans. La Cour de Cassation fut plus indulgente et le suspendit

(1) Lettre P. G. Lyon à G. d. S., du 10 mai 1834, sus-visée.

(2) Lettre G. d. S. à P. P. et P. G. Cass., du 3 juin 1834 (Arch. BB⁶ 184 80 M³).

(3) DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, 1^{re} Partie, Magistrats, p. 143.

seulement pour trois mois, avec privation de traitement, pour avoir manqué aux devoirs de son état (1).

En 1835, nouvelle affaire (2) : Dugonne, Juge au Tribunal du Puy et Mathieu, Avocat et Juge suppléant à ce même Tribunal, s'étaient inscrits à la suite d'une liste de souscription pour le paiement de l'amende prononcée le 16 décembre 1834 contre le gérant du *National* (3).

A vrai dire, c'était moins la souscription qui paraissait répréhensible que le préambule où la condamnation prononcée par la Cour des Pairs était qualifiée de monstrueuse : « Que la faible offrande des habitants du Puy, y lisait-on, en venant au secours de la presse opprimée, flétrisse le nouvel attentat qui a rouvert la blessure faite à la patrie par l'assassinat juridique du Maréchal Ney. »

Dugonne et Mathieu furent déférés à la Cour de Cassation, le 25 avril 1835. A la différence des magistrats précédents, ils plaidèrent l'erreur ; ils expliquèrent pour leur défense qu'ils avaient adhéré à cette souscription sans lire le préambule dont ils désavouaient par ailleurs le contenu. Ils pensaient, au surplus, qu'ils avaient le droit, comme citoyens et comme magistrats, d'adhérer à cette souscription.

Ces explications incitèrent Dupin à l'indulgence ; il ne conclut qu'à la censure simple ; mais la Cour de Cassation alla plus loin et leur infligea la peine de la censure avec réprimande.

A partir de 1835, les poursuites contre les magistrats libéraux et républicains cessèrent ; elles ne devaient plus reprendre qu'à la fin de la Monarchie de Juillet, lors de la campagne des banquets qui devait emporter le régime (4).

Gambon (5), Juge suppléant au Tribunal de Cosne, lors

(1) Arrêt du 5 août 1834.

(2) Voir sur l'affaire Dugonne, Mathieu, *Gaz. Trib.*, 26 avril 1835, *Monit.*, 27 avril 1835. DUPIN, *Réquisitoires*, t. I, 1^{re} Partie, Magistrats, p. 145. L'arrêt de la Cour de Cassation du 25 avril 1835 est rapporté au *Dalloz périodique* 1837, 1^{re} Partie, p. 122.

(3) *Le National* avait été poursuivi devant la Cour des Pairs pour un article du 10 décembre 1834 offensant envers cette Assemblée. Il y était question des membres de cette Chambre en termes violents : « vieux sénateurs de Bonaparte..., maréchaux tarés. » Cf. sur ce procès, *Gaz. Trib.*, 17 déc. 1834.

(4) Au début de cette campagne, avant qu'elle prenne son caractère d'opposition avancée, des magistrats assistent à ces banquets. Rossée, P. P. de la Cour royale de Colmar, présida le banquet de Colmar (Cf. DE LA GORCE, *Histoire de la Seconde République française*. Paris, 1887, t. I, chap. I, p. 18).

(5) Voir sur l'affaire Gambon, Arrêt de la Cour de Cassation du

du banquet réformiste qui eut lieu dans cette ville, écrivit une lettre où il critiquait le toast au Roi qu'il qualifiait de formalité dérisoire et où il protestait contre l'élimination du banquet de ce qu'il appelait les représentants de la démocratie : « La démocratie, disait-il, a été éliminée dans la personne de ses défenseurs calomniés. On a proscrit la voix des Béranger, des Louis Blanc, des Marie, de tous les hommes dont la France s'honore... pour faire place aux compères des hommes qui ont abaissé la souveraineté de la nation par la loi de régence, étouffé la liberté entre les murs des bastilles et étranglé la presse avec les lois de septembre. » Ce manifeste était signé de Gambon, premier secrétaire du comité réformiste de Cosne, Juge, électeur, membre du Conseil municipal et daté du 14 octobre 1847.

Gambon avait déjà été repris deux fois disciplinairement pour des écarts en matière politique, d'abord par le Premier Président de la Cour royale de Bourges, ensuite par la Cour royale elle-même. Cette fois, le Garde des Sceaux le déféra à la Cour de Cassation (1). Le Juge Gambon demanda à la Cour de Cassation que les débats fussent publics et qu'il pût se faire défendre par Marie, député et par Martin, avocat à la Cour de Cassation (2). Si sa requête n'était pas acceptée, il menaçait de protester par son silence ; il ajoutait que, comme le fait reproché était public (3), étant l'exercice d'un droit politique, la publicité lui paraissait être de droit. La Cour accueillit favorablement ses demandes, revenant ainsi, en ce qui concerne la publicité des débats, sur sa jurisprudence antérieure.

L'affaire fut appelée devant les Chambres réunies de la Cour suprême, le 2 décembre 1847. L'interrogatoire du Juge Gambon (4) est intéressant à rappeler, car il montre l'apreté de sa défense : il prétendit n'avoir pas cru manquer à son serment en qualifiant le toast au Roi de « formalité déri-

2 décembre 1847, rapporté avec détails au *Dalloz périodique* 1847, I^{re} Partie, p. 379. *Le Droit*, 4, 5, 19 novembre 1847, 2, 3 décembre 1847. L'interrogatoire et le réquisitoire de Dupin sont dans DUPIN, *Réquisitoires*, t. VII, pp. 289 à 302.

(1) Lettre G. d. S. à P. G. Cass., 18 octobre 1847, rapporté au *Dalloz périodique* sus-indiqué.

(2) On se rappelle qu'en 1844, le Juge Desfontaine avait déjà formulé la même demande et que la Cour de Cassation lui avait seulement accordé le droit d'avoir un défenseur, maintenant le huis clos (Voir *supra*, p. 368).

(3) Cf. *Le Droit* du 2 déc. 1847.

(4) Il est rapporté dans DUPIN, *Réquisitoires*, t. VII, pp. 293 à 294.

soire », car il n'y a nul rapport entre cette sorte d'hommage et le serment ; s'il avait signé la lettre comme Juge, c'est que cette qualité lui appartient, mais, il n'a pas entendu placer ses opinions personnelles sous la protection de cette qualité ; il ajouta qu'il s'était borné à signaler les vices des lois et à en demander la réformation, car, disait-il, on ne peut vouloir qu'en raison de sa qualité de Juge, il abdique toute indépendance personnelle et transige, avec sa conscience, en faisant le sacrifice de ses opinions.

C'est encore le Procureur Général Dupin (1) lui-même qui porta la parole au nom du ministère public : il était permis, déclara Dupin, de critiquer les lois, d'en signaler les vices ; aucune loi n'oblige, dans les banquets fraternels, à y porter la santé du Roi ; mais ce qui n'est pas permis, c'est d'exprimer son refus en termes insultants pour le Roi ou en termes agressifs contre les lois et la forme du Gouvernement établi. Cela est surtout défendu à un magistrat quand il signe de son nom. La Cour de Cassation suspendit Gambon pour cinq ans de ses fonctions (2).

§ 4

Cet arrêt qui fut le dernier prononcé sous la Monarchie de Juillet en matière disciplinaire, fut aussi le plus sévère. Ainsi donc, c'était surtout par des poursuites de ce genre que se révélait extérieurement l'attitude politique des magistrats. On peut se demander, et les contemporains ne s'en sont pas fait faute, s'il était bien opportun de mettre en mouvement tout cet appareil si solennel de la Cour de Cassation, siégeant toutes chambres réunies, pour un résultat souvent bien mince. La sanction était souvent plus théorique qu'efficace (3). Qu'importait, en effet, à des Juges suppléants, souvent avocats ou avoués, qui rendaient un service non rémunéré, d'être suspendus pendant quelques mois ! De plus, ces poursuites, qu'avec son goût prononcé pour la procédure, la Monarchie de Juillet avait multipliées (4), risquaient de par

(1) Le réquisitoire de Dupin est dans DUPIN, *Réquisitoires*, t. VII, pp. 295 à 302, dans le *Dalloz périodique*, *op. cit.*, et dans *Le Droit* du 3 déc. 1847.

(2) Sous le Second Empire, Gambon devait avoir les honneurs de la notoriété par sa résistance au paiement de l'impôt qui aboutit à la saisie de sa vache. La « vache à Gambon » devint célèbre et provoqua une souscription de Rochefort (Cf. *Le Temps* du 31 août 1932).

(3) Cf. *Le Droit* du 19 nov. 1847.

(4) *Le Droit* du 3 déc. 1847.

la grande publicité qui leur était donnée, de diminuer aux yeux du public l'indépendance des magistrats, et, de ne les faire considérer que comme des instruments aux mains du pouvoir (1). Et c'est pour obtenir des effets aussi fâcheux et minimes que tout l'appareil prévu par l'article 82 du Sénatus-Consulte du 16 thermidor an X était mis en mouvement : l'action n'appartenait pas de plein droit au ministère public, il fallait (2) que le magistrat inculpé fût enlevé par le Ministre de la Justice à ses Juges naturels qui étaient normalement les membres de la compagnie à laquelle il appartenait ; l'affaire était alors transportée à la juridiction suprême, devant la Cour de Cassation siégeant toutes sections réunies.

Une autre critique était faite à ces poursuites : ni la procédure, ni les peines n'en étaient nettement déterminées (3). Nous avons vu les hésitations de la Cour de Cassation au sujet de l'assistance d'un défenseur et de la publicité des débats. Il y avait plus : les peines étaient arbitraires. Le texte du Sénatus-Consulte portait seulement en effet : « Le Tribunal de Cassation pourra suspendre les Juges. » On pouvait donc se demander quelle devait être la durée de la suspension qui théoriquement pouvait être indéfinie. Quoiqu'il en soit, de tels règlements qui ne prévoient pas de maximum depuis l'avertissement jusqu'à la suspension, pour laquelle aucun terme n'est fixé, où par suite tout est laissé entre les mains de ceux auxquels le pouvoir disciplinaire a été remis, paraissent, aux yeux de certains, particulièrement dangereux. Aussi, à la fin de la Monarchie de Juillet, après l'affaire Gambon, le journal *Le Droit* (4) réclamait-il un code disciplinaire complet en harmonie avec la dignité de l'institution des magistrats et les principes constitutionnels.

§ 5

Cependant, à cette même époque, au crépuscule de la Monarchie de Juillet, la question n'était presque plus d'actualité, car les luttes politiques avaient diminué d'intensité. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne des événements de 1830, les Chefs de Cours royales attribuent moins d'importance aux opinions politiques des magistrats. Lecomte d'Ymonville, Substitut du Procureur Général à Caen, est

(1) *Le Droit*, 8 et 13 janvier 1844.

(2) *Le Droit* du 15 janvier 1844.

(3) Cf. *Le Droit*, 19 nov., 3 déc. 1847.

(4) *Le Droit*, 3 déc. 1847.

nommé Conseiller à cette Cour le 9 août 1845, et voici, cependant, les notes politiques qui lui avaient été données (1) : Le Préfet du Calvados signalait, le 25 mai 1845, qu'il était légitimiste et n'attendait que la garantie de l'inamovibilité pour le paraître autant qu'il l'était au fond. Le Premier Président rappelait qu'il était noté en 1830, comme un légitimiste prononcé, mais qu'il s'était, depuis cette époque, graduellement rallié au régime de Juillet. Malgré ces renseignements politiques évidemment défavorables, il fut nommé au poste de Conseiller qu'il convoitait. Charmeil, Président du Tribunal de Saint-Marcellin, nommé Conseiller à la Cour de Grenoble en 1841, est un légitimiste rallié (2). La situation d'Accarias, Président du Tribunal de Grenoble, nommé Conseiller à la Cour de Grenoble, le 27 mars 1845, est analogue (3) : il avait vu avec peine la révolution de Juillet, et, pendant quelques années, il avait manifesté un mécontentement qui s'était graduellement affaibli ; aussi, en 1845, le Premier Président de Grenoble pouvait-il affirmer que le Gouvernement auquel il s'était rallié par amour de l'ordre, pouvait compter sur son dévouement.

Pour les opinions républicaines, l'évolution est analogue en même temps que la mansuétude des Chefs à leur égard. Ayant à donner son appréciation sur Lafiteau, Substitut du Procureur Général à Toulouse, qui sollicitait une place de Conseiller, le Procureur Général de Toulouse écrivait au Garde des Sceaux, le 25 février 1843, ces phrases significatives : « Ce que (4) je blâme en Lafiteau, ce ne sont pas précisément ses opinions plus ou moins avancées vers la gauche ; je sais qu'il faut être tolérant à cet égard, et si je vois bien, nous avons vraiment bien autre chose à faire que de nous affaiblir encore par des distinctions et des défiances. »

II

Les magistrats de cette époque pouvaient donc, assez librement, choisir entre les opinions politiques, à condition de ne

(1) Arch. BB⁶ 271 8 A. Lettre P. P. Caen à G. d. S., 23 mai 1845 et Arch. BB⁶ 244 10 A.

(2) Lettre P. P. et P. G. Grenoble à G. d. S., 3 sept. 1842 (Arch. BB⁶ 255 13 A).

(3) Lettre P. P. Grenoble à G. d. S., 27 janvier 1845 (Arch. BB⁶ 271 13 A).

(4) Arch. BB⁶ 261 27 A.

pas se livrer à des manifestations extérieures. Ils pouvaient aussi, tout en conservant leurs sièges de magistrats, appartenir aux deux grandes assemblées du Royaume, la Chambre des Pairs et la Chambre des députés, en même temps qu'aux différents Conseils locaux (Conseils généraux, Conseils municipaux, etc.).

Ce cumul de fonctions présentait des avantages et des inconvénients. S'il pouvait fortifier l'autorité morale du magistrat, il risquait, en le mêlant aux luttes électorales locales de diminuer son indépendance et d'introduire encore plus, la politique dans la Magistrature.

La collation de la Pairie, faite directement par le Pouvoir, ne prêtait pas à ces critiques et ne pouvait pas jeter les magistrats dans les rivalités des partis. C'était, pour le Gouvernement un moyen, en conférant cet honneur rare et envié, de récompenser les très hauts magistrats (1).

L'article 23 de la Charte modifié par la loi du 29 décembre 1831, précisait que le Roi nommait les membres de la Chambre des Pairs, mais qu'il ne pouvait les prendre que parmi les notabilités suivantes : les Présidents à la Cour de Cassation, le Procureur Général près cette Cour, après cinq ans de fonctions, les Conseillers à la Cour de Cassation, après cinq ans de fonctions, les Avocats Généraux près la Cour de Cassation, après dix ans de fonctions, les Premiers Présidents des Cours royales, après cinq ans de fonctions, les Procureurs Généraux près ces mêmes Cours, après dix ans de fonctions. Ces hauts magistrats se rencontraient ainsi au Luxembourg, notamment avec les anciens députés ayant six ans d'exercice, les Maréchaux et Amiraux, les Lieutenants Généraux et Vice-Amiraux, après deux ans de grade, les Ambassadeurs, après trois ans, et les Préfets, après dix ans de fonctions. Ce qui faisait dire au duc de Broglie que la Chambre des Pairs n'était qu'un hôtel des Invalides pour fonctionnaires retraités (2).

(1) Pour les très hauts magistrats, le Gouvernement avait prévu un autre moyen de récompenser leur zèle, celui de les nommer Ministres d'Etat. L'ordonnance du 27 déc. 1842 prévoyait que pouvaient occuper ces hautes charges de très hauts personnages et notamment le P. P. Cass., le P. G. Cass., le P. P. Cour Paris, le P. G. Cour Paris (DUPIN, *Mémoires*, t. IV, Seconde Session de 1842, p. 186). Ce système, qui ne fut pas appliqué, en ce qui concerne les magistrats, avait été conçu par Dupin (DUPIN, *Mémoires*, t. III, Session de 1835, pp. 180 à 186).

(2) *Souvenirs du feu Duc de Broglie* (1785-1870). Paris, 1886, t. IV, pp. 256, 298, 312. HENRI HEINE, *Lutèce*. Paris, 1855, IX, p. 74, appelle également le Palais du Luxembourg un hospice politique.

Lors de la discussion de cette loi (1) à la Chambre des députés, on avait remarqué une certaine opposition parfois assez véhémente à propos de l'accès à la Pairie des Avocats Généraux près la Cour de Cassation et il avait fallu l'intervention personnelle de Dupin, Procureur Général près la Cour de Cassation, pour leur obtenir l'accès à la Chambre haute (2). Un député, futur Procureur Général, Gillon (3), avait proposé de conférer la Pairie aux Présidents de Chambre des Cours royales de province, et ce, après sept ans de fonctions : c'étaient eux, disait-il, qui dans les Cours faisaient le travail le plus utile. L'amendement ne fut pas admis.

La loi du 29 décembre 1831 profita souvent aux magistrats : plusieurs d'entre eux entrèrent à la Chambre haute durant la Monarchie de Juillet. Si l'on ouvre l'annuaire de 1844 (4), on note à la Cour de Cassation onze membres de la Chambre des Pairs : le comte Portalis (5), Premier Président, Boyer (6), le comte de Bastard (7), le baron Zangiacomi (8), Présidents de Chambre, de Ricard (9), Bérenger (10), Mérilhou (11), Fréteau de Pény (12), Félix Faure (13), Romiguières (14), Conseillers, et Laplagne-Barris (15), Avocat Général. A la Cour royale de Paris, en 1844, le Premier Président Séguier (16) est également Pair de France. D'autres Premiers Présidents de Cours royales de province ont également accédé à la Pairie : Bouillet, Premier Président à Amiens (17), Franck Carré, Premier Président à

(1) Séance de la Chambre des députés du 14 octobre 1831 (*Monit.* du 15 octobre 1831).

(2) Au cours de la Monarchie de Juillet un seul Avocat Général près la Cour de Cassation fut nommé Pair, Laplagne-Barris. Voir *supra*, p. 259.

(3) Sur Gillon, voir Append. I³⁷.

(4) *Annuaire de l'ordre judiciaire*, publié par un employé au Ministère de la Justice, 1^{re} année. Paris, 1844.

(5) Sur Portalis, voir Append. I²⁶.

(6) Sur Boyer, voir Append. I⁵¹.

(7) Sur le comte de Bastard, voir Append. I³⁷.

(8) Sur le baron Zangiacomi, voir Append. I⁷⁵.

(9) Nommé Pair le 11 sept. 1835.

(10) Nommé Pair le 7 nov. 1839.

(11) Sur Merilhou, voir Append. I⁴.

(12) Nommé Pair le 11 sept. 1835.

(13) Voir Append. I⁶¹.

(14) Voir Append. I⁴⁷.

(15) Sur Laplagne-Barris, voir Append. I⁵⁰.

(16) Sur Séguier, voir Append. I².

(17) Nommé Pair le 25 décembre 1841.

Rouen (1), le baron de Daunant (2), Premier Président de la Cour de Nîmes, le marquis de Belbeuf, Premier Président de la Cour de Lyon (3).

Antérieurement à 1844, avaient déjà été créés Pairs et étaient morts à cette date, Gilbert de Voisins (4), Tripiér (5), Voysin de Gartempe (6), Conseillers à la Cour de Cassation, Cambon, Premier Président à Amiens, Deforest de Quartdeville (7), Premier Président de la Cour de Douai et le baron Grenier (8), Premier Président à la Cour de Riom.

Après 1844, accédèrent encore à la Pairie, Teste (9), Président de Chambre à la Cour de Cassation, Mesnard (10), Dombideau de Crouseilhès, Vincens Saint-Laurent, Troplong (11), Conseillers à la Cour de Cassation, Legagneur (12), Premier Président à Toulouse et de Kerbertin (13), Premier Président à Rennes.

Un de ces hauts magistrats, promu Pair de France, le Président de Chambre à la Cour de Cassation Boyer, a écrit ses souvenirs (14). Tout en déplorant l'abandon du principe d'hérédité de l'ancienne Pairie (15), il approuvait que l'on eût circonscrit (16) les catégories parmi lesquelles pouvait se faire le choix des Pairs ; mais ces catégories lui paraissaient trop nombreuses et trop étendues, et il pensait qu'on pouvait craindre qu'en descendant pour le choix des Pairs jusqu'à des degrés trop inférieurs de l'échelle sociale, on ne laissât pénétrer insensiblement l'élément démocratique dans une Chambre où sa présence ne peut être qu'une véritable anomalie politique.

A propos des nominations de Pairs faites en 1845, des critiques s'étaient élevées dans la presse contre le trop grand nombre de magistrats siégeant au Luxembourg. Le journal

(1) Sur Franck Carré, voir Append. I¹¹⁹.

(2) Nommé Pair le 3 octobre 1837.

(3) Voir sur de Belbeuf, Append. I¹⁴².

(4) Voir sur Gilbert de Voisins, Append. I²⁴.

(5) Voir sur Tripiér, Append. I¹⁰⁷.

(6) Voir sur Voysin de Gartempe, Append. I⁶⁶.

(7) Nommé Pair le 3 octobre 1837.

(8) Voir sur le baron Grenier, Append. I¹¹³.

(9) Voir sur le Président Teste, Append. I⁴⁴.

(10) Voir sur Mesnard, Append. I¹⁴⁶.

(11) Voir sur Troplong, Append. I¹⁰⁹.

(12) Voir sur Legagneur, Append. I⁵⁵.

(13) Nommé Pair le 22 avril 1845.

(14) *Souvenirs et causeries* par le Présid. B, 1844.

(15) *Op. cit.*, chap. XVI, p. 207.

(16) *Op. cit.*, chap. XVI, p. 208.

Le Droit (1) répliqua que ceux qui appliquaient les lois étaient les plus aptes à les faire. C'est qu'en effet, le rôle de ces hauts magistrats à la Chambre des Pairs était loin d'être seulement représentatif. Boyer raconte que dès son arrivée dans cette assemblée, il fit partie d'une commission chargée (2) de l'examen d'un projet de loi sur le roulage ; il s'abstint d'intervenir sur les questions techniques très ardues où l'on cherchait, par exemple, à définir la largeur à donner aux jantes des roues ou le poids des chargements, et il raconte lui-même avec esprit, combien ces séances le fatiguaient : les centimètres d'un côté, les kilogrammes de l'autre se croisaient dans sa tête sans y laisser aucun résultat satisfaisant. Mais il se rattrapa lors de la discussion juridique : il critiqua la partie pénale du projet qui attribuait la connaissance des délits de roulage aux conseils de préfecture. Cela lui semblait contraire au grand principe de la séparation des pouvoirs. Son opinion fut combattue par le Ministre de l'Intérieur et l'amendement fut écarté à une assez faible majorité.

Ce débat montre combien pouvait être utile à la Chambre des Pairs la compétence des magistrats et l'anomalie qu'avait en vain tenté de faire supprimer Boyer a toujours déconcerté les juristes (3).

L'activité des magistrats qui siégeaient à la Chambre haute était telle qu'aux termes de sa longue et belle vie (4), le Président Boyer pouvait écrire, non sans une légitime fierté que, depuis son admission à la Chambre haute (5), il n'y avait eu que très peu de lois ayant quelque rapport avec l'objet habituel de ses études à la discussion desquelles il n'avait pas pris une part active.

Nombreux également étaient les magistrats qui siégeaient à la Chambre des députés. En 1834 (6), on compte 58 magistrats qui sont députés, dont treize Présidents de Tribunaux de première instance qui représentent à la Chambre des députés la circonscription où ils exercent leurs fonctions. En 1840, cinq Procureurs Généraux sont membres de la Chambre des

(1) *Le Droit* du 12 octobre 1845.

(2) *Op. cit.*, chap. XVI, pp. 209-210.

(3) Cf. l'article 17 de la loi du 3 mai 1851.

(4) Sur Boyer, voir Append. I^{er}.

(5) *Souvenirs*, *op. cit.*, chap. XVI, p. 216.

(6) *Almanach royal et national pour l'an 1834*. Paris, GUYOT et SCRIBE.

députés (1). L'annuaire de 1846 (2) comporte 66 magistrats qui sont députés.

Evidemment, un Président de Tribunal qui était député accumulait sur sa tête deux charges qui augmentaient considérablement son prestige, surtout dans les petits Tribunaux de province, et de ce côté, la Magistrature n'en recevait que des avantages. Cependant, à un point de vue plus général, cette situation des magistrats députés n'était pas sans présenter de graves inconvénients.

On peut, d'abord se demander si ce cumul de fonctions ne risquait pas d'altérer quelque peu l'indépendance du magistrat, enclin comme député à ne pas trop mécontenter ses électeurs ou leurs familles : en 1831 (3), quand les détenus pour dettes à la prison de Sainte-Pélagie eurent appris l'élection du Président du Tribunal de la Seine, Debelleyme (4) à la Chambre des députés, ils s'empressèrent de lui adresser une lettre de félicitations dans laquelle ils lui demandaient de se charger de la défense de leurs intérêts lors de la prochaine discussion à la tribune d'une proposition tendant à modifier la contrainte par corps. Ce colloque entre détenus et magistrat à propos de l'exécution d'une loi que Debelleyme était sans cesse obligé d'appliquer comme Président du Tribunal de la Seine, montre assez les inconvénients de la réunion des fonctions de député et de magistrat. Debelleyme ne se montra pas formalisé de cette requête ; il répondit dans sa lettre de remerciements à ces détenus que les référés sur contraintes par corps étaient en effet la partie la plus pénible de ses fonctions, et qu'il promettait de suivre avec le plus grand intérêt leur juste réclamation.

Autre inconvénient (5) de la situation des magistrats députés : ils résidaient peu et négligeaient leurs fonctions judiciaires : en 1833 (6), le Procureur Général de Metz signale

(1) Lettre P. G. Chegaray, Rennes, à G. d. S., 6 juillet 1840 (Arch. BB⁶ 244 30 A).

(2) *Annuaire de l'ordre judiciaire*, publié par un attaché au Ministère de la Justice. Paris, 1846-1847.

(3) *Monit.*, 10 octobre 1831.

(4) Sur le Président Debelleyme, voir Append. I¹ et *supra*, p. 292

(5) Nous avons vu plus haut, pp. 190 et 191, l'opinion des contemporains, qui paraît démontrée par les faits, d'après laquelle pour avancer dans la Magistrature et occuper de hauts postes, il fallait être député. C'était évidemment une conséquence critiquable du cumul des fonctions de magistrat et de député.

(6) Lettre P. G. Metz à G. d. S., 2 juillet 1833 (Arch. BB⁶ 199 18 A).

que depuis trois ans, la Cour de Metz manque de chefs : le Premier Président Charpentier, comme député, ayant été presque constamment retenu à Paris (1). En 1840 (2), le Procureur Général de Nîmes indique au Garde des Sceaux qu'il y a inconvénient grave à ce que, dans un siège aussi chargé que Largentièrre, la direction du Parquet reste confiée à Chazot, Procureur du Roi, que son titre de député éloigne plus de la moitié de l'année de son poste. Et quand, dans un Parquet chargé, un Substitut est député, ce sont les autres qui font le travail (3) : en 1836, le Premier Président de Douai note que les absences de Delespaul, occasionnées par son mandat de député, laissent un grand vide au Parquet de Lille où il est Substitut (4).

Mais il y avait encore une conséquence plus grave pour le renom de la Magistrature de ce cumul de fonctions ; avant d'être députés, les magistrats étaient candidats et dans ces compétitions parfois ardentes, ils étaient entraînés dans des luttes pénibles pour leur dignité : le 21 août 1846, Mater (5), Premier Président de la Cour de Bourges, est élu député du Cher par 171 voix contre 153. Soixante électeurs protestent contre son élection ; d'après eux, un pacte lie Mater et certains de ses électeurs envers lesquels il s'est engagé à voter sur les questions d'enseignement dans le sens légitimiste. Mater dut s'en expliquer devant la Chambre, et il ne fut admis à siéger qu'après avoir protesté de son innocence. Ainsi, en devenant hommes publics, les magistrats se donnaient en pâture à l'opinion, non sans grand dommage pour leur prestige. Après son élection à Brignolles (6), le Premier Président Pataille, de la Cour d'Aix, intenta un procès en diffamation contre certains électeurs. Le 2 décembre 1834, cette plainte fut soumise au jury des Bouches-du-Rhône par le Premier Président qui s'était porté partie civile. Malgré les efforts de l'Avocat Général, les jurés déboutèrent le Pre-

(1) Sur le P. P. Charpentier, voir Append. I²⁵.

(2) Lettre P. G. Nîmes à G. d. S., 8 mai 1840 (Arch. BB⁶ 244 21 A).

(3) Lettre P. P. Douai à G. d. S., 3 mai 1836 (Arch. BB⁶ 261 12 A).

(4) Cf. également l'article du *Droit* du 29 mars 1844 sur les absences de Pouille, député, P. P. Aix et les déclarations du député Corne à la Chambre, le 3 avril 1843 (*Monit.*, 4 avril 1843) notant que les députés qui appartiennent aux Cours royales de province étaient absolument perdus pour les besoins de la justice.

(5) Sur Mater, voir Append. I²⁴⁷, *Le Droit* du 21 août 1846 et du 23 août 1846.

(6) Lettre P. G. Borély, d'Aix, à G. d. S., 3 déc. 1834 (Arch. BB¹⁸ 1228).

mier Président. Les familles des membres de la Cour, disait le Procureur Général, qui étaient hostiles à son Chef, avaient tenu à assister à l'audience, et à écouter les outrages déversés contre ce haut magistrat.

Il était pénible de voir des magistrats se jeter ainsi dans les luttes de politique locale. Parfois, ce n'était pas pour eux, mais pour un des leurs, que les magistrats se mêlaient aux compétitions et aux intrigues électorales.

Dans des lettres publiées en 1866 et datées de 1847 (1), le Procureur Général d'Aix, Borély, écrivait à Dupin, Procureur Général près la Cour de Cassation, que le comte Portalis (2), Premier Président de la Cour suprême, venait de passer six mois loin de ses fonctions, à Toulon pour prôner la candidature à la députation de son second fils, le baron Ernest Portalis, Auditeur au Conseil d'Etat, au siège de député de Toulon devenu vacant par le décès de son fils aîné le vicomte Portalis (3). Il s'indignait de ce haut patronage : « La Première Présidence de la Cour suprême est forcément, disait-il (4), devenue le premier élément d'un second succès électoral », et ce qui le choquait, c'est qu'au mois d'octobre 1846, une première élection du fils puîné du Premier Président avait déjà été annulée pour défaut d'âge. « Si cette circonstance, disait le Procureur Général Borély, devait être connue de quelques-uns, c'était incontestablement de l'élu et de son père ». Le Procureur Général Borély tint également à signaler ces faits (5) à Lord Brougham, ancien Chancelier d'Angleterre, ami de Dupin. Celui-ci lui répondit par cette sévère appréciation, quelque peu pénible pour la Magistrature Française (6) : « Si un de nos Juges se fût avisé de se mêler des élections, comme l'a fait malheureusement mon docte et noble ami le Premier Président de la Cour de Cassation, certainement il ne serait resté Juge que pendant le temps qu'il fallait pour que les deux Chambres présentent une

(1) *Correspondance échangée en 1847 entre J. Borély, Dupin, Lord H. Brougham... au sujet de l'immixtion des magistrats dans les campagnes électorales* (Aix, 1866). Lettre du 16 mars 1847 au P. G. Dupin.

(2) Sur le comte Portalis, P. P. Cass., voir *supra*, p. 239 et Append. I²⁶.

(3) Sur le vicomte Portalis, qui était Conseiller à la Cour de Paris, voir Append. I⁶⁴.

(4) Lettre P. G. Borély, *op. cit.*, p. 3.

(5) Lettre P. G. Borély à lord Brougham, du 22 mars 1847, *op. cit.*, p. 8.

(6) Lettre de Brougham à P. G. Borély, 2 avril 1847.

adresse à la Couronne, seul procédé par lequel chez nous on peut destituer un Juge. Chez vous, c'est différent, car vos Juges sont éligibles. Toutefois, le premier magistrat du pays, absent de son poste pendant six mois, et s'occupant de sujets électoraux ; le même magistrat faisant nommer un fils incapable d'être élu par la loi, et lui, pas ignorant de l'incapacité. Oh, c'est un peu trop. » Ces lettres sont de mars et avril 1847 ; le 22 décembre 1847, Borély était mis d'office à la retraite (1).

L'invasion de la politique dans le prétoire était sans conteste déplorable : on a tiré de l'accumulation en la même personne des fonctions de magistrat et de député une autre conséquence : on a voulu penser que, parce que fonctionnaires, ils ne remplissaient pas avec assez d'indépendance le rôle de censeurs des actes du ministère qu'ils tiraient de leurs mandats de députés (2). Et cependant, Gillon, député de la Meuse (3), qui était Conseiller à la Cour de Cassation, se prononça énergiquement (4) contre les fortifications de Paris et contre la loi de disjonction.

Nous n'avons étudié jusqu'ici que le côté critiquable du cumul des fonctions de magistrat et de député. Cependant, il est certain que les magistrats apportent dans les délibérations de la Chambre des députés, dans tout ce qui touche les questions judiciaires, leur compétence et leur expérience (5). Aussi, sont-ils chargés des rapports sur les projets de loi relatifs à l'organisation des Cours et Tribunaux : en 1841, c'est le Président du Tribunal de la Seine lui-même, Debelleyne, qui rapporte à la Chambre des députés le projet sur l'organisation du Tribunal de la Seine (6). En 1842, on dis-

(1) On attribua (*Le Droit* du 23 décembre 1847) cette retraite à un discours prononcé à l'audience de rentrée, sur le jury ; peut-être faut-il y voir la cause dans cette correspondance ?

(2) Cf. DE MONZIE, *Grandeur et Servitude judiciaires*. Paris, 1931, chap. I, p. 15. Le 29 janvier 1845, le *National* et le *Constitutionnel* publièrent la liste des députés qui votèrent l'indemnité Pritchard, scrutin où le Ministère Guizot ne l'emporta que de huit voix. Quoique cette publication ne fût pas officielle et que la liste des abstentionnistes, des opposants et des absents n'ait pas été donnée, il est utile de constater que 22 magistrats votèrent pour le Ministère dans ce scrutin si délicat pour lui.

(3) Sur Gillon, voir Append. I^{er}.

(4) *Notice sur Gillon Jean-Landry, député de la Meuse, Conseiller à la Cour de Cassation* par L.-Ch. BONNE. Bar-le-Duc. 1856, p. 31.

(5) Cf. DE LA GORCE, *Louis-Philippe*. Paris, 1931, livre III, chap. VII, p. 135.

(6) Rapport du 25 mars 1841. Cf. sur ce rapport, *Le Droit* du 6 avril 1841. Sur Debelleyne, voir Append. I^{er}.

cute dans cette assemblée une loi sur les mandats de justice et les modifications à apporter au Code d'Instruction criminelle, c'est Mater, Premier Président de la Cour de Bourges, qui en est le rapporteur (1), et lors de la discussion, les Procureurs Généraux présents à la Chambre intervinrent tous ; ils tinrent à montrer qu'ils trouvaient la loi proposée trop douce, ce qui n'alla pas sans soulever de grandes critiques ; du moins, ces opinions venaient-elles d'hommes particulièrement compétents.

Les magistrats n'étaient pas seulement membres des assemblées parlementaires, ils faisaient souvent partie des Conseils généraux et des Conseils municipaux. Desmazières (2), Premier Président de la Cour royale d'Angers, est conseiller municipal d'Angers ; en 1842, il n'est pas renommé et est fort affecté de cet échec. Il représente également le canton de Thouarcé au Conseil Général et préside souvent cette assemblée (3). Le Premier Président Félix Faure, de Grenoble (4), est membre du Conseil municipal de Grenoble (5) de 1820 à 1834 et Président du Conseil général de l'Isère de 1834 à 1846.

III

Le Gouvernement de la Monarchie de Juillet avait à sa disposition, pour récompenser les magistrats en plus de l'avancement, les distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur. Elles ajoutaient à leur prestige, et elles étaient particulièrement appréciées. Le Pouvoir se montra fort large dans l'octroi de cette distinction.

En 1844 (6), 670 (7) magistrats étaient membres de l'ordre de la Légion d'honneur : trois étaient Grand'Croix de la Légion d'honneur : le Premier Président de la Cour de Cas-

(1) Voir la critique de ce rapport dans *Le Droit* du 10 mai 1842 et dans PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. VII, pp. 93 et 94. Sur Mater, voir Append. I⁴⁷.

(2) Sur Desmazières, voir Append. I⁴⁶, et *supra*, p. 308.

(3) *Notice sur Desmazières, sénateur. Premier Président honoraire de la Cour d'Angers*, par ALLAIN TARGÉ. Angers, 1855, pp. 43 et 45.

(4) *Notice sur le Président Félix Faure*. Grenoble, 1859, pp. 26 et 31.

(5) On se rappelle (voir *supra*, p. 152) que les magistrats ne pouvaient être Maires.

(6) *Annuaire de l'ordre judiciaire*, publié par un employé au Ministère de la Justice. 1^{re} année. Paris, 1844.

(7) Sur 4.745 magistrats, y compris 1.191 Juges suppléants.

sation Portalis, le Procureur Général près la Cour de Cassation Dupin (1), le Premier Président de la Cour royale de Paris, Séguier ; un était grand officier ; il y avait encore quatorze magistrats commandeurs, et cinquante-neuf officiers de l'ordre.

Les Conseillers à la Cour de Cassation, les Chefs de Cours sont presque tous décorés : 7 Conseillers à la Cour de Cassation sont commandeurs, 24 sont officiers et 12 chevaliers. 3 Premiers Présidents de Cours de province sont commandeurs, 14 officiers et 6 chevaliers.

Il est curieux de constater qu'à l'échelle inférieure de la hiérarchie, il y a 111 Présidents de Tribunaux qui sont chevaliers de la Légion d'honneur et parmi eux se trouvent 45 Présidents de la dernière classe (2).

Parfois, en dehors de toute hiérarchie, on tenait à récompenser des initiatives courageuses ou des services professionnels particulièrement remarquables : en 1831, Lartet (3), Juge d'Instruction à Nîmes, avait fait arrêter deux individus prétendus libéraux ; on le menaça de promener sa tête autour de la ville et il dut sortir dans les rues, armé et pourvoir sa demeure de moyens de défense contre une agression possible. Pour le dédommager de ces graves ennuis, il fut fait chevalier de la Légion d'honneur le 19 août 1831. Après les troubles de Lyon, où il avait montré une grande énergie, le Procureur de Lyon Chegaray (4) fut promu successivement chevalier de la Légion d'honneur, le 7 janvier 1834, et officier le 10 avril 1834. Il n'avait que 32 ans. En 1832, le Procureur du Roi Piou, de Vitré (5), est fait chevalier de la Légion d'honneur à 37 ans, également à raison de son excellente administration judiciaire. Comme Avocat Général à Rennes, du Bodan (6) s'occupe d'une affaire de banque-route frauduleuse reprochée au sieur Demiaunaye : elle lui demande un an d'étude et il tint le siège du ministère public aux assises pendant deux mois. En récompense, il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur (7).

(1) En sept ans, Dupin avait franchi tous les grades de la Légion d'honneur : fait chevalier le 7 novembre 1830, il est nommé officier, commandeur, grand officier puis Grand Croix le 30 mai 1837 (Voir sur DUPIN, Append. I^{er}). Le Roi lui remit les insignes de Grand Croix le 30 mai 1837 (Voir DUPIN, *Mémoires*, t. III. Annexes 1837, p. 424).

(2) La 5^e classe concernant la composition des juridictions.

(3) Lettre Lartet à G. d. S. (Arch. BB⁶ 199 21 A).

(4) Voir sur Chegaray, Append. I^{er}.

(5) Arch. BB⁶ 205 25 A.

(6) Sur du Bodan, voir Append. I^{er}.

(7) DU BODAN, *Lettre à ses fils*, p. XI.

Pour les Conseillers des Cours royales, c'était là la suprême récompense : en 1844, 173 sont chevaliers et 3 sont officiers. Dans ces nominations, le Gouvernement tient compte de l'âge et de l'ancienneté et, dans la promotion de 1845, il est noté au *Moniteur* (1) que la croix est décernée à quatre Conseillers qui sont les doyens de leurs Cours respectives : de Laloubie de la Cour de Bordeaux, Brunet de la Cour de Bourges, Dubrulle de la Cour de Douai et Bertrand d'Aubagne de la Cour de Grenoble.

Cependant, les magistrats jugeaient encore que ces décorations étaient distribuées avec trop de parcimonie. En 1834 (2), le Premier Président de la Cour de Nîmes se plaignait de ce que, depuis 1830, il n'y avait pas eu de décoration dans sa Cour, sauf pour le Procureur Général. Et Cavallier d'Arnaudy, Conseiller à la Cour de Montpellier, qui avait présidé les assises de Perpignan, pendant le deuxième trimestre de 1837 (3), signalait dans son compte rendu de la session d'assises, non sans une certaine amertume, qu'il s'était trouvé en contact avec des militaires du plus haut grade sur lesquels sa présidence temporaire lui donnait un droit de préséance aux termes du décret du 24 messidor an XII ; or, ajoutait-il : « c'est en costume de simple particulier, et sans la moindre marque distinctive extérieure, que j'ai été en rapport de visite, d'étiquette et de devoirs sociaux avec des hommes tout chamarrés d'or et décorés... Je me suis donc demandé si un Président d'assises ne devait point, au moins porter à sa boutonnière le signe de l'honneur. »

(1) *Monit.* du 9 mai 1845. Chaque année, environ deux cravates de commandeurs, huit rosettes d'officiers et soixante croix de chevaliers étaient réservées aux magistrats. Cf. également la promotion de 1844 (*Monit.*, 8 et 9 mai 1844) et celle de 1846 (*Monit.*, 4 mai 1846).

(2) Lettre P. P. Nîmes à G. d. S., 3 mai 1834 (Arch. BB^s 212 21¹ A).

(3) Compte rendu des assises de Cavallier d'Arnaudy, Conseiller à la Cour de Montpellier, pendant le 2^e trimestre de 1837 (Arch. BB^s 218 18 A).

CHAPITRE II

La Magistrature et la Société

I. *Les Idées des Magistrats sur les questions sociales.* —

II. *Les Idées religieuses des Magistrats.* — III. *Leur Rôle social, les relations mondaines et les cérémonies.*

I

Nous venons de voir les magistrats en face du Pouvoir et les honneurs qui leur étaient conférés ; nous avons étudié plus haut le recrutement de la Magistrature qui aboutissait le plus souvent à la collation des fonctions judiciaires aux membres de la bourgeoisie aisée. Magistrature de caste, c'est la critique qu'on a faite fréquemment à la Magistrature de la Monarchie de Juillet. Savait-elle cependant, à certains moments se pencher sur les autres classes sociales moins privilégiées et moins heureuses ?

De 1830 à 1848, l'industrie sous sa forme moderne fait son apparition. Elle était à ses débuts, singulièrement dure pour les ouvriers ; c'est l'époque des bas salaires (1) et des journées de travail démesurément longues (2). A certains

(1) Cf. *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, par MAURICE BOURGUIN. 3^e édition. Paris, 1907. Annexe IX, p. 498. La moyenne des salaires journaliers dans les départements, de 1840 à 1845, des ouvriers d'industrie, est de 2 fr. 07 ; celle des ouvrières, 1 fr. 02. Dans la banlieue de Paris, cette moyenne est de 3 fr. 50 pour les ouvriers et 1 fr. 55 pour les ouvrières.

(2) Les ouvriers en voiture du Mans se mettent en grève le 27 juin 1846 car ils travaillent 13 heures par jour, tandis que ceux des autres états ne travaillent que 12 heures. Lettre P. G. Angers à G. d. S., 27 juin 1846 (Arch. BB¹⁸ 1444 2304).

moments, notamment en 1846, la situation des classes populaires est aggravée par la disette. Tout cela était générateur de souffrances et de misères dont, au prétoire, les magistrats pouvaient mesurer l'intensité par les infractions aux lois qui leur étaient déferées : c'étaient les délits de vagabondage, de mendicité et parfois des délits contre la propriété, qui étaient la preuve, pour ceux qui jugeaient, de la condition malheureuse de certaines classes sociales. Il existait même des infractions qui montraient avec peut-être plus d'évidence aux Juges, les misères et les aspirations populaires. On se réunissait sans autorisation soit dans un but politique, soit pour donner plus de force aux individus qui, isolés, n'étaient que faiblesse, et alors, le délit d'association illicite était perpétré. Ou bien encore, lors des grèves, les ouvriers en cessant le travail se rendaient coupables du délit de coalition. Il est intéressant de saisir l'attitude des magistrats à l'égard de ces infractions qui étaient souvent une conséquence de l'état social de l'époque.

Il convient de faire une discrimination dans ce qui peut renseigner sur les sentiments que les magistrats pouvaient nourrir à l'égard des classes dites inférieures de la société : on possède d'abord les sources directes, les opinions individuelles émises par les magistrats dans des livres ou des lettres ; on a encore des actes qui matérialisent ces sentiments, par exemple les souscriptions organisées dans les juridictions en faveur des classes nécessiteuses. Enfin, les rapports sur les poursuites exercées et les jugements rendus dans les délits types : délits d'association illicite et de coalition d'ouvriers peuvent également nous éclairer.

Il y avait d'abord une catégorie dont devaient, de par la loi, s'occuper les magistrats ; c'était celle des prisonniers. En application des dispositions du Code d'instruction criminelle (1), les Juges d'Instruction étaient tenus de visiter, au moins une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt de l'arrondissement et une fois au moins pendant le cours de chaque session d'assises, le Président de la Cour d'assises devait voir les détenus des maisons de justice.

En 1835 (2), le député Baude racontait à la tribune que, visitant en février 1831 la prison de la Force, il y trouva un enfant de douze ans qui y était depuis onze mois sans avoir

(1) Article 611.

(2) Séance de la Chambre des députés, 19 janvier 1835 (*Monit.*, 20 janvier 1835).

été interrogé. Au mois de septembre 1831, il y découvrit encore des enfants détenus depuis quatre, cinq, six et quatorze mois sans avoir subi d'interrogatoire. Si certains Juges d'Instruction se montraient ainsi négligents dans les visites des prisons, les Présidents d'assises paraissent, eux, s'être acquittés avec zèle de ces fonctions et non sans dangers parfois (1).

En dehors de leurs obligations légales, les magistrats s'occupaient souvent personnellement et bénévolement des prisonniers. Bouulloche (2), Procureur du Roi à Reims, s'intéressait spécialement aux détenus. Par ses soins, ceux qui étaient sans profession apprenaient un état et de l'ouvrage leur était fourni. Ceux qui possédaient un métier l'exerçaient de suite, en entrant en prison. Ainsi, la maison d'arrêt ressemblait à un véritable atelier, et, grâce au Procureur Bouulloche, le travail rendait la discipline plus facile et améliorait le moral des détenus.

A Trévoux, le Procureur du Roi, Rodet, étant très malade, ne pouvait plus exercer ses fonctions. En 1832 (3), il avait donné sa démission qui fut refusée ; depuis lors, par un moyen secret, il faisait remettre la totalité de son traitement aux détenus de la prison de Trévoux.

S'occuper des prisonniers pendant leur détention, améliorer leur vie était bien, les suivre à leur sortie, aider à leur reclassement était mieux encore ; c'est à quoi s'employa un Conseiller à la Cour Royale de Paris, Demetz, qui consacra sa vie à cette œuvre, et qui démissionna en 1839 (4) pour s'y donner tout entier.

Il s'était spécialisé dans les questions pénitentiaires et il avait visité de nombreuses maisons de détention des pays étrangers, notamment celles de Pensylvanie célèbres à l'époque parce qu'on y pratiquait l'isolement des détenus (5).

(1) En 1843 le Conseiller Levisse, de la Cour de Rouen, est blessé d'un coup de couteau par un détenu pendant une de ces visites (*Monit.*, 4 avril 1843) et, en 1836, à la prison d'Angers, le Président de la Cour d'Assises du Maine-et-Loire est menacé de mort (Lettre P. G. Angers, le 21 janvier 1836 ; Arch. BB¹⁸ 1337 3109).

(2) Rapport sur le compte rendu des assises tenues sous la présidence de Froidefonds, Cons. Paris, dans le département de la Marne pour le 1^{er} trimestre 1834 (Arch. BB⁶ 249 21 A). Sur Bouulloche, voir Append. I¹⁶⁰.

(3) *Monit.*, 25 nov. 1832.

(4) Voir sur Demetz, Append. I¹⁶⁷.

(5) DEMETZ, *Lettre sur le système pénitentiaire*. Paris, 1838, p. 5.

Il avait remarqué (1), comme magistrat, la difficulté qu'éprouvaient les détenus libérés, même après un acquittement, à retrouver un métier. Ils tombaient alors souvent dans le dénûment, ce qui les incitait à perpétrer des délits qui les amenaient de nouveau, et cette fois justement, dans les prisons. Ce n'étaient plus, dès lors, que des épaves sociales. Emu de cette situation, Demetz avait trouvé, vers 1831 (2), une maison près du Palais de Justice de Paris, rue Saint-Pierre-aux-Bœufs, où sur présentation de bons qu'il remettait aux magistrats chargés du service correctionnel, les détenus acquittés étaient admis. Une fois dans cette maison de refuge, Demetz s'employait à les faire travailler.

Plus tard, le grand philanthrope que fût Demetz fut chargé (3) par la Société de patronage des détenus, d'une mission en Allemagne du Nord. Il visita la colonie agricole de Horn, près de Hambourg (4) et il en rapporta l'idée de la fondation d'une maison analogue pour les jeunes détenus ; ce fut la célèbre colonie de Mettray. Il en avait choisi avec soin l'emplacement (5), et il pensait que l'aspect de ce beau pays impressionnerait les enfants et, leur faisant aimer le sol, laisserait dans leurs cœurs d'heureux souvenirs.

Certains magistrats dirigèrent leurs efforts vers l'instruction primaire. Ils sortaient, à ce moment, tout à fait du cadre de leurs fonctions, mais ils aidaient encore, d'une autre façon, à l'amélioration du sort des classes populaires. Debrix, Procureur du Roi à Alençon, demande en 1840 une place d'Avocat Général (6) et il invoque qu'il n'a pas cessé d'être vice-président des comités d'instruction primaire d'arrondissement, prévus par la loi du 28 juin 1833 (7). Il avait encore, disait-il, fondé à Alençon une société pour le placement en apprentissage des jeunes gens indigents. Cette lettre est intéressante, moins par les faits qu'elle indique, que parce qu'un magistrat s'en targue près de ses chefs, comme de

(1) DEMETZ, *Projet d'établissement d'une maison de refuge pour les prévenus acquittés à leur sortie de prison*. Paris, 1836, p. 3.

(2) DEMETZ, *Projet d'établissement d'une maison de refuge*, p. 8.

(3) *Monit.*, 19 déc. 1838.

(4) DEMETZ, *Société paternelle. Fondation d'une colonie agricole pour les jeunes détenus à Mettray*. Paris, 1839, p. 9.

(5) DEMETZ, *Société paternelle. Fondation d'une colonie agricole pour les jeunes détenus à Mettray*. Paris, 1839, p. 19.

(6) Lettre à G. d. S., le 30 sept. 1840 (Arch. BB⁶ 244 10 A). Il ne fut pas nommé Avocat Général.

(7) Cette loi prévoyait que ces Comités comprenaient trois notables. Ces Comités étaient surtout chargés d'inspecter les écoles.

titres à l'avancement. C'est donc que ceux-ci les voyaient d'un œil particulièrement favorable.

D'autres magistrats publient des livres sur les besoins de l'enseignement. Collard, Substitut du Procureur Général de Nancy, écrit en 1836 un opuscule (1) où il traitait de différentes questions touchant l'enseignement primaire ; il voulait établir des bibliothèques cantonales (2) pour les écoles ; il aurait désiré des concours (3) entre les élèves les plus forts des écoles cantonales et entre les instituteurs d'un même arrondissement.

Enfin, il appartenait à un Avocat Général à la Cour de Cassation, Delapalme (4), d'écrire une série d'ouvrages destinés à la jeunesse, spécialement à l'enseignement primaire, et de répandre ainsi les notions les plus diverses d'agriculture, d'histoire, de géographie et de météorologie ; un de ses ouvrages eut 38 réimpressions jusqu'en 1908.

Les magistrats étaient-ils personnellement sensibles à la détresse des classes populaires ? Certains de leurs actes le donnent à penser : le 28 septembre 1839, le Procureur du Roi, Hamelin (5), de Falaise, s'adressa directement au Garde des Sceaux pour lui signaler la position misérable des ouvriers de cette ville. Il redoutait, disait-il, une émeute causée par cette situation extrêmement pénible pour les ouvriers, et, pour la prévenir, il aurait voulu que le Ministre de l'Intérieur accordât des secours aux ouvriers. Le Ministre de la Justice remercia le Procureur de sa communication, mais le Procureur Général Bertauld de Caen, avec lequel il n'était pas en bons termes, le blâma de ce zèle intempestif.

Le Procureur Hamelin avait été ému par la misère popu-

(1) *Des besoins actuels de l'enseignement élémentaire ou considérations sur les bibliothèques cantonales, les concours appliqués à l'instruction primaire et les inspecteurs spéciaux des écoles*, par C.-P. COLLARD. Paris, 1836. Collard devait démissionner en 1841, voir *supra*, p. 221.

(2) COLLARD, *op. cit.*, pp. 9 et 13.

(3) COLLARD, *op. cit.*, p. 29.

(4) Sur Delapalme, voir Append. I^{er}. Discours de rentrée Cass. de l'Avocat Gén. Blanche, du 3 nov. 1868 (*Monit.*, 4 nov. 1868). *Notice sur Delapalme* signée SAINT-VALLIÈRE (s. d.). Paris, imp. DE LACOMBE. DELAPALME a écrit : *Bibliothèque d'enseignement élémentaire à l'usage des instituteurs primaires et des pères de famille*. Paris, 1829-1830, 25 vol. *Bibliothèque de l'instituteur et des écoles primaires*. Paris, 1834, 19 vol. *Premier livre de l'adolescence ou exercices de lecture et de leçons de morale à l'usage des écoles primaires*. Paris, 1843, 38 réimpressions jusqu'en 1908.

(5) Arch. BB⁶ 281 18 A. Sur le P. R. Hamelin, voir *supra*, p. 202.

laire qu'il avait sous les yeux. Un autre magistrat, Mallard, Substitut, publia lui, un ouvrage théorique sur le paupérisme et les moyens d'arriver à l'extinction de la mendicité (1). Il y décrit d'abord la misère : « Pénétrez (2), dans les réduits du peuple des campagnes, si vous voulez voir les haillons du véritable pauvre, si vous voulez comprendre les douleurs, l'anxiété d'une mère entourée de ses enfants qui souffrent de la faim, connaître le mobilier, les ressources de ce ménage... et [voyez comment] ces malheureux parviennent à passer pour ainsi dire miraculeusement la longue et dure saison des hivers. »

Mallard ne se contentait pas d'étudier la pauvreté, il cherchait des remèdes et il examinait d'abord les causes qui conduisent à l'indigence. Il voyait, d'abord, un de ces motifs dans le luxe qui envahissait toutes les classes de la société, et ébranlait la pureté des mœurs : « partout (3), on veut renoncer à la simplicité du costume, au modeste ameublement de ses pères... on se laisse aller à des dépenses, et c'est un gouffre où vont s'engloutir l'aisance ou les richesses péniblement acquises par les générations préexistantes. » Il exerçait surtout sa critique sur la classe bourgeoise qui n'a pas voulu se mêler au mouvement industriel et qui dissipe son avoir en dépenses somptuaires. Une autre cause génératrice de misère, d'après lui, c'était encore (4) l'ambition irréfléchie « de vouloir sortir les enfants de la classe à laquelle appartiennent leurs pères », et l'auteur donnait comme exemple l'artisan qui fait des sacrifices pour l'instruction de son fils, lequel ne sera plus tard qu'un malheureux sans clientèle.

Ces aperçus montraient que l'auteur s'était penché sur l'évolution sociale de son temps, qu'il avait essayé de comprendre la cause génératrice des grands mouvements économiques qui se dessinaient à son époque.

La partie purement constructive de son ouvrage offre moins d'intérêt : pour prévenir la mendicité, Mallard envisage pour les enfants de moins de 18 ans des mesures hos-

(1) *Etudes sur le paupérisme et sur les moyens d'arriver à l'extinction de la mendicité*, par VICTOR MALLARD, Substitut du Procureur du Roi au Tribunal du Blanc. Saint-Amand-Mont-Rond, 1846. Il l'adressa au Garde des Sceaux (Arch. BB¹⁸ 1446 2759).

(2) MALLARD, *op. cit.*, p. 13.

(3) MALLARD, *op. cit.*, p. 16.

(4) MALLARD, *op. cit.*, p. 17.

pitalières dans des fermes et colonies agricoles (1) et au-dessus de 18 ans jusqu'à leur majorité, il préconise la création d'ateliers de charité (2) dans chaque chef-lieu d'arrondissement.

Un autre magistrat, dont nous avons déjà eu à parler, a aussi étudié les classes populaires : Collard (3) publia en 1841 un opuscule où il expliquait (4) la succession des attentats contre le Roi par la misère des classes ouvrières françaises qui reportaient sur le Chef de l'Etat la responsabilité de leurs malheurs.

Mais ce n'était pas seulement par de simples études théoriques que les magistrats s'intéressaient aux misères populaires. Ils savaient aussi, de leurs propres deniers, contribuer à soulager les malheureux.

On connaît les ravages causés par l'épidémie de choléra en 1832. Le baron de Villequier, Premier Président de la Cour de Rouen (5), versa alors, à la caisse municipale de la ville, 300 francs pour les malades. En 1831 (6), la Cour royale de Limoges vota pour deux mois un prélèvement mensuel de 2.000 francs, sur le traitement de ses membres, pour secourir les ouvriers sans travail. En 1846, la Cour de Poitiers décida que l'augmentation de traitements dont elle allait bénéficier à partir du 1^{er} janvier 1847 (7), serait consacrée au soulagement des classes nécessiteuses, tant que durerait la cherté du pain. En même temps, la Cour de Limoges arrêtait qu'elle contribuerait pour une somme de 4.000 francs aux secours donnés pendant l'hiver aux malheureux. Enfin, en 1847 (8), sur la proposition de son Premier Président, Amilhau, la Cour de Pau abandonna chaque mois 800 francs, à partir du 1^{er} avril jusqu'à la récolte, pour le soulagement des classes pauvres.

Essayons maintenant, en étudiant les poursuites et les jugements des délits types, comme ceux de coalition, d'as-

(1) MALLARD, *op. cit.*, p. 30. C'est un peu la même idée que celle du Conseiller Demetz : la régénération par la culture.

(2) MALLARD, *op. cit.*, p. 37.

(3) Voir *supra*, p. 221 et 400. *Un mot sur le régicide et spécialement sur l'attentat et le procès de Darmès*, par C. P. COLLARD. Paris, 1841.

(4) COLLARD, *op. cit.*, p. 14.

(5) *Monit.*, 18 mai 1832.

(6) *Monit.*, 11 fév. 1831.

(7) *Le Droit* du 22 déc. 1846. Sur cette augmentation de traitement, voir *supra*, p. 142.

(8) *Le Droit* du 28 mars 1847.

sociation illicite, de vagabondage, de déterminer l'attitude des magistrats à l'égard des classes sociales. Ici, nous nous hasardons sur un terrain peu sûr, car il est fort délicat de tirer de jugements, des appréciations sur les opinions des magistrats : souvent, en effet, des circonstances de fait, des arguments juridiques ont influencé le ministère public ou les Juges dans le sens soit de la sévérité, soit de l'indulgence. D'autre part, il est très difficile, en l'absence de comptes rendus d'audiences complets, et surtout sans le secours de dossiers, de dire que, dans une affaire déterminée, une juridiction s'est montrée trop dure ou trop douce (1).

Dans les poursuites et les jugements en matière de délit de coalition, les magistrats ont fait leur devoir sans zèle intempestif, sans esprit exagéré de répression, et on trouve parfois chez eux trace de pitié. Cette attitude qu'il serait exagéré de qualifier de bienveillante, mais qui n'était cependant pas celle de justiciers rigoureux et implacables, se révèle d'abord chez les Procureurs du Roi qui se transportent lorsqu'une grève d'ouvriers éclate.

En 1846, les ouvriers en voiture du Mans se mettent en grève, pour réclamer une diminution du temps de travail. Voici les instructions que le Procureur Général d'Angers a données au Procureur du Mans (2) : « Toute manifestation qui dégénérerait en délit ou serait de nature à troubler la tranquillité publique serait immédiatement réprimée. J'ai adressé des instructions dans ce sens à mon Substitut, tout en lui exprimant, qu'en pareille matière, lorsque la grève est pacifique, calme et volontaire, il est souvent prudent de ne rien précipiter et de laisser aux maîtres et ouvriers, le temps de s'entendre et de venir à des concessions qui rétablissent l'harmonie. »

A Rive-de-Gier, en 1847, l'établissement de verrerie Hutter avait pris la décision de former des apprentis, ce qui mécontenta les ouvriers des autres maisons (3). Un ouvrier verrier se dirigea alors vers l'usine Hutter (4), dans l'intention d'intimider les apprentis ; il fut arrêté, et pour protester, une suspension de travail fut décidée dans les établissements

(1) Voir sur cette question, Introduction, *supra*, p. 10.

(2) Lettre P. G. Angers à G. d. S., 27 juin 1846 (Arch. BB¹⁸ 1444 2304).

(3) Lettre P. R. Saint-Etienne à P. G. Lyon, 25 février 1847 (Arch. BB¹⁸ 1444 3485).

(4) Lettre P. R. Saint-Etienne à P. G. Lyon, 2 mars 1847 (Arch. BB¹⁸ 1444 3485).

d'un sieur Lanoir. Le Procureur du Roi de Saint-Etienne se rendit sur les lieux, entendit les ouvriers récalcitrants, et leur fit connaître les rigueurs auxquelles ils s'exposaient, en formant une coalition ou en s'opposant au projet de Hutter qui était légal. Les ouvriers comprirent les conseils du Procureur du Roi et reprirent le travail. Sitôt qu'il eut recommencé, l'ouvrier arrêté fut remis en liberté.

Le 12 février 1846 (1), trente-deux ouvriers de la fabrique Biau, à Senthem (Haut-Rhin), se refusèrent à rentrer dans leurs ateliers. Le Procureur du Roi de Belfort se transporta sur les lieux, s'assura que les salaires de cet établissement étaient aussi élevés qu'ailleurs et que les heures de travail étaient les mêmes. Il mit ensuite en présence ouvriers et patrons, et il fit comprendre aux ouvriers l'intérêt qu'ils avaient à reprendre immédiatement leur travail. Il leur promit que, plus tard on examinerait s'il y avait lieu de faire droit à leurs réclamations. Ces conseils de modération eurent plein succès et les ouvriers rentrèrent au travail.

Telle était l'intervention, toute de conciliation, des Procureurs du Roi ; ils comprenaient qu'ils n'étaient pas seulement là pour appliquer les textes répressifs, mais qu'ils avaient un rôle social plus complet à remplir : c'est ainsi qu'ils prévoyaient souvent les conflits du travail, et quand ceux-ci étaient terminés, ils essayaient de faire supprimer les causes qui avaient surexcité la colère des ouvriers.

Le Procureur du Roi de Lille décrivait le 20 février 1846 (2) au Procureur Général de la Cour de Douai, la détresse des ouvriers de Roubaix ; les maîtres, disait-il, ont renvoyé une grande partie de leurs ouvriers et diminué le salaire de ceux qu'ils ont conservés. Et il indiquait que les ouvriers sans travail des environs de Tourcoing et de Roubaix étaient environ quatre mille. La misère que signalait le Chef du Parquet de Lille devait bientôt engendrer de graves désordres : le 24 février 1846 (3), des groupes se formaient à Roubaix en criant « à bas les fabricants », jetant des pierres contre les maisons et cassant des vitres. Il y eut quelques arrestations, mais quand l'ordre fut rétabli (4), le Procureur

(1) Lettre P. G. Colmar à G. d. S., 17 fév. 1846 (Arch. BB¹⁸ 1441 1695).

(2) Lettre P. R. Lille à P. G. Douai, 20 février 1846 (Arch. BB¹⁸ 1441 1738).

(3) Lettre P. R. Lille à P. G. Douai, 25 février 1846 (Arch. BB¹⁸ 1441 1738).

(4) Lettre P. R. Lille à P. G. Douai, 25 février 1846 (Arch. BB¹⁸ 1441 1738).

Général Rouland (1), de Douai, pensa que c'était maintenant à l'autorité administrative à chercher les mesures propres à diminuer la pauvreté des ouvriers, et il chargea le Procureur du Roi de Lille (2) de prendre contact avec les autorités locales de Roubaix, ainsi qu'avec le Préfet, afin que des mesures fussent prises pour soulager la détresse des ouvriers.

Mais parfois, tout ne se passait pas aussi bien ; des grèves avaient lieu, accompagnées de graves actes de violence. Au mois de juillet 1846, une grève éclate chez les ouvriers mineurs d'Anzin (3) ; des arrestations sont opérées. Quelles sont les directives que suivent les magistrats pour décider s'il doit y avoir lieu ou non à incarcération ? Une lettre du Procureur du Roi de Valenciennes nous l'indique : « Il a été décidé hier, écrit ce magistrat au Garde des Sceaux, le 16 juillet 1846 (4), entre toutes les autorités réunies qu'on s'abstiendrait de toute arrestation, pour des faits qui n'auraient pas une gravité certaine et facile à établir devant les tribunaux, jusqu'au moment où la reprise des travaux serait essayée. Les chefs de la coalition ne manqueront pas de se signaler en cette circonstance décisive par leurs violences et leurs vociférations, et c'est alors qu'ils pourront être arrêtés en grand nombre. »

Ainsi donc, ce qu'on cherche à punir, ce sont les actes graves de violences qui accompagnent les grèves, et les actes des meneurs. Cependant, dans cette grève d'Anzin, 14 arrestations ont lieu, et le 17 juillet 1846 (5), le Juge d'Instruction de Valenciennes adresse au Garde des Sceaux, Martin du Nord, un rapport détaillé sur les motifs qui l'ont obligé à ordonner chacune de ces arrestations. Elles sont toutes des plus normales, et ce souci qu'a eu ce magistrat de se justifier de chacun de ses mandats de dépôt montre, en cette matière, le respect de la liberté individuelle. Certains meneurs arrêtés avaient, pendant la grève, jeté des pierres contre le magasin ; d'autres s'étaient mis à la tête du rassemblement qui parcourait les puits pour contraindre les mineurs descendus dans les fosses, à remonter et à se mettre en grève, d'autres enfin, avaient insulté ceux que la direction des mines avait chargé de la surveillance. On voit que tous ces

(1) Sur Rouland, voir Append. I³⁸.

(2) Lettre P. G. Rouland, de Douai, à G. d. S., 28 février 1846 (Arch. BB¹⁸ 1441 1738).

(3) Lettre P. R. Valenciennes à G. d. S., 16 juillet 1846 (Arch. BB¹⁸ 1444 2367).

(4) Arch. BB¹⁸ 1444 2367.

(5) Arch. BB¹⁸ 1444 2367.

motifs étaient plus que suffisants pour faire décider l'arrestation : il y avait plus que des faits de grèves ; il y avait de véritables entraves à la liberté du travail, des actes de violences et des menaces.

La même fermeté, prudente et mesurée, exclusive de tout parti pris, se retrouve chez les magistrats du siège qui avaient à statuer sur les peines à appliquer. Certes, il y a en cette matière des peines de deux ans de prison qui n'étaient d'ailleurs pas le maximum légal prévu (1), mais de tels châtiments étaient rares.

Cette affaire de la coalition des ouvriers mineurs d'Anzin est jugée par le Tribunal de Valenciennes, à l'audience du 28 août 1846 (2) ; vingt-deux prévenus ont été renvoyés devant le Tribunal : six sont condamnés à trois mois de prison, un à deux mois, quatre à un mois, cinq à quinze jours et deux à dix jours. Quatre enfin sont acquittés.

Le 1^{er} avril 1844, 150 ouvriers mineurs cessent le travail à Rive-de-Gier, car ils jugent que, dans un puits, le salaire est plus élevé que dans les autres. Des bandes, armées de bâtons (3), se répandent dans les exploitations minières pour empêcher le travail et des collisions avec le service d'ordre ont lieu, au cours desquelles les ouvriers jettent des pierres. Vingt-quatre prévenus sont déférés le 29 avril 1844 devant le Tribunal correctionnel de Saint-Etienne. Il s'agit d'une affaire grave : le Président (4) Brun de Villeret prend bien soin de se renseigner sur le motif qui a décidé les ouvriers à faire grève, à savoir le salaire qui est plus élevé dans un autre puits ; et voici les condamnations qui sont prononcées : l'ouvrier Courtial, réputé chef de coalition, est puni de deux ans de prison et un nommé Goepe, principal moteur, s'en voit infliger six mois. Les autres inculpés sont condamnés à des peines variant entre six jours et trois mois de prison (5).

A Nantes, cinquante ouvriers maçons parcourent, le 9 août 1847 (6), divers chantiers de la ville en provoquant à la ces-

(1) L'article 415 du Code Pénal prévoyait en effet pour les chefs ou moteurs un emprisonnement de deux à cinq ans.

(2) Lettre P. G. Douai à G. d. S., 29 août 1846 (Arch. BB¹⁸ 1444 2367).

(3) Audience du Tribunal de Saint-Etienne du 29 avril 1844. Voir le réquisitoire du Substitut Lenormand et les débats dans *Gaz. des Trib.*, 1^{er} et 3 mai 1844.

(4) *Gaz. Trib.*, 1^{er} mai 1844.

(5) Deux ont 3 mois, trois 2 mois, un 1 mois, cinq 15 jours, deux 20 jours, trois 6 jours et six sont acquittés.

(6) Lettre P. G. Rennes à G. d. S., 26 sept. 1847 (Arch. BB¹⁸ 1444 3389).

sation du travail : onze des plus coupables furent arrêtés et dix-neuf furent cités devant le Tribunal correctionnel de Nantes. Le Tribunal ne considéra pas ces onze ouvriers comme des moteurs de la coalition ; ils furent seulement condamnés à dix jours de prison, et les huit autres furent acquittés ; pourtant, il y avait parmi ceux qui bénéficiaient ainsi d'un jugement de relaxe, des prévenus qui avaient déjà été condamnés pour d'autres faits de coalition : « Je regrette, disait le Procureur Général de Rennes, avec M. le Procureur de Nantes, que la répression ne soit pas plus en rapport avec la gravité des délits. Je ne pense pas néanmoins qu'il y ait opportunité de relever appel ; les jugements frappés d'appel dans les affaires de coalition précédemment jugées, alors que les circonstances étaient plus graves et la situation plus critique, ayant été confirmés par la Cour. » Et, en effet, dans une affaire de coalition analogue, la Cour de Rennes motive son indulgence (1) sur ce que : « le travail des prévenus est indispensable à l'existence de leur famille. »

Une des plus célèbres grèves de la Monarchie de Juillet est celle des 3.000 ouvriers charpentiers de Paris qui éclate au mois de juin 1845 (2). Dix-neuf inculpés, dont quatorze détenus, sont déférés à la septième Chambre du Tribunal correctionnel de Paris. « Attendu, dit le Tribunal (3), qu'il serait peut-être trop rigoureux de considérer indistinctement comme ayant fait partie d'une coalition, tous ceux qui ont abandonné leurs travaux et leurs ateliers le 9 juin, puisqu'il en est nécessairement parmi eux qui, par faiblesse ou par crainte, ont cédé à l'entraînement et aux prescriptions des autres ». Et le Tribunal déclara seuls coupables ceux qui, indépendamment de cet abandon de travaux, s'étaient livrés à des démonstrations et à des actes extérieurs caractérisés. Il acquitta donc six prévenus ; mais, par contre le moteur de la coalition, un sieur Vincent, fut condamné à trois ans de prison : comme chef, il avait fait signer et imprimer des circulaires adressées aux maîtres charpentiers pour discuter les conditions imposées aux ouvriers. Un autre meneur obtint deux ans de prison, sept furent punis de trois mois de prison et quatre s'en virent infliger quatre.

(1) Lettre P. G. Rennes à G. d. S., 11 sept. 1847 (Arch. BB¹⁸ 1444 3389).

(2) Voir sur cette grève, DRIoux, *Les coalitions d'ouvriers et de patrons de 1789 à nos jours*. Paris, 1883, p. 281 et *Histoire des grèves*, par CHARLES RENAULT. Paris, 1887, p. 28.

(3) Jugement du 26 août 1845 (*Gaz. Trib.*, 27 août 1845).

Par de tels attendus, le Tribunal paraît avoir ajouté à la loi pour l'interpréter avec indulgence. L'article 414 du Code pénal punissait en effet le fait même de la cessation du travail par les ouvriers, indépendamment de toutes violences et de toutes menaces (1). Les Tribunaux ne punissent que les meneurs et ceux qui se livrent à des actes de violence.

En 1840, une série de grèves avait éclaté à Paris dans plusieurs corporations : les tailleurs d'habits, les menuisiers, les tailleurs de pierres, les ouvriers en équipage, les ouvriers fileurs. Grèves graves par le nombre d'ouvriers qui cessèrent le travail et par les actes de violence qui les accompagnèrent. La répression parut sévère et les historiens ont accusé les magistrats de précipitation et de dureté (2).

Dans son rapport au sujet de ces poursuites (3), et de ces condamnations, le Procureur Général près la Cour de Paris, Franck Carré, expliquait, au contraire, que le Tribunal de la Seine, dans ses jugements du mois de septembre 1840, avait mesuré avec soin les peines, distinguant les ouvriers égarés et qui étaient entrés dans la coalition par aveuglement, des ouvriers ardents qui, spontanément, s'étaient transportés soit seuls, soit en groupes, soit surtout à la tête de rassemblements considérables pour empêcher le travail dans les ateliers. Et, pour prouver ses dires, le Procureur Général Franck Carré s'appuyait sur des tableaux complets où toutes les condamnations étaient détaillées. Il expliquait, par exemple, que pour les ouvriers en équipage, si un sieur Deprelle avait été condamné à trois ans de prison, c'est qu'à la tête d'un rassemblement de 150 ouvriers, il avait parcouru les rues de Paris et s'était présenté dans plusieurs ateliers pour faire interrompre le travail : chez un sieur Humel, il avait lui-même retiré du feu le fer qui chauffait pour être forgé et contraint l'atelier à cesser ses opérations. Un autre moteur, le sieur Graveau, avait détourné de leurs travaux les ouvriers du sieur Roger, sellier, rue Lepeletier ; il fut condamné à deux ans de prison : mais le Procureur Général Franck Carré

(1) Cette jurisprudence atténuant les rigueurs de l'article 414 du Code Pénal a été fort bien aperçue par MAURICE HAMELET, *La Grève. Etude critique de législation et de jurisprudence*. Paris, 1903, p. 47 : « Les Parquets, a-t-il écrit, évitaient d'intenter les poursuites quand des violences n'avaient pas été commises. »

(2) ELIAS REGNAULT, *Histoire de Huit ans*. Paris, édition JEAN-MAIRE, 1882, chap. VI, p. 88 et *Histoire des Grèves*, par CHARLES RENAULT. Paris, 1887, p. 28.

(3) Rapport P. G. Paris, Franck Carré, à G. d. S., 25 sept. 1840 (Arch. BB¹⁵ 1386 776). Sur Franck Carré, voir Append. I¹¹⁹.

ne s'opposait pas à une mesure d'indulgence et de grâce à son égard.

Quant aux ouvriers fileurs, 156 avaient été arrêtés dans la cour de Griolet, filateur, alors qu'ils incitaient les ouvriers de ce fabricant à cesser le travail. Le maximum des condamnations prononcées ne fut que de trois mois de prison, car le Tribunal considéra le but poursuivi : les ouvriers voulaient voir Griolet consentir à faire conduire chacun de ses métiers par six ouvriers, au lieu de trois, mesure qui n'aurait pas entraîné de frais de fabrication supplémentaires, puisqu'il s'agissait d'un travail à la tâche. Le Tribunal, pour motiver son indulgence, s'appuya aussi sur ce que la plupart des ouvriers fileurs étaient d'honnêtes gens chargés d'enfants.

Telle fut l'attitude des magistrats de la Monarchie de Juillet devant le délit de coalition. Lorsqu'ils avaient à juger ce délit isolément, ils ne se montraient pas particulièrement sévères, et souvent, nous l'avons vu, quoiqu'il fut expressément prévu par l'article 414 du Code Pénal, lorsqu'il n'était pas accompagné de violences ou lorsqu'il ne s'agissait pas de meneurs, ils le négligeaient. Comme l'a dit Festy (1), dans son ouvrage sur *Le mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet*, les Tribunaux : « faisaient leurs devoirs presque toujours sans passion ni haine (2). »

Que peut nous apporter l'étude de la jurisprudence en matière d'associations illicites (3) pour l'attitude de la Magistrature vis-à-vis des classes sociales ?

Après la révolution de Juillet, le nouveau Gouvernement se trouva en présence des articles 291 et suivants du Code pénal, qui interdisaient la formation d'associations de plus de vingt personnes sans l'agrément du Gouvernement. Les peines prévues pour les chefs de ces associations et ceux qui leur donnaient asile étaient des peines d'amende d'un maximum de 200 francs.

Après 1830, le développement des sociétés secrètes chan-

(1) *Le Mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet* (1830-1834), par O. FESTY. Paris, 1908, p. 339.

(2) Nous avons vu plus haut, p. 404, d'après la correspondance du Procureur de Lille, que parfois ces poursuites même choquaient les magistrats car ils pensaient qu'il valait mieux remédier à la misère des ouvriers. C'est cet état d'esprit qui, se généralisant, aboutit en 1864 à la modification de la législation pénale de la grève.

(3) Sur cette question, l'ouvrage de GEORGES-DENIS WEIL, Juge au Tribunal de la Seine, sur *Le droit d'association et le droit de réunion devant les Chambres et les Tribunaux* (Paris, 1893) est important.

gea les intentions jusque-là bienveillantes du pouvoir, qui s'apprêta à lutter par des armes plus efficaces contre les associations. Il renforça les articles du Code pénal les concernant par la loi du 10 avril 1834, qui augmentait les pénalités. De plus, et c'était là une disposition principale de la nouvelle loi, si ceux qui se réunissaient étaient moins de vingt, on pouvait atteindre encore de telles associations comme étant des sections d'une association plus large.

Cependant, même après cette loi, les Tribunaux continuent à n'infliger que des peines légères, quand un but politique susceptible de vouloir ébranler les bases de la société n'apparaît pas clairement. En 1837, dans les départements de l'Ouest, une série de poursuites sont intentées contre les associations d'ouvriers tailleurs (1). Quoique des ramifications de ces associations existent en plusieurs endroits, à Bordeaux, Saintes, Lorient, Angers, ce qui montre son importance, des peines dérisoires sont prononcées : à Bordeaux, onze prévenus sont renvoyés devant le Tribunal et condamnés le 3 mai 1837 à trois francs d'amende ; à Saintes, le 11 mai 1837, sur 49 prévenus, 46 sont condamnés à deux francs d'amende et les autres relaxés. Le Tribunal de Lorient, le 7 avril 1837, s'était montré un peu plus sévère ; mais les peines n'étaient pas cependant exagérées : 15 ouvriers avaient été jugés ; un fut condamné à 15 jours de prison, deux à 8 jours, deux à trois jours de prison et dix à 5 francs d'amende. A Angers, quatre ouvriers avaient été renvoyés devant le Tribunal ; il s'agissait du président, du vice-président, du secrétaire et du caissier de la société. Ils furent condamnés à quinze jours de prison. Et pourtant, le Tribunal avait relevé que sous l'apparence de vouloir porter des secours à leurs camarades malades, les membres de cette société voulaient, en fait, arriver à forcer les maîtres à hausser le taux des salaires.

Comment le ministère public décidait-il s'il devait y avoir ou non poursuites ? D'après le but politique de l'association. En 1846 (2), le Procureur Général de Bordeaux rend compte à la Chancellerie qu'une association s'est formée dans cette ville en faveur de la liberté du commerce. C'est, pour ce

(1) Lettre P. G. Angers à G. d. S., 6 avril 1837. Lettre P. G. Rennes à G. d. S., 10 avril 1837. Lettre P. G. Bordeaux à G. d. S., 11 mai 1837. Lettre P. G. Poitiers à G. d. S., 13 mai 1837 (Arch. BB³⁸ 1366 4838).

(2) Lettre P. G. Bordeaux à G. d. S., du 3 mars 1846 (Arch. BB³⁸ 1441 1796).

magistrat, un but légitime « puisque cette association ne prend aucune couleur politique et [que] les hommes placés à sa tête donnent toute garantie au Gouvernement. » On autorise cette association. Mais, en cette matière, le ministère public, suivant vraisemblablement les directives gouvernementales, se montre plus sévère que les juridictions de jugement, et, souvent il est désavoué ou peu suivi par les Cours et Tribunaux auxquels il défère ce genre d'affaires. C'est ainsi que la Cour royale de Paris (1) déclara que le fait de personnes qui se réunissent, même habituellement dans un cabaret, pour boire et chanter, n'a point le caractère d'une association s'il n'existe point entre elles d'engagements réciproques formés dans un but déterminé. En effet, comme l'a fort bien dit l'auteur qui a étudié la jurisprudence en cette matière, Weil (2) : « le pouvoir tomba bien souvent dans le ridicule en traquant une foule de petites associations qui, sous de véritables noms de foires, se réunissaient chez le marchand de vins pour boire et chanter, et dont le but était beaucoup plus les libations que la politique. » Telle fut par exemple l'affaire de la « Goguette des Infernaux » (3) : chaque samedi, des chansonniers qui se donnaient l'appellation de démons, d'où le nom de l'association, se réunissaient chez un marchand de vins de la rue de la Tixeranderie, à Paris, et, comme ils s'assemblaient malgré les avertissements de la police, ils furent déférés au Tribunal de la Seine qui les acquitta, décidant qu'il n'y avait pas dans cette réunion les caractères d'une association. Ils se réunirent alors chez un sieur Desforges, marchand de vin aux Halles ; comme il y avait une espèce de société avec un président et un bureau et qu'on chantait « Le Roi de la fève » avec un couplet dont le refrain portait « Ton règne ne durera pas toujours », le sieur Desforges et quatre membres du bureau furent cités devant la sixième Chambre du Tribunal correctionnel de la Seine. le 22 avril 1840 : Le Tribunal s'il n'acquitta pas, comme il l'avait fait auparavant dans la même affaire, prononça du moins des peines fort légères : 100 francs d'amende pour le sieur Desforges et 50 francs d'amende pour les autres prévenus.

(1) Cour de Paris, 24 février 1835. DALLOZ, *Répertoire méthodique et alphabétique de législation*, t. V. Paris, 1847, p. 291.

(2) *Le droit d'association et le droit de réunion devant les Chambres et les Tribunaux*, par GEORGES-DENIS WEIL. Paris, 1893, p. 121.

(3) *Gaz. Trib.*, 24 avril 1840 et GEORGES-DENIS WEIL, *op. cit.*, p. 121.

En janvier 1847 (1), l'autorité administrative apprenait qu'un certain nombre d'ouvriers se réunissaient pour boire et chanter chez le sieur Marie, marchand de vin, rue aux Ours. Il s'agissait d'une association portant le titre de « Société des animaux » constituée sans autorisation ; aussi des poursuites furent-elles intentées devant le Tribunal de la Seine. En vain, les inculpés prétendirent-ils qu'il n'y avait pas association, en l'absence de président, de secrétaire et de bureau et qu'ils se réunissaient seulement pour chanter et boire. Le Tribunal prononça cependant des condamnations à des peines variant de trois mois à cinq jours de prison, parce que deux des prévenus avaient déjà été impliqués dans plusieurs procès politiques et ensuite, parce qu'on avait trouvé sur les tables des chansons manuscrites intitulées : « Arrêté de M. le Préfet de Police à MM. les Mouchards, » qui prouvaient la tendance des inculpés vis-à-vis des pouvoirs établis.

A Tours, en 1847 (2), sous le patronage et l'inspiration de Blanqui, on recrute dans les cafés des membres d'une association appelée « la Goguette » ou « les fils du Diable ». Ceux-ci, qui avaient des sobriquets comme « Couche tout nu », « Pied de nez », « Lucifer », étaient des ouvriers de toutes les corporations. Le but communiste paraissait probable et cette propagande avait été facilitée par le mécontentement causé par la cherté des grains. Malgré le côté politique incontestable de cette association, le Juge d'Instruction ayant renvoyé les vingt inculpés, dont Blanqui, devant le Tribunal correctionnel de Tours, la Chambre du conseil rendit un non-lieu, car elle craignait un acquittement qui aurait eu de déplorables effets. Mais, sur opposition du Procureur du Roi de Tours, la Cour d'Orléans, le 17 mars 1847, réforma la décision de la Chambre du conseil, et les vingt inculpés comparurent les 26 et 27 avril devant le Tribunal correctionnel de Blois. Quoique Haudin dit « Couche tout nu » eut affirmé que Blanqui l'avait engagé à s'affilier à l'association de « la Goguette », Blanqui fut acquitté et ses coprévenus condamnés à des peines variant de 5 jours à 6 mois de prison.

C'est cependant dans ce genre d'instances, quand l'association a nettement une fin politique, dangereuse pour l'ordre

(1) *Gaz. Trib.*, 9 et 23 mai 1847.

(2) Sur l'affaire de la « Goguette » de Tours, voir lettres P. G. Orléans à G. d. S., 25 mars et 3 avril 1847 (Arch. BB¹⁵ 1441 1992 ; *Gaz. Trib.*, 29, 30 avril, 1^{er} mai 1847). GEORGES-DENIS WEIL, *op. cit.*, p. 121.

public ou social, que les Tribunaux infligent de fortes sanctions. Le 21 janvier 1836, le Tribunal de Toulouse se voit déterer l'association du carbonarisme (1). Il constate qu'elle se recrute parmi la troupe, les sous-officiers du 11^e Régiment de ligne et qu'elle présente un dangereux aspect politique, puisque certains de ses membres fabriquaient des poignards. Il se montre assez sévère, eu égard à ces circonstances et condamne trois des propagateurs à un an de prison et les simples membres de l'association à des peines de deux et trois mois de prison.

Le 10 juillet 1841, la Cour de Paris avait eu à juger l'affaire de la société des communistes (2). Cette association se subdivisait en fabriques, ateliers et métiers et afin de tourner la loi qui ne proscrivait que les associations de plus de vingt personnes, les métiers ne comprenaient que huit adhérents. Un comité secret, dont les membres étaient inconnus aux associés, dirigeait la société. La Cour de Paris constata dans son arrêt que cette association avait pour but d'anéantir le droit de propriété et de renverser le Gouvernement, pour leur substituer le partage et la communauté de biens. Et elle spécifia, pour motiver sa sévérité, que cette association, voulant agiter le pays et former une organisation pour attaquer ses institutions, était essentiellement dangereuse pour l'ordre public. Aussi, infligea-t-elle des peines variant de deux à six mois de prison, et le 4 septembre 1841, la Cour de Cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt, décidant que l'association tombait sous l'application de la loi pénale, quoique fractionnée en sections de moins de vingt personnes, car ces sections étaient reliées entre elles par un comité directeur.

Quittons le délit d'association pour étudier comment les magistrats envisageaient d'autres infractions, également indiciées de la misère de certaines classes sociales : le délit de vagabondage et celui de mendicité. Les peines prévues pour les vagabonds et les mendiants étaient à cette époque très dures. Le Code pénal de 1810 décidait en effet (3), qu'à l'expiration de leur peine, les vagabonds seraient mis à la disposition de l'autorité administrative qui pouvait prescrire leur

(1) Cf. *Monit.* du 29 janvier 1836 et GEORGES-DENIS WEIL, *op. cit.*, p. 120.

(2) *Gaz. Trib.*, 9-10-11 juillet, 5 sept. 1841 et GEORGES-DENIS WEIL, *op. cit.*, p. 111. DALLOZ, *Répertoire méthodique et alphabétique de législation*, t. V, Paris, 1847, p. 291.

(3) Ancien article 271 du Code Pénal. Cf. GARÇON, *Code Pénal annoté*, p. 645. Paris, 1901-1906.

internement. Le législateur du 28 avril 1832 supprima cette disposition comme étant une violation de la liberté individuelle, mais il fut ajouté à l'article 271 que les vagabonds seraient « renvoyés (1), après avoir subi leur peine, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus ». La même réforme (2) visait les mendiants. Or, la surveillance de la haute police était une mesure grave qui, obligeant le plus souvent le condamné à résider dans certains lieux, empêchait son reclassement (3). Emu de cette situation, le Procureur Général Dupin (4) fit décider par la Cour de Cassation que tous les vagabonds et tous les mendiants ne seraient pas placés indistinctement sous la surveillance de la haute police (5), et qu'en cas d'application de circonstances atténuantes, ils pourraient en être dispensés (6). Son réquisitoire démontre qu'il n'était pas un magistrat insensible, et il convient de citer ses paroles à cette occasion : Pourquoi un condamné ne pourrait-il être dispensé de la surveillance de la haute police, si l'on reconnaissait en sa faveur des circonstances atténuantes. « Serait-ce, à cause des expressions que l'on retrouve dans l'exposé des motifs du Code pénal où on lit : « La loi considère le vagabond, par le seul fait de la condamnation, comme s'il n'était pas membre de la cité, et ne voit en lui qu'un être incessamment dangereux ou nuisible pour elle. » Je m'étonne de retrouver ces expressions dans un discours législatif ; cela n'est ni légal, ni chrétien ; cela peut s'expliquer dans un Gouvernement despotique, qui ne fait cas que de ceux qui le servent, mais cela serait indigne de notre Gouvernement. Aucun citoyen n'est étranger au pays ; celui même auquel le public refuse son estime a droit à une juste protection. »

Il existe cependant une matière où les magistrats paraissent avoir fait preuve de sévérité ; c'est lorsqu'ils avaient à juger les troubles causés par la circulation des grains et la cherté de la vie. Cela se comprend d'ailleurs aisément : ces délits n'existaient jamais seuls, ils étaient toujours générateurs de graves violences des plus dangereuses pour l'ordre social.

(1) Nouvel article 271 du Code Pénal.

(2) Ancien article 282 du Code Pénal. Cf. GARÇON, *op. cit.*, p. 664.

(3) GARÇON, *op. cit.*, ancien article 44 du Code Pénal, p. 96.

(4) Sur Dupin, voir Append. I^{er} et *supra*, pp. 243 à 248.

(5) Cf. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, p. 369.

(6) DUPIN, *Réquisitoires*, t. IV, II^e Partie. Affaires criminelles. Audience solennelle de la Cour de Cassation du 26 juin 1838, p. 460.

En 1840 (1), le Procureur du Roi de Fontenay ne veut pas arrêter préventivement des individus accusés d'avoir porté atteinte à la circulation des grains. Cette attitude est censurée par la Chancellerie qui estime qu'en cette matière : « l'arrestation des principaux agents des désordres est une mesure de sage prévoyance, en ce qu'elle a pour effet de mettre un terme aux désordres en enlevant ses principaux meneurs. »

Le 12 mai 1847, éclatent à Lille des troubles causés par la pénurie des grains qui fait augmenter le prix du pain ; on pille les boulangeries (2), au cri de « Le pain à cinq sous, à bas Louis-Philippe ». Le Tribunal de Lille, présidé par le Vice-Président Dufresne, le Procureur du Roi Courtin tenant le siège du ministère public, paraît avoir été sévère. Des enfants de treize ans furent condamnés à des peines de quatre mois de prison pour avoir ramassé du pain ; un ouvrier qui avait pris du pain en déclarant qu'il était prêt à recommencer si la faim le poussait, encourut cinq ans de prison. Les magistrats paraissent même être sortis de la sérénité qui convient à leurs fonctions, car, comme un ouvrier se plaignait d'avoir été maltraité, le Président déclara : « vous étiez plus malfaisant qu'un chien (3). »

La Cour royale de Douai paraît avoir examiné les faits avec plus de sang-froid, et elle réduisit toutes les peines de moitié.

Ainsi donc, par l'examen des délits qui nous paraissent significatifs de l'état d'esprit des magistrats, nous avons vu que ceux-ci, sauf lorsque l'ordre public était troublé, se montraient assez bienveillants à l'égard des classes sociales miséreuses, surtout quand on considère la législation en vigueur à cette époque.

(1) Lettre G. d. S. à P. G. Poitiers, 20 juin 1840 (Arch. BB¹⁸ 1383 262).

(2) Voir sur cette question : *Le département du Nord sous la deuxième République* (1848-1852). Etude économique et politique par GOSSEZ, Docteur de l'Université de Lille. Lille, 1904, pp. 83 à 89. Nous suivons l'opinion de Gossez en faisant cependant remarquer que cet auteur ne paraît pas avoir eu connaissance du dossier de l'affaire. Il a écrit seulement d'après les journaux de Lille (Cf. ce que nous disons *supra* dans l'Introduction, p. 10).

(3) Il convient de noter, pour expliquer peut-être cette sévérité, que la crise des subsistances de 1846 à 1847 avait causé des troubles graves. Aux environs de Rennes, le 13 janvier 1847, au cours de la répression du pillage de voitures de grains, le Procureur du Roi Malherbe fut grièvement blessé par des pierres et vit ses jours en

II

Quelles étaient les opinions religieuses des magistrats de la Monarchie de Juillet ?

Sous la Restauration, le plus grand nombre des magistrats était pieux (1) ; cette unanimité ne se retrouva pas sous la Monarchie de Juillet, et un historien éminent (2) a pu dire de Dupin, Procureur Général près la Cour de Cassation, qu'il était « un mangeur de prêtres » (3). Tout autre semble avoir été l'état d'esprit du premier magistrat de France, le comte Portalis (4), Premier Président de la Cour de Cassation. Prononçant l'éloge du comte de Bastard (5), Président de Chambre à la Cour de Cassation, Portalis tint à rappeler que le défunt était « préoccupé des mystérieux problèmes des destinées humaines, qu'agite sans cesse la philosophie humaine sans les résoudre, et dont la solution si nécessaire au repos de l'âme ne se trouve que dans la religion. » Et ceci prouvait en même temps la foi de celui qui parlait et de celui dont il faisait l'éloge (6).

Une vive piété était aussi l'apanage du Conseiller à la Cour de Cassation, Borel de Bretizel (7), qui donnait son concours actif à l'œuvre de « la propagation de la foi ». L'ancien Conseiller au Parlement de Bordeaux, Voysin de Gartempe (8), qui siégeait également à la Cour suprême, possédait ce même esprit chrétien qui adoucissait sa douleur lorsqu'il perdit presque subitement, à l'âge de 45 ans, son fils qui était aussi membre de la première Cour du Royaume (9).

danger (*Le Droit*, 14 janvier 1847). Lettre P. G. Rennes à G. d. S., 22 mai 1847 (Arch. BB⁶ 282 24 A).

(1) Cf. PINARD, *Le Barreau au XIX^e s.*, t. I, p. 345.

(2) THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. II, p. 373.

(3) Sur Dupin, voir *supra*, p. 243 et Append. I⁶.

(4) Sur le comte Portalis, voir *supra*, p. 239 et Append. I³⁶.

(5) Sur le comte de Bastard, voir Append. I²⁷. Cet *Eloge* est dans le *Monit.*, 17 juillet 1845 (Annexe à la séance du 4 juillet 1845 à la Chambre des Pairs).

(6) Les sentiments religieux du P. P. Portalis sont encore attestés par le discours prononcé au mariage du vicomte Portalis, son fils (voir Append. I⁶⁴), le 11 décembre 1828, par l'abbé Labouderie. Ce discours a été publié en 1828 (Paris).

(7) Article nécrologique, *Monit.*, 8 juin 1839. Sur Borel de Bretizel, voir Append. I⁹⁰.

(8) *Monit.*, 10 octobre 1839. Sur Voysin de Gartempe, voir Append. I⁶⁶.

(9) Sur Voysin de Gartempe fils, voir Append. I⁶⁷ et *supra*, p. 207.

Devant le corps de son fils, ce pieux vieillard qui était octogénaire se sentit assez fort et assez résigné pour se mettre à genoux et prier avec ferveur pendant une heure et demie.

Nous avons la chance pour ce point de notre étude qu'un magistrat ait exposé dans ses discours sa foi religieuse. C'est ce que fit Gilardin qui fut à notre époque Procureur du Roi à Lyon puis Procureur Général à Alger (1) et qui devait terminer sa carrière comme Premier Président de la Cour impériale de Paris : « Spéculez, a-t-il dit, dans son discours sur le surnaturel (2), en réponse à Renan, l'auteur des *Etudes d'histoire religieuse* (3), spéculez tant que vous voudrez sur la nature ; imaginez que tous les êtres dépendent de ses lois physiques et morales ; portez le plus loin possible la supposition de ces lois naturelles propres à tout expliquer, il est certain que vous êtes vite à bout de votre effort métaphysique, que bientôt l'haleine philosophique vous manque et que le fondement de l'existence de toutes les choses ne vous apparaît plus que dans une noire impasse ou un caligieux abîme, tant que vous ne faites pas intervenir une idée parfaitement claire et selon moi, la plus claire de l'esprit humain, l'idée de Dieu au moyen de laquelle le chaos de cette indigeste conception sur l'origine du monde se débrouille et s'éclaircit. »

Sans doute, dira-t-on, ces lignes sont postérieures à la Monarchie de Juillet ; mais les opinions religieuses de leur auteur n'avaient pas varié. En effet, dès 1841 (4), dans son *Etude philosophique sur le droit de punir*, il faisait apparaître Dieu comme un principe de toute justice et ces phrases sont d'un chrétien convaincu : « Nous trouvons, disait-il, une nécessité de punir dérivant de la justice absolue ; nous la trouvons en Dieu, foyer de toutes les nécessités, ensemble de toutes les perfections, nature souveraine dont la justice n'est qu'un attribut parmi des attributs infinis. »

Le Premier Président de la Cour royale de Paris, Séguier (5), était lui aussi religieux : lors de la remise de

(1) Sur Gilardin voir Append. I¹⁵⁵ et discours de rentrée prononcé par l'Avocat Gén. Manuel à la Cour d'Appel de Paris (*J. O.* du 5 nov. 1876).

(2) GILARDIN, *Du surnaturel et du mysticisme*. Discours prononcé en séance publique de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres de Lyon. Lyon, 1861, pp. 25 et 26.

(3) Parues en 1857.

(4) GILARDIN, *Etude philosophique sur le droit de punir*. Lyon, 1841, p. 4.

(5) Sur Séguier, voir Append. I² et *supra*, p. 274.

l'image du Christ à la Cour Impériale (1), on lui avait dit : « Que voulez-vous faire de ce pendu ? » et il avait répondu : « Nous croyons en Dieu, et il est bon que nous reconnaissons publiquement qu'il y a un Juge au-dessus de nous. » Une autre fois, accueillant le neveu du Procureur Général Dupin au serment comme avocat (2), le Premier Président Séguier lui disait : « [Le jeune avocat] lira Domat, Pothier, il les trouvera religieux, chrétiens, remplis de foi et de vénération [montrant le tableau du Christ] pour celui qui est au-dessus de ma tête. »

Pour d'autres, la foi était plus agissante : parmi les fondateurs les plus actifs de la « Société de Saint-Vincent-de-Paul » (3), en 1833, se trouve avec Ozanam, Lallier, étudiant en droit, futur magistrat qui devait toujours s'intéresser à cette œuvre. En 1839, à l'âge de 25 ans, il est nommé Juge suppléant dans l'Yonne, dont il était originaire, au Tribunal de Sens où toute sa vie judiciaire devait s'écouler (4).

Il existait également des magistrats protestants, spécialement dans les ressorts des Cours de Montpellier et de Nîmes. Fait curieux, la question des opinions religieuses avait parfois de l'influence pour l'avancement : en 1843, le Procureur Général de Montpellier (5) ne propose pas, pour les fonctions de Président de Chambre qui viennent d'être vacantes, Castelnau, Conseiller, car il est protestant : « Dans ce pays, dit le Procureur Général, où l'antagonisme des deux religions est si prononcé, c'est presque un motif d'exclusion, par cela seul qu'il est protestant. Son élévation à la présidence froisserait inévitablement les idées religieuses de la grande majorité. » A Nîmes, en 1847, tout au contraire, c'est parce qu'il appartient à la religion réformée que Fornier de Clausonne, Conseiller, est nommé Président de Chambre à cette Cour. Le Procureur Général de Nîmes (6) indiquait dans ses

(1) Lettre du P. P. Séguier au *Journal des Débats* du 11 déc. 1837 (*Monit.*, 13 déc. 1837).

(2) *Mémoires de DUPIN*, t. IV. Intersession de 1843, p. 207 (*Gaz. Trib.*, 7 nov. 1843).

(3) Cf. *Origines de la Société de Saint-Vincent de Paul, d'après les souvenirs de ses premiers membres*. Paris, 1909, p. 6.

(4) Lallier François, né le 24 janvier 1814. Juge suppléant Sens, 7 juillet 1839. Sub. Sens, 22 déc. 1846. Juge Sens, 1852. Présid. Sens, 1857. Présid. honoraire, 1881.

(5) Lettre P. G. Montpellier à G. d. S., 9 sept. 1843 (Arch. BB^s 261 17 A).

(6) Lettre P. G. Nîmes à G. d. S., 21 février 1847 (Arch. BB^s 282 19 A). Le P. P. (Lettre à G. d. S., 19 février 1847 ; Arch. BB^s 282 19 A) donnait le même argument.

présentations que le Président à remplacer étant protestant, et les deux autres Présidents de Chambre étant catholiques, il y aurait, en l'état de choses à Nîmes, d'assez graves inconvénients à ne pas nommer un protestant.

Nous n'avons trouvé trace, parmi les magistrats de la Monarchie de Juillet, que d'un seul israélite, Anspach, qui, d'ailleurs, fit brillante carrière (1) : à 29 ans, après la révolution de 1830, il est Substitut à Meaux, à 35 ans Substitut à Paris, à 45 ans, le 23 mai 1847, Substitut du Procureur Général à Paris. Il sera plus tard, sous l'Empire, à la Cour suprême. Quand il mourut, en 1875, il était membre du consistoire central des Israélites de France (2).

Y avait-il des magistrats franc-maçons ? Il semble qu'il y en ait eu d'assez nombreux, si l'on en juge par l'indulgence qu'ils montraient envers certains de leurs frères qui étaient déferés devant les Tribunaux (3). En tout cas, deux sont signalés par l'historien de la Franc-Maçonnerie, M. Lantoin (4) : c'est d'abord Dupin, Procureur Général près la Cour de Cassation (5) qui, comme orateur du Suprême Conseil de l'Écossisme, prit la parole, lors de la fête maçonnique et patriotique offerte à Lafayette, le 9 octobre 1830, par les loges du rite français et du rite écossais. Et le baron Fréteau de Pény signa le procès-verbal du Suprême Conseil de la séance du 4^e jour de la lune d'Eloul du mois 5832 (1^{er} août 1832). Or, le baron Fréteau de Pény était Avocat Général à la Cour de Cassation depuis 1815, après avoir été disgracié pendant deux ans sous la Restauration (6).

(1) Anspach Philippe, né le 3 nov. 1801. Avocat Paris, 1830. Sub. Meaux, 1^{er} sept. 1830. P. R. Meaux, 17 avril 1831. Sub. Paris, 14 juin 1837. Sub. P. G., 23 mai 1847. Cons. Paris, 1849. Présid. Chambre, 1862. Cons. Cass., 1864.

(2) Cf. Discours de rentrée à la Cour de Cass. du P. G. Renouard, 3 nov. 1876 (*J. O.*, 4 nov. 1876).

(3) Renseignements particuliers communiqués par M. Lantoin.

(4) LANTOINE, *Histoire de la Franc-Maçonnerie française. La Franc-Maçonnerie dans l'Etat*. Paris, 1935, pp. 291 et 303.

(5) Voir sur Dupin, *supra*, pp. 243, 416 et Append. I^e.

(6) C'était le fils de Fréteau de Saint-Just, le célèbre parlementaire de l'ancien régime, Président de la Constituante. Fréteau de Pény, né le 5 nov. 1775. Sub. Seine 1803. Avocat Gén. Cour Paris 1810. Avocat Gén. Cass. 1815. Révoqué 1824. Réintégré 1826. Cons. Cass. 1833.

III

Les fonctions judiciaires donnaient aux Magistrats une grande importance sociale. L'attrait que les places de judicature ont exercé, durant toute cette période, est suffisamment démontré par le grand nombre de candidats aux postes de la Magistrature, que ne rebutaient ni la faiblesse de la rémunération, ni l'incertitude de l'avancement. Les magistrats ajoutaient encore au prestige qu'ils tiraient normalement de leurs situations, en étant hommes politiques : s'ils ne pouvaient être maires (1), ils étaient parfois députés et plus souvent encore, membres des Conseils généraux et municipaux (2) dans les cités où ils exerçaient leurs fonctions. Ils s'intéressaient ainsi à la vie administrative de leurs villes et nous les avons vus encore, membres des comités d'instruction primaire (3). Enfin, et surtout, souvent riches propriétaires, ils appartenaient à la classe dirigeante d'alors, la bourgeoisie aisée ; d'où leur importance sociale considérable à cette époque.

Doit-on voir, aussi, une autre cause de leur influence dans leurs occupations intellectuelles ? Sans doute, d'aucuns se consacraient aux travaux de droit (4), aux recherches d'histoire (5) spécialement d'histoire locale (6), d'autres étaient poètes (7) ou s'adonnaient aux belles-lettres (8) : certains ont siégé à l'Institut (9). Mais ce n'étaient là qu'exceptions et on peut rapidement dresser la liste des magistrats érudits.

On est frappé, également, quand on consulte les annuaires des Académies provinciales, si importantes dans la vie intellectuelle des cités, du petit nombre des magistrats qui y siègent. A l'Académie Royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts

(1) Voir *supra*, p. 152.

(2) Voir *supra*, p. 393.

(3) Voir *supra*, p. 399.

(4) Cf. BERNARD, *supra*, p. 330. TROPLONG, *supra*, p. 269. MASSABIAU, *supra*, p. 333.

(5) Cf. DUBARLE, *supra*, p. 300. TAILLANDIER, *supra*, p. 286.

(6) Cf. CHARDON, *supra*, p. 180. CLERC, *supra*, p. 330. BEAUPRÉ, *supra*, p. 342.

(7) Cf. MICHAUX, *supra*, p. 298. BERVILLE, *supra*, p. 289.

(8) MONMERQUÉ, p. 284. PLOUGOULM, pp. 290, 320.

(9) A l'Académie française, DUPIN, *supra*, p. 248. A l'Académie des Sciences Morales et Politiques, DUPIN, *supra*, p. 249 ; Portalis, Append. I^{er} ; TROPLONG, *supra*, p. 271 ; GRENIER, *supra*, p. 304 et comme associé libre CARNOT, Append. I^{er}. A l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, MONMERQUÉ, *supra*, p. 284. A l'Académie des Sciences, DE CASSINI, *supra*, p. 250 et SÉGUIER fils, *supra*, p. 206.

de Bordeaux, en 1841, sur 33 membres résidants, il n'y a aucun magistrat et sur 17 membres honoraires (1) il n'y en a qu'un (2). A l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse (3), en 1843, il n'y a sur 41 associés ordinaires aucun magistrat et il n'existe qu'un seul membre correspondant sur 76 (4).

Dans les Académies de Dijon et de Nancy, les magistrats sont plus nombreux, mais étant donné leur position, on aurait pu penser qu'ils occuperaient une plus grande place parmi ces élites intellectuelles (5).

Pour soutenir leur rang social, les magistrats devaient avoir une vie mondaine ; c'était pour les hauts magistrats, par exemple, une obligation de recevoir leurs subordonnés chez eux. Lorsque la question de l'élévation des traitements des Chefs de Cours fut discutée à la Chambre des députés (6), le Garde des Sceaux déclara que ces magistrats qui sont le point de ralliement des relations de toute la Magistrature doivent avoir une situation mondaine. Et spécialement, les Procureurs Généraux se considéraient comme tenus à des devoirs de très large hospitalité. C'est ainsi que le 28 janvier 1844, le Procureur Général près la Cour d'Aix, Borély, écri-

(1) *Actes de l'Académie Royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*. Bordeaux, 1841, p. 551.

(2) Le Conseiller Ysard, de Bordeaux.

(3) *Histoire et Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse*, t. VI, 1843.

(4) Le P. G. de Golbéry, près de la Cour de Besançon, qui s'occupait d'antiquités romaines.

(5) En 1833, à l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon (*Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon*, année 1833), Ranfer de Monceau, baron de Bretenières, P. P., est académicien honoraire ainsi que le Président de Chambre Barbier de Réville. Aucun magistrat en activité n'est académicien résidant, par contre il y en a quatre non résidants : Bregnot du Lut, Cons. Lyon ; Carnot, Cons. Cass. (voir *supra*, p. 253) ; Foisset, Juge Beaune ; Guillaume, Juge Besançon. Lamoureux, Juge Nancy, est associé correspondant. En 1844 (*Académie, id.*, année 1844), il y a en plus, comme membre résidant, de la Cuisine, Cons. Dijon, le futur historien du Parlement de Bourgogne. A Nancy, à la Société royale des Sciences, Lettres et Arts. aujourd'hui Académie de Stanislas, en 1830 (Renseignements communiqués par M. Sadoul, membre de cette Académie), il y a, comme membres titulaires, Bresson, Cons. Nancy ; Lamoureux, Juge au Tribunal. Jusqu'en 1848, entrent à cette Société, Beaupré, Vice-Présid. du Trib. (voir *supra*, p. 342) ; Malherbe, Juge à Metz ; Dumont, Sub. Saint-Mihiel ; Gillet, Juge à Nancy ; Salmon, P. R. Toul.

(6) Voir le discours de Barthe, Garde des Sceaux. Discussion du budget de la Justice à la Chambre des députés, 24 janvier 1833 (*Monit.*, 25 janvier 1833).

vait à son Procureur de Toulon, Hamelin : « votre (1) santé a été ébranlée par l'exercice de vos travaux, je vous invite instamment à venir prendre quelque repos, chez moi à Aix, avec Madame Hamelin. »

Et cependant, ces relations mondaines des magistrats choquaient parfois l'austérité de certains. En 1844, à l'audience de rentrée de la Cour de Poitiers, le Procureur Général Letourneux (2) s'écriait dans un langage qui était presque celui d'un homme d'église : « Pour être plus assurée de se confondre avec les autres positions sociales, [la Magistrature] mettrait-elle autant d'empressement à rechercher les plaisirs frivoles et les somptuosités du luxe que les grands magistrats des anciens temps apportaient de soin à s'y dérober ? Faudrait-il nous résigner à voir, non sans affliction, mais sans étonnement, les jeunes prêtres de la loi descendre des sièges de nos Cours d'assises pour faire succéder aux impressions des débats d'une affaire capitale, les émotions convulsives du tapis vert, ou pour se débarrasser de l'immobilité de l'audience par des attitudes variées d'une danse équivoque qu'ils seront peut-être plus tard appelés à condamner comme immorale. »

Ainsi donc, pour quelques hauts magistrats de l'époque, la Magistrature est encore une caste ; et comme le prêtre, le Juge doit très peu se mêler aux plaisirs du monde et vivre retiré.

La Magistrature, sous la Monarchie de Juillet, jouissait incontestablement d'un grand prestige, qu'elle entretenait en multipliant le cérémonial dans ses moindres détails. Elle tendait ainsi à s'isoler dans sa vie professionnelle autant qu'elle le pouvait. Si proches des Parlements, les juridictions d'alors étaient imbuës du formalisme de l'ancien régime. La Cour de Cassation donnait l'exemple : dans la Chambre civile (3), on remarquait sous un portrait de Louis-Philippe, le fauteuil qui n'était jamais occupé, destiné suivant l'antique usage au Roi de qui toute justice émane. Quand le Roi des Belges, Léopold I^{er} (4) assista, le 7 novembre 1833, à l'audience

(1) Lettre envoyée au G. d. S. par le P. R. Hamelin, le 27 mars 1847 (Arch. BB⁶ 281 18 A).

(2) *Le Droit* du 25 nov. 1844.

(3) *Cour de Cassation, Lois et règlements à l'usage de la Cour de Cassation, recueillis et annotés* par TARBÉ, Avocat Gén. à la Cour de Cassation. Paris, 1840. Introduction, p. 20.

(4) Sur cette audience, voir DUPIN, *Mémoires*, t. III, Annexes 1834, p. 392 et DUPIN, *Réquisitoires*, t. I. Discours de rentrée du 7 novembre 1833, p. 34. Voir la visite de Lord Brougham, ancien Chancelier

de rentrée de la Cour de Cassation, il était en habit de ville (1), car, selon la tradition, seul le Roi de France entrait au Parlement l'épée au côté. Il prit place à la gauche du siège du Roi qui était vide ; le Premier Président qui présidait l'audience occupait sa place ordinaire, à la droite du fauteuil royal.

Les cérémonies d'installation des Chefs de Cours étaient de grandes solennités judiciaires auxquelles étaient conviées les personnalités de la ville ; et celles-ci voyaient les magistrats des Cours revêtus de leurs robes rouges siéger dans la plus belle et la plus vaste salle des Palais de Justice, et elles y entendaient des harangues au style pompeux et académique : le 26 mai 1841, lors de l'installation du Procureur Général Piou (2) à Douai, le Préfet et tous les membres du conseil de revision étaient présents, et une place leur avait été réservée entre le Parquet et la Cour.

Le 3 novembre 1841 (3), coïncidant avec la rentrée de la Cour royale de Rouen, avait lieu l'installation du nouveau Premier Président Franck Carré et de Gauthier qui venait d'être nommé Procureur Général. Ce fut une solennité remarquable où l'on s'efforça de reconstituer les rites des anciens Parlements. La salle de la Cour d'assises était ornée de tentures et de drapeaux tricolores ; toutes les autorités civiles, militaires et ecclésiastiques étaient présentes ; les soldats de la garnison formaient la haie dans l'intérieur du Palais. Dans son livre sur *Le Magistrat* (4), M. Bouchardon a décrit toute la magnificence de cette audience d'installation et insisté sur la différence des honneurs qui avaient été rendus au Premier Président et au Procureur Général : c'est ainsi que lorsque précédés d'une députation de magistrats, les deux nouveaux Chefs de la Cour étaient entrés dans la salle, les huissiers avaient seulement annoncé : « Monsieur le Premier Président. » Les hauts magistrats qu'on installait, avaient alors salué les membres de la Compagnie qui leur avaient, tout en restant assis, rendu leur salut, le doyen des Présidents de Chambre ayant eu seul le privilège de rester couvert. C'est ce magistrat qui procéda à l'installation de Franck Carré ;

d'Angleterre, en grand apparat, à la Cour de Cass., le 15 décembre 1834. DUPIN, *Mémoires*, t. III. Session de 1835, p. 136 et DUPIN, *Réquisitoires*, t. II, II^e Partie, p. 35.

(1) TARBÉ, *op. cit.*, p. 20, note 1.

(2) Sur Piou, voir Append. I^{er}. *Le Droit*, 30 mai 1841.

(3) *Le Droit*, 5 nov. 1841.

(4) *Le Magistrat*, par PIERRE BOUCHARDON. Paris, 1926, chap. V, pp. 48 et 49.

après quoi, il l'invita à prendre place à son siège de Président. Alors, la Cour toute entière se leva, et tous demeurèrent debout et tête nue jusqu'à ce que le nouveau Premier Président fut assis. Tout au contraire, lorsque le Procureur Général Gauthier vint occuper son fauteuil à la droite des membres de son Parquet, les Conseillers se bornèrent à soulever leurs toques. Après quoi, eurent lieu les discours, dans le style un peu grandiloquent de l'époque, du doyen des Présidents de Chambre, du Premier Avocat Général et des deux récipiendaires. On avait eu sans doute, comme le remarque M. Bouchardon, en graduant les honneurs rendus au Premier Président et au Procureur Général, l'intention de rappeler la traditionnelle différence qui au temps des Parlements, séparait les magistrats du siège et les gens du Roi. Peut-être aussi, avait-on voulu honorer avec plus d'égards le nouveau Premier Président Franck Carré (1) qui venait d'occuper les fonctions éminentes de Procureur Général près la Cour de Paris, tandis que Gauthier était seulement l'ancien Procureur Général près la Cour d'Angers.

Quoiqu'il en soit, ces cérémonies n'étaient pas sans rehausser le prestige de la Magistrature et les familiers du Palais de Justice de Rouen durent se rappeler longtemps le superbe défilé des trente-quatre magistrats de la Cour royale en robes rouges, quittant la Chambre du conseil, traversant, au milieu de la haie des soldats, les cours du Palais, montant le grand escalier et parcourant la salle des Pas-Perdus pour aboutir à la salle de la Cour d'assises.

De telles cérémonies d'installation étaient fréquentes, et cependant, aucune ne paraît avoir atteint un tel degré d'apparat et de magnificence.

Le 9 novembre 1843 (2), Legagneur (3), Premier Président de la Cour royale de Toulouse, fut installé à l'audience de rentrée à dix heures du matin : des gendarmes stationnaient aux portes de la Grand'Chambre ; on remarquait dans l'assistance, le Préfet, le Lieutenant Général, le Maire de la ville, les membres des Tribunaux de première instance et de commerce. La Cour assista d'abord à la messe du Saint-Esprit, après quoi, un Président de Chambre, accompagné de deux Conseillers et de deux membres du Parquet de la Cour se rendit à la Chambre du conseil où se trouvait Legagneur. Quelques minutes après, le Premier Président entra

(1) Sur Franck Carré, voir Append. I¹¹⁹ et *supra*, p. 281.

(2) *Le Droit*, 11 nov. 1843.

(3) Sur Legagneur, voir Append. I⁵⁵

dans la Grand'Chambre au milieu d'un profond silence, et la Cour entière se leva pour accueillir son nouveau Chef. Legagneur s'assit sur un fauteuil placé au milieu du prétoire, et en bas des sièges de la Cour. Le Procureur Général fit ensuite l'éloge du prédécesseur de Legagneur, Hocquart (1), puis, il parla du nouveau récipiendaire. Après la lecture de l'ordonnance de nomination et du procès-verbal du serment prêté entre les mains du Roi le 22 août (2), le Président de Feydel, le plus ancien des Présidents de Chambre, l'invita à prendre possession du premier siège de la Cour et lui adressa des paroles de félicitations auxquelles répondit le Premier Président Legagneur.

Après les cérémonies d'installation, tout n'était pas terminé. Quand il s'agissait ainsi de Chefs de Cours, les membres des compagnies leur rendaient ensuite visite. Le 22 novembre 1841 (3), Emmanuel Poulle est installé comme Premier Président de la Cour d'Aix. Après quoi, les commissaires de la Cour le reconduisirent, et, peu d'instant après, la Cour royale, en robe noire cette fois, ayant à sa tête les Présidents de Chambre, alla lui faire visite en son hôtel. Le Premier Président Poulle, en robe rouge, reçut la Cour au bas de son escalier, et remonta dans la salle de réception, suivi de sa compagnie.

Dans les Tribunaux, les installations ont lieu avec un cérémonial aussi minutieux. Le 23 août 1837 (4), Albert, Président du Tribunal d'Angoulême et député, était installé dans ses fonctions. Toutes les notabilités religieuses, civiles et militaires de la ville étaient présentes et il y eut deux discours, celui du Vice-Président Second et celui du récipiendaire.

Il y avait encore d'autres solennités judiciaires qui, celles-

(1) Sur Hocquart, voir *supra*, p. 235.

(2) Les Premiers Présidents et les Procureurs Généraux prêtaient serment entre les mains du Roi à qui ils étaient présentés par le Ministre de la Justice (Ordonnance du 3 mars 1815. Circulaire du 27 octobre 1829). Ce n'est qu'à défaut de cette formalité qu'ils prêtaient serment au sein de leur Cour le jour de leur installation (Cf. lettre G. d. S. à P. P. Moreau, de Nancy, 12 août 1840. Arch. BB⁶ 244 20 A). L'expression « prêter serment entre les mains du Roi » était littéralement exacte. Dans ses *Lettres à ses fils*, p. xxiii, le Procureur Général du Bodan raconte que, quand il fut nommé P. G. à Rennes, il se rendit le 31 déc. 1845 chez le Roi qui s'assit dans un fauteuil et lui tendit les mains. Du Bodan y tint la main droite placée pendant que le Garde des Sceaux prononçait la formule du serment.

(3) *Monit.*, 1^{er} déc. 1841.

(4) *Monit.* du 29 août 1837.

là, se répétaient à dates fixes ; c'étaient les audiences de rentrée ; elles étaient, elles aussi, l'occasion de discours. Ceux-ci étaient prononcés par les membres du ministère public ; ils étaient obligatoires, et devaient nécessairement porter (1) sur les devoirs du magistrat et les pertes faites par les corps judiciaires durant l'année écoulée. Mais, on ne tarda pas à traiter dans ces harangues, les sujets les plus divers de l'histoire et de la philosophie.

À la Cour de Cassation, presque chaque année (2), ce fut le Procureur Général Dupin qui porta lui-même la parole à ces audiences solennelles de rentrée. Il affectionnait les sujets historiques. En 1835, par exemple (3), comme il avait été chargé de désigner douze noms dont les portraits devaient orner la galerie qui venait d'être restaurée et qui conduisait à la Chambre des requêtes, il choisit douze jurisconsultes de l'ancien régime parmi lesquels se trouvaient de l'Hospital, d'Aguesseau, Cujas dont il rappela les mérites (4) dans le discours qu'il prononça à l'audience de rentrée.

Dans les autres juridictions de Paris et de province, les sujets qui étaient le plus souvent traités étaient d'ordre général. En 1840, à la Cour royale de Paris, l'Avocat Général Partarieu Lafosse avait pris comme titre de son discours, « la gravité du magistrat » (5). En 1841, l'Avocat Général Boucly étudia un sujet encore plus étendu : « la famille et la propriété » (6). Au Tribunal de la Seine, le 8 novembre 1830, le Procureur du Roi Comte (7) parla de « l'impartialité du magistrat ». En 1832, à Montpellier, l'Avocat Général Parès traita de « l'amour de la patrie. » (8).

Ces harangues solennelles et académiques des audiences de rentrée n'étaient pas du goût de tous. Le chroniqueur judiciaire Pinard (9) critiquait ces cérémonies un peu théâtrales où les magistrats se distribuaient mutuellement des

(1) Articles 101 du décret du 30 mars 1808 et 34 du décret du 6 juillet 1810.

(2) Sauf en 1837 et 1843.

(3) Audience du 3 novembre 1835. *Réquisitoires* DUPIN. Discours de rentrée, t. I, p. 69.

(4) En 1836, il revint encore sur le Chancelier de l'Hospital. Audience du 7 novembre 1836. DUPIN, t. IV. Discours de rentrée, p. I.

(5) *Monit.*, 5 nov. 1840.

(6) *Le Droit*, 6 nov. 1841.

(7) *Monit.*, 8 nov. 1830.

(8) *Monit.*, 25 nov. 1832.

(9) PINARD, *Histoire à l'audience*, chap. XX, pp. 252, 261 et 264 et *Le Droit*, 6 nov. 1844, 9 nov., 30 nov. 1845.

éloges. Cependant, pour la Magistrature, c'était une occasion de pouvoir encore solennellement montrer une autorité qui rappelait celle des anciens jours.

Il était dû aux magistrats, quand ils se rendaient en corps et en costume aux offices de la religion catholique, des honneurs particuliers qui n'étaient pas non plus sans rehausser le prestige des compagnies judiciaires. En effet, des stalles étaient réservées dans le chœur aux Présidents des Cours et des Tribunaux et aux Chefs de Parquets (1).

Après la vague d'irreligion qui avait suivi la révolution de 1830 (2), les compagnies judiciaires assistent régulièrement en corps, à une cérémonie religieuse, dite messe du Saint-Esprit qui a lieu à la rentrée, pour consacrer la reprise des travaux judiciaires. A Caen, en 1844 (3), l'autel était dressé dans la salle des assises et la Cour y entendit la messe ; après quoi, suivie de tout le barreau, elle se rendit dans la salle des audiences solennelles où eut lieu la séance de rentrée. A Lyon, en 1847 (4), la messe fut chantée dans l'église primatiale de Saint-Jean : La Cour, ayant à sa tête le Premier Président Marquis de Belbeuf, se rendit ensuite au Palais de Justice.

Les grandes cérémonies religieuses étaient régulièrement suivies par les compagnies judiciaires en costume : A Toulouse, le 28 mai 1845 (5), la procession générale du Saint-Sacrement eut lieu à une heure ; des détachements de dragons ouvraient et fermaient la marche. La Cour royale en robe rouge et le Tribunal de première instance accompagnaient la procession. Le 10 juillet 1836 (6), les trois Chambres de la Cour royale d'Aix se réunirent à six heures de relevée pour aller assister au *Te Deum* qui devait être chanté dans l'église métropolitaine de Saint-Sauveur, en action de grâce de la conservation des jours du Roi, après l'attentat du 25 juin perpétré par Alibaud. La Cour réunie en robes rouges, se mit en marche, précédée de ses huissiers d'escorte, de la gendarmerie et d'un détachement d'infanterie

(1) Décret du 24 messidor an XII. Titre I^{er}, art. 11.

(2) En 1830, la messe du Saint-Esprit avait été supprimée pour l'audience de rentrée à Paris, Metz, Dijon. Elle avait eu lieu à Amiens, Toulouse, Pau (*Gaz. Trib.*, 31 oct., 4, 8, 10, 12 nov. 1830).

(3) Voir *Le Droit* du 10 nov. 1844.

(4) *Le Droit* du 17 nov. 1847.

(5) *Monit.*, 30 mai 1845.

(6) Lettre du P. P. Aix à G. d. S., 11 juillet 1836 (Arch. BB¹⁸ 1337 3789).

de ligne pour se rendre à l'église où elle prit place dans les stalles du chœur.

Aucun honneur particulier n'était prévu pour les magistrats qui venaient à décéder. Des députations de la compagnie judiciaire à laquelle appartenait le défunt assistaient aux obsèques et le discours prononcé sur la tombe n'avait rien d'officiel. Si un magistrat disait quelques mots devant le cercueil, c'était seulement en ami. Le véritable éloge était prononcé à l'audience de rentrée, devant toute la Compagnie assemblée. C'est ainsi que lors des obsèques du Président de Chambre à la Cour de Cassation Favard de Langlade (1), que suivait seulement une députation des magistrats de la Cour de Cassation, le discours prononcé au cimetière le fut par un simple Substitut du Procureur Général près la Cour royale de Paris, Tardif, ami du défunt.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'un Chef de Cour décédé en fonctions, les enterrements prennent un caractère plus officiel, quoique rien ne les réglemente. Lors des obsèques de Gilbert Boucher, en 1841 (2), Procureur Général près la Cour de Poitiers depuis dix ans, la Cour royale toute entière assista à la cérémonie funèbre en robes noires. La garnison avait fourni un détachement commandé par un capitaine, et, précédé de la musique du régiment qui jouait des marches funèbres, le cercueil s'avancait, porté par douze hommes. Les cordons du poêle étaient tenus par le Préfet, le Général commandant le département, le Doyen des Présidents de Chambre et le Premier Avocat Général.

Enfin, honneur suprême, réunies en assemblée générale, les Cours royales décidaient parfois de placer le portrait des Chefs de Cours décédés dans la salle des délibérations (3).

Ce cérémonial, qui rehaussait le prestige des magistrats, avait à leurs yeux un grand prix. Jaloux de leurs prérogatives, ils ne souffraient pas qu'on y portât atteinte : lors des obsèques du Garde des Sceaux, Martin du Nord, décédé en fonctions, un incident fort curieux éclate, qui montre à quel point les magistrats tenaient aux questions de préséance (4). Toutes les députations des corps judiciaires assistaient aux

(1) *Monit.*, 23 nov. 1831.

(2) *Monit.*, 14 mars 1841.

(3) C'est ce que fit la Cour de Toulouse le 30 mai 1843 pour le portrait du Premier Président Hocquart (*Monit.*, 1^{er} juin 1843).

(4) Sur cet incident, voir DUPIN, *Mémoires*, t. IV. Annexes 1847, p. 534 et *Le Droit* du 20 mars 1847.

funérailles ; au moment où le cortège entraît dans l'église de la Madeleine, une discussion éclata entre les délégations du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation, afin de savoir qui passerait la première. Le Conseil d'Etat ayant pris le pas, la Cour de Cassation dut suivre en prenant soin de laisser entre les deux corps un grand espace vide pour montrer qu'elle ne marchait pas à la suite du Conseil d'Etat. Puis, après le défilé dans l'église, les membres de la Cour suprême, en signe de protestation, regagnèrent le Palais en voiture, sans aller au cimetière.

Les incidents de ce genre étaient fréquents : à Blidah (1), en 1846, lors d'une visite du Ministre de l'Instruction Publique, Salvandy, la réception du Tribunal supérieur avait été fixée sur la place publique, à cause de la chaleur qui faisait fuir les salons. Le Tribunal supérieur en fut offensé, et quand le Ministre eut demandé que le Tribunal lui fut présenté, le Procureur Général Gilardin, qui devait plus tard être Premier Président de la Cour royale de Paris (2), répondit qu'il n'avait pas cru devoir lui présenter les magistrats sur une place publique et il offrit d'aller le saluer avec sa compagnie à son hôtel. Là, une discussion éclata entre le Maréchal Bugeaud, qui se plaignait de la susceptibilité de la Magistrature, et le Procureur Général ; ce dernier offrit sa démission qu'il ne retira que sur les instances du ministre.

Toutefois, certains honneurs rendus aux magistrats tendaient à tomber en désuétude ; c'est ce qui arrivait notamment pour les Présidents d'assises. Les textes prévoyaient que le Conseiller qui arrivait dans les chefs-lieux de département pour présider les assises, devait être salué par une brigade de gendarmerie aux portes de la ville ; il devait être logé soit à l'hôtel de ville, soit au Tribunal et là, il était reçu par le Maire de la ville, les adjoints et les magistrats en robe. Enfin, une sentinelle, aussi longtemps que durait son séjour, veillait à sa porte (3). Mais ces honneurs traditionnels n'étaient plus toujours rendus. Lors de la discussion du budget de

(1) *Le Droit* du 24 juillet 1846.

(2) Sur Gilardin, voir Append. I¹⁵⁶ et *supra*, p. 417.

(3) Cf. Décret du 27 février 1811 et sur les arrivées des Présidents d'assises à Saint-Mihiel et Epinal, voir LOUIS SADOUL, *Le Magistrat d'autrefois et celui d'aujourd'hui*. Discours de réception à l'Académie de Stanislas, prononcé le 22 mai 1930 (Imprimerie Berger-Levrault, Nancy, 1930, p. 9).

1832, un député, Giraud, s'en indigna (1) et il rappela que maintenant, dans plus d'un département, on ignorait quand arrivait le Conseiller chargé de la haute mission de présider les assises.

(1) Séance de la Chambre des députés du 10 février 1832 (*Monit.*, 11 février 1832).

CONCLUSION

Arrivés aux termes de ce travail, après avoir étudié le personnel de la Magistrature, dans son recrutement, dans sa vie matérielle et sociale, une question vient à l'esprit : quelle était sa valeur ? A-t-il été digne de la haute mission qui lui était confiée ?

La Magistrature de la Monarchie de Juillet a été fort critiquée par les rares auteurs qui s'en sont occupés : on a vu seulement chez les Juges de cette époque des privilégiés riches, mais quelque peu bornés. Malepeyre (1), écrivant en 1900 sur la Magistrature en France, a parlé avec dédain de ce « personnel uniquement recruté dans la classe bourgeoise et au hasard des intrigues parlementaires... en général d'une honnêteté courante, mais trop inférieur au point de vue professionnel. »

Un chroniqueur célèbre, Francisque Sarcey (2), racontant ses souvenirs de jeunesse, alors qu'il enseignait au lycée de Chaumont en 1851, parle des magistrats « qui foulent aux pieds... le bon sens, la bonne foi, l'équité » et il ajoute : « tant de preuves que j'ai eues, et des preuves irréfragables de leur outrecuidante sottise, m'ont mis au cœur une haine inextinguible, la seule peut-être que j'ai sentie de ma vie. Cette exécution m'est si bien entrée dans les veines, qu'aujourd'hui même, quand, par hasard, je rencontre un magistrat dans le monde et lui suis présenté, j'ai besoin de faire effort sur moi-même pour apaiser le tumulte de sang qui me siffle aux oreilles. » D'après l'illustre écrivain, cette haine datait de 1851, et venait des entretiens qu'il avait eus à cette

(1) F.-L. MALEPEYRE, *La Magistrature en France*. Paris, 1900, chap. IV, p. 129.

(2) FRANCISQUE SARCEY, *Souvenirs de jeunesse*. Paris, 1885. Le lycée de Chaumont en 1851, p. 204.

époque avec un Juge du Tribunal de Chaumont. Comme aucun changement notable n'avait eu lieu depuis l'époque de Louis-Philippe, ces véhémentes attaques s'adressent à la Magistrature de la Monarchie de Juillet.

Certes, nous avons étudié la part de vérité que contiennent ces critiques ; nous avons eu plusieurs fois à constater, au cours de cet ouvrage, combien l'accès des fonctions judiciaires était rendu facile aux jeunes gens fortunés, aux fils ou aux parents de magistrats déjà arrivés. À ces privilégiés les belles carrières judiciaires étaient réservées, et le seul projet de réforme judiciaire dont on s'occupa activement, le projet sur le noviciat, visait justement à favoriser encore davantage les fils des magistrats en place. Les traitements, toujours fort faibles, malgré les relèvements, écartaient des sièges de justice les hommes de mérite démunis de fortune. Le recrutement trop large quant aux conditions de savoir, trop sévère pour ceux qui étaient démunis d'appuis, amenait à la tête de certaines compagnies judiciaires, des magistrats dont on discutait jusqu'aux connaissances de droit (1).

Un avancement qu'aucune règle ne fixait permettait toutes les élévations, les plus rapides, les plus injustifiées dans le cadre d'une hiérarchie d'ailleurs fort incertaine ; et, si les hauts magistrats ne firent rien pour que l'on remédiât à cet état de choses, c'est qu'ils en bénéficiaient eux et les leurs ! Tandis que, par exemple, les Juges suppléants du Tribunal de la Seine, toujours très jeunes, et toujours très appuyés, arrivaient rapidement aux beaux postes, les Présidents et les Procureurs des Tribunaux attendaient en vain les places qui étaient réservées à ces privilégiés. L'on voyait alors (2), ces Chefs de Tribunaux âgés de 50 ans, demander à être simples Juges suppléants au Tribunal de la Seine pour se mettre au niveau de leurs collègues de 28 ans si avantagés.

Il ne faut pas cependant oublier que des hommes de grande valeur furent élevés par la Monarchie de Juillet aux hauts postes judiciaires et que notamment Troplong (3), d'origine modeste, mais grand juriste fut appelé, grâce à un avancement unique pour l'époque, à la Cour de Cassation, n'étant que Président de Chambre à la Cour royale de Nancy.

Que dire encore de l'intrusion de la politique dans la

(1) Voir *supra*, p. 150, l'incident relatif à Travers de Beauvert, P. P. Orléans.

(2) Cf. *supra*, p. 297. Voir sur tous ces points le Livre III et la Conclusion, p. 343.

(3) Sur Troplong, voir Append. I¹⁰⁹ et *supra*, p. 269.

Magistrature de la Monarchie de Juillet, que facilitait le cumul possible et fréquent des fonctions de magistrat et de législateur ! Les hauts postes judiciaires étaient souvent donnés à des membres de la Chambre des députés ; aussi les magistrats, afin d'obtenir ces sièges utiles pour leur carrière, se jetaient-ils souvent dans les luttes électorales si pénibles parfois pour leur prestige.

Les autres critiques qu'on peut faire à la Magistrature de la Monarchie de Juillet sont, à notre sens, moins graves : sans doute, les magistrats de cette époque n'étaient pas de grands intellectuels ; cependant, quelques-uns consacraient leurs loisirs à des ouvrages de droit, à des études d'histoire locale et le Conseiller Monmerqué (1) a acquis une grande notoriété dans l'histoire littéraire.

On peut également reprocher à cette Magistrature d'avoir été trop guindée dans son cérémonial. Elle savait cependant vivre de la vie de son siècle ; et nous avons constaté plus haut chez elle une certaine pitié pour les classes laborieuses, pitié qui n'excluait pas d'ailleurs une juste sévérité quand la sécurité publique était en jeu. Et là, elle était bien dans son rôle de défense sociale.

Mais trois caractères de la Magistrature de la Monarchie de Juillet sont sans contredit à sa louange : c'est l'amour qu'avaient les magistrats de l'époque pour leur profession qui, aux yeux de certains, était un véritable sacerdoce, le grand souci qu'elle avait de sa dignité et enfin son absolue intégrité.

Ce n'est pas dans les discours de rentrée souvent grandiloquents, que nous essaierons de rechercher ce que pensaient les magistrats de leur profession ; c'est dans un petit opuscule au titre simple de *Lettre sur la Magistrature*, paru en 1838 (2). Dans cet ouvrage, Serel-Desforges, Conseiller à la Cour royale de Rennes, voulut indiquer les qualités qui, à son avis doivent être celles du magistrat digne de ce nom, capable d'assumer tous les devoirs si nombreux et si délicats de sa charge. L'auteur avait fait une partie de sa carrière dans le barreau avant d'être nommé le 26 juin 1834, Conseiller à la Cour royale de Rennes. Il convient de s'arrêter quelque peu sur ce livre qui montre combien celui qui le publia eut l'amour de son métier.

(1) Sur Monmerqué, voir Append. I¹²² et *supra*, p. 284.

(2) *Lettre sur la Magistrature de l'ordre judiciaire*, par un magistrat de cet ordre (Signée F. A. V. SEREL-DESFORGES, septembre 1838). Paris, 1838.

Il faut pour être magistrat (1), y lit-on, une capacité physique et intellectuelle et spécialement, il convient d'avoir l'esprit exact, plein de pénétration et de justesse. Mais, il ne faut pas (2) que le magistrat, en sortant de l'école, ferme ses livres en disant : tout ce que nous devons savoir, nous le savons dès ce moment, car l'éducation du magistrat doit être l'œuvre assidue de sa vie entière. Plus le magistrat s'élèvera dans les degrés de la hiérarchie (3), plus il faudra d'étendue à sa vie intellectuelle, car la mission de réformer la décision du Juge inférieur est grave, et elle suppose en général qu'il y a une plus grande somme de lumières acquises dans le Juge réformateur que dans l'auteur du jugement réformé.

Le magistrat, d'après Serel-Desforges (4), devra avoir de l'amour pour la justice et le bien public ; et il se rappellera que la société compte sur lui et qu'elle lui a confié ses plus chers intérêts, qu'elle ne peut se reposer qu'à condition qu'il veille ; enfin, il aura, et là-dessus Serel-Desforges insiste particulièrement, l'amour de son état (5) : plus pénétré de l'importance de ses fonctions, il sentira mieux la nécessité de les honorer. Même, s'il n'était presque pas payé, le magistrat devrait rester aussi zélé.

Ainsi préparé par ses qualités, ses études, les méditations qu'il aura faites sur l'importance de ses fonctions, que sera le magistrat dans la solennité de l'audience, en présence du public qui l'observe et le juge ? Serel-Desforges l'étudie longuement, à ce moment : à l'instant même (6), où le magistrat va prendre sa place sur le siège de la justice, sa pensée se recueille et les impressions étrangères à l'objet de sa mission s'évanouissent. L'affaire, actuellement plaidée devant lui, captive toute son attention (7). Et ici, l'auteur entrant dans les plus petits détails, indique que pour se défendre des distractions et surtout, pour éviter le sommeil qui est une

(1) SEREL-DESFORGES, *op. cit.*, p. 20.

(2) *Op. cit.*, p. 24.

(3) *Op. cit.*, p. 44.

(4) *Op. cit.*, pp. 64 et 65.

(5) *Op. cit.*, p. 66. Cet amour de leurs fonctions chez les magistrats est tel que certains vont à l'audience quoique malades ; le Conseiller Janod, de la Cour de Paris, vieillard de 75 ans, voulut, quoique souffrant, aller à l'audience de la 1^{re} Chambre et il mourut en siégeant, le 4 mai 1836 (*Monit.* du 5 mai 1836).

(6) *Op. cit.*, p. 71.

(7) *Op. cit.*, p. 72.

mauvaise tentation, le magistrat fera encore appel à son amour pour le bien public et à son zèle pour la justice (1).

A l'audience, d'après Serel-Desforges, le magistrat ne doit pas (2) chercher de diversions dans des occupations ou des entretiens étrangers à l'objet discuté devant lui ; sinon, il risque de contrister les justiciables qui peuvent penser qu'on ne les écoute qu'à regret. L'inculpé, fut-il l'être le plus dégradé (3), doit être écouté avec une longanimité d'autant plus grande qu'il est exposé à plus de préventions. Sa défense ne devra pas rencontrer « non plus aucune de ces embûches, de ces perfidies prétendues juridiques qui, dans l'espérance ou sous le prétexte de démasquer le crime, ont plus d'une fois jeté dans d'affreuses perplexités l'innocence elle-même ».

Après avoir étudié le magistrat dans la salle d'audience, devant le public, Serel-Desforges examine ensuite quels sont les devoirs (4) du magistrat délibérant à la Chambre du conseil : si un certain temps s'est écoulé entre la discussion et la délibération, le magistrat met encore à profit pour celle-ci quelques-unes de ses heures disponibles ; il interroge ses notes, vérifie sur le point en débat, les dispositions de la loi (5), puis il se réunit à ses collègues au Palais ; il ne saurait le faire ailleurs, dans la demeure particulière de l'un d'eux, car les magistrats perdraient le caractère officiel qui, seul, met à leur délibération comme le sceau indispensable de l'autorité publique. Après avoir écouté attentivement et en silence (6) le rapporteur, chacun des membres est appelé à

(1) *Op. cit.*, p. 162. Le sommeil à l'audience était parfois un motif de poursuites disciplinaires. Ce fut une des causes de la censure avec réprimande que prononça, le 19 décembre 1837, la Cour royale d'Angers contre le Juge Delafuye, du Tribunal de Laval. Rapports P. G. Angers, 1^{er} août 1837, 14 août 1837, 8 janvier 1838 à G. d. S. (Arch. BB⁶ 182 60 M³).

(2) *Op. cit.*, p. 163.

(3) *Op. cit.*, p. 77.

(4) *Op. cit.*, p. 82.

(5) Celles-ci étaient parfois très complexes ; il n'y avait pas que les Codes à appliquer, mais les usages et parfois les lois et coutumes antérieures aux Codes : Dans sa *Notice sur Viger*, P. P. de la Cour royale de Montpellier (Montpellier, 1852), Calmètes Président de Chambre, rappelait (p. 17) que cette Cour avait eu à juger des procès remontant au XVIII^e siècle et, par suite, à appliquer le droit romain, les ordonnances royales, le droit intermédiaire, et même les constitutions de Catalogne qui régissaient avant la promulgation des Codes, la province du Roussillon comprise dans le ressort de la Cour de Montpellier.

(6) *Op. cit.*, p. 85.

donner son opinion, en commençant par le degré inférieur. Le magistrat doit exposer son sentiment, sans fougue ni véhémence (1), car la dispute est indigne de lui ; mais, il doit se montrer ferme dans son opinion, lorsqu'il la croit juste, et il est prompt à y renoncer, lorsqu'il lui est démontré que l'opinion contraire est réellement préférable. Sa raison (2) s'est prémunie à l'avance contre les séductions de l'orateur qui lui a présenté les arguments et il s'est, à juste titre, défié de ses premières impressions. Le magistrat devra également éviter de tirer argument des faits qui sont venus à sa connaissance personnelle et qui, par suite, n'ont pas été soumis à un examen contradictoire (3).

Dans l'application de la loi, le magistrat, d'après Serel-Desforges, se souviendra (4) que ni la loi, ni le fait ne sont des matières malléables : si le Juge feint de croire excusable ce que la loi a déclaré punissable, il prévarique mentalement ; à l'inverse, si la faute reprochée est en dehors de la loi répressive, le magistrat prévariquerait encore, en torturant la loi pénale pour l'adapter à cet acte qu'il veut atteindre, et, quoiqu'à regret il absoudra.

Nous nous sommes longuement étendu sur ce petit opuscule du Conseiller Serel-Desforges parce que ce livre, qui aurait pu s'intituler le bréviaire du parfait magistrat, nous a paru dépeindre le magistrat idéal tel qu'on le concevait à cette époque. En nous décrivant ainsi quelle doit être la vie professionnelle du magistrat, tant à l'audience qu'à la Chambre du Conseil, il nous montre à quel degré, les Juges de cette époque avaient conscience de leurs devoirs, et combien ils aimaient leur profession dont ils voulaient remplir avec scrupule toutes les obligations.

Un autre caractère de la Magistrature de la Monarchie de Juillet est le grand souci qu'elle avait de sa dignité. Devant la Cour royale d'Angers, comparaisait disciplinairement, le 13 décembre 1837 (5), un Juge du Tribunal de Laval, Delafuye. L'Avocat Général lui reprochait (6) d'avoir été vu à Château-Gontier comme à Laval, conduisant une charrette chargée tantôt de bois, tantôt de fumier. On l'avait même remarqué, nettoyant dans une rue sa voiture, en trempant

(1) *Op. cit.*, pp. 86 et 87.

(2) *Op. cit.*, p. 89.

(3) *Op. cit.*, p. 90.

(4) *Op. cit.*, pp. 97 et 99.

(5) Arch. BB⁶ 182 60 M^s. Rapports P. G. Angers à G. d. S., 1^{er} août 1837, 14 août 1837, 8 janvier 1838.

(6) Voir au sujet de son sommeil à l'audience, *supra*, p. 435, note 1.

à cet effet un balai dans le ruisseau. Enfin, Delafuye avait conduit plusieurs fois des bestiaux dans des villes voisines, et on l'avait vu s'efforcer, avec un domestique, de ramener une vache qui refusait de marcher. En ce faisant, il avait manqué à la dignité du magistrat. Aussi fut-il, le 19 décembre 1837, censuré avec réprimande par la Cour royale d'Angers.

Ainsi donc, les magistrats doivent être au-dessus des besoins matérielles, et s'y livrer en public, tout au moins, les dégradait. Un magistrat, pensait-on à cette époque, doit vivre d'ailleurs à l'abri des regards de la foule ; il paraissait déplacé qu'un Conseiller à la Cour aille prendre ses repas dans le chef-lieu d'une Cour royale, à une table d'hôte (1). Enfin, il convient d'avoir une tenue extérieure décente, très correcte, qui inspire le respect. Un vieux Président du Tribunal de Castellane, Hamelin (2), qui, selon la phrase du Procureur Général d'Aix « avait conservé toute la simplicité des mœurs patriarcales » de nos Alpes, était négligé dans sa tenue. On se plaint à la Chancellerie, en exagérant sans doute les faits, que des mendiants le rencontrant sur la voie publique l'aient pris pour un des leurs et lui aient demandé si les aumônes étaient abondantes. On exigea sa mise à la retraite.

On poussait très loin le souci de la dignité des magistrats. Le Procureur Général de Lyon hésite à proposer comme Conseiller le Procureur du Roi de Saint-Etienne (3), parce qu'il est enfant naturel ; mais eu égard à ses qualités personnelles, il passe outre à cette considération : on redoute que de telles nominations donnent libre carrière à la malignité publique et que, derrière l'homme que l'on critique, la fonction ne soit atteinte.

Non seulement les magistrats devaient, en toutes circonstances, ne pas oublier la dignité du magistrat, mais ils devaient se montrer absolument intègres. On exige d'eux les plus grands scrupules et on fait grief (4) à un Procureur du Roi, Hamelin, de Toulon, d'avoir demandé l'aide d'arabes détenus à la maison d'arrêt, pour transporter ses meubles personnels.

(1) Lettre P. G. Angers à G. d. S., 15 mars 1838, à propos du Conseiller Danquetil (Arch. BB¹⁸ 1228 6208).

(2) Lettre G. d. S. à P. G. Aix, 3 janvier 1844 et P. G. Aix à G. d. S., 22 janvier 1844 (Arch. BB⁶ 267 4 M³).

(3) Lettre P. G. Lyon à G. d. S., 11 nov. 1835 (Arch. BB⁶ 218 17 A).

(4) Arch. BB⁶ 281 18 A.

Ainsi l'intégrité (1), comme la grande dignité, continuait à être l'apanage de la Magistrature sous Louis-Philippe. Le premier Magistrat de France, le comte Portalis, Premier Président de la Cour de Cassation, pouvait, dans son rapport à la Chambre des Pairs, sur le projet de loi concernant les Juges suppléants, leur rendre ce juste hommage (2) : « Dans quelle école, les candidats de la Magistrature pourraient-ils mieux se former à l'intégrité, à l'indépendance, à la dignité qu'au sein de la Magistrature elle-même ! Ces vertus ont été de tous temps le noble apanage de la Magistrature française. Jamais, elles n'ont dégénéré. De nos jours, les révolutions, et avec elles, les réactions politiques se sont succédées. Les partis, tour à tour accusateurs et accusés, dans leurs plus grandes violences, lors même qu'ils cherchaient à s'emparer de toutes les positions, ont attaqué la capacité quelquefois, rarement les mœurs, toujours les opinions, jamais l'intégrité des Juges. L'honneur et l'intégrité sont traditionnels dans nos Tribunaux ; ils se transmettent avec les exemples par une sorte d'enseignement mutuel. »

Ce sont là de belles et importantes paroles, surtout quand elles émanent du Chef de la première juridiction de France. Le 4 avril 1838 (3), le Garde des Sceaux, Barthe, avait également tenu à dire à la tribune de la Chambre des Pairs ce qu'il pensait de la Magistrature qu'il dirigeait : « Quoiqu'en France, déclarait-il, la Magistrature soit très nombreuse, elle est cependant très intègre ; elle est nombreuse, mal rétribuée ; mais elle a une très grande intégrité ; elle a conservé la pureté de ses mœurs. »

Ce n'étaient pas là, je pense, éloges de pure forme, que se croyaient obligés de décerner un Premier Président de la Cour de Cassation et un Garde des Sceaux. Ces déclarations correspondaient à ce que l'opinion publique pensait réellement de la Magistrature. Un fait le démontre : en 1836 (4), un

(1) Le crime de corruption dont fut convaincu le Président de Chambre Teste, de la Cour de Cassation, n'avait pas trait à ses fonctions de magistrat, mais à son rôle comme Ministre des Travaux Publics. Voir *supra*, pp. 219 et 265.

(2) *Le Droit* du 10 juillet 1840. Sur le comte Portalis, voir Append. I^{er} et *supra*, p. 239.

(3) Séance de la Chambre des Pairs du 4 avril 1838 (*Monit.*, 5 avril 1838).

(4) Séance de la Chambre des députés du 20 mai 1836 (*Monit.*, 21 mai 1836). DE LA GORCE, *Louis-Philippe*. Paris, 1931, livre VII, chap. VI, p. 378, rend également hommage à l'intégrité de la Magistrature de la Monarchie de Juillet.

député, Boudousquié, voulant obtenir une élévation de traitement pour certains magistrats, fit allusion à la tribune, assez maladroitement du reste, aux dangers possibles d'une trop faible rémunération de ces hommes qui disposent de l'honneur de tous. Et il alla jusqu'à exprimer ses craintes de voir les magistrats qui n'ont aucune fortune, avoir de la peine à échapper aux soupçons de vénalité et de corruption. Il fut interrompu par les murmures de la Chambre. Les représentants du Pays ne toléraient pas qu'on abordât un tel sujet (1).

(1) Voir *supra*, p. 131.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Documents d'Archives. Inédits*

Les dossiers personnels des Magistrats qui sont aux Archives Nationales (Cote BR⁶ II) ne renferment souvent que des pièces en nombre assez réduit et offrent peu de renseignements. La série BB¹⁸ des Archives Nationales, qui provient de la Direction des Affaires civiles du Ministère de la Justice, contient peu de documents utiles, sauf en ce qui concerne la désorganisation de la Justice au début de la Monarchie de Juillet. La série BB¹⁸, tirée de la Direction des Affaires criminelles, comprend quelques documents intéressants sur les magistrats quand ils sont l'objet d'attaques et sur leur rôle dans les affaires criminelles et correctionnelles. La série BB⁶ contient les dossiers de mouvement : quand une nomination intervenait, un dossier spécial était ouvert, et on y plaçait tous les documents intéressant les candidats. Ces dossiers étaient ensuite rangés par Cours ou par Tribunaux, et par années. C'est pour les questions que nous avons étudiées la source la plus importante. Cependant, eux aussi, spécialement pour les hauts magistrats, sont parfois soigneusement expurgés et singulièrement discrets.

Un Conseiller honoraire de la Cour de Paris, M. Rouyer, a reconstitué avec grand soin la carrière judiciaire des magistrats de la Cour de Paris, du Tribunal de la Seine et de ceux du ressort de la Cour de Paris. Il a bien voulu nous communiquer ses travaux inédits, ce dont nous lui sommes particulièrement reconnaissants.

II. — *Imprimés*

Les sources où nous avons dû puiser sont assez médiocres : de nombreuses vies de magistrats se sont écoulées sans bruit, et rien de leur calme existence ne mérite d'être cité. Cependant, pour beaucoup, quelque chose est resté : les quelques paroles d'éloges qui, selon la coutume, ont été prononcées, lors des audiences solennelles de rentrée qui ont suivi leur décès ou leur retraite et qui sont insérées soit au *Moniteur*, soit au *Journal Officiel*. Sous l'accumulation des louanges rituelles, on a quelque mal, souvent, à discerner la vérité. Cependant, il serait exagéré de rejeter cette source d'information, car les renseignements qui y sont donnés sont presque authentifiés par le fait qu'ils se rattachent à des événements récents, et qu'ils sont

fournis devant les collègues mêmes de celui qui a quitté la Compagnie judiciaire. Enfin, nous avons relevé dans le *Moniteur* tous les mouvements judiciaires, ce qui nous a permis d'étudier spécialement au Livre III le personnel des juridictions, et les débats parlementaires sur les questions judiciaires que nous avons utilisés surtout au Livre II.

Les comptes rendus relatifs à la vie judiciaire sont donnés par des journaux spécialisés. Il existe d'abord des recueils d'arrêts et de jugements qui les étudient du point de vue juridique tel le *Dalloz* ; il y a surtout des journaux quotidiens comme la *Gazette des Tribunaux* et *Le Droit* qui, s'ils publient également des jugements et arrêts, donnent aussi une série de renseignements intéressants sur la vie du Palais. Nous avons eu à les confronter avec les documents d'Archives, ce qui nous a permis de contrôler l'exactitude de leurs comptes rendus. Dans *Le Droit*, qui paraît depuis le 1^{er} novembre 1835, écrit un futur Procureur de la République de Paris de 1848, Pinard (1), alors avocat, dont nous retrouvons plus bas les ouvrages fort intéressants pour notre sujet.

Ayant à étudier le personnel des Cours et Tribunaux, nous avons dû reconstituer les carrières des Magistrats. Nous avons utilisé les *Notices sur le Personnel du Tribunal et de la Cour de Cassation* établies en 1879, avec un grand soin, par le Procureur Général Renouard. C'est un ouvrage fort utile qui, malheureusement, ne vaut que pour les magistrats ayant accédé à la Cour de Cassation. Il y a encore pour la Cour de Rennes un ouvrage analogue de Maulion édité en 1904. Les annuaires sont très rares ; ils n'apparaissent qu'à la fin de la Monarchie de Juillet (1844, 1845, 1846, 1847) et ils donnent seulement la nomenclature des magistrats par Cours ou Tribunaux ; ils ne détaillent pas les carrières.

Il existe des mémoires de magistrats et d'avocats. Parmi les plus intéressants il faut citer les mémoires du Procureur Général Dupin, de la Cour de Cassation, plus politiques que judiciaires, celles du Président Boyer, Président de Chambre à la Cour de Cassation et celles de Gaillard, Conseiller à la Cour de Cassation, dont le Baron Despatys a tiré son ouvrage : *Magistrats et criminels*. Les mémoires des avocats donnent également des renseignements utiles : c'est Jules Bonnet, fils d'un Conseiller à la Cour de Cassation, qui publie en 1864 *Mes Souvenirs du Barreau*. Ce sont les ouvrages d'Oscar Pinard sur *l'Histoire à l'audience de 1840 à 1848* et sur *Le Barreau au XIX^e siècle*, puis les livres de Rousse et de Jules Fabre.

Enfin, depuis quelques années, des magistrats et des avocats érudits, MM. Bouehardon, Sadoul, Henri Robert, Jacomet se sont consacrés à l'étude des anciens procès judiciaires où nous avons puisé de nombreux renseignements.

Nous allons retrouver tous ces ouvrages dans l'énumération qui suit. Nous n'y avons inscrit que les principaux volumes utilisés. Pour les ouvrages que nous n'avons cités qu'une fois et pour ceux qui sont d'un usage courant, nous avons fourni les indications bibliographiques en note, au cours de notre étude.

(1) Voir *supra*, p. 174, note 2 et Append. I^{es}.

A. *Mémoires, souvenirs, correspondances, œuvres diverses*
de Magistrats de la Monarchie de Juillet

DE BASTARD D'ESTANG, ancien Procureur Général près la Cour royale de Riom, Conseiller à la Cour impériale de Paris. *Les Parlements de France*. Essai historique sur leurs usages, leur organisation, leur autorité. Paris, 1857, 2 vol. in-8°, t. I, XIX-640 p. ; t. II, 712 p. Bib. Nat. Lf²⁵ 4.

DU BODAN, ancien Procureur Général à Alger et à Rennes, Conseiller à la Cour de Cassation, Président du Conseil Général du Morbihan. *Discours prononcés de 1838 à 1858 précédés d'une Lettre à ses fils*. Corbeil, 1868, in-8°, XLIV-346 p. Bib. Nat. 8° Lf¹¹² 781.

J. BORÉLY, DUPIN, LORD H. BROUGHAM et l'Amiral CH. BAUDIN, *Correspondance échangée au sujet de l'immixtion des magistrats dans les campagnes électorales*. Aix. 1866, in-4°, 32 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 22563.

Président BOYER, *Souvenirs et causeries* (Signé Président B.). Paris, 1844, in-8°, VII-259 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 2905.

CHARDON, Président du Tribunal d'Auxerre, *Histoire de la ville d'Auxerre jusqu'aux Etats Généraux de 1789*. Auxerre, 1834, 2 vol. in-8°, t. I, IXXIV-406 p. ; t. II, 1J-627 p. Bib. Nat. LK⁷ 600.

CLERC ED., *Essai sur l'histoire de Franche-Comté*. Besançon, 1840-1846, 2 vol. in-8°, t. I, XVII-494 p. ; t. II, VII-544 p. Bib. Nat. LK² 762.

CLERC ED., *La Franche-Comté à l'époque romaine représentée par ses ruines*. Besançon, 1847, in-8°, 167 p. Bib. Nat. Lj³ 52.

COLLARD C.-P., Membre du Conseil Général des Vosges et de la Légion d'honneur, *Des besoins actuels de l'enseignement élémentaire ou considérations sur les bibliothèques cantonales, les concours appliqués à l'instruction primaire et les inspecteurs spéciaux des écoles*. Paris, 1836, in-8°, 44 p. Bib. Nat. Rp 9659.

DELAPALME, *Bibliothèque d'enseignement élémentaire à l'usage des instituteurs primaires et des pères de famille*. Paris, 1829-1830, 25 vol. in-12°. 1^{er} vol., 123 p. Bib. Nat. Z 42795-42819.

DELAPALME, *Bibliothèque de l'instituteur et des écoles primaires*. Paris, 1834, 19 vol. in-18°. 1^{er} vol., 123 p. Bib. Nat. R 33260-33278.

DELAPALME, *Premier livre de l'adolescence ou exercices de lecture et de leçons de morale à l'usage des écoles primaires*. Paris, 1843, in-18°, 144 p. 38 réimpressions jusqu'en 1908. Bib. Nat. R 33280.

DEMETZ, Conseiller à la Cour royale de Paris, *Projet d'établissement d'une maison de refuge pour les prévenus acquittés à leur sortie de prison*. Paris, 1836, in-8°, 20 p. Bib. Nat. Rp 8071.

DEMETZ, Conseiller à la Cour royale de Paris, *Lettre sur le système pénitentiaire à MM. les Membres du Conseil Général du département de la Seine*. Paris, 1838, in-8°, 44 p. Bib. Nat. R 33386.

DUPIN, Procureur Général près la Cour de Cassation, *Réquisitoires, plaidoyers et discours de rentrée*. Paris, t. I à III, 1836 ; t. IV à VI, 1842 ; t. VII à VIII, 1848 ; t. IX, 1849 ; in-8°, t. I, XVI-508 p. ; t. II, 526 p. ; t. III, VIII-515 p. ; t. IV, XVI-537 p. ; t. V, 537 p. ; t. VI, 567 p. ; t. VII, XV-540 p. ; t. VIII, 555 p. ; t. IX, 534 p. Bib. Nat. F 34256 à F 34264.

DUPIN, *Mémoires*. Paris, t. I, 1855 ; t. II, 1856 ; t. III, 1860 ; t. IV, 1861 ; in-8°, t. I, 580 p. ; t. II, XII-562 p. ; t. III, 579 p. ; t. IV, 684 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 6757.

FÉLIX FAURE, *Lettres de M. le Premier Président Félix Faure sur les troubles de Grenoble en 1832*, publiées et annotées par LOUIS TESTE. Auxerre, 1898, in-8°, 19 p. Bib. Nat. 8° Lb⁵¹ 5207.

GAILLARD CAMILLE, *Magistrats et criminels* (1795-1804), d'après les Mémoires de Gaillard, ancien Président de la Cour de Justice criminelle de Seine-et-Marne, Conseiller à la Cour impériale de Paris, Conseiller en Cassation par le BARON DESPATYS. Paris, 1913, in-8°, III-427 p. Bib. Nat. 8° La³² 828.

GILARDIN, *Etude philosophique sur le droit de punir*. Lyon, 1841, in-8°, 94 p. Bib. Nat. F 35603.

GILARDIN, *Du surnaturel et du mysticisme* ; discours prononcé en séance publique de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon. Lyon, 1861, gr. in-8°, 38 p. Bib. Nat. R. 7540.

GILLET, Substitut du Procureur du Roi à Nancy, *Analyse chronologique des circulaires, instructions et décisions émanées du Ministère de la Justice depuis le 12 janvier 1792 jusqu'au 1^{er} janvier 1840*. Paris, 1840, in-8°, VII-452 p. Bib. Nat. F 35608.

2^e édition (*Circulaires* du 12 janvier 1791 au 6 octobre 1859). Paris, 1859, in-8°, IV-895 p. Bib. Nat. F 35609.

MALLARD, Substitut du Procureur du Roi Le Blanc, *Etude sur le paupérisme et sur les moyens d'arriver à l'extinction de la mendicité*. Saint-Amand-Mont-Rond, 1846, in-8°, 51 p. Bib. Nat. 8° R 13650.

MANIEZ, Conseiller auditeur de la Cour de Douai, *Réflexions sur l'utilité et les inconvénients que présente la réorganisation d'un Corps d'auditeurs près les Tribunaux de première instance*. Douai, 1841, in-8°, 23 p. Bib. Nat. Lf¹³⁴ 18.

MASSABIAU, Procureur du Roi à Quimperlé, *Manuel du Procureur du Roi et du Substitut ou résumé des fonctions du Ministère public près les Tribunaux de première instance*. Paris, 1837, 4 vol. in-8°, t. I, IX-524 p. ; t. II, 581 p. ; t. III, 524 p. Bib. Nat. F 39679 à 39682.

MASSABIAU, Président à la Cour de Rennes, *Manuel du Ministère public près les Cours d'Appel, les Cours d'Assises et les Tribunaux civils, correctionnels et de police*. Paris, 1856, 3 vol. in-8°, t. I, XII-728 p. ; t. II, 637 p. ; t. III, 787 p. Bib. Nat. F 39683 à 39685.

MICHAUX CLOVIS, *Le retour de l'Empereur*. Fontainebleau, 1841, in-8°, 19 p. Bib. Nat. Ye 47580.

MONMERQUÉ, Conseiller à la Cour royale de Paris, *Mémoires de M. de Coulanges*. Paris, 1820, in-12°, XI-624 p. Bib. Nat. 8° Lb⁵⁷ 144.

PLOUGOULM, *Evénements de Toulouse. Explications de M. Plougoulm*. Paris, 1841, in-8°, Pièce, 37 p. Bib. Nat. Lb⁵¹ 3485.

PLOUGOULM, *De la vieillesse et de l'amitié*. Traités de Cicéron traduits par M. Plougoulm, ancien Procureur Général près les Cours royales d'Amiens et de Toulouse. Paris, 1841, in-12°, 207 p. Bib. Nat. R 31500.

SEREL-DESFORGES, *Lettre sur la Magistrature de l'ordre judiciaire*, signée F. A. V. Paris, 1838, 188 p. Bib. Nat. Lf¹¹⁰ 13.

SORBIER, Premier Président de la Cour impériale d'Agen, *Dix ans de Magistrature en Corse*. Agen, 1863, in-8°, v-210 p. Bib. Nat. Lf¹¹³ 81.

TARBÉ, Avocat Général à la Cour de Cassation, *Cour de Cassation, Lois et règlements à l'usage de la Cour de Cassation*. Paris, 1840, in-8°, VIII-504 p. Bib. Nat. F 23092.

Etat précaire de la Magistrature en France. Remèdes qu'il convient d'y apporter (ouvrage anonyme dont l'auteur paraît être un magistrat. Cf. *supra*, p. 123). Paris, 1839, in-8°, 47 p. Bib. Nat. Lf¹¹⁰ 15.

Lettre d'un Juge suppléant du Tribunal de Paris à un jeune avocat, ou réflexions sur l'avancement dans l'ordre judiciaire. Paris, 1840, in-8°, 15 p. Bib. Nat. Lf¹¹⁴ 8.

B. Mémoires et Souvenirs d'Avocats

BONNET JULES, *Mes Souvenirs du Barreau depuis 1804*. Paris, 1864, in-8°, VI-439 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 2377.

CHAIX D'EST ANGE, *Discours et plaidoyers* publiés par Edmond Rousse. Paris, 1862, in-8°, t. I, L-541 p. Bib. Nat. F 31214.

FABRE JULES, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, *Histoire du Barreau de Paris (1810-1870)*. Paris, 1895, in-8°, XII-483 p. Bib. Nat. 8° Lf¹²⁵ 165.

LIMET CHARLES, *Un vétéran du Barreau parisien*. Quatre-vingts ans de souvenirs (1827-1907). Paris, 1908, in-8°, VIII-447 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 54026.

PINARD, Avocat à la Cour de Paris, *L'histoire à l'audience (1840-1848)*. Paris, 1848, in-8°, 492 p. Bib. Nat. 8° Lb⁵¹ 4522.

PINARD, Conseiller à la Cour impériale de Paris, *Le Barreau au XIX^e siècle*. Paris, t. I, 1864 ; t. II, 1865 ; in-8°, t. I, 480 p. ; t. II, 462 p. Bib. Nat. 8° Ln⁷ 15.

ROUSSE, *Discours, plaidoyers*. Paris, 1884, in-8°, t. I, 640 p. Bib. Nat. 8° Z 2574.

DE VALLÉE, *Conclusions et réquisitoires*. Paris, 1883, in-8°, 480 p. Bib. Nat. 8° F 2764.

C. Ouvrages spéciaux sur la Magistrature, sur les questions judiciaires ainsi que sur les procès

BÉRARD DES GLAJEUX, Président de Chambre à la Cour d'Appel de Paris, *Souvenirs d'un Président d'Assises*. Paris, 1893, in-18°, t. I, IV-296 p. Bib. Nat. Lf¹¹³ 28.

BONNETON JOSEPH, *Considérations historiques sur l'inamovibilité de la Magistrature en France*. Paris, 1878, in-18°, 114 p. Bib. Nat. Lf¹¹⁰ 63.

BOUCHARDON PIERRE, *Le Crime de Vouziers*. Paris, 1923, in-16°, 259 p. Bib. Nat. 8° F 34483.

BOUCHARDON PIERRE, *La Tuerie du Pont d'Audert*. Paris, 1924, in-16°, 244 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 61633.

BOUCHARDON PIERRE. *Le Magistrat*. Paris, 1926, in-16°, 127 p. Bib. Nat. 8° R 32580.

BOUCHARDON PIERRE. *Les Procès Burlesques*. Paris, 1928, in-16°, 329 p. Bib. Nat. 8° F 32221.

DEHESDIN. *Étude sur le recrutement et l'avancement des Magistrats*. Paris, 1908, in-8°, XXXI-520 p. Bib. Nat. 8° F 19770.

DESMAGE. *La Magistrature française. Les Premiers Présidents de la Cour de Paris (1802-1889)*. Paris, 1889, in-18°, 400 p. Bib. Nat. 8° Lf¹⁰⁶ 78.

HAMPELET. *La Galère. Etude critique de législation et de jurisprudence*. Paris, 1903, in-8°, 502 p. Bib. Nat. F 15256.

HENRI ROBERT. *Les Grands Procès de l'histoire*. Paris, 1924, 3^e série, in-8°, 255 p. Bib. Nat., 8° F 29706.

HIVER, ancien magistrat, avocat à Orléans, *Histoire critique des Institutions judiciaires de la France de 1789 à 1848*. Paris, 1848, in-8°. XVI-640 p. Bib. Nat. 8° Lf¹⁰⁰ 1.

JACOMET PIERRE. *Le Palais sous la Restauration*. Paris, 1922, in-16°, IV-287 p. Bib. Nat. 8° LK¹ 40982.

JACOMET PIERRE. *Le Palais sous la Monarchie de Juillet*. Paris, 1927, in-16°, VII-291 p. Bib. Nat. 8° LK¹ 41887.

JACOMET PIERRE. *Les Dramas judiciaires du XIX^e s.* Paris, 1929, in-8°. 235 p. Bib. Nat. 8° F 32307.

MALEPEYRE F.-L., *La Magistrature en France et Projet de Réforme*. Paris, 1900, in-12°, 276 p. Bib. Nat. 8° Lf¹⁰⁰ 98.

MARTIN SARZEAUD, Juge d'Instruction au Tribunal de la Seine, *Études historiques sur l'inamovibilité de la Magistrature*. Paris, 1881, in-8°, XII-503 p. Bib. Nat. 8° Lf¹¹⁰ 80.

MULLON. *Le Tribunal d'Appel de Rennes et la Cour de Rennes*. Rennes, 1904, in-8°, VIII-147 p. Bib. Nat. 8° Lf¹¹³ 1678.

NIEFFÉ LÉOPOLD, ancien Conseiller à la Cour d'Appel de Lyon, *La Magistrature lyonnaise (1771 à 1883)*. Paris, 1885, gr. in-8°, v-246 p. Bib. Nat. 4° Ln² 282.

PICOT. *Réformes et projets judiciaires*. Paris, 1877, in-8°, 45 p. Bib. Nat. 8° Lf¹⁰⁰ 118.

SADOUN LOUIS. *L'Assassinat de la Présidente*. Paris, 1928, in-16°, x 283 p. Bib. Nat. 8° Ln²¹ 62924.

WEIL GEORGES-DENIS, Juge au Tribunal de la Seine, *La Magistrature inamovible et la Révolution de 1830*. Paris, 1889, in-8°, 44 p. Bib. Nat. Lf¹¹⁹ 101.

WEIL GEORGES-DENIS, Juge au Tribunal de la Seine, *Le droit d'association et le droit de réunion devant les Chambres et les Tribunaux*. Paris, 1893, in-12°, 340 p. Bib. Nat. Lb⁵¹ 11228.

Annuaire de l'ordre judiciaire de France, publié par un employé au Ministère de la Justice. Paris, 1844, 1^{re} année, in-18°, VIII-632 p. Bib. Nat. 8° Le³⁵ 133.

Annuaire de l'ordre judiciaire de France, contenant la nomenclature complète du personnel des Cours, Tribunaux de première instance,

par T. B., avocat, rédacteur au Ministère de la Justice (1844-1845). Paris, 1845, in-18°, 634 p. Bib. Nat. 8° Lc²⁵ 133.

Annuaire de l'ordre judiciaire de France, publié avec l'autorisation de M. le Garde des Sceaux par un avocat au Ministère de la Justice (1845-1846). Paris, 1846, in-18°, xviii-746 p. Bib. Nat. 8° Lc²⁵ 133.

Annuaire de l'ordre judiciaire de France, publié par un avocat attaché au Ministère de la Justice (1846-1847). Paris, 1846, in-18°, xii-746 p. Bib. Nat. 8° Lc²⁵ 133.

Le Tribunal et la Cour de Cassation. Notices sur le personnel (1791-1879) recueillies et publiées avec l'autorisation de M. le Garde des Sceaux par les soins du Parquet de la Cour. Paris, 1879, in-8°, lxxxvi-553 p. Bib. Nat. 4° Lf¹¹¹ 76.

D. Ouvrages spéciaux sur d'autres sujets, incidemment utiles

BOSCHERON DES PORTES, Président honoraire de la Cour d'Appel de Bordeaux, *Histoire du Parlement de Bordeaux, depuis sa création jusqu'à sa suppression*. Bordeaux, 1877, in-8°, t. II, 494 p. Bib. Nat. Lf²⁵ 199.

CARRÉ HENRI, *La fin des Parlements*. Paris, 1912, in-8°, xxi-382 p. Bib. Nat. 8° Lb³⁹ 11996.

CHAUVOT HENRI, avocat, *Le Barreau de Bordeaux de 1775 à 1815*. Paris, 1856, in-8°, 632 p. Bib. Nat. Lf⁴⁹ 27.

COLLARD C.-P., ex-Substitut à la Cour royale de Nancy, *Un mot sur le régicide et spécialement sur l'attentat et le procès de Darmès*. Paris, 1841, in-8°, 29 p. Bib. Nat. Lb^a 3467.

DE LA CUISINE, Président à la Cour impériale de Dijon, *Le Parlement de Bourgogne depuis son origine jusqu'à sa chute*. Paris, 1864, 3 vol. in-8°, t. I, cxxxiv-303 p. ; t. II, 458 p. ; t. III, 441 p. Bib. Nat. 8° Lf⁷⁵ 77 A.

DRIOUX, *Les coalitions d'ouvriers et de patrons de 1789 à nos jours*. Paris, 1884, in-8°, iii-402 p. Bib. Nat. 8° Ee 1042.

Comte DE FALLOUX, *Mémoires d'un royaliste*. Paris, 1925, in-16°, t. I, 361 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 37599.

FESTY O., *Le Mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet* (1830-1834). Paris, 1908, in-8°, 360 p. Bib. Nat. 8° G 8202.

GOSSEZ, *Le Département du Nord sous la deuxième République*. Lille, 1904, in-4°, 448 p. Bib. Nat. 4° LK⁴ 3325.

LANTOINE ALBERT, *Histoire de la Franc-Maçonnerie française*. La Franc-Maçonnerie dans l'Etat. Paris, 1935, in-4°, 458 p. Bib. Nat. 4° L³⁰ 86 A.

MARION MARCEL, *Histoire Financière de la France depuis 1715*, t. V (1819-1875). Paris, 1928, in-8°, x-603 p. Bib. Nat. 8° Lf¹⁵⁴ 49.

PERREUX GABRIEL, *Aux temps des Sociétés secrètes*. La propagande républicaine au début de la Monarchie de Juillet. Paris, 1931, in-8°, 398 p. Bib. Nat. 8° L^{51b} 5285.

Prince DE JOINVILLE, *Vieux Souvenirs*. Paris, 1894, in-18°, 454 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 42377.

RENAULT CHARLES, *Histoire des Grèves*. Paris, 1887, in-18°, v-288 p. Bib. Nat. 8° R 11817.

SARCEY FRANCISQUE, *Souvenirs de Jeunesse*. Paris, 1885, in-18°. 341 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 35548.

SELIGMANN EDMOND, *La Justice en France pendant la Révolution*. Paris, 1913, in-8°, t. II, iv-655 p. Bib. Nat. 8° Lf¹⁰⁸ 93.

SERS (baron), *Mémoires* publiés par le baron Sers et Raymond Guyot. Paris, 1906, in-8°, xv-337 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 53452.

SIBOUTIE (docteur POUIMIÈS DE LA), *Souvenirs d'un médecin de Paris*. Paris, 1910, in-8°, ix-385 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 54432.

*E. Principales monographies sur les magistrats de la
Monarchie de Juillet*

BONNE L.-CH., *Notice sur M. Gillon Jean-Landry*, député de la Meuse, Conseiller à la Cour de Cassation. Bar-le-Duc, 1856, in-8°, 39 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 8715.

CALMÈTES, Président de Chambre à la Cour d'Appel de Montpellier, *M. Viger*, Premier Président de la Cour d'Appel de Montpellier. Montpellier, 1852, in-8°, 34 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 20422.

DOUBLET DE BOISTHIBAUT, *Chauveau-Lagarde*. Chartres, 1841, in-8°, 8 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 4139.

FABRE PAUL, Avocat Général à la Cour de Cassation, *Le Président Nicias Gaillard*. Paris, 1865, in-8°, 38 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 2147.

KAEMPFFEN, Avocat à la Cour impériale de Paris, *Notice biographique sur le comte Colonna d'Istria*, Premier Président de la Cour impériale de Bastia. Paris, 1860, in-8°, 31 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 4629.

LABOURASSE, *M. Félix Gillon*, ancien Président du Tribunal de Bar-le-Duc. Nancy, 1898, in-8°, 168 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 46425.

MARTIN LOUIS-AIMÉ, *Quelques esquisses de la vie judiciaire de M. Chauveau-Lagarde*. Paris, 1841, in-8°, 16 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 4138.

MIGNET, *Notice historique sur la vie et les travaux de M. le comte Portalis*. Paris, 1860, in-4°, 42 p. Bib. Nat. 4° Ln²⁷ 16531.

PAILLART, ancien Procureur Général, Premier Président honoraire de la Cour impériale de Nancy, *Eloge de M. Fabvier*. Conseiller à la Cour de Cassation, prononcé à l'Académie de Stanislas de Nancy, le 26 mai 1859. Nancy, 1859, in-8°, 48 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 7337.

PAILLART, ancien Procureur Général, Premier Président honoraire de la Cour impériale de Nancy, *Eloge de M. le baron Zangiacomi*, Pair de France, Président de Chambre à la Cour de Cassation, prononcé à l'Académie de Stanislas de Nancy, le 5 mai 1854. Nancy, 1854, in-8°, 32 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 20987.

PAILLART, Premier Président honoraire de la Cour impériale de Nancy, *Eloge de M. F.-L. Bresson*, Conseiller à la Cour de Cassation. Discours de réception à l'Académie de Stanislas. Nancy, 1853, in-8°, 35 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 2973.

REVERCHON EMILE, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, *Notice sur M. Martin du Nord*. Paris, 1849, in-8°, viii-171 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 13664.

SÉE ADRIEN, *Notice sur le Président Jannyot*. Chartres, 1909, in-16°, 55 p. Bib. Nat. 8° Ln²⁷ 54243.

TARGÉ ALLAIN, *Notice sur M. Desmazières*, Sénateur, Premier Président honoraire de la Cour impériale d'Angers. Angers, 1855, in-12°, 68 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 5964.

VAISSE EMILE, avocat stagiaire près la Cour impériale de Toulouse, *Eloge de M. Romiguières*, ancien avocat, ancien Procureur Général, Pair de France, prononcé le 19 février 1853, à la rentrée solennelle de la conférence des avocats. Toulouse, 1853, in-8°, 46 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 17827.

DE VATIMESNIL, *Notice sur M. de Broé*, Conseiller à la Cour de Cassation. Paris, 1840, in-8° 16 p. Bib. Nat. Ln²⁷ 3064.

APPENDICES

APPENDICE I

Biographies de Magistrats

En l'absence d'annuaires détaillant le *curriculum vitae* des magistrats, nous avons utilisé, notamment pour les magistrats ayant appartenu à un moment quelconque de leur carrière, à la Cour de Cassation, les *Notices sur le personnel du Tribunal et de la Cour de Cassation* (Paris, 1879) et pour ceux ayant fait partie de la Cour de Paris, du Tribunal de la Seine ou du ressort de la Cour de Paris, les renseignements tirés des travaux personnels inédits de M. le Conseiller honoraire de la Cour de Paris Rouyer, que ce haut magistrat a bien voulu nous communiquer. Pour les autres, nous avons utilisé les documents d'Archives, le *Moniteur*, et, à leur défaut, les dictionnaires de biographies. Nous suivrons l'ordre dans lequel, dans notre ouvrage, nous citons les magistrats :

1. DEBELLEYME LOUIS, né le 16 janvier 1787. Avocat Paris 4 août 1807. Sub. Corbeil 28 nov. 1814. P. R. Pontoise 24 février 1816. P. R. Versailles 21 avril 1819. Juge Ins. Paris 1^{er} août 1822. Vice-Présid. Seine 6 août 1824. P. R. Paris 12 juillet 1826. Préfet Police 7 janv. 1828. Présid. Seine 13 août 1829. Cons. Cass. 29 déc. 1856. Député Dordogne 1829-1830. Député Paris 1831. Député Riberac 1834. Vice-Président Chambre Députés 1846. Chev. légion 14 août 1822. Off. 28 oct. 1828. Comm. 31 mai 1837.

2. SÉQUIER ANTOINE-JEAN-MATHIEU, né le 21 sept. 1768. Sub. P. G. au Parlement de Paris 1789. Vit en exil à Tournay puis radié par Napoléon de la liste des émigrés. Sub. Paris 28 ventôse an IX. Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de la Seine, 23 pluviôse an X. Président du Tribunal d'Appel de Paris 17 frimaire an XI. Maintenu P. P. Cour Paris 10 déc. 1810. Dém. pendant les Cent-Jours, 24 mai 1815. Reprend les fonctions de P. P. 7 juillet 1815. Pair de France 17 avril 1815, Décédé 3 août 1848.

3. COLIN PIERRE, né le 22 juillet 1777. Procureur impérial Lons-le-Saulnier 27 mars 1804. Révoqué 7 nov. 1815. P. R. Lons-le-Saulnier 10 juin 1818. Révoqué 18 mai 1823. P. R. St-Flour 24 août 1828. Avocat Gén. Riom 10 juin 1829. Avocat Gén. Dijon 4 nov. 1829. P. G.

Dijon 6 août 1830. P. P. Douai 19 sept. 1839. Cons. Cass. 5 fév. 1844. Ch. légion 1829. Off. 1841.

4. MERILHOU JOSEPH, né le 15 oct. 1788. Avocat Paris 11 mai 1810. Cons. auditeur Cour Paris 4 fév. 1814. Sub. P. G. 11 mai 1815. Non compris dans la nouvelle institution de la Magistrature sous la Restauration, il s'inscrivit au tableau des avocats en novembre 1815. Secrétaire Général au Ministère de la Justice 29 juillet 1830. Cons. d'Etat août 1830. Ministre Inst. publique, Présid. Conseil d'Etat 3 nov. 1830. G. d. S. 27 déc. 1830. Dém. 2 mars 1831. Député 6 juill. 1831. Réélu 12 juin 1832. Pair de France 3 oct. 1837. Cons. Cass. 21 avr. 1832 jusqu'à sa mort survenue le 19 oct. 1856. Chev. légion 1830. Off. 1838. Comm. 1841. G. Off. 1846.

5. DU BODAN FRANÇOIS, né le 7 fév. 1794. Avocat 1816. Sub. P. R. Vannes 26 mars 1817. P. R. Quimper juin 1824. Avocat Gén. Rennes 22 mai 1829. Premier Avocat Gén. juillet 1840. P. G. Alger, 28 av. 1843. P. G. Rennes 27 oct. 1845. Dém. 1851. Cons. Cass. 1859. Cons. honoraire 1869. Chev. légion 1837. Off. 1845.

6. DUPIN ANDRÉ-MARIE, né à Varzy (Nièvre), le 1^{er} février 1783. Avocat Paris (1800). Soutint la première thèse de doctorat après la réouverture des écoles de droit (14 nov. 1806). Député aux Cent-Jours. Bâtonnier de l'ordre des avocats à Paris (1^{er} déc. 1829). De 1827 à 1849 treize fois élu député par les collèges de Mamers, Château-Chinon, Nevers, Cosne et Clamecy. Après juillet 1830, désigné comme Commissaire provisoire à la Justice, il refusa ce titre mais entra dans le cabinet du 11 août 1830 comme Ministre sans portefeuille. P. G. Cass. 17 août 1830. Nommé trois fois Vice-Président Chambre des députés 1830-1831, nommé huit fois Président de la Chambre des députés du 21 nov. 1832 au 19 déc. 1838. Dém. comme P. G. Cass. 23 janvier 1852. Renommé P. G. Cass. 23 nov. 1857. Membre du Conseil Général des Hospices de la Seine, 6 avril 1831. Maire de la commune de Gacogne (Nièvre) 1828-1831, réélu en 1836. Membre du Conseil Général de la Seine du 15 oct. 1831 à 1852. Chef du Conseil privé du Roi (juillet 1839). Président de la Société pour la propagation de l'instruction élémentaire (mai 1837). Membre de l'Académie Française 22 juin 1832. Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, novembre 1832. Ch. légion 1830. Comm. 1833. G. Off. 1834. G. C. 1837.

7. MADIER DE MONTJAU JOSEPH, né en 1785. Auditeur au Conseil d'Etat 1810. Cons. Cour Nîmes 1813. Député Castelnau-dary juin 1830. Elu Commissaire à la Chambre des députés pour soutenir l'accusation contre les anciens Ministres de Charles X. P. G. Lyon 7 août 1830. Cons. Cass. 14 mai 1831. Député de l'Ardèche 1831-1837. Dém. Cons. Cass. 27 mars 1848.

8. BERNARD dit BERNARD DE RENNES LOUIS, né le 1^{er} mai 1788. Juge suppl. Rennes 14 mai 1813. Cons. Rennes 18 juin 1815. La deuxième Restauration le fit rentrer dans la vie privée. Membre du Conseil de l'Ordre des avocats à la Cour de Rennes en juin 1816. P. G. Paris 2 août 1830. Cons. Cass. 29 sept. 1830. Député 1830 à 1848. Chev. légion 1830. Off. 1838.

9. AMY LOUIS, né le 27 juillet 1760. Juge Paris 14 germinal an VIII. Vice-Présid. Seine 29 nivôse an XII. Juge Cour d'Appel Paris 30 messidor an XIII. Maintenu Cons. à la Cour 10 déc. 1810. Cesse ses fonctions le 25 mars 1815. Reprend ses fonctions 7 juillet 1815.

Présid. Chambre Paris 18 sept. 1815. Remplacé comme dém. 20 août 1830.

10. DE SÈZE ROMAIN. Cons. Paris 18 sept. 1815. Présid. Chambre Paris 20 juin 1822. Réputé dém. par défaut de prestation de serment 28 sept 1830.

11. D'HARANGUIER DE QUINCEROT JULES, né le 6 janvier 1781. Juge supp. 28 fév. 1811. Juge Paris 19 mai 1811. Cesse ses fonctions le 25 mars 1815, les reprend 7 juillet 1815. Juge Instruction Paris 30 juillet 1815. Vice-Présid. Paris 24 août 1816. Cons. Paris 7 mars 1821. Présid. Chambre Paris 27 septembre 1829. Réputé dém. par défaut de prestation serment 28 sept. 1830.

12. COTTU JEAN, né le 13 mars 1778. Juge auditeur près la Cour d'Appel de Paris 19 mai 1808. Juge à la Cour d'Appel de Paris 21 juin 1810. Maintenu Cons. à la Cour d'Appel de Paris 10 déc. 1810 et 18 sept. 1815. Réputé dém. par défaut de prestation de serment 28 sept. 1830.

13. DE FRASANS, né le 11 février 1768. Ancien magistrat. Cons. Paris 18 septembre 1815. Réputé dém. par défaut de prestation de serment le 28 sept. 1830.

14. MOREAU DE LA VIGERIE JACQUES, né le 21 sept. 1759. Conseiller au Châtelet de Paris 2 août 1780. Juge Paris 16 juin 1808. Vice-Présid. Paris 6 janvier 1811. Cesse ses fonctions 25 mars 1815. Reprend ses fonctions de Vice-Présid. 7 juillet 1815. Cons. Paris 18 sept. 1815. Réputé dém. par défaut de prestation de serment le 28 sept. 1830.

15. GOSSIN AUGUSTE, né le 20 janvier 1789. Sub. Troyes 29 janvier 1811. Sub. Versailles 11 sept. 1813. Juge Paris pendant les Cent-Jours 11 mai 1815. Redevient Sub. Versailles 12 juillet 1815. P. R. Troyes 15 octobre 1815. Substitut Paris 22 juillet 1818. Sub. P. G. Paris 30 août 1820. Vice-Présid. Paris 14 mai 1823. Cons. Paris 12 février 1826. Remplacé comme dém. par défaut de prestation de serment le 28 sept. 1830.

16. CHARLET ALEXANDRE, né le 25 août 1787. Juge supp. Paris 10 déc. 1817. Juge Paris 26 déc. 1821. Juge Inst. Paris 27 nov. 1822. Vice-Présid. Paris 28 juillet 1823. Cons. Paris 5 novembre 1826. Réputé dém. par défaut de prestation de serment, 28 sept. 1830.

17. MESLIN, né le 22 mai 1794. Sub. Arcis-sur-Aube 25 sept. 1816. Sub. Troyes 15 octobre 1817. P. R. Pontoise 28 avril 1819. Juge Inst. Paris 1^{er} août 1821. Juge Paris 27 octobre 1824. Vice-Présid. Paris 28 nov. 1827. Cons. Paris 27 septembre 1829. Remplacé comme dém. par défaut de prestation de serment 28 sept. 1830.

18. BÉRARD DES GLAJEUX ETIENNE, né le 8 juin 1797. Cons. aud. Paris 21 novembre 1821. Sub. Paris 14 mai 1823. Sub. P. G. Paris 12 fév. 1826. Avocat Gén. Paris 10 juin 1829. Remplacé comme dém. par défaut de prestation de serment 12 août 1830.

19. JARRY JEAN, né le 4 janvier 1769. Ancien Conseiller au Châtelet. Juge Paris 6 janvier 1811. Juge Inst. Paris 11 mai 1815. Juge Paris 1^{er} août 1821. Vice-Présid. Paris 12 fév. 1826. Dém. 14 août 1830.

20. MOURRE JOSEPH, né le 12 mars 1762. Professeur de rhétorique au collège royal de Nîmes 8 oct. 1783. Avocat Aix. Juge supp. Seine 22 nov. 1795. Juge Paris 22 déc. 1795. Juge au Trib. de Cassation

1797. P. G. Paris 26 avril 1800. Présid. Chambre Civile Cass. 8 fév. 1811. P. G. Cass. 15 fév. 1815 en remplacement de Merlin qui reprit sa place pendant les Cent-Jours. Renommé en juillet 1815. Admis à la retraite le 17 août 1830.

21. PARDESSUS JEAN, né le 11 août 1772. Membre du Corps législatif 1807. Professeur de droit commercial à la Faculté de droit de Paris 1809. Cons. Cass. 30 avril 1821. Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres 1828. Dém. 27 août 1830.

22. DE LARIVIÈRE HENRI, né le 6 décembre 1761. Député à la Législative 1791, à la Convention et aux Cinq-Cents 1792-1795. Proscrit le 31 mai 1793 et le 18 fructidor, il se réfugia en Allemagne et en Angleterre auprès du comte d'Artois et y resta jusqu'en 1814. Avocat Gén. Cass. 3 mars 1815, il retourna en Angleterre pendant les Cent-Jours et reprit ses fonctions à la deuxième Restauration. Cons. Cass. 11 nov. 1818. Dém. le 27 août 1830 pour défaut de serment.

23. QUÉQUET CHARLES-FRANÇOIS, né le 29 mai 1768. Avocat au Parlement de Paris 27 novembre 1787. Avocat Gén. Paris 18 sept. 1815. Présid. Chambre Cour Paris 1^{er} oct. 1823. Cons. Cass. 6 août 1824 jusqu'à sa mort survenue le 30 juillet 1840.

24. TRINQUELAGUE CHARLES-FRANÇOIS, né le 29 déc. 1747. Avocat au Parlement de Toulouse 1768. Syndic du diocèse d'Uzès 1778. Viguier, du même diocèse, 1781. Maire d'Uzès 1789. Présid. du Tribunal de district 1790. Avocat Nîmes 1795. Avocat Gén. Nîmes 10 juin 1811. Député août 1815. P. G. Pau 2 mars 1816. Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice 9 mai 1816. Conseiller d'Etat en service extraordinaire 9 mai 1816. Cons. Cass. 19 avril 1817. P. P. Montpellier 12 nov. 1823. Décédé 21 août 1837.

25. CHARPENTIER, né le 6 juillet 1786. Avocat Metz. P. G. Metz 4 août 1830. P. P. Metz 21 sept. 1830. Mis à la retraite le 18 juillet 1850 (d'après son dossier aux Archives).

26. PORTALIS JOSEPH-MARIE, né Aix, le 19 février 1778. Jeté en prison avec son père en février 1794, il recouvra bientôt la liberté et émigra avec lui dans le Holstein. Rentré en France après le 18 brumaire. Surnuméraire au Ministère des Relations extérieures. Attaché à la légation de France au Congrès de Lunéville. Envoyé en mission près la Cour de Saxe 9 nov. 1800. Attaché à la légation française au Congrès d'Amiens 1801. Suit ensuite le général Andreossi comme premier secrétaire d'ambassade à Londres, octobre 1802, à Berlin, mai 1803. Ministre plénipotentiaire à Ratisbonne (1804-1806). Secrétaire Général au Ministère de la Justice (1806). Maître des Requêtes au Conseil d'Etat (1806). Ministre des Cultes (août 1807-1^{er} janvier 1808). Conseiller d'Etat en service extraordinaire 1^{er} janvier 1808. Directeur général de l'Imprimerie et de la Librairie février 1810. Révoqué et exilé à 40 lieues de Paris 5 janvier 1811. P. P. Cour d'Appel d'Angers décembre 1813. Conseiller d'Etat en service extraordinaire août 1814. Cons. Cass. 28 août 1815. Ministre Plénipotentiaire à Rome 18 mai 1818. Pair de France 5 mai 1819. Vice-Présid. de la Chambre des Pairs. Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice 1820. Présid. de la Chambre criminelle à la Cour de Cassation 6 août 1824. Ministre de la Justice 4 janvier 1828. Ministre des Affaires étrangères 14 mai 1829. P. P. Cass. 8 août 1829. Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques 11 février 1839. Comte

d'Empire 15 août 1809. G. C. Légion 30 sept. 1832. Décédé 1858 (En partie d'après son dossier aux Archives BB⁶ II 346).

27. DE BASTARD D'ESTANG DOMINIQUE, né le 31 oct. 1783. Avocat Paris 1805. Cons. aud. Cour d'Appel Paris 19 mai 1808. Cons. Cour Paris 10 déc. 1810. P. P. Cour Lyon 25 oct. 1815. Pair de France 5 mars 1819. Présid. de la Chambre criminelle de Cass. 10 juin 1829. Vice-Présid. Chambre des Pairs 1^{er} avril 1834, jusqu'à sa mort, le 23 janvier 1844. Comm. légion 7 janv. 1834. G. O. 30 avril 1836.

28. GAILLARD CAMILLE, né le 15 janvier 1795. Sub. Corbeil 27 janvier 1819. Juge Melun 30 août 1820. Juge Inst. Melun 15 juin 1825. Juge Paris 28 décembre 1828. Juge Inst. Paris 20 mai 1829. Remplacé comme dém. 21 oct. 1830. Décédé 1835.

29. GAILLARD MAURICE, né le 16 octobre 1757. Professeur aux Oratoriens. Juge au Tribunal criminel de Melun 4 avril 1800. Présid. de la Cour de Justice criminelle de Seine-et-Marne 2 août 1804. Cons. Cour Paris 10 déc. 1810. Cons. Cass. 22 août 1815. Dém. 31 juillet 1831.

30. PERSIL JEAN, né le 13 octobre 1785. Avocat député. P. G. Paris 29 sept. 1830. G. d. S. du 4 avril 1834 au 22 février 1836 et du 6 sept. 1836 au 15 avril 1837. Directeur de l'Hôtel de la Monnaie 1839.

31. BUHAN JOSEPH, né le 29 novembre 1755. Avocat au Parlement de Bordeaux 1775. Syndic des avocats 1787. Suppléant de Genonné pour le département de la Gironde 1791. Secrétaire Général pour le département de la Gironde 1792. Elu Juge au Tribunal de Cassation 1795. Renommé par le Sénat 9 avril 1800. P. G. près la Cour criminelle de Bordeaux 1804. P. G. à la Cour Prévotale d'Agen 1813. Dém. 1814. P. G. Bordeaux pendant les Cent-Jours. Rentré au barreau 1815. Cons. Bordeaux août 1830. Présid. de Chambre Bordeaux 24 oct. 1830. Décédé 28 déc. 1830.

32. LEMEUNIER, né le 10 sept. 1746. Accusateur public près le Tribunal criminel de Coutances an II. Membre des Cinq-Cents. P. P. du Tribunal d'Appel an VIII et de la Cour impériale de Caen 1811. Baron d'Empire 1811. Dém. 1823. Renommé P. P. Caen 3 déc. 1830 jusqu'à son décès survenu en 1835.

33. CORBIÈRE CHARLES, né le 4 sept. 1759. Juge au Trib. de district de Lavaur 4 avril 1792. Juge au Trib. de Cassation 1799 jusqu'en 1800, P. G. Toulouse 30 avril 1811 jusqu'à sa destitution en 1815. P. G. Toulouse 20 août 1830. Retraité 7 juillet 1833. Décédé 1845. Off. légion 28 nov. 1831.

34. GILBERT DE VOISINS PIERRE, né le 23 avril 1779. Emigré en 1792. Servit dans l'armée de Condé et rentra en France après le 18 brumaire. Juge supp. au Trib. de la Seine déc. 1805. Juge par intérim 31 mars 1807. Juge titulaire 16 juin 1808. Cons. Paris 3 mai 1809. Présid. de Chambre 10 déc. 1810. Commissaire extraordinaire dans certains départements de l'Ouest avril 1814. P. P. Paris 21 mars 1815. Conseiller d'Etat et Pair de France pendant les Cent-Jours. La deuxième Restauration lui enleva toutes ses dignités. Député de Bressuire 1821. Cons. Cass. 17 août 1830 jusqu'à sa mort le 20 av. 1843. Pair de France 1831. Off. légion 1831. Comte d'Empire 1813.

35. FAREZ, né le 10 fév. 1769. Commissaire du Gouvernement puis Procureur impérial près le Tribunal de Cambrai de 1800 à sa destitution en 1815. P. G. Douai 16 août 1830. Présid. Chambre Douai 13 nov. 1834. Décédé 1841 (d'après Arch. BB⁶ 189 13 A).

36. MOYNE. Avocat Chalon-sur-Saône 1806-1811. Sub. Chalon-sur-Saône révoqué 1815. Avocat de 1815 à 1827. Député 1827. Signe l'adresse des 221. P. G. Grenoble 10 août 1830. P. G. Rouen 13 août 1832. P. P. Poitiers 14 octobre 1836 (d'après Arch. BB^e 266).

37. GILLON JEAN, né le 10 juin 1788. Avocat Bar-le-Duc 7 août 1813. Président du Conseil Général de la Meuse de déc. 1830 à août 1848. P. G. Amiens 14 août 1832. Avocat Gén. Cass. 31 janv. 1839. Cons. Cass. 5 août 1840. Chev. légion 1833. Off. 29 juillet 1837. Décédé 1856. (En partie d'après son dossier aux Archives BB^e II 183).

38. ROULAND GUSTAVE, né le 1^{er} février 1806. Sub. Louviers 14 sept. 1830. Sub. Evreux 1^{er} juin 1831. P. R. Dieppe 3 mars 1832. Sub. Rouen 24 mars 1832. Sub. P. G. Rouen 17 fév. 1835. Avocat Gén. 1^{er} nov. 1838. P. G. Douai 28 fév. 1843. Avocat Gén. Cass. 23 mai 1847. Dém. 20 mars 1848. Avocat Gén. Cass. 10 juillet 1849. P. G. Cour Paris 10 fév. 1853. Ministre de l'Instruction Publique 1856-1863. Décédé 1878. Chev. légion 1841. Off. 1846. G. C. 1862. (En partie d'après son dossier aux Archives BB^e II 378).

39. CHAUVÉAU-LAGARDE CLAUDE, né le 21 janvier 1756. Avocat au Parlement de Paris. Défenseur de Brissot, de Charlotte Corday, de Marie-Antoinette. Avocat aux Conseils du Roi et à la Cour de Cassation du 10 sept. 1817 au 24 déc. 1826. Président de l'Ordre 1823-1826. Avocat à la Cour de Paris 1827. Cons. Cass. 17 mai 1828. Chev. légion 1814.

40. BRYON CHARLES, né le 29 janvier 1786. Sub. Arbois 19 mai 1811. Procureur impérial Saint-Hippolyte 1813. Destitué par la Restauration. Avocat Arbois 1816-1819. Sub. Lyon 1819. Sub. P. G. Lyon janvier 1821. Avocat Gén. 26 juillet 1826. Cons. Cour Paris 25 oct. 1829. P. G. Lyon 28 mars 1837. P. P. Riom 4 oct. 1837. Cons. Cass. 2 nov. 1839. Dém. 14 avril 1848. P. P. Lyon 6 mai 1849. Retraité 30 déc. 1852. Chev. légion 1836. Off. 1842. Comm. 1849.

41. Prou, né le 13 août 1800. Sub. Le Mans 10 sept. 1830. P. R. Mayenne 4 avril 1831. P. R. Le Mans 27 mars 1832. Avocat Gén. Angers 12 nov. 1835. P. G. Metz 5 août 1840. P. G. Douai 29 mars 1841. P. G. Lyon 28 avril 1843. P. P. Toulouse 16 août 1847 (d'après son dossier personnel aux Arch. BB^e II 341).

42. TRAVERS DE BEAUVERT, né le 17 juillet 1777. Chancelier du Consulat de France à Copenhague le 16 mars 1802. Premier commis à l'Administration de la Guerre 1^{er} avril 1806. Assesseur au Tribunal des Douanes du Luxembourg 29 avril 1812. Assesseur à la Cour de Hambourg le 20 novembre 1812. Cons. Bastia 11 sept. 1816. Cons. Grenoble 8 juillet 1818. Cons. Orléans 8 octobre 1823. Présid. de Chambre 30 décembre 1829. P. P. 16 sept. 1830. Cons. Cass. 25 mars 1846. Chev. légion 1828. Off. 1838.

43. SILVESTRE DE CHANTELOUP AUGUSTIN, né le 15 octobre 1790. Cons. aud. Cour Paris 24 juillet 1813. Cons. Cour Paris 1^{er} août 1821. Présid. de Chambre 11 novembre 1837. Cons. Cass. 22 déc. 1846. Chev. légion 1821. Off. 1845.

44. TESTE JEAN-BAPTISTE, né le 20 octobre 1780. Proscrit avec son père par la réaction thermidorienne, il se réfugia à l'armée des Alpes. Envoyé à Paris en 1799, y fit son droit. Avocat à Nîmes 7 juillet 1807. Commissaire de police à Lyon avril 1815. Représentant du Gard 25 mai 1815. Exilé lors de la deuxième Restauration, il se retira à

Liège où il s'installa comme avocat. Revint en France en 1830. S'inscrit au barreau de Paris. Elu député par le collège d'Uzès (1831). Fut compris dans le ministère de trois jours (10-13 novembre 1834) avec le portefeuille du Commerce. Bâtonnier de l'ordre des avocats (1837-1838). Vice-Présid. de la Chambre des députés en 1836 et 1839. G. d. S. le 8 mars 1839. Ministre des Travaux publics le 20 octobre 1840. Pair de France 16 déc. 1843. Présid. de la Chambre civile Cass. 16 déc. 1843. Fut forcé de donner sa démission à la suite du procès Despans-Cubières Pellapra et Teste (juillet 1847). Chev. légion 1836. Off. 1841. Comm. 1843. G. O. 1846.

45. BRESSON FRANÇOIS, né le 8 déc. 1771. Avocat Nancy 1800. Député de Nancy pendant les Cent-Jours. Bâtonnier de l'ordre des avocats 1821. Cons. Nancy 1^{er} mars 1829. Présid. de Chambre 23 juin 1831. P. G. Metz 19 sept. 1832. Cons. Cass. 19 mai 1834. Dém. 1^{er} août 1848. Membre de l'Académie de Stanislas de Nancy. Chev. légion 1830. Off. 8 fév. 1848.

46. FABVIER NICOLAS, né le 30 mai 1772. Avocat Nancy 1806. P. G. Nancy 14 août 1830. Cons. Cass. 5 août 1840. Chev. légion 1831. Membre de l'Académie de Stanislas. Décédé le 23 mars 1844.

47. ROMIGUIÈRES JEAN, né Toulouse le 19 août 1775. Avocat 1803. P. G. Toulouse 7 juillet 1833. Cons. Cass. 16 déc. 1839. Pair de France 20 juillet 1841. Décédé 1847.

48. DELANGLE CLAUDE-ALPHONSE, né à Varzy le 6 avril 1797. Engagé dans un régiment de hussards 1814. Professeur de seconde au collège communal de Saint-Benoit-du-Sault (Indre) 1815. Maître d'études et Professeur d'une classe élémentaire au collège Sainte-Barbe à Paris (1816). Avocat Paris (1819). Membre du Conseil de l'ordre 1831. Bâtonnier (1836-1838). Avocat Gén. Cass. (5 août 1840). Député Cosne (août 1846), réélu 22 mars 1847. P. G. près la Cour de Paris 22 mars 1847. Révoqué 24 fév. 1848. P. G. Cass. 30 janv. 1852. P. P. Cour Paris 10 fév. 1853. P. G. Cass. 14 nov. 1865. Chev. légion 1837. Off. 1844. G. C. 1860.

49. BARTHE FÉLIX, né le 28 juillet 1795. Avocat. P. R. Seine 2 août 1830. Présid. Chambre Cour Paris 28 sept. 1830. Ministre Inst. Publ. 27 déc. 1830. G. d. S. du 2 mars 1831 au 4 av. 1834 et du 15 av. 1837 au 8 mars 1839. P. P. Cour des Comptes 4 av. 1834 et 31 mars 1839.

50. LACAVE-LAPLAGNE BARRIS RAYMOND, né le 21 décembre 1786. Avocat Paris. Juge auditeur Seine 19 mai 1808. Cons. aud. Cour Paris 10 déc. 1810. Sub. P. G. Cour Paris 19 mai 1811. P. G. Metz 30 août 1820. Avocat Gén. Cass. 26 août 1824. 1^{er} Avocat Gén. Cass. 16 août 1832. Pair de France 3 oct. 1837. Inspecteur Général des Facultés de droit de Toulouse et de Poitiers 26 octobre 1838. Présid. de la Chambre criminelle à la Cour de Cassation 28 janvier 1844. Décédé 1857. Off. légion 1833. Comm. 1837. G. O. 1846.

51. BOYER PIERRE, né le 14 nov. 1754. Mort le 24 fév. 1853. Avocat au Parlement de Toulouse 1773. Secrétaire de l'Amirauté de France juin 1786. Chef de la Division civile au Ministère de la Justice. Juge au Tribunal de Cassation 9 avril 1800. Présid. de la Chambre civile 10 juin 1829. Pair de France 11 octobre 1832. Dém. 16 déc. 1843. Comm. de la Légion d'honneur 1834. G. O. 1837.

52. DESPATYS PIERRE, né le 15 sept. 1753. Lieutenant Général au baillage et siège présidial du Châtelet de Melun juillet 1785. Membre

de la Constituante 4 mai 1789. Juge au district de Melun 7 nov. 1790. Présid. du Trib. du département de Seine-et-Marne 18 octobre 1793. Commissaire du Gouvernement près le Trib. criminel du département de Seine-et-Marne 14 germinal an VIII. Sub. P. G. Paris 10 déc. 1810. P. R. Melun 17 janv. 1816. Présid. Melun 8 juin 1825. Décédé 1841.

53. CHARDON OLIVIER, né Auxerre le 18 juillet 1762. Avocat 1784. Juge supp. Auxerre 29 janv. 1811. Présid. Auxerre 28 fév. 1821. Retraité Présid. honoraire 11 déc. 1845.

54. JANNYOT JEAN, né le 31 août 1756. Ancien avocat au Parlement de Paris. Juge supp. Chartres 5 prairial an VIII. Présid. Chartres 29 janvier 1811. Retraité 1^{er} mars 1841.

55. LEGAGNEUR HUBERT, né le 17 fév. 1797. Avocat Metz. Sub. Vouziers 28 juillet 1820. Sub. Metz 13 déc. 1821. P. R. Charleville 21 déc. 1825. Avocat Gén. Metz 21 juin 1826. Présid. Chambre 6 août 1833. P. G. Grenoble 14 oct. 1836. P. G. Douai 19 sept. 1839. P. P. Grenoble 7 juill. 1840. P. P. Toulouse 20 juillet 1843. Pair de France 23 sept. 1845. Cons. Cass. 9 août 1847. Présid. Chambre Cass. 1868. Chev. légion 7 mai 1834. Off. 1842 (En partie d'après dossier personnel aux Archives).

56. GAILLARD LOUIS-NICIAS, né le 11 juillet 1804. Avocat Poitiers 1824. Avocat Gén. Cour Poitiers 5 nov. 1832. P. G. Metz 29 mars 1841. P. G. Toulouse 19 juillet 1841. Avocat Gén. Cass. 11 juillet 1846. Premier Avocat gén. Cass. 1849. Présid. Chambre Cass. 1856. Décédé 1865. Chev. légion 1838. Off. 1843.

57. DE MALLEVILLE GUILLAUME, né le 30 août 1805. Juge auditeur Reims 13 nov. 1826. Cons. aud. Paris 28 mars 1830. Cons. Bordeaux 16 oct. 1835. Cons. Paris 24 déc. 1843. Retraité 1865.

58. BOSQUILLON DE FONTENAY, né le 2 fév. 1780. Juge supp. Beauvais, 29 sept. 1809. Sub. P. G. Amiens 2 avril 1811. Avocat Gén. Amiens 28 nov. 1814. 1^{er} Avocat Gén. Amiens 8 déc. 1818. Présid. Chambre Amiens 4 sept. 1830. Vice-Présid. Paris 7 nov. 1833. Cons. Paris 11 nov. 1837. Retraité Cons. honoraire 11 mars 1858.

59. CHEGARAY MICHEL, né le 18 avril 1802. Juge auditeur Bayonne 27 avril 1826. Sub. Orthez 8 avr. 1827. Sub. Bayonne 6 juin 1827. P. R. Montbrison 22 sept. 1830. Sub. P. G. Lyon 16 déc. 1830. P. R. Lyon 30 juillet 1832. P. G. Orléans 20 octobre 1835. P. G. Rennes 27 mai 1837. Avocat Gén. Cass. 7 août 1843. Révoqué 8 mars 1848. Avocat Gén. Cass. 11 fév. 1852. Cons. Cass. 18 déc. 1852. Décédé 1859. Député Bayonne (1837-1849). Chev. légion 7 janv. 1834. Off. légion 19 avril 1834 (En partie d'après son dossier personnel aux Archives BB⁶ II 875).

60. ALCOCK JOSEPH, né Roanne le 21 avril 1790. Juge auditeur Roanne 9 oct. 1813. Sub. 10 mars 1816. Juge 12 mai 1820. Présid. 8 sept. 1830. Cons. Lyon 23 fév. 1837. P. G. 18 mai 1848. Cons. Cass. 1849. Cons. honoraire 1863. Député Roanne 1831. Dém. 1833. Réélu en 1839 et 1848. Chev. légion 1836.

61. FAURE FÉLIX, né Grenoble le 18 mai 1780. Cons. aud. Cour Grenoble 30 août 1811. Sub. P. G. 1817. Avocat Gén. 8 juillet 1818. Cons. Grenoble 3 nov. 1819. Refuse les fonctions de Présid. de Chambre 15 nov. 1828. Député Vienne 22 av. 1828 de la gauche constitutionnelle. Vote en 1830 l'adresse des 221. Refuse P. G. Grenoble. P. P.

Grenoble 24 déc. 1830. Pair de France 11 oct. 1832. Cons. Cass. 12 juillet 1836. Retraité le 25 avril 1848. Chev. légion 1831. Off. 1836.

62. SÉGUIER ARMAND-PIERRE, né le 3 juillet 1803. Cons. aud. Paris 3 déc. 1826. Cons. Paris 28 sept. 1830. Remplacé comme dém. 4 juillet 1848.

63. DEBELLEYME CHARLES, né le 3 mai 1814. Juge supp. Paris 9 août 1839. Juge supp. Inst. Paris 30 mars 1841. Juge Paris 18 oct. 1841. Juge Inst. Paris 5 nov. 1841. Juge Paris 26 avril 1843.

64. PORTALIS ETIENNE, né le 15 août 1804. Avocat. Juge auditeur au Tribunal de la Seine 28 déc. 1827. Cons. aud. Paris 6 août 1828. Juge Paris 27 avril 1833. Cons. Paris 8 mars 1839. Décédé 30 août 1846.

65. PORTALIS AUGUSTE, né le 17 mars 1801. Sub. Meaux 27 mars 1822. Dém. 17 mars 1824. Juge Seine 28 déc. 1828. Vice-Présid. Seine 25 nov. 1830. Cons. Paris 13 juillet 1837. P. G. Cour Paris 25 février 1848. Dém. 4 juillet 1848.

66. VOYSIN DE GARTEMPE JEAN-BAPTISTE, né le 29 oct. 1759. Avocat au Parlement de Paris 12 février 1783. Conseiller au Parlement de Bordeaux 30 juillet 1785. Député de la Creuse à l'Assemblée Législative. P. P. Metz 23 janvier 1809. Cons. Cass. 7 juillet 1819. Décédé le 11 mai 1840. Off. légion 1831. Comm. 1836. Pair de France 11 septembre 1835.

67. VOYSIN DE GARTEMPE FRANÇOIS-HIPPOLYTE, né le 16 février 1794. Avocat Metz 1814. Sub. Metz 18 mars 1818. Avocat Gén. Riom 29 sept. 1819. Avocat Gén. Cass. 10 juin 1829. Cons. Cass. 1835. Décédé 24 sept. 1839. Chev. 1827. Off. 1832.

68. DE BOISSIEUX DAVID, né le 6 juillet 1794. Avocat Paris 17 mars 1817. Sub. Lyon 2 avril 1823. Avocat Gén. Grenoble 1^{er} nov. 1829. P. G. Riom 11 nov. 1837. Avocat Gén. Cass. 5 fév. 1844. Cons. Cass. 19 déc. 1847. Retraité 1864 (En partie d'après son dossier personnel Arch. BB⁶ II 46 et Arch. BB⁶ 232 27 A).

69. LECHANTEUR JEAN-MICHEL, né le 21 janvier 1763. Ancien Conseiller au Parlement de Paris. Juge supp. Paris 3 août 1808. Juge par intérim Paris 22 déc. 1809. Cons. Paris 10 déc. 1810. Maintenu Cons. Paris 18 sept. 1815. Décédé 1833.

70. LECHANTEUR FRANÇOIS, né le 29 avril 1792. Cons. aud. Paris 11 mai 1815. Cesse ses fonctions 12 juillet 1815. Cons. aud. Paris 5 déc. 1815. Cons. Paris 9 fév. 1825. Cons. honoraire 1862.

71. SILVESTRE DE CHANTELOUP JEAN-BAPTISTE, né le 25 sept. 1760. Juge Paris 9 germinal an XI. Vice-Présid. Paris 16 juin 1808. Cons. Paris 10 déc. 1810. Maintenu 18 sept. 1815. Décédé le 27 juin 1837.

72. PERROT DE CHEZELLES BON-JOSEPH, né le 22 mai 1795. Sub. Corbeil 3 avril 1820. Sub. Melun 10 janvier 1821. Sub. Paris 5 nov. 1826. Sub. P. G. Paris 5 août 1831. Cons. Paris 12 juillet 1836. Présid. Chambre 1858. Cons. Cass. 1862. Dém. 1868. Chev. 1846.

73. PERROT DE CHEZELLES CLAUDE, né le 29 sept. 1797. Avocat. Juge supp. Paris 1^{er} sept. 1825. Juge Paris 1^{er} sept. 1830. Vice-Présid. Paris 13 juillet 1837. Cons. Paris 22 déc. 1846. Retraité 1867 (En partie d'après dossier Arch. BB⁶ II 331).

74. FABVIER fils, né 1806. Juge supp. Nancy 1835. Sub. Nancy 1836.

P. R. Toul 12 janv. 1843. Cons. Nancy 18 mars 1844 (D'après Arch. BB⁶ 266 18 A et BB⁶ 226 18 A).

75. ZANGIACOMI JOSEPH, né le 17 mars 1766. Membre de la Convention. Membre du Comité de la Sûreté Générale (9 janvier 1793). Membre du Conseil des Cinq-Cents. Substitut du Commissaire du Gouvernement au Tribunal de Cassation 3 février 1799. Juge au Tribunal de Cassation 9 avril 1800. Présid. de la Chambre des requêtes Cass. 25 novembre 1831. Pair de France 11 octobre 1832. Décédé 12 janvier 1846. Baron d'Empire 1808. Off. légion 27 avril 1833. Comm. 23 janvier 1836. G. O. 1^{er} mai 1843.

76. ZANGIACOMI MARIE-JOSEPH, né le 25 mars 1802. Juge supp. Paris 3 sept. 1829. Chargé de l'Instruction 26 oct. 1830. Juge Seine 2 mars 1832. Juge Inst. 7 avril 1835. Cons. Paris 20 mars 1841. Présid. Chambre 1854. Cons. Cass. 1858.

77. MOREAU JEAN-FRANÇOIS, né le 10 février 1760. Avocat jusqu'en 1815. Cons. Cour Paris 18 sept. 1815. Présid. Seine 7 mars 1821. Cons. Cass. 13 août 1829. Décédé 1844.

78. MOREAU AUGUSTE-FRANÇOIS, né le 23 janvier 1792. Cons. aud. Paris 5 déc. 1815. Sub. Paris 9 sept. 1818. Sub. P. G. 2 juillet 1823. Cons. Paris 27 sept. 1829. Présid. de Chambre 9 déc. 1842. Cons. Cass. 27 déc. 1848. Cons. honoraire 1867.

79. DE BASTARD D'ESTANG HENRI-BRUNO, né le 14 nov. 1797. Sub. Alençon 29 nov. 1820, Le Puy 4 sept. 1822. Sub. P. G. Nîmes 27 oct. 1824. Avocat Gén. Riom 5 nov. 1826. P. G. Riom 27 sept. 1829. Remplacé le 14 août 1830. Cons. Paris 7 juillet 1833. Retraité 1867.

80. LEGONIDEC JOSEPH-JULIEN, né le 16 octobre 1763. Avocat au Parlement de Paris 7 janvier 1788. Député de la noblesse aux Etats de Bretagne. Magistrat à Saint-Domingue 1791-1792. Réfugié aux Etats-Unis. Substitut du Commissaire du Pouvoir exécutif près le Tribunal des Landes 24 juillet 1798. Juge à la Cour d'Appel de Trèves 18 déc. 1802. Commissaire de Justice à l'île Bourbon 11 mars 1803. P. G. près la Cour d'Appel de Rome 14 juin 1810. Cons. Cass. 15 fév. 1815. Décédé 11 fév. 1844.

81. LEGONIDEC JOSEPH-FRÉDÉRIC-EUGÈNE, né le 20 octobre 1804. Avocat. Sub. Coulommiers 1^{er} sept. 1830. Juge supp. Paris 14 janv. 1831. Juge Inst. Paris 7 janvier 1837. Vice-Présid. Paris 26 déc. 1850. Cons. Paris 1856.

82. BRESSON PAUL, né le 11 mars 1802. Avocat Nancy. Avocat Gén. Nancy 6 août 1833. Sub. P. G. Paris 13 juillet 1837. Avocat Gén. Paris 7 août 1843. Remplacé 28 fév. 1848. Cons. Paris 1849. Avocat Gén. Cass. 1853.

83. CHAUVEAU-LAGARDE PIERRE, né le 26 juin 1798. Juge supp. Paris 13 juillet 1837. Sub. Paris 15 mars 1841. Juge Paris 23 avril 1841. Dém. 8 février 1860.

84. DE BERNY ETIENNE, né le 26 novembre 1768. Chef de comptabilité des Subsistances de la 9^e Division militaire 10 mai 1799. Sous-chef du personnel au Ministère de l'Intérieur 1^{er} janvier 1800. Cons. Paris 10 déc. 1810. Retraité 27 janvier 1840.

85. CHRESTIEN DE POLY, né le 13 avril 1769. Ancien Conseiller au Châtelet. Juge supp. Paris 29 juillet 1814. Vice-Présid. Paris 15 oct. 1815. Cons. Paris 14 mai 1823. Cons. hon. 28 mars 1844.

86. VILLEDIEU DE TORCY, né en 1768. Conseiller au Parlement de Dijon 4 mai 1785. Juge Paris 6 janvier 1811. Juge Inst. Paris pendant les Cent-Jours. Cons. Paris 18 sept. 1815. Décédé 7 avril 1835.

87. PINSON DE MENERVILLE, né le 26 nov. 1755. Conseiller Cour des Aides 1780. Présid. à la Cour des Aides. Cons. Cass. 15 fév. 1815. Décédé le 13 oct. 1841.

88. LESCHASSIER DE MERY, né le 22 novembre 1767. Conseiller Cour des Aides 3 avril 1789. Cons. Paris 10 déc. 1810. Décédé 14 avril 1840.

89. HENIN CLAUDE, né le 16 mars 1753. Conseiller maître en la Chambre des comptes de Paris 29 nov. 1775. Juge Paris 16 avril 1797. Juge au Tribunal d'Appel de Paris 6 floréal an VIII. Maintenu Cons. à la Cour de Paris 10 déc. 1810. Décédé 1833.

90. BOREL DE BRETIZEL DURAND, né le 23 juillet 1764. Avocat au Parlement de Paris 1783. Lieutenant Général du baillage de Beauvais 1786. Député aux Cinq-Cents 1796. Juge au Tribunal de Cassation 9 avril 1800. Membre du Conseil du duc d'Orléans 1816. Président de ce Conseil 1829. Admis à la retraite le 11 fév. 1839. Comm. légion 2 juin 1837.

91. CHILHAUD DE LA RIGAUDIE PIERRE, né le 17 octobre 1749. Conseiller au Présidial de Périgueux 3 sept. 1776. Juge au Trib. d'Appel de Bordeaux 1800-1801. Juge au Trib. de Périgueux 1809. Cons. Cour Bordeaux 12 mai 1811. Remplacé pendant les Cent-Jours. Membre de la Chambre des députés sous la Restauration qu'il préside comme doyen d'âge. Président de Chambre à la Cour de Bordeaux 24 janv. 1825. Cons. Cass. 22 mai 1825. Admis retraite 13 sept. 1833.

92. RUPEROU OLIVIER, né le 25 juin 1763. Avocat au Parlement de Bretagne. Président de la sénéchaussée de Guingamp 1788. Elu membre du Directoire pour le département des Côtes-du-Nord en juin 1790. Le sort l'en éloigna le 15 nov. 1792. En déc. 1792 l'Assemblée électorale de Lamballe le choisit à nouveau comme administrateur du département. Il prit une part active au mouvement fédéraliste et fut décrété d'accusation. Nommé en floréal an III Procureur syndic. Nommé par le département des Côtes-du-Nord membre du Tribunal de Cassation en vendémiaire an IV. Installé Juge au Tribunal de Cassation le 28 nov. 1795. Il y resta jusqu'à sa mort, survenue le 28 avril 1843. Off. légion 1832. Comm. 1840 (En partie d'après Léon Dubreuil, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*).

93. BAILLY NICOLAS, né le 6 avril 1749. Avocat Charleville de 1773 à 1791. Juge de police Charleville 6 mai 1774. Nommé Juge au Tribunal de Cassation par le département des Ardennes. Installé le 20 avril 1791. Reste à la Cour de Cassation jusqu'à son décès survenu le 11 juin 1832. Comm. légion 20 nov. 1822. Baron 6 nov. 1828.

94. CRESPIN DE LA RACHÉE LOUIS, né le 21 janvier 1757. Lieutenant Général civil de police au baillage présidial de Provins 15 juillet 1785. Membre du Directoire du département de Seine-et-Marne 20 juin 1790. Haut juré à la Haute Cour à Orléans 15 oct. 1791. Juge au Tribunal de Provins 14 germinal an VIII. Présid. Provins 29 juin 1811 Dém. pendant les Cent-Jours 25 mai 1815. Reprend les fonctions de Présid. 7 juillet 1815. Cons. Paris 18 sept. 1815. Retraité 18 oct. 1841.

95. VANIN ANTOINE, né le 17 mai 1758. Conseiller au Châtelet et

siège présidial de Paris 16 déc. 1778. Maître ordinaire en la Chambre des Comptes de Paris 22 avril 1789. Cons. Paris 10 déc. 1810. Retraité 2 février 1831.

96. MONTCHOUX DE LA VILLENEUVE GEORGES, né le 8 février 1761. Conseiller au Châtelet de Paris 1778. Conseiller à la Cour des Aides de Paris 1780. Cons. Paris 18 sept. 1815. Décédé 10 mai 1831.

97. DELAHUPROYE EDME, né le 17 juin 1765. Ancien Conseiller au Châtelet de Paris. Juge Arcis-sur-Aube 27 prairial an X. Président Arcis-sur-Aube 6 juin 1807. Présid. Troyes 29 janvier 1811. Cons. Paris 18 sept. 1815. Admis retraite 4 juin 1831.

98. PINARD MARIE-OSCAR, né le 24 mai 1801. Avocat. Membre du Conseil de l'Ordre (1838 à 1848). Avocat Gén. Cour Paris 28 fév. 1848. P. R. Seine 4 juillet 1848. Cons. Paris 21 fév. 1849. Décédé le 22 janv. 1867.

99. COFFINHAL-DUNOYER JOSEPH, né le 11 fév. 1757. Nommé Juge au Trib. de Cass. par le département du Cantal. Installé le 20 avril 1791. Reste à la Cour de Cass. jusqu'à son décès survenu le 2 sept. 1841. Comm. légion 1836.

100. DE BROÉ JACQUES, né le 18 sept. 1790. Avocat Paris 8 déc. 1810. Cons. aud. Cour Paris 24 juillet 1813. Sub. Paris 15 oct. 1815. Sub. P. G. 31 juillet 1818. Avocat Gén. 2 octobre 1822. Avocat Gén. Cass. 20 mars 1828. Cons. Cass. 28 mai 1829 jusqu'à sa mort survenue le 27 juin 1840.

101. JOURDE GILBERT, né le 17 février 1757. Accusateur public près le Tribunal criminel du Puy-de-Dôme sept. 1791. Député suppléant à la Convention dont il fit partie après le 9 thermidor. Député aux Cinq-Cents. Sub. du Commissaire du Gouvernement près le Trib. de Cassation 12 mai 1798. Commissaire du Gouvernement 17 avril 1799. Reprit ses fonctions de Sub. le 11 juillet 1799. Envoyé en mission en 1800 pour réorganiser la Magistrature dans le Piémont. Cons. Cass. 6 août 1824. Décédé en fonctions 15 fév. 1837.

102. CARNOT JOSEPH-CLAUDE, né le 31 mars 1752. Avocat au Parlement de Dijon le 3 juillet 1772. Juge supp. au Tribunal de district d'Autun 1790. En l'an VIII Commissaire près la Cour d'Appel de la Côte-d'Or. Juge au Trib. de Cass. 17 mars 1801. Associé libre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques 1832. Off. légion 1833. Décédé 1835.

103. LASAGNI JOSEPH, né à Rome le 25 août 1773, mort à Rome le 21 octobre 1857. Premier sous-lieutenant au Tribunal suprême de la Rote romaine 25 nov. 1800. Lieutenant au Tribunal suprême de la Rote romaine 6 fév. 1806. Juge à la Cour d'Appel de Rome 24 juillet 1809. Cons. Cass. 27 avril 1810. Naturalisé français par lettres royales du 8 fév. 1815. Présid. de la Chambre des Requêtes à la Cour de Cass. 25 mars 1846. Dém. 14 déc. 1850. G. O. légion 28 avril 1847.

104. BONNET LOUIS, né le 10 juillet 1760. Avocat au Parlement de Paris 1783. Défenseur du Général Moreau en 1804. Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris 1816. Défenseur d'office de Louvel 1820. Cons. Cass. 18 janv. 1826. Décédé en fonctions 6 déc. 1839.

105. RIVES DOMINIQUE, né le 11 mars 1789. Avocat aux Conseils du Roi et à la Cour de Cass. (1820-1822). Directeur des Affaires

criminelles au Ministère de la Justice 5 janvier 1822. Cons. Paris 28 déc. 1828. Cons. Cass. 15 nov. 1829. Décédé en fonctions 1863.

106. QUÉNAULT HIPPOLYTE, né le 9 juin 1795. Avocat Paris 1816. Avocat aux Conseils du Roi et à la Cour de Cass. 31 déc. 1829. Juge au Trib. de la Seine 4 juin 1831. Chef de division au Ministère de la Justice 10 avril 1832. Député de la Manche. Conseiller d'Etat 21 mai 1837. Secrétaire Général au Ministère de l'Intérieur 17 mai 1839, au Ministère de la Justice, 1^{er} nov. 1840. Avocat Gén. Cass. 17 oct. 1841. Cons. Cass. 11 juillet 1846. Dém. 21 avril 1848. Renommé 28 nov. 1849. Chev. légion 1833. Off. 1840.

107. TRIPIER NICOLAS, né le 30 juillet 1765. Homme de loi à Paris 1790. Après le 9 thermidor Substitut de l'accusateur public près le Tribunal criminel. Rentré au Barreau 1796. Bâtonnier de l'Ordre des avocats 1828. Cons. Paris 28 déc. 1828. Présid. de Chambre Cour Paris 20 août 1830. Cons. cass. 3 déc. 1831. Mort en fonctions le 26 avril 1840. Pair de France 1832. Chev. légion 1831. Off. 1834.

108. TARBÉ DES SABLONS ADOLPHE, né le 6 janvier 1796. Sub. Châlons-sur-Marne 3 déc. 1817. Sub. Reims 17 juin 1818. Sub. Versailles 2 février 1821. P. R. Mantes 15 août 1821. Sub. Paris 15 juin 1823. Sub. P. G. Paris 5 nov. 1826. Avocat Gén. 10 août 1830. Avocat Gén. Cass. 24 avril 1832. Cons. Cass. 15 mars 1841. Mort en fonctions 11 janvier 1844. Chev. légion 1831. Off. 1838.

109. TROPLONG RAYMOND, né le 8 octobre 1795. Employé à la Préfecture de Châteauroux. P. R. Sartène 4 mars 1819. P. R. Corte 1^{er} sept. 1819. Sub. P. G. Bastia 28 juillet 1820. Sub. Alençon, 4 déc. 1822. Avocat Gén. Bastia 15 oct. 1823. Avocat Gén. Nancy 1^{er} sept. 1825. Présid. Chambre Nancy 6 oct. 1832. Cons. Cass. 12 nov. 1835. P. P. Cour Paris 22 déc. 1848. Pair de France 4 juill. 1846. Présid. du Sénat 30 déc. 1852. Chev. légion 23 nov. 1833. Off. 13 sept. 1842. G. C. 1855.

110. BERGOGNIÉ ALEXANDRE, né le 11 novembre 1784. Auditeur au Conseil d'Etat 10 décembre 1809. Préfet du Jura 12 mars 1813, de la Haute-Loire 6 avril 1815. Avocat Gén. Agen 15 sept. 1819. Cons. Agen 12 janv. 1820. Présid. Chambre Agen 10 juin 1829. Cons. Paris 17 mars 1842. Cons. honoraire 6 déc. 1854.

111. HATTON CHARLES, né le 13 avril 1802. Juge auditeur Le Blanc 3 janvier 1828. Bourges 21 février 1828. Conseiller de Préfecture Bourges 11 sept. 1830. Juge Bourges 29 sept. 1830. Juge Inst. Bourges 6 mai 1831. Cons. Bourges 17 fév. 1835. Juge Paris 29 mars 1843. Juge Inst. Paris 7 août 1843. Cons. Paris 11 mars 1852 (En partie d'après Arch. BB⁶ 218 8 A).

112. JALLON FRANÇOIS, né le 29 mars 1797. Sub. Loches 5 mai 1824. Sub. Orléans 16 février 1825. Sub. P. G. Orléans 25 août 1830. Avocat Gén. Riom 3 juillet 1832. P. R. Versailles 12 déc. 1841. Sub. P. G. Paris 7 août 1843. P. G. Amiens 23 mai 1847. Décédé 26 sept. 1862 (En partie d'après dossier Jallon aux Archives, Arch. BB⁶ II 216).

113. RABON LOUIS. Sub. Semur 30 oct. 1822. Châlons-sur-Marne 20 oct. 1824. Dijon 7 février 1830. Dém. avocat Paris 12 sept. 1830. P. R. Montbrison 4 fév. 1840. Avocat Gén. Orléans 7 juillet 1841. Avocat Gén. Douai 19 mai 1842. P. R. Versailles 7 août 1843. Sub. P. G. Paris 22 déc. 1846. Remplacé 28 fév. 1848.

114. BARBOU EUGÈNE, né le 26 août 1800. Juge suppl. Paris 22 mars 1826. Juge Paris 2 fév. 1831. Juge Inst. Paris 3 mai 1831. Juge Paris 7 avril 1835. Juge Inst. Paris 10 sept. 1839. Vice-Présid. Paris 27 janv. 1840. Cons. Paris 22 mars 1848.

115. HENRIOT CLAUDE, né le 2 mai 1802. Sub. Sarrebourg 13 juin 1825. Saint-Mihiel 5 avril 1827. P. R. Verdun 19 août 1830. Avocat Gén. Metz 17 avril 1831. P. G. Alger 26 fév. 1840. P. G. Montpellier 28 août 1843. Cons. Paris 16 mai 1844. Présid. Chambre Paris 18 oct. 1862. Cons. Cass. 20 fév. 1865.

116. HELY D'OISSEL FRÉDÉRIC, né le 27 fév. 1803. Juge auditeur Le Havre 1^{er} déc. 1824. Sub. Le Havre 20 juillet 1825. P. R. Les Andelys 3 déc. 1828. Sub. P. G. Rouen 27 août 1830. Juge suppl. Seine 10 mars 1832. Sub. Paris 2 fév. 1835. Sub. P. G. Paris 15 mars 1841. Avocat Gén. Paris 23 déc. 1847. Révoqué 28 fév. 1848. Cons. Paris 5 avril 1851. Présid. Chambre Paris 13 déc. 1860. Cons. Cass. 25 mai 1861 (En partie d'après Archives BB^s 244 24 A).

117. GARNIER DE BOURGNEUF JACQUES, né le 17 juin 1796. Sub. Coulommiers 8 sept. 1819. P. R. Coulommiers 15 août 1821. Remplacé 12 nov. 1830. P. R. Pontoise 17 avril 1831. Avocat Gén. Riom 28 déc. 1833. Cons. Rouen 2 août 1836. Juge Inst. Paris 15 avril 1837.

118. MARTIN DU NORD NICOLAS, né à Douai le 30 juillet 1790. Avocat Douai 1812. Plusieurs fois bâtonnier de Douai. Député de Douai 29 octobre 1830 jusqu'à sa mort. Avocat Gén. Cass. 5 août 1833. P. G. Cour Paris 4 avril 1834. Chargé de ces fonctions près la Cour des Pairs dans l'affaire des accusés d'avril 1834. Vice-Présid. de la Chambre des députés 8 août 1834. Ministre des Travaux publics 19 sept. 1836. G. d. S. du 29 oct. 1840 à sa mort survenue le 12 mars 1847. Chev. légion 1833. Off. 1834. Comm. 1836. G. O. 1839. G. C. 1845.

119. FRANCK CARRÉ (PAUL-FRANÇOIS CARRÉ dit), né le 21 sept. 1800. Juge auditeur Melun 14 juillet 1824. Sub. Fontainebleau 7 déc. 1825. Sub. Troyes 9 mai 1830. P. R. Dreux 1^{er} sept. 1830. P. R. Pontoise 21 oct. 1830. Sub. Seine 4 août 1831 Sub. P. G. Paris 14 mai 1832. Avocat Gén. Paris 1^{er} sep. 1834. Avocat Gén. Cass. 13 déc. 1835. P. G. Paris 19 sept. 1836. P. P. Rouen 12 oct. 1841. Pair de France 25 déc. 1841. Admis retraite 27 mai 1861. Décédé 1862. Chev. légion 1833. Off. 6 mai 1838. Comm. 12 oct. 1841. G. O. 27 mai 1861.

120. HÉBERT MICHEL-PIERRE-ALEXIS, né le 17 juillet 1799. Avocat Rouen 1820. P. R. Rouen 5 août 1833. P. G. Metz 19 mai 1834. Député de Pont-Audemer juillet 1834. Avocat Gén. Cass. 19 sept. 1836. P. G. Paris 16 oct. 1841. Vice-Présid. Chambre des députés 1846. G. d. S. 14 mars 1847 au 24 février 1848. Rentre dans la vie privée. Chev. légion 1835. Off. 1841. Comm. 1843.

121. DEHÉRAIN ALEXANDRE, né le 7 décembre 1778. Avocat. Sub. Paris 15 oct. 1815. Cons. Paris 22 mai 1825. Présid. Chambre Paris 28 sept. 1830. Décédé 26 août 1837.

122. MONMERQUÉ LOUIS-JEAN-NICOLAS, né le 6 décembre 1780. Juge auditeur Cour d'Appel Paris 4 mai 1809. Cons. aud. Cour d'Appel de Paris 10 déc. 1810. Cons. Paris 5 nov. 1813. Retraité 11 mars 1852 (En partie d'après Archives BB^s 232 24 A et son dossier personnel Arch. BB^s II 303). Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres 1833.

123. TAILLANDIER ALPHONSE-HONORÉ, né le 10 mars 1797. Avocat Paris 1820. Avocat aux Conseils du Roi et à la Cour de Cassation 21 déc. 1823. Cons. Paris 28 sept. 1830. Secrétaire Général au Ministère de la Justice 22 juillet 1848. Cons. Cass. 11 nov. 1848. Député du Nord 1831 à 1834 et 1837 à 1848.

124. FÉREY PLACIDE, né le 6 mars 1800. Cons. aud. Paris 11 nov. 1824. Cons. Paris 31 juillet 1834. Présid. Chambre Paris 1849. Cons. Cass. 1856.

125. GASCHON JEAN-BAPTISTE, né le 9 août 1780. P. R. Corbeil 11 janv. 1808. Sub. Paris pendant les Cent-Jours. Renommé P. R. Corbeil 18 sept. 1815. P. R. Auxerre 18 déc. 1816. P. R. Reims 18 nov. 1818. Juge Paris 27 sept. 1829. Juge Ins. Paris 25 nov. 1833. Cons. Paris 12 nov. 1835. Retraité 11 mars 1852.

126. RIGAL JEAN-BAPTISTE, né le 6 nov. 1791. Avocat. Juge Inst. Paris 25 nov. 1830. Juge Paris 1^{er} oct. 1832. Vice-Présid. Paris 26 déc. 1836. Cons. Paris 29 fév. 1840. Présid. Chambre Paris 11 mars 1852.

127. BERVILLE SAINT-ALBIN, né le 20 sept. 1788. Avocat. Premier Avocat Gén. Cour Paris 10 août 1830. Présid. de Chambre Cour Paris 29 octobre 1853.

128. PLOUGOULM PIERRE, né le 16 janv. 1796. Avocat Paris 1821. Sub. P. G. Paris 1^{er} sept. 1834. Avocat Gén. Paris 13 déc. 1835. P. G. Amiens 31 janvier 1839. P. G. Toulouse 16 déc. 1839. Révoqué le 13 juillet 1841 après les troubles de Toulouse. Avocat Paris. P. G. Nîmes 27 déc. 1842. P. G. Rennes 7 août 1843. P. P. Rennes 20 oct. 1845. Dém. mars 1848. Avocat Paris. Avocat Gén. Cass. 1849. Cons. Cass. 1854. Chev. légion 1830. Off. 1838. Comm. 1845.

129. PARTARIEU LAFOSSE, né le 4 déc. 1797. Sub. Seine 28 sept. 1830. Sub. P. G. Paris 17 mars 1831. Avocat Gén. Paris 31 janv. 1839. Cons. Paris 18 oct. 1841. Présid. Chambre 8 oct. 1856. Décédé 1862.

130. COMTE CHARLES. Avocat. P. R. Tribunal Seine 28 sept. 1830. Remplacé 3 mars 1831.

131. DESMORTIERS LOUIS-HENRY. Avocat, né le 5 octobre 1782. Présid. Arcis-sur-Aube 21 février 1816. Présid. Corbeil 25 fév. 1818. Juge Paris 21 mars 1821. Juge Inst. Paris 11 avril 1821. Cons. Paris 28 sept. 1830. P. R. Seine 8 mars 1831. Admis retraite 7 août 1843.

132. BOUCLY FÉLIX, né le 14 nov. 1797. Sub. Le Havre 22 nov. 1822. P. R. Le Havre 20 juillet 1825. Sub. P. G. Rouen 22 nov. 1826. Avocat Gén. 27 août 1830. Sub. P. G. Paris 19 février 1833. Avocat Gén. 3 mars 1840. P. R. Paris 7 août 1843. Révoqué 24 fév. 1848. Cons. Paris 1849. P. P. Rennes 1849. Cons. Cass. 1864. Cons. honoraire 1873. Chev. légion 1835. Off. 1845.

133. PUISSAN EUGÈNE, né le 10 mars 1804. Attaché au Ministère de la Justice 1830. Secrétaire particulier du G. d. S. Barthe 12 oct. 1832. Juge supp. Seine 3 av. 1834. Juge Seine 8 mars 1839. Vice-Présid. Seine 1854. Cons. Paris 1859. Présid. Chambre 1867. Cons. Cass. 1870.

134. MICHAUX NICOLAS, né le 3 sept. 1788. Avocat Troyes. Sub. Bar-sur-Seine 29 janv. 1811. Sub. Chaumont 22 juin 1812. P. R. Fontainebleau 1^{er} juin 1832. Juge Paris 22 juillet 1845. Juge Inst. Paris 9 août 1845. Retraité Juge honoraire 30 oct. 1858.

135. JARRY BONAVENTURE-ALBERT, né le 2 juin 1801. Sub. Nogent-le-Rotrou 2 juillet 1823. Sub. Melun 28 mars 1837. Juge Paris 28 sept. 1830. Retraité 22 juillet 1845.

136. LEPELETIER D'AUNAY CHARLES, né le 3 fév. 1803. Cons. aud. Bourges 6 août 1823. Sub. Sens 8 juin 1825. Sub. Troyes 10 juin 1829. Juge Melun 9 mai 1830. Juge Paris 7 nov. 1833. Vice-Présid. Paris 22 déc. 1846. Cons. Paris 14 nov. 1855.

137. DUBARLE PIERRE-EUGÈNE, né le 8 juillet 1805. Avocat. Sub. Meaux 17 avril 1831. Sub. Melun 1^{er} juin 1832. P. R. Epernay 27 octobre 1836. P. R. Reims 30 juillet 1837. P. R. Versailles 23 avril 1841. Sub. Paris 12 déc. 1841. Juge Paris 19 août 1843. Juge Inst. Paris 28 mars 1844. Vice-Présid. Paris 12 janvier 1856. Cons. Paris 1860.

138. DE GAUJAL MARC-ANTOINE, né le 20 mars 1811. Sub. Pontoise 11 nov. 1837. Sub. Melun 10 mars 1838. Sub. Paris 19 août 1843. Sub. P. G. Paris 4 fév. 1849. Avocat Gén. 1852. Présid. Chambre 1860. Cons. Cass. 1863.

139. PERSIL JOSEPH-EUGÈNE, né le 4 juin 1808. Avocat. Sub. P. G. Paris 13 déc. 1835. Décédé 18 déc. 1841.

140. PERSIL NICOLAS-JULES, né le 8 février 1811. Avocat. Auditeur au Conseil d'Etat. Sub. Paris 31 juillet 1835. Sub. P. G. Paris 22 déc. 1846. Remplacé 28 fév. 1848.

141. COLONNA D'ISTRIA, né le 30 juillet 1782. P. R. Ajaccio 24 janv. 1805. Avocat Gén. 26 juillet 1811. P. G. 19 déc. 1811. Présid. de Chambre Nîmes 8 déc. 1818. P. P. Bastia 4 juin 1823 jusqu'au 16 janvier 1854 (D'après son dossier aux Archives).

142. GODARD DE BELBEUF, né le 20 octobre 1791. Juge auditeur Nogent-sur-Seine 4 nov. 1813. Cons. aud. Paris 29 juillet 1814. Cons. Paris 7 nov. 1821. P. P. Lyon 25 oct. 1829. Réputé dém. 28 fév. 1848 (d'après son dossier aux Archives). Pair de France 3 oct. 1837.

143. GRENIER, né le 16 sept. 1753. Avocat. Procureur Syndic du district de Riom 1790. Commissaire national, puis Commissaire exécutif près le Tribunal de Riom 1795. Membre des Cinq-Cents, du Tribunat, puis du Corps législatif. P. G. Riom 1808. P. P. Riom 1819. Baron d'Empire 1810. Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques 1834. Pair de France 1832. Admis retraite 1837. Décédé 1841.

144. ROULLET, né 1769. Avocat Bordeaux 1796. Ancien bâtonnier. Présid. Chambre Cour Bordeaux 4 sept. 1830. P. P. Bordeaux 14 oct. 1830. Décédé 16 août 1847.

145. LEROUX DE BRETAGNE, né le 4 mars 1796. Juge supp. Douai 4 avril 1821. Sub. Douai 3 octobre 1821. Sub. P. G. Douai 18 juin 1823. Cons. Douai 5 nov. 1826. Présid. Chambre 7 juillet 1841. P. P. Douai 5 fév. 1844. Cons. Cass. 11 fév. 1850. Chev. 1837. Off. 1845.

146. DESMAZIÈRES THOMAS, né le 16 février 1775. Juge au Tribunal Angers 15 mars 1806. Présid. Tribunal Angers 3 janvier 1812. P. P. Angers 10 sept. 1830. Atteint par la limite d'âge 1852.

147. MATER CLAUDE-DENIS, né le 30 sept. 1780. Défenseur officieux à Bourges 1804-1810. Avocat Bourges 1810-1830. P. P. Bourges 10 sept. 1830. Député du Cher 1839. Cons. Cass. 1852. Retraité 1855. Chev. légion 1831. Off. 1836. Comm. 1844.

148. MESNARD JACQUES, né le 11 nov. 1792. Avocat Rochefort 18 janvier 1813. Premier Avocat Gén. Poitiers 26 août 1830. P. G. Grenoble 22 sept. 1832. P. G. Rouen 14 octobre 1836. Cons. Cass. 12 octobre 1841. Pair de France 23 sept. 1845. Présid. Chambre Cass. 1850. Chev. légion 1833. Off. 1838. Comm. 1841. G. C. 1856.

149. DUBOYS Jean, né le 1^{er} sept. 1768. Avocat. Sub. P. G. Angers 2 avril 1811. Révoqué 1815. P. G. Angers 10 août 1830. Cons. Paris 30 avril 1831. Retraité 24 déc. 1843. Décédé 18 juillet 1845.

150. DEVIENNE ANDRÉ, né le 2 fév. 1802. Juge auditeur Lyon 15 juin 1825, Saint-Etienne 3 mai 1827. Sub. Trévoux 27 sept. 1827. Sub. Montbrison 20 fév. 1828. Cons. aud. Lyon 6 sept. 1829. Cons. Lyon 8 octobre 1830. Présid. Trib. Lyon 18 juillet 1837. P. G. Bordeaux 11 fév. 1850. P. G. Lyon 30 déc. 1852. P. P. Paris 20 juin 1858. P. P. Cass. 8 mars 1869. Retraité 1877. Chev. légion 1839. G. O. 1860.

151. DE MARNAS FRANÇOIS, né le 20 mars 1809. Sub. Saint-Etienne 30 mars 1836. Sub. Lyon 3 janvier 1839. Sub. P. G. Lyon 5 fév. 1844. Avocat Gén. Lyon 25 nov. 1847. Révoqué le 15 mars 1848. Avocat Gén. Lyon 2 juillet 1849. P. G. Limoges 8 déc. 1851. P. G. Dijon 23 oct. 1852. Avocat Gén. Cass. 31 oct. 1855. P. G. Cour Paris 14 mars 1864. G. O. 1864.

152. DE RAYNAL LOUIS, né le 28 janvier 1805. Sub. P. G. Bourges 13 juillet 1833. Avocat Gén. Bourges 18 juillet 1838. P. G. Caen 11 juillet 1849. Avocat Gén. Cass. 11 fév. 1852. Présid. Cass. 25 juillet 1871. P. G. Cass. 7 juillet 1877. Chev. 1843. Comm. 1866.

153. MASSABIAU, né le 25 mars 1800. Juge auditeur Savenay 1^{er} mai 1822. Sub. Pontivy 1823. P. R. Pontivy 11 juillet 1827. P. R. Quimperlé 23 août 1830. Sub. P. G. Rennes 1838. Avocat Gén. Rennes 11 juillet 1840. Présid. Chambre à la Cour de Rennes 1^{er} juin 1855. Présid. Chambre honoraire 1870 (d'après MAULION, *Le Tribunal d'Appel de Rennes et la Cour d'Appel de Rennes*, pp. 114, 130, 136).

154. LAGARDE, né le 29 octobre 1795. Commis greffier à la Cour de Douai 10 juin 1817. Sub. Douai 29 nov. 1830. Sub. P. G. Douai 8 octobre 1838. Cons. Douai 17 nov. 1841 (D'après Arch. BB⁹ 249 12 A).

155. GILARDIN, né le 18 mai 1805. Sub. P. G. Lyon 4 juin 1836. P. R. Lyon 3 mai 1840. P. G. Alger 29 nov. 1845. P. G. Montpellier 1849. P. G. Lyon 1849. P. P. Lyon 1853. P. P. Paris 1869.

156. DOBIGNIES ALPHONSE, né le 28 avril 1796. Docteur en Droit 1815. Avoué à la Cour de Paris 1824-1836. Chef du 3^e bataillon de la 11^e légion de la Garde nationale 30 mai 1831. Juge Auxerre 23 février 1837. Présid. Corbeil 23 avril 1841. Juge Seine 1853. Vice-Présid. 1864. Cons. Paris 1866.

157. CORDOËN FÉLIX, né le 15 mars 1811. Sub. Saint-Calais 11 déc. 1835. Sub. Mortagne 12 juillet 1838. Sub. Coutances 29 oct. 1840. P. R. Bayeux 4 oct. 1841. Révoqué 25 mars 1848. P. R. Caen 1849. P. G. Agen 1852. P. G. Orléans 1853. Proc. Imp. Paris 1856. Cons. Cass. 1861. P. G. Paris 1862 Chev. 1846. Comm. 1861.

158. SACASE, né le 20 janvier 1808 à Saint-Béat. Sub. Bagnères-de-Bigorre 1838. P. R. Saint-Gaudens 20 octobre 1842. Révoqué en 1848. P. R. Libourne 1848. Juge Bordeaux 1849. Cons. Amiens 1850. Cons. Toulouse 1852.

159. FORT BERNARD, né le 20 mai 1805. Sub. Moissac 6 sept. 1830. P. R. Saint-Girons 1^{er} mars 1834. P. R. Castres 12 juin 1837. P. R.

Albi 7 nov. 1838. Présid. Albi 11 fév. 1846. Cons. Toulouse 1852. Présid. Toulouse 1855. Présid. Chambre Toulouse 1864.

160. CAROL JACQUES, né le 14 avril 1804. Sub. Gaillac 6 août 1830. P. R. Gaillac 1^{er} mars 1834. Juge Montauban 9 avril 1837. Présid. Gaillac 13 fév. 1845. Juge Toulouse 28 juin 1852. Cons. Toulouse 10 janv. 1855. Présid. Chambre Toulouse 1858.

161. VAÏSSE MARC, né le 8 sept. 1805. Avocat Marseille. Sub. Tarascon 19 août 1830. Sub. Marseille 23 déc. 1830. P. R. Toulon 23 nov. 1833. Avocat Gén. Aix, 3 janv. 1839. P. R. Marseille 11 sept. 1847. Révoqué en 1848. Vice-Présid. Marseille 6 fév. 1849. P. G. Nancy 1852. Avocat Gén. Cass. 1852. Cons. Cass. 1855. P. G. Paris 1856. Présid. Chambre Cass. 1857. Chev. 1835. G. O. 1865.

162. FOUQUET ALEXANDRE-LOUIS, né le 12 juin 1782. Juge Ins. Paris 15 oct. 1815. Juge Paris 3 juin 1818. Admis retraite 11 mars 1852.

163. WOIRHAYE CHARLES-FRANÇOIS, né le 31 mai 1798. Premier Avocat Gén. Metz 29 sept. 1830. Révoqué 26 avril 1831. Bâtonnier Metz 1833-1844. P. G. Metz 29 fév. 1848. P. P. Metz 1856. Cons. Cass. 1862.

164. DE GAUJAL MARC-ANTOINE, né le 28 janvier 1772. Cons. aud. Montpellier 2 juillet 1808. Présid. Lodève 11 juin 1809. Sub. P. G. Montpellier 11 juin 1811. Proc. Impérial Carcassonne 26 oct. 1812. Présid. Chambre Pau 13 mars 1816. P. P. Limoges 22 fév. 1821. Cons. Cass. 25 sept. 1837. P. P. Montpellier 3 nov. 1849.

165. ABBATUCCI JACQUES, né le 22 déc. 1791. P. R. Sartène 12 mars 1816. Cons. Bastia 4 mars 1819. Présid. Chambre Cour Orléans 16 sept. 1830. Député Corse 1830. Député Loiret 1839. Cons. Paris 2 mars 1848. Cons. Cass. 27 mars 1848. G. d. S. 1852. Chev. légion 1836. G. C. 1855.

166. BOULLOCHE CASIMIR, né le 11 juillet 1789. Sub. Châlons-sur-Marne 14 fév. 1816. Sub. Reims 3 déc. 1817. P. R. Corbeil 15 août 1821. Vice-Présid. Reims 8 juin 1825. P. R. Reims 4 oct. 1829. Juge Paris 13 juillet 1837. Juge Inst. Paris 1^{er} nov. 1838. Sub. P. G. Paris 13 oct. 1841. Cons. Paris 22 déc. 1846. Cons. honoraire 1859.

167. DEMETZ FRÉDÉRIC, né le 12 mai 1796. Avocat. Juge supp. Paris 1^{er} août 1821. Juge supp. Inst. Paris 19 mai 1825. Juge Paris 5 nov. 1826. Vice-Présid. Paris 5 mars 1832. Cons. Paris 2 fév. 1835. Dém. et Cons. honoraire 9 août 1839. Décédé 3 nov. 1873.

168. DELAPALME EMILE, né le 11 novembre 1793. Sub. Chartres 27 avril 1815. Sub. Versailles 29 nov. 1815. P. R. Corbeil 14 juillet 1819. Sub. Paris 1^{er} août 1821. Sub. P. G. Paris 28 nov. 1827. Avocat Gén. 14 mai 1832. Avocat Gén. Cass. 15 mars 1841. Cons. Cass. 23 mai 1847. Mort en fonctions 1868. Chev. 1834. Off. 1847.

*Liste alphabétique des Magistrats dont nous avons dressé
les biographies*

(Les numéros renvoient aux biographies publiées de la page 451 à 468)

	N ^{os}		N ^{os}
ABBATUCCI	165	DEHÉRAIN	121
ALCOCK	60	DELAHUPROYE	97
AMY	9	DELANGLE	48
BAILLY	93	DELAPALME	168
BARBOU	114	DEMETZ	167
BARTHE	49	DESMAZIÈRES	146
DE BASTARD D'ESTANG DOMINIQUE	27	DESMORTIERS	131
DE BASTARD D'ESTANG HENRY-		DESPATYS	52
BRUNO	79	DEVIENCE	150
BÉRARD DES GLAJEUX	18	DOBIGNIES	156
BERGOGNIÉ	110	DUBARLE	137
BERNARD	8	DUBOYS	149
DE BERNY	84	DUPIN	6
BERVILLE	127	FABVIER	46
DU BODAN	5	FABVIER FILS	74
DE BOISSIEUX	68	FAREZ	35
BONNET	104	FAURE FÉLIX	61
BOREL DE BRETIZEL	90	FÉREY	124
BOSQUILLON DE FONTENAY	58	FORT	159
BOUCLY	132	FOUQUET	162
BOULLOCHÉ	166	FRANCK CARRÉ	119
BOYER	51	DE FRASANS	13
BRESSON FRANÇOIS	45	GAILLARD CAMILLE	28
BRESSON PAUL	82	GAILLARD MAURICE	29
DE BROÉ	100	GAILLARD NICIAS	56
BRYON	40	GARNIER DE BOURGNEUF	117
BUHAN	31	GASCHON	125
CARNOT	102	DE GAUJAL MARC-ANTOINE	138
CAROL	160	DE GAUJAL MARC-ANTOINE	164
CHARDON	53	GILARDIN	155
CHARLET	16	GILBERT DE VOISINS	34
CHARPENTIER	25	GILLON	37
CHAUVEAU-LAGARDE CLAUDE	39	GODARD DE BELBEUF	142
CHAUVEAU-LAGARDE PIERRE	83	GOSSIN	15
CHEGARAY	59	GRENIER	143
CHILHAUD DE LA RIGAUDIE	91	D'HARANGUIER DE QUINCEROT	11
CHRESTIEN DE POLY	85	HATTON	111
COFFINHAL-DUNOYER	99	HÉBERT	120
COLIN	3	HÉLY D'OISSEL	116
COLONNA D'ISTRIA	141	HÉNIN	89
COMTE	130	HENRIOT	115
CORBIÈRE	33	JALLON	112
CORDOËN	157	JANNYOT	54
COTTU	12	JARRY JEAN	19
CRESPIN DE LA RACHÉE	94	JARRY BONAVENTURE	135
DEBELLEYME CHARLES	63	JOURDE	101
DEBELLEYME LOUIS	1	LACAVE-LAPLAGNE-BARRIS	50

	N ^{os}		N ^{os}
LAGARDE	154	PORTALIS AUGUSTE	65
DE LARIVIÈRE	22	PORTALIS ETIENNE	64
LASAGNI	103	PORTALIS JOSEPH-MARIE	26
LECHANTEUR FRANÇOIS	70	PUISSAN	133
LECHANTEUR JEAN	69	QUENAULT	106
LEGAGNEUR	55	QUÉQUET	23
LEGONIDEC JOSEPH-FRÉDÉRIC	81	RABON	113
LEGONIDEC JOSEPH-JULIEN	80	DE RAYNAL	152
LEMEUNIET	32	RIGAL	126
LEPELETIER D'AUNAY	136	RIVES	105
LEROUX DE BRETAGNE	145	ROMIGUIÈRES	47
LESCHASSIER DE MERVY	88	ROULAND	38
MADIER DE MONTJAU	7	ROULLET	144
DE MALLEVILLE	57	RUPEROU	92
DE MARNAS	151	SACASE	158
MARTIN DU NORD	118	SEGUIER ANTOINE-JEAN-MATHIEU ..	2
MASSABIAU	153	SEGUIER ARMAND-PIERRE	62
MATER	147	DE SÈZE	10
MERILHOU	4	SILVESTRE DECHANTELOUP AUGUS-	
MESLIN	17	TIN	43
MESNARD	148	SILVESTRE DECHANTELOUP JEAN-	
MICHAUX	134	BAPTISTE	71
MONMERQUÉ	122	TAILLANDIER	123
MONTCHOUX DE LA VILLENEUVE ..	96	TARBÉ DES SABLONS	108
MOREAU AUGUSTE-FRANÇOIS	78	TESTE	44
MOREAU JEAN-FRANÇOIS	77	TRAVERS DE BEAUVERT	42
MOREAU DE LA VIGERIE	14	TRINQUELAGUE	24
MOURRE	20	TRIPIER	107
MOYNE	36	TROPLONG	109
PARDESSUS	21	VAISSSE	161
PARTARIEU LAFOSSE	129	VANIN	95
PERROT DE CHEZELLES BON-JOSEPH	72	VILLEDIEU DE TORCY	86
PERROT DE CHEZELLES CLAUDE ..	73	VOYSIN DE GARTEMPE JEAN-BAP-	
PERSIL JEAN	30	TISTE	66
PERSIL JOSEPH-EUGÈNE	139	VOYSIN DE GARTEMPE FRANÇOIS-	
PERSIL NICOLAS-JULES	140	HIPPOLYTE	67
PINARD	98	WOIRHAYE	163
PINSON DE MÉNERVILLE	87	ZANGIACOMI JOSEPH	75
PIOU	41	ZANGIACOMI MARIE-JOSEPH	76
PLOUGOULM	128		

APPENDICE II

Les classes des tribunaux en 1830, quant à la composition des juridictions :

1^{re} Classe (1). — Paris.

2^e Classe (4). — Bordeaux, Lyon, Marseille, Rouen.

3^e Classe (2). — Nantes, Strasbourg.

4^e Classe (58). — Albi, Alençon, Angoulême, Auch, Auxerre, Beauvais, Blois, Bourbon-Vendée, Bourg, Cahors, Carcassonne, Carpentras,

Châlons, Charleville, Chartres, Châteauroux, Chaumont, Coutances, Digne, Draguignan, Epinal, Evreux, Foix, Gap, Grenoble, Guéret, Laon, Laval, Le Mans, Lons-le-Saulnier, Melun, Mende, Montauban, Montbrison, Mont-de-Marsan, Moulins, Niort, Nevers, Périgueux, Perpignan, Privas, Le Puy, Quimper, Reims, Rodez, Saintes, Saint-Brieuc, Saint-Flour, Saint-Mihiel, Saint-Omer, Tarbes, Tours, Troyes, Tulle, Valence, Vannes, Versailles, Vesoul.

5^e Classe (2). — Lille, Toulouse.

6^e Classe (13). — Amiens, Angers, Bastia, Caen, Clermont, Colmar, Dijon, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Rennes.

7^e Classe (49). — Abbeville, Agen, Aix, Arras, Aurillac, Avignon, Bayonne, Beaune, Bergerac, Besançon, Béthune, Béziers, Bourges, Brest, Brive, Cambrai, Castres, Dieppe, Douai, Dunkerque, Hazebrouck, Le Havre, Libourne, Limoges, Lisieux, Lorient, Lunéville, Mâcon, Mamers, Mayenne, Morlaix, Mortagne, Pau, Poitiers, Riom, La Rochelle, Saint-Jean-d'Angély, Sarlat, Saumur, Saint-Etienne, Saint-Malo, Tarascon, Thionville, Toulon, Tournon, Valenciennes, Valognes, Vienne, Yvetot.

8^e Classe (232). — Ajaccio, Alais, Altkirch, Ambert, Ancenis, Les Andelys, Apt, Arbois, Arcis-sur-Aube, Argentan, Aubusson, Autun, Avallon, Avesnes, Avranches, Bagnères, Barbezieux, Barcelonnette, Bar-le-Duc, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Baugé, Baume, Bayeux, Bazas, Beaupréau, Belfort, Bellac, Belley, Bernay, Le Blanc, Blaye, Boulogne, Bourgoin, Bourganeuf, Bressuire, Briançon, Briey, Brignoles, Brioude, Calvi, Castelnau-dary, Castellanne, Castelsarrasin, Céret, Châlon, Chambon, Charolles, Châteaubriant, Château-Chinon, Châteaudun, Château-Gontier, Châteaulin, Château-Thierry, Châtellerauld, Châtillon, La Châtre, Cherbourg, Chinon, Civray, Clamecy, Clermont (Oise), Cognac, Compiègne, Condom, Confolens, Corbeil, Corte, Cosne, Coulommiers, Cusset, Dax, Die, Dinan, Dôle, Domfront, Doullens, Dreux, Embrun, Epernay, Espalion, Etampes, Falaise, Figeac, La Flèche, Florac, Fontainebleau, Fontenay, Forcalquier, Fougères, Gaillac, Gannat, Gex, Gien, Gourdon, Grasse, Gray, Guingamp, Issoire, Issoudun, Joigny, Jonzac, Langres, Lannion, Largentière, Lavaur, Lectoure, Lesparre, Limoux, Loches, Lodève, Lombez, Loudéac, Loudun, Louhans, Lourdes, Louviers, Lure, Marvejols, Mantes, Marennes, Marmande, Mauriac, Meaux, Melle, Milhau, Mirande, Mirecourt, Moissac, Montargis, Montbéliard, Montdidier, Montélimar, Montfort, Montluçon, Montmédy, Montmorillon, Montreuil, Mortain, Murat, Muret, Nantua, Narbonne, Nérac, Neufchâteau, Neufhâtel, Nogent-le-Rotrou, Nogent-sur-Seine, Nontrou, Nyons, Oloron, Orange, Orthez, Paimbœuf, Pamiers, Parthenay, Péronne, Pithiviers, Ploërmel, Pontarlier, Pont-Audemer, Pontivy, Pont-l'Évêque, Pontoise, Prades, Provins, Quimperlé, Rambouillet, Redon, Remiremont, La Réole, Rethel, Ribérac, Roanne, Rochechouart, Rochefort, Rocroy, Romorantin, Ruffec, Les Sables-d'Olonne, Saint-Amand, Saint-Affrique, Saint-Calais, Saint-Claude, Saint-Dié, Saint-Gaudens, Saint-Girons, Saint-Lô, Saint-Marcellin, Sainte-Menehould, Saint-Palais, Saint-Pol, Saint-Pons, Saint-Quentin, Saint-Sever, Saint-Yrieix, Sancerre, Sarreguemines, Sarrebourg, Sartène, Savenay, Saverne, Sedan, Segré, Selestat, Semur, Seulis, Sens, Sisteron, Soissons, Thiers, Tonnerre, Toul, Trévoux, Ussel, Uzès, Vassy, Vendôme, Verdun, Ver vins, Vic, Le Vigan, Villefranche (Aveyron), Villefranche (Rhône),

Villefranche (Haute-Garonne), Villeneuve, Vire, Vitré, Vitry, Vouziers, Wissembourg, Yssingeaux.

Après la loi du 11 avril 1838 la répartition des classes par Tribunaux était la suivante :

1^{re} Classe (1). — Paris.

2^e Classe (5). — Bordeaux, Grenoble, Lyon, Marseille, Rouen.

3^e Classe (2). — Nantes, Strasbourg.

4^e Classe (40). — Albi, Angoulême, Auxerre, Beauvais, Blois, Bourg, Cahors, Carcassonne, Châlons, Charleville, Chartres, Châteauroux, Chaumont, Coutances, Draguignan, Epinal, Evreux, Foix, Gap, Guéret, Laon, Lons-le-Saulnier, Melun, Mende, Montbrison, Nevers, Périgueux, Privas, Le Puy, Reims, Rodez, Saint-Flour, Saint-Mihiel, Tarbes, Tours, Troyes, Tulle, Valence, Versailles, Vesoul.

5^e Classe (2). — Lille, Toulouse.

6^e Classe (32). — Alençon, Amiens, Angers, Auch, Bastia, Bourbon-Vendée, Caen, Carpentras, Clermont, Colmar, Digne, Dijon, Laval, Le Mans, Metz, Montauban, Montpellier, Mont-de-Marsan, Moulins, Nancy, Nîmes, Niort, Orléans, Perpignan, Quimper, Rennes, Saint-Brieuc, Saint-Omer, Saint-Etienne, Saintes, Vannes, Vienne.

7^e Classe (76). — Abbeville, Agen, Aix, Alais, Altkirch, Argentan, Arras, Aurillac, Aubusson, Avignon, Bagnères, Bayeux, Bayonne, Beaune, Belfort, Bergerac, Besançon, Béthune, Béziers, Bourges, Bourgoin, Brest, Brive, Cambrai, Castres, Charolles, Dieppe, Douai, Dunkerque, Espalion, Hazebrouck, Issoire, Largentière, Le Havre, Libourne, Limoges, Lisieux, Lorient, Lunéville, Lure, Mâcon, Mamers, Marvejols, Mauriac, Mayenne, Morlaix, Mortagne, Neufchâtel, Oloron, Pau, Poitiers, Riom, Roanne, La Rochelle, Saint-Gaudens, Saint-Girons, Saint-Jean-d'Angély, Saint-Lô, Saint-Malo, Saint-Marcellin, Sarlat, Sarreguemines, Saumur, Saverne, Selestat, Tarascon, Thionville, Toulon, Tournon, Uzès, Valenciennes, Valognes, Villefranche (Aveyron), Villefranche (Rhône), Wissembourg, Yvetot.

8^e Classe (203). — Ajaccio, Ambert, Ancenis, Les Andelys, Apt, Arbois, Arcis-sur-Aube, Autun, Avallon, Avesnes, Avranches, Barbezieux, Barcelonnette, Bar-le-Duc, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Baugé, Baume, Bazas, Beaupréau, Bellac, Belley, Bernay, Le Blanc, Blaye, Boulogne, Bourganeuf, Bressuire, Briançon, Briey, Brignoles, Brioude, Calvi, Castellanne, Castelnau-dary, Castelsarrasin, Céret, Châlon, Chambon, Châteaubriant, Château-Chinon, Châteaudun, Château-Gontier, Châteaulin, Château-Thierry, Châtellerault, Châtillon, La Châtre, Cherbourg, Chinon, Civray, Clamecy, Clermont (Oise), Cognac, Compiègne, Condom, Confolens, Corbeil, Corte, Cosne, Coulommiers, Cusset, Dax, Die, Dinan, Dôle, Domfront, Doullens, Dreux, Embrun, Epernay, Etampes, Falaise, Figéac, La Flèche, Florac, Fontainebleau, Fontenay, Forcalquier, Fougères, Gaillac, Gannat, Gex, Gien, Gourdon, Grasse, Gray, Guingamp, Issoudun, Joigny, Jonzac, Langres, Lannion, Lavaur, Lectoure, Lesparre, Limoux, Loches, Lodève, Lombez, Loudéac, Loudun, Louhans, Lourdes, Louviers, Mantes, Marennes, Marmande, Meaux, Melle, Milhau, Mirande, Mirecourt, Moissac, Montargis, Montbéliard, Montdidier, Montclimar, Montfort, Montluçon, Montmédy, Montmorillon, Montreuil, Mortain, Murat, Muret, Nantua, Narbonne, Nérac, Neufchâteau, Nogent-le-Rotrou, Nogent-sur-

Seine, Nontron, Nyons, Orange, Orthez, Paimbœuf, Pamiers, Parthenay, Péronne, Pithiviers, Ploërmel, Pontarlier, Pont-Audemer, Pontivy, Pont-l'Évêque, Pontoise, Prades, Provins, Quimperlé, Rambouillet, Redon, Remiremont, La Réole, Rethel, Ribérac, Rochechouart, Rochefort, Rocroy, Romorantin, Ruffec, Sables-d'Olonne, Saint-Amand, Saint-Affrique, Saint-Calais, Saint-Claude, Saint-Dié, Sainte-Menehould, Saint-Palais, Saint-Pol, Saint-Pons, Saint-Quentin, Saint-Sever, Saint-Yrieix, Sancerre, Sarrebourg, Sartène, Savenay, Sedan, Segré, Semur, Senlis, Sens, Sisteron, Soissons, Thiers, Tonnerre, Toul, Trévoux, Ussel, Vassy, Vendôme, Verdun, Vervins, Vic, Le Vigan, Villefranche (Haute-Garonne), Villeneuve, Vire, Vitré, Vitry, Vouziers, Yssingeaux.

APPENDICE III

Les traitements des magistrats et la répartition des juridictions par classes au point de vue des traitements.

A. Au début de la Monarchie de Juillet

COUR DE CASSATION

Premier Président et Procureur Général.....	40.000 fr.
Présidents	20.000 fr.
Conseillers	15.000 fr.
Avocats Généraux	17.500 fr.

(Ordonnance de 1822. Décret de 1804).

COURS ROYALES

	Premiers Présidents Procureurs Généraux	Présidents de Chambre Premiers Avocats Généraux	Avocats Généraux	Conseillers	Substituts Généraux
1 ^e Classe (Paris).....	36.000 fr.	10.000 fr.	10.000 fr.	8.000 fr.	8.000 fr.
Classe	25.000 fr.	5.250 fr.	4.900 fr.	4.200 fr.	3.150 fr.
Classe	20.000 fr.	4.500 fr.	4.200 fr.	3.600 fr.	2.700 fr.
Classe	15.000 fr.	3.750 fr.	3.500 fr.	3.000 fr.	2.250 fr.
Classe	12.500 fr.	3.125 fr.	2.916 fr.	2.500 fr.	1.875 fr.

(Lois du 27 ventôse an VIII, 8 vendémiaire an XII. Décret du 30 janvier 1811).

Les Cours Royales sont divisées quant aux traitements en cinq classes. Cette classification a pour élément unique la population du chef-lieu judiciaire.

1^{re} Classe : Paris.

2^e Classe (population de plus de 100.000 habitants) : Bordeaux, Lyon, Rouen.

3^e Classe (population de plus de 50.000 habitants) : Toulouse.

4^e Classe (population de plus de 15.000 habitants) : Aix, Amiens, Angers, Besançon, Bourges, Caen, Dijon, Douai, Grenoble, Limoges, Metz, Montpellier, Nîmes, Nancy, Orléans, Poitiers, Rennes.

5^e Classe : Agen, Bastia, Colmar, Pau et Riom.

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

	Présidents et Procureurs du Roi	Vice-Présidents	Juges d'Instruction	Juges	Substituts
1 ^{re} Classe (Paris).....	16.000 fr.	7.500 fr.	7.200 fr.	6.000 fr.	7.000 fr.
2 ^e Classe	6.000 fr.	3.750 fr.	3.600 fr.	3.000 fr.	3.000 fr.
3 ^e Classe	4.200 fr.	3.000 fr.	2.880 fr.	2.400 fr.	2.400 fr.
4 ^e Classe	3.600 fr.	2.625 fr.	2.520 fr.	2.100 fr.	2.100 fr.
5 ^e Classe	3.000 fr.	2.250 fr.	2.160 fr.	1.800 fr.	1.800 fr.
6 ^e Classe	2.700 fr.	2.000 fr.	1.920 fr.	1.600 fr.	1.600 fr.
7 ^e Classe	2.400 fr.	2.000 fr.	1.920 fr.	1.600 fr.	1.600 fr.
7 ^e Classe	1.875 fr.	1.562 fr.	1.500 fr.	1.250 fr.	1.250 fr.

(Loi du 27 ventôse an VIII, arrêté du 17 messidor an XII, décret du 20 juin 1806, ordonnances des 16 octobre 1822 et 28 mai 1823).

Pour les trois dernières classes le traitement des Chefs de Tribunaux est le même que celui des Juges, avec un supplément de moitié en sus.

Les Tribunaux de première instance sont divisés quant aux traitements en sept classes :

1^{re} Classe (1) : Paris.

2^e Classe (4) : Bordeaux, Lyon, Marseille, Rouen.

3^e Classe (3) : Lille, Nantes, Toulouse.

4^e Classe (12) : Amiens, Angers, Caen, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Reims, Rennes, Strasbourg, Versailles.

5^e Classe (31) : Abbeville, Aix, Arras, Avignon, Bayonne, Besançon, Béziers, Boulogne, Bourges, Brest, Cambrai, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Dieppe, Dijon, Douai, Dunkerque, Grenoble, La Rochelle, Le Havre, Limoges, Le Mans, Lorient, Montauban, Poitiers, St-Etienne, St-Omer, Toulon, Tours, Troyes, Valenciennes.

6^e Classe (95) : Agen, Ajaccio, Alais, Albi, Alençon, Angoulême, Auch, Aurillac, Autun, Auxerre, Bar-le-Duc, Bastia, Bayeux, Beaune, Beauvais, Blois, Bourbon-Vendée, Bourg, Cahors, Carcassonne, Carpentras, Castelnau-dary, Castres, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Charleville, Chartres, Châteauroux, Châtellerauld, Chaumont, Colmar, Compiègne, Coutances, Digne, Dôle, Draguignan, Epinal, Evreux, Falaise, Foix, Fontainebleau, Gap, Grasse, Guéret, Issoudun, Laon, Laval, Lisieux, Lodève, Lons-le-Saulnier, Louviers, Lunéville, Mâcon, Mayenne, Melun, Mende, Moissac, Montbrison, Mont-de-Marsan, Morlaix, Moulins, Narbonne, Nevers, Niort, Pau, Périgueux, Perpignan, Privas, Le Puy, Quimper, Rambouillet, Riom, Rochefort, Rodez, St-Brieuc, Saintes, Saint-Flour, Saint-Lô, Saint-Malo, Saint-Mihiel, Saint-

Quentin, Saumur, Sedan, Selestat, Tarascon, Tarbes, Thiers, Tulle, Valence, Vannes, Verdun, Vesoul, Vienne, Villeneuve-d'Agen, Yvetot.
7^e Classe (215) : Les 215 autres Tribunaux.

B. A la fin de la Monarchie de Juillet

COUR DE CASSATION

(Ordonnance du 7 nov. 1837)

Premier Président et Procureur Général.....	30.000 fr.
Présidents	18.000 fr.
Conseillers	15.000 fr.
Avocats Généraux	15.000 fr.

COURS ROYALES

(Après la réforme réalisée par l'ordonnance du 2 novembre 1846)

	Premiers Présidents Procureurs Généraux	Présidents de Chambre Premiers Avocats Généraux	Avocats Généraux	Conseillers	Substituts Généraux
1 ^{re} Classe	25.000 fr.	12.500 fr.	12.000 fr.	10.000 fr.	8.000 fr.
2 ^e Classe	20.000 fr.	9.000 fr.	7.500 fr.	6.000 fr.	4.500 fr.
3 ^e Classe	18.000 fr.	7.500 fr.	6.000 fr.	5.000 fr.	3.750 fr.
4 ^e Classe	15.000 fr.	6.000 fr.	4.800 fr.	4.000 fr.	3.000 fr.

Les Cours Royales sont divisées quant aux traitements en quatre classes (ordonnance du 2 novembre 1846) :

1^{re} Classe : Paris.

2^e Classe : Bordeaux, Lyon et Rouen.

3^e Classe : Toulouse.

4^e Classe : Les 22 autres Cours.

N. B. — Les Chefs de la Cour de Rennes, quoique de 4^e Classe, touchent 18.000 fr. Voir *supra* p. 137 la réduction du nombre de Classes des Cours à quatre.

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

(Après la réforme réalisée par l'ordonnance du 2 novembre 1846)

	Présidents et Procureurs du Roi	Vice-Présidents	Juges d'Instruction	Juges	Substituts
1 ^{re} Classe	18.000 fr.	8.750 fr.	8.400 fr.	7.000 fr.	7.000 fr.
2 ^e Classe	8.000 fr.	5.000 fr.	4.800 fr.	4.000 fr.	4.000 fr.
3 ^e Classe	6.000 fr.	3.750 fr.	3.600 fr.	3.000 fr.	3.000 fr.
4 ^e Classe	5.000 fr.	3.125 fr.	3.000 fr.	2.500 fr.	2.500 fr.
5 ^e Classe	4.200 fr.	2.625 fr.	2.520 fr.	2.100 fr.	2.100 fr.
	3.500 fr.				
6 ^e Classe	3.000 fr.	»	2.160 fr.	1.800 fr.	1.800 fr.

N. B. — Voir *supra* p. 141 la réduction du nombre de Classes des Tribunaux à six.

Les Tribunaux de première instance sont divisés quant aux traitements en six Classes :

1^{re} Classe (1) : Paris.

2^e Classe (4) Bordeaux, Lyon, Marseille et Rouen.

3^e Classe (3) : Lille, Nantes et Toulouse.

4^e Classe (12) : Amiens, Angers, Caen, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Reims, Rennes, Strasbourg et Versailles.

5^e Classe (126) : Abbeville, Agen, Aix, Ajaccio, Alais, Albi, Alençon, Angoulême, Arras, Auch, Aurillac, Autun, Auxerre, Avignon, Bar-le-Duc, Bastia, Bayeux, Bayonne, Beaune, Beauvais, Besançon, Béziers, Blois, Boulogne, Bourbon-Vendée, Bourg, Bourges, Brest, Cahors, Cambrai, Carcassonne, Carpentras, Castelnau-dary, Castres, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Charleville, Chartres, Châteauroux, Châtellerauld, Chaumont, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Colmar, Compiègne, Coutances, Dieppe, Digne, Dijon, Dôle, Douai, Draguignan, Dunkerque, Epinal, Evreux, Falaise, Foix, Fontainebleau, Gap, Grasse, Grenoble, Guéret, Issoudun, Laon, Laval, La Rochelle, Le Havre, Le Mans, Limoges, Lisieux, Lodève, Lons-le-Saulnier, Lorient, Louviers, Lunéville, Mâcon, Mayenne, Melun, Mende, Moissac, Montauban, Montbrison, Mont-de-Marsan, Morlaix, Moulins, Narbonne, Nevers, Niort, Pau, Périgueux, Perpignan, Poitiers, Privas, Le Puy, Quimper, Rambouillet, Riom, Rochefort, Rodez, Saint-Brieuc, Saintes, Saint-Etienne, Saint-Flour, Saint-Lô, Saint-Malo, Saint-Mihiel, Saint-Omer, Saint-Quentin, Saumur, Sedan, Selestat, Tarascon, Tarbes, Thiers, Toulon, Tours, Troyes, Tulle, Valence, Valenciennes, Verdun, Vannes, Vesoul, Vienne, Villeneuve-d'Angen, Yvetot.

6^e Classe (215) : Les 215 autres Tribunaux.

N. B. — Il faut noter que, pour la 5^e Classe, les Chefs des Tribunaux d'Aix, Besançon, Bourges, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Lorient, Poitiers, Rochefort, Toulon et Tours touchaient 4.200 francs au lieu de 3.500 francs.

APPENDICE IV

Les familles de Magistrats dans les Cours et Tribunaux

Il existait, sous la Monarchie de Juillet, de véritables dynasties de magistrats dans les Cours Royales : à la Cour de Pau, Dartigaux est Procureur Général de 1815 à 1834 et Premier Président de 1834 à 1836. Son fils aîné (Arch. BB⁶ 232 23 A), qui paraît avoir été au surplus peu capable, est Procureur à Pau à 27 ans en 1828 ; Président à Pau en 1831 et Président de Chambre à la Cour en 1837. Son second fils est Conseiller auditeur à Pau à 22 ans, en 1828 (Arch. BB⁶ 255 25 A) et Conseiller à la Cour de Pau le 20 décembre 1842. A la Cour de Bastia, le Premier Président Colonna d'Istria a son frère conseiller dans la même Cour (Arch. dossier Colonna d'Istria).

A Besançon, le Premier Président Alviset a son fils Substitut du Procureur Général (Arch. BB⁶ 271 6 A. Dossier Alviset BB⁶ II 4) : né en 1815, Procureur à Pontarlier le 12 septembre 1843 et à Gray le 11 décembre 1845, il avait été nommé à ces fonctions de Sub. P. G. le 20 février 1848 et, par suite des événements, l'ordonnance fut frappée de caducité. Les renseignements qui sont à son dossier sont bons mais la protection de son père est indéniable : le 20 janvier 1848 le Premier Président sollicitait pour lui une place à la Cour et s'éton-

naît qu'on lui eût préféré au mois d'août précédent un autre magistrat.

Le Premier Président Rousselin, de Caen, a son neveu par alliance, Vauloger, Conseiller à Caen (Arch. BB⁶ 277 9 A). Le Procureur Général Corbière, de Toulouse, a près de lui son neveu, Daguiillon-Pujol, comme Avocat Général (Arch. BB⁶ 261 27 A. Cf. *Le Droit* du 3 août 1845). Le Procureur Général Lebet, d'Agen, a son frère Conseiller dans cette même Cour (Arch. BB⁶ 277 1 A). Le Premier Président Mater, de Bourges, a son gendre, Duchapt, Conseiller à Bourges (Arch. BB⁶ 218 8 A). Son fils (Arch. dossier Mater) fit toute sa carrière dans le ressort de Bourges où il arriva Procureur du Roi à Bourges, en 1844, à 33 ans. Le Premier Président d'Aix, Poulle, a son frère Substitut à Aix, en 1843, à 30 ans et Procureur à Draguignan en 1846 (Arch. BB⁶ 271 2 A, BB⁶ 281 2 A). Si sa parenté lui valut cet avancement rapide, d'après le Procureur Général Borély, elle le fit révoquer le 20 mars 1848.

A Toulouse, le Président de Chambre Dubernard, ancien avocat renommé de cette ville, a son fils Président du Tribunal d'Albi (Arch. BB⁶ 226 29 A). Balleidier, Procureur à Gex, fils du Président du Tribunal de Nantua, avait été révoqué en 1830, il fut réintégré comme Juge à Gex en 1837 et nommé Président à Gex le 29 sept. 1844 (Arch. BB⁶ 267 1 M³). Ainsi, deux Tribunaux voisins avaient comme Présidents, l'un le père, l'autre le fils.

APPENDICE V

Les vieillards dans les Cours et Tribunaux

De nombreux octogénaires étaient, sous la Monarchie de Juillet, en fonctions dans les Cours et Tribunaux : Le Président de Chambre Lafontan, de la Cour d'Agen, meurt en 1845 à 80 ans (*Le Droit* du 24 déc. 1845). Le Conseiller de Rouen, Blaise, décède en 1838 à 84 ans (*Monit.* du 17 octobre 1838). A Colmar, le Conseiller Mathieu décède en 1841 à 88 ans (*Monit.* du 26 nov. 1841). Le Président de Chambre Bergognié, d'Agen, décède en fonctions à 83 ans en 1836 (*Monit.* du 25 juillet 1836). Le Conseiller Girardet, à Besançon, meurt en 1843 à 82 ans (*Monit.* du 24 mars 1843). A Douai, le Conseiller Taffin décède en 1834 à 86 ans (Arch. BB⁶ 212 12 A). Sont admis à la retraite le Conseiller Leclerc-Dupas, de Caen, en 1834 à 80 ans (Arch. BB⁶ 212 8 A), le Conseiller Garrie, d'Agen, à 80 ans en 1835 (Arch. BB⁶ 218 1 A) et, en 1842, le Conseiller Baranger, d'Angers, à 89 ans (Arch. BB⁶ 255 5 A).

Dans les Tribunaux : en 1845, Toupot de Bréveaux, Vice-Président du Tribunal de Chaumont, meurt à 87 ans (*Monit.*, 4 déc. 1845) ; en 1845 également prend sa retraite le Président du Tribunal de Lavaur, Abrial, âgé de 79 ans (*Le Droit* du 28 août 1845). En 1846, décède le Président du Tribunal de Sancerre, Danjou, à 80 ans (*Le Droit*, 18 janvier 1846. *Monit.*, 17 janvier 1846). En 1843, Cherpitel, Président du Tribunal de Neufchâteau, meurt en fonctions à 78 ans (*Monit.*, 23 février 1843. *Le Droit*, 22 février 1843). En 1830, au Tribunal de Riom, le Président Berge est âgé de 81 ans et le Premier Juge Champfleur a 71 ans (Lettre P. G. Riom à G. d. S., 23 déc. 1830. Arch. BB⁶ 184 74 M³).

APPENDICE VI

Les Magistrats de la Cour de Cassation trouvés en fonctions par la Monarchie de Juillet et conservés par elle

I° Magistrats ayant appartenu à la première formation du Tribunal de Cassation (1791 à 1800)

1° BAILLY, nommé Juge au Trib. de Cass. par le départ. des Ardennes. Installé le 20 avril 1791 à 42 ans.

2° COFFINHAL-DUNOYER, nommé Juge au Trib. de Cass. par le départ. du Cantal. Installé le 20 avril 1791 à 34 ans.

3° RUPÉROU, nommé Juge au Trib. de Cass. par le départ. des Côtes-du-Nord. Installé le 28 nov. 1795 à 32 ans.

4° JOURDE, nommé Substitut du Commissaire du Gouvernement. Installé le 20 mai 1798 à 41 ans.

5° VERGÈS, nommé Juge au Trib. de Cass. par le départ. des Pyrénées-Orientales. Installé le 20 mai 1798 à 39 ans.

6° ZANGIACOMI, nommé Substitut du Commissaire du Gouvernement. Installé le 31 janvier 1799 à 32 ans.

7° CASSAIGNE, nommé Juge au Trib. de Cass. par le départ. des Basses-Pyrénées. Installé le 27 juin 1799 à 44 ans.

8° MINIER, nommé Juge au Trib. de Cass. par le départ. de la Seine. Installé le 20 mai 1799 à 50 ans.

II° Magistrats nommés de 1800 à 1804

9° BOYER, nommé Juge au Trib. de Cass. par le Sénat. Installé le 21 avril 1800 à 45 ans.

10° PORIQUET, nommé Juge au Trib. de Cass. par le Sénat. Installé le 21 avril 1800 à 49 ans.

11° BOREL DE BRÉTIZEL, nommé Juge au Trib. de Cass. par le Sénat. Installé le 21 avril 1800 à 35 ans.

12° CARNOT, nommé Juge au Trib. de Cass. par le Sénat. Installé le 20 avril 1801 à 49 ans.

III° Magistrats nommés de 1804 à 1815

13° FAVARD DE LANGLADE, nommé Juge à la Cour de Cass. par le Sénat. Installé le 15 déc. 1809 à 47 ans.

14° LASAGNI, nommé Conseiller à la Cour de Cass. par le Sénat. Installé le 2 juillet 1810 à 36 ans.

15° JOUBERT, nommé Avocat Gén. Cass. Installé le 23 fév. 1813 à 45 ans.

IV° Magistrats nommés de 1815 à 1830

16° LEBEAU, nommé Avocat Gén. Cass. Installé le 21 fév. 1815 à 49 ans. Était Cons. Paris.

17° FRÉTEAU DE PÉNY, nommé Avocat Gén. Cass. Installé le 21 fév. 1815 à 39 ans. Était Avocat Gén. Paris.

18° PINSON DE MÉNERVILLE, nommé Cons. Cass. Installé le 21 fév. 1815 à 59 ans. Était ancien Présid. Cour des Aides.

19° OLIVIER, nommé Cons. Cass. Installé le 8 mars 1815 à 52 ans. Était Avocat Gén. Grenoble.

20° LEGONIDEC, nommé Cons. Cass. Installé le 21 fév. 1815 à 51 ans. Etait P. G. Rome.

21° GAILLARD, nommé Cons. Cass. Installé le 31 août 1815 à 56 ans. Etait Cons. Paris.

22° PORTALIS, nommé Cons. Cass. Installé le 31 août 1815 à 37 ans. Etait P. P. Angers.

23° HUA, nommé Avocat Gén. Cass. Installé le 25 nov. 1818 à 59 ans. Etait Avocat Gén. Paris.

24° VOYSIN DE GARTEMPE, nommé Cons. Cass. Installé le 21 juillet 1819 à 59 ans. Etait P. P. Metz.

25° AVOYNE DE CHANTEREYNE, nommé Cons. Cass. Installé le 26 août 1820 à 58 ans. Etait P. P. Amiens.

26° PIET, nommé Cons. Cass. Installé le 26 juin 1822 à 59 ans. Etait député de la Sarthe.

27° CHOPIN D'ARNOUVILLE, nommé Cons. Cass. Installé le 10 juillet 1822 à 48 ans. Etait Président de Chambre Cour Paris.

28° BRIÈRE, nommé Cons. Cass. Installé le 7 mai 1823 à 61 ans. Etait P. G. Limoges.

29° QUÉQUET, nommé Cons. Cass. Installé le 18 août 1824 à 56 ans. Etait Présid. de Chambre Cour Paris.

30° LACAVE-LAPLAGNE-BARRIS, nommé Cons. Cass. Installé le 31 août 1824 à 37 ans. Etait P. G. Metz.

31° CHILHAUD DE LA RIGAUDIE, nommé Cons. Cass. Installé le 15 juin 1825 à 75 ans. Etait Présid. de Chambre Cour Bordeaux.

32° BONNET, nommé Cons. Cass. Installé le 1^{er} fév. 1826 à 65 ans. Etait avocat.

33° MOUSNIER-BUISSON, nommé Cons. Cass. Installé le 1^{er} mars 1826 à 59 ans. Etait P. G. Bourges.

34° MESTADIER, nommé Cons. Cass. Installé le 22 nov. 1826 à 55 ans. Etait Cons. Paris.

35° DELPIT, nommé Cons. Cass. Installé le 20 déc. 1826 à 56 ans. Etait Présid. de Chambre Cour Bordeaux.

36° DOMBIDEAU DE CROUSEILHES, nommé Cons. Cass. Installé le 2 avril 1828 à 35 ans. Etait Secrétaire Général au Ministère de la Justice.

37° DE MALLEVILLE, nommé Cons. Cass. Installé le 2 avril 1828 à 49 ans. Etait P. P. Amiens.

38° DE BROË, nommé Avocat Gén. Cass. Installé le 2 avril 1828 à 37 ans. Etait Avocat Gén. Paris.

39° CHAUVEAU-LAGARDE, nommé Cons. Cass. Installé le 2 juin 1828 à 72 ans. Etait avocat

40° FAURE LOUIS, nommé Cons. Cass. Installé le 22 nov. 1828 à 68 ans. Ancien Conseiller d'Etat.

41° MERCIER-DUPATY, nommé Cons. Cass. Installé le 10 janv. 1829 à 49 ans. Etait Présid. de Chambre Cour Paris.

42° DE RICARD, nommé Cons. Cass. Installé le 31 janv. 1829 à 49 ans. Etait 1^{er} Avocat Gén. Montpellier.

43° MEYRONNET DE SAINT-MARC, nommé Cons. Cass. Installé le 6 juin 1829 à 48 ans. Etait Secrétaire Général au Ministère de la Justice.

44° VOYSIN DE GARTEMPE, nommé Avocat Gén. Cass. Installé le 17 juin 1829 à 35 ans. Etait 1^{er} Avocat Gén. Riom.

45° DE BASTARD-D'ESTANG, nommé Présid. Cass. Installé le 17 juin 1829 à 45 ans. Etait P. P. Lyon.

46° MOREAU, nommé Cons. Cass. Installé le 24 août 1829 à 69 ans. Etait Présid. Seine.

47° DE CASSINI, nommé Cons. Cass. Installé le 3 nov. 1829 à 48 ans.
 Etait Présid. de Chambre Cour Paris.

48° RIVES, nommé Cons. Cass. Installé le 3 mars 1830 à 50 ans.
 Etait Cons. Paris.

49° ROCHER, nommé Cons. Cass. Installé le 14 juin 1830 à 36 ans.
 Etait Secrétaire Général au Ministère de la Justice.

APPENDICE VII

*Liste des Présidents de Chambre de la Cour Royale de Paris
 en fonctions sous la Monarchie de Juillet*

On remarque que c'est presque toujours le plus ancien qui est appelé à la Cour de Cassation.

(I La 1^{re} date est celle de la nomination comme Conseiller à la Cour Royale de Paris. Après vient II le nom du magistrat, III la deuxième date, celle de la nomination comme Président de Chambre, IV la troisième date, celle de la nomination à la Cour de Cassation et enfin V l'âge du magistrat quand il fut nommé à la Cour de Cassation).

I 16 fév. 1817	II Dehaussy	III 12 fév. 1826	IV 5 mai 1833	V 49 an
I 10 déc. 1810	II Lepoitevin	III 28 déc. 1828	Retraité 26 mai 1837	
I 28 déc. 1828	II Tripier	III 20 août 1830	IV 3 déc. 1831	V 66 an
I 22 mai 1825	II Dehéraïn	III 28 sept. 1830	Décédé 26 août 1837	
Etait P. R. Paris	II Barthe	III 28 sept. 1830	Ministre de l'Inst. Publ. 27 déc. 1830	
I 5 nov. 1826	II Brière de Va- ligny	III 17 mars 1831	IV 3 nov. 1833	V 48 an
I 28 sept. 1830	II Vincens St- Laurent	III 3 déc. 1831	IV 28 oct. 1834	V 44 an
Etait Avoc. Gén.	II Miller	III 5 mai 1833	IV 13 juin 1837	V 48 an
I 30 juill. 1821	II Jacquinet Godard	III 3 nov. 1833	IV 3 mai 1840	V 61 an
I 22 août 1821	II Hardouin	III 22 oct. 1834	IV 17 mars 1842	V 53 an
I 6 août 1824	II Simonneau	III 21 mai 1837	IV 2 mars 1844	V 63 an
I 1 ^{er} août 1821	II Dupuy	III 13 juill. 1837	Décédé en 1842	
I 1 ^{er} août 1821	II Silvestre de Chanteloup	III 11 nov. 1837	IV 22 déc. 1846	V 56 an
Etait Avoc. Gén.	II Pécourt	III 3 mai 1840	IV 11 sept. 1847	V 56 an
I 20 juin 1822	II Agier	III 17 mars 1842	Retr. 25 avr. 1848	
I 27 sept. 1829	II Moreau	III 9 déc. 1842	IV 27 déc. 1848	V 56 an
I 6 août 1824	II Cauchy	III 28 mars 1844	IV 6 janv. 1849	V 56 an
I 24 fév. 1826	II de Glos	III 22 déc. 1846	IV 10 juill. 1849	V 60 an
I 28 sept. 1830	II Grandet	III 11 sept. 1847	IV 10 juill. 1849	V 58 an

APPENDICE VIII

*Liste des Avocats Généraux près la Cour Royale de Paris
 en fonctions sous la Monarchie de Juillet*

On remarque que ce n'est pas le plus ancien qui est appelé à la Cour de Cassation.

(I La 1^{re} date est celle de la nomination comme Substitut du Procureur Général à Paris. Après vient II le nom du magistrat, ensuite III la deuxième date, celle de la nomination comme Avocat Général, IV la troisième date, celle de la nomination à la Cour de Cassation, V et enfin l'âge du magistrat quand il fut nommé à la Cour de Cassation).

NOTA : Les Avocats Généraux près la Cour Royale de Paris qui ont été nommés à la Cour de Cassation l'ont été comme Avocats Généraux à l'exception de Bayeux, qui fut promu Conseiller.

I 13 août 1823	II Bayeux	III 27 mars 1828	IV 1 ^{er} sept. 1834	V 50 ans
Avocat	II Berville	III 10 août 1830	Présid. de Chambre Cour Paris 29 oct. 1853	
I 5 nov. 1826	II Tarbé des Sablons	III 10 août 1830	IV 24 avril 1832	V 36 ans
I 27 mars 1828	II Miller	III 12 août 1830	Présid. Chambre Paris 5 mars 1833	
I 28 nov. 1827	II Delapalme	III 14 mai 1832	IV 15 mars 1841	V 48 ans
I 27 sept. 1829	II Pécourt	III 5 mai 1833	Présid. Chambre Paris 3 mai 1840	
I 14 mai 1832	II Franck Carré	III 1 ^{er} sept. 1834	IV 13 déc. 1835	V 35 ans
I 1 ^{er} sept. 1834	II Plougoulm	III 13 déc. 1835	P. G. Amiens 31 janv. 1839	
I 17 mars 1831	II Partarieu Lafosse	III 31 janv. 1839	Cons. Paris 18 oct. 1841	
I 19 fév. 1833	II Boucly	III 3 mars 1840	P. R. Seine 7 août 1843	
I 22 nov. 1834	II Nouguier	III 15 mars 1841	IV 14 avril 1847	V 39 ans
I 31 juill. 1835	II Glandaz	III 18 oct. 1841	IV 19 déc. 1847	V 47 ans
I 13 juill. 1837	II Bresson	III 7 août 1843	Remplacé le 28 fév. 1848	
I 3 mai 1840	II Debeuillon de Thorigny	III 7 août 1843	Remplacé le 28 fév. 1848	
I 5 fév. 1839	II Poinot	III 14 avril 1847	Cons. Paris 2 mai 1848	
I 15 mars 1841	II Hely d'Oissel	III 23 déc. 1847	Remplacé le 28 fév. 1848	

APPENDICE IX

Liste par ordre chronologique des Chefs de Cours appelés sous la Monarchie de Juillet à la Cour de Cassation

(I D'abord se trouve le nom du magistrat, II ens sa fonction comme Chef de Cour, III puis la date de sa nomination comme Chef de Cour, IV la date de la nomination à la Cour de Cassation, V et enfin l'âge d'accès à la Cour suprême).

NOTA : Les Chefs de Cour qui ont été nommés à la Cour de Cassation l'ont été comme Conseillers à l'exception de Parant, Viger, Hébert, Hello, Gillon, Chegaray, de Boissieux, Nicias Gaillard et Rouland qui furent promus Avocats Généraux.

I Bernard de Rennes	II P. G. Paris	III 2 août 1830	IV 29 sept. 1830	V 42 ans
I Madier de Montjau	II P. G. Lyon	III 7 août 1830	IV 14 mai 1831	V 46 ans

I Thil	II P. G. Rouen	III 16 août 1830	IV 27 juill. 1832	V 51 ans
I Parant	II P. G. Bourges	III 17 avril 1831	IV 16 août 1832	V 38 ans
I Bresson	II P. G. Metz	III 19 sept. 1832	IV 19 mai 1834	V 63 ans
I Viger	II P. G. Nîmes	III 3 août 1830	IV 6 août 1835	V 42 ans
I Faure Félix	II P. P. Grenoble	III 24 déc. 1830	IV 12 juill. 1836	V 56 ans
I Hébert	II P. G. Metz	III 19 mai 1834	IV 19 sept. 1836	V 37 ans
I Duplan	II P. G. Lyon	III 1 ^{er} sept. 1831	IV 28 mars 1837	V 61 ans
I Hello	II P. G. Rennes	III 5 sept. 1830	IV 27 mai 1837	V 50 ans
I de Gaujal	II P. P. Limoges	III 22 fév. 1821	IV 25 sept. 1837	V 65 ans
I Gillon	II P. G. Amiens	III 14 août 1832	IV 31 janv. 1839	V 51 ans
I Bryon	II P. P. Riom	III 4 oct. 1837	IV 2 nov. 1839	V 53 ans
I Romiguières	II P. G. Toulouse	III 7 juill. 1833	IV 16 déc. 1839	V 64 ans
I Barennès	II P. P. Grenoble	III 12 juill. 1836	IV 7 juill. 1840	V 63 ans
I Fabvier	II P. G. Nancy	III 14 août 1830	IV 5 août 1840	V 68 ans
I Pataille	II P. G. Aix	III 30 août 1830	IV 27 oct. 1841	V 60 ans
I Mesnard	II P. G. Rouen	III 22 sept. 1832	IV 12 oct. 1841	V 49 ans
I Feuilhade-Chauvin	II P. G. Lyon	III 16 juin 1829	IV 28 av. 1843	V 47 ans
I Chegaray	II P. G. Orléans	III 20 oct. 1835	IV 7 août 1843	V 41 ans
I Colin	II P. P. Douai	III 19 sept. 1839	IV 5 fév. 1844	V 67 ans
I de Boissieux	II P. G. Riom	III 11 nov. 1837	IV 5 fév. 1844	V 50 ans
I Gaultier	II P. G. Rouen	III 12 oct. 1841	IV 28 av. 1844	V 58 ans
I Lavielle	II P. P. Riom	III 2 nov. 1839	IV 18 août 1844	V 56 ans
I Travers de Beauvert	II P. P. Orléans	III 16 sept. 1830	IV 26 mars 1846	V 68 ans
I Nicias Gaillard	II P. G. Toulouse	III 19 juill. 1841	IV 11 juill. 1846	V 42 ans
I Legagneur	II P. P. Toulouse	III 20 juill. 1843	IV 9 août 1847	V 50 ans
I Rouland	II P. G. Douai	III 28 fév. 1843	IV 23 mai 1847	V 41 ans

APPENDICE X

Liste, par catégories, des Magistrats nommés à la Cour de Cassation pendant la Monarchie de Juillet qui n'étaient ni Présidents de Chambre, ni Avocats Généraux à la Cour Royale de Paris, ni Chefs de Cours

(I Le nom du magistrat est indiqué d'abord, II sa qualité, III la fonction à la Cour de Cassation à laquelle il est appelé, IV la date de sa nomination à la Cour de Cassation et enfin V l'âge d'accès à la Cour de Cassation).

I^o Magistrats de Cours de Province autres que des Chefs de Cours

I Troplong	II Pr. Ch. Nancy	III Cons.	IV 12 nov. 1835	V 40 ans
------------	------------------	-----------	-----------------	----------

II^o Avocats anciens bâtonniers

I Dupin	II Avocat	III P. G. Cass.	IV 17 août 1830	V 47 ans
I Delangle	II Avocat	III Avoc. Gén.	IV 5 août 1840	V 43 ans
I Teste	II Avocat	III Présid. de Ch.	IV 16 déc. 1843	V 63 ans

III^o Avocats à la Cour de Cassation

I Nicod	II Avocat Cass.	III Avocat Gén.	IV 23 août 1830	V 48 ans
I Isambert	II Avocat Cass.	III Cons.	IV 27 août 1830	V 38 ans

IV° Divers

I Gilbert de Voisins	II Dép. Anc. Mag.	III Conseiller	IV 17 août 1830	V 51 ans
I Chardel	II Direct ^r Postes. Anc. Mag.	III Conseiller	IV 27 août 1830	V 53 ans
I Berenger	II Dép. Anc. Mag.	III Conseiller	IV 14 mai 1831	V 46 ans
I Merilhou	II Dép. Anc. Mag.	III Conseiller	IV 21 avril 1832	V 44 ans
I Martin du Nord	II Dép. Avocat.	III Avocat Gén.	IV 5 août 1833	V 43 ans
I Hervé	II Dép. Conseil-ler Préfect.	III Avocat Gén.	IV 6 août 1835	V 41 ans
I Renouard	II Cons. d'Etat.	III Conseiller	IV 21 mai 1837	V 43 ans
I Pascalis	II Député. Direct ^r Affaires civ.	III Avocat Gén.	IV 20 juill. 1838	V 47 ans
I Quenault	II Secrét. Général Min. Justice.	III Avocat Gén.	IV 17 oct. 1841	V 46 ans

APPENDICE XI

Liste, par ordre chronologique, des nominations sous la Monarchie de Juillet aux fonctions de Conseillers à la Cour Royale de Paris

(I Le nom du magistrat est indiqué d'abord, II la fonction précédente par lui exercée, III la date de sa nomination à la Cour Royale de Paris, enfin IV l'âge d'accès à la Cour Royale de Paris).

I Huart J.-B.	II Vice-Pr. Paris	III 28 sept. 1830	IV 77 ans
I Grandet Jacques	II Vice-Pr. Paris	III 28 sept. 1830	IV 39 ans
I Taillandier Alp.	II Avocat	III 28 sept. 1830	IV 33 ans
I Chignard	II Avocat	III 28 sept. 1830	IV 61 ans
I Duplès	II Greff. en chef de la Cour de Paris	III 28 sept. 1830	IV 42 ans
I Desmortiers	II J. Inst. Paris	III 28 sept. 1830	IV 48 ans
I Vincens Saint-Laurent	II Sub.P.G. Paris	III 28 sept. 1830	IV 40 ans
I Séguier Arm.-P.	II Cons. aud.	III 28 sept. 1830	IV 27 ans
I Degouve de Nuncques	II Cons. Douai	III 30 sept. 1830	IV 47 ans
I Naudin	II Vice-Pr. Paris	III 25 nov. 1830	IV 46 ans
I Treilhard	II Préf. de Police	III 26 déc. 1830	IV 45 ans
I Chabaud	II Vice-Pr. Paris	III 2 fév. 1831	IV 54 ans
I Lassis	II Av. Cour Cass.	III 11 mars 1831	IV 37 ans
I Delapalme	II Sub.P.G. Paris	III 17 mars 1831	IV 61 ans
I Duboys	II P. G. Angers	III 30 avril 1831	IV 62 ans
I Rolland de Vil-largues	II Juge Paris	III 4 juin 1831	IV 43 ans
I Try	II Juge Paris	III 4 juin 1831	IV 35 ans
I Amelin	II Sub.P.G. Paris	III 4 juin 1831	IV 50 ans
I Chalret-Durieu	II Présid. de Ch. Toulouse	III 2 déc. 1831	IV 52 ans
I Lefebvre	II Vice-Pr. Paris	III 5 mars 1832	IV 45 ans
I Champanhet	II Sub.P.G. Paris	III 4 août 1832	IV 47 ans

I Dozon	II Prés. Châlons-sur-Marne	III 12 déc. 1832	IV 42 ans
I Brisout de Barneville	II Sub.P.G. Paris	III 6 fév. 1833	IV 46 ans
I Hémar	II Vice-Pr. Paris	III 27 avril 1833	IV 44 ans
I De Bastard d'Estang	II Anc. Magistrat	III 7 juill. 1833	IV 35 ans
I Vanin	II Vice-Pr. Paris	III 7 nov. 1833	IV 35 ans
I Poultier	II Vice-Pr. Paris	III 7 nov. 1833	IV 45 ans
I Le Blond	II J. Inst. Paris	III 7 nov. 1833	IV 64 ans
I Delahaye	II Vice-Pr. Paris	III 3 avril 1834	IV 48 ans
I Petit	II Vice-Pr. Paris	III 17 mai 1834	IV 48 ans
I Férey	II Cons. aud.	III 31 juill. 1834	IV 34 ans
I d'Esparbès de Lussan	II Sub.P.G. Paris	III 22 oct. 1834	IV 34 ans
I Demetz	II Vice-Pr. Paris	III 2 fév. 1835	IV 38 ans
I Ayliès	II Sub.P.G. Paris	III 31 juill. 1835	IV 37 ans
I Gaschon	II J. Inst. Paris	III 12 nov. 1835	IV 55 ans
I Perrot de Chézelles	II Sub.P.G. Paris	III 12 juill. 1836	IV 41 ans
I Buchot	II Vice-Pr. Paris	III 26 déc. 1836	IV 52 ans
I Lamy	II Vice-Pr. Paris	III 15 avril 1837	IV 38 ans
I Dequevauxvillers	II Juge Paris	III 21 mai 1837	IV 49 ans
I Portalis Aug.	II Vice-Pr. Paris	III 13 juill. 1837	IV 36 ans
I Le Gorrec	II Sub.P.G. Paris	III 13 juill. 1837	IV 40 ans
I Bosquillon de Fontenay	II Vice-Pr. Paris	III 11 nov. 1837	IV 57 ans
I Portalis Etienne	II Juge Paris	III 8 mars 1839	IV 34 ans
I Mathias	II Vice-Pr. Paris	III 9 août 1839	IV 62 ans
I Roussigné	II Vice-Pr. Paris	III 27 janv. 1840	IV 45 ans
I Brethous de la Serre	II Vice-Pr. Paris	III 27 janv. 1840	IV 50 ans
I Rigal	II Vice-Pr. Paris	III 29 fév. 1840	IV 48 ans
I Didelot	II Sub.P.G. Paris	III 19 avril 1840	IV 44 ans
I Zangiacomi Marie-Joseph	II J. Inst. Paris	III 20 mars 1841	IV 38 ans
I Partarieu Lafosse	II Av. Gén. Paris	III 18 oct. 1841	IV 43 ans
I Bergognié	II Pr. Ch. Agen	III 17 mars 1842	IV 57 ans
I Mourre	II Vice-Pr. Paris	III 9 déc. 1842	IV 46 ans
I Dupeyrat Noël	II Cons. aud.	III 24 déc. 1843	IV 50 ans
I Jurieu	II Cons. aud.	III 24 déc. 1843	IV 41 ans
I de Malleville	II Cons. Bordeaux	III 24 déc. 1843	IV 38 ans
I Terray	II Cons. aud.	III 28 mars 1844	IV 41 ans
I Salvaing de Boissieu	II Cons. aud.	III 28 mars 1844	IV 41 ans
I Montsarrat	II Sub.P.G. Paris	III 28 mars 1844	IV 53 ans
I Michelin	II Vice-Pr. Paris	III 28 mars 1844	IV 52 ans
I Faget de Baurre	II Cons. aud.	III 28 avril 1844	IV 41 ans
I Cardon de Montigny	II Cons. aud.	III 28 avril 1844	IV 39 ans
I Bertauld	II P. G. Caen	III 28 avril 1844	IV 59 ans
I Henriot	II P. G. Montpelier	III 16 mai 1844	IV 42 ans
I Dangeville	II Cons. Lyon	III 21 oct. 1844	IV 57 ans

I Durantin	II Vice-Pr. Paris	III 10 mai 1846	IV 53 ans
I Perrot de Chezelles	II Vice-Pr. Paris	III 22 déc. 1846	IV 49 ans
I Godon	II Sub.P.G. Paris	III 22 déc. 1846	IV 51 ans
I Bouilloche	II Sub.P.G. Paris	III 22 déc. 1846	IV 56 ans
I Foucher	II Anc. Magistrat	III 11 sept. 1847	IV 45 ans

APPENDICE XII

Liste, par ordre chronologique, des nominations sous la Monarchie de Juillet aux fonctions de Substituts du Procureur Général près la Cour Royale de Paris

(I Le nom du magistrat est indiqué d'abord, II la fonction précedente par lui exercée, III la date de sa nomination à la Cour Royale de Paris, enfin IV l'âge d'accès à la Cour Royale de Paris).

I d'Esparbès de Lussan	II Sub. Paris	III 10 août 1830	IV 30 ans
I Ayliès	II Avocat	III 10 août 1830	IV 31 ans
I Tardif	II Avocat	III 10 août 1830	IV 29 ans
I Le Gorrec	II Avoc. Rennes	III 12 août 1830	IV 33 ans
I Bernard	II Sub. Paris	III 28 sept. 1830	IV 40 ans
I Partarieu Lafosse	II Sub. Paris	III 17 mars 1831	IV 33 ans
I Perrot de Chezelles	II Sub. Paris	III 5 août 1831	IV 36 ans
I Franck Carré	II Sub. Paris	III 14 mai 1832	IV 31 ans
I Didelot	II Sub. Paris	III 4 août 1832	IV 37 ans
I Boucly	II Av. Gén. Rouen	III 19 fév. 1833	IV 35 ans
I Montsarrat	II Sub. Paris	III 7 juill. 1833	IV 38 ans
I Plougoulm	II Avocat	III 1 ^{er} sept. 1834	IV 38 ans
I Nouguièr	II Sub. Paris	III 22 nov. 1834	IV 27 ans
I Glandaz	II Sub. Paris	III 31 juill. 1835	IV 34 ans
I Persil Jos.-Eug.	II Avocat	III 13 déc. 1835	IV 27 ans
I de La Tournelle	II Avocat	III 12 juill. 1836	IV 33 ans
I Godon	II Sub. Paris	III 19 sept. 1836	IV 40 ans
I Bresson	II Av. Gén. Nancy	III 13 juill. 1837	IV 35 ans
I Poincot	II Sub. Paris	III 5 fév. 1839	IV 38 ans
I Lenain	II Sub. Paris	III 19 avril 1840	IV 45 ans
I de Thorigny	II P. R. Lyon	III 3 mai 1840	IV 41 ans
I Hely d'Oissel	II Sub. Paris	III 15 mars 1841	IV 38 ans
I Bouilloche	II J. Inst. Paris	III 13 oct. 1841	IV 52 ans
I de Gerando	II Sub. Paris	III 16 janv. 1842	IV 41 ans
I Jallon	II P. R. Versailles	III 7 août 1843	IV 46 ans
I Lascoux	II Sub. Paris	III 7 août 1843	IV 38 ans
I Ternaux	II Sub. Paris	III 28 mars 1844	IV 43 ans
I Persil Nic.-Jules	II Sub. Paris	III 22 déc. 1846	IV 35 ans
I de Royer	II Sub. Paris	III 22 déc. 1846	IV 38 ans
I Rabon	II P. R. Versailles	III 22 déc. 1846	IV 42 ans
I Croissant	II Sub. Paris	III 15 janv. 1847	IV 41 ans
I Anspach	II Sub. Paris	III 23 mai 1847	IV 45 ans
I Meynard de Franc	II Sub. Paris	III 23 mai 1847	IV 41 ans
I Flandin	II 1 ^{er} Avoc. Gén. Poitiers	III 24 déc. 1847	IV 47 ans

APPENDICE XIII

Liste, par ordre chronologique, des Vice-Présidents du Tribunal de la Seine nommés sous la Monarchie de Juillet

(Tous, sauf un, ont été promus Conseillers à la Cour Royale de Paris).

(I Le nom du magistrat est indiqué d'abord, II la fonction précédente par lui exercée, III la date de sa nomination comme Vice-Président du Tribunal de la Seine, IV l'âge d'accès à ces fonctions, V enfin la date de nomination comme Conseiller à la Cour Royale de Paris).

I Naudin	II J. Inst. Paris	III 14 août 1830	IV 46 ans	V 25 nov. 1830
I Hemar	II Juge Paris	III 28 sept. 1830	IV 41 ans	V 27 avril 1833
I Petit	II Juge Paris	III 28 sept. 1830	IV 44 ans	V 17 mai 1834
I Portalis Aug.	II J. Inst. Paris	III 25 nov. 1830	IV 29 ans	V 13 juill. 1837
I Vanin	II Juge Paris	III 2 fév. 1831	IV 32 ans	V 7 nov. 1833
I Delahaye	II Juge Paris	III 9 oct. 1831	IV 44 ans	V 3 avril 1834
I Demetz	II Juge Paris	III 5 mars 1832	IV 35 ans	V 2 fév. 1835
I Poultier	II Juge Paris	III 12 juill. 1832	IV 44 ans	V 7 nov. 1833
I Lamy	II Juge Paris	III 27 avril 1833	IV 34 ans	V 15 avril 1837
I Bosquillon de Fontenay	II Présid. de Ch. Amiens	III 7 nov. 1833	IV 53 ans	V 11 nov. 1837
I Buchot	II Juge Paris	III 13 nov. 1833	IV 48 ans	V 26 déc. 1836
I Mathias	II Juge Paris	III 3 avril 1834	IV 57 ans	V 9 août 1839
I Roussigné	II J. Inst. Paris	III 17 mai 1834	IV 40 ans	V 27 janv. 1840
I Brethous de la Serre	II Sub. Paris	III 2 fév. 1835	IV 45 ans	V 27 janv. 1840
I Rigal	II Juge Paris	III 26 déc. 1836	IV 45 ans	V 29 fév. 1840
I Mourre	II Juge Paris	III 15 avril 1837	IV 40 ans	V 9 déc. 1842
I Michelin	II J. Inst. Paris	III 13 juill. 1837	IV 45 ans	V 28 mars 1844
I Perrot de Chelzelles	II Juge Paris	III 13 juill. 1837	IV 46 ans	V 22 déc. 1846
I Pinondel	II Juge Paris	III 11 nov. 1837	IV 45 ans	V Retraité
I Perrot	II Juge Paris	III 9 août 1839	IV 45 ans	V 2 mai 1848
I Barbou	II Juge Paris	III 27 janv. 1840	IV 39 ans	V 22 mars 1848
I Durantin	II Juge Paris	III 27 janv. 1840	IV 47 ans	V 10 mai 1846
I Hallé	II Juge Paris	III 29 fév. 1840	IV 42 ans	V 4 juillet 1849
I Jourdain	II J. Inst. Paris	III 9 déc. 1842	IV 44 ans	V 11 mars 1852
I Salmon	II J. Inst. Paris	III 28 mars 1844	IV 53 ans	V 11 juill. 1849
I d'Herbelot	II Juge Paris	III 10 mai 1846	IV 49 ans	V 6 déc. 1854
I Le Peletier d'Aunay	II Juge Paris	III 22 déc. 1846	IV 43 ans	V 14 sept. 1853

APPENDICE XIV

Liste, par ordre chronologique, des Juges au Tribunal de la Seine nommés pendant la Monarchie de Juillet

(I Le nom du magistrat est indiqué d'abord, II la fonction précédente par lui exercée, III la date de sa nomination comme Juge au Tribunal de la Seine, IV enfin l'âge d'accès à ces fonctions).

I Danjan Cyprien	II J. P. IX ^e arr.	III 1 ^{er} sept. 1830	IV 44 ans
I Perrot de Chel- zelles Claude	II J. suppl. Paris	III 1 ^{er} sept. 1830	IV 32 ans
I Picquerel	II Présid. Corbeil	III 1 ^{er} sept. 1830	IV 43 ans
I Lamy Jacques	II J. suppl. Paris	III 28 sept. 1830	IV 31 ans
I Poultier	II Prés. Pontoise	III 28 sept. 1830	IV 42 ans
I Roussigné	II P. R. Pontoise	III 28 sept. 1830	IV 36 ans
I Jarry fils	II Sub. Melun	III 28 sept. 1830	IV 29 ans
I Lamy Adrien	II Avocat	III 28 sept. 1830	IV 48 ans
I D'Herbelot fils	II Avocat	III 28 sept. 1830	IV 33 ans
I Duret d'Archiac	II Prés. Mantes	III 21 oct. 1830	IV 46 ans
I Buchot	II Av. Cour Cass.	III 25 nov. 1830	IV 45 ans
I Rigal	II Avocat	III 25 nov. 1830	IV 39 ans
I Barbou	II J. suppl. Paris	III 2 fév. 1831	IV 30 ans
I Gairal	II J. suppl. Paris	III 2 fév. 1831	IV 33 ans
I Quénault	II Av. C. d'Etat	III 4 juin 1831	IV 35 ans
I Theurier de Pomuyer	II J. suppl. Paris	III 4 juin 1831	IV 30 ans
I Fournérat	II Sub. Paris	III 18 oct. 1831	IV 51 ans
I Zangiacomi	II J. suppl. Paris	III 2 mars 1832	IV 29 ans
I Dequevauvillers	II Avocat	III 18 avril 1832	IV 43 ans
I Perignon	II J. suppl. Paris	III 6 mai 1832	IV 31 ans
I Hallé	II J. suppl. Paris	III 12 juill. 1832	IV 34 ans
I Perrot	II P. R. Versailles	III 4 août 1832	IV 38 ans
I Portalis Etienne	II Cons. aud. Paris	III 27 avril 1833	IV 28 ans
I Bernard de Mauchamp	II Juge Versailles	III 7 nov. 1833	IV 40 ans
I Le Peletier d'Aunay	II Juge Melun	III 7 nov. 1833	IV 30 ans
I Durantin	II P. R. Senlis	III 12 nov. 1833	IV 46 ans
I Anthoine de St- Joseph	II Sub. Paris	III 3 avril 1834	IV 39 ans
I Jourdain	II J. suppl. Paris	III 17 mai 1834	IV 36 ans
I Vanin de Cour- ville	II J. suppl. Paris	III 18 nov. 1835	IV 39 ans
I Fleury	II Avocat	III 25 nov. 1835	IV 48 ans
I Turbat	II Sub. Paris	III 26 déc. 1836	IV 35 ans
I Legonidec Jos.	II J. suppl. Paris	III 7 janv. 1837	IV 32 ans
I Garnier de Bourgneuf	II Cons. Rouen	III 15 avril 1837	IV 40 ans
I Salmon	II P. R. Versailles	III 21 mai 1837	IV 54 ans
I Maussion de Condé	II Cons. aud. Paris	III 13 juill. 1837	IV 40 ans
I Bouloche	II P. R. Reims	III 13 juill. 1837	IV 48 ans
I Elie de Beau- mont	II Juge Versailles	III 13 juill. 1837	IV 36 ans
I Martel	II J. suppl. Paris	III 13 juill. 1837	IV 36 ans
I Casenave	II J. suppl. Paris	III 13 juill. 1837	IV 34 ans
I de Saint-Albin	II J. suppl. Paris	III 13 juill. 1837	IV 31 ans
I Prudhomme	II J. suppl. Paris	III 13 juill. 1837	IV 43 ans
I Picot	II J. suppl. Paris	III 13 juill. 1837	IV 41 ans
I Virzot	II J. suppl. Paris	III 13 juill. 1837	IV 34 ans
I Frayssinaud	II Juge Rouen	III 11 nov. 1837	IV 35 ans
I Puissan	II J. suppl. Paris	III 8 mars 1839	IV 34 ans
I Perrin	II Présid. Reims	III 9 août 1839	IV 48 ans

I Deterville - Des-mortiers	II Sub. Paris	III 27 janv. 1840	IV 40 ans
I Pasquier	II J. supp. Paris	III 27 janv. 1840	IV 39 ans
I Delahaye	II J. supp. Paris	III 29 fév. 1840	IV 43 ans
I Manet	II Dir. Personnel	III 26 janv. 1841	IV 44 ans
I Cadet Gassicourt	II J. supp. Paris	III 20 mars 1841	IV 48 ans
I Filhon	II Présid. Alger	III 23 avril 1841	IV 43 ans
I de Molènes	II P. R. Versailles	III 23 avril 1841	IV 45 ans
I Geoffroy Chateau	II J. supp. Paris	III 23 avril 1841	IV 37 ans
I Beequet	II Présid. Corbeil	III 23 avril 1841	IV 41 ans
I Berthelin	II J. supp. Paris	III 23 avril 1841	IV 34 ans
I Bienaimé	II Juge Versailles	III 23 avril 1841	IV 49 ans
I Bazire	II J. supp. Paris	III 23 avril 1841	IV 39 ans
I Poux Franklin	II P. R. Melun	III 23 avril 1841	IV 46 ans
I Labour	II J. supp. Paris	III 23 avril 1841	IV 34 ans
I Chauveau - Lagarde	II Sub. Paris	III 23 avril 1841	IV 42 ans
I Coppeaux	II J. supp. Paris	III 18 oct. 1841	IV 35 ans
I Debelleye fils	II J. supp. Paris	III 18 oct. 1841	IV 27 ans
I Bourgain	II Sub. Paris	III 18 oct. 1841	IV 50 ans
I Bonnefoy des Aulnais	II J. supp. Paris	III 12 déc. 1841	IV 33 ans
I Baroche	II J. supp. Paris	III 12 déc. 1841	IV 42 ans
I Broussais	II Présid. Reims	III 12 déc. 1841	IV 47 ans
I Bertrand	II J. supp. Paris	III 9 nov. 1842	IV 33 ans
I de Saint-Didier	II Sub. Paris	III 9 nov. 1842	IV 36 ans
I Gauthier de Charnacé	II J. supp. Paris	III 9 déc. 1842	IV 28 ans
I Desnoyers	II Présid. Sens	III 9 déc. 1842	IV 49 ans
I Hatton	II Cons. Bourges	III 29 mars 1843	IV 40 ans
I Dubarle	II Sub. Paris	III 19 août 1843	IV 38 ans
I La Caille	II Prés. Tonnerre	III 28 mars 1844	IV 45 ans
I Lafeuillade	II Sub. Paris	III 18 août 1844	IV 50 ans
I Auzony	II V.P. Versailles	III 1 ^{er} mars 1845	IV 47 ans
I Michaux	II P. R. Fontainebleau	III 22 juill. 1845	IV 56 ans
I Gislaur de Boutin	II P. R. Auxerre	III 10 mai 1846	IV 41 ans
I Pagé de Maissonfort	II Prés. Provins	III 22 déc. 1846	IV 47 ans
I Caullet	II Dir. Personnel	III 9 mai 1847	IV 59 ans

APPENDICE XV

Liste, par ordre chronologique, des Substituts au Tribunal de la Seine nommés pendant la Monarchie de Juillet

(I Le nom du magistrat est indiqué d'abord, II la fonction précédente par lui exercée, III la date de sa nomination comme Substitut au Tribunal de la Seine, IV enfin l'âge d'accès à ces fonctions).

I Lanjuinais	II Avocat	III 3 août 1830	IV 33 ans
I Ségur d'Aguesseau	II Sub. P. G. Amiens	III 3 août 1830	IV 27 ans

I Moirond	II Ancien P. G. Pondichéry	III 3 août 1830	IV 44 ans
I Partarieu-La- fosse	II Avocat	III 28 sept. 1830	IV 32 ans
I Lebreton	II Avocat	III 28 sept. 1830	IV 32 ans
I Barrot Ferdin.	II Avocat	III 28 sept. 1830	IV 24 ans
I Nonguier	II Avocat	III 17 mars 1831	IV 23 ans
I Didelot	II P. R. Beauvais	III 4 avril 1831	IV 35 ans
I Godon	II P. R. Meaux	III 4 avril 1831	IV 35 ans
I Carré	II P. R. Pontoise	III 4 avril 1831	IV 30 ans
I de Gérando	II J. supp. Paris	III 5 août 1831	IV 30 ans
I Desclozeaux	II C. aud. Paris	III 18 oct. 1831	IV 29 ans
I Thévenin	II Avocat	III 14 mai 1832	IV 36 ans
I Lascoux	II J. supp. Paris	III 14 mai 1832	IV 27 ans
I Glandaz	II Avocat	III 4 août 1832	IV 31 ans
I Poinot	II P. R. Troyes	III 7 juin 1833	IV 32 ans
I Turbat	II P. R. Melun	III 17 juill. 1833	IV 32 ans
I de Saint-Didier	II J. supp. Paris	III 3 avril 1834	IV 29 ans
I Fayolle	II Sub. Versailles	III 22 oct. 1834	IV 29 ans
I Hély d'Oissel	II J. supp. Paris	III 2 fév. 1835	IV 31 ans
I Persil Jules	II Aud. C. d'Etat	III 31 juill. 1835	IV 24 ans
I Déterville-Des- mortiers	II J. supp. Paris	III 8 fév. 1836	IV 36 ans
I Gonin	II P. R. Tours	III 7 août 1836	IV 34 ans
I Croissant	II P. R. Châlons- sur-Marne	III 19 sept. 1836	IV 30 ans
I Caultet	II Sub. Versailles	III 26 déc. 1836	IV 49 ans
I Anspach	II P. R. Meaux	III 14 juin 1837	IV 35 ans
I Gouhier de Charençay	II J. supp. Paris	III 13 juill. 1837	IV 32 ans
I Ternaux	II Avocat	III 11 nov. 1837	IV 26 ans
I Cramail	II J. supp. Paris	III 12 mars 1839	IV 37 ans
I Meynard de Franc	II J. supp. Paris	III 27 janv. 1840	IV 34 ans
I Mahon	II Sub. Versailles	III 19 avril 1840	IV 34 ans
I Chauveau - La- garde	II J. supp. Paris	III 15 mars 1841	IV 42 ans
I Mongis	II P. R. Troyes	III 23 avril 1841	IV 39 ans
I Boselli	II J. supp. Paris	III 23 avril 1841	IV 34 ans
I de Royer	II Sub. Reims	III 23 avril 1841	IV 32 ans
I Camusat - Bus- serolles	II J. supp. Paris	III 23 avril 1841	IV 31 ans
I Dupaty	II Sub. Versailles	III 23 avril 1841	IV 37 ans
I Roussel	II P. R. St-Mene- hould	III 18 oct. 1841	IV 28 ans
I Puget	II J. supp. Paris	III 12 déc. 1841	IV 31 ans
I Dubarle	II P. R. Versailles	III 12 déc. 1841	IV 36 ans
I Lafeuillade	II P. R. Meaux	III 16 janv. 1842	IV 48 ans
I Brochant de Villiers	II Sub. Versailles	III 9 nov. 1842	IV 31 ans
I Delalain	II Sub. Versailles	III 7 août 1843	IV 31 ans
I de Gaujal	II Sub. Melun	III 19 août 1843	IV 32 ans
I Saillard	II P. R. Chartres	III 28 mars 1844	IV 38 ans
I Rolland de Vil- largois	II J. supp. Paris	III 18 août 1844	IV 33 ans

I Sannac	II Juge Versailles	III 18 août 1844	IV 34 ans
I Amelot de la Roussille	II P. R. Mantes	III 22 déc. 1846	IV 42 ans
I Etignard de La-faulotte	II Sub. Versailles	III 22 déc. 1846	IV 45 ans
I Berriat de St-Prix	II P. R. Pontoise	III 15 janv. 1847	IV 46 ans
I Asse	II Sub. Rouen	III 23 mai 1847	IV 36 ans
I Marcilly	II P. R. Provins	III 23 mai 1847	IV 43 ans

APPENDICE XVI

Liste, par ordre chronologique, des Premiers Présidents des Cours Royales de province nommés sous la Monarchie de Juillet

(I Le nom du magistrat est indiqué d'abord, II la fonction pré-cédente par lui exercée, III la Cour où il est nommé P. P., enfin IV la date de sa nomination comme P. P.).

I Gaillard de Kerbertin	II P. G. Rennes	III P. P. Rennes	IV 5 août 1830
I Alviset	II Présid. Ch. Be-sangon	III P. P. Besan-çon	IV 20 août 1830
I Pataille	II P. G. Aix	III P. P. Aix	IV 30 août 1830
I Mater	II Avoc. Bourges	III P. P. Bourges	IV 10 sept. 1830
I Desmazières	II Pr. Tr. Angers	III P. P. Angers	IV 10 sept. 1830
I Travers de Beauvert	II Pr. Ch. Orléans	III P. P. Orléans	IV 16 sept 1830
I Charpentier	II P. G. Metz	III P. P. Metz	IV 21 sept. 1830
I Rouillet	II Prés. Ch. Bor-deaux	III P. P. Bor-deaux	IV 14 oct. 1830
I Lemeuniet	II Ancien P. P.	III P. P. Caen	IV 3 déc. 1830
I Félix Faure	II Cons. Grenoble	III P. P. Grenoble	IV 24 déc. 1830
I Demetz	II Pr. Ch. Nancy	III P. P. Nancy	IV 23 juin 1831
I de Daunant	II Cons. Nîmes	III P. P. Nîmes	IV 5 août 1833
I Eude	II Pr. Ch. Rouen	III P. P. Rouen	IV 11 août 1833
I Dartigaux	II P. G. Pau	III P. P. Pau	IV 12 oct. 1834
I Rousselin	II P. G. Caen	III P. P. Caen	IV 21 oct. 1835
I Amilhau	II Prés. Ch. Tou-louse	III P. P. Pau	IV 15 avril 1836
I Barennes	II Cons. d'Etat	III P. P. Grenoble	IV 12 juill. 1836
I Moyne	II P. G. Rouen	III P. P. Poitiers	IV 14 oct. 1836
I Boullet	II Pr. Ch. Amiens	III P. P. Amiens	IV 13 juill. 1837
I Viger	II Cons. Cass.	III P. P. Mont-pellier	IV 11 sept. 1837
I Tixier Lachas-sagne	II Prés. Ch. Li-moges	III P. P. Limoges	IV 4 oct. 1837
I Bryon	II P. G. Lyon	III P. P. Riom	IV 4 oct. 1837
I Rossée	II P. G. Colmar	III P. P. Colmar	IV 21 oct. 1838
I Nepveur	II P. G. Douai	III P. P. Dijon	IV 19 sept. 1839
I Colin	II P. G. Dijon	III P. P. Douai	IV 19 sept. 1839
I Lavielle	II Dir. Aff. civiles	III P. P. Riom	IV 5 nov. 1839
I Legagneur	II P. G. Douai	III P. P. Grenoble	IV 7 juill. 1840
I Moreau	II P. G. Metz	III P. P. Nancy	IV 7 août 1840
I Franck Carré	II P. G. Paris	III P. P. Rouen	IV 12 oct. 1841

I Poulle	II Pr. Ch. Aix	III P. P. Aix	IV 27 oct. 1841
I de la Tournelle	II P. G. Orléans	III P. P. Dijon	IV 28 avril 1843
I Legagneur	II P. P. Grenoble	III P. P. Toulouse	IV 20 juill. 1843
I Nadaud	II P. G. Grenoble	III P. P. Grenoble	IV 20 juill. 1843
I Leroux de Bre- tagne	II Pr. Ch. Douai	III P. P. Douai	IV 5 fév. 1844
I Pagès	II Pr. Ch. Riom	III P. P. Riom	IV 21 août 1844
I Plougoulm	II P. G. Rennes	III P. P. Rennes	IV 20 oct. 1845
I Daguenet	II P. G. Orléans	III P. P. Orléans	IV 27 mars 1846
I Pion	II P. G. Lyon	III P. P. Toulouse	IV 16 août 1847
I de la Seiglière	II P. G. Bordeaux	III P. P. Bor- deaux	IV 16 août 1847

APPENDICE XVII

Liste, par ordre chronologique, des Procureurs Généraux près les Cours Royales de province nommés sous la Monarchie de Juillet

(I Le nom du magistrat est indiqué d'abord, II la fonction précédente par lui exercée, III la Cour où il est nommé P. G., enfin IV la date de sa nomination comme P. G.).

I Viger	II Avocat	III P. G. Nîmes	IV 3 août 1830
I Charpentier	II Avocat	III P. G. Metz	IV 4 août 1830
I Devaux	II Avocat	III P. G. Bourges	IV 6 août 1830
I Cabet	II Avocat	III P. G. Bastia	IV 6 août 1830
I Rossée	II Anc. Magistrat	III P. G. Colmar	IV 6 août 1830
I Colin	II Av. Gén. Dijon	III P. G. Dijon	IV 6 août 1830
I Lerouge	II Avocat	III P. G. Besan- çon	IV 6 août 1830
I Feuilhade- Chauvin	II P. G. Bastia	III P. G. Bor- deaux	IV 6 août 1830
I Félix Faure	II Cons. Grenoble	III P. G. Grenoble	IV 7 août 1830
I Madier de Montjau	II Cons. Nîmes	III P. G. Lyon	IV 7 août 1830
I Bresson	II Cons. Nancy	III P. G. Nancy	IV 7 août 1830
I Moyne	II Anc. Magistrat	III P. G. Grenoble	IV 10 août 1830
I Liège d'Iray	II Cons. Poitiers	III P. G. Poitiers	IV 10 août 1830
I Gaillard de Ker- bertin	II Avocat	III P. G. Rennes	IV 10 août 1830
I Pataille	II Anc. Magistrat	III P. G. Aix	IV 10 août 1830
I Vivien	II Avocat	III P. G. Amiens	IV 10 août 1830
I Duboys	II Av. Anc. Mag.	III P. G. Angers	IV 10 août 1830
I Fabvier	II Avocat	III P. G. Nancy	IV 14 août 1830
I Tailhaud	II Avocat	III P. G. Riom	IV 14 août 1830
I Rousselin	II Av. Gén. Caen	III P. G. Caen	IV 16 août 1830
I Farez	II Anc. Magistrat	III P. G. Douai	IV 16 août 1830
I Joly	II Avocat	III P. G. Mont- pellier	IV 16 août 1830
I Gilbert Boucher	II Anc. Magistrat	III P. G. Poitiers	IV 16 août 1830
I Thil	II Avocat	III P. G. Rouen	IV 16 août 1830
I Dumont de St- Priest	II Avocat	III P. G. Limoges	IV 20 août 1830
I Corbière	II Ancien P. G.	III P. G. Toulouse	IV 20 août 1830

I Lebet	II Av. Gén. Agen	III P. G. Agen	IV 25 août 1830
I Borély	II V.-Pr. Marseille	III P. G. Aix	IV 30 août 1830
I Hello	II Avocat	III P. G. Rennes	IV 5 sept. 1830
I Parant	II Avocat	III P. G. Metz	IV 21 sept. 1830
I Pascalis	II P. R. Marseille	III P. G. Amiens	IV 4 avril 1831
I Parant	II P. G. Metz	III P. G. Bourges	IV 17 avril 1831
I Tondut	II Ex-Préf. Metz	III P. G. Metz	IV 17 avril 1831
I Gaultier	II Pr. Ch. Angers	III P. G. Angers	IV 2 mai 1831
I Enjalric	II Av. G. Nîmes	III P. G. Bastia	IV 6 mai 1831
I Duplan	II Avocat	III P. G. Lyon	IV 1 ^{er} sept. 1831
I Fluchaire	II Cons. Grenoble	III P. G. Mont- pellier	IV 20 fév. 1832
I Moyne	II P. G. Grenoble	III P. G. Rouen	IV 13 août 1832
I Gillon	II Avocat. Député	III P. G. Amiens	IV 14 août 1832
I Pascaud	II Av. G. Bourges	III P. G. Bourges	IV 18 août 1832
I Bresson	II Pr. Ch. Nancy	III P. G. Metz	IV 19 sept. 1832
I Mesnard	II Av. G. Poitiers	III P. G. Grenoble	IV 22 sept. 1832
I Romiguières	II Avoc. Bâtonn.	III P. G. Toulouse	IV 7 juill. 1833
	Toulouse		
I Mottet	II P. R. Marseille	III P. G. Bastia	IV 16 août 1833
I Capin	II Pr. Ch. Riom	III P. G. Nîmes	IV 19 mai 1834
I Hébert	II P. R. Rouen	III P. G. Metz	IV 19 mai 1834
I de la Seiglière	II Av. Gén. Bor- deaux	III P. G. Riom	IV 19 mai 1834
I Dufau	II Av. Gén. Pau	III P. G. Pau	IV 12 oct. 1834
I Nepveur	II Cons. Douai	III P. G. Douai	IV 13 nov. 1834
I Chegaray	II P. R. Lyon	III P. G. Orléans	IV 20 oct. 1835
I Bertauld	II Cons. Caen	III P. G. Caen	IV 20 oct. 1835
I Réallier-Dumas	II P. G. Tribun.	III P. G. Bastia	IV 12 juill. 1836
	Afrique		
I Moreau	II Pr. Ch. Nancy	III P. G. Metz	IV 19 sept. 1836
I de la Tournelle	II Sub. P. G. Paris	III P. G. Nîmes	IV 20 sept. 1836
I Mesnard	II P. G. Grenoble	III P. G. Rouen	IV 14 oct. 1836
I Legagneur	II Pr. Ch. Metz	III P. G. Grenoble	IV 14 oct. 1836
I Bryon	II Cons. Paris	III P. G. Lyon	IV 28 mars 1837
I Mottet	II Ancien P. G.	III P. G. Orléans	IV 27 mai 1837
	Bastia		
I Chegaray	II P. G. Orléans	III P. G. Rennes	IV 27 mai 1837
I de Boissieux	II Av. G. Grenoble	III P. G. Riom	IV 11 nov. 1837
I de la Seiglière	II P. G. Riom	III P. G. Lyon	IV 13 nov. 1837
I de la Seiglière	II P. G. Lyon	III P. G. Bor- deaux	IV 21 oct. 1838
I Parès	II Av. G. Mont- pellier	III P. G. Colmar	IV 21 oct. 1838
I Feuilhade- Chauvin	II P. G. Bor- deaux	III P. G. Lyon	IV 21 oct. 1838
I Nadand	II Av. G. Grenoble	III P. G. Mont- pellier	IV 21 oct. 1838
I Plougoulm	II Av. Gén. Paris	III P. G. Amiens	IV 31 janv. 1839
I de la Tournelle	II P. G. Nîmes	III P. G. Orléans	IV 5 fév. 1839
I Daguenet	II Cons. Pau	III P. G. Nîmes	IV 6 fév. 1839
I Gonet	II Pr. Tr. Nîmes	III P. G. Nîmes	IV 19 sept. 1839
I Grenier	II Av. G. Grenoble	III P. G. Dijon	IV 19 sept. 1839
I Legagneur	II P. G. Grenoble	III P. G. Douai	IV 19 sept. 1839

I Nadaud	II P. G. Montpel- lier	III P. G. Grenoble	IV 19 sept. 1839
I Daguenet	II P. G. Nîmes	III P. G. Mont- pellier	IV 19 sept. 1839
I Salveton	II Av. G. Toulouse	III P. G. Amiens	IV 16 déc. 1839
I Plougoulm	II P. G. Amiens	III P. G. Toulouse	IV 16 déc. 1839
I Chaix	II P. G. Tribun. Afrique	III P. G. Bastia	IV 29 fév. 1840
I Letourneur	II Av. G. Rennes	III P. G. Douai	IV 7 juill. 1840
I Piou	II Av. G. Angers	III P. G. Metz	IV 5 août 1840
I Paillart	II Av. G. Rouen	III P. G. Nancy	IV 5 août 1840
I Letourneur	II P. G. Douai	III P. G. Poitiers	IV 29 mars 1841
I Piou	II P. G. Metz	III P. G. Douai	IV 29 mars 1841
I Nicias Gaillard	II Av. G. Poitiers	III P. G. Metz	IV 29 mars 1841
I Nicias Gaillard	II P. G. Metz	III P. G. Toulouse	IV 19 juill. 1841
I Preux	II Av. G. Douai	III P. G. Metz	IV 19 juill. 1841
I Gaultier	II P. G. Angers	III P. G. Rouen	IV 12 oct. 1841
I Corbin	II Av. G. Bourges	III P. G. Angers	IV 12 oct. 1841
I de Golbéry	II Cons. Colmar	III P. G. Besan- çon	IV 15 nov. 1841
I Decous	II Av. G. Limoges	III P. G. Bastia	IV 2 juillet 1842
I Plougoulm	II Ancien P. G.	III P. G. Nîmes	IV 27 déc. 1842
I Rouland	II Av. G. Rouen	III P. G. Douai	IV 28 fév. 1843
I Daguenet	II P. G. Montpel- lier	III P. G. Orléans	IV 28 avril 1843
I Piou	II P. G. Douai	III P. G. Lyon	IV 28 avril 1843
I Plougoulm	II P. G. Nîmes	III P. G. Rennes	IV 7 août 1843
I Hibon	II Av. G. Douai	III P. G. Grenoble	IV 7 août 1843
I Dufaur-Mont- fort	II Av. G. Rouen	III P. G. Nîmes	IV 7 août 1843
I Henriot	II P. G. Alger	III P. G. Mont- pellier	IV 28 août 1843
I Laborie	II Av. G. Lyon	III P. G. Grenoble	IV 5 fév. 1844
I Allain Targé	II Av. G. Angers	III P. G. Riom	IV 8 fév. 1844
I Salveton	II P. G. Amiens	III P. G. Rouen	IV 28 avril 1844
I Doms	II Av. Gén. Bor- deaux	III P. G. Amiens	IV 28 avril 1844
I Didelot	II Cons. Paris	III P. G. Caen	IV 28 avril 1844
I Renard	II Av. Gén. Mont- pellier	III P. G. Mont- pellier	IV 16 mai 1844
I Caussin de Per- ceval	II Av. G. Amiens	III P. G. Caen	IV 21 oct. 1844
I Didelot	II P. G. Caen	III P. G. Bourges	IV 21 oct. 1844
I Blanchet	II Av. G. Grenoble	III P. G. Nîmes	IV 24 oct. 1844
I Allain Targé	II P. G. Riom	III P. G. Poitiers	IV 10 oct. 1845
I Letourneur	II P. G. Poitiers	III P. G. Riom	IV 10 oct. 1845
I du Bodan	II P. G. Alger	III P. G. Rennes	IV 27 oct. 1845
I Corbin	II P. G. Angers	III P. G. Orléans	IV 27 mars 1846
I de Peyramont	II Av. G. Limoges	III P. G. Angers	IV 27 mars 1846
I Doms	II P. G. Amiens	III P. G. Toulouse	IV 11 juill. 1846
I Preux	II P. G. Metz	III P. G. Amiens	IV 11 juill. 1846
I Dufresne	II P. R. Nantes	III P. G. Bastia	IV 16 juill. 1846
I Preux	II P. G. Amiens	III P. G. Douai	IV 23 mai 1847
I Jallon	II Sub. P. G. Paris	III P. G. Amiens	IV 23 mai 1847

I Blanchet	II P. G. Nîmes	III P. G. Grenoble	IV 9 août 1847
I Laborie	II P. G. Grenoble	III P. G. Lyon	IV 9 août 1847
I Lepeyre	II P. R. Marseille	III P. G. Caen	IV 16 août 1847
I Ressigeac	II Av. G. Toulouse	III P. G. Nîmes	IV 16 août 1847
I Caussin de Perceval	II P. G. Caen	III P. G. Bordeaux	IV 16 août 1847
I Bruno - Dessoliers	II Av. G. Aix	III P. G. Aix	IV 22 déc. 1847

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

LIVRE PREMIER

La Magistrature et la Révolution de Juillet

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Magistrature et les Ordonnances....</i>	13
CHAPITRE II. — <i>La Désorganisation des juridictions.....</i>	21
CHAPITRE III. — <i>La Révocation des membres du Parquet.....</i>	32
CHAPITRE IV. — <i>Les Réformes législatives touchant les membres du siège.....</i>	46
I. La question de l'inamovibilité.....	46
II. La question des Juges et Conseillers auditeurs.....	54
CHAPITRE V. — <i>Les Serments et les Départs pour défaut de prestation de serment.....</i>	63
CHAPITRE VI. — <i>Les Démissions</i>	76
CHAPITRE VII. — <i>Les Remplaçants</i>	84

LIVRE II

Les Dispositions légales régissant la Magistrature

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Composition et le nombre des juridictions. L'Organisation judiciaire et les projets de réforme.....</i>	93
CHAPITRE II. — <i>Les Traitements des Magistrats.....</i>	113
I. La Fortune des Magistrats.....	113

	Pages
II. Le mouvement des idées en vue du relèvement des traitements	122
III. Les réformes réalisées.....	132
§ 1 ^{er} . Les Réductions de traitements (1830-1832)	132
§ 2. L'augmentation de 1833.....	135
§ 3. Les discussions de 1834 à 1836.....	137
§ 4. L'augmentation de 1837.....	139
§ 5. Les discussions jusqu'en 1846.....	140
§ 6. La dernière augmentation.....	142

LIVRE III

Le Personnel de la Magistrature

CHAPITRE PREMIER. — <i>Comment on entre dans la Magistrature.</i>	147
I. Les Conditions d'entrée dans la Magistrature.....	147
II. Les projets sur le Noviciat.....	165
CHAPITRE II. — <i>Comment on avance</i>	180
I. Les Règles générales qui président à l'avancement des Magistrats	180
II. La Création de familles de Magistrats.....	205
CHAPITRE III. — <i>Comment on sort de la Magistrature</i>	212
I. Les Retraites	212
II. Les Démissions	219
III. Les Révocations	226
CHAPITRE IV. — <i>Le Personnel des différentes juridictions</i>	231
I. Ce qui reste des Magistrats parlementaires, des Magistrats des juridictions de l'ancien régime. Les survivances	231
II. Le Personnel de la Cour de Cassation.....	239
§ 1 ^{er} . Les Chefs de la Cour de Cassation.....	239
§ 2. Les Magistrats de la Cour de Cassation que la Monarchie de Juillet trouva en fonctions	249
§ 3. Le Recrutement de la Cour de Cassation sous la Monarchie de Juillet.....	261
III. Le Personnel de la Cour royale de Paris et du Tribunal de la Seine.....	271
§ 1 ^{er} . Généralités	271
§ 2. Les Magistrats de la Cour royale de Paris.	274
§ 3. Les Magistrats du Tribunal de la Seine....	292
IV. Le Personnel des Cours royales de province.....	301
§ 1 ^{er} . Les Chefs des Cours royales de Province...	301

	Pages
§ 2. Les Magistrats du siège.....	323
§ 3. Les Magistrats des Parquets Généraux....	331
V. Le Personnel des Tribunaux de province.....	336
VI. Conclusion	343

LIVRE IV

La Magistrature Grand Corps de l'Etat

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Magistrature et le Pouvoir</i>	347
I. Les Idées politiques des Magistrats.....	347
§ 1 ^{er} . Généralités	347
§ 2. Les Légitimistes	354
§ 3. Les Républicains	370
§ 4. Appréciation du système disciplinaire en matière politique	382
§ 5. La moindre importance donnée aux opinions politiques à la fin de la Monarchie de Juillet	383
II. Les Magistrats membres de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés.....	384
III. Les Distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur.	393
CHAPITRE II. — <i>La Magistrature et la Société</i>	396
I. Les Idées des Magistrats sur les questions sociales....	396
II. Les Idées religieuses des Magistrats.....	416
III. Leur Rôle social, les relations mondaines et les cérémonies	420
CONCLUSION	431
BIBLIOGRAPHIE	441
APPENDICES	451
APPENDICE PREMIER. — <i>Biographies de Magistrats</i>	451
<i>Liste alphabétique des biographies des Magistrats</i>	462
APPENDICE II. — <i>Les classes des Tribunaux en 1830 quant à la composition des juridictions</i>	470
<i>La répartition en 1838</i>	472
APPENDICE III. — <i>Les traitements des Magistrats et la répartition des juridictions par classes au point de vue des traitements :</i>	
A. Au début de la Monarchie de Juillet.....	473
B. A la fin de la Monarchie de Juillet.....	475
APPENDICE IV. — <i>Les familles de Magistrats dans les Cours et Tribunaux</i>	476

	Pages
APPENDICE V. — <i>Les vieillards dans les Cours et Tribunaux.</i>	477
APPENDICE VI. — <i>Les Magistrats de la Cour de Cassation trouvés en fonctions par la Monarchie de Juillet et conservés par elle.....</i>	478
APPENDICE VII. — <i>Liste des Présidents de Chambre de la Cour Royale de Paris en fonctions sous la Monarchie de Juillet</i>	480
APPENDICE VIII. — <i>Liste des Avocats Généraux près la Cour Royale de Paris en fonctions sous la Monarchie de Juillet</i>	480
APPENDICE IX. — <i>Liste par ordre chronologique des Chefs de Cours appelés sous la Monarchie de Juillet à la Cour de Cassation</i>	481
APPENDICE X. — <i>Liste, par catégories, des Magistrats nommés à la Cour de Cassation pendant la Monarchie de Juillet qui n'étaient ni Présidents de Chambre, ni Avocats Généraux à la Cour Royale de Paris, ni Chefs de Cours</i>	482
APPENDICE XI. — <i>Liste, par ordre chronologique, des nominations sous la Monarchie de Juillet aux fonctions de Conseillers à la Cour Royale de Paris.....</i>	483
APPENDICE XII. — <i>Liste, par ordre chronologique, des nominations sous la Monarchie de Juillet aux fonctions de Substituts du Procureur Général près la Cour Royale de Paris</i>	485
APPENDICE XIII. — <i>Liste, par ordre chronologique, des Vice-Présidents du Tribunal de la Seine nommés sous la Monarchie de Juillet.....</i>	486
APPENDICE XIV. — <i>Liste, par ordre chronologique, des Juges au Tribunal de la Seine nommés pendant la Monarchie de Juillet</i>	486
APPENDICE XV. — <i>Liste, par ordre chronologique, des Substituts au Tribunal de la Seine nommés pendant la Monarchie de Juillet</i>	488
APPENDICE XVI. — <i>Liste, par ordre chronologique, des Premiers Présidents des Cours Royales de province nommés sous la Monarchie de Juillet.....</i>	490
APPENDICE XVII. — <i>Liste, par ordre chronologique, des Procureurs Généraux près les Cours Royales de province nommés sous la Monarchie de Juillet.....</i>	491

Vu le 30 novembre 1936,

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :

DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,
Le Recteur de l'Académie de Paris :
CHARLÉTY.

CAEN

IMPRIMERIE CARON & C^{ie}

34, rue Demolombe
